La recherche archéologique en Picardie : bilans & perspectives

Journées d'études
tenues à Amiens
les 21 & 22 mars 2005

Sommaire

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Marc Durand

PRÉSIDENT
Philippe Racinet

TRÉSORIER
Christian Sanvoisin

SIÈGE SOCIAL
Laboratoire d'Archéologie
Université de Picardie Jules Verne
Campus - chemin du Thil
F - 80 25 AMIENS CEDEX 01

COMITÉ DE PILOTAGE
Didier Bayard, SRA de Picardie - UMR 8042 CIRA Centre-Nord ; Jean-Luc Collart, SRA de Picardie - UME 8142 ; Jean-Pierre Daugas, IGAPA ; Jean-Pierre Giraud & Pascal Depaepe, directeurs scientifique et technique, INRAP ; Philippe Racinet, Université de Picardie Jules Verne - EA 3912 ; Marc Talon, INRAP Nord/Picardie - UMR 8142 ; Stéphanie Thiébault, CNRS - UMR 7041 ; Alain Tuffreau, Université de Lille I - UMR 8018

CONCEPTION DE LA COUVERTURE
Laurence Dapremont

Imprimeries de Champagne
Z. I. Les Franchises
F - 52 200 Langres

ILL. 1ÈRE ET 4E DE COUVERTYURE
Répartition actuelle des opérants de l'archéologie en Picardie

LA REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE PICARDIE
est publiée avec le concours de la Région de Picardie, les Conseils généraux de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme, l'Université de Picardie Jules Verne, le Ministère de la Culture (Sous-direction de l'Archéologie & SRA de Picardie).

SITE INTERNET
http//www.revuearcheo.picardie.free.fr

COTISATION
5 € de cotisation

ABONNEMENT 2006
2 numéros de 160 pages minimum 45 €
(dont TVA 5,50 %)
Attention, les règlements doivent être libellés à l'ordre de Revue Archéologique de Picardie
CCP Lille 49 68 14 K

DÉPÔT LÉGAL - décembre 2005
N° de commission paritaire 63 392
N° ISSN : 0752-5656

5 • *Avant propos* par Philippe Racinet

7 • *Introduction* par Jean-Pierre Daugas

9 • *Vers une programmation de l'archéologie préventive* par Pascal Depaepe

11 • *L'élaboration des bilans sur la recherche archéologique en Picardie* par Jean-Luc Collart, Philippe Racinet & Marc Talon

23 • *LA PRÉHISTOIRE ANCIENNE*
par Alain Tuffreau (*l'Acheuléen*), Jean-Luc Locht (*le Paléolithique moyen*), Paule Coudret & Jean-Pierre Fagnart (*le Paléolithique supérieur*), Thierry Ducrocq (*le Mésolithique*)

63 • *LA PRÉHISTOIRE RÉCENTE*
par Jérôme Dubouloz, Françoise Bostyn, Michèle Chartier, Richard Cottiaux & Mariannick Le Bolloch (*La recherche archéologique sur le Néolithique en Picardie)*

99 • *LA PROTOHISTOIRE ANCIENNE*
par Patrice Brun, Nathalie Buchez, Stéphane Gaudefroy & Marc Talon, avec la collaboration d'Isabelle Le Goff, François Malrain & Véronique Matterne (*Protohistoire ancienne en Picardie*), Ginette Auxiette & Patrice Méniel (*Les études de faunes de la Protohistoire ancienne*)

127 • *LA PROTOHISTOIRE RÉCENTE*
par François Malrain, Stéphane Gaudefroy, Frédéric Gransar, (*La Protohistoire récente : IIIe siècle-1ère moitié du premier siècle avant notre ère*), Ginette Auxiette & Patrice Méniel (*Les études de faunes de la Protohistoire récente*)

177 • *L'ANTIQUITÉ*
par Tahar Ben Redjeb, Laurent Duvette & Pascal Quérel, avec des contributions de Cyrille Chaidron, Sébastien Lepetz, Véronique Matterne et la collaboration de Denis Maréchal (*Les campagnes antiques : bilans et perspectives*)

…/…

…/…

223 • *LE MOYEN ÂGE*
par François Blary, Martine Derbois & Vincent Legros (*Les campagnes médiévales en Picardie : état de la question*) avec le concours de Didier Bayard et des contributions de Corrie C. Bakels et Jean-Hervé Yvinec

247 • *ARCHÉOLOGIE URBAINE*
par Bruno Desachy & Dominique Gemehl (*L'archéologie urbaine en Picardie. Présentation*) et une contribution de Benoît Clavel (*Étude des faunes picardes de la fin du Moyen Âge à la Renaissance*)

277 • *LE BILAN PICARD*
Le Bilan archéologique picard : le point de vue de la CIRA (Commission interrégionale de la Recherche archéologique) de l'interrégion Centre-Nord par Patrice Arcelin, Didier Bayard, Isabelle Catteddu, Jean-Pierre Daugas, Florence Delacampagne, Jean-Paul Delor, Nadine Dieudonné-Glad & Vincent Lhomme

295 • *Le Bilan archéologique picard : les conclusions* par le Comité de Pilotage

319 • *LISTE DES PARTICIPANTS AUX JOURNÉES D'AMIENS ET ANNUAIRE DES CHERCHEURS ET ASSOCIATIONS ŒUVRANT OU INTERVENANT EN PICARDIE*

AVANT-PROPOS

L'*Université de Picardie Jules Verne* a été heureuse d'accueillir durant ces deux journées consacrées à *La recherche archéologique en Picardie : bilans et perspectives*, non seulement une grande partie des archéologues de la région mais de nombreux collègues français intéressés par la démarche entreprise en Picardie. Ces journées ont réuni plus de 120 participants, ce qui est un succès incontestable. Certes, cette forte mobilisation reflète l'inquiétude de la communauté archéologique française, qui traverse une période difficile. Mais elle montre aussi son dynamisme et le souhait de s'adapter aux conditions nouvelles. Ces réflexions interviennent dans un contexte de mutation, à l'issue d'une période de croissance remarquable. Les fouilles préventives et programmées réalisées depuis vingt ans ont apporté une masse d'informations telle qu'elle n'a pas été encore complètement exploitée sur le plan scientifique. Ces journées ont pour mérite d'avoir provoqué des bilans pour tous les champs de la recherche, selon un schéma commun et des questionnements similaires. L'objectif a été atteint même si les différentes contributions reflètent des états d'avancement de la réflexion relativement hétérogènes.

Le *Laboratoire d'Archéologie et d'Histoire de l'Université de Picardie Jules Verne* a pris une part active dans ce travail. Ce laboratoire universitaire, doté récemment d'un poste d'ingénieur, a été mis en place par Jean-Louis Cadoux qui a su tisser des liens très étroits avec les services archéologiques de l'État et des Collectivités territoriales. Il regroupe une cinquantaine de spécialistes dont les compétences couvrent les principaux domaines de l'archéologie et de l'histoire des périodes antique et médiévale, pour la France du Nord et une partie du monde méditerranéen, en convention avec des organismes français (IFAO, EFR) et des services étrangers (Antiquités égyptiennes, surintendances italiennes).

Le *Laboratoire* intervient essentiellement dans quatre domaines :

- le terrain, avec le chantier de Boves, celui de Saint-Arnoul de Crépy-en-Valois et le suivi de quelques autres sites, comme Bonneuil-les-Eaux ou Fontaine-lès-Vervins ;
- l'archéométrie, avec l'étude de la céramique, des objets métalliques, des objets en os, des terres cuites architecturales ;
- les prospections, avec de beaux programmes, dans l'Oise surtout, en collaboration avec les botanistes de l'*Université* qui font partie intégrante du *Laboratoire* ;
- la diffusion, par l'organisation de colloques et des publications régulières.

Depuis plusieurs années, le *Laboratoire* est reconnu Équipe d'Accueil (n° 3912) par le Ministère de la Recherche et Site de Compétence par le Conseil régional de Picardie sur le thème : « Pouvoirs, territoires et ethnopaysages de l'Antiquité à la fin de l'époque moderne ». Trois axes de recherche soutiennent la problématique.

Le premier centré sur « les pôles de commandement au Moyen Âge » consiste en l'étude conjointe des établissements castraux et religieux dans leurs structures, dans leurs relations réciproques et surtout dans leurs rôles sur la formation et l'évolution des terroirs. Parallèlement, il s'agit d'approfondir les recherches historiques sur les rapports entre monachisme et aristocratie. Les lieux urbains sont également retenus comme terrains privilégiés de coexistence des pouvoirs aristocratiques et religieux. Cet espace est le lieu de confrontation de ces deux pouvoirs avec d'autres formes de puissance, tant politique qu'économique.

Le deuxième thème concerne « les espaces religieux de l'Antiquité à l'époque moderne ». Il privilégie l'étude du fonctionnement des cultes et de leur relation avec les différentes sphères du pouvoir. Individualiser le pouvoir religieux permet de mieux comprendre ses relations avec le pouvoir laïque et, donc, d'éclairer les recherches menées dans le cadre du premier thème.

Le troisième concerne « l'anthropisation des milieux naturels ». Il s'agit d'étudier les relations entre l'homme et son environnement, aussi bien physique que biotique, ainsi que les dynamiques spatiales et temporelles de ces interactions. Les travaux se rapportant à ce thème visent à comprendre, d'une part, pourquoi et comment l'homme a modifié les systèmes naturels qui l'entourent (« écosystèmes » et paysages) pour aboutir à des systèmes « anthropiques », à la nature, à la structure et au fonctionnement modifiés et, d'autre part, comment ces systèmes anthropiques influencent, en retour, le comportement de l'homme et ses rapports à l'environnement. Il s'agit, également, de mettre en évidence des indices écologiques d'anthropisation des milieux naturels, utilisables, par exemple, en prospection archéologique. Ces travaux ont jusqu'ici été développés en Thiérache et dans le Compiégnois, dans le cadre des programmes d'archéologie extensive.

Philippe RACINET,
Professeur d'Histoire et d'Archéologie médiévales
Président de la *Revue archéologique de Picardie*

INTRODUCTION

L'exercice de bilan scientifique auquel nous sommes conviés par le *Service régional de l'Archéologie* (DRAC-SRA) de Picardie, avec le concours de l'*Institut national de recherches archéologiques préventives* (INRAP, direction interrégionale Nord-Picardie) et de l'*Université de Picardie* (*Laboratoire d'archéologie*) s'inscrit comme le troisième essai du genre dans cette Région. En effet, un premier état fut dressé par le SRA, en interne, dès 1986 (1), puis un autre, collectif, en 1997 (2), dans le cadre d'assises régionales siégeant sous la forme de table-rondes thématiques réunissant, outre les membres du Service, des archéologues de l'AFAN (antenne Nord–Picardie) et de l'Université d'Amiens (*Laboratoire d'archéologie*).

Cette dernière session intervient dans des circonstances particulières, qui mettent en avant le besoin renouvelé d'une programmation scientifique interrégionale :

- elle fait suite à la tenue des *Assises interrégionales* puis *nationales de l'Archéologie*, voulues par la *Direction du Patrimoine* et organisées par la *Sous-direction de l'Archéologie* durant toute l'année 2002, qui ont fait ressortir la demande récurrente, par les Services déconcentrés, d'un outil de pilotage de la recherche ;
- elle a été initiée, à l'automne 2003, en pleine crise de « surchauffe » de l'archéologie préventive.

Si ce contexte a pesé sur la conception de l'entreprise celle-ci n'en répond pas moins à des questions de fond. Dès 1978 le *Conseil supérieur de la Recherche archéologique (CSRA)*, alors dirigé par Roland Martin, avait énoncé les principes directeurs visant à la définition de priorités de la recherche destinées à lutter contre la dispersion des moyens : fouiller moins pour fouiller mieux, ne pas laisser une fouille sans publication, recentrer les ressources humaines et financières sur des priorités reconnues. Cependant, toutes les tentatives de programmation nationale, pourtant fondées sur un état thématique et chronologique de la recherche, successivement conduites par Christian Goudineau, Michel Reddé puis Michel Gras, n'ont pas trouvé de traduction concrète au-delà d'un catalogue, raisonné et critique, des travaux engagés et à venir.

Dès lors, l'*Inspection générale de l'Architecture et du Patrimoine* (Archéologie) a-t-elle défini, en concertation avec la *conférence des Conservateurs régionaux de l'Archéologie*, à une nouvelle méthode de travail qui a fondé les dispositions de la circulaire DAPA de programmation scientifique en date du 1er juin 2004. La priorité est désormais accordée aux initiatives régionales fondées sur l'élaboration de bilans thématiques et chronologiques dont la mise en œuvre adopte des modalités pragmatiques mettant toutefois en avant le rôle des SRA. La démarche est fondée sur une synthèse des recherches programmées et préventives même si chaque domaine peut connaître des perspectives différenciées. C'est à l'échelon des *Commissions interrégionales de la Recherche archéologique* (CIRA) que s'établiront les convergences des initiatives pour acquérir une dimension interinstitutionnelle. Le *Conseil national de la Recherche archéologique* (*CNRA*), quant à lui, sera appelé à jouer un rôle d'harmonisation, non pas pour gommer les diversités mais pour assurer la prise en compte du principe d'équité en faveur des demandeurs d'autorisation de fouilles. À moyen terme, l'objectif est bien celui d'une programmation scientifique interrégionale concernant, tout à la fois, la recherche programmée et préventive.

(1) - *DRAC Info Picardie,* n° 28 (décembre 1986 - janvier 1987), 69 pages

(2) - *Archéologie en Picardie, Bilan de la journée de concertation du 4 octobre 1997*, DRAC-SRA, 33 pages.

Un état des lieux réalisé en janvier 2004 a montré qu'une douzaine d'expériences sont actuellement en cours en France et dont le bilan picard constitue la plus avancée, certaines régions étant convenues de laisser une place importante à l'élaboration de bilans thématiques au sein des CIRA. Toutes ont en commun de dégager les forces, mais aussi les faiblesses, de l'archéologie régionale tant en termes de pratiques de terrain que de ressources humaines et de formation, par le biais d'un bilan des fouilles conduites et des publications qui en découlent. En Picardie, le Comité de pilotage du bilan a d'emblée, en février 2004, adopté un caractère interinstitutionnel en regroupant les concours de la DRAC, de l'INRAP, de l'Université et du CNRS, ce fait ayant grandement contribué à la richesse des débats et à l'ampleur donnée au travail entrepris (on retiendra, en particulier, l'engagement très concret de la direction interrégionale de l'INRAP en matière de disponibilité accordée à ses agents).

Sans doute, le moment est-il également venu de tirer les premières leçons de la « surchauffe » survenue en 2003 en matière d'archéologie préventive. J'avancerai ici l'idée que l'archéologie française est en mal d'un consensus renouvelé avec le corps social pour ce qui concerne la définition des moyens devant lui être attribués. Le débat engagé durant les années 1960 et 1970 s'était alors conclu en faveur de la notion de patrimoine appliquée à l'ensemble des vestiges archéologiques en réaction aux destructions massives intervenues essentiellement dans les cœurs urbains à caractère historique. Cette position n'est aujourd'hui plus tenable et il n'est désormais plus possible de prétendre sanctuariser chaque vestige, pas plus que d'en exiger indistinctement la sauvegarde. Pierre-Laurent Frier (1) a fort justement avancé que « tous les témoins du passé sont des biens culturels dignes d'une recherche et d'une connaissance, ils ne deviennent patrimoniaux qu'à partir du moment où il y a appropriation symbolique et volonté de transmission ». C'est aux archéologues qu'il revient d'établir cette hiérarchie ne pouvant valablement reposer que sur un argumentaire scientifique : seul le bilan des recherches conduites durant les vingt à trente dernières années permettra de dégager des axes prioritaires et, partant, de reconnaître les critères du choix consensuel au sein de la communauté archéologique. Ce catalogue ne sera pas figé et ne vaudra que pour une période déterminée, mais il sera seul à même de fonder l'évaluation des moyens financiers et humains nécessaires à la mise en œuvre d'une politique raisonnée et à la portée du budget national.

Jean-Pierre DAUGAS

Conservateur général du patrimoine
Inspecteur général de l'architecture et
du patrimoine en charge de l'interrégion
Centre-Nord.

(1) - FRIER Pierre-Laurent (1997) – *Droit du patrimoine culturel*, PUF, Paris, 525 pages.

VERS UNE PROGRAMMATION DE L'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE

Pascal DEPAEPE

Les journées de mars 2005 consacrées à la *Recherche archéologique en Picardie : bilans et perspectives*, co-organisées par l'INRAP, le Service régional de l'archéologie de Picardie et l'Université de Picardie Jules Verne, furent, sans conteste, un grand succès. Le nombre de participants, la qualité des interventions et des débats, mais aussi l'organisation et l'énorme travail de préparation ont contribué à faire de cette rencontre un événement qui fera date.

Plus de 130 personnes, issues de toutes les institutions parties prenantes dans l'archéologie régionale, ont contribué à la réussite de ces journées. Il faut d'emblée saluer cette approche multi-institutionnelle (MCC, INRAP, CNRS, collectivités territoriales…), condition préalable à toute réflexion, et que les organisateurs ont su fédérer. Félicitons également l'énorme travail préparatoire aux bilans thématiques : recensement de centaines d'opérations archéologiques, synthèse préliminaire des résultats des vingt dernières années. Rien n'aurait pu aboutir sans cette œuvre de recensement et de compréhension d'une information parfois dispersée, souvent peu éditée.

La politique de bilans régionaux, voulue par la *Direction de l'Architecture et du Patrimoine* trouve donc ici toute son expression. Déjà, le bilan sur la Picardie présente un état des lieux quasi-complet de la recherche archéologique régionale. Il va aussi plus loin puisqu'il propose, au moins pour certaines périodes, des pistes de réflexion, des axes de recherche, des idées de programmes, qui portent en germes les bases d'une programmation archéologique. Ainsi, la seconde étape qui doit se nourrir des bilans archéologiques, celle de la programmation interrégionale de la recherche archéologique, est d'ores et déjà amorcée. La publication de ce bilan en fera un document de travail de tout premier ordre pour la mise en œuvre de cette politique que beaucoup appellent de leurs vœux.

La publication est, en effet, l'aboutissement naturel du travail de l'archéologue. Données « brutes », monographies, synthèses thématiques ou chronologiques, les résultats issus des diagnostics et des fouilles doivent impérativement être portés à la connaissance de la communauté scientifique ainsi que, sous une autre forme certainement, celle du public. Ce double devoir est impératif et pose les fondements de notre discipline dans une époque où l'archéologie pourrait ne pas figurer dans les priorités de la recherche nationale. Nous devrons donc nous employer dans les mois et les années futures, à rendre compte mieux et plus encore des résultats de nos travaux.

Le bilan archéologique de Picardie, désormais publié, servira, à n'en pas douter, d'exemple à suivre.

Pascal DEPAEPE,
Directeur scientifique et technique
INRAP, Paris

L'ÉLABORATION DES BILANS SUR LA RECHERCHE ARCHÉOLOGIQUE EN PICARDIE

Jean-Luc COLLART *, Philippe RACINET ** & Marc TALON ***

INTRODUCTION

Le *Service régional de l'archéologie* (*SRA*) de Picardie, l'antenne de l'*Association pour les fouilles archéologiques nationales* (*AFAN*) Nord-Picardie et le *Laboratoire d'archéologie et d'histoire de l'Université d'Amiens* ont été les instigateurs d'un premier bilan collectif en 1997. Certains groupes de travail constitués à cette occasion ont perduré. Aujourd'hui, l'opération est renouvelée dans un contexte tout à fait différent, qui la rend encore plus nécessaire.

En effet, l'archéologie française se débat depuis trois ans dans une situation difficile. Pour les plus pessimistes d'entre nous, ceux qui craignent que ce genre de bilan ne serve à mettre en place une archéologie à « petite vitesse » sont peut-être des optimistes. Ils évoquent une régression brutale de l'archéologie nationale et posent la question en termes de vie ou de mort. En bref, traversons-nous une crise de croissance, liée à la mise en place de la nouvelle organisation de l'archéologie nationale ou s'agit-il des signes avant-coureurs d'une régression, remettant en cause les progrès remarquables effectués depuis vingt-cinq ans ?

Et ces pessimistes ont des arguments percutants : l'archéologie n'intéresse pas grand monde. Caricaturons : entre un bon documentaire archéologique sur ARTE et la retransmission d'un match de football de la *Coupe de France*, les différences d'audience sont explicites. Les activités des archéologues appartiennent au domaine de la minorité et relèvent « du superflu », pensent certains. En outre, l'objet de l'archéologie est mal compris. Pour la plupart des gens, elle sert à découvrir de beaux vestiges, mobiliers ou immobiliers, de préférence dans des pays exotiques. L'archéologie nationale semble globalement menacée au plus haut niveau parce que la vie quotidienne des gens du passé n'est pas perçue comme un élément fort de valorisation patrimoniale. C'est ainsi que pourrait être interprétée la récente réorganisation de la *Direction de l'architecture et du patrimoine* (*DAPA*) du ministère de la Culture, qui a dilué la défunte sous-direction de l'archéologie (SDA) dans plusieurs services aux fonctions réputées transversales. Mais, *a contrario*, depuis 2001, jamais les autorités politiques ne se sont autant penchées sur l'archéologie, en particulier préventive : une loi modifiée deux fois, deux décrets, des arrêtés, des circulaires, créant un cadre réglementaire riche (et pour le moins complexe), qui a évolué à un rythme que les archéologues peinent à suivre. Il n'est donc pas possible de nier que les autorités politiques s'intéressent à l'archéologie…

Tous ces arguments sont à prendre en considération car, dans le cadre de la décentralisation, le patrimoine archéologique risque d'être moins bien protégé par l'État. La pérennité de l'archéologie nationale dépend de deux actions conjointes :
1°) - Contrôler : l'archéologie relève des responsabilités régaliennes de l'État et le rôle de l'État doit rester prépondérant ;
2°) - Convaincre : c'est-à-dire faire connaître les résultats de l'archéologie métropolitaine. Il faut intensifier les efforts en ce domaine.

En ce sens, les bilans présentés lors de ces deux journées vont révéler les apports fondamentaux de l'archéologie picarde, préventive et programmée, depuis une trentaine d'années. Ces recherches sont à l'origine d'un formidable renouvellement de nos connaissances, dans presque tous les domaines. Ce renouvellement constitue le support principal de l'accroissement de notre mémoire collective pour les périodes anciennes. Enfin, ces bilans évoqueront la mise en place et l'expérimentation de méthodes qui ont fait de l'archéologie actuelle une véritable discipline scientifique.

* Conservateur régional de l'archéologie, DRAC de Picardie, 5 rue Henri Daussy, F - 80000 AMIENS
HALMA-IPEL-UMR 8164

** Professeur d'histoire et d'archéologie médiévales, Université de Picardie Jules Verne, Campus, F - 80025 AMIENS
EA 3912

*** Directeur interrégional, INRAP Nord-Picardie, 518 rue Saint Fuscien, F - 80000 AMIENS – HALMA-IPEL-UMR 8164

LE CONTEXTE

CARACTÉRISTIQUES DE L'ARCHÉOLOGIE PICARDE

La Région de Picardie est formée de trois départements : l'Aisne (816 communes, 7 369 km², 535 124 habitants, 73 hab. km²), l'Oise (693 communes, 5 860 km², 773 668 habitants, 131 hab. km²) et la Somme (783 communes, 6 170 km², 557 636 habitants, 90 hab. km²). C'est donc une petite région (19 399 km²), avec une densité de population moyenne, prise entre deux régions de fort peuplement, l'Île-de-France et le Nord/Pas-de-Calais (fig. 1).

Elle est internationalement connue pour la qualité de ses sites préhistoriques, notamment le long de la vallée de la Somme, où des phénomènes sédimentaires ont permis de conserver une séquence de terrasses alluviales unique en Europe. De plus, en raison de ses hautes potentialités agricoles, la Picardie est une terre qui a connu une forte densité humaine depuis le Néolithique. Au Moyen Âge, elle comptait parmi les plus peuplées du royaume de France. Les sites archéologiques y sont donc très nombreux. Cette richesse régionale a été très tôt reconnue et la tradition de recherche est ancienne : l'Abbevillois Boucher de Perthes peut être considéré comme l'un des pères de l'archéologie préhistorique. D'autres chercheurs du XIX[e] siècle, moins célèbres, ont aussi eu une influence majeure dans la recherche archéologique internationale, tels les Axonais Frédéric Moreau et Jules Pilloy, pour leurs études des cimetières gaulois, romains et mérovingiens. L'archéologie picarde a refait parler d'elle à partir des années 1960, avec les résultats très spectaculaires des prospections aériennes de Roger Agache, dans le bassin de la Somme. Durant les années 1970-1980, le programme de fouilles mené dans la vallée de l'Aisne par l'Université de Paris I et l'URA 12 du CNRS, a été l'un des terrains d'expérimentation où les méthodologies de l'archéologie préventive rurale française se sont construites. Bien des « cultures » portent le nom d'une localité ou d'une région picarde : pour le Paléolithique, l'Abbevillien, l'Acheuléen (Saint-Acheul, faubourg d'Amiens), pour le Mésolithique, le Tardenoisien (du Tardenois, région du Sud de l'Aisne), pour le Néolithique, le Cerny, le Villeneuve-Saint-Germain (région de Soissons) et le Gord (région de Compiègne). Cette longue tradition explique, en partie, le dynamisme actuel de la Région dans ce domaine.

Rappelons que les recherches archéologiques menées sur le territoire national sont principalement de deux types : les fouilles programmées et les fouilles préventives. Les premières ont un objectif purement scientifique et sont réalisées pour répondre à des problématiques de recherche précises.

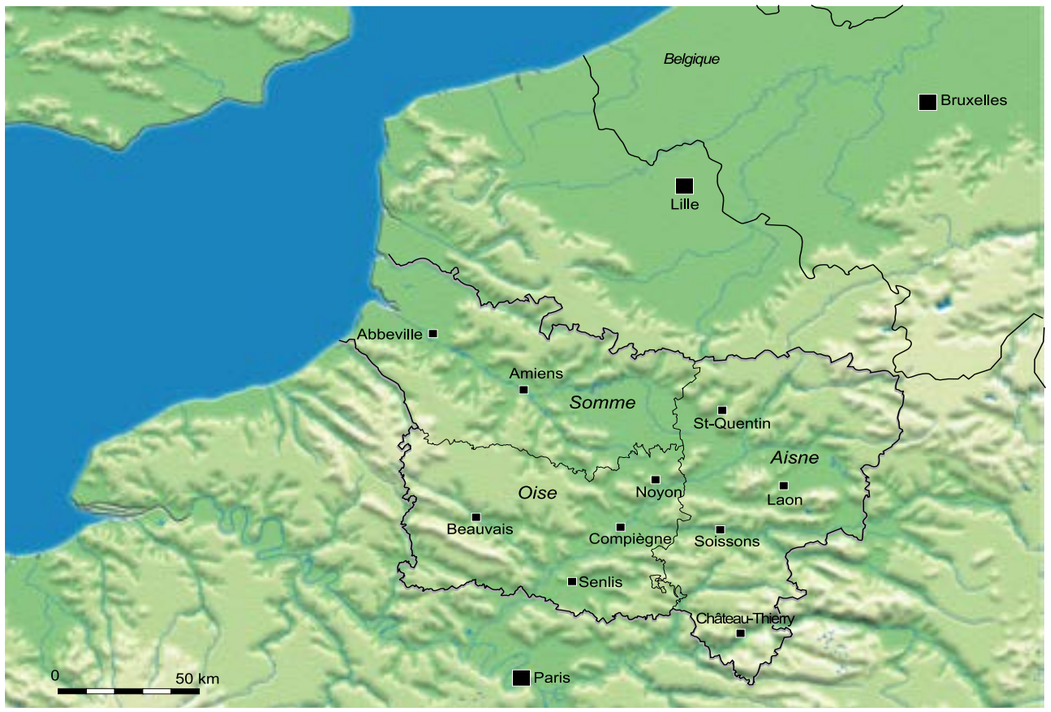


Fig. 1 - La Région de Picardie formée des départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme.

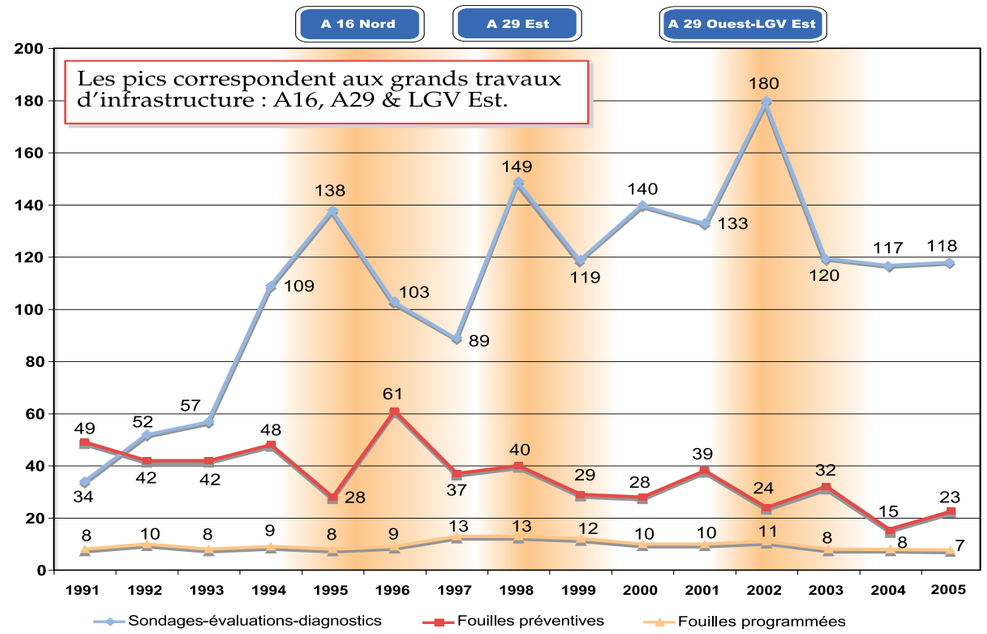


Fig. 2 - En raison de l'imprécision des informations tirées des *Bilans Scientifiques régionaux*, nous avons attribué tous les sondages aux opérations préventives, ce qui n'est pas exact pour quelques-uns d'entre eux. Compte tenu des évolutions de l'archéologie, il n'est pas possible de distinguer les types d'opérations préventives, sondages, évaluations, fouilles, car, au fil des années, ces termes ont recouvert des réalités différentes. Trois pics sont observables liés aux opérations autoroutières.

Les secondes permettent de recueillir les informations scientifiques révélées par un site archéologique, avant sa destruction par des travaux d'aménagement.

En Picardie, l'archéologie préventive est très dynamique, notamment pour la Protohistoire et l'époque romaine. En revanche, l'archéologie programmée n'est pas suffisamment développée, même si les quelques fouilles en cours sont majoritairement de grande qualité et renommées : sites paléolithiques de la vallée de la Somme à Cagny et à Saleux, sanctuaire laténien et gallo-romain de Ribemont-sur-Ancre, château de Boves, etc. La proportion entre le nombre des opérations programmées et préventives est explicite (fig. 2).

La communauté archéologique picarde regroupe une soixantaine de chercheurs (fig. 3) :
- le Service régional de l'archéologie (SRA), au sein de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC), service déconcentré du ministère de la Culture, compte huit chercheurs : une néolithicienne, rattachée à l'Unité mixte de recherches (UMR) 7041 de Nanterre, quatre antiquisants, dont trois membres de l'UMR 8164 de Lille III « Halma », deux médiévistes, intégrés dans l'Équipe d'Accueil (EA) 3912 de l'Université de Picardie Jules Verne et un géoarchéologue, qui appartient à l'UMR 8591 de Meudon ;
- à l'Université de Picardie Jules Verne, il y a quatre enseignants chercheurs archéologues, une ingénieure et une dizaine de doctorants rattachés au Laboratoire d'archéologie, créé par Jean-Louis Cadoux, et à l'EA 3912 ;
- l'Université de Lille I est aussi présente par le biais des fouilles de la vallée de la Somme, qui constituent l'un des axes majeurs de la recherche archéologique picarde, avec trois enseignants chercheurs, intégrés à l'ESA 8018 ex UMR 8141 ;
- deux ou trois enseignants chercheurs de l'Université de Paris I interviennent de très longue date dans les vallées de l'Aisne et de la Vesle ;
- les archéologues du CNRS ne sont pas nombreux : sept ou huit. Deux sont principalement investis dans la Région. Les autres n'interviennent que de façon ponctuelle, à l'occasion d'une fouille programmée ou d'un programme collectif de recherche (PCR) : c'est un fait commun aux régions du Nord et de l'Est de la France ;
- les archéologues de collectivités sont bien représentés par rapport à d'autres régions : quatorze, dont sept dans les départements (quatre dans l'Aisne, un dans l'Oise, deux dans la Somme) et sept dans les villes (un à Noyon, deux à Beauvais, Château-Thierry et Laon),
- les bénévoles ont été, pendant de nombreuses années, très actifs dans le développement de la recherche archéologique en Picardie, au sein d'associations, telles le *Centre de Recherches*

Archéologiques de la Vallée de l'Oise (CRAVO), le *Centre Interdisciplinaire de Recherches Archéologiques de la Somme* (CIRAS) et la *Fédération départementale des archéologues de l'Aisne* (FADA). Ils sont, malheureusement, de moins en moins nombreux, ce qui est la conséquence de la professionnalisation d'un certain nombre d'entre eux et du degré d'exigence croissant dans la direction des interventions archéologiques. Ces dernières années, ils n'ont assuré la conduite que d'une seule fouille programmée et de quelques sondages et prospections ;

- en définitive, la majorité des chercheurs actifs en Picardie travaille à l'*Institut national de recherches archéologiques préventives* (INRAP), l'établissement public créé en 2002, dans le cadre de la direction interrégionale couvrant les Régions Nord/Pas-de-Calais et Picardie. Ses cent trente agents opérationnels sont amenés à intervenir régulièrement dans une Région ou l'autre, en fonction des besoins. En Picardie, les quatre-vingt-six opérationnels sont répartis dans quatre bases situées dans l'Aisne à Soissons (quatorze agents), dans l'Oise à Thourotte (quatorze agents) mais aussi à Compiègne, au CRAVO (quatre agents) et dans la Somme, à Amiens (cinquante-quatre agents) ; les responsables d'opération permanents se répartissent ainsi : quatre préhistoriens, trois néolithiciens, douze protohistoriens, huit antiquisants et cinq médiévistes, la plupart rattachés aux UMR 8118, 8142 et 7041. Il faut y ajouter huit spécialistes (cinq archéozoologues, une carpologue, une palynologue, un géomorphologue) qui travaillent aussi dans d'autres régions du Bassin parisien. Selon les besoins, d'autres chercheurs, sous contrats à durée déterminée, peuvent intervenir.

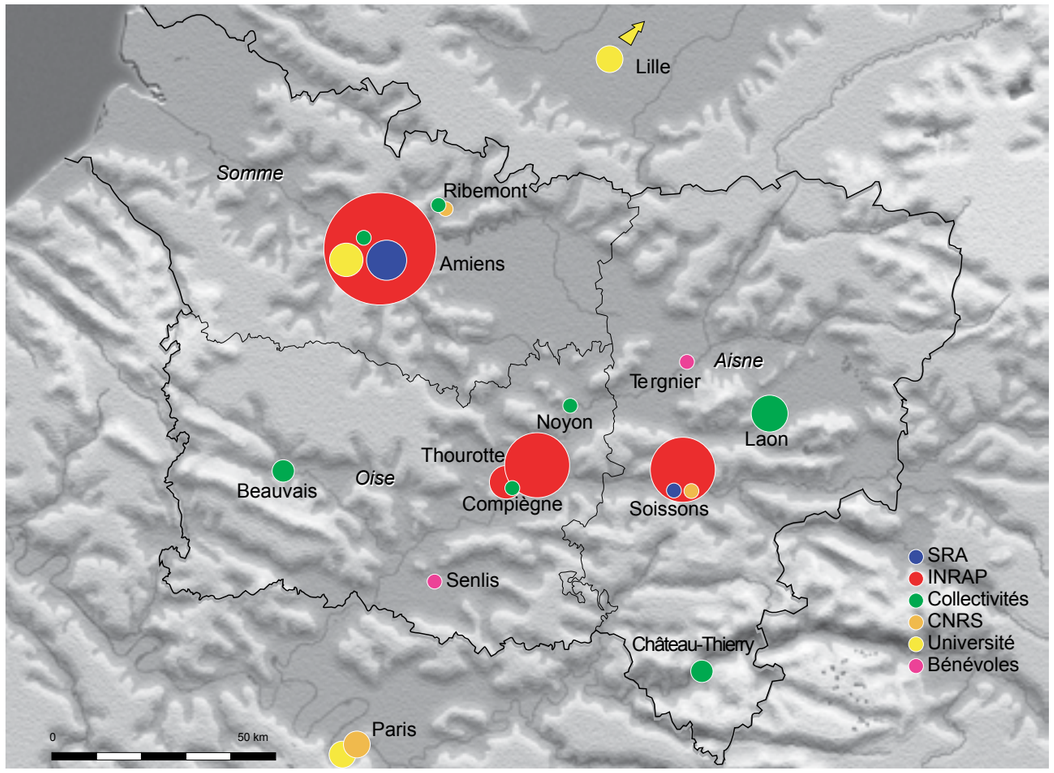


Fig. 3 - Répartition des acteurs de l'archéologie régionale.

UN NOUVEAU CADRE LÉGAL

La mise en place d'un nouveau cadre législatif pour l'archéologie métropolitaine a été souhaitée par les archéologues depuis les années 1990, au moins. L'archéologie préventive s'est développée principalement à partir des années 1970. Elle a d'abord été qualifiée d'archéologie de « sauvetage » ; le terme d'archéologie « préventive » s'est imposé dans les années 1990. Ce changement de vocabulaire correspond à une évolution profonde dans la prise en compte des vestiges archéologiques.

Initialement, les archéologues intervenaient au cours des travaux d'aménagement et « suivaient » ce qu'ils pouvaient, après négociation avec les aménageurs en s'appuyant sur la loi validée le 27 septembre 1941 qui interdisait la destruction des vestiges archéologiques, renforcée à partir de

1980 par la loi n° 80-532 du 15 juillet relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance qui développait l'article 257 du Code pénal (article 322.2 du nouveau code), pour mieux protéger les vestiges archéologiques.

Ces fouilles se déroulaient toujours dans des conditions difficiles puisque l'intervention perturbait les chantiers. À partir du milieu des années 1980, le principe du financement de l'archéologie de sauvetage par les aménageurs s'est imposé. Cela a permis de dégager des moyens de plus en plus conséquents et d'organiser des fouilles structurées avec des équipes professionnelles. Les interventions archéologiques ont été programmées de plus en plus systématiquement avant le commencement des travaux d'aménagement. L'archéologie est donc devenue « préventive ».

Le cadre légal de cette archéologie préventive est resté assez flou jusqu'en 2001. Les *Services régionaux de l'archéologie* (SRA), chargés d'appliquer la politique de l'État en matière d'archéologie à l'échelle régionale, au sein des *Directions régionales des affaires culturelles* (DRAC), s'appuyaient principalement sur les deux lois citées plus haut, interdisant les destructions des vestiges archéologiques et sur le Code de l'urbanisme (surtout l'article R. 111-3-2) qui permettait, lorsqu'un site archéologique était menacé, de refuser les autorisations d'aménagement ou de prescrire des mesures techniques pour assurer la conservation des vestiges. Les fouilles étaient réalisées par les agents des SRA, les archéologues de collectivités, les contractuels de l'AFAN (*Association pour les fouilles archéologiques nationales*) et, parfois, des bénévoles (fig. 3).

La loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive a donné un cadre légal beaucoup plus précis à cette activité. Elle a instauré un nouveau système de financement de l'archéologie par une *redevance d'archéologie préventive* (RAP) et créé un établissement public, l'*Institut national de recherches archéologiques préventives* (INRAP) chargé des interventions archéologiques préventives de façon monopolistique, en collaboration, le cas échéant, avec les services archéologiques agréés de collectivités territoriales. Ce système n'a été mis en application qu'à partir de février 2002, après parution des décrets n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif à l'archéologie préventive et n° 2002-90 du 16 janvier 2002 portant statut de l'*Institut national de recherches archéologiques préventives.*

La redevance n'a pas apporté les moyens attendus. En 2002-2003, sur plus de 80 % des interventions, les fonds recueillis étaient inférieurs aux moyens mis en œuvre. Parallèlement, il y a eu quelques cas aberrants, où le système de calcul automatique défini dans la loi, produisait des montants de redevance exorbitants, qui ont suscité des manifestations de mécontentement, notamment de la part des élus. Au début de l'année 2003, compte tenu de l'important déficit de l'établissement public, le parlement a décidé d'anticiper la révision de la loi, prévue pour la fin de l'année 2003 : la loi n° 2003-707 du 1er août 2003 a profondément modifié la loi n° 2001-44.

Début 2004, le *Code du patrimoine* (adopté le 20 février), partie réglementaire, principalement son livre V, a remplacé quatre lois, tout ou en partie, abrogées : loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques ; loi n° 80-532 du 15 juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance ; loi n° 89-900 du 18 décembre 1989 relative à l'utilisation des détecteurs de métaux ; loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive.

Le 3 juin 2004, le décret d'application n° 2004-490, en vigueur à partir du 1er août 2004, a remplacé le décret n° 2002-89. L'assiette de la redevance a été encore modifiée par la loi n° 2004-804 du 9 août 2004 relative au soutien à la consommation et à l'investissement (article 17). Quatre arrêtés sont venus préciser certains points du dispositif réglementaire : du 8 juin 2004, sur les agréments, du 16 septembre 2004, sur le mobilier, du 27 septembre 2004, sur les rapports et du 31 janvier 2005 sur les prises en charge au titre du fonds national d'archéologie préventive.

La modification de la loi, en 2003, n'a pas été qu'une révision : elle a transformé radicalement la gestion de l'archéologie préventive sur le territoire national. La loi de 2001 établissait une archéologie entièrement publique, prescrite et contrôlée par le préfet de Région (DRAC-SRA), et exécutée par l'établissement public, en collaboration, le cas échéant, avec les services archéologiques agréés de collectivités territoriales. La loi modifiée en 2003, crée un système mixte, en partie public et en partie privé et fait entrer l'archéologie, dans le domaine des activités marchandes.

Il est impossible d'entrer ici dans les détails des textes législatifs et réglementaires du dispositif actuel, compte tenu de leur ampleur. Rappelons que la loi n° 2003-707 du 1er août 2003 (reprise dans le code du patrimoine) contenait 4700 mots environ (pour 2500 dans la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001), et que le décret n° 2004-490 compte 11800 mots environ et 124 articles (contre 6900 mots et 63 articles dans le décret n° 2002-89). Limitons-nous à en rappeler les principes.

La première grande nouveauté introduite par la loi n° 2003-707, c'est la distinction entre la

procédure de diagnostic, qui garde un caractère public (maîtrise d'ouvrage publique) et la fouille, qui entre désormais dans le champ concurrentiel. La loi n° 2001-44 et le décret n° 2002-89 avaient déjà bien défini deux types d'opérations archéologiques préventives : le diagnostic et la fouille.

Le diagnostic est l'opération de reconnaissance préalable, presque toujours nécessaire pour bien caractériser les vestiges, leur extension, leur chronologie (elle regroupe ce qui était précédemment appelé sondage et évaluation). En milieu rural, par exemple, un diagnostic se présente sous la forme de tranchées parallèles ouvertes à la pelle mécanique, d'une largeur de 2 m environ, où la terre végétale est enlevée sur 0,30 à 0,50 m de profondeur en moyenne. Les tranchées, espacées d'une vingtaine de mètres, sont élargies ponctuellement à l'emplacement d'indices, permettant une exploration de 10 % à 12 % de la surface totale. En milieu stratifié (où les niveaux archéologiques se sont accumulés au fil des occupations), les surfaces ouvertes dans les diagnostics sont parfois plus réduites. Ces reconnaissances préalables constituent des opérations relativement légères et rapides.

Ce diagnostic est réalisé par un opérateur public : l'établissement public (INRAP) ou un service archéologique agréé de collectivité. Remarquons que, depuis 2003, les services archéologiques de collectivités sont placés sur un plan d'égalité avec l'INRAP. En Picardie, plusieurs villes disposent d'un service archéologique (Beauvais, Château-Thierry, Noyon et Laon ; les services archéologiques d'Amiens, de Soissons et Senlis ont disparu) qui intervient dans les opérations archéologiques préventives. Le département de l'Aisne a aussi un service agréé depuis février 2005. En revanche, les archéologues départementaux de l'Oise et de la Somme ne réalisent pas d'interventions préventives.

Les fouilles entrent dans le champ de la concurrence. L'État prescrit et contrôle, l'aménageur fait procéder aux fouilles et en assure la maîtrise d'ouvrage. L'aménageur fait appel à un opérateur d'archéologie préventive agréé. Cet opérateur peut être l'établissement public (INRAP), un service de collectivité ou une personne de droit public ou privé.

Cette dichotomie entre diagnostic et fouille se retrouve au niveau du financement. Les diagnostics sont financés par la *redevance d'archéologie préventive* (RAP). En revanche, les fouilles sont payées par l'aménageur, sauf pour les logements à usage locatif construits ou améliorés avec le concours financier de l'État et les logements construits par les particuliers, pour eux-mêmes. Ces fouilles sont prises en charge grâce au *Fonds national pour l'archéologie préventive* (FNAP). Ce fonds est alimenté par la redevance (son produit est partagé entre les diagnostics qui bénéficient de 70 % maximum du produit et 30 % minimum versé sur le FNAP). Les autres fouilles peuvent bénéficier de subventions, qui ne peuvent excéder 50 % du coût de la fouille.

Les changements intervenus en quatre ans sont considérables et ces évolutions ont modifié radicalement le fonctionnement de l'archéologie préventive. Certes, depuis les années 1980, la communauté archéologique a vécu une mutation permanente. Mais elle était progressive et l'adaptation s'est faite sans trop de heurts. Depuis février 2002 (application de la loi de 2001), la situation est radicalement nouvelle et l'adaptation nécessaire a été brutale. Un tel contexte impose de réfléchir sur l'ensemble du dispositif, à la fois sur les métiers (réflexions internes de la *sous-direction de l'archéologie* et des SRA au travers d'assises interrégionales, puis nationales en 2002 ; lancement d'un projet d'établissement à l'INRAP, en 2004) et sur la gestion du patrimoine archéologique. Les conditions nouvelles imposent d'en redéfinir les principes et pour y parvenir, il faut s'appuyer sur un état des lieux. C'est ainsi que la nécessité de dresser un bilan de nos connaissances archéologiques sur la Picardie est apparue, avec force, en 2003.

LA CRISE DE L'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE

Le bilan actuel est donc né des difficultés récentes traversées par l'archéologie préventive. La question des choix en matière d'archéologie nationale est devenue primordiale et les bilans constituent un outil d'aide à la décision.

En effet, la nouvelle réglementation a renforcé et clarifié les procédures réglementaires. Les services instructeurs des autorisations d'aménagement ont été davantage sensibilisés, avec pour conséquence une augmentation des consultations : avant la mise en place de la nouvelle loi, le SRA Picardie instruisait environ 1 500 dossiers par an (1997 : 978 ; 1998 : 1 265 ; 1999 : 1 538 ; 2000 : 1 521 ; 2001 : 1 424) suite à une croissance régulière depuis 1985, où leur nombre s'élevait à 379 (fig. 3). Dès 2002, l'envolée a été nette : 2052, 2 316 en 2003 et 2 494 en 2004, soit une progression considérable de 234 % en trois ans. Ces chiffres sont un peu faussés par l'apparition des demandes volontaires de réalisation de diagnostic/demandes anticipées de prescription, à partir de 2002, car certains aménagements font ainsi l'objet d'un double enregistrement (fig. 4).

La nouvelle loi n'explique peut-être pas tout : il semble que le nombre des aménagements réalisés en Picardie a augmenté depuis deux ou trois années (cela n'apparaît pas au niveau des surfaces hors œuvre nettes – les SHON – autorisées, mais la

RAP - n° 3/4, 2005, Jean-Luc Collart Philippe Racinet & Marc Talon, *L'élaboration des bilans sur la recherche archéologique en Picardie*

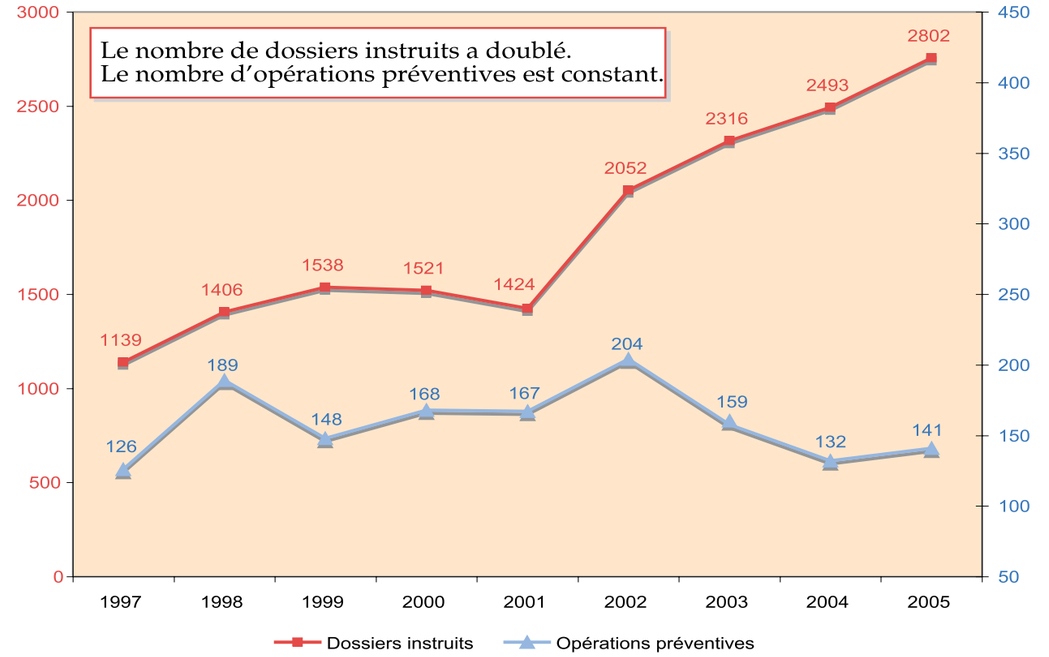


Fig. 4 - Nombre d'autorisations d'aménagements, de demande d'information et de DVRD-DAP, instruites au SRA Picardie, de 1997 à 2004.

Picardie est devenue une « terre à ZAC »). Il serait intéressant de déterminer la part respective de ces deux facteurs. Quoi qu'il en soit, le nombre de prescriptions de diagnostics a sensiblement progressé car, dans un premier temps, les modalités de prescription n'ont pas été modifiées.

Or, simultanément, la capacité d'intervention du nouvel établissement public, l'INRAP, principal opérateur en archéologie préventive, et de loin, n'a pas suivi, en moyens humains, cette forte croissance comme avait pu le faire jusqu'ici l'AFAN auquel il succédait.

D'une part, la transformation d'une association de loi 1901 en établissement public a modifié la gestion des ressources humaines, fondée désormais sur une programmation annuelle, qui permet moins de souplesse au niveau des emplois à durée déterminée. Mais surtout, les problèmes budgétaires évoqués plus haut, ont conduit les autorités de tutelle de l'établissement, à réduire de façon conséquente le recours aux emplois à durée déterminée, même si, en parallèle, des recrutements de personnel ont porté les effectifs permanents de 1 333 (2002) à 1 431 (décembre 2004) : cependant, une grande partie des nouveaux agents a été affectée à des postes administratifs.

Ensuite, le monopole de l'INRAP en matière d'archéologie préventive a provoqué la disparition de certains acteurs : un retrait presque complet des agents du SRA, des universitaires, des chercheurs du CNRS, des bénévoles ; un recul majoritaire des archéologues de collectivité entre 2001 et 2003. En Picardie, ces différents archéologues dirigeaient jusqu'alors environ le tiers des opérations : l'INRAP a dû, brutalement, prendre le relais.

Or, simultanément, le potentiel des responsables d'opération de l'INRAP intervenant en Picardie a été amputé d'au moins 20 %. En effet, pour remplir les nouvelles missions de l'INRAP, plusieurs chercheurs ont intégré la structure administrative. D'autres sont partis dans la région Nord/Pas-de-Calais, qui a connu une progression de son activité archéologique depuis cinq années environ.

Tous les ingrédients de la crise étaient réunis : augmentation de la charge et réduction des effectifs. La direction interrégionale Nord-Picardie de l'INRAP a très rapidement éprouvé de grandes difficultés à réaliser les diagnostics prescrits et les délais d'intervention se sont allongés. Cette situation difficile a été perçue presque aussitôt par le SRA de Picardie et, dès le début de 2003, une réflexion a été amorcée sur la façon de réduire le nombre de prescriptions de diagnostics, en cherchant à mieux les cibler. Mais ces difficultés ont largement dépassé le cadre picard, la situation s'étant généralisée en France.

Dans ce contexte, l'utilité d'outils d'aide à la décision est apparue avec force. En 2002, lors

des *Assises interrégionales de l'archéologie* qui réunissaient les agents de tous les SRA et lors des *Assises nationales* qui ont suivi, les participants ont réclamé, de façon récurrente, un outil de « pilotage » permettant de dégager des priorités et d'élaborer une véritable programmation (*cf.* la contribution de Michel Vaginay dans le *compte rendu de séance du 17 décembre 2002* des *Assises nationales de l'archéologie*, p. 19-24). La forme à donner à ces bilans et à la programmation, a été débattue lors la réunion de la conférence des conservateurs régionaux de l'archéologie, en mai 2003.

CHOIX ET ORIENTATIONS DU BILAN

LES PRÉCÉDENTS

L'utilité de bilans qui « tirent les leçons » et guident les réflexions sur les recherches à mener est patente. Il n'est donc pas utile de développer ce thème. La Picardie bénéficie d'une certaine expérience en la matière : un premier bilan scientifique a été établi en 1986, principalement par la direction des Antiquités, au terme d'un travail important d'analyse, et il a été publié d'une façon condensée, dans le bulletin d'information *Drac Info Picardie*, n° 28 (décembre 1986 - janvier 1987, 69 p.), consacré entièrement à l'archéologie. Avec le recul, il apparaît que ce bilan intervenait à une période charnière : le financement des fouilles par les aménageurs, s'est généralisé en Picardie à partir de 1985 ; le décret n° 86-192 du 5 février 1986 renforçait considérablement la prise en compte de l'archéologie dans les procédures d'urbanisme. Ce bilan, qui embrassait deux décennies de recherches, constituait, en quelque sorte, la conclusion de la période de l'archéologie de « sauvetage ».

En 1994, un second état des lieux détaillé de l'archéologie en Picardie a été dressé dans le *Bilan scientifique régional* (p. 13-52).

En 1997, un troisième bilan, centré sur le résultat des recherches, a été fait à l'occasion d'une « journée de concertation » régionale tenue à l'Université de Picardie Jules Verne. La participation avait été massive puisque 106 archéologues se sont retrouvés autour des six tables rondes : Préhistoire des chasseurs, le Néolithique en Picardie, les âges des Métaux, les campagnes de l'Antiquité au haut Moyen Âge, les campagnes médiévales, les villes de l'Antiquité au Moyen Âge. Chaque groupe de travail était coordonné par un ou deux intervenants. Les bilans ont été présentés en conclusion de la journée et ils ont fait l'objet d'un compte rendu diffusé aux participants (*Archéologie en Picardie. Bilan de la Journée de concertation du 4 avril 1997*, 33 p.). l'objectif était, à ce moment, d'élaborer un document d'analyse et de réflexion à destination du *Conseil régional de Picardie*, qui envisageait de soutenir la recherche archéologique.

UN TRAVAIL COLLECTIF

La majorité des services régionaux de l'archéologie qui s'est lancée dans cette entreprise, a préféré travailler, dans un premier temps, en interne. En Picardie, il a décidé d'associer, dès le départ, tous les archéologues qui jouent un rôle dans l'archéologie régionale. Cela tient, d'une part, à la tradition régionale d'une forte cohésion de la communauté archéologique, quel que soit l'organisme de rattachement des archéologues. Cette tendance est matérialisée par le rattachement d'une large majorité d'entre eux à des équipes de recherche (UMR, EA). D'autre part, le *Service régional de l'archéologie* de Picardie ne s'estimait pas en capacité de travailler seul, en raison de l'ampleur de la tâche à mener, de ses enjeux et de sa composition (le service ne comprend ni spécialiste de la Préhistoire, axe pourtant important en Picardie, avec les fouilles de la vallée de la Somme, ni protohistorien, autre thème de recherche très dynamique dans la région). En outre, il paraissait important de mettre en perspective les fouilles préventives et les fouilles programmées, qui sont éminemment complémentaires en Picardie ; or, dans cette région, les fouilles programmées sont plutôt le fait des archéologues de l'Université, du CNRS et des bénévoles.

CHOIX DE L'ÉCHELON RÉGIONAL

L'utilité de bilans réguliers, dressant un état de la recherche, avec ses forces et ses faiblesses, est évidente. Depuis sa création, la commission consultative nationale placée auprès du ministre chargé de la Culture, le *Conseil supérieur de la recherche archéologique* (CSRA), mis en place par le décret n° 78-1063 du 7 novembre 1978, devenu *Conseil national de la recherche archéologique* (CNRA : décret n° 94-423 du 27 mai 1994, modifié par l'ordonnance n° 2004-178 du 20 février 2004), dresse périodiquement des bilans nationaux. Ils sont établis par programme, car ils ont pour objectif d'orienter la recherche archéologique nationale. Mais, au fil du temps, ces programmes ont fini par s'adapter aux recherches en cours, de façon à les intégrer toutes. Les bilans, établis à la fin de chaque session de quatre ans (*La recherche archéologique en France.* 1985-1989, Paris, 1990, 286 p. ; *La recherche archéologique en France. Bilan 1990-1994 et programmation du Conseil national de la recherche archéologique*, Paris, 1997, 460 p.), sont précieux, mais trop synthétiques pour constituer un véritable outil d'aide à la décision à l'échelle régionale et interrégionale, car ils ne peuvent tenir compte des spécificités locales.

Des bilans interrégionaux sont demandés aux membres des *Commissions interrégionales de la recherche archéologique* (CIRA), au nombre de six pour la France, organes consultatifs organisés par le même décret que le CNRA. Dans l'interrégion

Centre-Nord (régions Centre, Île-de-France, Nord-Pas-de-Calais, Picardie), ils ont été réalisés une première fois à l'occasion de la session quadriennale 1999-2002. En 2004, les experts de la commission renouvelée en 2002, ont entrepris de dresser de nouveaux bilans intermédiaires établis par périodes chronologiques. Ont ainsi été traités, la Préhistoire, l'âge du Fer, l'époque romaine et le haut Moyen Âge ; seront prochainement examinés, le Néolithique - âge du Bronze, le Moyen Âge. Ils ont l'intérêt d'être menés à une échelle interrégionale. Mais force est de constater qu'ils font un état de la situation et une analyse des tendances observées, en se fondant sur l'expérience des deux années passées dans la commission, éventuellement élargie aux quatre années examinées dans les bilans antérieurs, soit une vision qui embrasse au mieux six ans (depuis 1999). En effet, ces experts ne disposent pas, sauf ponctuellement, de documents d'analyse, sur un laps de temps significatif. Or, une évaluation solide nécessite un véritable recul : il faut examiner les principales découvertes effectuées dans des conditions méthodologiques satisfaisantes, soit, au moins, depuis l'essor de l'archéologie préventive dans les années 1980. En outre, ils sont diffusés de façon assez confidentielle (procès-verbaux des séances de la Commission).

En 2003, lorsque le projet de bilan a été discuté, initialement entre le *service régional de l'archéologie* de Picardie et la *direction interrégionale Nord-Picardie* de l'INRAP, il y a eu une hésitation entre l'échelle régionale picarde, ou interrégionale, Picardie et Nord/Pas-de-Calais. En effet, de nombreux liens scientifiques existent entre ces deux régions. En premier lieu, elles sont gérées par la même direction interrégionale de l'INRAP. Certes, les responsables d'opération ont une affectation régionale, mais nombre d'entre eux sont amenés à intervenir ponctuellement dans l'autre région. Il y a donc une certaine « perméabilité » des chercheurs. Plus largement, les archéologues picards et nordistes entretiennent des relations scientifiques étroites : la majorité des préhistoriens intervenants en Picardie sont rattachés à l'UMR 8018 de Lille I ; de même, beaucoup des protohistoriens et la grande majorité des antiquisants picards font partie de l'UMR 8142 « Halma » de Lille III ; les médiévistes appartiennent principalement à l'EA 3912 d'Amiens. Enfin, les *programmes collectifs de recherche* (PCR) concernent très souvent les deux régions, tels ceux sur la géoarchéologie du silex dans le Nord-Ouest de la France, les villes antiques du Nord de la Gaule, les campagnes antiques du Nord de la France ou du Néolithique récent à l'âge du Bronze ancien dans le Centre Nord. Mais ces contacts fréquents permettent d'observer que l'état de la recherche est assez différent dans les deux régions. Si l'archéologie urbaine est plus développée en Nord/Pas-de-Calais, du fait du nombre important de services archéologiques de collectivités, l'archéologie préventive en milieu rural a progressé en Picardie de façon plus importante et plus anciennement, permettant de disposer de résultats conséquents sur l'ensemble des périodes. Par ailleurs, la Picardie a bénéficié de plusieurs thèses et mémoires de maîtrise récents, d'une *Action collective de recherche* (*ACR*) en cours, sur le thème de quinze ans d'archéologie préventive en Picardie sur les grands tracés linéaires, qui fournissent de bonnes bases pour construire un bilan scientifique relativement poussé. Donc, les conditions paraissaient plus favorables pour aboutir rapidement dans cette Région à un bilan relativement approfondi.

ORGANISATION DU PROJET

Une fois l'aire géographique et les acteurs définis, il s'agissait de trouver une structure d'accueil ou un cadre de travail. Le ministère de la Culture et l'INRAP ont vivement incité leurs personnels à intégrer les *Unités mixtes de recherche* (UMR), souhaitant leur donner un rôle de « pôles scientifiques ». Et la majorité des chercheurs de la Région est effectivement rattachée à de telles unités. Mais la Picardie se trouve « écartelée » entre plusieurs équipes dont les aires de travail se chevauchent : principalement, les UMR 7041 de Nanterre, qui regroupe les néolithiciens et protohistoriens du sud de la Région, 8142 de Lille III « Halma », avec les protohistoriens du nord de la Région et les antiquisants, 8018 de Lille I, avec les préhistoriens et, enfin, l'Équipe d'Accueil 3912 de l'Université de Picardie, avec les médiévistes. À défaut d'une structure scientifique d'accueil institutionnelle prépondérante, les promoteurs de ce projet l'ont construit dans un cadre informel, à caractère pluri-institutionnel affirmé.

Dans un premier temps, il convenait d'élaborer un projet. Trois partenaires importants dans l'activité archéologique picarde se sont réunis : le SRA, la direction interrégionale de l'INRAP et l'Université de Picardie. Le SRA a conservé en Picardie une place centrale dans la recherche régionale. En raison de ses chercheurs, de son rôle de prescription et de contrôle, il est au contact de tous les archéologues, quel que soit leur rattachement. L'INRAP constitue un partenaire obligatoire, puisque l'établissement public, « bras armé » de l'État, emploie la majorité des archéologues picards. Il lui a paru important de s'associer à l'entreprise, pour bien manifester la dimension scientifique de l'établissement. L'Université de Picardie (et son Laboratoire d'archéologie et d'histoire) est un autre intervenant indispensable. Elle joue un rôle clé dans la région, par son chantier-école, par la formation d'étudiants et de jeunes archéologues picards, par les séminaires

qu'elle organise et par la place qu'elle tient depuis de nombreuses années dans la *Revue archéologique de Picardie*. Elle constitue un pôle scientifique fort pour le Moyen Âge.

Le projet de bilan a été présenté lors d'une réunion du comité de lecture de la *Revue archéologique de Picardie*. Cet organe, qui fête ses trente années d'existence en 2005, occupe une place primordiale dans la recherche archéologique picarde, car il permet une publication rapide des résultats. Grâce à son fonctionnement essentiellement bénévole et au soutien financier de la Région, des Départements et de l'État, elle assure l'édition annuelle de deux numéros, complétés par un à trois numéros spéciaux, soit un volume considérable, qui est sans équivalent à l'échelle nationale. En outre, elle a un rôle fédérateur pour les archéologiques picards, au travers de son comité de lecture, puisque l'ensemble de ses composantes y est représenté : cinq agents des SRA Picardie et Île-de-France, trois agents de l'INRAP, trois archéologues de collectivité, deux universitaires, deux bénévoles et un chercheur CNRS. L'accueil favorable fait à la proposition de bilan a été de bon augure car il révélait une attente. Le débat, sur la forme à lui donner, s'est conclu sur un projet ambitieux, prévoyant une publication dans la *Revue*. Ce projet a été annoncé à l'ensemble de la communauté archéologique lors de la Journée archéologique régionale tenue à Compiègne le 15 novembre 2003. La première réunion du comité de pilotage a eu lieu à la DRAC de Picardie, le 12 février 2004.

Le comité de pilotage a été composé de façon à ce que les différentes composantes de l'archéologie picarde et les instances ou organismes interrégionaux et nationaux soient représentés :
- les instances régionales : SRA Picardie, par Jean-Luc Collart (UMR 8142), conservateur régional ; direction interrégionale de l'INRAP, par Marc Talon (UMR 8142), directeur ; Université de Picardie, par Philippe Racinet, professeur (EA 3912, président de la *Revue archéologique de Picardie* et du *Centre de Recherches Archéologiques de la Vallée de l'Oise,* membre de la CIRA Grand-Est et du CNRA) ;
- les instances interrégionales : CIRA Centre-Nord, par Didier Bayard (SRA Picardie, UMR 8142) ; *Unité Mixte de Recherche* 8141, par Alain Tuffreau, professeur à l'Université de Lille I.
- les instances nationales : direction de l'Architecture et du Patrimoine (Ministère de la Culture), par Jean-Pierre Daugas, inspecteur général ; INRAP, par Jean-Pierre Giraud, directeur scientifique et technique ; CNRS, par Stéphanie Thiébault, directrice de recherche (UMR 7041).

DÉFINITION DU PROJET

CONSTITUTION DES GROUPES DE TRAVAIL

Le 12 février 2004, le comité de pilotage et les participants de la réunion plénière qui a suivi, ont décidé d'organiser le travail autour de sept thèmes chronologiques et thématiques : *Préhistoire ancienne, Néolithique, Protohistoire ancienne, Protohistoire récente, Campagnes antiques, Campagnes médiévales* et *la ville*. Ce découpage peut paraître un peu arbitraire et déséquilibré, mais il prend en compte la réalité locale et reflète le dynamisme ou les difficultés de la recherche archéologique régionale.

L'animation des groupes de travail a été confiée à deux ou trois archéologues, spécialistes de la période ou du thème. Le choix a été guidé, à la fois, par la préoccupation d'associer des archéologues rattachés à des organismes différents, et impliqués dans des programmes qui les ont amenés à réfléchir aux questions méthodologiques et aux traitements de données : maîtrises, thèses, préparation d'un volume de la *Carte archéologique de la Gaule* ou participation à l'ACR *Quinze ans d'archéologie préventive sur les grands tracés linéaires en Picardie.*

Quelques-uns des animateurs initiaux se sont désistés au fil des travaux ; d'autres les ont remplacés. Certains groupes se sont renforcés. Dans beaucoup de groupes, la collecte des données a été répartie par département :
- Préhistoire ancienne : Alain Tuffreau (Université, le Paléolithique inférieur), Jean-Luc Locht (INRAP, le Paléolithique moyen), Jean-Pierre Fagnart (collectivité, le Paléolithique supérieur), Thierry Ducrocq (INRAP, le Mésolithique) ;
- Néolithique : Françoise Bostyn (INRAP), Jérôme Dubouloz (CNRS), Richard Cottiaux (INRAP), Mariannick Le Bolloch (SRA Picardie) ;
- Protohistoire ancienne : Patrice Brun (CNRS, Aisne), Nathalie Buchez (INRAP, pour la Somme), Stéphane Gaudefroy (INRAP, pour l'Oise) et Marc Talon (INRAP) ;
- Protohistoire récente : Stéphane Gaudefroy (INRAP, pour la Somme), Frédéric Gransar (INRAP, pour l'Aisne), François Malrain (INRAP, pour l'Oise),
- Les campagnes antiques : Tahar Ben Redjeb (SRA Picardie, pour la Somme), Laurent Duvette (INRAP, pour l'Aisne) ; Pascal Quérel (INRAP, pour l'Oise),
- Les campagnes médiévales : François Blary (collectivité), Martine Derbois (INRAP), Vincent Legros (SRA Picardie) ;
- La ville : Bruno Desachy (SRA Picardie), Dominique Gemehl (INRAP).

La principale discussion ouverte sur la définition des groupes de travail a porté sur la place à accorder aux études environnementales et aux travaux des spécialistes en général (ostéologie, céramologie, petits objets, enduits peints, etc.). Certes, les résultats de ces recherches sont très novateurs et importants. Néanmoins, il a été décidé de ne pas créer un groupe de travail spécifique et d'intégrer les résultats de ces travaux dans les groupes chrono-thématiques.

FORME ET CONTENU DES BILANS

Le 12 février, la discussion s'est aussi engagée sur la forme et le contenu de ces sept bilans. Le consensus a été rapide sur le plan à suivre. Les rapports devaient comprendre quatre parties : une présentation analytique, un corpus documentaire, un recensement bibliographique et un « annuaire » des chercheurs.

En revanche, le débat sur l'ampleur à donner au texte et à la base documentaire a été plus conséquent. Devait-on viser une approche fine fondée sur une base documentaire exhaustive, ou se rapprochant de l'exhaustivité ? Le comité de pilotage n'était pas favorable à cette hypothèse, car cette option signifiait un travail considérable, dans la mesure où la majorité des thèmes ne bénéficiaient pas d'une documentation et d'une réflexion globale : au mieux, il existait bien des travaux universitaires ou des articles de synthèse, mais, sauf exception, ils ne traitaient que partiellement des périodes embrassées ou, alors, d'un secteur géographique limité. Cette ambition était peut-être tenable pour les périodes anciennes (Paléolithique, Mésolithique, Néolithique), mais certainement pas pour les périodes récentes : les interventions sur des sites ruraux de l'âge du Fer et de l'époque romaine se comptent par centaines depuis 20 ans. Pour ces périodes, l'entreprise paraissait colossale (l'équivalent de plusieurs thèses ?), donc hors de portée, compte tenu des moyens disponibles et des délais envisagés. En conséquence, les bilans devaient plutôt développer une approche qualitative. La base documentaire recenserait les sites représentatifs, ceux qui ont apporté des éléments nouveaux et fait progresser la recherche. Ces sites serviraient à illustrer une réflexion d'ordre général.

Le contenu des rapports analytiques était délicat à définir *a priori*. Toutefois, certaines questions transversales devaient être traitées, dans la mesure du possible : occupation de l'espace et son évolution sur la longue durée, pratiques funéraires, aspects paléo-environnementaux, au sens large, en demandant peut-être des bilans spécifiques aux spécialistes. Les notices s'intéresseraient aussi aux chercheurs passés (aperçu historiographique en guise d'introduction ?) et présents (« cartographie » des forces en présence, tant au niveau de leur compétence et de leur disponibilité). Il serait aussi souhaitable d'aborder l'aspect méthodologie / stratégies des diagnostics (seuils de détection et de caractérisation des sites) et des fouilles (faut-il tout fouiller ? Le faire manuellement ou en partie de façon mécanisée, etc.). Il semblait qu'il n'était pas souhaitable de dépasser 10 à 15 pages (soit une dizaine de pages imprimées), plus les figures.

Dans cette perspective, le contenu du corpus d'analyse a été laissé à l'appréciation de chaque groupe de travail. En principe, il s'agirait d'un échantillon significatif (dont il importerait de préciser la représentativité dans le texte analytique). Ce recensement s'appuierait sur l'inventaire national Patriarche, outil d'utilisation délicate, sur les chroniques de *Gallia*, les *Bilans scientifiques régionaux* (disponibles en Picardie de 1991 à 2001), les notices d'*Archéologie Médiévale*, les bilans assez complets (pour un champ chronologique partiel : du premier âge du Fer à la fin de l'époque carolingienne) des *Cartes Archéologiques de la Gaule* (réalisées en 1996, pour l'Oise, en 2002, pour l'Aisne, en cours pour la Somme), ou l'ACR *Quinze ans d'archéologie préventive sur les grands tracés linéaires en Picardie*, etc.

Le recensement des publications répondrait aux mêmes principes : un inventaire assez complet des publications (les monographies et articles principaux, pas les références ponctuelles), des travaux universitaires et une sélection des rapports de fouille limitée aux sites significatifs.

L'annuaire des chercheurs établirait la liste des chercheurs par groupe de travail, avec leur organisme de rattachement, les évolutions récentes (entrées et départs, pyramide des âges approximative), car le vieillissement de la profession est une donnée importante.

LE CALENDRIER

Il était ainsi défini :
- réunions des groupes de travail pendant le premier semestre 2004 ;
- phase de première élaboration / rédaction pendant l'été 2004 ;
- assises réunissant l'ensemble des archéologues de la Région en septembre (à l'Université de Picardie) avec présentation des rapports et discussion ultime ;
- rédaction finale des rapports dans le 3e trimestre 2004 et remise des manuscrits à l'hiver 2004-2005 ;
- publication fin 2005.

LA RÉALISATION DU BILAN

DOCUMENTATION MISE À LA DISPOSITION DES GROUPES DE TRAVAIL

Les informations de la carte archéologique ont été mises à disposition par le SRA, notamment la base informatique Patriarche (avec exports).

Le SRA a fourni deux bibliographies régionales : celle établie sur l'Aisne, il y a quelques années, par Jean-François Maillot (objecteur de conscience, puis conservateur au SRA) à partir d'une vaste compilation de sources diverses, et couvrant toutes les publications archéologiques depuis les origines les plus anciennes, et celle réalisée pour l'occasion par Audrey Rossignol (documentaliste au SRA), reprenant toutes les informations contenues dans les *Bilans scientifiques* régionaux de 1991 à 2001. Rappelons que le *BSR* publie, chaque année, les bibliographies demandées aux archéologues intervenants en Picardie. Les bibliographies réunies, pour la *Carte archéologique de la Gaule*, ont aussi été mises à disposition, pour la Somme, par Tahar Ben Redjeb, pour l'Oise, par Georges-Pierre Woimant (état 1996) et pour l'Aisne, par Blaise Pichon (état 2002). L'UMR 7041 de Nanterre a fourni une extraction de la base bibliographique Frantiq.

LA PROGRESSION DU TRAVAIL

Dès le printemps 2004, les réunions des groupes de travail se sont tenues dans divers lieux : à la DRAC, dans les bases INRAP, à la Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie (MAE) de Nanterre, etc.

Une seconde réunion du comité de pilotage a eu lieu le 12 octobre 2004, à la DRAC Picardie ; elle a été suivie d'une séance plénière, avec les responsables des groupes de travail, pour faire le point sur l'état d'avancement du projet. Des situations diverses ont été observées, allant d'un recensement documentaire achevé, associé à une réflexion déjà bien avancée, à des travaux à peine esquissés. Cette réunion a été profitable car elle a permis de faire découvrir à l'ensemble des participants, les choix retenus au sein de chaque groupe.

Cela a permis de constater des évolutions importantes par rapport au projet initial :
- la majorité des groupes avait opté pour un recensement aussi large que possible des interventions archéologiques, pour établir un corpus documentaire solide et une base bibliographique quasi exhaustive. Ces choix généraient évidemment un travail considérable, d'où le retard observé pour certains groupes ;
- en conséquence, les rapports seraient plus étoffés et dépasseraient largement, dans la majorité des cas, les 10 à 15 pages attendues.

Chaque groupe a travaillé de façon différente. Mais, contrairement à ce qui était initialement envisagé, il y a eu peu de séances élargies à d'autres intervenants que les responsables des groupes de travail. Dans les faits, les bilans présentés ici sont essentiellement le fruit du travail des seuls responsables de groupe.

Sauf dans un cas, le travail s'est articulé autour de deux à huit réunions, selon les groupes, plus des échanges par courriel.

LA CONSTITUTION DES CORPUS

La majorité des groupes a procédé à la constitution d'une base de donnée des sites, fondée sur le dépouillement des *BSR*, des chroniques de *Gallia* et d'*Archéologie médiévale*, de la *Revue archéologique de Picardie*, des *Cartes archéologiques de la Gaule* (les données de la Somme ont été mises à disposition par Tahar Ben Redjeb) et des rapports de sondages, diagnostics, évaluations et fouilles (l'inventaire informatisé des rapports conservés au SRA Picardie, en voie d'achèvement, croisé avec celui de l'INRAP Nord-Picardie, a rendu ce travail plus aisé). L'utilisation des données de Patriarche s'est révélée assez délicate et a été, finalement, peu utilisée.

LA CARTOGRAPHIE

Hormis pour deux groupes (Préhistoire ancienne et Néolithique), la cartographie a été réalisée au SRA Picardie, par Bruno Desachy, sur *ArcView*, à partir de listings communaux sur *Excel*. Ce sont les fonds de cartes présentés dans les différents articles qui suivent, sauf ceux de Jean-Luc Locht, Thierry Ducrocq et Jérôme Dubouloz *et al.*

INVESTISSEMENT EN TEMPS

Il est délicat d'évaluer le temps consacré à cette entreprise, mais il est considérable : plus de 600 jours. Jérôme Dubouloz (CNRS) a travaillé plus de six mois. L'INRAP a affecté 180 jours sur le budget de la direction scientifique et technique (*Projet annuel individuels de recherche*, en 2004 et *Projets annuels scientifiques*, en 2005). Mais il est clair que les 340 jours de l'ACR *Quinze ans d'archéologie préventive sur les grands tracés linéaires en Picardie* ont aussi contribué à la préparation des bilans sur la Préhistoire ancienne et la Protohistoire. Plusieurs chercheurs de l'INRAP ont dépassé le crédit de temps alloué et amputé leurs loisirs. Les agents du SRA évaluent à 100 jours le temps spécifiquement employé à cette opération (dont 20 jours environ pour la cartographie). Les archéologues de collectivité y ont consacré une vingtaine de jours. Il faut rappeler que cette opération repose en partie sur des recherches antérieures : maîtrises, thèses, PCR et ACR « tracés linéaires ».

CONCLUSION

Ces journées vont permettre de juger des résultats de cette entreprise. Née dans une période difficile, elle a contribué à remobiliser les acteurs de l'archéologie régionale, et c'est déjà un acquis très positif. Elle était perçue au départ, par certains intervenants, comme un exercice de style imposé, un travail de commande. Au fil des mois, nous avons pu observer une nette évolution : les participants se sont pris au jeu, percevant l'intérêt réel de cette démarche. Preuve en est que certains ont décidé de poursuivre et d'élargir la démarche (Néolithique, les villes).

Après la présentation de chaque bilan, une discussion sera ouverte, que nous espérons dynamique et qui permettra, sans doute, d'apporter des compléments utiles pour la rédaction définitive.

Un débat final permettra de tenter de tirer des conclusions de cette entreprise, notamment en matière d'orientation des recherches à venir et, plus immédiatement, des priorités à donner en matière d'archéologie programmée et préventive.

Ce numéro de la *Revue* est consacré entièrement à ces journées. Des solutions, pour faire face à l'ampleur du manuscrit, ont été trouvées, car chacune des contributions a visiblement dépassé les quinze ou vingt pages attendues, pour aller vers une cinquantaine de pages.

Il conviendra aussi de réfléchir sur la façon de mettre à la disposition du plus grand nombre, les bases de données constituées sur les sites et la bibliographie, peut-être sur un site internet.

RAP - n° 3/4, 2005, Jean-Luc Collart Philippe Racinet & Marc Talon, *L'élaboration des bilans sur la recherche archéologique en Picardie*

LA PRÉHISTOIRE ANCIENNE

L'ACHEULÉEN

Alain TUFFREAU *

ORIGINALITÉ DU BASSIN DE LA SOMME

Le contexte stratigraphique et paléoenvironnemental des occupations humaines au Pléistocène moyen est bien connu dans le bassin de la Somme en raison de l'ancienneté des recherches qui ont été menées depuis le XIX^{e} siècle. Les données paléoenvironnementales ont surtout été réunies lors des fouilles récentes. Il en est de même pour le matériel archéologique car celui des collections anciennes provient surtout de ramassages sélectifs dans les carrières.

Les nappes alluviales, particulièrement bien conservées, se présentent sous forme de terrasses étagées dominant la nappe de fond. Le système des terrasses de la Somme est constitué d'une succession de nappes alluviales dont l'altitude est comprise entre 5-6 m et 50-52 m au-dessus du *bedrock* présent sous le fond de la vallée actuelle : dix nappes ont été reconnues dans la région d'Amiens (Antoine 1990) où elles ont été individualisées par des toponymes locaux (IX - Grâce, VIII - Saveuse, VII - Renancourt, VI - Fréville, V - Garenne, IV - Épinette, III - Argoeuves, II - Montières, I - Étouvie et nappe de fond). Les nappes s'individualisent les unes des autres par une altitude de l'ordre de 5 m, qui correspond à une incision du substrat crayeux.

Chaque terrasse comprend une nappe alluviale et une couverture lœssique séparées par une surface d'érosion correspondant à un hiatus. Les différentes nappes alluviales, dont la largeur peut atteindre quelques centaines de mètres et dont l'épaisseur, de l'ordre de 4 à 5 m, se composent de graviers grossiers (unité de base) recouverts par des limons calcaires (unité supérieure).

Les graviers de l'unité de base correspondent à un système de rivière en tresses avec différents chenaux séparés par des bancs de graviers. Les versants, fragilisés par la pauvreté de la végétation, étaient fortement érodés sous l'action de la solifluxion et de la gélifraction. Dans certains cas, comme à Cagny "La Garenne", lorsque les conditions morphologiques l'ont permis, des dépôts de versant interstratifiés de dépôts fluviatiles ont été préservés sous l'unité de base, près du talus crayeux.

* Professeur de Préhistoire, ESA 8018
Laboratoire de Préhistoire et Quaternaire
Université des Sciences et technologie de Lille
F - 59 655 VILLENEUVE-d'ASCQ CEDEX
alain.tuffreau@univ-lille1.fr

D'après les données palynologiques, ces premiers dépôts observables près du talus crayeux se sont mis en place lors de phases climatiques continentales tempérées (végétation arborée à pins, bouleaux et épicéas), de type Début Glaciaire, séparées par des épisodes froids (steppe) alors que le contexte des graviers de l'unité de base est périglaciaire avec un climat rigoureux et une végétation peu abondante. Les limons calcaires de l'unité supérieure se sont déposés durant le colmatage de ce qui était le fond de vallée. Leurs données botaniques et faunistiques sont caractéristiques de conditions climatiques tempérées de type continental.

Chacune des nappes traduit une succession interglaciaire-glaciaire. Le calage chronologique des différentes nappes, dont la plus ancienne ("Grâce") est d'un âge antérieur à la limite paléomagnétique Bruhnes-Matuyama, est assuré par leur position relative, leur contenu paléontologique, leur couverture limoneuse (Van Vliet-Lanoë 1989) et par plusieurs méthodes de datations (TL, ESR, U/Th et magnétostratigraphie).

Les traces d'occupation humaine ont pu être situées les unes par rapport aux autres dans un cadre stratigraphique régional. Cependant, les conditions sédimentaires, en contexte fluviatile, plus favorables à la conservation des fragments osseux ont souvent attiré les Préhistoriens. En effet, l'attention se focalise sur les vestiges abandonnés dans la vallée au détriment de ceux qui sont présents dans les sites de hauteur en contexte limoneux. La fouille de ces derniers a pu paraître moins fructueuse en raison de la rareté des carrières situées dans un tel contexte et de la faible densité des artefacts présents comme le montre l'exemple du gisement de "La Ferme de l'Épinette".

LES DIFFÉRENTES TRACES D'OCCUPATION DANS LEUR CONTEXTE MORPHOSÉDIMENTAIRE ET PALÉOCLIMATIQUE

La position des gisements acheuléens de Cagny correspond à des contextes morphologiques différents. L'un d'entre eux (Cagny "La Garenne 1" = grande coupe ; Cagny "La Garenne 2" = fouille 1994-2004) occupe une position de pied de talus crayeux en limite de la plaine alluviale, deux autres sont situés en contexte fluviatile. Il s'agit de Cagny "L'Épinette" (bordure de chenal longeant un talus crayeux) et de Cagny "Cimetière" (limons de débordement dans la plaine alluviale).

Le dernier ("Ferme de l'Épinette") se situe sur le versant, en un endroit dominant d'une trentaine de mètres la plaine alluviale contemporaine des occupations humaines.

La réalisation, en 1998 et 1999, d'une opération d'archéologie préventive à Gentelles, dans la partie occidentale du Santerre, près de la confluence Somme-Avre, a montré que des occupations acheuléennes avaient pu avoir lieu en position de plateau dans un contexte de doline.

FONCTION DES DIFFÉRENTS GISEMENTS

La composition du matériel livré par les différents gisements acheuléens de Cagny apparaît être variée. Un seul d'entre eux, celui de Cagny "L'Épinette", contient d'abondants fragments osseux. À "La Ferme de l'Épinette" et à Gentelles, ces derniers manquent en raison d'une absence de conservation. Dans le cas de Cagny "La Garenne 1" et de Cagny "La Garenne 2", le faible nombre de ces derniers ne peut être imputable à des processus taphonomiques comme le montrent la forte teneur en calcaire du sédiment et le bon état de conservation des fragments osseux présents.

Si l'on ne considère que les seuls gisements ayant livré une majorité de silex taillés, la répartition techno-typologique de ces derniers apparaît être variée.

Les artefacts des niveaux de gros rognons de "La Garenne 2" se différencient par la présence de nombreux rognons testés qui représentent près du tiers de la série et qui sont quatre à six fois plus nombreux que les *nucleus*. Les produits de débitage sont nettement déficitaires car leur rapport à l'ensemble de la catégorie constituée par les rognons testés et les nucleus n'est que de l'ordre de 1 à 2. Les bifaces sont absents ou leur nombre représente moins de 1 %. Une telle composition du matériel lithique montre que les niveaux R1, R2, R3 et KR de "La Garenne 2" correspondent à des activités de collecte de la matière première avec tests de rognons de silex bruts pour choisir les pièces les plus propices au débitage. Le très faible nombre des éclats tend à indiquer qu'une grande partie d'entre eux a été exportée. Il en a certainement été de même pour certains rognons bien que cela soit difficile à démontrer. Il faut souligner que l'absence d'ébauche de bifaces et d'éclats de taille de biface montre qu'il n'y eut pas de façonnage de bifaces dans ces niveaux.

À "La Garenne 1", la présence d'éclats de taille de bifaces, de pointes de bifaces cassées, de nombreuses ébauches de bifaces et de bifaces de forme allongée ayant souvent gardé une base corticale, montre qu'il y eut une activité de façonnage de bifaces. Certains d'entre eux ont été transformés en nucleus ayant livré un éclat préférentiel comparable à un éclat Levallois. Cette activité est liée à la production d'éclats obtenus à partir de nucleus, dont quelques-uns sont Levallois, à plusieurs surfaces de débitage. Il existe à "La Garenne 1" un net faciès d'atelier qui n'est, cependant, pas exclusif d'autres activités comme le montre la présence d'outils sur éclat bien représentés dans les niveaux supérieurs (CXB, CXV). Le nombre insignifiant des fragments osseux d'animaux indique que ces activités, différentes de celles d'un atelier, ne sont pas liées avec une consommation de nourriture carnée.

L'originalité du gisement de Cagny "L'Épinette" résulte de la présence de nombreux fragments d'ossements d'animaux dans les différents niveaux de la séquence fluviatile fine et de la base de couverture sablo-limoneuse. Il est difficile d'apprécier la part respective des différents modes de provenance (facteurs naturels, charognage, chasse) des grands mammifères mais la présence de signes d'activités anthropiques sur quelques pièces montre qu'il y eut exploitation de carcasses d'animaux.

À "La Ferme de l'Épinette", les remontages ont montré que les activités de débitage ont eu lieu à quelques dizaines de mètres de la source principale de matière première. Il y a donc eu séparation entre collecte de la matière première et son utilisation. L'absence de conservation des fragments osseux ne permet pas d'apprécier s'il y eut également consommation de carcasses de grands herbivores comme dans le cas de Cagny "L'Épinette". Il s'agit là d'une limite sérieuse à l'interprétation d'un niveau d'occupation dont le matériel archéologique, avec l'absence de conservation des fragments osseux, correspond à ce que livre habituellement la majorité des sites de plein air. "La Ferme de l'Épinette" se différencie aussi des autres gisements de Cagny par sa situation de hauteur qui existait déjà à l'époque de son occupation. Il en est de même à Gentelles dont les niveaux acheuléens sont conservés dans une doline occupant une position de plateau. En effet, tous les autres gisements étaient dans le fond de la vallée lors de leur fréquentation mais avec des contextes morphologiques différents : bord de talus crayeux à "La Garenne 1" et à "La Garenne 2", bord de chenal longeant le versant à Cagny "L'Épinette".

L'étude des gisements acheuléens montre qu'ils correspondent à différentes activités spécialisées (collecte de la matière première sur un talus crayeux à "La Garenne 2", atelier près d'un talus crayeux à "La Garenne 1", exploitation de carcasses de grands herbivores au bord d'un chenal à Cagny "L'Épinette", débitage, confection d'outils sur éclat et façonnage à Gentelles) en liaison avec des contextes morphologiques spécifiques. Ce fait explique que les niveaux de ces gisements ont une densité élevée de vestiges résultant de multiples occupations qui eurent lieu au même endroit en raison des contraintes topographiques liées à des activités particulières. Par contre, à "La Ferme de l'Épinette", la densité des vestiges est peu élevée. Le niveau archéologique de ce gisement peut être considéré comme étant un site « pauvre » par opposition aux autres qui sont riches. Cette pauvreté ne résulte pas de la perte de pièces isolées lors de déplacements mais d'activités de débitage et de façonnage ayant lieu sur une grande superficie comme l'ont montré les remontages.

Il apparaît donc qu'il y eut dans le bassin de la Somme, à l'Acheuléen, une exploitation d'un territoire avec des sites qui ont joué un rôle attractif permettant la réalisation des mêmes activités spécialisées au même endroit. Le bilan sédimentaire de "La Garenne 1" et de Cagny "L'Épinette" montre que les mêmes activités se sont déroulées à différents moments durant une période couvrant plusieurs dizaines de milliers d'années et ne correspondent pas à une occupation continue. En revanche, le cas de "La Ferme de l'Épinette" est celui d'un site dont le caractère attractif est ponctuel et lié à des déplacements.

PERSPECTIVES

La majeure partie des gisements acheuléens se situe en contexte alluvial. Ils sont peu nombreux en raison de la forte urbanisation des sites de confluence (Cagny, Saint-Acheul et "Montières" à Amiens, Abbeville). Les contextes sédimentaires les plus favorables (dépôts fluviatiles fins, bord externe des nappes alluviales au contact d'un talus crayeux) ont des superficies très restreintes. Dans la plupart des cas, comme l'a montré l'intervention qui eut lieu à Saint-Acheul (lotissement du "Prince Noir"), les graviers fluviatiles sont affectés par des déformations résultant de solifluxions ou de sous-tirages karstiques. Les possibilités de découvertes de nouveaux gisements sont limitées car les versants de vallées ne sont pas des secteurs propices à la réalisation d'opérations d'archéologie préventive lors de travaux autoroutiers. En basse vallée de la Somme, le contexte morphosédimentaire est différent. Il existe certainement des gisements acheuléens profondément enfouis sous le fond de la vallée de la Somme. Mais il est peu probable qu'il soit possible d'y réaliser des opérations d'archéologie préventive.

Il faut également rappeler que les possibilités de fouilles dans les gisements classés sauvegardés au titre des Monuments historiques sont quasi inexistantes en dehors de Cagny "La Garenne", en raison de l'exiguïté des terrains accessibles.

Il convient donc de prêter une attention particulière aux contextes de doline en position de plateau. Cela suppose la réalisation de sondages profonds et systématiques lors d'interventions, notamment sur des tracés linéaires.

LE PALÉOLITHIQUE MOYEN EN PICARDIE : ÉTAT DE LA RECHERCHE

Jean-Luc LOCHT *

INTRODUCTION

La Picardie se trouve en bordure de la grande région lœssique eurasiatique. Les formations superficielles y sont suffisantes pour avoir permis la conservation de niveaux paléolithiques en place. Ceux-ci restent toutefois à des profondeurs aisément accessibles, que ce soit pour des opérations de fouilles programmées ou préventives. L'examen de la carte archéologique montre que l'ensemble de la Région Picardie est concerné par les ramassages de surfaces. De ses trois départements, la Somme présente la plus forte densité de sites fouillés (fig. 1).

La vallée de la Somme, en particulier, jouit d'une réputation internationale dans le milieu scientifique en raison du grand nombre de sites préhistoriques qui y furent découverts depuis le début du XX^{e} siècle (Commont 1911, 1912, 1914…) et de leur excellent état de conservation. Cette région a une longue tradition de fouille programmée, appuyée depuis près de quinze ans par de nombreuses opérations préventives.

Le début des années 1990 a ainsi vu l'essor des fouilles de sauvetage en territoire picard sur le tracé de l'autoroute A16 sud, qui relie L'Isle-Adam (Val-d'Oise) à Beauvais (Oise). La présence d'équipes de sondages comprenant des archéologues possédant des connaissances en Préhistoire et en géomorphologie, associés à des géologues, a été un facteur déterminant dans la mise en évidence de sites préhistoriques conservés en profondeur. Par la

* Ingénieur de recherches/INRAP
ESA 8018 du CNRS
jean-luc.locht@inrap.fr

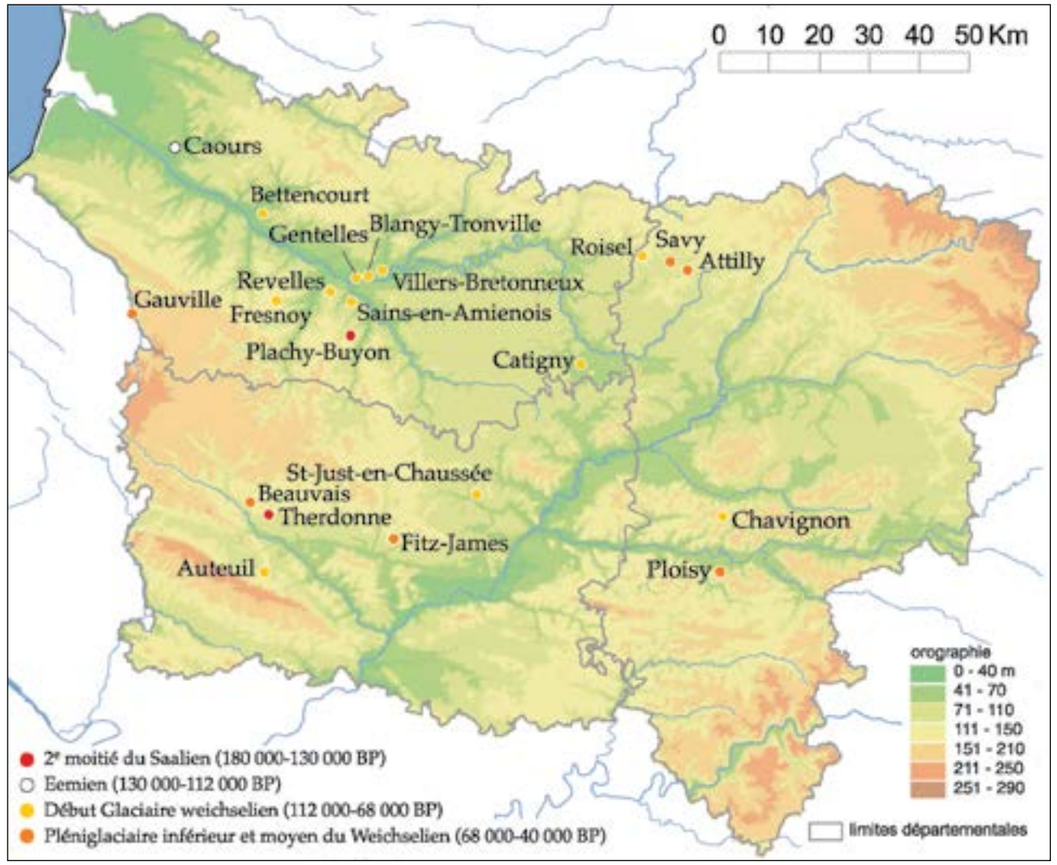


Fig. 1 - Localisation des principaux sites du Paléolithique moyen en Picardie.

suite, la même méthode prospective a été appliquée sur d'autres tracés linéaires (A29, RN 31, RN2, etc.), mais aussi sur des carrières comme Attilly (Locht & Guerlin 1997) ou des zones d'activités commerciales telle celle de Ploisy, dans l'Aisne (Defaux 2004).

MODALITÉS DE CONSERVATION

Les modalités de conservation des sites de la Préhistoire ancienne sont maintenant bien connues en Picardie. Quatre cas de figures principaux peuvent être rencontrés (fig. 2):

Contexte de versant - les formations lœssiques recouvrant les versants le plus souvent orientés vers le nord-est, abrités des vents dominants, ont permis la conservation de séquences pédosédimentaires parfois importantes. Celles-ci ont souvent favorisé la préservation de niveaux préhistoriques. Elles ne concernent, le plus souvent, que les dépôts de la seconde moitié du Saalien et ceux du Weichselien. Dans le domaine concerné, les dépôts de lœss antérieurs au stade isotopique 6 sont inconnus, en l'état actuel de la recherche. La majorité des sites du Paléolithique moyen a été ainsi découverte sur ces versants limoneux (tab. I). Les dépôts du Pléniglaciaire moyen et supérieur du Weichselien ne sont pas très épais, excédant rarement cinq mètres, ce qui explique que ce type de gisements soit fréquemment concerné par les travaux d'aménagement du territoire, en particulier les tracés linéaires.

Contexte fluviatile - les découvertes d'occupations préhistoriques en contexte fluviatile sont plus rares, car moins touchées par les travaux d'aménagement du territoire (tab. I). Les modalités de conservation apparaissent excellentes. La faune y est fréquemment conservée.

Contexte de plateau - le bilan sédimentaire présent sur les plateaux est le plus souvent favorable à l'érosion. La craie ou l'argile à silex y affleurent fréquemment. Cette position topographique a favorisé la dissolution de la craie et, ainsi, se trouve à l'origine de poche de sous-tirage karstique (dolines) de dimensions très variables. Certaines d'entre elles ont ainsi pu piéger un enregistrement pédosédimentaire contenant des industries lithiques pléistocènes. Ce cas de figure est cependant à nuancer pour le département de l'Aisne, par rapport au cas de figures classiques de la moyenne vallée de la Somme (Antoine 1991). Des interventions de terrain récentes ont montré que, dans l'Aisne,

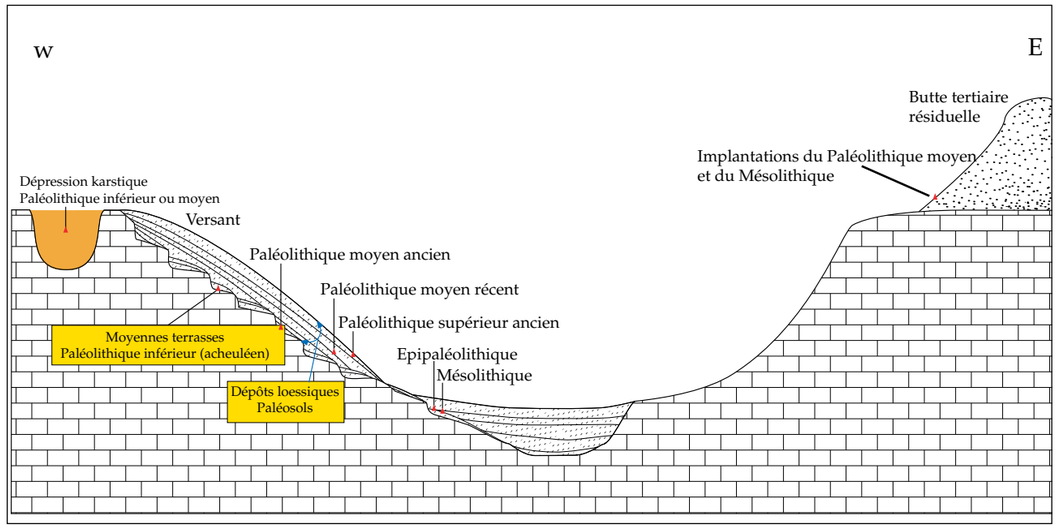


Fig. 2 - Modalités de conservation des sites préhistoriques.

l'enregistrement pédosédimentaire était plus dilaté sur les plateaux que sur les versants, et que les sites du Paléolithique moyen sont mieux conservés dans cette position topographique (sites de Savy, Chavignon et Ploisy).

Contexte sableux - jusqu'il y a une dizaine d'années, les buttes tertiaires n'étaient connues comme stations paléolithiques que par d'abondants ramassages de surface. Les fouilles des gisements de Beauvais et de Therdonne (Oise) ont permis de mettre en évidence des niveaux du Paléolithique moyen très bien conservés au pied de ces buttes, dans des dépressions d'origine érosive (ruissellement, érosion éolienne). Ces niveaux archéologiques sont recouverts de sable provenant du remaniement du substrat local lors de phases pléniglaciaires, froides et sèches (déflation). Le site de Beauvais présente des conditions de conservation exceptionnelles. Les restes fauniques y ont été conservés grâce à la présence de fragments de coquilles marines tertiaires remobilisées en même temps que le sable qui recouvre les deux niveaux archéologiques. Cet exemple de recarbonatation secondaire du sédiment apparaît pour l'instant unique dans le Nord-Ouest européen.

De manière générale, la faune est très rarement conservée en raison de la décarbonatation des

Sites	Contexte	Période	Opérations
Auteuil (Oise)	Versant	Paléolithique moyen récent	Autoroute A16 sud
Villers-Bretonneux (Somme)	Versant	Paléolithique moyen récent	Gazoduc "Hauts de France"
Blangy-Tronville (Somme)	Versant	Paléolithique moyen récent	Gazoduc "Hauts de France"
Bettencourt-Saint-Ouen (Somme)	Versant	Paléolithique moyen récent	Autoroute A16 nord
Sains-en-Amienois (Somme)	Versant	Paléolithique moyen récent	Fouille programmée
Fresnoy-Val (Somme)	Versant	Paléolithique moyen récent	Autoroute A29 ouest
Revelles "Le Camp Féron" (Somme)	Versant	Paléolithique moyen récent	Autoroute A29 ouest
Revelles "Les terres Sellier"	Versant	Paléolithique moyen récent	Autoroute A29 ouest
Saint-Sauveur (Somme)	Versant	Paléolithique moyen récent	/
Gauville (Somme)	Versant	Paléolithique moyen récent	Autoroute A29 ouest
Savy (Aisne)	Plateau	Paléolithique moyen récent	Autoroute A29 est
Chavignon (Aisne)	Plateau	Paléolithique moyen récent	Déviation de la RN2
Ploisy (Aisne)	Plateau	Paléolithique moyen récent	ZAC
Savy (Aisne)	Plateau	Paléolithique moyen récent	Autoroute A29 est
Saint-Just-en-Chaussée (Oise)	Versant	Paléolithique moyen récent	Fouille programmée
Corbie (Somme)	Versant	Paléolithique moyen récent	Gazoduc
Therdonne (Oise)	Butte tertiaire	Paléolithique moyen ancien	Déviation de la RN31
Longavesnes (Somme)	Versant	Paléolithique moyen ancien	/
Beauvais (Oise)	Butte tertiaire	Paléolithique moyen récent	Déviation de la RN31
Saint-Sauveur (Somme)	Fluviatile	Paléolithique moyen récent	Sondages
Attilly (Aisne)	Versant	Paléolithique moyen récent	Carrière de sable

Tab. I - Modalités de conservation des sites du Paléolithique moyen de Picardie.

sédiments. La découverte de gisements où les restes fauniques sont clairement associés à l'industrie lithique reste exceptionnelle comme à Montières (Commont 1912) Beauvais (Locht 2004) et Bettencourt-Saint-Ouen dans la Somme (Locht dir. 2002).

ÉTAT DE LA RECHERCHE SUR LE PALÉOLITHIQUE MOYEN EN PICARDIE

Le renouvellement du corpus documentaire a été important ces dernières années, tant pour la connaissance des industries lithiques que pour l'analyse spatiale des gisements et de leur position chronostratigraphique.

LA PHASE ANCIENNE DU PALÉOLITHIQUE MOYEN (300 000 - 130 000 BP)

Le passage entre les industries acheuléennes et celles du Paléolithique ancien reste inconnu, en l'état actuel des connaissances. La phase ancienne du Paléolithique moyen est mal cernée. Le gisement de Salouel, dans la Somme, a livré une industrie au caractère moustérien affirmé, attribuée au stade isotopique 8. L'ensemble lithique du gisement de Therdonne, attribué à la fin du stade isotopique 7 ou à un interstade relatif du début du stade 6, d'après sa position chronostratigraphique et les dates réalisées sur silex chauffés (178 ± 11ka BP), montre une production de pointes et d'éclats via des modes opératoires Levallois parfaitement maîtrisée. Le gisement de Longavesnes (Somme) a livré une industrie datée du Pléistocène moyen récent au sein de laquelle coexistent bifaces et outils sur éclats (Ameloot-Van Der Heijden 1993). Le site de Plachy-Buyon, dans la Somme, a également livré deux niveaux archéologiques contenus dans les lœss de la seconde moitié du Saalien (Locht *et al.* 1995).

LA PHASE RÉCENTE DU PALÉOLITHIQUE MOYEN (130 000 - 40 000 BP)

La phase récente du Paléolithique moyen est mieux documentée. Cependant, les industries contemporaines de l'Eemien au sens strict (sous-stade isotopique 5e, 130 000 – 112 000 BP) sont très difficiles à identifier pour des raisons d'ordre taphonomique (Roebroeks & Speelers 2002 ; Locht 2004). En effet, l'horizon A du sol du dernier interglaciaire a été érodé lors de la phase de péjoration climatique qui lui succède (sous-stade isotopique 5d). Les artefacts qui sont ainsi retrouvés entre le Bt eemien et les sols humifères du Weichselien ancien ne peuvent être attribués avec certitude au stade 5e ou 5d (fig. 3). Seuls, les niveaux archéologiques retrouvés à Caours, dans la Somme (fig. 4) dans des tufs d'âge interglaciaire, peuvent être rapportés au sous-stade 5e (Antoine *et al.* 2004).

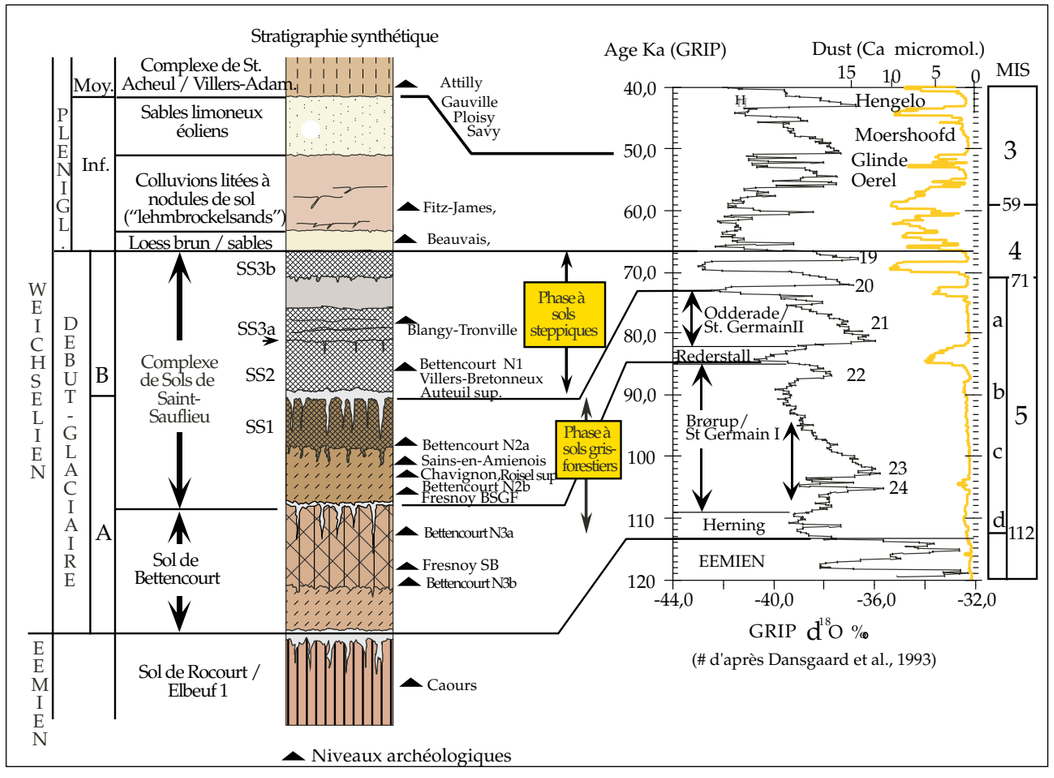


Fig. 3 - Positions chronostratigraphiques des principales occupations de la phase récente du Paléolithique moyen de Picardie et corrélation avec les variations du ð^{18} de GRIP (*d'après Antoine 2001, modifié*).

Le Weichselien ancien

À l'instar des occupations contemporaines du sous-stade 5e, les sites contemporains de la première phase de péjoration climatique post-eemienne (5d, interstade de Herning) sont aussi difficiles à mettre en évidence sur les gisements de plein air pour des raisons d'ordre taphonomique. À l'heure actuelle, le seul niveau de cette phase retrouvé en place dans le Nord-Ouest de la France est le niveau N3b du site de Bettencourt-Saint-Ouen (Locht dir. 2002). Il est caractérisé par la présence de trois chaînes opératoires distinctes (Levallois, laminaire et Discoïde) orientées vers la production de lames, de pointes et d'éclats typologiquement Levallois par le biais de schémas opératoires variés.

Les industries du Début Glaciaire weichselien (sous-stades isotopiques 5d à 5a, 112 000 - 68 000 BP) sont nombreuses et numériquement importantes. Différentes chaînes opératoires, orientées vers la production de pointes, de lames, d'éclats et de bifaces coexistent en proportion variable au sein des ensembles lithiques (fig. 5). Chacune d'entre elles comporte plusieurs schémas opératoires. Cette diversité dans les modes de production apparaît pour l'instant unique dans le développement de la Préhistoire. Une des caractéristiques de ces ensembles lithiques est la présence d'un débitage laminaire, similaire à celui qui sera mis en œuvre par les artisans de la fin du Paléolithique supérieur, et notamment ceux des industries à Federmesser. Le débitage Levallois est cependant toujours bien représenté et constitue, sous ses différentes modalités de production (méthodes linéale, récurrente unipolaire, bipolaire ou centripète), le bruit de fond des industries de cette période, y compris de celles à forte composante laminaire.

Le sous-stade isotopique 5c (interstade de Brörup/Saint-Germain I) marque le début de la phase à sols gris-forestiers, matérialisée en stratigraphie par le « sol de Bettencourt » (Antoine 2002). Celle-ci est caractérisée dans le Nord de la France par un grand nombre de sites, souvent très riches en artefacts lithiques. Sur le territoire picard, les niveaux N3b et N3a de Bettencourt-Saint-Ouen et l'occupation SB de Fresnoy-au-Val, dans la Somme (fig. 6), peuvent lui être attribuées. Un silex chauffé de ce dernier niveau a permis d'obtenir une date de 106.8 ± 7.5 ka BP (Locht *et al.*, en cours).

Fig. 4 - Fouille des niveaux d'âge eemien de Caours (Somme).

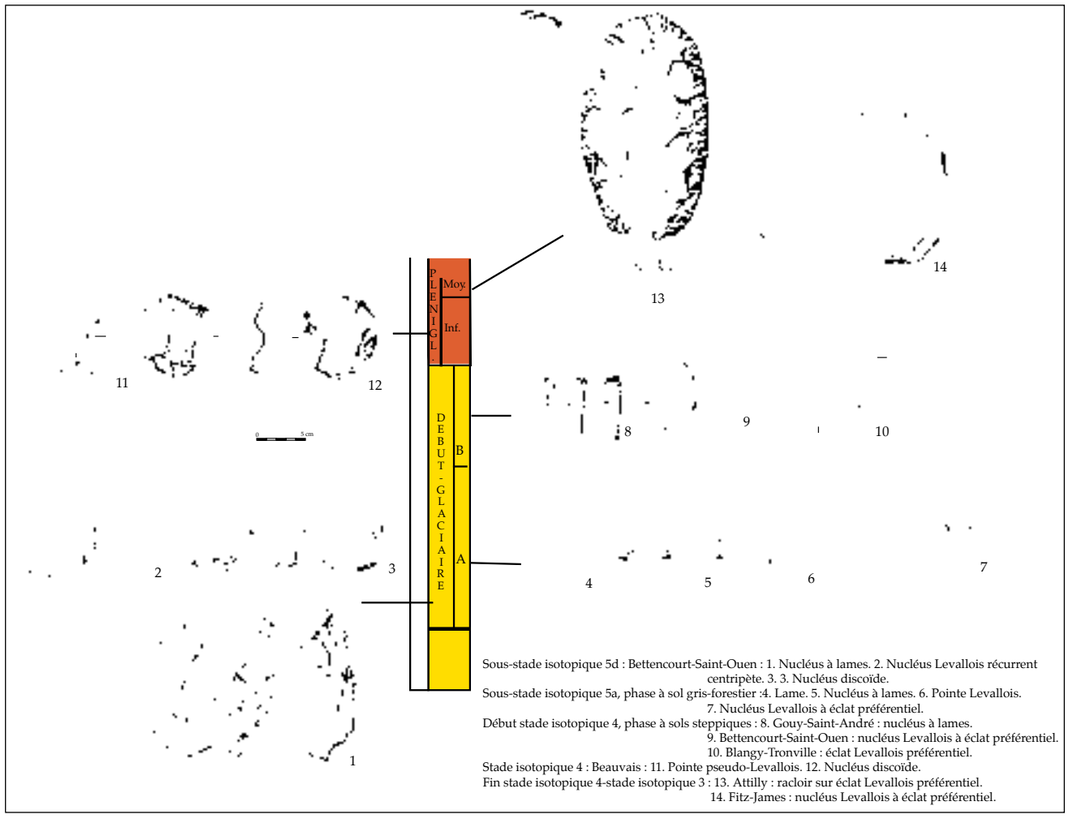


Fig. 5 - Présentation synthétique et chronostratigraphique des industries de la phase récente du Paléolithique moyen de Picardie.

Fig. 6 - Fresnoy-au-Val (Somme) ; vue générale du chantier de fouille.

Les industries lithiques de la seconde phase à sol gris-forestier (sous-stade 5a, interstade d'Odderade, Saint-Germain II) sont surtout représentées par les niveaux SGF de Fresnoy-au-Val (Locht *et al.*, en cours) et N2b de Bettencourt-Saint-Ouen (Locht dir. 2002). La composante la plus remarquable de la première de ces occupations est le débitage laminaire identifié il y a plus de vingt ans à Seclin dans le Nord (Tuffreau *et al.* 1994) et bien représenté sur les sites de Bettencourt-Saint-Ouen (Locht 2002) et celui proche de Riencourt-lès-Bapaume dans le Pas-de-Calais (Tuffreau 1993). Toutefois, le débitage Levallois est toujours présent, sous les méthodes linéales ou récurrentes (Ameloot-Van der Heijden 1993). Contemporains de la même phase interstadiaire, les deux niveaux d'occupation du site de Sains-en-Amienois (Somme) sont caractérisés, quant à eux, par la présence dominante d'un débitage Levallois à éclat préférentiel (Ségard 1997). Le gisement de Chavignon dans l'Aisne, récemment fouillé, a livré une industrie principalement sur grès-quartzite, qui peut être attribuée à cette même phase (Sellier, en cours).

Les assemblages lithiques présents au sein des sols isohumiques de type steppique sont aussi caractérisés par leur complexité et leur variabilité. Contemporaine du tout début du Pléniglaciaire inférieur et contenue dans un ensemble de sols isohumiques de type steppique, une série d'industries lithiques a été retrouvée. Le positionnement chronostratigraphique de ces industries est très précis, car la mise en place de ces sols steppiques a lieu entre 72 000 et 68 000 BP (Antoine *et al.* 2002) après le phénomène d'érosion important qui marque la fin de la phase à sols gris-forestier. Les ensembles lithiques de cette période sont numériquement moins importants que ceux retrouvés au sein des sols gris-forestiers et sont peut-être les témoins d'occupations plus réduites ou de moins longue durée. Les sites de Blangy-Tronville (Depaepe *et al.* 1999), de Bettencourt-Saint-Ouen (niveau N1) et de Villers-Bretonneux (Depaepe *et al.* 1998) situés dans la Somme, ont livré des ensembles lithiques dont la variabilité des systèmes de production est semblable à celle des industries des phases à sols gris-forestier (stades isotopiques 5c et 5a). Une production laminaire y est attestée et coexiste avec un débitage Levallois, le plus souvent récurrent centripète. Le débitage Levallois à éclat préférentiel semble un peu mieux représenté que durant les sous-stades 5c et 5a. Ces sites, retrouvés dans des sols humifères de type steppique, sont les derniers à présenter une composante laminaire (fig. 4). Celle-ci disparaît à la fin du stade isotopique 5a ou au tout début du stade isotopique 4 et ne réapparaîtra dans le Nord de la France qu'avec l'avènement du Paléolithique supérieur. Le gisement d'Auteuil (Oise) a, en revanche, livré une industrie où le débitage Levallois est le système de production principal (Swinnen *et al.* 1996). Seules deux ébauches de bifaces y témoignent de la connaissance d'une autre chaîne opératoire.

Le Pléniglaciaire inférieur du Weichselien

Le début du Pléniglaciaire inférieur (stade isotopique 4) est marqué par un abandon de la région par les populations humaines (Tuffreau 2001 ; Locht 2004). Cette phase de péjoration climatique est d'ailleurs bien marquée dans la stratigraphie des lœss du Nord de la France par une importante phase d'érosion suivie de la mise en place de dépôts éoliens qui remanie le plus souvent des matériaux locaux (Locht *et al.* 2003). Les groupes culturels qui fréquentaient le Nord-Ouest de la France ont dès lors abandonné ces latitudes devenues inhospitalières. Ces observations ont aussi été réalisées dans des régions limitrophes, comme, par exemple, la Belgique : « *During ISO4, human occupation seems very limited or even absent and it is only in the stage 3 interstadials, Hengelo-Les Cottés in particular, that sites are attested again* » (Van Peer 2001).

Après cette désertion du Nord de l'Europe durant une grande partie du Pléniglaciaire inférieur du Weichselien (à peu près entre 68 000 et 60 000 BP d'après les datations TL/IRSL sur sédiments actuellement disponibles (Antoine dans Locht *et al.* 2003, p. 48), des groupes humains colonisent à nouveau ces contrées. En tenant compte de leur position chronostratigraphique et de la datation TL obtenue sur un silex chauffé du niveau le plus ancien (55, 6 ± 4 ka), les deux occupations de Beauvais apparaissent parmi les premiers témoins de la recolonisation de la région (Locht 2001). Celles-ci se distinguent cependant des autres séries de cette période par l'utilisation quasi-exclusive du débitage Discoïde. Cependant, les industries contemporaines de la fin de cette phase pléniglaciaire sont en général caractérisées par la nette prédominance du débitage Levallois sur les autres systèmes de production comme à Fitz-James dans l'Oise (Teheux 2000). Le débitage laminaire est inconnu. La recolonisation du Nord de la France pourrait, ainsi, être l'œuvre de populations différentes d'un point de vue culturel de celles du Weichselien ancien.

Le Pléniglaciaire moyen du Weichselien

La phase finale du Paléolithique moyen, contemporaine du Pléniglaciaire moyen du Weichselien, (stade isotopique 3, 59 000 – 40 000 BP) est moins connue en raison du faible nombre de sites de cette période. La systématisation des sondages profonds a cependant permis la découverte de plusieurs niveaux d'occupation du Pléniglaciaire moyen localisés au sein du sol de Saint-Acheul comme à Attilly, dans l'Aisne (Locht & Guerlin 1997), Gauville, dans la Somme (Guerlin

2003, etc.). Le gisement de Savy, dans l'Aisne, a livré quelques restes lithiques, osseux et dentaires retrouvés dans des limons bruns feuilletés. La mise en place de ces derniers aurait commencé à la fin du stade isotopique 4 en situation topographique de plateau, ce qui semble être une des caractéristiques de cette région à l'est d'Amiens (Antoine 1991). Des datations RPE ont été réalisées sur des restes dentaires et ont livré un âge moyen de 51 ± 3 ka. Une date par thermoluminescence a aussi été effectuée sur le sédiment qui contenait les vestiges. L'âge ainsi obtenu est de 48,7 + 8,2/- 6,9 ka BP. Ces données autorisent à placer la courte occupation humaine de Savy durant le Pléniglaciaire moyen du Weichselien (Locht *et al.* sous presse).

PROBLÉMATIQUES

Au vu de la durée de la période concernée, ce bilan ne peut être qu'une étape dans la recherche et les problématiques et les axes des recherches futurs demeurent nombreux. Les nouvelles avancées dans la connaissance des premiers peuplements préhistoriques de la région et de leur environnement seront tributaires des futures interventions de terrain. Celles-ci prendront désormais l'option d'une approche naturaliste et pluridisciplinaire des sites. À ce titre, il est indispensable que, dans une région aussi importante que la Picardie dans le déroulement de la Préhistoire, les spécialistes, trop peu nombreux, soient informés des travaux d'aménagements du territoire, afin d'éviter toute destruction de sites indécelables en surface. La réalisation de décaissements profonds récents sur l'aménagement de l'autoroute A16 sur la commune de Flers-sur-Noye, Somme (Locht, & Antoine, observations personnelles), de la déviation de Querrieu, même département (Locht, *idem.*) ou de la ZAC de "La Vallée des Vignes" à Amiens (Locht & Antoine, *idem.*) sont autant d'exemples récents de découvertes fortuites de séquences stratigraphiques susceptibles d'avoir permis la conservation de sites du Paléolithiques moyen.

LA PHASE DE TRANSITION ACHEULÉEN/ PALÉOLITHIQUE MOYEN ET LA PHASE ANCIENNE DU PALÉOLITHIQUE MOYEN

Cette phase actuelle, correspondant à la fin du courant acheuléen et au début du Paléolithique moyen, est actuellement méconnue. L'Acheuléen classique semble disparaître à la fin du stade 9. Les industries attribuées à la phase ancienne du Paléolithique moyen sont peu nombreuses et ne permettent pas d'appréhender de façon tangible cette transition. Le passage entre ces deux périodes semble lié à l'apparition, sans doute subite, du débitage Levallois et à la standardisation progressive de l'outillage sur éclat, qui remplace les outils réalisés sur bifaces.

La phase ancienne du Paléolithique moyen reste mal connue, en raison du faible nombre de gisement de cette période. Cependant, les séries lithiques mises au jour (Therdonne dans l'Oise, Plachy-Buyon et Salouel, dans la Somme) ont des caractéristiques moustériennes affirmées, et démontrent que tous les systèmes productifs (façonnage de bifaces moustériens, débitages Levallois, laminaires, discoïdes…) sont déjà parfaitement maîtrisés.

LE CADRE CHRONOSTRATIGRAPHIQUE ET PALÉOENVIRONNEMENTAL

La restitution d'un cadre chronostratigraphique et paléoenvironnemental précis est un enjeu majeur pour la recherche actuelle en Préhistoire. La Picardie est caractérisée par la présence d'un enregistrement pédosédimentaire qui en fait une région de référence pour l'étude de la stratigraphie des lœss du Nord-Ouest européen (Antoine *et al.* 1998, 2003). L'observation de nombreuses séquences a permis l'élaboration d'une séquence de référence, appuyée par de nombreuses datations physico-chimiques (thermoluminescence sur sédiment et silex chauffés, Uranium-Thorium et ESR sur restes osseux). Les nombreux niveaux archéologiques ont ainsi été replacés de façon précise dans les différentes phases chronoclimatiques de la fin du Pléistocène moyen et du Pléistocène supérieur.

LES ÉTUDES TECHNOLOGIQUES ET TYPOLOGIQUES

Lorsque le cadre chronostratigraphique et paléoenvironnemental est établi avec certitude, la caractérisation technique et typologique des ensembles lithiques prend une dimension chronologique et culturelle importante. De ce point de vue, la division du Moustérien en différents faciès culturels (Bordes 1953) a perdu sa validité dans le Nord de la France, en regard des découvertes réalisées depuis une vingtaine d'années. La complexité et la souplesse remarquables de l'éventail technologique des industries lithiques du Nord, qui sont, de plus, pauvres en outillage retouché (en général moins de 2 % des ensembles lithiques) ne permettent plus de les intégrer dans ce schéma classique. Les outils sont surtout représentés par des racloirs variés mais standardisés, qui donnent à ces ensembles un caractère moustérien bien affirmé. Les encoches et denticulés, grattoirs et autres outils de type Paléolithique supérieur sont toujours présents, mais en moindre proportion. Les industries sont ainsi désormais caractérisées par la présence et la proportion des différentes chaînes opératoires qui coexistent très souvent. Ces études détaillées sont indispensables afin d'identifier les besoins de production lithique des populations préhistoriques (production de lames, de pointes, d'éclats et de bifaces). Un second degré d'analyse permet d'identifier les nombreux schémas techniques mis en œuvre par les artisans préhistoriques pour y répondre: débitage unipolaire, bipolaire, centripète… (Tuffreau & Révillion 1996).

L'ANALYSE SPATIALE DES GISEMENTS PALÉOLITHIQUES

Depuis une quinzaine d'années, les décapages extensifs se sont multipliés sur les gisements de plein air de la Préhistoire ancienne, au grand bénéfice de la recherche actuelle. Ils permettent souvent d'avoir les limites de conservation du gisement ou celles de l'espace occupé. La plupart des gisements du Paléolithique moyen bien conservés se présentent comme une nappe d'artefacts continue de densité variable. Les zones de plus forte concentration alternent avec des secteurs caractérisés par une faible densité d'artefacts. Les amas de débitage constituent le plus souvent les seules « structures » aisément identifiables. Les foyers ou aires de combustion sont extrêmement rares sur ce type de site. L'implication de l'étude dynamique des remontages dans l'analyse spatiale des niveaux archéologiques est un des moyens les plus fiables pour le décryptage de ces niveaux du Paléolithique moyen. En plus de leur apport technologique, les remontages jouent ainsi un rôle actif dans l'analyse spatiale des gisements (Cziesla 1987, 1990), tout en tenant compte des problèmes et controverses que cela a parfois engendrés par le passé (Bordes 1980a, 1980b ; Cahen 1980a, 1980b). Les remontages ont permis de mettre en évidence le déplacement, d'origine anthropique, d'artefacts depuis leur lieu de production jusqu'à celui de leur utilisation (Locht 2001).

LES ANALYSES TRACÉOLOGIQUES

La réalisation d'études fonctionnelles sur les séries lithiques du Paléolithique moyen répond à deux attentes de la part des préhistoriens. Dans un premier temps, elle permet d'appréhender la fonction des outils retouchés et des supports bruts. Corrélée à l'analyse de la répartition au sol des vestiges, elle peut permettre dans un second temps de déceler une structuration latente de l'espace occupé par les hommes du Paléolithique en mettant en évidence des aires d'activités spécialisées (boucherie, travail du bois, etc.). Des résultats convaincants ont déjà été obtenus sur le gisement de Bettencourt-Saint-Ouen (Locht dir. 2002). La poursuite de telles études est indispensable afin de définir la nature et la fonction de ces gisements de plein air, caractérisés par l'absence de structures, hormis les amas de débitage comme à Bettencourt-Saint-Ouen (Locht 2002), Fresnoy-au-Val (Locht *et al.* en cours) et quelques très rares foyers comme ceux de Beauvais (Locht 2004) et Therdonne (Locht *et al.* 2000).

CONCLUSIONS

La Picardie a joué et joue encore un rôle majeur dans l'Histoire de la Préhistoire. La dynamique de recherche en archéologie du Paléolithique y reste d'actualité depuis plus d'un siècle et les fouilles programmées et préventives apportent de nouvelles données, d'échelles différentes, mais forcément complémentaires. Ces acquis ne constituent qu'une base, solide certes, pour la poursuite et le développement de nos connaissances sur les modalités des populations paléolithiques du Nord de la France. Les axes de recherche demeurent ainsi nombreux.

La transition entre le Paléolithique inférieur, représenté par l'Acheuléen classique de la vallée de la Somme et le Paléolithique moyen n'est pas connue. Elle semble liée à l'apparition du débitage Levallois et à la standardisation d'un nouvel outillage sur éclat, qui remplace les industries à bifaces acheuléennes. Ce passage entre les deux périodes ne pourra être appréhendé que sur des sites stratifiés, bénéficiant d'un référentiel chronologique solide.

La phase ancienne du Paléolithique moyen n'est connue que par quelques gisements (Salouel, Therdonne, Plachy-Buyon…) et seules de nouvelles fouilles pourront venir combler cette lacune. La phase récente est mieux documentée, et plus spécialement le début de la dernière glaciation. Celui-ci est caractérisé par un grand nombre d'occupations préhistoriques, au sein d'un complexe de sols qui témoignent des modifications rapides de l'environnement. La fin du Paléolithique moyen n'est connue que par quelques sites bien calés d'un point de vue chronologique (Beauvais, Fitz-James, Attilly, Gauville…) qui ne permettent que d'avoir un aperçu de l'identité culturelle des derniers Néandertaliens du Nord de la France.

Les potentialités de la Picardie demeurent nombreuses et les travaux à venir, envisagés dans une approche naturaliste et pluridisciplinaire, devraient permettre à cette région de rester une région de référence pour les modalités des peuplements préhistoriques du Nord-Ouest européen.

RAP - n° 3/4 2005, Alain Tuffreau, Jean-Luc Locht, Paule Coudret & Jean-Pierre Fagnart, Thierry Ducrocq, *La Préhistoire ancienne*

LE PALÉOLITHIQUE SUPÉRIEUR EN PICARDIE

Paule COUDRET * et Jean-Pierre FAGNART **

INTRODUCTION

Les recherches menées en Picardie depuis une trentaine d'années ont permis de fixer les grandes lignes du peuplement au cours du Paléolithique supérieur. Les découvertes récentes témoignent d'une relation évidente entre les principales phases de l'occupation humaine et les données du climat et de l'environnement. La position géographique de la région étudiée au sein de l'Europe périglaciaire répond à une logique climatique dont la définition repose sur les écosystèmes de la fin du Pléniglaciaire et du Tardiglaciaire weichseliens. La Picardie appartient à la région lœssique du Nord de la France et constitue une province relativement marginale de l'Europe paléolithique. Dans cette région, l'occupation humaine se révèle fondamentalement discontinue. Durant le Paléolithique supérieur ancien (38000 - 18000 BP), seules quelques rares et brèves incursions aurignaciennes (Attilly, Belloy-en-Santerre, Rouvroy) et gravettiennes (Renancourt-lès-Amiens, Montières-Etouvie) sont connues à la fin du Pléniglaciaire moyen et au début du Pléniglaciaire supérieur. Notre connaissance sur le contexte stratigraphique ou environnemental de ces occupations en milieu lœssique reste cependant très limitée. Lors du second maximum de froid du Weichselien, la région est inoccupée. Le hiatus du peuplement s'étend sur près de dix millénaires (environ 22000 à 13000 BP). Au cours du Tardiglaciaire, l'occupation apparaît de nouveau étroitement liée aux conditions climatiques et environnementales. La région est sporadiquement occupée, à la fin du Dryas I, par des groupes du Magdalénien supérieur puis, durant l'oscillation de Bølling, par ceux du Magdalénien final. Vers 12300 BP, les derniers chasseurs magdaléniens, en voie d'azilianisation, laissent place à la tradition des groupes à *Federmesser* dont le plein développement se situe au cours de l'oscillation d'Allerød. Cette tradition, fortement implantée dans la région, correspond à l'occupation paléolithique la plus dense du Tardiglaciaire weichselien. Au Dryas récent, les indices de peuplement sont très rares et restent mal identifiés. Leur absence peut s'expliquer en partie par des conditions géomorphologiques et environnementales peu favorables. À la limite entre le Dryas récent et le Préboréal, vers 10000 BP, la région est de nouveau largement parcourue par les derniers groupes paléolithiques (*industries à pièces mâchurées ou Belloisien*). En l'état actuel de nos connaissances, cette tradition est uniquement représentée par des gisements spécialisés dans l'acquisition et la taille du silex.

LA LOCALISATION ET LA FONCTION DES SITES

En Picardie, l'habitat du Paléolithique supérieur est essentiellement de plein air. Il est généralement établi dans le fond ou sur les versants des principales vallées, ainsi que sur les buttes sableuses tertiaires. Dans le bassin de la Somme et dans la vallée de l'Oise, l'occupation de la plaine alluviale et de sa bordure est assez systématique. Dans un premier temps de la recherche, ce sont les gisements conservés au sommet des couvertures limoneuses des basses ou des très basses terrasses qui ont été découverts (Belloy-sur-Somme, Verberie, Amiens-Étouvie, Dreuil-lès-Amiens, Saleux…). Plus récemment, la mise en évidence de nombreux gisements enfouis sous les plaines alluviales actuelles a multiplié le nombre de sites (Flixecourt, gisements des gravières d'Hangest-sur-Somme, La Chaussée-Tirancourt, Conty…).

Dans le bassin de la Somme, l'importance de la sédimentation holocène de fond de vallée, dont l'épaisseur augmente rapidement vers l'estuaire de la Somme, masque la morphologie ancienne de la fin du Pléistocène et limite la découverte de gisements enfouis sous les tourbes et les tufs dans le secteur de la basse Somme où les dépôts holocènes atteignent entre 25 et 30 mètres. De même, la transgression flandrienne a vraisemblablement recouvert toute une série de gisements, à l'emplacement actuel de la Manche et la Mer du Nord.

La signification des assemblages archéologiques étudiés et la fonction des gisements constituent une étape fondamentale de l'analyse. Le gisement magdalénien supérieur de Verberie (Oise) présente un état de conservation exceptionnel des sols d'occupation au sommet d'une séquence de limons de débordement de l'Oise. Les campagnes de fouilles ont révélé différents campements successifs

* Laboratoire de Préhistoire et Quaternaire, USTL
ESA 8018 CNRS
18, rue Dufour
F - 80000 AMIENS
p.coudret@wanadoo.fr

** Laboratoire de Préhistoire et Quaternaire, USTL
ESA 8018 CNRS
Conseil général de la Somme
27, Mail Albert 1er
F - 80026 AMIENS CEDEX 1
jp.fagnart@somme.fr

RAP - n° 3/4 2005, Alain Tuffreau, Jean-Luc Locht, Paule Coudret & Jean-Pierre Fagnart, Thierry Ducrocq, *La Préhistoire ancienne*

de chasseurs de rennes. Comme dans la plupart des gisements magdaléniens du Bassin parisien, les vestiges lithiques ou osseux s'organisent autour d'un ou deux foyers domestiques, en cuvette, bordés de pierres. La faune chassée se compose presque exclusivement de rennes (Audouze 1988 et 1994; Audouze *et al.* 1981; Audouze & Cahen 1984; Audouze & Enloe 1991 et 2005). Le traitement des carcasses et les activités de boucherie permettent d'interpréter le gisement comme un camp de chasse situé à proximité du lieu d'abattage du gibier.

Bien que la faune du gisement magdalénien final de la Plaisance à Belloy-sur-Somme ne soit pas conservée, l'organisation spatiale des témoins lithiques apparaît très comparable à celle des campements de chasse spécialisés dans l'abattage d'un seul gibier, comme à Pincevent ou Verberie (Leroi-Gourhan & Brézillon 1966 et 1972; Audouze 1987a et 1992; Audouze *et al.* 1981; Julien, 1989 et 2003; Julien *et al.* 1988). La localisation du gisement sur la très basse terrasse de la Somme, en bordure de la plaine alluviale actuelle, évoque l'implantation des principaux gisements magdaléniens du centre du Bassin parisien, situés sur les axes présumés de migration des troupeaux de rennes. Le nombre de supports transformés en outils (138) suggère, par ailleurs, une période d'occupation limitée dans le temps. L'absence de vestiges osseux restreint considérablement l'analyse (Fagnart 1997).

L'organisation spatiale des gisements à *Federmesser* présente des caractères constants dans la région étudiée. Globalement, l'espace investi par les Paléolithiques montre des caractères assez constants dans les différents gisements étudiés. Le diamètre de dispersion des témoins lithiques et osseux est souvent bien circonscrit et donne l'impression de sites occupés à une seule reprise, lors d'un séjour relativement limité. Le matériel archéologique recueilli par occupation oscille entre 4000 et 6000 artefacts et témoins osseux, esquilles non comprises. Les vestiges se répartissent sur une surface, ovalaire ou circulaire, comprise entre 40 et 60 mètres carrés. L'organisation de l'espace se structure généralement à partir d'un seul foyer qui concentre l'essentiel des activités. Les structures de combustion sont généralement des foyers à plat matérialisés par une simple concentration de petits silex chauffés ou craquelés au feu. Le nombre de supports transformés en outils par occupation est compris entre 150 et 200 individus. La variété de l'outillage (armatures, grattoirs, burins et couteaux à dos retouché) permet de supposer que les activités domestiques occupent une place aussi importante que les activités cynégétiques. À Saleux, on observe dès à présent des groupements de 2 ou 3 *locus* séparés par de grands espaces stériles. L'étude dynamique de ces occupations laisse entrevoir d'ores et déjà des complémentarités fonctionnelles entre différents *locus* (Fagnart 1997; Coudret & Fagnart 1997 et 2004; Fagnart & Coudret 2000a et b).

La présence d'un gibier non migrateur et sa dispersion dans un environnement de plus en plus boisé a amené les chasseurs à se déplacer souvent dans leur territoire. Les groupes humains semblent très mobiles. Les ressources alimentaires, réparties de manière régulière tout au long de l'année, sont cependant relativement dispersées dans un environnement plus fermé. Ce nouvel équilibre définit les fondements de l'économie du Paléolithique final et préfigure le modèle de subsistance des groupes mésolithiques du début de l'Holocène.

Les gisements de Belloy-sur-Somme (niveau supérieur), de Flixecourt et d'Hangest-sur-Somme (I.2, I.4, II.1 et II.2) s'individualisent par des activités spécialisées en dehors de tout contexte d'habitat. Ils se caractérisent par la présence de nombreux ateliers de taille, la rareté des outils classiques du Paléolithique supérieur et l'absence de structure domestique ou de tout élément brûlé. Ces gisements, situés à proximité immédiate de sources importantes de matières premières, évoquent plutôt un séjour d'assez courte durée à vocation très spécialisée dans la taille du silex. La proximité de riches affleurements de matériaux siliceux s'exprime par l'abondance des silex taillés et la grande dimension des produits de débitage. La production de supports laminaires à usage différé semble être l'objectif principal de ces ateliers. Le déficit en lames de plein débitage est confirmé par les vides qui apparaissent lors des remontages et qui correspondent à des séries laminaires emportées à l'extérieur des gisements. L'absence de structure de combustion à Belloy-sur-Somme, sur une surface fouillée importante (près de 2000 mètres carrés), permet de supposer des occupations brèves mais très certainement répétées. En effet, un séjour au-delà d'une nuit implique des activités d'acquisition, de préparation et de consommation de la nourriture, ainsi que toute une série d'actions domestiques, si l'occupation se prolonge. L'absence de rupture spatiale ou temporelle dans la chaîne opératoire des débitages réalisés indique par ailleurs une série d'actions s'étant déroulées dans un laps de temps très court. Ces différentes observations permettent d'attribuer ces gisements à des faciès spécialisés dans le débitage du silex et la production lithique. La finalité technique de ces gisements n'exclut pas quelques activités complémentaires qui se seraient déroulées en marge des activités de taille. La présence de vestiges osseux à Belloy-sur-Somme et à Hangest-sur-Somme II.1, ainsi que la mise en évidence de lames ayant servi à la boucherie à Flixecourt, témoignent d'activités

ponctuelles de consommation. Les véritables gisements d'habitat, liés à la tradition des industries à pièces mâchurées, restent encore à découvrir dans la vallée de la Somme. Il s'agit de toute évidence d'une lacune très provisoire dans la recherche (Fagnart 1997 ; Fagnart & Coudret 2000a et b).

LES DONNÉES DE LA STRATIGRAPHIE ET DE L'ENVIRONNEMENT

L'étude du Tardiglaciaire de la Picardie a fait l'objet de recherches pluridisciplinaires depuis une quinzaine d'années. Les données de la stratigraphie, de la palynologie, de la grande faune de la malacologie, de l'archéologie préhistorique et les résultats de nombreuses analyses radiocarbone ont permis la reconstitution de l'évolution des vallées du bassin de la Somme et de la vallée de l'Oise entre la fin du Pléniglaciaire weichselien et le début de l'Holocène (Antoine 1990, 1997a, b et c ; Antoine *et al*. 2000, 2002 et 2003 ; Pastre *et al*. 2000 et 2002 ; Munaut 1998 ; Munaut & Defgnée 1997 ; Limondin 1995, Limondin-Lozouet 1997 et 1998 ; Limondin-Lozouet & Antoine 2001 ; Limondin-Lozouet *et al*. 2002 ; Bridault 1997 ; Bridault *et al*. 2003 ; Bridault & Fontana 2003 ; Audouze 1987, 1988, 1992 et 1994 ; Audouze *et al*. 1981, 1989, 1991 ; Fagnart 1988, 1997a et b ; Fagnart & Coudret 2000a et b ; Coudret & Fagnart 1997 et 2004). D'autres analyses en cours compléteront les informations déjà obtenues (micromorphologie, anthracologie, étude des micromammifères et des coléoptères).

Dans un premier temps, les recherches ont porté sur des observations ponctuelles effectuées lors de la fouille de gisements paléolithiques (Fagnart 1988 et 1993). Elles ont été suivies par la réalisation de grands transects de vallées souvent liés à des opérations d'archéologie préventive ou à des problématiques spécifiques (Antoine 1990, 1997a, b et c ; Antoine *et al*. 2000, 2002 et 2003). Les transects de vallées reposent sur la réalisation de nombreux sondages ou carottages rapprochés qui contribuent à la restitution de la géométrie des dépôts fluviatiles sur des distances de plusieurs centaines de mètres. Les secteurs essentiels de la stratigraphie sont échantillonnés afin de mener conjointement les études paléoenvironnementales et les datations radiométriques.

Les principales phases de l'évolution morphologique des vallées ont ainsi été mises en relation avec les modifications climatiques de la fin des temps glaciaires (Antoine *et al*. 2000, 2002 et 2003 ; Pastre 2000 et 2002). Lors de la période froide et sèche de la fin du Pléniglaciaire supérieur, les derniers dépôts lœssiques se mettent en place sur les plateaux et les versants du bassin de la Somme. Ils s'étendent également jusque dans le fond des vallées où ils recouvrent la nappe de graviers fluviatiles tout en s'enrichissant en granules de craie et en fraction sableuse. Au cours de cet épisode aride, les vallées se caractérisent par un système périglaciaire où les chenaux en tresses sont séparés par des barres graveleuses d'alluvions (Antoine 1997a, b et c ; Antoine *et al*. 2000, 2002 et 2003 ; Pastre 2000 et 2002). Le paysage steppique est dominé par les herbacées de milieu ouvert. Dans le bassin de la Somme, les données malacologiques ont cependant montré qu'une partie de la sédimentation limoneuse de fond de vallée est attribuable à une phase ancienne du Tardiglaciaire comme en témoigne la présence de *Vallonia costata* et de *Vallonia pulchella*, taxons classiquement absents des lœss calcaires du Pléniglaciaire supérieur (Limondin 1995 ; Limondin-Lozouet 1997 et 1998).

L'oscillation de Bølling correspond à un changement généralisé dans l'évolution des vallées de l'Europe du Nord-Ouest. L'étude du gisement de Conty, dans la vallée de la Selle, a permis de mettre en évidence le passage d'un système en tresses périglaciaire à un système sinueux à méandres (Antoine 1997a, b et c ; Antoine *et al*. 2000, 2002 et 2003). Cette transformation s'accompagne d'une phase importante d'incision qui constitue un événement repère essentiel de la morphostratigraphie régionale. Durant l'oscillation de Bølling, on observe pour la première fois depuis le second maximum de froid du Weichselien une extension de la végétation arbustive à *Betula* et *Salix* dans un milieu toujours ouvert (Munaut 1998). Les données malacologiques témoignent également de cette recolonisation progressive de la végétation (Limondin-Lozouet 1998). Les paléochenaux tourbeux de la gravière de Conty, riches en macrorestes végétaux, en coquilles de mollusques et en coléoptères, apportent des informations complémentaires à une meilleure connaissance de l'oscillation de Bølling dans le Nord de la France. Sur les versants où les processus d'altération dominent, on assiste à la formation de l'horizon Bt de surface sur lœss en liaison avec la disparition du pergélisol.

Le Dryas moyen ou Dryas II (*Older Dryas*), dont l'existence est souvent controversée, a également été mis en évidence à Conty par les données de la lithostratigraphie, de la palynologie et de la malacologie (Antoine *et al*. 2003). Cette brève oscillation est marquée par un recul des taxons arboréens, une baisse générale des effectifs malacologiques et la présence de plusieurs espèces de mollusques boréo-alpines (Limondin-Lozouet & Antoine 2001).

Au cours de l'oscillation d'Allerød, les cours d'eau se stabilisent et évoluent vers un système à larges méandres. Dans la plaine alluviale, des limons organiques de débordement recouvrent les occupations archéologiques et leur assurent des conditions optimales de préservation. Sur les versants, la végétation se développe et se caractérise par l'extension de *Betula* puis de *Pinus*. Il s'agit cependant de forêts relativement claires et le paysage reste ouvert. En bordure des plaines alluviales, en position de bas de versant ou en marge de certains chenaux, on observe la formation de sols construits faiblement humifères développés sur des apports limoneux ruisselés. De nombreuses datations ^{14}C situées entre 11 800 BP et 10 800 BP confirment l'âge allerød de cette pédogenèse qui constitue un horizon repère majeur de la stratigraphie du Tardiglaciaire du bassin de la Somme. Le terme de *sol de Belloy-sur-Somme* a été proposé pour désigner cette unité pédostratigraphique reconnue pour la première fois dans la région sur le gisement de Belloy-sur-Somme (Fagnart 1993 et 1997).

Le Dryas récent se caractérise par une importante érosion des versants crayeux et par un colmatage généralisé des fonds de vallées par des limons carbonatés. Ces dépôts, dont l'épaisseur atteint souvent un mètre, sont issus de la gélifraction des versants calcaires et se sont mis en place lors de la fonte saisonnière des couvertures neigeuses au cours du printemps. Ce système d'accumulation aboutit à un rehaussement et à une régularisation progressive des plaines alluviales. Les spectres palynologiques et malacologiques indiquent une péjoration climatique froide peu favorable à l'occupation humaine. Le paysage végétal se caractérise par une nette régression du couvert arboréen et la dominance des *Poaceae*, d'*Artemisia* et des *Asteraceae* (Munaut 1998 ; Munaut & Defgnée 1997).

La transition avec le Préboréal se marque par une nouvelle incision majeure du système fluviatile. Les premières tourbes holocènes, en relation avec l'amélioration climatique du Préboréal, se mettent en place dans la moyenne vallée de la Somme dès 9 900 BP (Antoine 1997a, b et c ; Antoine *et al*. 2003). Le développement des tourbières constitue une caractéristique essentielle du Postglaciaire du bassin de la Somme. Le réchauffement du climat se traduit par une densification progressive du couvert végétal arboréen où *Betula* et *Pinus* constituent les espèces dominantes. À partir de 9 500 BP, *Corylus* apparaît pour la première fois dans les spectres (Munaut & Defgnée 1997 ; Leroyer dans Pastre *et al*. 2000 et 2002). On observe également un profond changement dans la structure des malacofaunes avec un développement des taxons mésophiles et l'apparition en petit nombre des premiers thermophiles (Limondin 1995 ; Limondin-Lozouet 1997 et 1998 ; Limondin-Lozouet & Antoine 2001).

BILAN ET PERSPECTIVES

Les recherches menées depuis une trentaine d'années sur le Paléolithique supérieur de Picardie montrent le rôle déterminant tenu par l'archéologie programmée. Les recherches préventives restent limitées et leur mise en œuvre est parfois problématique. Une importance toute particulière doit être donnée aux recherches futures sur le Paléolithique supérieur ancien compte tenu de la rareté des sites découverts. Cette lacune incite à proposer la fouille de gisements dont les conditions de préservation ne seraient pas optimales. L'objectif pour cette période reste encore la collecte d'informations même fragmentaires ou partielles. L'opportunité manquée de l'exploitation du gisement gravettien de Renancourt-lès-Amiens sur le tracé de la pénétrante ouest d'Amiens ou la destruction du gisement d'Attilly, près de Vermand, restent préjudiciables à la recherche actuelle.

Le Paléolithique supérieur récent et final est la période la mieux documentée pour des raisons liées à l'occupation du territoire à la fin des temps glaciaires. La découverte de nouveaux gisements ne constitue en aucun cas une redondance de l'information. Bien au contraire l'apport de nouvelles découvertes devrait permettre d'ouvrir le débat sur la fonction et la saisonnalité des gisements, mais également sur la notion plus générale d'occupation du territoire au cours du Tardiglaciaire. Une attention toute particulière doit être apportée à la recherche de sites de consommation « belloisiens » dont l'identité culturelle reste à définir. Les gisements connus à ce jour dans la région éponyme restent étroitement liés à l'acquisition de la matière première et à la production de supports en vue d'une utilisation différée. La décision de « préserver » sous un remblai le gisement de Bettencourt-Saint-Ouen dans la vallée de la Nièvre, sur le tracé de l'autoroute A16 demeure un choix contestable. Ce type de « conservation » ne constitue en aucun cas une préservation archéologique des sites préhistoriques qui subissent des compactions, des déformations et des écrasements très importants.

Les recherches menées depuis 1975 illustrent de manière exemplaire l'importance des plaines alluviales qui livrent l'essentiel de l'information pour la fin du Paléolithique supérieur en assurant une bonne préservation des niveaux archéologiques et des données environnementales. L'étude des séquences lœssiques de versant ou de plateau de la fin du Pléniglaciaire moyen et du Pléniglaciaire supérieur doit être également soutenue afin de susciter la découverte de gisements plus anciens. Ces différents secteurs sont à évaluer systématiquement lors des opérations de diagnostics. Force est de reconnaître que l'archéologie préventive n'a pas encore donné ce que l'on pouvait en attendre dans la région étudiée pour le Paléolithique supérieur.

RAP - n° 3/4 2005, Alain Tuffreau, Jean-Luc Locht, Paule Coudret & Jean-Pierre Fagnart, Thierry Ducrocq, *La Préhistoire ancienne*

LE MÉSOLITHIQUE

Thierry DUCROCQ *

INTRODUCTION

L'âge des derniers chasseurs-cueilleurs a duré environ 4000 ans pendant le début de notre phase de réchauffement climatique. Cette période est célèbre pour ses microlithes qui sont des petits silex taillés destinés à armer les flèches de ses archers.

La Picardie a connu des changements paléogéographiques majeurs lors du Mésolithique. Le réchauffement climatique n'a pas seulement permis à la forêt de s'installer. Il a aussi provoqué l'inondation de la Manche et de la Mer du Nord (Sommé 1999 ; Ducrocq 2001). Au début du Préboréal, les Préhistoriques disposaient d'un vaste territoire allant du Danemark à la Grande-Bretagne. Dès la deuxième moitié du Boréal, la ligne de rivage picarde était quasiment la même que maintenant. Actuellement, nous ne savons absolument rien sur l'éventuelle présence de sites côtiers picards.

Le Nord de la Picardie appartient à l'auréole crétacée du Bassin parisien (fig. 1). Les plateaux limono-crayeux sont entaillés par des vallées tourbeuses qui appartiennent surtout au bassin hydrographique de la Somme. Le Sud-Est est marqué par des affleurements tertiaires et des cours d'eau inscrits dans le réseau hydrographique de la Seine (l'Oise et ses nombreux affluents, l'Ourq et la Marne). C'est la partie tertiaire qui a permis de mettre en évidence l'existence du Mésolithique à la fin du XIX^{e} siècle avec les célèbres sites du Tardenois. Depuis les années 1980, la partie septentrionale a livré un ensemble de sites majeurs qui offrent un référentiel remarquable au Mésolithique européen.

Cette période véhicule beaucoup de clichés, y compris auprès des archéologues. On imagine volontiers des chercheurs un peu farfelus en train de collecter des microlithes. Effectivement, ces objets sont souvent des marqueurs chrono-culturels qu'il faut étudier précisément. Le Mésolithicien est souvent suspecté de fouiller des gisements quasiment invisibles des autres professionnels. Il est vrai que les sites mésolithiques sont difficilement repérables par les diagnostics archéologiques classiques. Il n'est pas non plus aisé de reconnaître une industrie mésolithique sans les microlithes. Des petits échantillons peuvent être confondus avec du Paléolithique moyen laminaire, du Paléolithique final ou du Néolithique.

* Ingénieur d'étude, INRAP
518 rue Saint-Fuscien
F - 80000 AMIENS

LES SITES

LES SITES SUR SABLE

Le Tardenois

À la fin du dix-neuvième siècle, la découverte de microlithes dans le Tardenois, à Coincy et à Fère-en-Tardenois, a révélé le Tardenoisien (Rozoy 1978, 1994b ; Hinout 2002). L'insertion chronologique globale du Tardenoisien a pris du temps faute de données chronologiques pertinentes. Les deux premiers gisements, avec des datations absolues à peu près cohérentes avec l'ensemble des données européennes, ont été fouillés par René Parent dans l'Aisne à Mont-Notre-Dame ("Montbani II") et à Coincy, "Sablonnière II" (Parent 1972, 1973 et 1977) en contradiction avec les datations aberrantes de "La Chambre des Fées" à Coincy (Hinout 1964 ; Rozoy 1968). Quelques fouilles programmées ont été menées récemment, aussi dans l'Aisne, par des bénévoles : "Le Bois de Chinchy" à Villeneuve-sur-Fère, "Le Bois de Saponay", "La Baillette" à Oulchy-la-Ville et "L'Allée Tortue" à Fère-en-Tardenois (Hinout 1989e, 1989f, 1990, Rozoy 2000). Les vestiges mésolithiques proviennent toujours d'affleurements de sables de Beauchamp de l'Auversien (Parent 1980). Des massifs gréseux sont parfois liés à ces affleurements comme à Coincy : « Ces grès recèlent d'innombrables cavités géodiques qui vont de la simple niche à des grottes de plusieurs mètres de profondeur. » (Hinout 2000). Certaines des nombreuses gravures recensées seraient attribuables au Mésolithique.

Les chercheurs ont d'abord tenté de préciser la chronologie interne du Mésolithique. L'absence de stratigraphie et la rareté des « bonnes datations » n'ont pas permis d'atteindre correctement cet objectif. D'ailleurs, la plupart des sites ont une forte densité qui correspond à une succession d'occupations mésolithiques. Ceci est démontré sur l'un des sites éponymes, "L'Allée Tortue" à Fère-en-Tardenois (Rozoy & Slachmuylder 1999 ; Rozoy 2000). L'étude de sites moins denses aurait, probablement, donné des résultats différents. L'apport du Tardenois est aussi de documenter l'art rupestre mésolithique. Enfin, les sites se situent souvent près de vallons tourbeux dont une partie du colmatage est contemporaine des phases anciennes du Mésolithique (Rozoy & Slachmuylder 1990). Le Tardenois reste donc une région intéressante, mais son approche doit être différente. Si des travaux destructeurs devaient la toucher, il faudrait sonder méticuleusement les chaos gréseux et les vallons

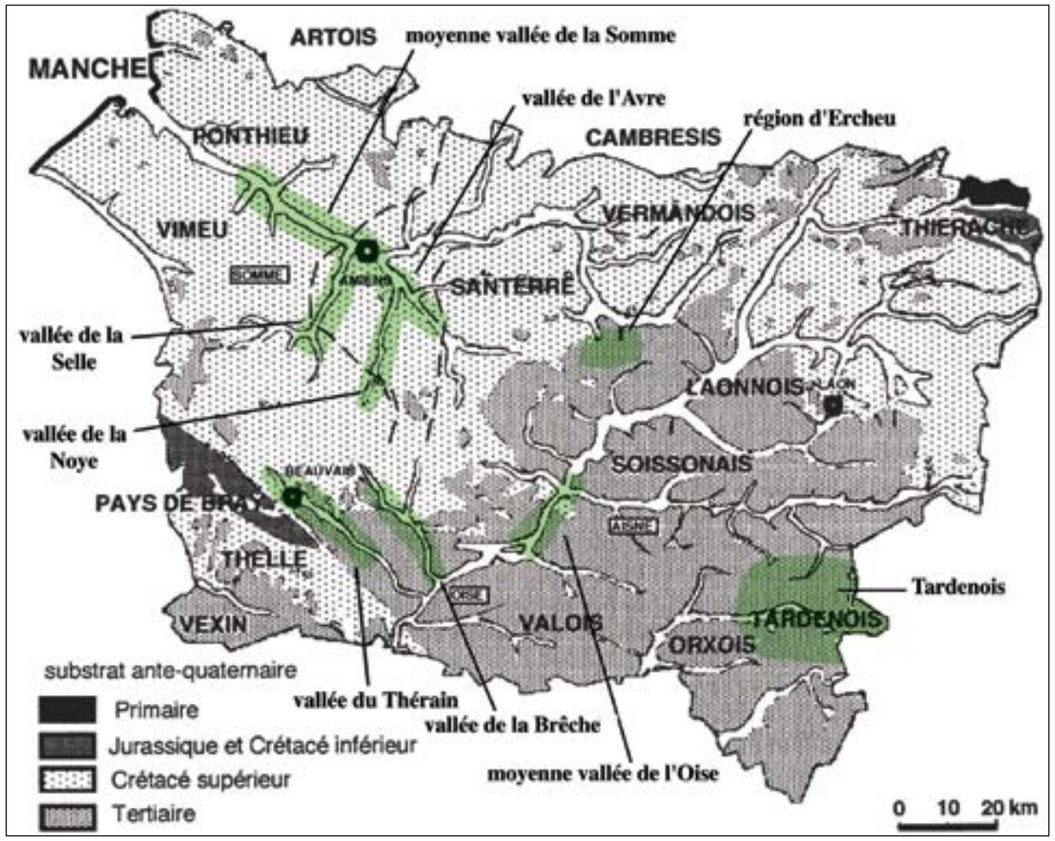


Fig. 1 - Cartographie des principaux secteurs à nombreux gisements mésolithiques. Les gisements sur des sols sableux et sur des rebords de plateau sont répartis sur l'ensemble de la Picardie.

tourbeux susceptibles d'avoir conservé des niveaux mésolithiques homogènes. Sur sables, les sites les moins denses seraient à privilégier. Les travaux du TGV Est ont touché le sud du Tardenois. L'étude d'impact archéologique n'a rien donné pour le Mésolithique picard : les grandes tranchées de diagnostic ne sont pas adaptées à ce type de contexte pour découvrir des grès gravés ou des lambeaux de niveau au fond des vallons.

Hors du Tardenois et de l'archéologie préventive

Les recherches sur les sables du sud-est du bassin de la Somme, aux environs d'Ercheu, ont débuté au début du vingtième siècle par la découverte de gisements lors du creusement du canal du Nord. Victor Commont (1913) les a étudiés et a insisté sur la position privilégiée du Tardenoisien : un affleurement sableux à proximité d'un petit cours d'eau. Certains sites ont été redécouverts (Fagnart & Roussel 1981). L'analyse récente de toutes les données montre que les Mésolithiques ont d'abord recherché la proximité d'un cours d'eau plutôt qu'un sol sableux (Ducrocq 2001). Ce secteur sera touché par le futur canal à grand gabarit. Ce serait l'occasion d'y chercher des sites bien conservés dans le colmatage sédimentaire des vallons.

Les acteurs des recherches récentes dans le Tardenois ont élargi leurs investigations par le biais de fouilles ou de sauvetages programmés sur des sites souvent menacés à moyen terme. Jean-Georges Rozoy a ainsi fouillé à Parcy-et-Tigny, dans l'Aisne (1998) et à Cires-les-Mello, dans l'Oise (2002). Jacques Hinout a travaillé sur Maurégny-en-Haye, dans l'Aisne (1991a), Bonneuil-en-Valois (1991b), Villeneuve-sur-Verberie (1993) et Saint-Jean-aux-Bois, dans l'Oise (1994). Le choix de sites particulièrement riches a débouché dans certains cas, sur des problèmes de mélange d'industries parfois inextricables.

Les fouilles préventives

Trois sites sur sable ont fait l'objet de fouilles préventives : "La Grippe" à Lihus (Oise), "Le Bois de la Bocquillière" à Attilly et Sermoise (Aisne). Ils n'étaient pas recensés sur la carte archéologique.

Avant l'implantation d'une sablière, des sondages furent menés sur quatre hectares de la butte témoin de sables de Bracheux de Lihus, vers Crèvecoeur (Ducrocq 2001). Des tranchées superficielles ont d'abord permis de localiser des affleurements sableux limités, entourés de larges surfaces argileuses. Les zones sableuses ont ensuite été sondées méticuleusement à la pelle mécanique par passes centimétriques. Le problème est souvent de différencier les sables tertiaires en place des sables en position secondaire qui contiennent les vestiges. La tranchée était interrompue dès l'apparition d'artefacts. Des sondages périphériques cernaient approximativement les concentrations de vestiges. La fouille manuelle de quelques mètres carrés permettait d'identifier grossièrement la période concernée et l'état de conservation. Les deux concentrations les mieux préservées furent fouillées rapidement (recueil des pièces par unité stratigraphique et quart de mètres carrés avec tamisage intégral sur place). Les industries lithiques étaient apparemment homogènes.

La carrière d'Attilly, près de Saint-Quentin, a été sondée sur seize hectares d'un vallon sec qui entaille une vaste butte témoin de sables de Bracheux (Ducrocq 2001). On y observe à la fois une mosaïque d'affleurements mais aussi une topographie assez irrégulière. La méthode employée à Lihus a permis de circonscrire sept sites mésolithiques dont six sur sable. Un site a été fouillé. Un autre a simplement été évalué. Cinq sites seraient préservés (?).

Le Mésolithique de Sermoise a été découvert lors du diagnostic préalable à un contournement routier. Il s'agit d'un versant de la vallée de l'Aisne à proximité de la confluence avec la Vesle. Le versant est très irrégulier avec des replats sableux ou limoneux et des abrupts calcaires. Un affleurement de sables cuisiens en position secondaire avec des gros blocs résiduels de calcaire lutétien, a livré quelques lamelles lors d'un diagnostic méticuleux. La fouille partielle du site a mis en évidence une industrie probablement homogène.

Lors de la surveillance du creusement d'un gazoduc, Jean-Luc Locht a repéré une industrie lithique mésolithique sur un affleurement de sables de Bracheux vers Boulogne-la-Grasse (Oise).

Comment traiter les sites sur sable dans le cadre de l'archéologie préventive ?

Si aucun site n'est référencé sur la carte archéologique, il faut utiliser des critères morphologiques et géologiques pour suspecter la présence d'un site mésolithique préservé. Des terrains avec un certain relief comptant des buttes ou des vallons sont particulièrement favorables, surtout quand des affleurements sableux côtoient d'autres types de terrain. Le diagnostic doit être mené par un archéologue qui a des notions de géomorphologie et qui connaît relativement bien les industries mésolithiques. En effet, la première étape est la localisation des zones sableuses favorables. La seconde consiste à repérer les gisements et à éliminer ceux qui correspondent à des mélanges évidents d'industrie lithique. Ce dernier aspect doit être mené avec le minimum de sondages car ces derniers sont destructeurs, sauf s'il s'agit de sondages manuels. La fouille est un enregistrement exhaustif des objets dans leurs contextes stratigraphique et spatial. Elle peut être rapide. Cependant, les archéologues observent plus souvent une juxtaposition de plusieurs sites qui, cumulés, posent un problème aux aménageurs.

Un des apports des sites est de compléter nos connaissances sur le mode d'implantation. Le second réside dans les industries lithiques qui peuvent être comparées avec des séries datées dans les plaines alluviales. Si les Mésolithiques pratiquent la mobilité résidentielle, ces ensembles n'apporteront pas beaucoup d'informations supplémentaires. En revanche, dans le cas d'une mobilité logistique, ces gisements deviennent indispensables pour comprendre cette période. Ils sont les éléments distincts d'un même système qu'il faut décrypter.

Il faut aussi particulièrement s'intéresser aux massifs gréseux et aux petits vallons tourbeux proches des sites (voir ci-dessus). Enfin, une découverte exceptionnelle est toujours envisageable : un mince affleurement sableux sur des calcaires ou des sables coquilliers peut préserver de la faune et éventuellement des sépultures. Ceci a été observé dans une région voisine à Auneau, dans l'Eure-et-Loir (Verjux & Dubois 1997).

LES PLATEAUX

Une quasi-absence de fouille

Les aménagements destructeurs de l'archéologie touchent surtout les plateaux où les fouilles mésolithiques sont quasiment inexistantes. Sur la majeure partie des plateaux limoneux, les artefacts mésolithiques sont rares et se résument à deux découvertes : deux armatures sur le site protohistorique du Translay (Somme), dans le Vimeu (fouilles de Pierre Barbet), quelques artefacts issus de deux fosses sur une fouille protohistorique à Estrées-Déniécourt (Somme), dans le Santerre (fouilles de Lydie Blondiau). L'érosion consécutive aux pratiques agricoles peut expliquer cette extrême rareté. Il est possible, également, d'avancer l'hypothèse d'une réelle absence d'implantation. Les Préhistoriques ont pu aussi s'installer tout en limitant les activités de taille faute de matière première proche et abondante. Le gisement devient donc indétectable.

RAP - n° 3/4 2005, Alain Tuffreau, Jean-Luc Locht, Paule Coudret & Jean-Pierre Fagnart, Thierry Ducrocq, *La Préhistoire ancienne*

En revanche, les rebords des plateaux à proximité des affleurements d'argile à silex livrent souvent de nombreux artefacts mésolithiques (Ducrocq 1987). Les prospections liées aux études d'impacts des tracés linéaires (A16 et A29) ont abouti à la localisation d'une dizaine de zones toujours situées près des vallées ou de simples vallons secs. Les tranchées superficielles n'ont pas permis d'observer un seul silex en place sous l'horizon de labour.

Cependant, un site fait exception. "La Petite Tête" de Blangy-Tronville (Somme) a fait l'objet d'une petite fouille d'évaluation sur le tracé de l'A29 (Ducrocq 2001). Des pièces lithiques, peut-être en place, ont été découvertes 3 à 4 cm sous l'horizon de labour. Plus intéressante, une petite fosse creusée dans le lœss calcaire sous-jacent a livré des silex taillés mésolithiques associés à une trentaine d'ossements attribuables à deux ou trois sangliers. La datation des ossements donne l'Atlantique Ancien vers 7 000 BP. Elle ne correspond pas au Mésolithique fouillé à la base du labour mais plus probablement à des industries à trapèzes identifiées à quelques dizaines de mètres de la fouille. La présence de fosses dans le Mésolithique n'est pas rare. Elle est bien vérifiée dans la plaine alluviale de la Somme sur Hangest et La Chaussée-Tirancourt dans un contexte funéraire (fig. 2). Dans une autre région, à La Vergne, en Charente-Maritime (Courtaud *et al*. 1999), les Mésolithiques ont creusé des fosses sur un site de plateau pour y enterrer leurs morts.

Fig. 2 - Sépulture secondaire de La Chaussée-Tirancourt (Somme) datée de la transition des chronozones du Préboréal et du Boréal.

Comment traiter le Mésolithique des plateaux limoneux ?

Les sites de plateaux sont quasiment tous détruits par les labours. Cependant, certains Préhistoriques ont pu creuser des trous ou utiliser des fosses dendrogénétiques pour des fonctions détritiques ou funéraires. Les os seraient conservés si le sédiment atteint au fond des fosses est calcaire comme le lœss de Blangy-Tronville. Ce sont, évidemment, ces sites qu'il serait indispensable de détecter. Il faut travailler sur des zones qui livrent des artefacts mésolithiques en surface en privilégiant les sites avec des sédiments calcaires peu profonds. Le repérage n'est possible qu'avec des fenêtres de décapage.

LES PLAINES ALLUVIALES

La mise en évidence d'un riche potentiel dans la Somme

Avant la fin des années 1970, la documentation provenait surtout de la fouille de Belloy-sur-Somme (Rozoy 1978). Puis, Jean-Pierre Fagnart (1988) entama des fouilles programmées sur des bas de versant qui livraient du Paléolithique supérieur. Le Mésolithique y était toujours présent avec parfois de la faune (Longpré-les-Corps-Saints, Amiens-Étouvie, Dreuil-les-Amiens et Belloy-sur-Somme (Fagnart & Vaillant 1979 ; Fagnart 1991 ; Méniel 1984).

Au début des années 1980, les examens de creusements d'étangs dans les plaines alluviales ont révélé de nombreux sites souvent très bien conservés avec de la faune. Les vestiges étaient inclus dans des limons organiques ou hydromorphes scellés par des tourbes. Ces travaux décisifs ont été menés par le biais de programme de prospections systématiques liés à la carte archéologique. Les principaux sites sont dans la vallée de l'Avre (Cagny, Hailles et Thennes-Castel), dans la vallée de la Noye (Ailly-sur-Noye) et dans la moyenne vallée de la Somme à Hangest "Étang" et Crouy "Étang" (Ducrocq 1989, 1991b, 1991c, 1991d et 2001). La surveillance d'une gravière à Thennes, dans la vallée de l'Avre, révéla plusieurs sites dont l'un fit l'objet d'une fouille programmée. Le choix se porta sur le gisement le plus dense qui s'est avéré être le plus mélangé du secteur. L'examen des terrassements d'une autre gravière à Hangest-sur-Somme, dans la moyenne vallée de la Somme, mit en évidence

plusieurs concentrations mésolithiques très bien conservées sous des tourbes. La majeure partie de ces niveaux a été détruite lors de l'extraction. Des données essentielles, mais limitées, ont pu être exhumées. Un important site y serait protégé (Ducrocq 2001). Les travaux d'aménagement de Samara, à La Chaussée-Tirancourt, n'avaient malheureusement pas été précédés d'un diagnostic archéologique. Ainsi, une surface conséquente d'un site mésolithique majeur fut détruite au niveau de la confluence de la moyenne Somme et de l'Acon. Un sauvetage fut pratiqué sous le parking du parc et sur les terrains avoisinants. Cette opération révéla un site complexe avec plusieurs occupations. Elle permit d'observer deux sépultures, de très grandes fosses et un très abondant mobilier lithique et osseux (Ducrocq *et al.* 1991, 1995 et 1996). Des vestiges exceptionnels ont aussi été exhumés. Il s'agit de nombreux éléments de parures, d'outils en os, en bois de cerf et en défense de sanglier. Cette fouille s'est poursuivie dans le cadre de l'archéologie programmée. Elle devrait reprendre dans quelques années. Un transect géologique de la vallée d'Acon a aussi pu être réalisé (Antoine 1997a).

Les années 1980 ont d'abord montré que la quasi-absence d'archéologie préventive dans la Somme était extrêmement préjudiciable à de nombreux sites majeurs. La plupart des données provenaient de gisements en cours de destruction.

Les informations archéologiques concernaient surtout une portion de la moyenne vallée de la Somme entre Amiens et Longpré-les-Corps-Saints et une bonne partie des vallées de l'Avre et de la Noye. La densité dans le fond de vallée apparaissait très élevée avec 0,5 à 2 sites mésolithiques par hectare. Mais le secteur le plus sensible s'est avéré être le contact entre le versant et le fond de vallée sur une largeur moyenne d'une centaine de mètres où il a été possible d'observer une suite ininterrompue de concentrations mésolithiques. On peut estimer qu'il y avait quelques centaines à quelques milliers de sites mésolithiques. Mais, l'urbanisation des vallées, les étangs et les gravières ont considérablement réduit leur nombre.

Les tourbes qui scellent le limon à vestiges mésolithiques sont d'un âge différent suivant l'axe versant/fond de vallée et suivant les différentes portions des cours d'eau (Ducrocq 1997, 1999). La tourbe, d'abord formée dans les parties basses, a fini par s'étendre sur de larges surfaces. Le niveau préhistorique est mieux conservé quand la tourbe l'a recouvert rapidement. Des mélanges d'industries sont possibles sur des parties hautes recouvertes très tardivement. Le fond de vallée de la moyenne vallée de la Somme livre des niveaux bien conservés du Préboréal et du début du Boréal mais difficilement exploitables (niveau sous la nappe aquifère). Les occupations de la seconde moitié du Boréal sont bien préservées sur les marges des tourbières. Le Mésolithique de l'Atlantique occupe le bas de versant sous des contextes taphonomiques variables. La formation des tourbes se poursuit plus tardivement dans la vallée de l'Avre. Elles peuvent sceller des occupations tardives sur les marges du fond de vallée.

Plusieurs sites datés (Ducrocq 1991b) permirent de poser des points d'ancrages chronologiques. Toutes ces découvertes furent l'occasion de réunir plusieurs chercheurs de disciplines très variées touchant à l'environnement (Limondin 1995), l'archéozoologie (Bridault 1997) ou la technologie lithique (Ketterer 1997), ces chercheurs étant liés à différentes universités.

L'essor de l'archéologie préventive dans la Somme et ses implications

Au début des années 1990, l'archéologie préventive arrive dans la Somme avec la réalisation de l'A16. Ce tracé franchit la Selle, un des principaux affluents de la Somme, et cette rivière en aval d'Amiens à Étouvie. Ces deux opportunités permettent une étude géologique d'un transect de vallée avec des analyses palynologiques et malacologiques. Elles aboutissent à la compréhension du fonctionnement des vallées pendant le Mésolithique et s'ajoutent aux données précédemment recueillies (Antoine 1997a, 1997b, 1997c ; Antoine *et al.* 1998 ; Limondin-Lozouet, 1997 ; Munaut & Defgnée, 1997). Une fouille de sauvetage est entreprise par Paule Coudret sur les marges de la plaine alluviale de la Selle à Saleux. Ce site révèle plusieurs concentrations de vestiges lithiques et osseux attribuables à au moins deux phases du Mésolithique du Boréal. Depuis, Jean-Pierre Fagnart et Paule Coudret ont mené des fouilles programmées sur la périphérie du site touché par l'A16. Ils ont mis en évidence une juxtaposition de concentrations d'artefacts du Boréal sur la bordure de la plaine alluviale de la Selle (Coudret 1991, 1992, 1993 ; Fagnart 1994, 1995 ; Mennesson 1997). Un site de bas de versant fut aussi fouillé sur le tracé A16 par Jean-Pierre Fagnart (1996) à Amiens-Étouvie. Les diagnostics sur la rocade sud d'Amiens (A29) au niveau de la traversée de la vallée de l'Avre, à Boves, ont révélé des concentrations de vestiges mésolithiques de l'Atlantique dans la plaine alluviale à proximité immédiate du versant. Ils furent partiellement fouillés (Ducrocq 2001). L'enfouissement d'un gazoduc dans la vallée de la Somme, vers Corbie, a touché un nouveau site mésolithique dans la plaine alluviale près du versant (Ducrocq 2001). Enfin des sondages préalables à la construction de bâtiments sur les marges de la plaine alluviale de la Selle ont mis en évidence des vestiges lithiques et osseux à Salouel (sondages de Gilles Leroy) et à Bacouël-sur-Selle. Ces sites seraient préservés. Toutes ces opérations montrent une très forte densité de sites bien conservés au niveau du contact entre le versant et la plaine alluviale.

Des gisements ont également été découverts en fond de vallée, mais la densité y est plus faible. Les sondages précédant la traversée de la Selle par une pénétrante autoroutière ont révélé le plus ancien site mésolithique de la région à Renancourt (Ducrocq 2001). Il serait protégé sous la route et des bassins. Des sondages sur trois gravières qui totalisent une quarantaine d'hectares des fonds de vallée tourbeux de l'Avre (Thennes) et de la Selle (Neuville-les-Loeully et Conty) ont abouti à l'identification de deux gisements. L'un serait préservé à Thennes. Un second a fait l'objet d'une courte fouille à Conty (Ducrocq 2001). Cette carrière a permis aux quaternaristes de préciser des données sur le Préboréal (Antoine *et al.* 2002).

Sonder dans une plaine alluviale tourbeuse et humide requiert une méthode spécifique. Des sondages ponctuels dispersés tentent d'abord de localiser les principaux paléochenaux et leurs berges. Des corrélations avec des sites déjà connus permettent d'avoir une idée grossière de leur chronologie. Ensuite il faut tenter de sonder plus précisément les berges et les points hauts où les sites se trouveraient. En effet, les Préhistoriques recherchent les surfaces sèches proches des cours d'eau. Des tranchées sont parfois réalisables, mais elles doivent être très méticuleuses (passes centimétriques et examen des sédiments extraits). Vu leur caractère destructeur, elles sont limitées.

Un recul de l'archéologie préventive dans les plaines alluviales de la Somme

La dernière fouille préventive qui a concerné le Mésolithique des plaines alluviales de la Somme est celle de Conty, en 1995. Ce recul évident résulte de plusieurs facteurs. On observe beaucoup moins de prescriptions de diagnostic dans des zones pourtant très sensibles. Il n'y a pas eu de sondages sur la carrière de Fleury dans la vallée de la Selle, ni au niveau du franchissement routier de la vallée de l'Ancre à Querrieu et Pont-Noyelles, ni sur l'extension d'une usine dans les tourbières de la vallée de l'Avre à Pierrepont-sur-Avre près d'un site reconnu. De plus, la zone de transition entre la plaine alluviale et le versant, si propice aux sites mésolithiques, est progressivement couverte de maisons individuelles sans sondage archéologique préalable. La seconde raison réside dans le fait que les zones remblayées ne sont plus fouillées et de nombreux niveaux sont maintenant compactés sous des nouveaux aménagements.

Les autres vallées

D'autres vallées tourbeuses existent dans la Région. La vallée du Thérain, un affluent de l'Oise, s'est révélée propice à la conservation de sites mésolithiques dans la région de Beauvais. Les premières données proviennent des travaux archéologiques sur l'A16 avec une évaluation sur le ru de Berneuil, à Allonnes, qui a livré du Mésolithique à trapèzes associé stratigraphiquement à du Néolithique. En amont de Beauvais, la carrière de Haucourt a permis de retrouver la séquence type de la Somme : des vestiges lithiques et osseux dans un limon organique ou hydromorphe scellé par des tourbes. Cependant, une forte dynamique post-mésolithique a érodé la plupart des sédiments du début de l'Holocène. Une relique, avec des vestiges, est normalement protégée. La carrière d'Herchies a révélé exactement le même contexte avec un gisement près d'un paléochenal. Une fouille limitée y a été effectuée. À Warluis (fig. 3), en aval de Beauvais, sur une quarantaine d'hectares d'une carrière, l'érosion post-mésolithique a été quasiment inexistante. On y observe ainsi sur une très grande superficie des vestiges mésolithiques inclus dans des limons organiques recouverts par des tourbes. Plusieurs paléochenaux et des dômes de graviers ont rendu le site particulièrement attractif. Les premiers éléments de chronologie absolue montrent qu'il s'agit d'occupations du Préboréal et du début du Boréal. Les niveaux les plus anciens sont à moins d'un mètre de profondeur et au sec. Ils sont donc parfaitement accessibles. Dans la Somme, les niveaux aussi anciens sont profondément enfouis sous les tourbes et sous la nappe aquifère. Les fouilles préventives, encore en cours à Warluis, se sont heurtées au problème de la multiplication des zones mésolithiques à fouiller. Il a fallu choisir progressivement les secteurs qui paraissaient les plus homogènes et les plus cohérents en tentant d'éviter les zones à vestiges épars imputables à une suite d'occupations (bruit de fond). Quelques hectares en périphérie de la carrière devraient receler des gisements de la même période.

Sur un autre affluent de l'Oise, la Brêche, Philippe Feray a découvert un gisement à Litz, à l'occasion de la mise en place d'un gazoduc. Un site de bas de versant y a été fouillé rapidement. Le mobilier était en partie remanié et mélangé à du Néolithique. À proximité immédiate, des sondages au cœur de la plaine alluviale ont mis au jour des vestiges inclus dans des limons recouverts par d'épaisses tourbes. Plus en aval, à Nogent-sur-Oise, des sondages préalables à l'implantation d'une ZAC dans la tourbière (?) ont livré des vestiges lithiques et osseux inclus dans des limons recouverts par des tourbes, près d'un paléochenal tourbeux.

RAP - n° 3/4 2005, Alain Tuffreau, Jean-Luc Locht, Paule Coudret & Jean-Pierre Fagnart, Thierry Ducrocq, *La Préhistoire ancienne*

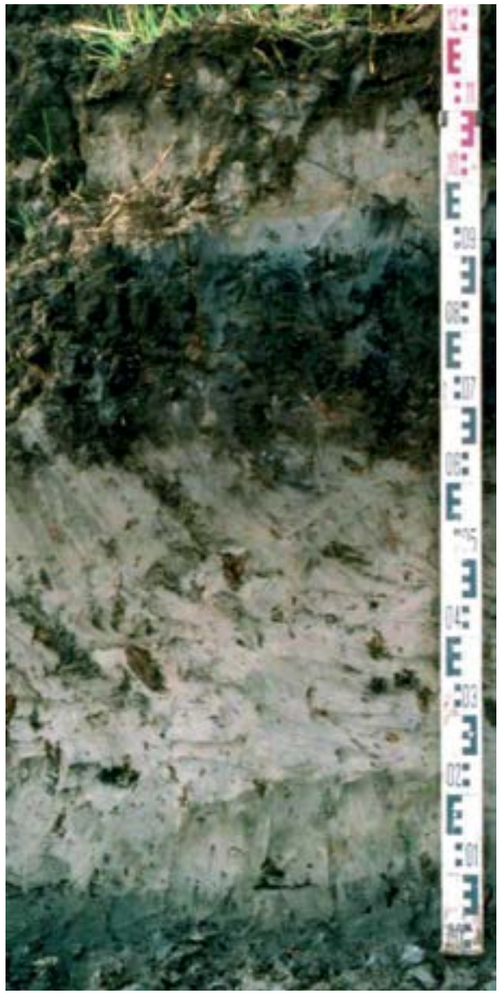


Fig. 3 - Warluis IIc, stratigraphie souvent observée dans les fonds de vallée tourbeux. De haut en bas : un limon d'inondation très récent recouvre des tourbes noires qui scellent un limon brun à vestiges mésolithiques. Dessous un sédiment calcaire blanc attribuable au Dryas récent repose sur un limon gris foncé correspondant à l'Allerød (qui contient parfois du Paléolithique final à federmesser).

Les autres vallées picardes n'ont quasiment pas révélé de vestiges mésolithiques. Ont-ils été vus ? Sont-ils érodés ? Cependant, il faut noter une exception : la vallée de l'Oise, de Longueil-Sainte-Marie à la confluence avec l'Aisne, où, depuis les découvertes de Clairoix (Toupet 1972), des vestiges mésolithiques sont régulièrement trouvés dans les fouilles de Frédéric Prodéo ou Frédéric Joseph. Le matériel est souvent mélangé à des vestiges néolithiques. La faune n'est pas conservée. Une industrie du Mésolithique à trapèzes a été étudiée plus précisément par Boris Valentin (Valentin *et al.* 1992). La fouille très récente de François Joseph sur le site des "Muids" à Choisy-au-Bac a mis en évidence une industrie mésolithique en place séparée nettement du Néolithique. Pour ce secteur de la vallée de l'Oise, la taphonomie semble problématique. Cependant, la densité de sites mésolithiques, la possibilité d'un bon enregistrement sédimentaire (Pastre *et al.* 2002) et l'abondance des diagnostics archéologiques devraient aboutir à la découverte de sites bien conservés.

BILAN DES FOUILLES PRÉVENTIVES

BILAN SCIENTIFIQUE

Le bilan scientifique des fouilles préventives est indissociable de celui des fouilles programmées. Ce sont parfois les mêmes sites qui sont, suivant les circonstances, traités en programmé ou en préventif. Ce sont aussi les mêmes personnes qui travaillent sur ces deux facettes de l'archéologie. Le préventif tente simplement d'extirper des données scientifiques de sites qui vont être détruits. L'archéologie préventive est fondamentale pour le Mésolithique car la seule archéologie programmée n'aurait pas permis de dresser le cadre chronoculturel qui existe maintenant. La multiplication des observations permet d'éliminer les aspects anecdotiques qui peuvent être surévalués par la simple étude d'un ou deux sites.

Quelques chiffres

Le Mésolithique a souvent été concerné par des prospections ou des diagnostics. Cependant, le nombre de fouilles préventives reste très faible. Si nous éliminons les fouilles où la période mésolithique était secondaire et si nous regroupons les fouilles des différentes concentrations d'un même secteur (par exemple onze opérations sur Warluis qui ne correspondent qu'à la fouille d'un vaste gisement à nombreuses concentrations), nous obtenons un nombre de quatorze fouilles préventives. En ne retenant que les fouilles qui ont duré plus de deux mois, avec plus de quatre personnes, il ne reste que Saleux, Étouvie et Warluis. Le nombre de chercheurs qui travaillent sur le Mésolithique est limité à quelques unités. C'est une activité discontinue avec une fouille de temps en temps. Ceci résulte de la difficulté de diagnostiquer des sites mésolithiques. Il faut connaître la géomorphologie, la taphonomie et le Mésolithique local. Le problème majeur vient du fait que les gisements sont presque toujours des palimpsestes. Pour bien les comprendre, il faut multiplier les observations lors de la fouille et de la phase de post-fouille. Il est peu concevable que le scientifique qui étudie le site n'ait pas réalisé la fouille. La multiplication des découvertes et des fouilles serait l'occasion de multiplier les mésolithiciens.

RAP - n° 3/4 2005, Alain Tuffreau, Jean-Luc Locht, Paule Coudret & Jean-Pierre Fagnart, Thierry Ducrocq, *La Préhistoire ancienne*

Découvrir les sites avant leur destruction

Les différents points abordés précédemment montrent que la difficulté de trouver des sites mésolithiques par hasard en pratiquant des diagnostics classiques. La probabilité d'un site mésolithique doit être reconnue très tôt pour adapter le mode de détection (voir ci-dessus, la méthode par type de contexte morphologique). Les sites de la carte archéologique sont un premier avertissement. Les découvertes déjà réalisées permettent d'identifier des situations morphologiques extrêmement propices à la présence de sites bien conservés (voir ci-dessus). Par exemple, nous savons maintenant que tous les terrassements sur les marges des plaines alluviales de la moyenne Somme, de la Selle, de l'Avre et de la Noye sont susceptibles de toucher un site majeur.

Pour des vallées mal documentées, pour le littoral et pour des secteurs complexes d'affleurements tertiaires, il est particulièrement opportun de travailler sur des tracés linéaires (canaux, autoroutes, voies ferrées ou gazoduc) ou des carrières pour identifier une sédimentation du début de l'Holocène favorable au Mésolithique.

Enfin, il est toujours possible de trouver un site majeur, comme un cimetière, dans n'importe quel contexte, même là où la craie affleure.

Les objectifs du diagnostic

Le diagnostic doit identifier des vestiges mésolithiques et délimiter grossièrement la surface du gisement sans en détruire une partie trop importante. Il doit vérifier que les vestiges ne sont pas remaniés et qu'ils ne correspondent pas à un mélange inextricable d'industries. Dans tous les cas de figure, des vestiges lithiques associés à de la faune dans un limon scellé par des tourbes nécessitent une fouille. En fait, il faudrait pratiquer une évaluation qui n'existe plus maintenant. Des lambeaux de gisement en plaine alluviale ou des petites concentrations sur sable pourraient être fouillés très rapidement. Pour les gisements plus importants, la fouille de quelques mètres carrés, la datation d'ossements et l'analyse précise de la stratigraphie avec des analyses malacologiques et palynologiques permettraient de collecter des données très importantes pour préparer dans de bonnes conditions une éventuelle fouille.

Les publications, les études

Beaucoup de gisements sont publiés totalement ou partiellement et des articles de synthèse existent. Les sépultures de La Chaussée-Tirancourt et de nombreuses données paléoenvironnementales le sont également. Ils manquent des monographies de petits sites comme Sermoise (Aisne) et Litz (Oise) et surtout la publication définitive des plus grosses fouilles. Ceci demande des moyens conséquents et beaucoup de temps. En effet, ces gisements nécessitent des études sur des aspects paleotechnologiques qui restent embryonnaires.

LES PRINCIPAUX RÉSULTATS ET LES PROBLÉMATIQUES ACTUELLES

LES PRINCIPAUX APPORTS DES FOUILLES RÉCENTES

Il y a une trentaine d'années, en France, le Mésolithique était surtout jugé intéressant pour ces phases de transition avec le Paléolithique supérieur et le Néolithique. Le reste du Mésolithique apparaissait comme un bloc difficilement compréhensible tant les spécialistes avaient des visions divergentes. Ceci découlait de la faiblesse de la documentation qui permettait d'échafauder de nombreuses hypothèses sans pouvoir les vérifier sérieusement. On imaginait aisément des petits groupes de Mésolithiques très mobiles sur un territoire assez restreint. Le mode de vie semblait identique du début à la fin de cette période.

Les nouveaux gisements ont complètement renouvelé la documentation en Picardie. Les travaux en cours vont aboutir à des problématiques nouvelles.

Les recherches récentes ont permis de recenser les positions morphologiques privilégiées par les Mésolithiques : les sols sableux, le rebord des plateaux et les surfaces sèches près des cours d'eaux. Ces travaux se sont focalisés d'abord sur les contextes sédimentaires et les aspects taphonomiques, notamment dans les plaines alluviales. La reconnaissance de sites bien conservés a remis en cause la qualité de la plupart des sites connus auparavant. Ils semblent tous correspondre à des palimpsestes. Un grand absent est le Mésolithique du littoral où aucun site n'a été découvert. Les nouveaux gisements ont posé les bases de la chronologie interne du Mésolithique en édifiant l'un des premiers référentiels chronotypologiques d'Europe. Les ossements conservés ont documenté des aspects complètement ignorés comme le mode de subsistance et le traitement des défunts. Enfin, des approches géologiques, palynologiques et malacologiques ont permis de reconstituer une partie de l'évolution de l'environnement des Préhistoriques.

BILAN PAR PHASE CHRONOLOGIQUE

Il est nécessaire de se reporter à Ducrocq (2002) pour les comparaisons extra-régionales, la bibliographie extra-régionale et pour le détail des

datations ainsi qu'aux précédents chapitres pour le reste de la bibliographie ; les dates sur des sites non publiés seront détaillées et discutées dans le cadre de prochains articles.

Données générales

Les gisements datés ont mis en évidence une succession d'industries lithiques assez variées. Il subsiste encore de larges lacunes notamment pour la chronozone de l'Atlantique. Pour chaque phase, il y a encore trop peu de documents et d'études abouties. De plus, il n'y a quasiment pas d'éléments de comparaison dans les régions voisines. Ces différents moments avec des industries bien distinctes posent une problématique récurrente sur les nombreuses phases de transition : adoption d'une mode, transformation économique, déplacements de populations… On observe donc, maintenant, un Mésolithique pluriel avec pour chaque moment une problématique simple qui est la reconstitution du mode de vie.

Le Mésolithique de 9800 BP à 9200/9100 BP

La Manche est inondée progressivement, mais il est toujours possible d'aller à pied sec en Angleterre. Les cours d'eaux sont marqués par des phases d'incision très courtes suivies rapidement d'un colmatage tourbeux des chenaux. Différentes analyses mettent en évidence un couvert forestier qui se met en place progressivement avec encore beaucoup de surfaces herbacées au début du Préboréal.

Les Mésolithiques succèdent aux énigmatiques industries à grandes lames et pièces mâchurées. Seuls deux sites sont bien datés vers 9700 BP : quelques pièces de débitage issues de sondages sur la Selle à Renancourt (Somme) et une zone marquée par des activités de boucherie sur du cerf, de l'aurochs et du chevreuil sur Warluis IIIb (Oise). Dans ce dernier site, une industrie du style de Coincy avec presque uniquement des pointes à troncature pourrait éventuellement être associée à ces ossements (l'étude en cours devrait régler ce point).

Des concentrations de Warluis livrent des industries avec pour seul type microlithique la pointe à troncature oblique. Le plus documenté est Warluis V (en cours d'étude et pas encore daté) qui se présente sous la forme de deux concentrations de vestiges juxtaposées avec des raccords de débitage entre elles. Les grattoirs et les burins sont très nombreux. Des haches sont attestées. La faune non encore étudiée compte au moins du cerf, du chevreuil et du sanglier. Plusieurs séries récoltées dans de moins bonnes conditions à Hangest-sur-Somme montraient les mêmes caractéristiques (pointes à troncature, grattoirs, haches). La concentration IV de Rueil-Malmaison, dans les Hauts-de-Seine (fouilles de L. Lang) est rigoureusement identique. Ce spectre microlithique est typique des phases anciennes du Mésolithique du Nord-Ouest de l'Europe, de la Grande-Bretagne au Nord de l'Allemagne et au Danemark (Maglemosien). Les sites du Bassin parisien occupent la limite méridionale de ce vaste ensemble. Cette dernière constatation pose des questions sur d'éventuels déplacements lointains ou sur d'étroits contacts.

D'autres industries lithiques pourraient, éventuellement, être placées à la fin de cette phase comme des séries à segments et pointes à troncature (Ducrocq 2002). Sur Warluis VIII des petites concentrations diffuses d'industrie à triangles sont clairement situées sous un niveau à segments de la période suivante.

Le Mésolithique de 9200/9100 BP à environ 8500 BP

La Manche est presque totalement inondée, mais il resterait des passages à sec vers l'Angleterre plus au nord. Le colmatage tourbeux des petites plaines alluviales s'intensifie. Une forêt dominée par le noisetier dessine un milieu assez fermé.

C'est la phase la mieux documentée avec des sites sur sable, sur plateaux et dans les différentes vallées. La chronologie repose sur des séries issues des premiers travaux dans les plaines alluviales (Hangest II nord, Ailly-sur-Noye, etc.), mais aussi sur des sites fouillés dans les vallées (Saleux, La Chaussée-Tirancourt – niveau inférieur – Conty, Warluis – sites I et II –). Le style de débitage est irrégulier (style de Coincy). Les pointes à base retouchée sont très nombreuses, comme dans le Sud de l'Angleterre, le Benelux, une grande moitié nord de la France et une partie de l'Europe centrale (technocomplexe Beuronien ?). Le Mésolithique picard n'a plus d'affinités typologiques avec le Mésolithique de l'Europe septentrionale.

Les datations permettent d'élaborer une première chronologie interne de cette phase avec, d'abord, des segments et des pointes à base transversale, puis des segments et des pointes à base oblique et, enfin, des triangles et des pointes à base transversale. Excepté le site particulier de Conty, les gisements sont toujours des concentrations de mobilier sur quelques dizaines de mètres carrés, parfois juxtaposées avec des raccords de débitage. Ces concentrations correspondent à des rejets de débitage et de déchets liés au façonnage des armatures. Il n'y a quasiment pas d'outils du fonds commun. On note cependant de nombreux objets avec des retouches *a posteriori*. Des pièces chauffées

témoignent d'aires de combustion. L'animal chassé est surtout le sanglier. Des coquilles de noisettes carbonisées sont toujours présentes. Le lithique des sites sur sable et sur rebord de plateau semble rigoureusement identique. Les sites correspondent à l'image classique du Mésolithique : des petites concentrations de microlithes. Il est tentant, mais pas démontré, d'avancer l'idée d'une mobilité résidentielle pour cette période. Enfin, la datation de la sépulture secondaire de La Chaussée-Tirancourt la placerait dans cette phase.

De 8500 BP à 7800 BP

L'inondation de la Manche est quasiment achevée et la ligne de rivage est proche de celle que nous connaissons. Les petites vallées sont devenues de vastes tourbières. La fin de cette période va voir des modifications du paysage forestier (passage à l'Atlantique).

Les sites connus se trouvent dans le Tardenois et dans les plaines alluviales du bassin de la Somme, notamment à La Chaussée-Tirancourt (la majeure partie des niveaux), à Hangest-sur-Somme ("Gravière III") et à Saleux (une seule concentration avec une activité spécifique de boucherie). Le début de cette phase est encore mal connu. Il semblerait que de nombreuses lamelles à dos complètent la panoplie microlithique assez tôt. Les feuilles de gui sont présentes avec certitude dès 8200 BP. La cartographie de ces industries (tardenoisiennes ?) diffère de la précédente phase. Il n'y a plus de points communs avec l'Angleterre et le Sud de la Seine. En revanche, des industries absolument identiques sont présentes dans le Benelux et au nord-ouest de l'Allemagne. Cette période sera mieux connue quand les études sur La Chaussée-Tirancourt auront démêlé les questions taphonomiques car ce site et celui d'Hangest ("Gravière III") sont capitaux pour comprendre cette période. Les deux sites sont très grands avec une forte densité de vestiges qui comprennent de nombreux outils du fonds commun : des grattoirs, des burins et des perçoirs. Des haches sont attestées à La Chaussée-Tirancourt. Les deux sites révèlent plusieurs grandes fosses. L'une d'elles, à La Chaussée-Tirancourt, contient des restes de trois êtres humains incinérés. Le sanglier, le cerf, le chevreuil et l'aurochs ont été chassés. Cependant, des restes de poissons, d'oiseaux et de petits mammifères témoignent d'une diversification des ressources. Les noisettes carbonisées sont présentes en abondance. Il est encore prématuré de reconnaître un camp de base à La Chaussée-Tirancourt. Mais, le mode de vie semble bien différent de la phase précédente.

De 7800 BP à 6100 BP

Ce moment est l'apparition du débitage régulier dit du style de Montbani qui est obtenu par la technique de percussion indirecte. Les armatures typiques sont des trapèzes ou des formes dérivées. Des lames à retouche particulière dite de Montbani sont toujours présentes. C'est la phase la moins bien connue. La plupart des documents sont des sites de surface ou des séries très mélangées. Des documents importants proviennent de la vallée de l'Avre. Ainsi, la fouille préventive de Boves (Somme) a concerné une petite concentration et des creusements d'étang ont permis d'obtenir quelques données chronologiques et de petits corpus lithiques et osseux (Cagny et Castel). Les dernières occupations de La Chaussée-Tirancourt concernent le début de cette phase.

L'examen typologique des séries disponibles montre une grande diversité qui doit traduire la présence de plusieurs phases bien différentes. Des petits trapèzes à latéralisation indifférente probablement associés à des armatures de la période précédente seraient les premières industries à trapèzes. Ensuite, on observe des assemblages microlithiques avec presque uniquement des trapèzes majoritairement dextres. Des ensembles ne comptent que des trapèzes à bases décalées avec leur forme triangulaire dérivée. Ces microlithes sont parfois associés à des armatures triangulaires à retouche inverse plate proche des armatures du Néolithique ancien. Enfin, certains gisements ne livrent plus que ce type d'armature. La cartographie de ces assemblages ne diffère quasiment pas de celle de la période précédente.

CONCLUSION

En trente ans, les grandes lignes de la chronologie ont été définies, mais surtout pour la première moitié du Mésolithique. Les principales zones d'implantation ont été identifiées et le Mésolithique a été replacé dans son environnement. Les matériaux récemment exhumés vont permettre de mieux cerner l'économie de subsistance au Préboréal et au début du Boréal. Les questions sur la fonction des sites et la saisonnalité seront abordées. Le mode de vie peut être en partie reconstitué. L'archéologie préventive a une part déterminante dans le renouvellement complet des données sur le Mésolithique. Elle est fragile car elle est tributaire de quelques zones bien précises. Cependant, cette progression éclaire d'un jour nouveau les vastes lacunes de nos connaissances. Il semble opportun de continuer la recherche de nouveaux gisements bien conservés pour continuer à édifier le référentiel chronotypologique, notamment pour le Mésolithique à trapèzes.

BIBLIOGRAPHIE DE LA PRÉHISTOIRE ANCIENNE

BIBLIOGRAPHIE DE L'ACHEULÉEN
(*article d'Alain Tuffreau*)

ANTOINE P. (1990) - « Chronostratigraphie et environnement du Paléolithique du bassin de la Somme », *Publications du CERP*, n° 2, 231 p., 187 fig., 1 carte coul., 16 photos.

ANTOINE P. & TUFFREAU A. (1993) - « Contexte stratigraphique, climatique et paléotopographique des occupations acheuléennes de la moyenne terrasse de la Somme », *Bull. Soc. Préhist. Fr.*, 90, Paris, p. 243-250, 7 fig.

BAHAIN, J.-J., FALGUERES C. & LAURENT M. (2001) – « Datation par résonance paramagnétique électronique (RPE) de sédiments et par combinaison des méthodes RPE/U-Th de restes paléontologiques provenant des sites paléolithiques de Cagny » dans *L'Acheuléen dans la vallée de la Somme et Paléolithique moyen dans le Nord de la France : données récentes* (A. TUFFREAU, dir.). *Publications du CERP*, 6, p. 37-40.

BALESCU S. (1986) – « La minéralogie des lœss du Nord de la France et la position stratigraphique des lœss intraloessiques » dans *Chronostratigraphie et faciès culturels du Paléolithique inférieur et moyen dans l'Europe du Nord-Ouest* (A. TUFFREAU & J. SOMMÉ, dir.). *Suppl. Bull. Ass. fr. Étude Quatern.*, n° 26, p. 165-170, 4 fig.

BALESCU S. (1988) - *Apports de la thermoluminescence à la stratigraphie et à la sédimentologie des lœss de l'Europe du Nord-Ouest*. Thèse Doct. Sciences. Université Libre, Bruxelles, vol. I : 199 p., 104 fig., 13 tabl. ; vol. II : annexes, 144 p., 8 fig., 20 tabl.

BATES M. R. (1993) - « Quaternary Aminostratigraphy in Northwestern France », *Quaternary Science Reviews*, 12, p. 793-809, 9 fig.

DEUSY Ph. (2003) – *Étude techno-typologique de la série G du gisement acheuléen de Cagny-l'Epinette (Somme)*. Mémoire de maîtrise. Univ. Sciences Techn. Lille, 61 p., illustr.

DIBBLE H. L., CHASE Ph. G., Mc PHERRON Sh. & TUFFREAU A. (1997) - « Testing the reality of a living floor », *American Anthropology*, 62, p 629-651, 11 fig.

HAESAERTS P., BALESCU S., DUPUIS Ch. & VAN VLIET-LANOË (1984) – « Contribution à la stratigraphie des gisements paléolithiques de Cagny (Somme) », *Cahiers de Géographie physique*, 5, Lille, p. 77-94.

HAESAERTS P. & DUPUIS C. (1986) – « Contribution à la stratigraphie des nappes alluviales de la Somme et de l'Avre dans la région d'Amiens » dans *Chronostratigraphie et faciès culturels du Paléolithique inférieur et moyen dans l'Europe du Nord-Ouest* (A. TUFFREAU & J. SOMMÉ, dir.). *Suppl. Bull. Ass. fr. Étude Quatern.*, n° 26, p. 171-186, 7 fig.

LAMOTTE A. (1999) – « L'apport des remontages dans la compréhension des méthodes de débitage et de façonnage des gisements acheuléens de la Somme les exemples de "La Ferme de l'Épinette" et de "L'Épinette" à Cagny (Somme, France) », *Bull. Soc. Préhist. Fr.*, 96, Paris, p. 117-131, 5 fig.

LAMOTTE A. & TUFFREAU A. (2001) – « Les industries lithiques de la séquence fluviatile fine de Cagny "L'Épinette" », dans *L'Acheuléen dans la vallée de la Somme et Paléolithique moyen dans le Nord de la France : données récentes* (A. TUFFREAU, dir.). *Publications du CERP*, 6, p. 113-134.

LAURENT M., FALGUÈRES C., BAHAIN J.-J. & YOKOYAMA Y. (1994) – « Géochronologie du système des terrasses fluviatiles du bassin de la Somme par datation RPE sur quartz, déséquilibres des familles de l'uranium et magnétostratigraphie », C. *R. Acad. Sci. Paris*, t. 318, série II, p. 521-526, 1 tabl.

LEFEBVRE B. (2003) – *Étude typo-technologique d'une série lithique acheuléenne : F, F et F de Cagny "L'Épinette" (Somme)*. Mémoire de maîtrise. Univ. Sciences Techn. Lille, 78 p., illustr.

TUFFREAU A., BOUCHET J.-P., MOIGNE A.-M. & MUNAUT A.-V. (1986) - « Les niveaux acheuléens de la moyenne terrasse de la vallée de la Somme à Cagny "L'Épinette", *L'Anthropologue*, 90, p. 9-27, 16 fig.

TUFFREAU A., ANTOINE P., CHASE Ph. G., DIBBLE H.-L., ELLWOOD B.B., KOLFSCHOTEN Th. van, LAMOTTE A., LAURENT M., Mc PHERRON Sh. P., MOIGNE A.-M. & MUNAUT A.-V. (1995) - « Le gisement acheuléen de Cagny "L'Épinette", *Bull. Soc. Préhist. Fr.*, 92, Paris, p. 169-191,18 fig.

TUFFREAU A., LAMOTTE A. & MARCY J.-L. (1997a) - « Land-use and acheulean sites in the Somme Valley », *World Archaeology*, 29, p. 225-241, 6 fig.

TUFFREAU A., LAMOTTE A., MARCY J.-L. & ANTOINE P. (1997b) - « Le gisement acheuléen de "La Ferme de l'Épinette" à Cagny (Somme, France) », *Archäologisches Korrespondenzblatt*, 1997, 27, p. 513-530, 9 fig.

TUFFREAU A., dir. (2001) - L'Acheuléen dans la vallée de la Somme et Paléolithique moyen dans le Nord de la France : données récentes. *Publications du CERP*, 6, 239 p., nombreuses illustrations.

RAP - n° 3/4 2005, Alain Tuffreau, Jean-Luc Locht, Paule Coudret & Jean-Pierre Fagnart, Thierry Ducrocq, *La Préhistoire ancienne*

VAN VLIET-LANOË B. (1989) - « Observations paléopédologiques sur les gisements de Cagny "La Garenne", Cagny "L'Épinette" et Saint-Acheul », *Livret-guide de l'excursion dans la vallée de la Somme*. Colloque « L'Acheuléen dans l'Ouest de l'Europe », Saint-Riquier, p. 95-99, 1 fig.

BIBLIOGRAPHIE DU PALÉOLITHIQUE MOYEN
(*article de Jean-Luc Locht*)

AMELOOT-VAN DER HEIJDEN N. (1993.) - « L'ensemble lithique du gisement de Longavesnes (Somme) : illustration d'un problème de reconnaissance du débitage Levallois dans une industrie à bifaces de la phase ancienne du Paléolithique moyen », *BSPF*, t. 90, n° 4, Paris, p. 257-263.

AMELOOT-VAN DER HEIJDEN N., DUPUIS C., LIMONDIN N., MUNAUT A.V. & PUISSÉGUR J.-J. (1996) - « Le gisement paléolithique moyen de Salouel (Somme, France) », *L'Anthropologie*, t. 100, n° 4, p. 555-573.

ANTOINE P. (1989) - « Le complexe de sols de Saint-Sauflieu (Somme), micromorphologie et stratigraphie d'une coupe type du début Weichselien », *Paléolithique et Mésolithique du Nord de la France*, n° 1 du *CERP*, Université des Sciences et des Techniques de Lille-Flandre- Artois, p. 51-60.

ANTOINE P. (1990.) - *Chronostratigraphie et environnement du Paléolithique du bassin de la Somme*, n° 2 du *CERP*. Université de Lille-Flandre-Artois.

ANTOINE P. (1991) - « Nouvelles données sur la stratigraphie du Pléistocène supérieur de la France septentrionale, d'après les sondages effectués sur le tracé du TGV Nord », *CERP*, n° 3, p. 9-20, 12 fig.

ANTOINE P. (2002) - « Évolution pédosédimentaire, interprétations climatiques et chronostratigraphiques, occupations paléolithiques » dans LOCHT J.-L., (dir.), *Bettencourt-Saint-Ouen (Somme) : cinq occupations paléolithiques au début de la dernière glaciation*. Documents d'Archéologie Française n° 90. Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 176 p.

ANTOINE P. (2003) - « Évolution pédosédimentaire, interprétation chronostratigraphique et paléoenvironnementale » dans LOCHT J.-L., ANTOINE P., BAHAIN J.-J, LIMONDIN-LOZOUET N., GAUTHIER A., DEBENHAM N., FRECHEN M., DWRILA G., RAYMOND P., ROUSSEAU D.-D., HATTÉ C., HAESAERTS P. & METSDAGH H. (2003), « Le gisement paléolithique moyen et les séquences pléistocènes de Villiers-Adam (Val-d'Oise, France) : chronostratigraphie, environnement et implantations humaines », *Gallia Préhistoire*, CNRS, Paris, t. 45, p. 1-111.

ANTOINE P., MUNAUT A.V., VAN KOLFSCHOTEN T. & LIMONDIN N. (1995) « Une occupation du Paléolithique moyen en contexte fluviatile dans la séquence de la très basse de la Somme à Saint-Sauveur (Somme) », *BSPF*, Paris, t. 92, 2, p. 201-212.

ANTOINE P., LAUTRIDOU J.-P., SOMMÉ J., AUGUSTE P., AUFFRET J.-P., BAIZE S., CLET-PELLERIN M., COUTARD J.-P., DEWOLF Y., DUGUÉ O., JOLY F., LAIGNEL B., LAURENT M., LAVOLLÉ M., LEBRET P., LÉCOLLE F., LEFÈBVRE D., LIMONDIN-LOZOUET N., MUNAUT A.V., OZOUF J.-C., QUESNEL F. & ROUSSEAU D.-D. (1998) - « Les formations quaternaires de la France du Nord-Ouest : limites et corrélations », *Quaternaire*, 9, p. 227-241.

ANTOINE P., FRECHEN M., LOCHT J.-L., DEPAEPE P., MUNAUT A.V., ROUSSEAU D.-D. & SOMMÉ J. (2002) - « Eemien and weichselian early glacial pedosedimentary records in Northern France : the background of middle palaeolithic occupations during OIS 5 and early 5 » dans *Le Dernier Interglaciaire et les occupations humaines du Paléolithique moyen* (TUFFREAU A. & ROEBROEKS, dir.), *CERP*, n° 8, p. 75-88.

ANTOINE P., LOCHT J.-L., LIMONDIN-LOZOUET N. & AUGUSTE P. (2004) - *Opération Caours 2003 (Somme)*. Rapport de sondages. CNRS, Meudon.

BORDES F. (1953) - « Essai de classification des industries moustériennes », *BSPF*, t. 50, 7-8, Paris, p. 457-466.

BORDES F. (1980a) - « Question de contemporanéité : l'illusion des remontages », *BSPF*, t. 77, Paris, p. 132-133.

BORDES F. {1980b) - « Savez-vous remonter les cailloux à la mode de chez nous ? », *BSPF*, t. 77, Paris, p. 232-234.

CAHEN D. (1980a) - « Question de contemporanéité : l'apport des remontages », *BSPF*, t. 77, Paris, p. 230-234.

CAHEN D. (1980b) - « Pour clore le débat », *BSPF*, t. 77, Paris, p. 234.

COMMONT V. (1911) - « Les terrasses fluviatiles de la vallée de la Somme », *Bull. archéol.*, Géologie, p. 173-195.

COMMONT V. (1912) - « Moustérien à faune chaude dans la vallée de la Somme à Montières-les-Amiens », *Congrès international d'Anthropologie et d'Archéologie préhistoriques*. Compte rendu de la XIVe session, Genève, p. 10.

COMMONT V. (1914) - « Les Hommes contemporains de l'âge du Renne dans la vallée de la Somme », *Mémoire de la Société des antiquaires de Picardie*, t. XXXVII, Amiens, p. 1-438.

CZIESLA E. (1987) - « L'analyse des raccords ou le concept du dynamisme en préhistoire », *Bull. Soc. Préhist. Lux.*, 9, p. 77-111.

CZIESLA E. (1990) - « On reffitting of stone artefacts. In The Big Puzzle. On reffiting of stone artefacts. Studies » dans *Modern Archaeology,* E. CZIESLA, S. EICKHOFF, N. ARTS & D. WINTER, (eds), Vol. 1, Bonn, p. 9-44.

DEFAUX F. (2004) - *Ploisy "Le Bras de Fer",* Rapport d'évaluation archéologique, INRAP, SRA de Picardie, Amiens.

DEPAEPE P., LOCHT J.-L. & SWINNEN C. (1997) - « Découverte de sites du Paléolithique moyen sur le tracé d'un gazoduc en Picardie (France) », *Notae Praehistoricae* 17, p. 25-38.

DEPAEPE P., ANTOINE P., GUERLIN O. & SWINNEN C. (1999) - « Le gisement paléolithique moyen de Blangy-Tronville (Somme) », *Revue archéologique de Picardie,* Amiens, p. 3-21.

GUERLIN O. (2003) - *Gauville.* Rapport d'évaluation archéologique, INRAP, SRA de Picardie, Amiens.

LOCHT J.-L. (2001) - « Modalités d'implantation et fonctionnement interne des sites. L'apport de trois gisements de plein air de la phase récente du Paléolithique moyen dans le Nord de la France (Bettencourt-Saint-Ouen, Villiers-Adam et Beauvais) », *Settlements dynamics of the Middle Paleolithic and Middle Stone Age*. Ed. by Nicholas J. Conard, Kerns Verslag, Tübingen, p. 361-393.

LOCHT J.-L., dir. (2002) - *Bettencourt-Saint-Ouen (Somme) : cinq occupations paléolithiques au début de la dernière glaciation. Documents d'Archéologie Française* n° 90, Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 176 p.

LOCHT J.-L. (2004) - *Le gisement paléolithique moyen de Beauvais. Contribution aux modalités de subsistance des chasseurs de rennes du Paléolithique moyen.* Thèse de doctorat de l'Université des Sciences et Technologies de Lille.

LOCHT J.-L. & ANTOINE P. (2001) - « Caractérisation techno-typologique et position chronostratigraphique de plusieurs industries à rares bifaces ou amincissements bifaciaux du nord de la France » dans CLIQUET D. (dir.), *Les industries à outils bifaciaux du Paléolithique moyen d'Europe occidentale.* Actes de la table-ronde internationale organisée à Caen (Basse-Normandie - France), 14 et 15 octobre 1999, ERAUL 98, Liège, p. 129 - 134.

LOCHT J.-L. & SWINNEN C. (1994) - « Le débitage discoïde du gisement de Beauvais (Oise) : aspects de la chaîne opératoire au travers de quelques remontages » *Paléo,* n° 6, p. 89-104.

LOCHT J.-L. & GUERLIN O. (1997.) - *Le gisement paléolithique I du "Bois de La Bocquillière" à Attilly (Aisne).* Document final de synthèse, SRA de Picardie, Amiens.

LOCHT J.-L., ANTOINE P. & SWINNEN C. (1995) - « Le gisement paléolithique de Plachy-Buyon (Somme) », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3/4, Amiens, p. 3-33.

LOCHT J.-L., GUERLIN O., ANTOINE P. & DEBENHAM N. (2000) - *Therdonne "Le Mont de Bourguillemont".* Document Final de Synthèse, AFAN Nord-Picardie, SRA de Picardie, Amiens.

LOCHT J.-L., SWINNEN C., ANTOINE P., AUGUSTE P., PATOU-MATHIS M., DEPAEPE P., FALGUÈRES C., LAURENT M. & BAHAIN J.-J. (1995) - « Le gisement paléolithique moyen de Beauvais (Oise) », BSPF, t. 92, 2, Paris, p. 213-226.

LOCHT J.-L., ANTOINE P., BAHAIN J.-J., LIMONDIN-LOZOUETN.,GAUTHIERA.,DEBENHAMN.,FRECHEN M., DWRILA G., RAYMOND P., ROUSSEAU D.-D., HATTÉ C., HAESAERTS P. & METSDAGH H. (2003) - « Le gisement paléolithique moyen et les séquences pléistocènes de Villiers-Adam (Val-d'Oise, France) : chronostratigraphie, environnement et implantations humaines », *Gallia Préhistoire*, t. 45, CNRS, Paris, p. 1-111.

LOCHT J.-L., ANTOINE P., AUGUSTE P., BAHAIN J.-J, DEBENHAM N., FALGUÈRES C., CASPAR J.-P., FARKH S. & TISSOUX H. (sous presse) - *La séquence pléistocène de Savy (Aisne). Quaternaire.*

LOCHT J.-L., ANTOINE P. & DESCHODT L. (à paraître) - *Le gisement paléolithique moyen de Fresnoy-au-Val (Somme).* DFS de sauvetage urgent, INRAP, SRA de Picardie, Amiens.

GAUTHIER C. (1989.) - « Technologie de l'industrie moustérienne de Roisel (Somme) » dans *Paléolithique et Mésolithique du Nord de la France : nouvelles recherches.* Publications du CERP, n° 1, Université des Sciences et des Techniques de Lille-Flandre-Artois, p. 61-68.

ROEBROEKS W. & SPELEERS B. (2002) - « Last interglacial (eemian) occupation of the north european plain and adjacent areas » dans *Le Dernier Interglaciaire et les occupations humaines du Paléolithique moyen.* Publication du CERP, n° 8, p. 31-39.

SEGARD N. (1997) - *Les industries de faciès Levalloisien de Elnes et des séries de haut et de bas de versant à Sains-en-Amienois (séries A et B).* Mémoire de DEA, Université des Sciences et Technologies de Lille, 304 p., 110 fig.

SELLIER N (à paraître) - *Le gisement paléolithique moyen de Chavignon (Aisne).* DFS de sauvetage urgent, INRAP, SRA de Picardie, Amiens.

SWINNEN C., LOCHT J.-L. & ANTOINE P. (1996.) - « Le gisement moustérien d'Auteuil (Oise) », *BSPF*., t. 93, n° 2, Paris, p. 173-181.

TEHEUX E. (2000) - « Le gisement paléolithique moyen de "La Minette" à Fitz-James », *Archéopages.*

TUFFREAU A. (1976) - « Le Moustérien de tradition acheuléenne de Catigny (Oise) », *BSPF,* t. 73, Paris, p. 305-320.

TUFFREAU A. (1977) - « Le gisement paléolithique inférieur et moyen de Saint-Just-en-Chaussée (Oise) », *Cahiers archéologiques de Picardie*, n° 4, Amiens.

TUFFREAU A. dir. (1993) - *Riencourt-les-Bapaume (Pas-de-Calais). Un gisement du Paléolithique moyen. Documents d'Archéologie Française*, n° 37, Maison des sciences de l'Homme, Paris.

TUFFREAU A. (2001) - « Contextes et modalités des occupations humaines au Paléolithique moyen dans le Nord de la France », *Settlements dynamics of the Middle Paleolithic and Middle Stone Age*. Ed. by Nicholas J. Conard, Kerns Verslag, Tübingen, p. 293-314.

TUFFREAU A., RÉVILLION S., SOMMÉ J. & VAN VLIET-LANOË B. (1994) - « Le gisement paléolithique moyen de Seclin (Nord) », *BSPF,* t. 91, n° 1, Paris, p. 23-46.

TUFFREAU A. & RÉVILLION S. (1996) - « Variabilité des chaînes opératoires Levallois et laminaires au Paléolithique moyen en Europe du Nord-Ouest », *Quaternaria Nova,* vol. VI, p. 31-55.

VAN PEER (2001) - « A status report on the Lower and Middle Palaeolithic of Belgium » dans A*nthropologica et Praehisrorica Prehistory of Belgium*. Special issue on the occasion of the XIVth Congress of the International Union of Prehistoric and Protohistoric Sciences, Cauwe N., Hauzeur A. and Van Berg eds, p. 11-19.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES DU PALÉOLITHIQUE SUPÉRIEUR

(*article de Paule Coudret & Jean-Pierre Fagnart*)

ANTOINE P. (1989) - *Les terrasses quaternaires du bassin de la Somme. Étude géologique et géomorphologique. Contribution à la connaissance du paléoenvironnement des gisements paléolithiques.* Thèse de doctorat, Université des Sciences et Techniques de Lille Flandres Artois, 437 p., 192 fig., 10 annexes.

ANTOINE P. (1990) - *Chronostratigraphie et environnement du Paléolithique du bassin de la Somme.* Publications du CERP, 2, Université des Sciences et Techniques de Lille Flandres Artois, 231 p., 187 fig., 2 annexes.

ANTOINE P. (1992) - « Nouvelles données sur la stratigraphie du Pléistocène supérieur de la France septentrionale, d'après les sondages effectués sur le tracé du TGV. Nord » dans A. TUFFREAU (dir.) : *Paléolithique et Mésolithique du Nord de la France : nouvelles recherches II.* Publications du CERP, 3, Université des Sciences et Techniques de Lille Flandres Artois, p. 9-20, 12 fig.

ANTOINE P. (1997a) - « Modifications des systèmes fluviatiles à la transition Pléniglaciaire - Tardiglaciaire et à l'Holocène : l'exemple du bassin de la Somme (Nord de la France) », *Géographie physique et Quaternaire*, 51, 1, p. 93-106, 9 fig.

ANTOINE P. (1997b) - « Évolution tardiglaciaire et début Holocène des vallées de la France septentrionale : nouveaux résultats », C. *R. Acad. Sci. Paris, Sciences de la terre et des planètes*, 325, p. 35-42, 4 fig., 1 phot.

ANTOINE P. (1997c) - « Évolution tardiglaciaire et début holocène de la moyenne vallée de la Somme (France) » dans J.-P. FAGNART & A. THÉVENIN (dir.) : *Le Tardiglaciaire en Europe du Nord-Ouest.* Actes du 119e Congr. nat. Soc. hist. et Sc., Amiens 1994, éd. CTHS, Paris, p. 13-26, 5 fig.

ANTOINE P. dir. (1998) - *Le Quaternaire de la vallée de la Somme et du littoral picard.* Livret-guide de l'Ass. Fr. Ét. Quatern, excursion du 21 au 23 mai 1998, Impr. Conseil général de la Somme, Amiens, 162 p., 72 fig., 4 tab., 5 ph.

ANTOINE P., FAGNART J.-P., LIMONDIN-LOZOUET N. & MUNAUT A.-V. (2000) - « Le Tardiglaciaire du bassin de la Somme : éléments de synthèse et nouvelles données », *Quaternaire,* 11, p. 85-98, 5 fig.

ANTOINE P., MUNAUT A.-V., LIMONDIN-LOZOUET N., PONEL P. & FAGNART J.-P. (2002) - « Réponse des milieux de fond de vallée aux variations climatiques (Tardiglaciaire et début Holocène) d'après les données du bassin de la Selle (Nord de la France). Processus et bilans sédimentaires » dans J.-P. BRAVARD & M. MAGNY (dir.) : *Les fleuves ont une histoire. Paléoenvironnement des rivières et des lacs français depuis 15 000 ans*. Éd. Errance, Paris, p. 15-27, 5 fig.

ANTOINE P., AUGUSTE P., BAHAIN J.-J., COUDRET P., DEPAEPE P.,FAGNART J.-P.,FALGUÈRES C.,FONTUGNE M., FRECHEN M., HATTE C., LAMOTTE A., LAURENT M., LIMONDIN-LOZOUET N., LOCHT J.-L., MERCIER N., MOIGNE A.-M., MUNAUT A.-V., PONEL P. & ROUSSEAU D.-D. (2003) - « Paléoenvironnements pléistocènes et peuplements paléolithiques dans le bassin de la Somme (Nord de la France) », *Bull. Soc. préhist. fr.,* 100, Paris, p. 5-28, 13 fig.

AUDOUZE Fr. (1987a) - « The Paris Basin in Magdalenian Times » dans O. SOFFER (éd.) : *The Pleistocene Old World, Regional Perspectives*. New York, Plenum Press, p. 183-200, 7 fig.

AUDOUZE Fr. (1987b) - « Des modèles et des faits : Les modèles de A. Leroi-Gourhan et de L. Binford confrontés aux résultats récents », *Bull. Soc. préhist. fr.,* 84, Paris, p. 343-352, 8 fig.

AUDOUZE Fr. (1988) - « Les activités de boucherie à Verberie (Oise) » dans J. TIXIER (éd.): *Technologie préhistorique. Notes et Monographies Techniques*, 25, éd. du CNRS, Paris, p. 97-111, 7 fig., 1 tabl.

AUDOUZE Fr. (1991) - « Les campements de chasseurs magdaléniens du "Buisson Campin" à Verberie (Oise) » dans *Archéologie de la vallée de l'Oise. Compiègne et sa région depuis les origines…*, CRAVO, Compiègne, p. 32-37, 7 fig.

AUDOUZE Fr. (1992) - « L'occupation magdalénienne du Bassin parisien », *Le peuplement magdalénien. Paléogéographie physique et humaine*. Actes du colloque de Chancelade, 10 au 15 octobre 1988, éd. du CTHS, Paris, p. 345-356, 7 fig.

AUDOUZE Fr. (1994) - « Verberie » dans Y. TABORIN (dir.): *Environnements et habitats magdaléniens dans le centre du Bassin parisien*. DAF, 43, Paris, p. 167-172, 3 fig.

AUDOUZE Fr., CAHEN D., KEELEY L.H. & SCHMIDER B. (1981) - « Le site magdalénien du "Buisson Campin" à Verberie (Oise) », *Gallia Préhistoire*, 24, CNRS, Paris, p. 99-143, 19 fig.

AUDOUZE Fr. & CAHEN D. (1984) - « L'occupation magdalénienne de Verberie et sa chronologie » dans H. BERKE, J. HAHN & C.-J. KIND (eds.): *Les structures d'habitat du Paléolithique supérieur en Europe*. Colloque de Reisenburg-Günzburg 1983, *Urgeschichtliche Materialhefte*, 6, p. 143-159, 6 fig.

AUDOUZE Fr., KARLIN C., CAHEN D., de CROISSET E., COUDRET P., LARRIERE M., MASSON P., MAUGER M., OLIVE M., PELEGRIN J., PIGEOT N., PLISSON H., SCHMIDER B. & TABORIN Y. (1988) - « Taille du silex et finalité du débitage dans le Magdalénien du Bassin parisien » dans M. OTTE (éd.): *De la Loire à l'Oder. Les civilisations du Paléolithique final dans le Nord-Ouest européen*. Actes du colloque de Liège, déc. 1985, ERAUL 25, BAR International Series, 444 (i), p. 55-84, 8 fig.

AUDOUZE Fr., DAVID F. & ENLOE J.-G. (1989) - « Habitats magdaléniens. Les apports des modèles ethno-archéologiques », *Le courrier du CNRS*, 73, p. 12-14, 3 fig.

AUDOUZE Fr. & ENLOE J. (1991) - « Subsistence strategies and economy in the Magdalenian of the Paris Basin, France » dans R.N.E. BARTON, A.J. ROBERTS & D.A. ROE (eds.): *The Late Glacial in north-west Europe: human adaptation and environmental change at the end of the Pleistocene*, CBA Research report, 77, p. 63-71, 3 fig., 1 tabl.

AUDOUZE Fr. & ENLOE J. (2005) - *Verberie (Oise) "Le Buisson Campin". Archéologie en Picardie*, 30. Publications de la DRAC Picardie, Amiens, 8 p., 19 fig.

BRIDAULT A. (1997) - « Chasseurs, ressources animales et milieux dans le Nord de la France de la fin du Paléolithique à la fin du Mésolithique: problématique et état de la recherche » dans J.-P. FAGNART & A. THÉVENIN (dir.): *Le Tardiglaciaire en Europe du Nord-Ouest*. Actes du 119e Congr. nat. Soc. hist. et Sc., Amiens 1994, éd. CTHS, Paris, p. 165-176, 3 fig.

BRIDAULT A., BIGNON O. & BEMILLI C. (2003) - « L'exploitation du cheval à la fin du Tardiglaciaire dans le Bassin parisien » dans S. COSTAMAGNO & V. LAROULANDIE (éds): *Mode de vie au Magdalénien: Apports de l'Archéozoologie*. Actes du XIVe Congrès de l'UISPP, Université de Liège, sept. 2001, BAR International Series 1144, p. 33-45, 8 fig., 2 tab.

BRIDAULT A. & FONTANA L. (2003) - « Enregistrement des variations environementales par les faunes chassées, dans les zones de moyenne montagne d'Europe occidentale, au Tardiglaciaire et au début de l'Holocène » dans M. PATOU-MATHIS & H. BOCHERENS (éds.): *Le rôle de l'environnement dans les comportements des chasseurs cueilleurs préhistoriques*. Actes du XIVe Congrès de l'UISPP, Liège, Belgique, 2-8 sept. 2001, BAR International Series 1105, p. 55-65, 6 fig.

COUDRET P. (1992) - « Premières observations sur le gisement paléolithique supérieur final de "La Vierge Catherine" à Saleux (Somme) ». *Bull. Soc. préhist. fr.*, 89, Paris, p. 42-47, 4 fig.

COUDRET P. (1997) - « Première approche technologique et spatiale du gisement paléolithique final de Saleux (Somme): l'occupation 114 » dans J.-P. FAGNART & A. THÉVENIN (dir.): *Le Tardiglaciaire en Europe du Nord-Ouest*. Actes du 119e Congr. nat. Soc. hist. et Sc., Amiens 1994, éd. CTHS, Paris, p. 79-94, 8 fig.

COUDRET P., LIMONDIN N. & MUNAUT A.-V. (1995) - « Le gisement paléolithique final des "Prés-du-Mesnil" à La Chaussée-Tirancourt (Somme) », *Bull. Soc. préhist. fr.*, 92, 2, Paris, p. 227-234, 6 fig.

COUDRET P. & FAGNART J.-P. (1997) - « Les industries à *Federmesser* dans le bassin de la Somme: chronologie et identité des groupes culturels », *Bull. Soc. préhist. fr.*, 94, Paris, p. 349-359, 7 fig.

COUDRET P. & FAGNART J.-P. (2004) - « Les fouilles du gisement paléolithique final de Saleux (Somme) » *Revue archéologique de Picardie*, 1-2, Amiens, p. 3-17, 13 fig.

FAGNART J.-P. (1980) - « Le Paléolithique supérieur dans le bassin de la Somme d'après les recherches de Victor Commont », *Cahiers archéol. Picardie*, 7, p. 19-32, 12 fig.

FAGNART J.-P. (1982) - « Le gisement Paléolithique final du hameau d'Etouvie à Amiens (Somme) », *Revue archéologique de Picardie*, 4, Amiens, p. 36-48, 12 fig.

FAGNART J.-P. (1983) - « Nouveaux documents aurignaciens dans le Nord du Bassin parisien », *Revue archéologique de Picardie*, 3, Amiens, p. 2-8, 4 fig., 2 tabl.

FAGNART J.-P. (1984) - *Le Paléolithique supérieur dans le Nord de la France et le bassin de la Somme*. Thèse de Doctorat d'Université. Université de Lille, 257 p., 72 fig., 28 tabl.

FAGNART J.-P. (1984) - « Le Paléolithique supérieur dans le Nord de la France: un état de la question », *Bull. Soc. préhist. fr.*, 81, Paris, p. 291-301, 11 fig.

FAGNART J.-P. (1987) - « L'industrie à *Federmesser* du Bois d'Holnon à Attilly (Aisne, France) dans le contexte du nord-ouest européen », *Hélinium*, XXVII, p. 33-45, 5 fig.

FAGNART J.-P. (1987) - « Le gisement Paléolithique supérieur final de Belloy-sur-Somme (France, Somme) », *Notae Praehistoricae*, 7, p. 20-22, 1 fig.

FAGNART J.-P. (1988) - « Les fouilles du gisement Paléolithique terminal de "La Plaisance" à Belloy-sur-Somme (Somme). Premiers résultats » dans A. TUFFREAU (dir): *Cultures et industries paléolithiques en milieu lœssique*. Actes du colloque international d'Amiens, 9-11 déc. 1986. *Revus archéologique de Picardie*, n° 1-2, Amiens, p. 201-211, 9 fig.

FAGNART J.-P. (1988) - *Les industries lithiques du Paléolithique supérieur dans le Nord de la France*. Revue archéologique de Picardie, numéro spécial, 153 p., 98 fig., 16 tabl., 5 pl. h.t.

FAGNART J.-P. (1989) - « Le cadre stratigraphique du Paléolithique supérieur dans le Nord de la France » dans A. TUFFREAU (dir.): *Paléolithique et Mésolithique du Nord de la France. Nouvelles recherches*. Publications du CERP, 1, Université des Sciences et Techniques de Lille Flandres Artois, p. 97-107, 7 fig.

FAGNART J.-P. (1989) - « Le Paléolithique final dans le Nord de la France » dans J.-P. MOHEN (dir): *Le Temps de la Préhistoire*. Société préhistorique française, éd. Archéologia, Dijon, p. 304-306, 2 fig., 1 tabl.

FAGNART J.-P. (1991) - « New observations on the Late Upper Palaeolithic site of Belloy-sur-Somme (Somme, France) » dans N. BARTON, A.J. ROBERTS & D.A. ROE (éds): *The Late Glacial in north-west Europe: human adaptation and environmental change at the end of the Pleistocene*. Research report, 77, p. 213-226, 5 fig.

FAGNART J.-P. (1991) - « Feuillères (Somme). Un gisement du Paléolithique final », *Archéologie et grands travaux. Les fouilles du TGV Nord et de l'interconnexion*, Catalogue d'exposition, Paris, p. 34-35, 2 fig.

FAGNART J.-P. (1991) - « Le passage du Paléolithique supérieur récent au Paléolithique supérieur final (Épipaléolithique) dans le nord du Bassin parisien », *Bull. Soc. préhist. fr.*, 88, Paris, p. 228-230.

FAGNART J.-P. (1992) - « Le Paléolithique final dans le Nord de la France: le Magdalénien et les cultures septentrionales », *Le peuplement magdalénien. Paléogéographie physique et humaine*. Actes du colloque de Chancelade, 10 au 15 octobre 1988, éd. du CTHS, Paris, p. 247-257, 6 fig.

FAGNART J.-P. (1993a) - « Les occupations tardiglaciaires du gisement paléolithique supérieur de Belloy-sur-Somme », *Notae Praehistoricae*, 12, p. 33-45, 6 fig.

FAGNART J.-P. (1993b) - « Nouvelles observations sur le gisement paléolithique supérieur de Belloy-sur-Somme (Somme) », *Gallia Préhistoire*, 34, CNRS, Paris, p. 57-83, 17 fig., 2 tabl.

FAGNART J.-P. (1993c) - « Aperçu sur la Préhistoire et le Quaternaire de la région d'Amiens », *L'archéologie à Amiens de la Préhistoire à la ville gallo-romaine*. Éd. du Musée de Picardie, Amiens, p. 4-15, 9 ph., 2 ill.

FAGNART J.-P. (1993d) - « Les occupations tardiglaciaires du gisement paléolithique supérieur de Belloy-sur-Somme (France): synthèse des données », *Notae Praehistoricae*, 12, p. 33-45, 6 fig.

FAGNART J.-P. (1993e) - *Le Paléolithique supérieur récent et final du Nord de la France dans son cadre paléoclimatique*. Thèse de Doctorat, Université des Sciences et Technologies de Lille, 567 p., 172 fig., 49 tabl.

FAGNART J.-P. (1997a) - *La fin des temps glaciaires dans le Nord de la France. Approches archéologique et environnementale des occupations humaines au cours du Tardiglaciaire*. Mém. Soc. préhist. fr., 24, Paris, 270 p., 182 fig.

FAGNART J.-P. (1997b) - « Paléohistoire de la vallée de la Somme à la fin des temps glaciaires » dans J.-P. FAGNART & A. THÉVENIN (dir.): *Le Tardiglaciaire en Europe du Nord-Ouest*. Actes du 119e Congr. nat. Soc. hist. et Sc., Amiens 1994, éd. CTHS, Paris, p. 55-77, 9 fig.

FAGNART J.-P. (2000) - « Un crâne de Cro-Magnon à Saleux », *Histoire et traditions au Pays des Coudriers*, 20, p. 33-37, 9 fig.

FAGNART J.-P. & VAILLANT J. (1979) - « Les industries postglaciaires de la basse terrasse de Longpré-les-Corps-Saints (Somme). Étude préliminaire », *Bull. Soc. préhist. fr.*, 76, Paris, p. 15-18, 4 fig.

FAGNART J.-P. & BOUCHER A. (1991) - « Première approche technologique sur le gisement Paléolithique final de Belloy-sur-Somme (Somme) » dans A. TUFFREAU (dir.): *Paléolithique et Mésolithique du Nord de la France. Nouvelles recherches*. Publications du CERP, 2, Université des Sciences et Techniques de Lille Flandres Artois, p. 113-120.

FAGNART J.-P. & COUDRET P. (1991) - « Le Nord de la France (Flandres, Artois, Picardie, Haute-Normandie) » dans M. OTTE (éd.): *Le Paléolithique supérieur européen. Bilan quinquennal 1986-1991*, UISPP, Commission VIII, Bratislava, ERAUL 52, p. 109-121, 1 fig.

FAGNART J.-P. & P. COUDRET (1995) - « Le gisement paléolithique supérieur final du "Marais" de Conty (Somme). Étude préliminaire », *Notae Praehistoricae*, 15, p. 155-170, 7 fig.

FAGNART J.-P. & COUDRET P. (1999) - *Saleux : Préhistoire de la vallée de la Selle*. Archéologie en Picardie. Publications de la DRAC Picardie, 8 p., 20 fig.

FAGNART J.-P. & COUDRET P. (2000a) - « Le Tardiglaciaire dans le Nord de la France » dans B. VALENTIN, P. BODU & M. CHRISTENSEN (dir.) : *L'Europe centrale et septentrionale au Tardiglaciaire : confrontation des modèles régionaux de peuplement*. Actes de la Table ronde internationale de Nemours, 14 au 16 mai 1997, Mém. Musée préhist. Ile de France, 7, Nemours, éd. de l'APRAIF, p. 111-128, 5 fig., 2 tab.

FAGNART J.-P. & COUDRET P. (2000b) - « Données récentes sur le Tardiglaciaire du bassin de la Somme » dans G. PION (dir.) : *Le Paléolithique supérieur récent. Nouvelles données sur le peuplement et l'environnement*. Actes de la Table ronde de Chambéry, 12 et 13 mars 1999. Mém. Soc. préhist. fr. 28, Paris, p. 113-126, 7 fig.

FAGNART J.-P. & PLISSON H. (1997) - « Fonction des pièces mâchurées du Paléolithique final de la vallée de la Somme : caractères tracéologiques et données contextuelles » dans J.-P. FAGNART & A. THÉVENIN (dir.) : *Le Tardiglaciaire en Europe du Nord-Ouest*. Actes du 119e Congr. nat. Soc. hist. et Sc., Amiens 1994, éd. CTHS, Paris, p. 95-106, 4 fig., 5 photos.

FAGNART J.-P. & THEVENIN A. (dir.) (1997) - *Le Tardiglaciaire en Europe du Nord-Ouest*. Actes du 119e Congr. nat. Soc. hist. et Sc., Amiens 1994, éd. CTHS, Paris, 625 p., nb. ill.

HINOUT J. (1975) - « La pointe de Vénerolles », *Bull. Soc. préhist. fr.*, 72, Paris, p. 70., 1 fig.

HINOUT J. (1976) - « Les civilisations de l'Épipaléolithique et du Mésolithique dans le Bassin parisien » dans H. de LUMLEY (dir.) : *La Préhistoire française. Les civilisations paléolithiques et mésolithiques*, 1, p. 1461-1469, 4 fig.

HINOUT J. (1982) - « Évolution des cultures épipaléolithiques et mésolithiques dans le Nord-Ouest européen (Bassin parisien) » dans A. GOB & F. SPIER (éds.) : *Le Mésolithique entre Rhin et Meuse*. Actes du colloque sur le Paléolithique supérieur final et le Mésolithique dans le Grand-Duché de Luxembourg et dans les régions voisines (Ardenne, Eifel, Lorraine). Luxembourg, 1982, Publ. Soc. préhist. luxembourgeoise, p. 371-377, 4 fig.

HINOUT J. (1985) - « Le gisement épipaléolithique de "La Muette I", commune du Vieux-Moulin (Oise) », *Bull. Soc. préhist. fr.*, 82, Paris, p. 377-388, 11 fig.

HINOUT J. (1988) - « Gisements épipaléolithiques dans le Bassin parisien, notes préliminaires » dans M. OTTE (éd.) : *De la Loire à l'Oder. Les civilisations du Paléolithique final dans le Nord-Ouest européen*. Actes du colloque de Liège, déc. 1985, ERAUL 25, BAR International Series, 444 (i), p. 163-177, 8 fig.

HINOUT J. (1989a) - « Épipaléolithique du Bassin parisien » dans J.-P. MOHEN (dir) : *Le Temps de la Préhistoire*. Société préhistorique française, éd. Archéologia, Dijon, p. 338-339, 5 fig.

HINOUT J. (1989b) - « Tableau chronologique de l'Épipaléolithique et du Mésolithique du Nord-Ouest de l'Europe (Bassin parisien) » dans J.-P. MOHEN (dir) : *Le Temps de la Préhistoire*. Société préhistorique française, éd. Archéologia, Dijon, p. 340-341, 1 tabl.

HINOUT J. (1990) - « Évolution des cultures épipaléolithiques et mésolithiques dans le Bassin parisien », *Revue archéologique de Picardie*, 3-4, Amiens, p. 5-14, 5 fig.

HINOUT J. (1992a) - « Le gisement épipaléolithique de "La Sablière", à Vénerolles (Aisne) », *Préhistoire et Protohistoire en Champagne-Ardenne*, 16, p. 7-18, 12 fig.

HINOUT J. (1992b) - « Le gisement épipaléolithique d'Hannappes (Aisne), lieu-dit "Le Bois d'Hannappes" », *Revue archéologique de Picardie*, 1-2, Amiens, p. 3-9, 9 fig.

HINOUT J. (1997) - « Quelques aspects de l'Épipaléolithique dans le Nord du Bassin parisien », *Bull. Soc. préhist. fr.*, 94, Paris, p. 337-340, 5 fig.

JULIEN M. (2003) - « A Magdalenian base camp at Pincevent (France) » dans S.-A. VASILÉEV, O. SOFFER & J.-K. KOZLOWSKI (eds.) : *Perceived Landscapes and Built Environments. The cultural geography of Late Paleolithic Eurasia*. Actes du XIVe Congrès UISPP de Liège, 2 au 8 septembre 2001, BAR International Series 1122, p. 105-111, 5 fig.

LIMONDIN N. (1995) - « Late-Glacial and Holocene Malacofaunas from Archaeological sites in the Somme Valley (North France) », *Journal of Archaeological Science*, 22, p. 683-697, 8 fig., 2 tab.

LIMONDIN-LOZOUET N. (1997) - « Les successions malacologiques du Tardiglaciaire et du début de l'Holocène dans la vallée de la Somme » dans J.-P. FAGNART & A. THÉVENIN (dir.) : *Le Tardiglaciaire en Europe du Nord-Ouest*. Actes du 119e Congr. nat. Soc. hist. et Sc., Amiens 1994, éd. CTHS, Paris, p. 39-46, 3 fig.

LIMONDIN-LOZOUET N. (1998) - « Successions malacologiques du Tardiglaciaire weichsélien : corrélations entre séries du Nord de la France et du Sud-Est de la Grande-Bretagne », *Quaternaire*, 9, (3), p. 217-225, 6 fig.

LIMONDIN-LOZOUET N. & ANTOINE P. (2001) - « Palaeoenvironmental changes inferred from malacofaunas in the Late glacial and early Holocene fluvial sequence at Conty, northern France », *Boreas*, 30, p. 148-164, 7 fig., 2 tab.

LIMONDIN-LOZOUET N., BRIDAULT A., LEROYER C., PONEL P., ANTOINE P., CHAUSSÉ C., MUNAUT A.-V. & PASTRE J.-Fr. (2002) - « Évolution des écosystèmes de fond de vallée en France septentrionale au cours du Tardiglaciaire : l'apport des indicateurs biologiques » dans J.-P. BRAVARD & MAGNY (dir.) : *Les fleuves ont une histoire. Paléoenvironnement des rivières et des lacs français depuis 15 000 ans*. Éd. Errance, Paris, p. 45-62, 4 fig., 3 tabl.

MUNAUT A.-V. (1998) - « Synthèse de l'évolution de la végétation au Tardiglaciaire et à l'Holocène » dans P. ANTOINE (dir.) : *Le Quaternaire de la vallée de la Somme et du littoral picard*. Livret-guide de l'Ass. Fr. Ét. Quatern, excursion du 21 au 23 mai 1998, Impr. Conseil général de la Somme, Amiens, p. 84-87, 2 fig.

MUNAUT A.-V. & DEFGNEE A. (1997) - « Biostratigraphie et environnement végétal des industries du Tardiglaciaire et du début de l'Holocène dans le bassin de la Somme » dans J.-P. FAGNART & A. THÉVENIN (dir.) : *Le Tardiglaciaire en Europe du Nord-Ouest*. Actes du 119e Congr. nat. Soc. hist. et Sc., Amiens 1994, éd. CTHS, Paris, p. 27-37, 10 fig.

OLIVE M., AUDOUZE Fr. & JULIEN M. (2000) - « Nouvelles données concernant les campements magdaléniens du Bassin parisien » dans B. VALENTIN, P. BODU & M. CHRISTENSEN (dir.) : *L'Europe centrale et septentrionale au Tardiglaciaire. Confrontation des modèles régionaux de peuplement*. Actes de la Table ronde internationale de Nemours, 14 au 16 mai 1997, Mém. du Musée de Préhistoire d'Ile-de-France, 7, p. 289-304, 4 fig.

PASTRE J.-Fr., LEROYER C., LIMONDIN-LOZOUET N., CHAUSSÉ C., FONTUGNE M., GEBHARDT A., HATTÉ C. & KRIER V. (2000) - « Le Tardiglaciaire des fonds de vallée du Bassin parisien (France) », *Quaternaire*, 11, p. 107-122, 6 fig.

PASTRE J.-Fr., LEROYER C., LIMONDIN-LOZOUET N., ORTH P., CHAUSSÉ C., FONTUGNE M., GAUTHIER A., KUNESCH S., LEJEUNE Y & SAAD M.-C. (2002) - « Variations paléoenvironnementales et paléohydrologiques durant les 15 derniers millénaires : les réponses morphosédimentaires des vallées du Bassin parisien (France) » dans J.-P. BRAVARD & MAGNY (dir.) : *Les fleuves ont une histoire. Paléoenvironnement des rivières et des lacs français depuis 15 000 ans*. Éd. Errance, Paris, p. 29-44, 5 fig.

PERNAUD J.-M. (1997) - « Premiers résultats sur le paysage mésolithique de la vallée de la Somme à partir de l'anthracologie » dans J.-P. FAGNART & A. THÉVENIN (dir.) : *Le Tardiglaciaire en Europe du Nord-Ouest*. Actes du 119e Congr. nat. Soc. hist. et Sc., Amiens 1994, éd. CTHS, Paris, p. 47-53, 3 fig., 1 tabl.

VAILLANT J. & FAGNART J.-P. (1976) - « Paléolithique supérieur de la région de Saint-Quentin (Aisne) dans le legs d'Octave Carlier au musée d'Avesnes-sur-Helpe (Nord) », *Septentrion*, 6, p. 71-73, 1 fig.

VALENTIN B., BERNARD V., GAUDEFROY S. & PASTRE J.-Fr. (1990) - « Le site latènien des "Esquillons" et des "Trente Arpents" à Houdancourt (Oise). Fouilles de 1989 », *Revue archéologique de Picardie*, numéro spécial, 8, Amiens, p. 25-55, 23 fig.

VAN-VLIET-LANOE B., FAGNART J.-P., LANGOHR R. & MUNAUT A.-V. (1992) - « Importance de la succession des phases écologiques anciennes et actuelles dans la différenciation des sols lessivés de la couverture lœssique d'Europe occidentale : argumentation stratigraphique et archéologique », *Science du sol*, 30, p. 75-93, 5 fig.

BIBLIOGRAPHIE DU MÉSOLITHIQUE
(*article de Thierry* DUCROCQ)

Avertissement

La bibliographie ne comporte pas de rapports de fouilles mais des publications. Pour chaque opération de fouille le responsable est cité, sauf s'il s'agit du présent auteur.

Au sujet des plus anciennes publications, notamment sur le Tardenois, se reporter à ROZOY 1976, 1978, 1994 et HINOUT 2002. En ce qui concerne la plupart des comparaisons extra-régionales, se référer à DUCROCQ 2002.

ANTOINE P. (1997a) - « Évolution Tardiglaciaire et début Holocène de la moyenne vallée de la Somme », *Le Tardiglaciaire en Europe du Nord-Ouest*. 119e congrès annuel des Sociétés historiques et scientifiques, Amiens, octobre 1994, p. 13-26, 5 fig.

ANTOINE P. (1997b) - « Modifications des systèmes fluviatiles à la transition Pléniglaciaire-Tardiglaciaire et à l'Holocène : l'exemple du Bassin de la Somme (Nord de la France) », *Géographie physique et Quaternaire*, vol. 51, p. 93-106, 9 fig.

ANTOINE P. (1997c) - « Évolution Tardiglaciaire et début Holocène des vallées de la France septentrionale : nouveaux résultats », Comptes rendus, Académie des Sciences, *Sciences de la terre et des planètes*, t. 325, Paris, p. 35-42, 4 fig., 1 phot.

ANTOINE P. & DUCROCQ Th. (1998) - « Les tourbes du Bassin de la Somme : relation entre les systèmes fluviatiles et les occupations préhistoriques au Tardiglaciaire et à

l'Holocène », *Cahiers de Géographie Physique,* Université de Lille, 11, p. 12-27.

ANTOINE P., LIMONDIN N. & MUNAUT A.V. (1998) - « Évolution du système fluviatile de la Somme au Tardiglaciaire et au début de l'Holocène. Modification des systèmes fluviatiles » dans P. ANTOINE, *Le Quaternaire de la vallée de la Somme et du littoral picard.* Livret guide de l'excursion AFEQ, p. 67-78.

ANTOINE P.,MUNAUT A.V., LIMONDIN-LOZOUET N., PONEL P. & FAGNART J.-P. (2002) – « Réponse des milieux de fond de vallée aux variations climatiques (Tardiglaciaire et début Holocène) d'après les données du bassin de la Selle (Nord de la France). Processus et bilans sédimentaires » dans J.-P. BRAVARD & M. MAGNY (dir.), *Les fleuves ont une histoire. Paléo-environnement des rivières et des lacs français depuis 15 000 ans.* Éditions errance, Paris, p. 15-27, 5 fig.

BRIDAULT A. (1997) - « Chasseurs, ressources animales et milieux dans le Nord de la France de la fin du Paléolithique à la fin du Mésolithique », *Le Tardiglaciaire en Europe du Nord-Ouest.* 119e congrès annuel des Sociétés historiques et scientifiques, Amiens, octobre 1994, p. 166-176, 3 fig.

COMMONT V. (1913) - *Les hommes contemporains du renne dans la vallée de la Somme.* Mémoire de la Société des Antiquaires de Picardie, XXXVII, Amiens, p. 207-646, 154 fig., 1 carte.

COUDRET P. (1991) - « Saleux, "La Vierge Catherine" », *Bilan scientifique.* Service régional de l'Archéologie. DRAC de Picardie, Amiens, p. 100.

COUDRET P. (1992) - « Premières observations sur le gisement paléolithique supérieur final de "La Vierge Catherine" à Saleux (Somme) », *Bulletin de la Société Préhistorique Française,* 89, Paris, p. 42-47, 4 fig.

COUDRET P. (1993) - « Amiens. "Chemin de la Marine" », *Bilan scientifique.* Service régional de l'Archéologie, DRAC de Picardie, Amiens, p. 121.

COURTAUD P., DUDAY H., MARTIN H. & ROBIN K. (1999) - « La nécropole mésolithique de "La Vergne" (Charente-Maritime, France). dans THÉVENIN A. (ed.) & BINTZ P. (direct. scient.), *L'Europe des derniers chasseurs : Épipaléolithique et Mésolithique en Europe,* Ve colloque international UISPP - Commission XII, Grenoble (1995), p. 287-292, 2 fig., 4 photos.

DUCROCQ Th. (1987) - « Le gisement mésolithique récent de Gentelles (Somme) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 3-4, Amiens, p. 3-7, 5 fig., 3 tabl.

DUCROCQ Th. (1989) - « Le Mésolithique du "Marais de Hailles" (Somme). Paléolithique et Mésolithique du Nord de la France : nouvelles recherches », *Publication du Centre d'études et de Recherches Préhistoriques de l'Université de Lille*, 1, Lille, p. 97-107, 7 fig.

DUCROCQ Th. (1991a) - « Les armatures du Mésolithique final et du Néolithique ancien en Picardie : héritage ou convergence ? », *Mésolithique et Néolithisation en France et dans les régions limitrophes*, Actes du 113e congrès national des Sociétés savantes, Strasbourg, 1988, p. 425-436, 8 fig.

DUCROCQ Th.(1991b) - « Le Mésolithique ancien et moyen du Bassin de la Somme (Nord de la France). Données typologiques et premiers éléments de chronologie » ? *Bulletin de la Société Préhistorique Luxembourgeoise,* 1990, 12, p. 21-37, 6 fig., 4 tabl.

DUCROCQ Th. (1991c) - « Le "locus IV" du gisement mésolithique de Thennes (Somme), Paléolithique et Mésolithique du Nord de la France : nouvelles recherches II », *Publications du Centre d'études et de Recherches Préhistoriques de l'Université de Lille,* 3, Lille, p. 127-138, 7 fig., 4 tabl.

DUCROCQ Th. (1991d) - « Le Mésolithique des milieux humides du Bassin de la Somme : premières observations stratigraphiques. Paléolithique et Mésolithique du Nord de la France : nouvelles recherches II », *Publication du Centre d'études et de Recherches Préhistoriques de l'Université de Lille,* 3, Lille, p. 121-126, 5 fig.

DUCROCQ Th. (1993) - « Fouille d'un important gisement mésolithique au "Petit Marais" de La Chaussée-Tirancourt (Somme - France), *Notae Praehistoricae*, 12, p. 65-72, 3 fig.

DUCROCQ Th. (1996) - « Le Mésolithique du Nord-ouest du Bassin parisien, La Vie Préhistorique », *Société Préhistorique Française,* Paris, p. 316-319, 3 fig., 1 tabl.,

DUCROCQ Th. (1997). - « Contribution à l'étude du Mésolithique de la vallée de la Somme. Le Tardiglaciaire en Europe du Nord-Ouest. », dans A. THÉVENIN & J.-P. FAGNART, eds., *Actes du Congrès CTHS d'Amiens (1994),* p. 107-121, 11 fig.

DUCROCQ Th. (1998) - « Évolution du système fluviatile de la Somme au Tardiglaciaire et au début de l'Holocène. Les occupations mésolithiques des milieux humides » dans P. ANTOINE, *Le Quaternaire de la vallée de la Somme et du littoral picard,* Livret guide de l'excursion AFEQ, p. 90.

DUCROCQ Th. (1999) - « Le Mésolithique de la vallée de la Somme (Nord de la France) » dans A. THÉVENIN (ed.) & P. BINTZ (direct. scient.), *L'Europe des derniers chasseurs : Épipaléolithique et Mésolithique en Europe*, Ve colloque international UISPP - Commission XII, Grenoble (1995), p. 247-261, 8 fig.

DUCROCQ Th. (2001) - *Le Mésolithique du bassin de la Somme. Insertion dans un cadre morpho-stratigraphique, environnemental et chronoculturel.* Publications du CERP, 7, 255 p., 200 fig., 39 tabl.

DUCROCQ Th., BRIDAULT A. & MUNAUT A.V. (1991) - « Un gisement mésolithique exceptionnel dans le Nord de la France : "Le Petit Marais" de La Chaussée-Tirancourt (Somme) », *Bulletin de la Société Préhistorique Française,* 88, 9, Paris, p. 272-276, 3 fig.

DUCROCQ Th. & KETTERER I. (1995) - « Le gisement mésolithique du "Petit Marais" de La Chaussée-Tirancourt (Somme) », *Bulletin de la Société Préhistorique Française,* 92, 2, Paris, p. 249-259, 13 fig., 3 tabl.

DUCROCQ Th., LE GOFF I. & VALENTIN Fr. (1996) - « La sépulture secondaire mésolithique de La chaussée-Tirancourt (Somme) », *Bulletin de la Société Préhistorique Française*, 93, Paris, p. 211-216, 6 fig.

FAGNART J.-P. (1988) - *Les industries lithiques du Paléolithique supérieur dans le Nord de la France,* Revue Archéologique de Picardie, numéro spéc.ial, Amiens, 153 p., 98 fig., 25 tabl., 5 pl.

FAGNART J.-P. (1991) - « La fin du Mésolithique dans le Nord de la France. Mésolithique et Néolithisation en France et dans les régions limitrophes », *113e congrès national des Sociétés Savantes*, Strasbourg, 1988, p. 437-452, 7 fig., 2 tabl.

FAGNART J.-P. (1994). - « Saleux, "Les Baquets" », *Bilan scientifique,* Service régional de l'Archéologie, DRAC de Picardie, Amiens, p. 161-163, 1 photo.

FAGNART J.-P. (1995) - « Saleux, "Les Baquets" », B*ilan scientifique*, Service régional de l'Archéologie, DRAC de Picardie, Amiens, p. 117-120, 1 fig.

FAGNART J.-P. (1996) - *Préhistoire de la vallée de la Somme.* Publication du Conseil général de la Somme, Amiens, 41 p., 91 photos.

FAGNART J.-P., ROUSSEL M.-C. & J.-P. (1981) - « Le gisement mésolithique de "La Haute-Borne" à Beaulieu-les-Fontaines (Oise), *Revue archéologique de l'Oise,* 24, Compiègne ; p. 2-9, 4 fig., 3 tabl.

FAGNART J.-P. & VAILLANT J. (1982) - « Le gisement mésolithique de "La Gravière Merque" à Longpré-les-Corps-Saints », *Revue archéologique de Picardie*, 3-4, Amiens, p. 3-7, 5 fig., 3 tabl.

HINOUT J. (1964) - « Gisements tardenoisiens de l'Aisne », *Gallia Préhistoire*, VII, CNRS, Paris, p. 65-92, 36 fig.

HINOUT J. (1989a) - « Tardenoisien et Faciès de Maurégny dans le Bassin parisien » dans J.-P. MOHEN, *Le temps de la préhistoire*, 1, p. 346-347, 4 pl.

HINOUT J. (1989b) - « Le Sauveterrien au sud de la Seine » dans J.-P. MOHEN, *Le Temps de la préhistoire*, 1, p. 348-349, 6 pl.

HINOUT J. (1989c) - « Tableau chronologique de l'Épipaléolithique et du Mésolithique du Nord-Ouest de l'Europe (Bassin parisien) » dans J.-P. MOHEN, *Le Temps de la préhistoire*, 1, p. 340-341, 1 fig.

HINOUT J. (1989d) - « Le Mésolithique dans l'Europe du Nord-Ouest » dans J.-P. MOHEN, *Le Temps de la préhistoire,* 1, p. 165-167, 4 fig.

HINOUT J. (1989e) - « Le gisement tardenoisien final du "Bois de Chinchy", commune de Villeneuve-sur-Fère (Aisne) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 3/4, Amiens, p. 15-26, 10 fig.

HINOUT J. (1989f) - « Les gisements mésolithiques du Bois de Saponay (Aisne) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 1/2, Amiens, p. 3-12, 11 fig.

HINOUT J. (1990) - « Le Tardenoisien final III. Le gisement de "La Baillette" à Oulchy-la-Ville (Aisne) », *Bulletin de la Société Préhistorique Française,* 87, Paris, p. 241-249, 10 fig.

HINOUT J. (1991a) - « Quelques aspects de la Préhistoire du Tardenois. IV. Le gisement mésolithique de Maurégny-en-Haye (Aisne), lieu-dit "Le Grand Marais", *Préhistoire et Protohistoire en Champagne-Ardenne,* 15, p. 45-59, 13 fig.

HINOUT J. (1991b) - « Le gisement mésolithique de Bonneuil-en-Valois (Oise), lieu-dit "Lieu Restauré" », *Bulletin de la Société Préhistorique Française.* t. 88, 6, Paris, p. 178-186, 10 fig.

HINOUT J. (1993) - « Le gisement mésolithique de Villeneuve-sur-Verberie lieu-dit "Le Margamin" (Oise) », *Revue archéologique de Picardie*, Amiens, p. 3-18, 11 fig.

HINOUT J. (1994) - « Le gisement tardenoisien moyen de Saint-Jean-aux-Bois (Oise), lieu-dit "Le Carrefour de l'Étang de Saint-Jean" », *Revue archéologique de Picardie,* Amiens, p. 3-18, 12 fig.

HINOUT J. (1997) - « Évolution des ensembles industriels mésolithiques dans le Bassin parisien par l'analyse des données », Actes du Congrès CTHS d'Amiens (1994). *Le Tardiglaciaire en Europe du Nord-Ouest.*, p. 223-230, 5 fig.

HINOUT J. (2000) - « L'art rupestre des grottes et des abris des massifs gréseux du Bassin parisien », P*réhistoire et Protohistoire en Champagne-Ardenne,* 24, p. 45-92, 97 fig.

HINOUT J. (2002) - « Le Mésolithique dans le Bassin parisien. Essai de synthèse », *Préhistoire et Protohistoire en Champagne-Ardenne*, t. 26, p. 15-90, 72 fig.

KETTERER I. (1997) - « Les techniques et l'économie du débitage mésolithique d'Hangest "Gravière II Nord" », Actes du Congrès CTHS d'Amiens (1994), *Le Tardiglaciaire en Europe du Nord-Ouest.* p. 123-137, 13 fig., 1 tabl.

LE GOFF I. (2000) - « Une incinération mésolithique à La Chaussée-Tirancourt "Le Petit Marais" (Somme) », *MESO 1997*, Actes de la table ronde de Lausanne, Épipaléolithique et Mésolithique, p. 115-118, 4 fig.

LIMONDIN N. (1995) - « Late-Glacial and Holocene Malacofaunas from Archeological Sites en the Somme Valley (North France) », *Journal of Archaeological Science*, 22, p. 683-698, 8 fig., 2 tabl.

LIMONDIN-LOZOUET N. (1997) - « Les successions malacologiques du Tardiglaciaire et du début de l'Holocène dans la vallée de la Somme », 119e Congrès annuel des sociétés historiques et scientifiques, *Le Tardiglaciaire en Europe du Nord-Ouest*, Amiens, octobre 1994, p. 39-46, 3 fig.

LIMONDIN-LOZOUET N. (1998) - « Évolution du système fluviatile de la Somme au Tardiglaciaire et au début de l'Holocène. Les résultats malacologiques » dans P. ANTOINE, *Le Quaternaire de la vallée de la Somme et du littoral picard*. Livret guide de l'excursion AFEQ. p. 79-83.

LIMONDIN-LOZOUET N. (2002) - « Impact des oscillations climatiques du Tardiglaciaire sur l'évolution des malacofaunes de fond de vallée en Europe du Nord-Ouest » dans H. RICHARD & A. VIGNOT (eds) : *Équilibres et ruptures dans les écosystèmes depuis 20 000 ans en Europe de l'Ouest*, Presses Universitaires Franc-Comtoises, Besançon, p. 45-51.

MÉNIEL P. (1984) - *Contribution à l'histoire de l'élevage en Picardie du Néolithique à la fin de l'Age du fer, Revue archéologique de Picardie*, n° spécial, 56 p., 52 fig., 2 microfilms.

MENNESSON P. (1997) - *Approche typologique, technologique et spatiale des niveaux mésolithiques du gisement de Saleux. "La Vierge Catherine" (Somme)*. Mémoire de Maîtrise de Géographie physique (option Préhistoire) de l'Université des Sciences et Technologies de Lille, 154 p., 37 fig., 21 ann.

MUNAUT A.-V. (1998) - « Évolution du système fluviatile de la Somme au Tardiglaciaire et au début de l'Holocène. Synthèse de l'évolution de la végétation au tardiglaciaire et à l'Holocène » dans P. ANTOINE, *Le Quaternaire de la vallée de la Somme et du littoral picard*. Livret guide de l'excursion AFEQ, p. 84-87.

MUNAUT A.-V. & DEFGNÉE A. (1997) - « Biostratigraphie et environnement végétal des industries du Tardiglaciaire et du début de l'Holocène dans le bassin de la Somme », 119e Congrès annuel des Sociétés historiques et scientifiques, *Le Tardiglaciaire en Europe du Nord-Ouet*, Amiens, octobre 1994, p. 27-37, 10 fig.

PARENT R. (1967) - « Le gisement tardenoisien de "L'Allée Tortue" à Fère-en-Tardenois (Aisne) », *Bulletin de la Société Préhistorique Française*, 64, Paris, p. 187-208, 9 fig.

PARENT R. (1973) - « Fouille d'un atelier tardenoisien à "La Sablonnière" de Coincy (Aisne) », *Bulletin de la Société Préhistorique Française*, 70, Paris, p. 337-351, 8 fig.

PARENT R. (1977) - « Notes sur les datations de deux gisements tardenoisiens de l'Aisne (Montbani et Sablonnière) », *XXIe Congrès Préhistorique de France*, Martigues, 1974, p. 473-475.

PARENT R. (1980) - « L'occupation du sol par les chasseurs tardenoisiens du Tardenois », *Travaux de l'Institut d'Art Préhistorique de l'Université de Toulouse le Mirail*, XXII, Toulouse, p. 381-386, 2 fig.

PARENT R. & PLANCHAIS N. (1972) - « Nouvelles fouilles sur le site tardenoisien de Montbani (Aisne) - 1964-1968 », *Bulletin de la Société Préhistorique Française*, 69, Paris, p. 508-532, 14 fig.

PASTRE J.-Fr., LEROYER C., LIMONDIN-LOZOUET N., ORTH P., CHAUSSÉ C., FONTUGNE M., GAUTHIER A., KUNESCH S., LE JEUNE Y. & SAAD M.-C. (2002) – « Variations paléoenvironnementales et paléohydrologiques durant les 15 derniers millénaires : les réponses morphosédimentaires des vallées du Bassin Parisien (France) » dans J.-P. BRAVARD & M. MAGNY (dir.), *Les fleuves ont une histoire. Paléo-environnement des rivières et des lacs français depuis 15 000 ans*. Éditions errance, Paris, p. 29-44, 5 fig., 1 tabl.

PERNAUD J.-M. (1997) - « Premiers résultats anthracologiques sur le paysage mésolithique de la vallée de la Somme », 119e Congrès annuel des Sociétés historiques et scientifiques, *Le Tardiglaciaire en Europe du Nord-Ouest*. Amiens, octobre 1994, p. 47-53, 3 fig., 1 tabl.

ROZOY J.-G. (1968) - « La datation de "La Chambre des Fées" et son attribution chronologique relative », *Bulletin de la Société Préhistorique Française*, 2, Paris, p. 38-40 fig.

ROZOY J.-G. (1969) - « Typologie de l'Épipaléolithique (Mésolithique) franco-belge. Réunion de 5 separata », *Bulletin de la Société Préhistorique Française*, 1966, 1967, 1968, Paris, 121 p., 35 fig.

ROZOY J.-G. (1976) - « Les cultures de l'Épipaléolithique-Mésolithique dans le Bassin de la Somme, en Picardie et en Artois », *La Préhistoire Française*, Paris CNRS, 1-2, p. 1478-1480, 1 fig.

ROZOY J.-G. (1978) - *Les derniers chasseurs. L'Épipaléolithique en France et en Belgique. Essai de synthèse*, Bulletin de la Société Archéologique Champenoise, 3 vol., 1 256 p., 81 tabl., 294 fig., 259 pl. h. t.

ROZOY J.-G. (1993) - « Les problématiques successives de l'Épipaléolithique ("Mésolithique") », *Bulletin de la Société Préhistorique Française*, 90, 5, Paris, p. 340-351, 9 fig.

ROZOY J.-G. (1994a) - « Techniques de délimitation des cultures épipaléolithiques : la culture de la Somme. Dans Mésolithique entre Rhin et Méditerranée », *Actes de la Table Ronde de Chambéry*, 1992, Association Départementale pour la Recherche Archéologique en Savoie, DRAC de Rhône-Alpes, p. 85-105, 11 fig., 3 tabl.

ROZOY J.-G. (1994b) – « Les sites éponymes du Mésolithique », *Bulletin de la Société Préhistorique française*, 91, 1, Paris, p. 61-63, 1 fig.

ROZOY J. -G. (1995) - « Les limites spatiales du Tardenoisien-Nord » dans A. THÉVENIN (dir.). *Épipaléolithique et Mésolithique entre Seine et Rhin*, Table ronde d'Ancerville (1989), Paris, Les Belles-lettres, p. 119-124, 7 fig. (Annales Littéraires de l'Université de Besançon, Série Archéologique 41).

ROZOY C. & J.-G. (1998) - « Les camps tardenoisiens de Tigny (Aisne) », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3/4, Amiens, p. 3-29, 16 fig., 2 tabl.

ROZOY C. & J.-G. (2000) - « "L'Allée Tortue" à Fère-en-Tardenois (Aisne) : un site mésolithique complexe », *Bulletin de la Société Préhistorique Française*, 97, Paris, p. 5-56, 63 fig., 7 tabl.

ROZOY C. & J.-G. (2002) – *Les camps mésolithiques du Tillet : analyses typologique, typométrique, structurelle et spatiale*. Société Préhistorique Française, Travaux 2, Paris, 145 p., 80 fig., 82 tabl.

ROZOY J.-G. & SLACHMUYLDER J.-L. (1990) - « "L'Allée-Tortue" à Fère-en-Tardenois (Aisne - France). Site éponyme du Tardenoisien récent » dans P.-M. VERMEERSCH & P. VAN PEER (eds), *Contribution to the Mesolithic in Europe*, Leuven University Press, p. 423-433, 10 fig.

SOMMÉ. (1999) - « L'évolution de la plaine maritime de la mer du Nord (France) et la formation du Pas-de-Calais », *Archéologie du littoral Manche - Mer du Nord, Bulletin des Amis du Vieux Calais*, n° 160-161-162, p. 430-441, 3 fig.

TOUPET Chr. (1972) – « Face à la confluence de l'Aisne et de l'Oise découverte d'un site archéologique Clairoix (Oise) », *Revue archéologique du Nord-Est de l'Oise*, t. 2, Compiègne, p. 7-16, 8 fig., 1 pl., 2 tabl.

VALENTIN B. & DUCROCQ Th. (1992) - « Le site mésolithique de "La Bouche d'Oise" à Choisy-au-Bac (Oise) », *Fouilles dans les sablières de la moyenne vallée de l'Oise en 1990*, dans Fr. MALRAIN & Fr. PRODÉO dir., CRAVO, Valbonne, p. 67-92, 19 fig., 3 tabl.

VALENTIN F. (1996) - « Le squelette mésolithique du "Petit Marais" de La Chaussée-Tirancourt (Somme, France) », *Compte rendu de l'Académie des Sciences*. Paris, t 321, série IIa, p. 1063-1067.

VALENTIN F. & LE GOFF I. (1998) - « La sépulture secondaire de La Chaussée-Tirancourt : fractures sur os frais ou sur os secs ? », *L'Anthropologie*, Paris, t. 102, 1, p. 91-95, 3 fig., 1 tabl.

VALENTIN F., ROTH H. & SIMON C. (1999) - « Situation des squelettes de La Chaussée-Tirancourt (Somme, France) et du Bichon (Neuchâtel, Suisse) dans le cadre des populations épipaléolithiques et mésolithiques d'Europe : analyse préliminaire » dans A. THÉVENIN (ed.) & P. BINTZ (direct. scient.), *L'Europe des derniers chasseurs : Épipaléolithique et Mésolithique en Europe*, Ve colloque international UISPP - Commission XII, Grenoble (1995), p. 31-37, 6 fig.

VERJUX C. & DUBOIS J.-P. (1997) - « Rites funéraires originaux à Auneau (Eure et Loire) », Actes du Congrès CTHS d'Amiens (1994), *Le Tardiglaciaire en Europe du Nord-Ouest*, p. 265-277, 8 fig.

LA RECHERCHE ARCHÉOLOGIQUE SUR LE NÉOLITHIQUE EN PICARDIE

Jérôme DUBOULOZ *, Françoise BOSTYN **, Michèle CHARTIER***,
Richard COTTIAUX **** & Mariannick LE BOLLOCH *****

L'occasion était belle, avec ce bilan à visée officiellement gestionnaire, de tenter une synthèse scientifique et méthodologique la plus exhaustive possible, pour avancer dans l'intégration des données néolithiques existantes. La composante documentaire était essentielle dans ce projet dont l'intérêt et la fiabilité reposent sur la prise en compte du plus grand nombre de données possible, dans l'espace le plus représentatif. Inventaires, définition et mise en place du système informatique de gestion de ces données, cartographie automatique raisonnée, analyses statistiques ont donc été appliqués à deux bases de données réalisées pour l'occasion : une base des références bibliographiques et un inventaire des gisements et occupations fouillés.

Près de 800 titres ont d'abord été rassemblés, compilés et indexés finement pour réaliser la base des références bibliographiques. L'examen de son contenu permet de déterminer les forces et les faiblesses du travail d'analyse et de diffusion des résultats déjà effectués.

L'inventaire des sites néolithiques, riche de près de 300 occurrences, a donné lieu à une indexation assez poussée, en termes de localisation, chronologie, caractérisation fonctionnelle, vestiges mobiliers. Par la faute d'une grande disparité des intervenants (formation individuelle, insertion institutionnelle…) et d'une faiblesse certaine des outils administratifs existants pour le questionnement scientifique, il a fallu en partie recompiler la documentation brute pour répertorier bon nombre de sites connus par la fouille.

À l'échelle de tout le Néolithique, l'importance de l'Archéologie préventive est frappante : les 3/4 des sites fouillés ces 40 dernières années (80 % du total) sont issus de l'archéologie préventive et de sauvetage ; la quasi-totalité des sites importants en sont également l'œuvre. Ils se concentrent de manière évidente sur les secteurs choisis, il y a plusieurs décennies, pour le développement des grands programmes de fouille multi-institutionnels (vallées de l'Aisne et de l'Oise). Ces terrains constituent donc les meilleurs espaces de réflexion et d'étude disponibles aujourd'hui.

Il apparaît qu'en zone de forte sensibilité archéologique, un tiers des surfaces d'aménagement surveillées recèle des vestiges néolithiques, accompagnés le plus souvent d'autres vestiges protohistoriques et/ou historiques. Ces derniers sont, par ailleurs, reconnus sur bien plus de la moitié des surfaces surveillées. Il est aussi avéré, d'une manière quasi tautologique, que la variété des données archéologiques enregistrées augmente avec les surfaces concernées, tout comme leur qualité croît avec les surfaces, lorsqu'elles sont ouvertes d'un seul tenant.

Au-delà de ces résultats méthodologiques qui, espérons-le, contribuent à baliser la réflexion collective sur les exigences et les contraintes de l'approche de terrain, un tel bilan « exhaustif » permet de synthétiser avec une certaine fiabilité les principaux acquis et déficits de nos connaissances sur le Néolithique du Nord de la France. Il permet ainsi d'estimer précisément les niveaux de compréhension et d'interprétation qu'on peut atteindre à partir de la documentation existante et d'évaluer les besoins documentaires les plus prégnants.

Contrairement, peut-être, aux apparences, ces lacunes essentielles sont bien plus « lourdes » que les acquis, aussi bien pour la compréhension spatiale des phénomènes que pour celle concernant l'organisation, le « fonctionnement » et l'évolution des premières sociétés paysannes du Bassin parisien. On le voit bien pour le millénaire du Néolithique récent/final, dont la documentation disponible est fondamentalement déficiente, à quelques exceptions près. Mais on le voit tout aussi bien pour les millénaires précédents, dont l'état réel des connaissances, essentiellement ponctuelles et fragmentaires, tranche étonnamment avec leur renommée habituelle.

* CNRS, UMR 7041, Protohistoire européenne,
MAE René Ginouvès, 21 allée de l'Université
F - 90023 NANTERRE CEDEX

** INRAP Nord-Picardie, UMR 7055, Préhistoire et technologie, MAE René Ginouvès,
F - 92023 NANTERRE CEDEX

*** Université de Paris I, UMR 7041, Proto. europ.
MAE 21 allée René Ginouvès,
F - 92023 NANTERRE CEDEX

**** INRAP Centre-Ile de France, UMR 7041, Proto. europ.
MAE René Ginouvès, F - 90023 NANTERRE CEDEX

***** SRA Picardie, UMR 7041, Protohistoire européenne
Centre archéologique départemental,
impasse du commandant Gérard
F - 02200 SOISSONS

LES SOURCES DE L'ÉTUDE

Les fichiers sites

Comme on devait s'y attendre pour un tel bilan, il n'existait pas au départ de recensement des sites, raisonné, centralisé, disponible et exploitable ; il fallait donc tout d'abord constituer cet outil documentaire de référence, sous un format moderne et suffisamment détaillé pour pouvoir procéder à des tris et recherches thématiques et géographiques significatifs. Heureusement pour les responsables de ce bilan, une large prise en charge des fouilles et de leur exploitation existe depuis longtemps dans différents programmes de recherches et par de nombreux doctorants. La base de données pour établir cette nouvelle référence documentaire existait donc (*Équipe de Protohistoire européenne - UMR 7041, Laboratoire de Protohistoire - Université de Paris I, PCR III^e millénaire - Ministère de la Culture,* fichiers de thèse et fichiers personnels - Fr. Bostyn et J. Dubouloz), mais elle devait être totalement recompilée, homogénéisée et complétée.

Les fichiers bibliographiques des différents intervenants

Tout comme pour les sites eux-mêmes, la bibliographie a nécessité la compilation et le reformatage de plusieurs sources informatisées constituées par les acteurs des différents programmes de recherches et par les doctorants (*Équipe de Protohistoire européenne - UMR 7041, Laboratoire de Protohistoire - Université de Paris I, PCR III^e millénaire - Ministère de la Culture,* fichiers de thèse et fichiers personnels - Fr. Bostyn, J. Dubouloz & R. Cottiaux). L'option suivie d'une certaine exhaustivité et d'une indexation assez précise, permettant une utilisation intéressante de cette nouvelle base documentaire (tris et recherches thématiques et géographiques significatifs), a rendu nécessaire un long travail de classification et d'ajouts.

La carte archéologique

Cet outil, peu adapté à ce type de bilan documentaire, a donc été peu utilisé. L'utilité d'un reversement à la carte archéologique des informations rassemblées dans notre inventaire devra être envisagée et sa faisabilité étudiée.

LA BASE DE DONNÉES

LES SITES NÉOLITHIQUES CONNUS PAR LA FOUILLE

La constitution du fichier site

Réalisé sous *FileMaker Pro* (compatible *Mac Os* et *Windows*), le fichier devait permettre de procéder facilement à des tris, à des recherches géographiques et thématiques et à des présentations diverses selon les besoins (simple recherche, affichage détaillé, impression rapide ou soignée). L'intention de le « mettre en ligne » a présidé, dès le départ, à son élaboration.

Quatre problèmes généraux devaient être abordés pour aboutir à une base documentaire utile et pratique : celui concernant la notion même de site, celui de la localisation, celui de la chronologie, celui enfin de la description minimale souhaitable.

Sur la notion de site

Depuis longtemps maintenant, et singulièrement avec la pratique des grands et très grands décapages en continu, la notion de site a subi la dure épreuve des faits. Loin de la conception ancienne, mais encore parfois sous-jacente aux pratiques tant administratives que scientifiques, la notion de site recouvre une réalité diverse et complexe. Au gisement, envisageable comme un espace recelant des traces et vestiges archéologiques en général, on ajoutera le « site-période » qui correspond à une occupation chronologiquement et fonctionnellement cohérente. Cette dernière notion, même si elle est plus « opérationnelle » que la première, reste lâche car dépendante de la résolution chronologique accessible. Aussi le site-période pourra ne pas avoir strictement la même signification au Rubané qu'au Chasséen ou au SOM, par exemple.

L'espace lui-même de ces gisements et sites-période doit aussi être réévalué ; à la conception classique de l'espace défini par les structures, le bâti ou l'aménagé en général, il faut substituer l'ensemble de l'aire qui a été utilisée pour le fonctionnement du site, à une échelle de temps donnée : les espaces vides, réservés, à l'intérieur d'une aire occupée voire en pourtour, et les espaces apparemment moins densément anthropisés doivent être repérés et enregistrés comme autant d'informations sur la nature, l'organisation et l'évolution des installations concernées.

Enfin, l'importance d'un site et son intérêt ne doivent plus reposer sur les seuls critères d'abondance des vestiges, de leur caractère exceptionnel, voire muséal, mais sur leur implication concrète dans la recherche : c'est-à-dire sur leur capacité à nourrir les problématiques les mieux définies, voire à en définir de nouvelles. Pour le seul Néolithique picard, on peut, ainsi, considérer une quarantaine de sites-période comme essentiels par leur apport à la recherche, indépendamment de leur apparence plus ou moins impressionnante ou de la « richesse » de leur mobilier (fig. 1 ; annexe I).

RAP - n° 3/4, 2005, Jérôme Dubouloz, Françoise Bostyn, Michèle Chartier, Richard Cottiaux & Mariannick Le Bolloch, *La recherche archéologique sur le Néolithique en Picardie*

Localisation et chronologie

Pour les besoins de ce travail, nous nous sommes contentés d'une indexation principale assez grossière ; lorsqu'une information plus précise était disponible, elle a fait l'objet d'une indexation secondaire, permettant d'en garder la trace. L'indexation opérationnelle repose donc sur la localisation des sites-période par commune et lieu-dit cadastral, et leur cartographie est fondée sur le centroïde des communes.

Le découpage chronologique reprend les grands chapitres du Néolithique du Nord de la France - Néolithique ancien correspondant à la succession RRBP - VSG ; Néolithique moyen 1 et 2 correspondant à la succession Cerny-cycle Chasséen/Michelsberg ; Néolithique récent-final correspondant à la succession SOM-Gord-Campaniforme-Épicampaniforme.

Éléments de description minimale

Outre les informations spatiales, chrono-culturelles et contextuelles de base, il a paru utile d'indexer également quelques éléments sur le contexte archéologique (type de fouille, de site, de vestiges) et d'offrir des références bibliographiques.

Une description particulière s'applique aux sites dont l'importance documentaire est considérée comme fondamentale pour l'élaboration ou le traitement des problématiques archéologiques et anthropologiques les plus élaborées (annexe I).

La cartographie par le logiciel *ArcInfo*

Compte tenu des options prises dans la définition chronologique et spatiale des sites, la cartographie ne pouvait pas être obtenue automatiquement à partir du système central du Ministère de la Culture (Drakkar-Patriarche) ; c'est là un problème banal des difficultés rencontrées par les systèmes de gestion face aux questionnements et besoins de nature plus scientifique. Un système de cartographie a donc été mis au point par Michèle Chartier pour l'occasion (*Équipe de Protohistoire européenne-UMR 7041*), qui tient compte des objectifs d'un tel bilan et de l'échelle spatiale imposée.

- Le Modèle Numérique de Terrain (MNT), récupéré sur le réseau Internet, est un document NASA mis à la disposition des internautes (edcdaac.usgs.gov/gtopo30/gtopo30.html) : il offre les grandes lignes du relief et du réseau hydrographique.
- Une localisation des sites au centroïde des communes, déjà mise en œuvre dans le cadre du PCR III^e millénaire (Ministère de la Culture, Salanova 2003), a semblé d'une précision suffisante : elle oblige néanmoins à de nombreux récapitulatifs pour tenir compte de la multiplicité des lieux-dits de fouille, de périodes représentées, voire de types d'occupation dans la plupart des communes. Cette

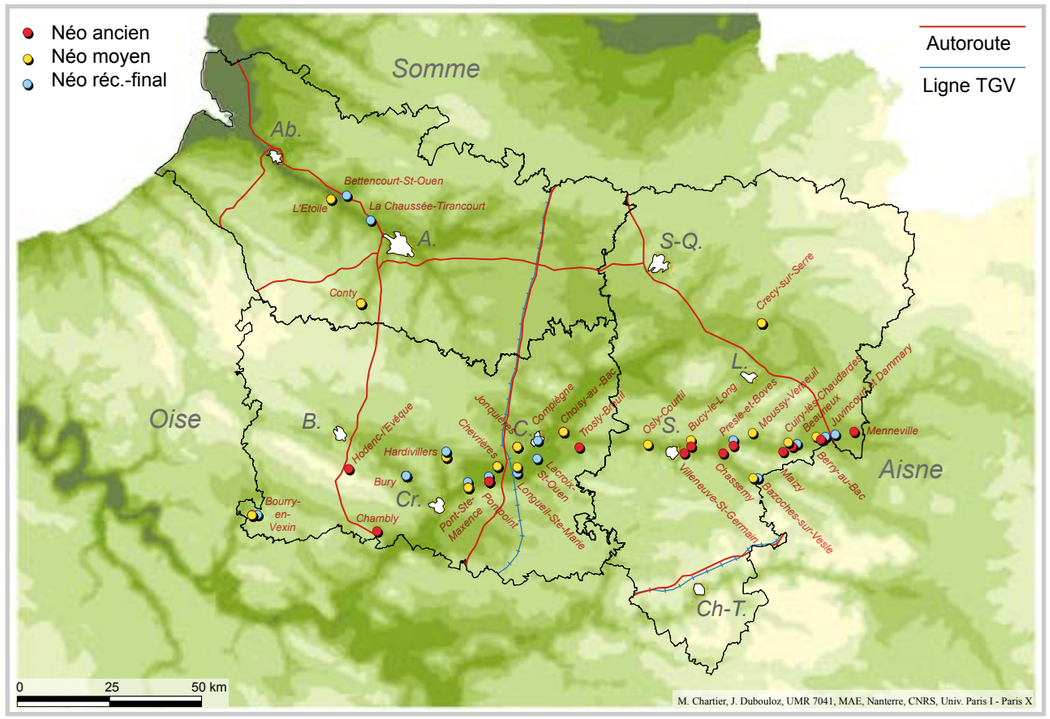


Fig. 1 - Carte de localisation des sites néolithiques essentiels

localisation est issue de la Base de donnée INSEE (36 000 communes).
- Les tracés linéaires (TGV et autoroutes) ont été numérisés pour l'occasion.
- S'agissant de réaliser une simple cartographie et en aucune manière un véritable système d'information géographique (SIG), l'essentiel des difficultés se posait dans le domaine de la sémiologie graphique. Les auteurs (M. Chartier et J. Dubouloz) ont choisi de représenter les périodes dans un système de couleur allant du rouge foncé au bleu (du plus ancien au plus récent). Les critères thématiques retenus pour être cartographiés sont représentés par l'intermédiaire de symboles simples suggérant le plus possible la réalité évoquée. Le quantitatif a été traité, quand cela semblait utile, par des cercles proportionnels.

LA BIBLIOGRAPHIE DU NÉOLITHIQUE DE PICARDIE

Un souci général de tendre également dans ce domaine vers l'exhaustivité nous a conduits à constituer un fichier bibliographique capable de supporter un questionnement assez élaboré : par année et auteur, mais aussi par site, période chronologique, type de publication, thème(s) traité(s), etc. Réalisé également sous *FileMaker Pro* ce fichier contient à ce jour 785 titres.

Bien que la compilation des fichiers disponibles ait été menée à bien et qu'un grand nombre de références y ait été ajoutées, il est certain que l'exhaustivité de ce dépouillement n'est pas totale ; notamment concernant les articles monographiques publiés dans certaines revues locales, ou anciennement, et les rapports de fouille. Il reste que les titres rassemblés dans ce fichier représentent, sans aucun doute, très bien, la quantité et la qualité des publications et autres textes produits sur le Néolithique de Picardie. Les quatre courts chapitres qui suivent se proposent d'en résumer le contenu analytique.

Contenu général

Par ordre de quantité croissante, les types de travaux produits se répartissent comme suit :
- ouvrages, monographies, publications de diplômes et catalogues d'expo : 39 ;
- manuscrits de Doctorats, DEA et Maîtrises : 61 ;
- notices et brochures : 126 ;
- rapports de fouille et de diagnostic : 200 ;
- articles monographiques et de synthèse : 358.

On y constate la domination des articles et des rapports de fouille-diagnostic et la faiblesse des monographies. En comparaison de ces dernières, les mémoires de thèses, DEA et Maîtrise sont bien représentés : près de 8 %.

La répartition par grandes périodes chronologiques illustre d'autres aspects de cette masse bibliographique (tab. I) :
• Le Néolithique ancien est plutôt mieux « publié » que les autres périodes : 36 % des références pour 20 % des occupations « fouillées ». Près des trois-quarts de ces références sont, à parts égales, des rapports ou des articles ;
• Le Néolithique moyen représente 30 % des références pour 27 % des occupations « fouillées ». La distribution entre les différents types de travaux se rapproche de celle du Néolithique ancien ;
• Le Néolithique récent pèse pour 34 % des références bibliographiques, mais pour 53 % des occupations « fouillées ». Les articles dominent avec les notices (près des trois-quarts des références) au détriment des rapports et singulièrement des mémoires de diplômes universitaires. Concernant une bibliographie de sites fouillés, ces disparités sont étonnantes et significatives d'un investissement scientifique très différent : ancienneté des premières recherches sur cette période et tradition universitaire très axée sur l'étude anthropologique.

La bibliographie du Néolithique ancien (RRBP, VSG)

Articles et rapports constituent donc les principaux types de références bibliographiques disponibles. Notons, cependant, que les mémoires de Thèses, DEA et Maîtrises pèsent ensemble pour 12 % du total, soit plus d'une quarantaine de titres (tab. II). Ouvrages et monographies sont peu représentés, au regard de leur nécessité pour la recherche : 6 %, soit 21 titres.

On y observe la prédominance des études de sites (sous forme de rapports principalement) et des études thématiques (essentiellement sous forme d'articles et de mémoires de diplômes). Les études d'industries (< 20 % des titres) sont presque

	Total	Ouvrages monographies	Thèses de Doctorat	Mém. de DEA, Maîtrise	Rapports	Articles	Notices et brochures
Néo. anc.	342	6 %	5 %	7 %	35 %	37 %	9 %
Néo. moy.	289	7 %	3,5 %	3,5 %	33 %	39 %	10 %
Néo. réc.	323	8 %	1,5 %	2,5 %	13 %	49 %	23 %

Tab. I - Répartition par types de publication.

exclusivement sous forme d'articles ou de mémoires de diplômes et les synthèses, encore peu nombreuses (12 % des titres), se partagent entre articles et ouvrages. Dans les études thématiques, la faune et l'environnement dominent l'habitat et le funéraire, quand le silex et la céramique dominent les études d'industries.

On peut, ainsi, opposer le couple dominant « étude de site » - rapports / « études thématiques et d'industries » - articles, au couple Manuscripts / «Synthèse » - articles-ouvrages. Cette structuration des travaux produits et des publications paraît d'une grande cohérence et signale clairement qu'une étape terminale de l'exploitation des données de fouille n'est pas encore atteinte à grande échelle.

La bibliographie du Néolithique moyen (Cerny, Rössen tardif, Michelsberg, Chasséen)

Articles et rapports constituent de nouveau les principaux types de références bibliographiques disponibles (tab. III). On note, cependant, que les mémoires de Thèses, DEA et Maîtrises ne pèsent plus que 7 % du total, soit encore une vingtaine de titres. Il faut également remarquer, comme pour le Néolithique ancien, le faible poids des ouvrages et des monographies : 7 %, soit 21 titres. On y observe exactement la même structuration dans la répartition des sujets et des supports que pour le Néolithique ancien et le même déficit de publications exhaustives.

La bibliographie du Néolithique récent et final (SOM, Gord, Campaniforme…)

À l'inverse des deux autres périodes, articles, notices et brochures constituent ici près des 3/4 des références bibliographiques disponibles (tab. IV). Les mémoires de Thèses, DEA et Maîtrises ne pèsent ensemble que pour 4 % du total, soit seulement une douzaine de titres. On constate, enfin, le faible poids des rapports : 13 %, soit 45 titres seulement. Le profil des références bibliographiques du Néolithique récent et final rassemblées dans ce fichier diffère sensiblement de ceux des périodes précédentes : la part importante de fouilles anciennes dans le recensement joue ici son rôle de filtre sur les caractéristiques bibliographiques (un tiers des références datent d'avant 1960).

À l'opposé des périodes précédentes, on observe, pour le Néolithique récent et final, une prédominance des études thématiques (principalement sous forme d'articles et de notices). Loin derrière, les études de sites et les synthèses régionales sont dominées par les articles et/ou les ouvrages. Les études d'industries, beaucoup moins nombreuses (5 % des titres) révèlent une documentation encore peu abondante. C'est le funéraire qui domine ici les études thématiques, en proportion de son importance dans l'inventaire des occupations « fouillées », quand le silex et la céramique dominent la très faible part dévolue aux études d'industrie.

	Synthèse régionale	Étude de site	Étude d'industrie		Étude thématique	
Total	41	120	66		102	
Rapports		84	4		15	
Articles	22	30	40		54	
Diplômes	4	3	19		26	
Ouvrages	13	1	3		6	
Notices		2			1	
			Silex	29	Faune	22
			Céramique	21	Environ.	25
			Os, B. de C.	13	Habitat	13
			Parures	9	Funéraire	11

Tabl. II - Répartition des sujets étudiés dans la bibliographie du Néolithique ancien (95 % des titres ; seuls les totaux en colonne sont justes, du fait des possibilités de réponses multiples)

	Synthèse régionale	Étude de site	Étude d'industrie		Étude thématique	
Total	42	101	45		76	
Rapports		74	5		17	
Articles	23	24	28		40	
Diplômes	3	1	10		13	
Ouvrages	15	1	2		5	
			Silex	20	Faune	19
			Céramique	19	Environ.	16
			Os, B. de C.	11	Habitat	7
			Parures	1	Funéraire	6

Tab. III - Répartition des sujets étudiés dans la bibliographie du Néolithique moyen (seuls les totaux en colonne sont justes, du fait des possibilités de réponses multiples)

	Synthèse régionale	Étude de site	Étude d'industrie		Étude thématique
Total	31	65	17		150
Rapports		24	3		14
Articles	13	36	10		114
Diplômes		1	2		9
Ouvrages	17	3			4
			Silex 12	Faune	
			Céramique 8	Environ.	14
			Os, B. de C. 2	Habitat	1
			Parures 3	Funéraire	123

Tab. IV - Répartition des sujets étudiés dans la bibliographie du Néolithique récent et final (81 % des titres)

Nous pouvons, ainsi, considérer le couple « études thématiques » - articles/« funéraire » comme la configuration la plus représentative de la bibliographie du Néolithique récent et final.

Conclusions

Les profils bibliographiques des fouilles du Néolithique ancien et moyen semblent cohérents avec un fort investissement sur le terrain et une exploitation des données bien avancée, mais encore loin de la maturité. Celui concernant les fouilles du Néolithique récent et final illustre à la fois un profond déséquilibre dans les sujets traités et une documentation non funéraire encore déficiente. La découverte récente d'habitats et de structures funéraires en contexte préventif semble remettre la recherche sur cette période dans un protocole scientifique moins segmentaire.

Toutes périodes confondues cependant, l'étape terminale de l'exploitation des données à grande échelle reste sous-developpée, ce qui confère à cette bibliographie un certain caractère de labyrinthe.

LES INTERVENANTS (INSTITUTIONS, DIPLÔMES, ÂGE ET DISPONIBILITÉ EFFECTIVE)

Démographie

Depuis le début des années 1960, 64 personnes se sont impliquées dans la recherche sur le Néolithique en Picardie. Vingt-cinq d'entre elles n'y sont plus actives, pour diverses raisons. Les organismes parties prenantes de cette recherche couvrent presque tout le champ des possibles: INRAP (AFAN), CNRS, Université de Paris I, SRA de Picardie, Collectivités territoriales). Comme dans certaines autres régions françaises, cette imbrication des institutions est l'une des caractéristiques de la recherche néolithique en Picardie.

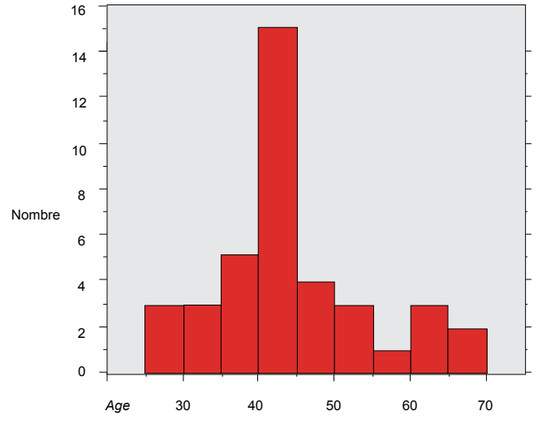


Fig. 2 - Courbe des âges des intervenants actuels

• La courbe démographique actuelle est déséquilibrée: on y repère une concentration très prononcée entre 40 et 45 ans et une très faible réserve entre 30 et 40 ans (fig. 2). Sans un renouvellement volontariste et à terme rapproché, ce déficit peut poser un problème de survie pour la recherche néolithique en Picardie.
• La distribution par genre propose une pyramide des âges de même nature: on y repère une plus grande proportion de femmes et singulièrement entre 40 et 50 ans (fig. 3).
• Cet effectif restreint couvre à peu près tous les champs d'étude en plus de la fouille elle-même (tab. V).

La distribution selon les disponibilités actuelles réelles illustre un effet de génération et d'expérience. Au-delà de 45 ans, la contribution des chercheurs de Picardie baisse drastiquement sur le terrain, pour se concentrer dans l'exploitation des données et la publication (fig. 4).

Fouilles	Généraliste, céramique	Mat. siliceuses, tracéo, autres roches	Palyno, carpo, anthracologie	Faune, funéraire	Technologie de l'os, parures
23	4 - 7	2 - 1 - 3	1 - 2 - 1	2 - 4	1 - 1

Tabl. V - Répartition des intervenants actuels par activités thématiques.

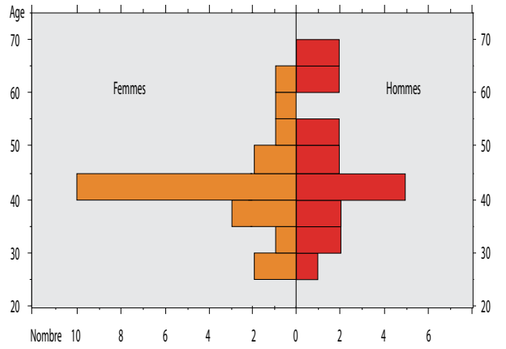


Fig. 3 - Pyramide des âges des intervenants actuels

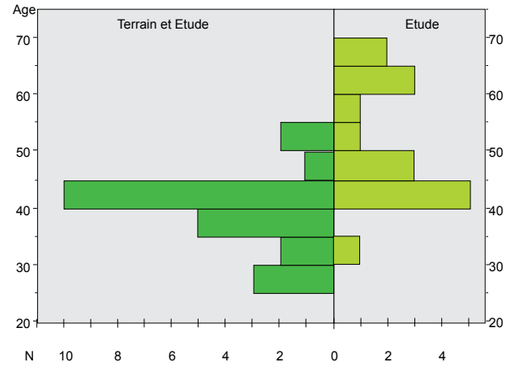
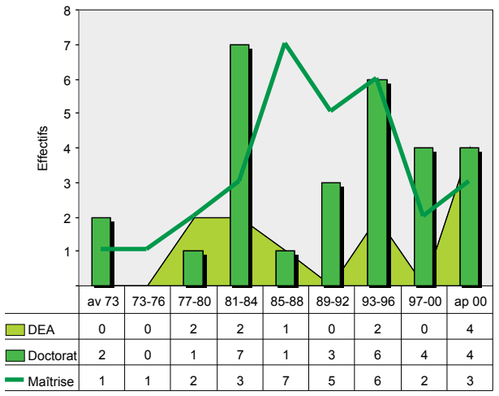


Fig. 4 - Pyramide des âges des intervenants actuels selon leur type de disponibilité.

Formation, diplômes, institutions

L'une des originalités et sans doute l'une des forces de la recherche néolithique en Picardie tient à la grande collaboration inter-institutionnelle établie de longue date. C'est par elle que ce sont mis en place au début des années 1970 dans l'Aisne, puis des années 1980 dans l'Oise, des programmes de recherches misant sur le terrain pour constituer des bases de données nouvelles, nombreuses et cohérentes, aptes à nourrir des problématiques larges, d'ampleur supra-régionale voire continentale. Dans ce processus, les laboratoires parisiens du CNRS et de l'Université ont joué un rôle pionnier et fondamental. On peut lire cet apport, tant dans l'ordre de l'appartenance institutionnelle des intervenants que dans celui des niveaux de formation atteints.
• Les dates de soutenance de diplômes traitant des données de fouilles de Picardie montrent une première croissance au cours des années 1980 puis une seconde au cours des années 1990 (fig. 5). Cette dernière paraît plus régulière, mais il est trop tôt pour juger de son devenir: un rythme moyen semble s'établir, qui correspondrait bien aux besoins. Une



	av 73	73-76	77-80	81-84	85-88	89-92	93-96	97-00	ap 00
DEA	0	0	2	2	1	0	2	0	4
Doctorat	2	0	1	7	1	3	6	4	4
Maîtrise	1	1	2	3	7	5	6	2	3

Fig. 5 - Calendrier des soutenances de diplômes sur les données néolithiques de Picardie.

politique attentive de définition et d'attribution des sujets de recherche doit être poursuivie.
• L'effectif actuel réellement disponible pour la fouille et/ou l'exploitation des données et la publication reflète bien la tradition de recherche en Picardie (fig. 6). On y retrouve une domination des personnels INRAP (AFAN) et CNRS, une présence significative des universitaires et loin derrière, ceux relevant de la Culture et de l'Éducation Nationale. Quel que soit leur statut institutionnel, ces personnels sont aux deux tiers titulaires d'un Doctorat en Archéologie et à 80 % titulaires d'un III[e] cycle (tab. VI). Ce potentiel scientifique doit toutefois être mis en face des caractéristiques démographiques présentées plus haut: sans une volonté particulière de renouvellement dans chaque organisme, il existe un risque réel de déqualification des intervenants à l'échelle des dix années à venir.

L'évolution dans le temps des proportions d'intervenants par organisme/institution ne montre

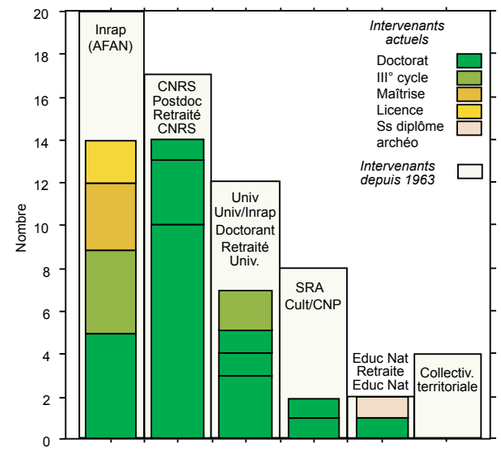


Fig. 6 - Répartition des intervenants dans les différents organismes et institutions.

Doct.	DEA	Maîtr.	Lic.	Ss diplôme archéo
29	13	8	2	2

Tab. VI - Niveaux de diplômes atteints par l'ensemble des intervenants depuis 1963.

pas d'anomalie majeure, compte tenu du vieillissement des générations, des mouvements et mutations de personnels inévitables, de la fonte habituelle des effectifs dans le parcours estudiantin enfin. Nous observerons toutefois la disparition, dans la recherche néolithique picarde des personnels de collectivité territoriale et le recul du nombre de ceux dépendant du Ministère de la Culture. Ce dernier point n'étonnera que les néophytes de ces questions ; la bureaucratisation de l'activité des Services régionaux est l'un des points noirs des évolutions récentes,pour l'Archéologie en général comme pour les personnels de ces administrations eux-mêmes.

PREMIER BILAN CHIFFRÉ ET RÉFLEXIONS MÉTHODOLOGIQUES

DISTRIBUTIONS GÉNÉRALES

Répartitions spatiales

Distribution spatiale générale

La carte de répartition spatiale générale des sites (fig. 7) montre une nette concentration des sites néolithiques dans les vallées de l'Aisne et de l'Oise. La vallée de la Somme et quelques vallées secondaires comme La Vesle, La Selle ou encore l'Epte participent, dans une moindre mesure, à la documentation du Néolithique picard. La concentration dans les vallées nous renvoie une image globale de plateaux peu habités pendant toute cette période. Nous verrons que ces déséquilibres dérivent largement de l'histoire de la recherche en Picardie, en particulier au poids des programmes de suivis des sablières de l'Aisne et de l'Oise.

Répartition topographique en fonction de la période chronologique

Une attribution topographique fiable a pu être proposée pour 90 % des occupations néolithiques recensées. Les trois aires géomorphologiques principales (vallées principales, vallons, plateaux) peuvent être subdivisés en localisations plus significatives du point de vue de l'accès à l'eau courante, aux espaces facilement exploitables pour une agriculture néolithique, et aux facilités défensives. Le tableau VII et la figure 8 résument la distribution des sites sur ces critères, selon les grandes périodes chronologiques.

Topographie (%)	Anc.	Moy. 1	Moy. 2	Réc.-fin.
Vallée principale	88	73	63	48
Bord de terrasse	92	75	58	66
Terrasse	2	21	23	19
Bas de versant	6	0	0	16
Vallon	5	3	0	16
Versant	33	100	0	100
Bas de versant	66			
Plateau	7	24	37	36
Rebord de plat.	50	88	87	57
Plein plateau	50	13	13	43

Tab. VII - Répartition des sites en fonction de leur position topographique et de leur attribution chronologique.

Les trois millénaires considérés voient une croissance progressive de la variabilité de l'implantation topographique : à la concentration initiale (près de 90 %) dans les vallées principales se substitue une dispersion plus grande (fig. 8), d'abord sur les plateaux puis également dans les vallons (50 % des sites hors vallées principales à la fin de la séquence).

De façon plus détaillée, cette évolution montre la volonté et la capacité progressive des communautés néolithiques de s'éloigner du bord des rivières principales puis des bords de plateaux pour anthropiser tout le paysage disponible.

Une part de ces changements semble reposer sur les types de sites concernés. En effet, une bonne quantité de sépultures collectives, visibles depuis la surface et repérées dans les vallons et sur les plateaux, constitue un biais statistique en apparence évident. On peut croire, pourtant, que ces localisations de sépultures ne sont pas sans rapport avec celles des habitats correspondants. Ainsi la dispersion plus grande des sites, au fur et à mesure de l'évolution économique et démographique du Néolithique, telle qu'elle ressort du recensement des occupations fouillées, nous semble une hypothèse historique solide. Elle est en quelque sorte confirmée par l'évolution de l'implantation topographique au cours des périodes précédant le Néolithique récent et final : on y voit déjà à l'œuvre, à partir d'un échantillon de sites non visibles en surface, un élargissement de l'aire occupée aux diverses composantes du paysage.

Les types d'interventions

Les caractéristiques de la distribution spatiale générale (concentration dans les vallées de l'Aisne et de l'Oise, semis plus lâche dans le reste du paysage) recouvrent assez fidèlement les types d'interventions (fig. 9). Les fouilles préventives et de « sauvetage » se concentrent dans ces vallées, où elles constituent l'essentiel de la base documentaire. Les

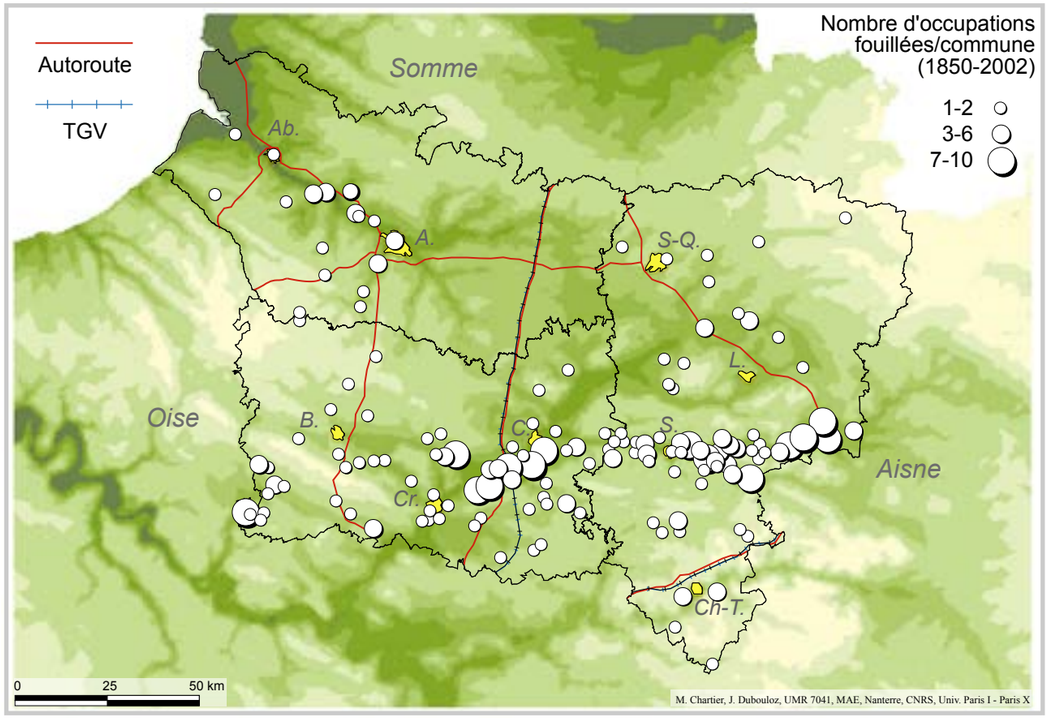


Fig. 7 - Carte de répartition générale des sites néolithiques en Picardie.

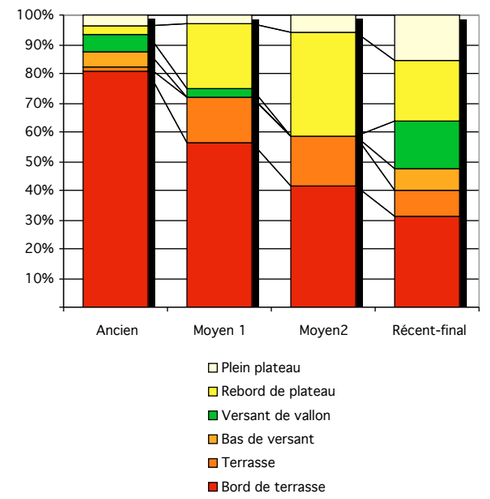


Fig. 8 - Évolution de l'implantation des sites au cours du Néolithique.

fouilles « anciennes » se répartissent selon un semis indépendant des deux grandes vallées, comme à une moindre échelle les fouilles programmées.

La répartition par département (fig. 10) nous montre :
- une plus grande ancienneté des fouilles néolithiques dans l'Oise et l'Aisne où 20 % des occupations relèvent de ces interventions ;
- un développement plus prononcé des fouilles préventives dans l'Aisne ;
- une plus forte proportion de fouilles programmées dans la Somme (30 % des occupations), où le faible nombre d'interventions relativise cependant beaucoup les généralisations concernant ce département et sa comparaison avec les deux autres entités géographiques.

Répartitions chronologiques

Répartition géographique par période

Si l'on descend l'échelle d'analyse au niveau des quatre grandes phases chronologiques traditionnellement usitées, nous observons une diffusion régionale progressive des implantations de sites.

Le Néolithique ancien a été reconnu presque exclusivement dans les fonds de vallées de l'Aisne et de l'Oise (fig. 11). Les quelques sites localisés en dehors de ces deux vallées, en général attribuables au Villeneuve-Saint-Germain, indiquent cependant une implantation qui dépasse largement ces deux secteurs et témoignent si ce n'est une implantation au moins une fréquentation des vallées secondaires, de la vallée de la Somme et des plateaux.

Au Néolithique moyen (fig. 12), l'occupation des vallées secondaires et des plateaux est largement confirmée. La répartition des sites Chasséen et

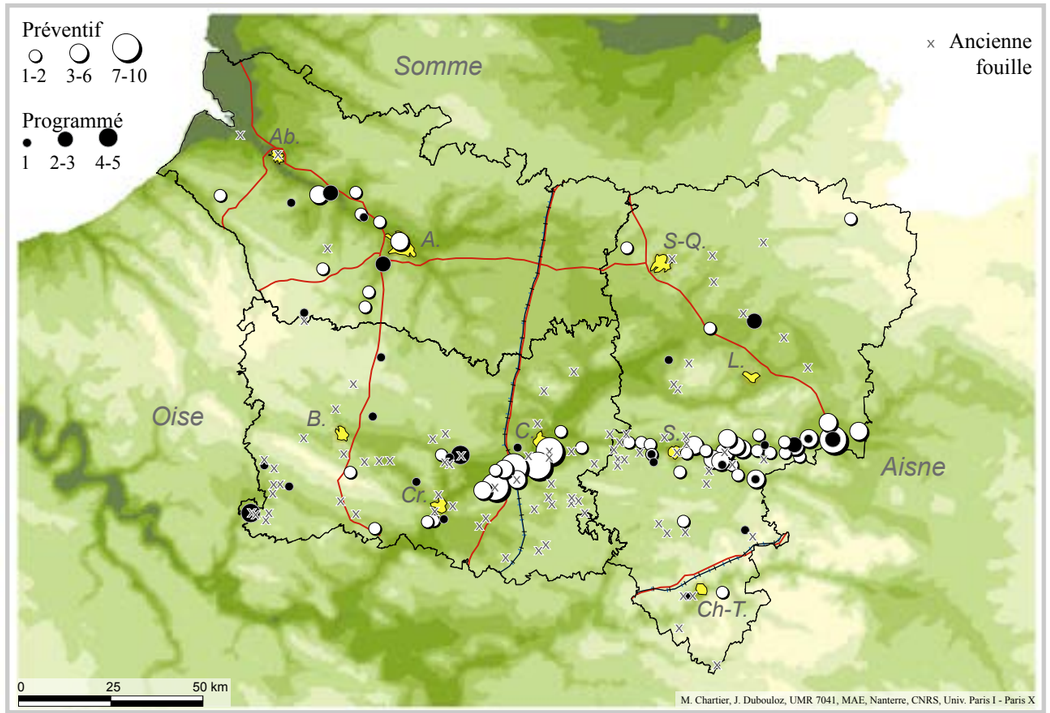


Fig. 9 - Carte de répartition des sites en fonction du type d'intervention.

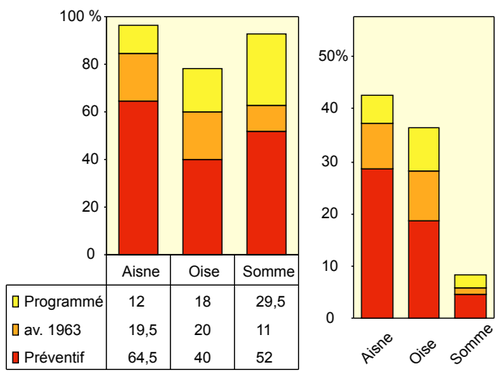


Fig. 10 - À gauche : proportions des types d'intervention par département (sondages-prospections exclus) ; à droite : proportions régionales.

Michelsberg montre clairement une disjonction entre un secteur oriental de tradition Michelsberg et un secteur occidental chasséen ; la limite entre les départements de l'Aisne et de l'Oise fait l'office d'une frontière probablement pas très éloignée de la réalité préhistorique.

Le Néolithique récent et final (fig. 13) montre une diffusion toujours plus large des implantations dans l'espace régional, grâce notamment au repérage et à la fouille depuis le XVIII[e] siècle de nombreuses sépultures collectives visibles depuis la surface. Sans cet enregistrement initial, il est à craindre que les pratiques culturales et industrielles auraient éliminé sans trace toute une partie de cette documentation. Il reste que des déséquilibres documentaires importants existent, notamment si l'on considère le « désert » néolithique qui va de la Thiérache au Beauvaisis.

Les types de site

Outre les indices simples, qu'on peut difficilement caractériser du point de vue qui nous occupe ici, le corpus des sites fouillés se répartit en 5 grands types de sites (fig. 14) : l'habitat « simple », l'enceinte, le funéraire « simple », la sépulture collective, la minière. Seules les périodes Néolithique moyen et récent / final sont concernées par cette typologie.

La distribution géographique nous montre l'existence d'un problème majeur, à l'échelle régionale, pour les deux grandes périodes : une disjonction spatiale prononcée de ces types qui rend difficile l'analyse des systèmes d'occupation.

Au Néolithique moyen, nous constatons la concentration des enceintes dans la vallée de l'Aisne, au détriment des habitats simples ; et la situation inverse en vallée de l'Oise. Il n'est pas sûr que cette différenciation relève vraiment de la situation

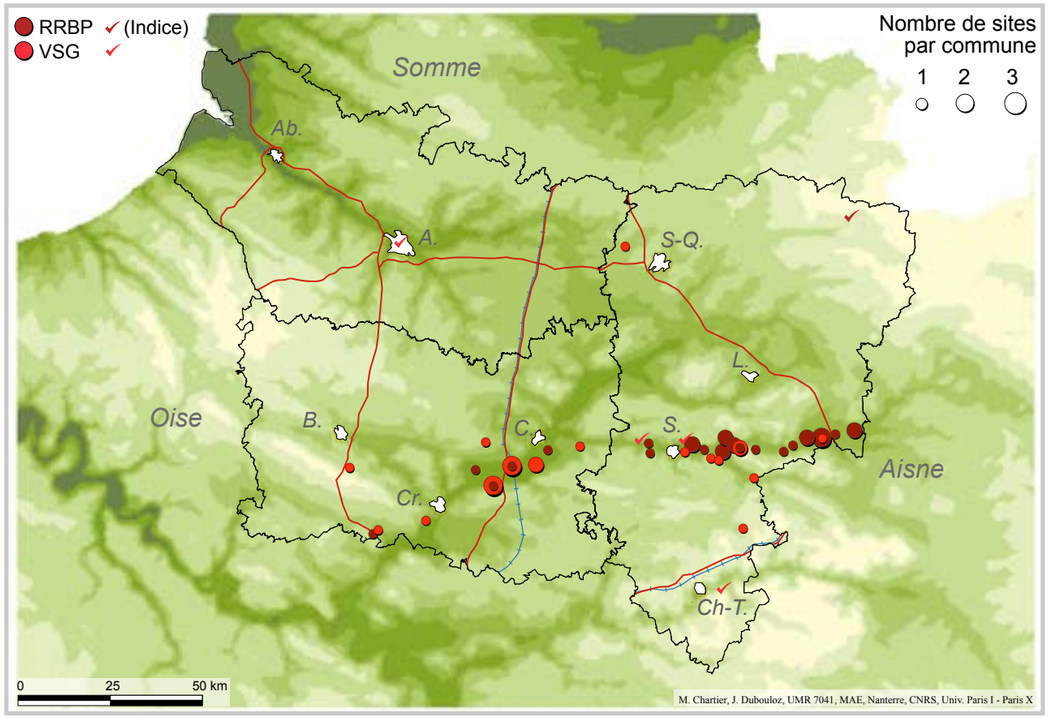


Fig. 11 - Carte de répartition des sites du Néolithique ancien (5100-4700 avant J.-C.).

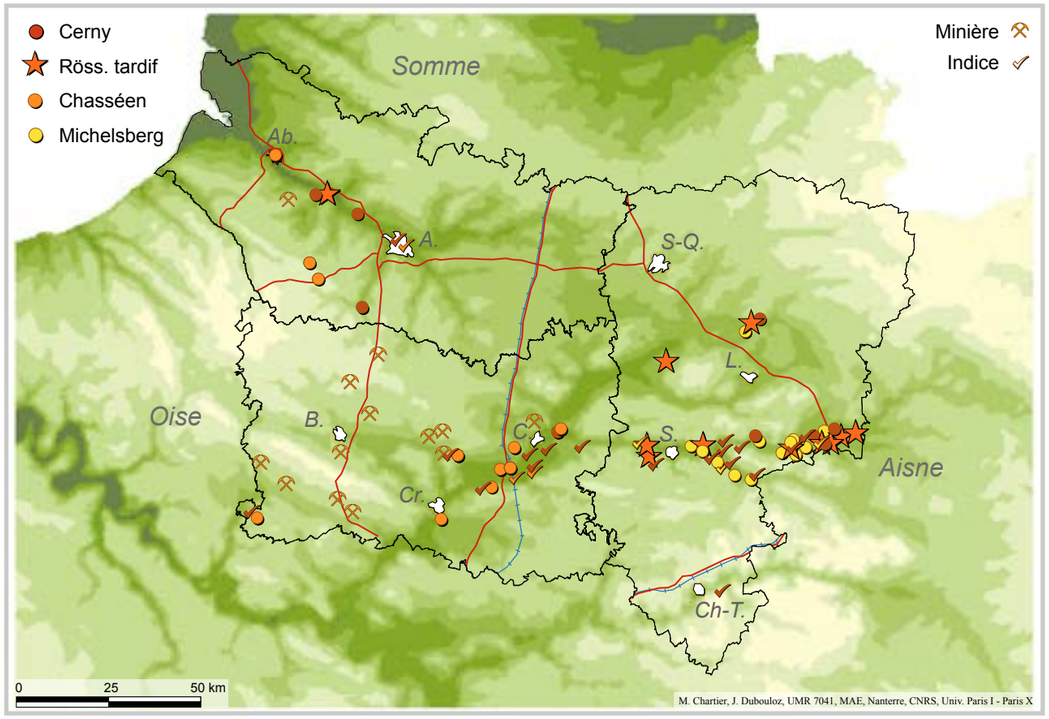
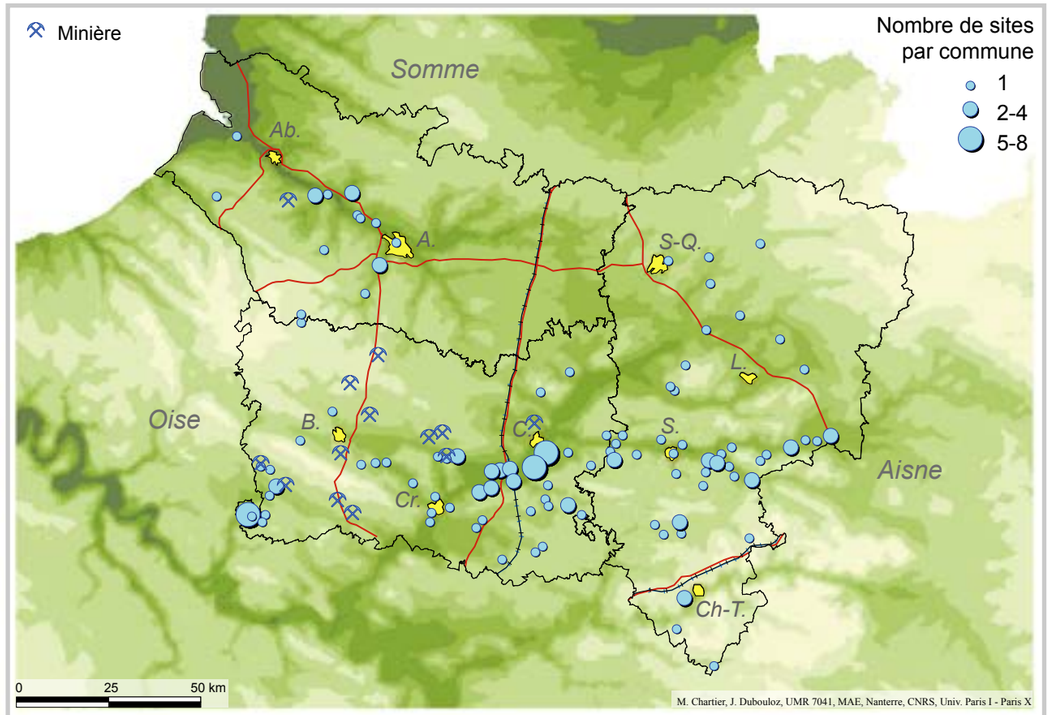


Fig. 12 - Carte de répartition des sites du Néolithique moyen (4700-3700 avant J.-C.).



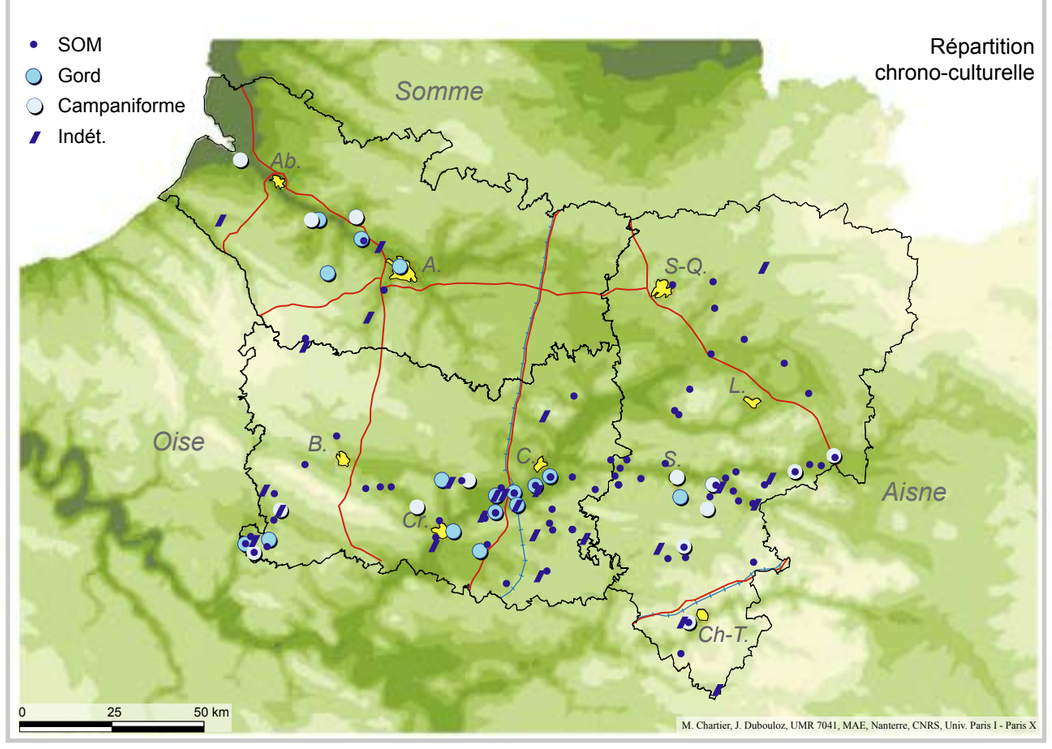
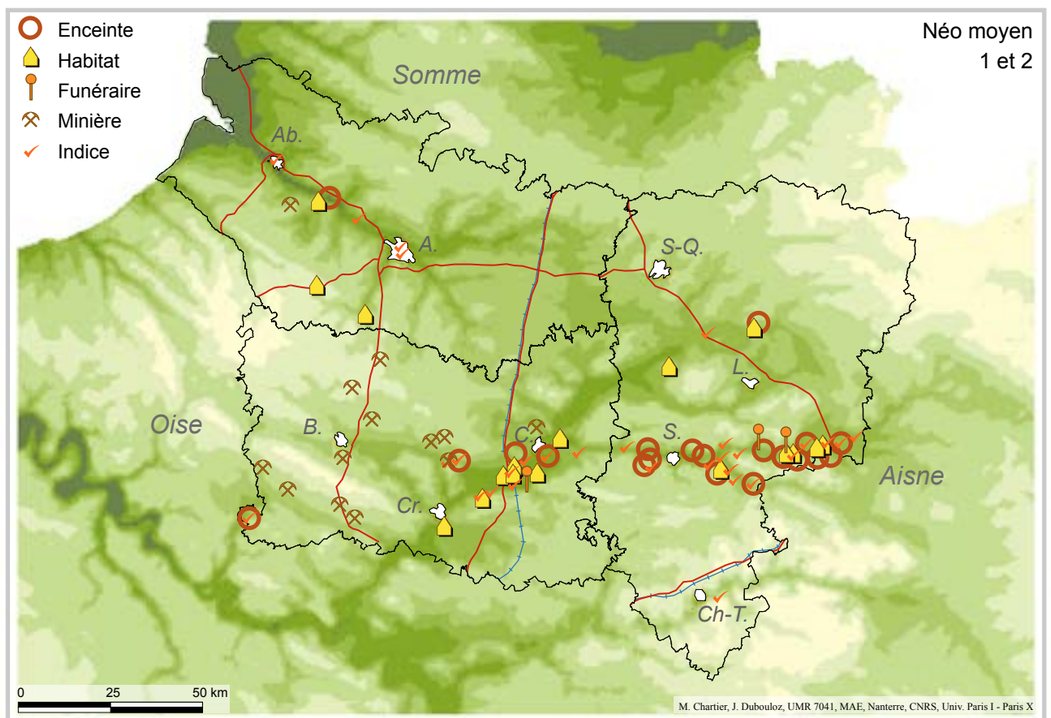


Fig. 13 - Cartes de répartition des sites du Néolithique récent et final (3300 - 2100 avant J.-C.).



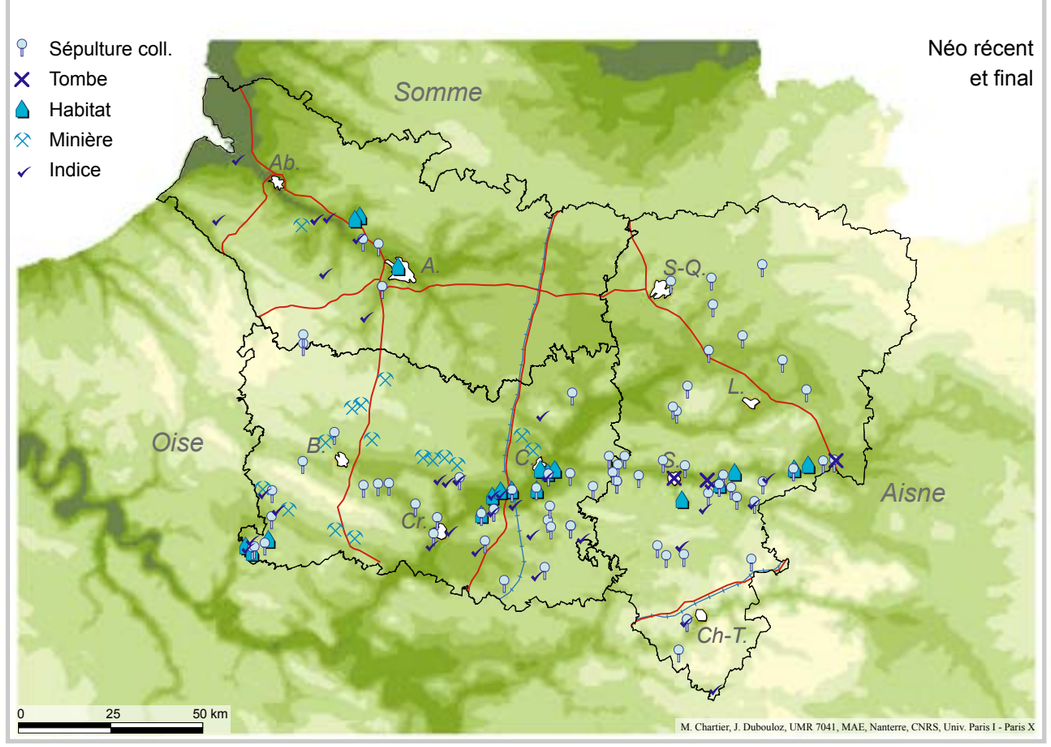


Fig. 14 - Cartes de répartition des types de sites. En haut: du Néolithique moyen (4700-3700 avant J.-C.); en bas, du Néolithique récent et final (3300-2100 avant J.-C.).

préhistorique plutôt que de l'histoire de la recherche. Dans un autre domaine, l'absence d'habitat dans le secteur des minières peut relever du même biais, même si l'hypothèse d'une exploitation du silex par des communautés éloignées est a priori recevable.

Au Néolithique récent et final, la disjonction spatiale de l'information concerne l'habitat et les sépultures collectives : l'habitat fouillé se concentre en vallée quand les sépultures se répartissent beaucoup plus largement. Il est probable toutefois, pour des raisons qu'on imagine facilement, que la distribution spatiale de ces dernières reflète correctement celle de l'habitat à ces époques. On notera, ainsi, avec intérêt, une présence de sépultures collectives dans la région des minières qui permet de postuler une certaine imbrication de l'habitat avec ces deux autres types de site.

D'une manière générale, la lecture des cartes nous rappelle que les vallées de l'Aisne et de l'Oise constituent les deux échantillons de référence pour la recherche sur les modalités d'organisation territoriale : seuls ces deux secteurs offrent quelques possibilités d'intégrer les principaux types d'occupations dans un même modèle d'organisation.

BILAN SPATIAL PAR DÉPARTEMENT

Près de 300 occupations néolithiques différentes ont donc été fouillées depuis le XIX[e] siècle ; l'essentiel du Néolithique ancien et moyen l'a été depuis les années 1960. Elles se répartissent, à l'échelle de toute la Picardie, en 58 occupations du Néolithique ancien, 76 du Néolithique moyen, 149 du Néolithique récent et final et une quinzaine d'autres - les minières - relevant indistinctement du Néolithique moyen et/ou récent-final.

Un nombre important correspond cependant à des indices d'occupation plutôt qu'à des occupations structurées et exploitables scientifiquement ; ils ne peuvent donc pas être considérés comme des témoins équivalents car ils n'ont pas le même potentiel scientifique. Le tableau 8 tient compte de cette difficulté (tab. VIII).

% régionaux	Aisne	Oise	Somme	Total
N. Ancien	11	6	0	17
NA indice	2	0	0	2
N. Moyen	9	4	2	15
NM indice	5	4	1	10
N. Réc-Final	15	19	3	36
NRF indice	3	8	3	14
N. Moy-Réc-Final	0	1	0	2
NMRF indice	0	3	0	3
Total	35	31	5	70
Part des indices	9	16	4	30

Tab. VIII - Part des indices de sites dans chaque département et par grande étape chronologique.

Effectifs	Aisne	Oise	Somme	Total
N. Ancien	34	18	0	52
NA indice	5	0	1	6
N. Moyen	27	13	5	45
NM indice	14	13	4	31
N. Réc-Final	44	56	8	108
NRF indice	9	24	8	41
N. Moy-Réc-Final	0	4	1	5
NMRF indice	0	10	0	10
Total sites	133	138	27	298
Total indices	28	47	13	88
% département	**Aisne**	**Oise**	**Somme**	**Total**
N. Ancien	26	13	0	17
NA indice	4	0	4	2
N. Moyen	20	9	19	15
NM indice	11	9	15	10
N. Réc-Final	3	41	30	36
NRF indice	7	17	30	14
N. Moy-Réc-Final	0	3	4	2
NMRF indice	0	7	0	3
Total	100	100	100	100
Part des indices	21	34	48	30

Tab. IX - Importance des indices dans chaque département.

- L'Aisne et l'Oise contribuent chacun pour un peu moins de la moitié du total des occupations néolithiques picardes (44 et 47 %), laissant moins de 10 % à la Somme.
- Trente pour cent de ces occupations picardes s'avèrent être des indices simples, pour lesquels l'Oise contribue à moitié.
- Le Néolithique ancien et le Néolithique moyen sont reconnus principalement dans l'Aisne (27 % du total des occupations néolithique picardes, Oise = 14 %, Somme = 3 %).
- Le Néolithique récent et final se concentre dans l'Oise, où l'on peut ajouter les occupations datables du Néolithique moyen et/ou récent-final (31 % du total picard, Aisne = 18 %, Somme = 6 %).

Ces chiffres illustrent principalement un déficit de recherche dans le département de la Somme et l'accent porté plus anciennement dans l'Aisne sur les premières étapes du Néolithique (60 % des sites du Néolithique ancien et moyen en proviennent, soit le double de ceux de l'Oise, que l'on tienne compte des simples indices ou non). De la même manière, l'importance de l'Oise pour le Néolithique récent et final tient à l'histoire de la recherche, avec les nombreuses fouilles anciennes sur les sépultures collectives (40 % des occupations Néolithique récent-final) ; ainsi on regardera d'un autre œil les occupations et indices du Néolithique ancien et moyen de l'Oise, témoignages d'un développement récent de ces recherches.

Le tableau IX permet de mieux saisir les spécificités de chaque département (tab. IX) :
- Si les indices d'occupation pèsent pour 30 % du total des sites recensés, leur répartition par département varie : 21 % dans l'Aisne, 34 % dans l'Oise et 48 % dans la Somme. Ce dernier département voit une lourde domination des sites du Néolithique récent final (60 %), qu'il faut cependant relativiser par le faible nombre de fouilles (27) et l'importance des indices (48 %).
- Dans l'Aisne et l'Oise où un nombre équivalent de sites est répertorié (133 et 138), la représentation des différentes périodes est absolument opposée : 60 % des sites de l'Aisne concernent, à parts égales, le Néolithique ancien et moyen, quand près de 60 % des sites de l'Oise concernent le Néolithique récent et final. Malgré le poids des indices simples dans l'Oise (34 % contre 21 % dans l'Aisne) ces proportions demeurent équivalentes sur les seules occupations réellement avérées (Néolithique ancien-moyen dans l'Aisne = 58 % des occupations de l'Aisne, Néolithique récent-final dans l'Oise = 64 % des occupations de l'Oise).

Ainsi, à l'échelle de chaque département, les remarques proposées pour la région Picardie demeurent-elles valables. Ces chiffres illustrent donc bien des tendances lourdes dans les activités de fouilles : un gros déficit de recherche dans la Somme, une prépondérance du Néolithique récent final dans l'Oise et du Néolithique ancien-moyen dans l'Aisne. Nous verrons plus loin (p. 83 et suiv.) que cette situation était en voie de rééquilibrage durant la dernière décennie, avec un transfert de l'intérêt et des fouilles vers la période moins bien étudiée jusqu'alors, aussi bien dans l'Aisne que dans l'Oise. Concernant la Somme, les prémices d'un décollage général sont apparues durant la même période.

ÉVOLUTION DANS LE TEMPS

Le bilan proposé aujourd'hui est le résultat d'une longue dynamique de la recherche néolithique en Picardie. Cinq étapes ont été retenues, pour les quatre dernières décennies, dont les bornes correspondent à des changements de rythme ou de conception dans la recherche archéologique en France :
- Du début des années 1960 au début des années 1970, on note les premières tentatives de sauvetage maîtrisé et un intérêt nouveau pour les vestiges les moins spectaculaires, mais sans doute plus représentatifs des sociétés préhistoriques.
- Entre le début des années 1970 et le début des années 1980, cette notion de sauvetage prend son

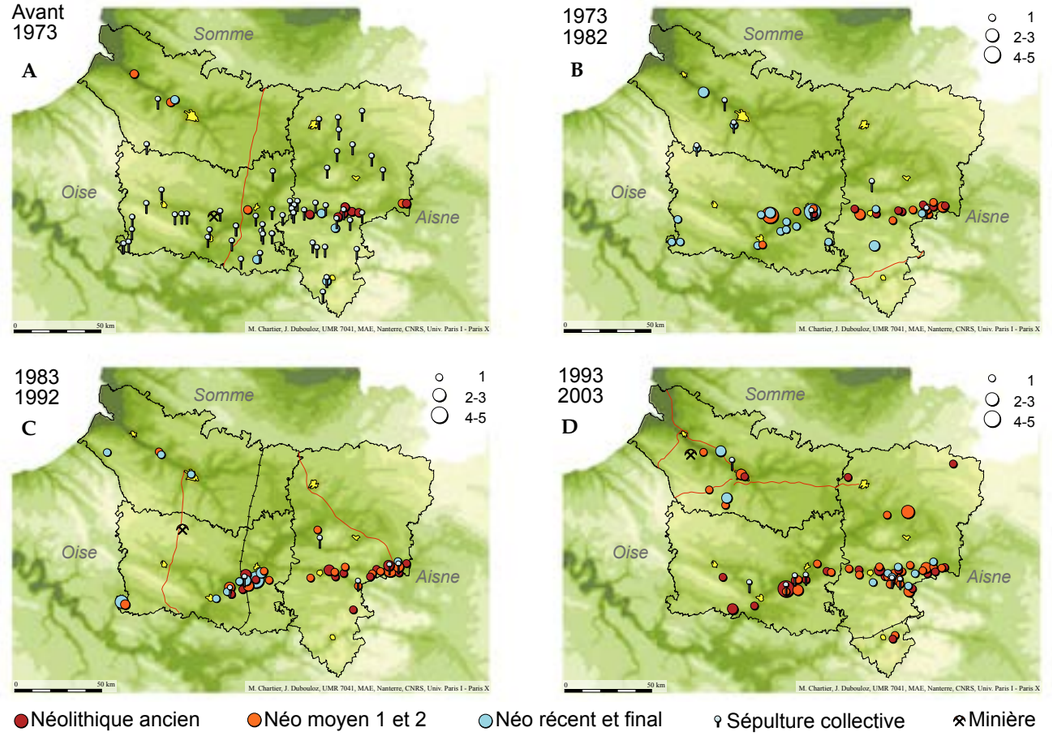


Fig. 15 - Chronologie des opérations de fouilles néolithiques en Picardie.

essor, notamment au travers d'une intégration de la recherche de terrain dans des problématiques scientifiques larges et coordonnées par des chercheurs professionnels : c'est le début des grands programmes, dans l'Aisne d'abord, puis dans l'Oise.
- Du début des années 1980 au début des années 1990, l'archéologie « préventive » prend le relais de l'archéologie de « sauvetage », dans le cadre du développement de l'AFAN, avec l'enjeu de la prise en charge des coûts archéologiques par les aménageurs.
- À partir des années 1992-1993, on assiste à la professionnalisation des fouilles, à la généralisation progressive des CDI, puis à la création de l'INRAP.

Cartographie

Parce que leur nombre (une dizaine) ne semblait pas mériter une carte spécifique, les fouilles des années 1960 ont été représentées avec les fouilles plus anciennes (fig. 15). L'ensemble a été réparti par grande période chronologique et les sépultures collectives, comme les minières, ont été identifiées par un symbole spécifique.

La cartographie permet d'identifier trois grands stades pour la recherche néolithique dans cette région. Après une longue période de fouilles tous azimuts, centrée principalement sur les sépultures collectives (fig. 15a), on observe deux décennies de développement de l'archéologique préventive et de sauvetage dans les vallées de l'Aisne et de l'Oise (fig. 15b et c), puis, durant la dernière décennie, un léger rééquilibrage par élargissement à des régions jusqu'alors peu explorées (fig. 15d).

Dans le détail, on observe :
- la longue stagnation de la Somme et son décollage partiel dans la dernière décennie ;
- le démarrage dès les années 1960 du pôle « vallée de l'Aisne » avec les premiers développements sur le Néolithique ancien ;
- un rééquilibrage interne aux deux vallées, à l'issue de la dernière décennie, au profit des périodes moins développées durant les décennies précédentes : Néolithique récent-final pour l'Aisne, Néolithique ancien pour l'Oise.

Cette dynamique spatiale et cette structuration s'établissent indépendamment des grands travaux linéaires, de manière quasi totale : trois occupations seulement sont à mettre au compte des diagnostics sur ces tracés, dont deux sur gazoduc. On verra plus loin ce qu'on peut penser d'un tel résultat.

QUESTIONNEMENTS MÉTHODOLOGIQUES

De la nécessité des décapages en surfaces continues

La faisabilité des grands décapages, voire leur intérêt même, revient en discussion depuis quelques années, par opposition à l'échantillonnage, plus rapide et surtout plus… économique. Cette question se pose tant pour le diagnostic des sites que pour leur fouille, principalement en contexte préventif ou de sauvetage.

L'un d'entre nous s'est déjà penché en détail sur cette problématique pour les diagnostics (Dubouloz 2003) :
- Il est montré de façon indubitable, dans ce travail, que l'échantillonnage rapide (5 % des surfaces concernées par un aménagement) est incapable de révéler de façon fiable le potentiel archéologique invisible. L'échantillonnage « lourd » (10 à 15 %) permet de repérer et de caractériser les occupations néolithiques ou protohistoriques les plus denses et structurées, mais échoue trop souvent pour les occupations plus légères qui forment la trame normale de l'habitat de ces époques.
- Il y est soutenu également, sur la base de l'expérience pluri-décénale en vallées de l'Aisne, de l'Oise et de La Bassée, que partout où le décapage superficiel fait partie du protocole normal d'aménagement, un décapage archéologique complet est une bonne réponse scientifique et patrimoniale à l'évaluation des risques de destruction et des besoins réels pour y faire face.

Concernant la fouille proprement dite et l'exploitation des occupations archéologiques pressenties par les diagnostics, la question du décapage complet des surfaces menacées est également complexe et les réponses à y apporter semblent indécidables *a priori*. Le hasard pèse en effet sur l'adéquation précise des surfaces d'aménagement aux surfaces d'intérêt archéologique ; et le diagnostic par échantillonnage peine véritablement à fournir des éléments d'appréciation fiables. Ainsi se met en place, de manière fallacieuse, une pratique de fouille strictement réduite aux secteurs denses reconnus par le diagnostic ou parfois leur protection pure et simple.

De ce point de vue, l'expérience acquise dans les vallées de l'Aisne, de l'Oise et de La Bassée, autour de programmes de recherches intégrés, montre que la notion de site ne peut se résumer à ce qui apparaît en première lecture comme leur centre de gravité. De très nombreux exemples montrent qu'à l'intérieur d'un site, il existe d'importantes variations de densité d'occupation ; et qu'en cas d'occupation à périodes multiples, ces densités elles-mêmes varient énormément d'une période à l'autre. Si la

RAP - n° 3/4, 2005, Jérôme Dubouloz, Françoise Bostyn, Michèle Chartier, Richard Cottiaux & Mariannick Le Bolloch, *La recherche archéologique sur le Néolithique en Picardie*

technique du diagnostic par échantillonnage semble une bonne méthode pour repérer, avec quelques probabilités, au moins une occupation, il est clair qu'il ne s'agit pas d'une bonne méthode de caractérisation de cette (ou ces) occupation(s) préhistorique(s).

L'acquis des programmes de fouilles des trois vallées précitées permet de bien mesurer ces difficultés. Il permet aussi d'évaluer le rendement scientifique de la pratique des décapages en surfaces continues dans le contexte des aménagements de grande envergure que sont les carrières.

Analyses détaillées

On se propose d'analyser maintenant ce rendement à travers l'exemple de 80 gisements néolithiques de l'Aisne et de l'Oise, principalement des vallées éponymes ; on exclura les fouilles programmées, comme les sites funéraires fouillés anciennement (une quarantaine de sépultures collectives), visibles depuis la surface et qui, n'ayant pas nécessité de décapage, ne participent pas de cette problématique.

Parmi plus de 1 000 ha décapés en surfaces d'un seul tenant, 320 ha sont concernés par au moins une occupation néolithique. Cette surface cumulée correspond à : 26 interventions de moins de 1 ha, 24 de 1 à 3 ha et 30 de 4 à 20 ha.
- Un dixième seulement des très petites surfaces a livré des traces d'occupations néolithiques multiples. Mais 40 à 50 % des surfaces moyennes et grandes ont livré chacune 2 à 4 occupations néolithiques différentes. Près des 2/3 des surfaces fouillées ont, en plus du Néolithique, livré des vestiges protohistoriques ou historiques importants.

Il est ainsi avéré, qu'en contexte de forte sensibilité archéologique, un tiers des surfaces d'aménagement surveillées recèle des vestiges néolithiques et la plupart d'entre elles également des vestiges protohistoriques et/ou historiques. Il est aussi avéré, d'une manière quasi tautologique, que la richesse et la variété de l'enregistrement archéologique croît avec les surfaces concernées. Il est sans aucun doute utile de rappeler aujourd'hui ces évidences.

La qualité des documents néolithiques livrés par ces différentes fouilles peut être jaugée à l'aune de leur valeur documentaire (richesse des témoins, structuration, niveaux d'analyse et d'interprétation possibles) ; quatre classes sont définissables sur ce plan :
A - les documents exceptionnels, riches, structurés, permettant de mener des analyses dans des problématiques larges et variées, d'un intérêt dépassant largement le site et sa région ;
B - les documents très intéressants, identiques à ceux de « A », mais incomplets ;
C - les documents intéressants, mais limités, incomplets, peu structurés, ou mal conservés, offrant un champ d'analyse dépassant ponctuellement le cadre du site et sa région ;
D - les simples indices – une fosse, une sépulture, du mobilier – principalement utiles pour évaluer les densités d'occupation et les répartitions spatiales.

La figure 16 et le tableau X illustrent l'impact de la surface fouillée d'un seul tenant, sur la qualité documentaire des occupations repérées.

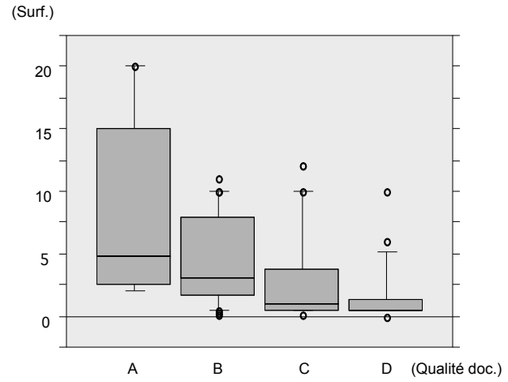


Fig. 16 - Surface fouillée et qualité documentaire.

Nous remarquons, facilement, que la qualité documentaire croît avec la surface ouverte d'un seul tenant (médiane A = 4,8 ha, médiane B = 3 ha, médiane C = 1 ha, médiane D = 0,5 ha). Mais comme le suggère la dispersion des valeurs (50 % des effectifs dans la «boite » grise), cette évidence mérite une analyse plus détaillée. Le tableau des effectifs par classes de surface et de qualité documentaire, permet de mieux comprendre le sens de cette dispersion.

Quarante-deux interventions sur 80 ont livré des documents bons ou exceptionnels : soit plus de 50 % ; c'est le cas de 20 décapages modestes (jusqu'à 3 ha) sur 50 : soit 40 % ; c'est aussi le cas de 22 décapages sur 30 supérieurs à 4 ha (jusqu'à 20 ha), soit 70 %.

La liste des documents de fouille exceptionnels permettra aux plus avertis des lecteurs de mesurer le niveau de qualité de l'information recueillie : village, nécropole et enceinte cérémonielle rubanés de Menneville "Derrière le Village", village rubané de 33 maisons de Cuiry-lès-Chaudardes "Les Fontinette", village fortifié du Néolithique moyen de Berry-au-Bac "La Croix-Maigret", village et tombes rubanés, sépulture collective

Fréquences observées	Surface/Qualité	0,1 à 0,9 ha	1 à 3,9 ha	4 à 20 ha	Totaux
A	Exceptionnelle	0	3	7	10
B	Bonne	4	13	15	32
C	Limitée	9	5	5	19
D	Indicielle	13	3	3	19
	Totaux	26	24	30	80
% en ligne	**Surface/Qualité**	**0,1 à 0,9 ha**	**1 à 3,9 ha**	**4 à 20 ha**	**Totaux**
A	Exceptionnelle	0	30	70	100
B	Bonne	12	41	47	100
C	Limitée	47	26	26	100
D	Indicielle	68	16	16	100
	Totaux	32	30	38	100
% en colonne	**Surface/Qualité**	**0,1 à 0,9 ha**	**1 à 3,9 ha**	**4 à 20 ha**	**Totaux**
A	Exceptionnelle	0	12	23	12
B	Bonne	15	54	50	40
C	Limitée	35	21	17	24
D	Indicielle	50	12	10	24
	Totaux	100	100	100	100

Tab. X - Impact de la surface fouillée d'un seul tenant sur la qualité de l'information.

SOM de Berry-au-Bac "Le Vieux-Tordoir", enceinte cérémonielle Michelsberg, sépulture collective SOM de Bazoches "Le Bois de Muisemont", village et nécropole rubanés de Bucy-le-Long "La Fosselle", habitat VSG de Trosly-Breuil "Les Obeaux", habitats VSG de Longueil-Sainte-Marie, habitat, sépulture chasséenne de Longueil-Sainte-Marie "Les Gros-Grès", maisons stratifiées VSG, sépulture collective SOM de Pontpoint "Le Fond de Rambourg".

La moitié des petites interventions (moins de 4 ha) n'ont livré, pour le Néolithique, qu'une documentation limitée ou « indicielle ». Ce faible rendement scientifique s'explique toujours par des erreurs, des négligences ou une insuffisance de moyens dans le traitement de la surface concernée.

Ainsi, le taux général de réussite des fouilles nous semble très élevé en général. C'est bien sûr particulièrement vrai pour les décapages supérieurs à 4 ha, mais également de manière non négligeable pour les surfaces plus petites (tab. XI).

Ces quelques exemples illustrent au moins deux aspects de la recherche archéologique néolithique en Picardie et plus largement du Bassin parisien :
- d'une part, les occupations de ces périodes ne se développent pas nécessairement sur de vastes étendues. Une petite surface d'aménagement sur ces sites peut correspondre à une partie importante de ces derniers ;
- d'autre part, l'échantillonnage néolithique atteint à ce jour demeure faible vis-à-vis du tissu d'occupation initial, laissant la recherche largement dépendante encore, même de simples fragments d'occupations

Nom du site	Surface décapée (ha)	Type de vestiges néolithiques	Intérêt
Berry-au-Bac, "Le Chemin de la Pécherie"	3,5	Maisons rubanées + tombe	***
Missy-sur-Aisne, "Le Culot"	3	Village rubané + tombes	***
Bucy-le-Long, "La Fosselle"	2,5	Village rubané + nécropole	****
Berry-au-Bac, "La Croix -Maigret"	2	Maisons rubanées + tombe + Village fortifié	****
Osly-Courtil, "La Terre Saint-Mard"	2	Enceintes + fours et bâtiment	***
Maizy, "Les Grands-Aisements"	2	Tombes rubanées + Enceinte	***
Chassemy, "Le Grand-Horle"	1	Maisons rubanées + tombes	***
Concevreux, "Les Jambras"	1	Enceinte	**
Pontpoint, "Le Fond de Raimbourg II"	2	Maisons VSG stratifiées	****
Pontpoint, "Le Fond de Raimbourg I"	3	Sépulture collective (non fouillée)	****
Pont-Sainte-Maxence, "Le Poirier"	2,7	Cimetière chasséen	***
Longueil-Ste-Marie, "Les Gros Grès II"	2,5	Maisons VSG (non fouillées)	***

Tab. XI - Rapport entre la surface décapée (moins de 4 ha) et l'importance du site.

archéologiques significatifs. L'exemple de la fosse silo de Hodenc-l'Êveque (Oise) reste l'un des meilleurs exemples de l'intérêt de fouiller des structures dites isolées ou tout au moins présentes sur des surfaces très restreintes (ici sondages dans le cadre d'un gazoduc sur quelques mètres de large) ; les données carpologiques obtenues dans ce silo constituent l'ensemble le plus conséquent de toute la Picardie et servent désormais de références.

BILAN CHRONO-CULTUREL

LE NÉOLITHIQUE ANCIEN (RUBANÉ ET VSG) : 5100-4700 AVANT NOTRE ÈRE

Les sites attribuables au Néolithique ancien sont au nombre de 57 et se répartissent équitablement entre le Rubané (28) et le Villeneuve-Saint-Germain (27). Pour deux sites, la documentation livrée par la fouille ne permet pas une attribution chrono-culturelle plus précise que « Néolithique ancien ». Notons que seuls deux sites de la vallée de l'Aisne présentent une occupation double, Rubané et VSG. Les sites du Rubané sont implantés exclusivement en fond de vallée principale (l'Aisne et l'Oise), alors que les sites VSG présentent une implantation plus diversifiée (vallée secondaire, plateau) même si dans leur grande majorité (89 %) ils se situent dans les mêmes secteurs géographiques que les sites du Rubané (fig. 11). La répartition des sites est ici étroitement liée aux programmes préventifs en carrière qui ont permis la fouille de centaines d'hectares exploités dans les milieux privilégiés que sont les fonds de vallées.

Les sites sont principalement des sites d'habitat (36) représentés soit par des fosses latérales de maisons soit par l'association entre les maisons et les fosses adjacentes ; dans 37 % des cas, l'association entre structures d'habitat et structures funéraires est observée. Un seul site (Menneville) s'individualise par la présence d'une enceinte associée à l'une des phases d'occupation. Les sites représentés exclusivement par du funéraire sont au nombre de 6, et il s'agit toujours de sépultures en fosse fouillées sur des sites d'habitat plus récents. Les indices de sites sont des éléments céramiques caractéristiques ramassés en couche ou hors structures.

Le Rubané (5100-4900 avant notre ère)

Les sites du Rubané sont en majorité localisés dans la vallée de l'Aisne et font l'objet d'un programme de recherches depuis plus de 20 ans. Le site de Cuiry-lès-Chaudardes demeure le site emblématique de ce programme puisqu'il a été intégralement exploré sur une surface de plus de 6 hectares : 33 unités d'habitation y ont été fouillées. Vers l'ouest, dans la vallée de l'Oise, seuls deux sites (Pont-Sainte-Maxence et Chambly) sont susceptibles d'apporter des données importantes sur cet horizon chronologique. Il est néanmoins utile de rappeler que la découverte récente du site de Colombelles dans le Calvados, montre que la plus faible densité des occupations Rubané de la vallée de l'Oise n'est sans doute pas liée à une absence de site en rapport avec un front de colonisation mais plus probablement à un défaut de recherches dans ces régions. Par contre, l'absence de sites, et même d'indices, en dehors de cet axe de pénétration que constituent les vallées alluviales, recouvre sans doute plus une réalité historique liée aux grandes étapes de la colonisation danubienne et aux types de terrains recherchés par les néolithiques.

Les données accessibles à ce jour concernent différents domaines de recherche :
- Les 90 plans de maisons disponibles actuellement autorisent une approche évolutive de l'architecture du Rubané du Bassin parisien. L'existence d'une hiérarchie entre des sites de longue durée et d'autres de courte durée a pu ainsi être proposée.
- Les pratiques funéraires, dont les dernières découvertes ont mis en évidence l'existence de fosses sépulcrales avec aménagements particuliers (niches). On note l'absence de grandes nécropoles de type rhénan, mais la présence de tombes de maisons et de petits groupes de tombes en bordure de l'habitat de l'habitat (88 sépultures étudiables).
- Le corpus céramique qui rassemble quelques milliers d'individus, pour l'essentiel en contextes domestiques globalement fiables, a permis de caractériser la phase stylistique initiale du RRBP en Picardie, la phase stylistique « classique » et une phase finale, suffisamment originale pour mériter l'appellation RFBP. C'est ce style céramique tardif qu'on retrouve le plus souvent à l'ouest de la confluence Aisne-Oise, témoin de l'avancée ultime de la colonisation danubienne à l'ouest du continent européen.
- Les études de faune, en particulier les assemblages issus du site de Cuiry-lès-Chaudardes, débouchent sur une approche approfondie et fiable de la gestion du cheptel et des ressources sauvages locales (Hachem 1997). Elles montrent notamment une décroissance de la chasse et une croissance de l'élevage ovin au cours du RRBP. L'ostéométrie, comme les premières études d'ADN confirment que le bœuf rubané n'est pas issu directement de l'Aurochs local (par ailleurs chassé), mais bien importé comme un élément de la Culture rubanée.
- L'industrie lithique a fait l'objet d'une synthèse dans le cadre d'une thèse (Allard 2005). Elle montre la complexité des réseaux de circulation des matières premières et a mis en évidence des évolutions sensibles avec le Rubané plus oriental. Les données picardes et leur analyse systématique intègrent complètement le Bassin parisien dans les problématiques européennes sur le développement de la civilisation néolithique continentale.

• Le matériel de mouture a été intégré dans une synthèse plus générale à l'échelle du bassin parisien (Hamon 2004). Outre le décryptage de l'approvisionnement en matière première et celui de la technologie de fabrication de ces outils en pierre, l'étude fait le point sur les techniques de broyage, et confirme l'usage de cet outillage pour le traitement des céréales. L'ensemble du mobilier s'intègre bien dans la tradition danubienne.
• Les éléments de parure en contexte d'habitat et en sépulture ont également fait l'objet d'une synthèse à l'échelle du Bassin parisien (Bonnardin 2004). Les matériaux, les espèces et les techniques de fabrication de ces objets ont été analysés à cette occasion.
• L'industrie en os et bois de cerf signale une exploitation continue des ressources animales (Sidera 2003).

Cependant l'échantillon de sites, même s'il peut paraître dense à l'échelle graphique choisie, ne permet guère aujourd'hui que de poser les premières hypothèses argumentées sur le maillage des implantations, les relations possibles entre les sites, et donc d'aborder les problèmes d'analyse spatiale et de gestion d'un territoire. Mais la documentation n'est pas encore assez concentrée et stable pour élaborer le modèle de ce qui fut le système d'habitat de cette période.

Le VSG (4900-4700 avant notre ère)

Concernant, le Villeneuve-Saint-Germain, la diversification des implantations a déjà été signalée et elle montre la tendance qui s'affirmera au Néolithique moyen vers la fréquentation d'entités géographiques nouvelles plus éloignées des vallées principales larges et fertiles. Les découvertes périphériques, comme celle d'Amiens ou de Vermand, soulignent un potentiel large et diversifié (fig. 11). Contrairement au Rubané les modèles architecturaux du Villeneuve-Saint-Germain sont mal connus et les poteaux retrouvés sur les sites même s'ils témoignent de ressemblances (présence des tierces), ne permettent pas les mêmes analyses. Sur une vingtaine de plans disponibles, un seul est complet. Si l'érosion peut dans certains cas être évoquée à titre d'explication, ce n'est pas vrai dans tous les cas (exemple du site de Pontpoint où les structures néolithiques étaient scellées par une couche d'occupation) et des évolutions des techniques de constructions peuvent tout aussi bien être à l'origine de ce phénomène.

Concernant les pratiques funéraires, les données sont ici aussi assez indigentes, puisque non seulement aucune nécropole n'est connue à ce jour, mais de plus les sépultures implantées à proximité des maisons sont peu nombreuses (une douzaine) et ne peuvent représenter en aucune façon la population de l'époque.

Les données concernant la culture matérielle sont plus importantes et permettent une approche plus détaillée du mobilier :
• Le matériel céramique a fait l'objet de plusieurs synthèses dans les vallées de l'Aisne et de l'Oise permettant d'affiner la séquence culturelle (Constantin 1984 ; Prodéo 1995).
• Les études sur l'industrie lithique ont mis en évidence d'importants changements dans la gestion des matières premières et des productions réalisées localement ou importées (Bostyn 1994).
• Les ensembles fauniques de l'Oise et de l'Aisne sont suffisants pour proposer, face au Rubané, une première approche de la gestion du cheptel et de la place de la faune chassée dans l'approvisionnement carné (Arbogast 1995).
• Les éléments de parure et l'industrie en os restent mal documentés pour cette période chronologique en Picardie. Ceci contraste avec ce qui est actuellement connu dans le reste du Bassin parisien où les sépultures sont un peu plus nombreuses qu'en Picardie.

Pour le Villeneuve-Saint-Germain, encore moins que pour le Rubané, les questions d'analyse spatiale peuvent être abordées, d'autant que la fréquentation de nouvelles entités géographiques témoigne probablement de la gestion d'un territoire plus vaste, avec l'existence de lieux plus spécialisés (acquisition des matières premières par exemple).

Conclusions pour le Néolithique ancien

Malgré les avancées notables de ces dernières décennies liées principalement à l'archéologie préventive, de nombreuses questions restent en suspens. On citera quelques pistes de recherches :
• il reste à établir définitivement la séquence chronologique en ayant recours à la fois aux méthodes de datation par le radiocarbone et par la périodisation interne RRBP-RFBP-VSG-Cerny ;
• il faut continuer de décrypter les interactions possibles entre le RRBP-VSG, le Mésolithique et le Néolithique du Sud de la France ;
• l'extension réelle du VSG en Picardie (Somme et nord de l'Aisne) reste toujours mal documentée. La découverte d'un site dans le Pas-de-Calais à Loison-sous-Lens permet de penser que la carte des occupations entre Picardie et Belgique peut être largement complétée dans les années à venir si le suivi des opérations préventives est fait correctement. On n'est pas en mesure, par ailleurs, de discuter des types d'occupations des plateaux et des vallons secondaires ;
• actuellement seules quelques portions de la vallée de l'Aisne peuvent faire l'objet d'une analyse spatiale

micro régionale. Pour l'ensemble de la région, la dispersion des sites ne permet pas d'envisager à l'heure actuelle d'étude spatiale permettant de déchiffrer le fonctionnement précis de ces sociétés agro-pastorales ;
• concernant les données sur la culture matérielle, de nombreuses problématiques restent à développer : modalités précises d'acquisition des matières premières siliceuses, modalités de circulation des biens de prestige ou non, synthèse sur la gestion du cheptel VSG et confrontation avec le modèle rubané ;
• le domaine funéraire constitue un des domaines le plus mal connu en particulier pour le VSG. La fouille de nouvelles sépultures ne pourra donc qu'être importante pour l'enrichissement de ce domaine de recherche.

Ainsi, la poursuite des investigations de terrain est essentielle pour documenter les vides géographiques qui empêchent la compréhension des phénomènes spatiaux, mais aussi pour exploiter le potentiel scientifique acquis dans les secteurs les mieux connus.

LE CERNY (4700-4400 AVANT NOTRE ÈRE)

La culture de Cerny peut être considérée comme le parent pauvre du Néolithique de Picardie (fig. 12). En effet parmi 32 sites répertoriés 24 sont seulement des indices de sites pressentis sur la base de matériel céramique ; quant à l'enclos de Moussy-Verneuil c'est sa ressemblance avec une structure funéraire de type Passy qui permet d'envisager son appartenance au Cerny. Les 8 autres sont des habitats représentés dans 4 cas par une fosse, dans deux cas par des niveaux d'occupations et dans trois cas par des structures d'habitat. Notons que les structures d'habitat actuellement connues présentent une grande diversité morphologique puisque les bâtiments de Berry-au-Bac, s'ils sont bien Cerny, sont de forme rectangulaire issue des plans de maisons danubiennes, le petit bâtiment de Pont-Sainte-Maxence dont le plan reste discutable est de forme quadrangulaire de petites dimensions alors que les structures de Conty sont circulaires.

Le matériel céramique reste le plus documenté et montre à la fois un phasage en 2 étapes du Cerny picard basé sur l'évolution des dégraissants et la présence de traditions décoratives régionales (l'Aisne semblant s'opposer à l'Oise). La fin du Cerny reçoit de fortes influences rhénanes et contribue à l'élaboration du Bischheim occidental. Pour le reste de la culture matérielle, les données sont très ponctuelles et ne permettent pas d'études très détaillées. Le site de Conty, fouillé récemment, devrait apporter dans les années à venir des données nouvelles sur ces différents aspects de la vie quotidienne.

La répartition spatiale des sites (fig. 12) montre à l'instar du Néolithique ancien, une concentration dans les vallées de l'Aisne et de l'Oise, mais la présence de site dans la vallée de la Somme et ses affluents est nettement plus affirmée. Il s'agit probablement ici aussi d'un biais de la recherche.

Ainsi, ce bilan montre que cette culture reste très mal connue en Picardie et les découvertes futures ne pourront qu'être bienvenues et contribueront à constituer des corpus fiables et conséquents.

LE NÉOLITHIQUE MOYEN 2 - RÖSSEN TARDIF, CHASSÉEN ET MICHELSBERG - (4400-3700 AVANT NOTRE ÈRE)

Les sites attribuables à la transition Néolithique moyen 1-2 et au Néolithique moyen 2 lui-même sont au nombre de 59 et se répartissent entre le Rössen tardif (10), le Michelsberg (14), le Chasséen (16), et les probables minières (16) ; trois sites sont peu caractérisables (fig. 12). Les occupations de la transition Néolithique moyen 1-2 sont évoquées ici avec ceux du Néolithique moyen 2 car leur liaison est mieux documentée avec ces derniers. Un autre choix était cependant possible, qui aurait eu également sa justification.

La moitié des occupations reconnues se situe en fond de vallée principale, mais pas seulement en bord de terrasse : si l'on observe une forte corrélation avec les zones marécageuses, on connaît aussi quelques sites éloignés des bords de rivières, jusqu'au bas de versants qui bordent ces vallées. L'autre moitié des sites est localisée sur ou en bordure des plateaux qui dominent les vallées principales comme les vallées secondaires.

Les types de sites sont un peu plus variés qu'auparavant. On compte 18 enceintes, 16 habitats non fossoyés, 2 sites funéraires, 16 minières ; les 7 autres occupations ne sont que des indices. Les habitats non fossoyés sont très rarement bien caractérisés en terme de structures d'habitat et d'organisation, mais plusieurs exemples d'occupations de berges sont remarquables ; concernant le funéraire, on ajoutera quelques rares inhumations dans les habitats et les vestiges humains épars retrouvés dans les fossés d'enceinte ; les minières ne sont attribuables au Néolithique moyen 2 que sur la base de quelques rares indices locaux et par référence aux acquis des autres régions (Ile-de-France, Normandie, par exemple).

Les données concrètes disponibles à ce jour concernent différents domaines de recherche :
• Les plans de maisons sont rarissimes puisqu'on en connaît seulement 5 exemplaires au Rössen tardif, sur deux sites différents de Berry-au-Bac de la transition Néolithique moyen 1-2

(Dubouloz *et al*. 1982). Le plus grand d'entre eux partage plusieurs caractéristiques avec les célèbres bâtiments Michelsberg de Mairy dans les Ardennes (grande largeur, parois porteuses, fosses internes transversales). Deux ou trois autres plans, appartenant au Michelsberg ou au Chasséen septentrional, très incomplets et pas toujours convaincants, peuvent également être notés.

• Les enceintes sont mieux documentées, mais les fouilles réellement significatives restent rares (Bazoches-sur-Vesle, Berry-au-Bac, Osly-Courtil, Compiègne, Boury-en-Vexin) et la complexité de ces occupations encore mal évaluée. Il apparaît ainsi une très faible redondance des données, pratiquement chaque site enclos montrant une grande singularité structurelle et d'utilisation -couple fossé/palissade, fossés et palissades multiples, fossé seul, palissade seule, double palissade… Certaines enceintes sont beaucoup plus grandes que les autres et, parfois, beaucoup plus riches en vestiges mobiliers et traces d'occupation (Dubouloz 1989 ; Dubouloz *et al*. 1991, 1997).

• Outre quelques tombes à inhumation isolées et les dépôts de fossés, les connaissances sur le funéraire reposent principalement sur le petit cimetière de Pont-Sainte-Maxence "Le Poirier" (Joseph *et al*. 1993), les vestiges humains de Boury-en-Vexin (Martinez 1993) et le monument funéraire de Beaurieux "La Plaine" ». Les liaisons historiques et culturelles avec les régions voisines (Bassin parisien, vallée du Rhône, Normandie, Nord-Ouest et Nord de l'Europe) demeurent floues et peu structurées.

• La céramique de ces périodes est l'un des points d'ancrage les plus solides pour la réflexion archéologique. Les vases étudiables se comptent par centaines, mais les ensembles significatifs restent peu nombreux. Ils permettent de reconnaître, à ce jour, l'existence de deux traditions culturelles en rapport avec le monde rhénan d'une part et le monde ultimement méridional d'autre part ; l'imbrication et la génèse locale restent cependant les traits dominants de ces Cultures du Nord du Bassin parisien. Ils permettent aussi d'argumenter fortement sur la part fondamentale prise par les groupes humains de Picardie dans l'élaboration et le développement de la Culture de Michelsberg, réputée rhénane jusqu'à il y a quelques années (Dubouloz 1998).

• Les restes de faune, moins nombreux qu'au Néolithique ancien, proviennent de quelques sites pour l'essentiel (Boury-en-Vexin, Maizy, Berry-au-Bac). Ils montrent l'existence de deux spectres fauniques, basés sur la prédominance du bœuf et d'une seconde espèce domestique : le porc en contexte Rössen-Michelsberg, les ovi-capridés en contexte Chasséen septentrional. Outre les différences culturelles, ces profils révèlent globalement deux stratégies d'élevage différentes, rattachables au mode d'occupation de l'espace et à l'organisation territoriale supra-locale. La chasse est plus ou moins présente selon les sites et se concentre sur les cervidés ; probable pourvoyeuse de prestige, cette activité procure toujours la matière première de nombreux outils (Arbogast *et al*. 1987, 1991).

• Cette industrie osseuse et en bois de cerf, technologiquement bien différenciée de celle du Néolithique ancien, reste peu synthétisée. Elle bénéficie, pour son étude, de l'apport considérable des vestiges lacustres et palustres retrouvés dans les régions voisines (Sidéra 1990, 1993). À l'inverse, l'étude de l'industrie lithique en silex et autre matières minérales est plus avancée (Augereau & Hamard 1991 ; Naze 1989). Elle repose sur quelques gros échantillons, (Jonquières, Boury-en-Vexin, Bazoches Maizy, Berry-au-Bac, Crecy-sur-Serre) et montre l'existence de deux traditions techniques : la production de lames, comme support de l'outillage ou en utilisation directe, est largement plus développée en contexte Michelsberg qu'en milieu Chasséen où la production d'éclats domine amplement, parfois quasi exclusivement. Ces différences témoignent de lignées culturelles plongeant leurs racines dans la fin du Néolithique ancien. Le rôle de l'acculturation des populations mésolithiques locales dans cette histoire est une hypothèse associée.

• Dans le domaine de l'organisation territoriale, quelques points semblent se dessiner à partir des données disponibles dans les secteurs les mieux documentés (vallées de l'Aisne et de l'Oise). Ces hypothèses reposent principalement sur l'analyse des caractéristiques et de la distribution spatiale des enceintes. Une hiérarchisation des sites et des territoires est probable, de la ferme ou hameau jusqu'à l'enceinte regroupant périodiquement les populations d'une petite contrée (Dubouloz 1989 ; Dubouloz *et al*. 1991).

Comme le rappellent les paragraphes synthétiques précédents, des pans entiers du mode de vie et d'organisation des sociétés du Néolithique moyen sont aujourd'hui inaccessibles à la connaissance par manque de données ou par faible représentativité de celles qui existent. La poursuite des investigations de terrain reste donc essentielle pour ces raisons et, plus généralement pour documenter les vides géographiques et saisir les phénomènes spatiaux généraux.

LE NÉOLITHIQUE RÉCENT ET FINAL - SOM, GORD, CAMPANIFORME… (3300-2100 AVANT NOTRE ÈRE)

Après un trou documentaire d'environ quatre siècles, pour l'heure inexpliqué, on répertorie cent cinquante occupations du Néolithique récent et final, en majorité dans les départements de l'Aisne et de l'Oise. En terme de gisements, le nombre est un peu moins élevé puisque l'on compte environ une vingtaine de sites sur lesquels la succession de

plusieurs occupations a pu être mise en évidence. La documentation paraît ainsi abondante mais, en réalité, on doit tenir compte de différents paramètres. Tout d'abord, nous constatons une forte disparité dans l'attribution chrono-culturelle des occupations : 90 occupations du Néolithique récent, 42 occupations du Néolithique final, toutes cultures confondues, et 55 occupations attribuées à la fin du Néolithique sans plus de précisions. On reconnaît également de fortes disparités dans la nature des sites puisque l'on compte 81 sites funéraires pour moins de 30 habitats et que le nombre d'indices de sites, correspondant à la découverte d'objets caractéristiques des productions de ces époques, se monte à 43. Enfin, prendre la mesure de cette documentation c'est aussi la replacer dans son cadre chronologique, et dans l'état actuel des recherches, on estime que la période dure assez approximativement douze siècles, de 3300 à 2100 avant notre ère.

Aujourd'hui, la fin du Néolithique est représentée par la succession dans le temps de plusieurs ensembles culturels : le Seine-Oise-Marne (SOM) au Néolithique récent, dont la définition et, finalement, l'existence même sont actuellement remises en cause, un premier ensemble néolithique final regroupant le groupe culturel du Gord et, peut-être, une extension méridionale du groupe de Deûle-Escaut et un second ensemble néolithique final correspondant au Campaniforme marqué par des influences britanniques au Nord et des influences rhénanes au sud et à l'est de l'Oise (Salanova 2000).

Le Néolithique récent (3300 - 2800 avant notre ère)

Le Néolithique récent est marqué par la construction de tombes collectives (81) dont l'usage se généralise dans le dernier tiers du IV^e^ millénaire. Beaucoup d'entre elles ont été découvertes anciennement, notamment les allées couvertes. En effet, ce sont des ouvrages semi-enterrés aisément repérables qui ont frappé les esprits par leur architecture et la quantité d'ossements qu'ils contenaient, à l'image de la sépulture de Barbonval dans l'Aisne connue dès le milieu du XVIII^e^ siècle. Cette situation particulière explique, en partie, le nombre de tombes collectives répertoriées et leur large répartition géographique. Elles présentent une implantation géologique et topographique variée. Les découvertes de ces quarante dernières années ont accentué cette variété ainsi que la diversité typologique des monuments et des matériaux de construction, l'usage du bois notamment, mais elles ont surtout permis de reconnaître la variété des pratiques funéraires dont elles témoignent et de préciser différentes étapes de leur histoire souvent longue. Une estimation basse du nombre de personnes inhumées dans ces tombes atteint 4098 individus pour la seule Picardie. Les recherches menées sur ces monuments ont initié le développement de nouvelles méthodes d'études des sépultures, sujets de recherches majeurs de ces dernières décennies (GDR 732, Masset dir. 1985-1991).

Jusqu'au début des années 1960, ces sépultures étaient toutes attribuées au SOM, dont elles constituaient pratiquement l'unique source de documentation. Il est juste de rappeler que le SOM était quasiment la seule manifestation culturelle reconnue jusqu'alors. Cela explique le déséquilibre constaté encore aujourd'hui entre le nombre de sites attribués au Néolithique récent et les gisements datés du Néolithique final. Il a été montré, à plusieurs reprises, depuis les travaux menés à la Chaussée-Tirancourt dans la Somme, que des sépultures collectives ont été utilisées très longtemps, parfois jusqu'au Néolithique final et même jusqu'à l'âge du Bronze ancien (Masset 1995). Beaucoup de ces sépultures sont des constructions pluriséculaires, sinon millénaires. Le Néolithique récent se rapporte à la première époque de construction et d'utilisation de ces tombes. Il existe également des tombes plus récentes et une seconde époque de construction est également attestée dans la seconde moitié du III^e^ millénaire avant notre ère au cours du Néolithique final (Chambon & Salanova 1996). La chronologie du Néolithique récent repose sur une vingtaine de dates ^{14}C environ, et deux courbes dendrochronologiques associées à du mobilier caractéristique (La Croix-Saint-Ouen dans l'Oise).

Les sites d'habitat sont peu nombreux (11). Ils ont été découverts principalement à partir des années 1980 dans les vallées de l'Oise et de l'Aisne dans des situations différentes : bordure de chenal, terrasses alluviales et bas de coteau. Ils se réduisent à de simples fosses isolées pour la plupart, et à des couches sédimentaires contenant des détritus, restes d'anciens niveaux de sols occupés ou de zones dépotoirs. Les limites d'extension des habitats sont rarement identifiées et mesurées, comme les distances qui les séparent de tombes collectives ou d'autres habitats contemporains.

On ne connaît pas de plan de bâtiment du Néolithique récent avec certitude et aucun plan de village. À cet égard, les fosses isolées évoquent moins les vestiges laissés par plusieurs unités d'habitations d'un village que ceux laissés par une ferme ou tout autre forme d'habitat regroupant un nombre restreint d'occupants, et aucun habitat plus important n'a encore été vraiment identifié. Les sites de Boury-en-Vexin (Oise) et Bazoches-sur-Vesle (Aisne) demeurent toujours les seuls exemples de réoccupation partielle au Néolithique récent d'une enceinte du Néolithique moyen, comme en témoignent les mobiliers mis au jour dans le remplissage supérieur de leurs fossés.

Les vestiges mobiliers de cette époque sont dans l'ensemble peu abondants. Les rares ossements animaux mis au jour attestent l'exploitation de ressources domestiques et sauvages, mais ne permettent guère d'études précises de la faune. La documentation concernant l'économie végétale est quasiment inexistante. Et si les éléments de la culture matérielle sont un peu plus abondants, ils ne constituent encore que des séries très limitées. C'est au Néolithique récent que se généralise la fabrication d'une poterie quasiment pas décorée à fond plat, dont le soin apporté aux finitions est en rupture avec les pratiques antérieures. Ses caractéristiques sont très marquées, mais on compte moins de vingt récipients entiers et un nombre de vases fragmentés inférieur à 200 (NMI) pour l'ensemble de la Picardie. Les séries lithiques sont un peu plus fournies. Pour donner un ordre de grandeur, on peut estimer le nombre de pièces enregistrées à environ 5000. En revanche, on compte plus d'une centaine d'objets en os et en bois de cerf et plusieurs centaines d'éléments de parure. Au vu de ces disproportions importantes entre les différentes activités auxquelles ce mobilier renvoie, la définition des industries du Néolithique récent repose encore sur des bases fragiles.

Un arc et un manche d'herminette en bois, ont été découverts dans un contexte daté du Néolithique récent (La Croix-Saint-Ouen). Cela pourrait paraître anecdotique s'il ne s'agissait pas des seuls objets connus fabriqués dans ce matériau pour tout le Néolithique de Picardie. Enfin, nous ne pouvons terminer l'évocation de la culture matérielle de cette époque sans rappeler que c'est au Néolithique récent qu'apparaissent dans la région les premiers objets en métal, en l'occurrence des perles en cuivre.

Après une remise en cause de sa durée, le SOM est, à nouveau, remis en question sur son homogénéité culturelle, notamment en Champagne. Les limites d'extension de cette vaste entité risquent d'être abandonnées au profit d'une régionalisation des manifestations culturelles qui touche également la Picardie.

Le Néolithique final (2800 - 2100 avant notre ère)

Les groupes du Gord et de Deûle-Escaut

La définition des groupes culturels du Néolithique final, antérieurs au Campaniforme, est l'un des faits marquants des recherches de ces trente dernières années sur la fin du Néolithique. C'est le mobilier particulier découvert sur le site éponyme du Gord à Compiègne qui a permis de signaler des productions qui n'avaient pas encore été identifiées (Lambot 1981 ; Blanchet 1984). Leur position chronologique repose principalement sur les classements typologiques, car le nombre de dates radiocarbones vraiment associées à ce mobilier sont peu nombreuses et il n'existe qu'une seule stratigraphie claire.

Le déséquilibre entre le nombre de sépultures et le nombre d'habitats, constaté pour le Néolithique récent, persiste au Néolithique final, à la différence près que les chiffres sont inversés. On ne compte que quelques sépultures collectives dont la construction est datée du Néolithique final ou dont l'un des épisodes est signalé pour cette période. Mais leur nombre est sans doute largement sous-estimé. On remarque par exemple qu'il n'y a plus de dépôts de vase à l'entrée des monuments et par conséquent, que des éléments dans les pratiques funéraires ont changé (Sohn 2001).

Trois-quarts des habitats connus ont été découverts dans l'Oise, principalement sur les terrasses alluviales. Le contexte de ces sites correspond presque toujours à un niveau archéologique piégé plus ou moins préservé. On ne connaît pas la forme des bâtiments et encore moins celle des villages. En revanche, ces sites ont livré des quantités de mobiliers plus importantes qu'au Néolithique récent, de sorte que la simple répartition des vestiges montre l'extension de certaines occupations sur des surfaces importantes.

Des catégories de vestiges demeurent indigentes comme les restes de faunes et les restes végétaux. Les produits de l'industrie osseuse et les éléments de parure sont très peu nombreux, ils pâtissent en partie de la chute du nombre de sépultures par rapport au Néolithique récent. Par contre, avec au moins deux séries céramiques conséquentes - Compiègne (Oise) et Bettencourt-Saint-Ouen, dans la Somme - on remarque que le répertoire des vases s'est enrichi de nouvelles formes et que les types de production se sont nettement diversifiés. Si les vases entiers se comptent sur les doigts d'une main, le nombre de récipients fragmentés s'élève à plusieurs centaines. Les fusaïoles en céramique, témoins directs d'une activité textile, font leur apparition. Le nombre de pièces lithiques découvertes, quant à lui, fait un bon quantitatif en dépassant les 30000 artefacts. Ce mobilier montre, notamment, un approvisionnement en matière première variée et parfois à longue distance. Toutefois, malgré la quantité d'éléments qu'elles contiennent, ces séries présentent des difficultés de maniement liées à la piètre qualité de leur contexte de découverte, limitant les interprétations.

La présence dans la Somme d'éléments se rapportant au groupe de Deûle-Escaut permet d'envisager que la Picardie n'est pas plus homogène culturellement dans la première moitié du III^e^ millénaire avant notre ère, qu'elle ne l'est à la fin du IV^e^.

RAP - n° 3/4, 2005, Jérôme Dubouloz, Françoise Bostyn, Michèle Chartier, Richard Cottiaux & Mariannick Le Bolloch, *La recherche archéologique sur le Néolithique en Picardie*

Le Campaniforme

La quantité de documentation chute considérablement par rapport aux périodes précédentes. C'est un fait, mais il ne doit pas masquer que les découvertes se multiplient depuis trente ans et qu'elles constituent les bases d'une véritable occupation du territoire. On compte trois sites dans la Somme, quatre dans l'Oise et cinq dans l'Aisne, chiffres plus équilibrés que pour les périodes antérieures, malgré la faiblesse de l'effectif. Ils sont répartis majoritairement sur les terrasses alluviales et également sur plateau.

Du point de vue chronologique, on ne dispose que d'une date radiocarbone (sépulture de Juvincourt-et-Damary dans l'Aisne) permettant de situer l'individu inhumé et le mobilier caractéristique qui l'accompagne dans la seconde moitié du III^e^ millénaire avant notre ère. D'autres dates radiocarbones se placent dans cet intervalle de temps, mais elles ont été réalisées sur des sépultures collectives et ne sont pas associées à du mobilier. Du point de vue funéraire, on note l'existence de tombes individuelles en parallèle avec des tombes collectives.

Le reste de la documentation se rapporte surtout à des indices de sites, c'est-à-dire du mobilier isolé sans contexte clair. De plus, entre ces indices et les deux sites enregistrés comme habitat, la différence est ténue. Ces derniers correspondent, en réalité, à plusieurs objets découverts au même endroit sur des sites d'habitat plus anciens et aucune structure d'habitat n'est encore associée à cette période.

Pour tout mobilier, on compte deux vases entiers, quelques tessons décorés, moins de vingt pièces lithiques, deux objets en os, quelques objets de parure et trois objets en métal.

Enfin, on doit citer l'existence de deux occupations attribuées à l'Épicampaniforme à la charnière du Néolithique et de l'âge du Bronze. Il s'agit d'une sépulture individuelle découverte anciennement à Soissons et d'un vase provenant de la sépulture collective de Bury "Saint-Claude" dans l'Oise.

Finalement, considérant simplement le nombre de sites, on aurait pu penser avec ce bilan que la fin du Néolithique était une période favorisée par rapport aux périodes antérieures. En réalité, la documentation s'avère beaucoup plus ingrate et inégalement répartie à tout point de vue : chronologique, culturel, géographique et type de site. Les grandes étapes de la séquence sont à peine calées et leur périodisation n'en est encore qu'à des balbutiements. L'augmentation du nombre de sites de ces dernières années opère un début de rééquilibrage et s'accompagne d'un regain d'intérêt pour cette période, notamment par le recensement de la documentation et son étude critique (PCR sur le III^e^ millénaire avant J.-C. dans le Centre Nord de la France, Salanova 2003). Mais, il est clair que la poursuite des investigations de terrain est indispensable pour documenter les vides géographiques, réduire les lacunes chronologiques et permettre d'approcher l'histoire et le fonctionnement de ces sociétés agro-pastorales largement méconnues.

BILAN THÉMATIQUE

L'HABITAT

Un profond déséquilibre des connaissances s'est installé dès les années 1970 entre les différentes périodes du Néolithique et n'a pu être que très partiellement corrigé. Cette difficulté tient à la nature et à la conservation des gisements ; les conditions sont favorables à une bonne reconnaissance des sites pour le Néolithique ancien, mais deviennent de plus en plus difficiles, au fur et à mesure que les V^e^, IV^e^ et III^e^ millénaires sont abordés.

Le processus d'anthropisation progressive des paysages picards a cependant pu être largement documenté. Il apparaît donc qu'au cours des trois millénaires néolithiques, les communautés paysannes ont étendu leur emprise à presque tout le spectre environnemental disponible (tab VII et fig. 7), exploitant plus largement les ressources naturelles en maillant le territoire d'occupations diverses. Cette expansion, qui reflète probablement une certaine pression démographique, a, sans doute, nécessité une complexification du système « d'administration » des échanges et des coopérations.

Mais la nature, la structuration et l'organisation territoriale de l'habitat proprement dit ne sont aujourd'hui des thèmes abordables que pour le début de la séquence, le Rubané et, dans une moindre, mesure pour le VSG et le Michelsberg ; cette thématique reste absolument hors de portée des études sur le Néolithique récent et final.

Pour le Rubané, et grâce à la répétition des fouilles, la maison est une entité maintenant assez bien connue dans son architecture et son évolution. Grâce aux fouilles extensives, différents types de village peuvent être déterminés ; mais l'organisation territoriale ne peut être que tout juste abordée.

Ce n'est même pas le cas pour le VSG, dont les vestiges semblent moins bien conservés en général. À cette période, à côté du mode d'organisation territorial probable issu du Rubané, on perçoit l'existence d'une autre forme d'implantation, hors vallée principale ; les fouilles très rares et très restreintes ne permettent malheureusement pas de

déterminer précisément le type des occupations repérées.

Au Néolithique moyen, la situation documentaire se dégrade nettement, pour le Cerny particulièrement, avec une très faible information sur l'habitat. La maison en est mal connue (ronde ? rectangulaire ?) et sa datation difficile à établir ; la configuration générale des installations demeure peu précise. Seules les périodes du Chasséen et du Michelsberg offrent des éléments de compréhension à travers la hiérarchie probable des enceintes.

Le Néolithique récent et final est le parent pauvre du Néolithique de Picardie dans le domaine de l'habitat. On a longtemps focalisé l'attention sur une hypothétique architecture à faible emprise au sol et sur l'occupation des zones humides, mais quelques trouvailles très récentes - en Picardie (Méaulte, dans la Somme), ou dans le département du Nord (Houplin-Ancoisne) - nous indiquent clairement que le terrain détient encore des clés essentielles pour progresser dans nos connaissances et notre compréhension de cette grande période, sur ce plan-là.

LES PRATIQUES FUNÉRAIRES

Comme pour l'habitat, il est difficile de brosser un tableau cohérent de trois millénaires de pratiques funéraires. La documentation disponible se rapporte essentiellement au début et à la fin de la séquence, selon des caractéristiques très différentes. À la petite centaine d'inhumations fouillées pour le Rubané et le VSG, au début du Néolithique, répondent plus de 4000 individus retrouvés dans 81 sépultures collectives du Néolithique récent final. Entre ces deux pôles, quelques tombes seulement documentent le millénaire et demi qui les séparent. Si les chiffres semblent largement favorables au Néolithique récent-final, la réalité documentaire concrète tempère cette impression : très peu de sépultures collectives ont en effet été fouillées selon les canons méthodologiques actuels, encore moins étudiées et publiées exhaustivement, et peu d'entre elles sont correctement datées à l'intérieur du millénaire qui les concerne.

Les premiers paysans néolithiques de Picardie traitent leurs morts selon plusieurs protocoles, dépendants de l'âge du défunt, des circonstances de la mort et, peut-être, de l'ancienneté de l'installation des communautés dans leur terroir. Les très jeunes enfants (moins de 1 an) bénéficient d'un traitement particulier inconnu. La question des incinérations reste en suspens, mais ne doit pas être évoquée seulement pour expliquer le faible nombre de tombes retrouvées ni une certaine incohérence de la démographie funéraire. Parmi les inhumations fouillées, le taux des 5-19 ans semble suffisamment élevé pour estimer que la population est en croissance démographique intense (Boquet-Appel & Dubouloz 2003). Ces individus, jeunes et adultes confondus, sont inhumés avec offrandes funéraires (céramique, outils en os, parures, pour l'essentiel) et enduits d'ocre rouge. S'il n'y a pas d'architecture funéraire à proprement parler, il existe une catégorie découverte récemment - la fosse sépulcrale à niche et banquette - qui illustre une certaine complexité des structures funéraires et des rites funèbres (Allard *et al.* 1997 ; Thevenet 2004). Si l'utilisation de coffres en bois n'est pas prouvée, on reconnaît souvent une décomposition des corps en espace confiné : un linceul en cuir, tissu ou autre matière végétale peut rendre compte de ces vestiges. Une manipulation post-inhumation est prouvée dans deux cas.

Les enfants sont souvent enterrés en liaison avec une maison (Menneville, Berry-au-Bac) et les adultes plutôt indépendamment de ces dernières (Menneville, Berry-au-Bac) ou en petits groupes périphériques à l'habitat (Menneville, Bucy-le-Long). L'absence de grande nécropole est maintenant probable, mais il n'est pas du tout exclu que des petits cimetières villageois aient existé ; les cas un peu incomplets de Menneville et Bucy-le-Long vont dans ce sens. L'absence de vestiges funéraires compatibles avec la taille et la durée d'existence du village de Cuiry-lès-Chaudardes nous laisse espérer des découvertes prochaines.

Reste le traitement funéraire atypique, comme à Menneville où près d'une dizaine d'enfants est ensevelie dans les segments du fossé de l'enceinte, jetés plus que déposés, et sans les habituelles offrandes. À Chassemy, cinq individus jeunes, adolescents et un adulte, sont inhumés dans un bel ordonnancement, dans la même fosse.

Une bonne partie de ces observations vaut sans doute pour le VSG, mais la faiblesse documentaire sur le sujet ne permet pas de le démontrer.

Avec le Néolithique moyen, les restes funéraires deviennent carrément indigents en nombre, si ce n'est en qualité. Quelques tombes seulement sont connues, Cerny (Missy-sur-Aisne), chasséennes (Pont-Sainte-Maxence, Longueil-Sainte-Marie) ou Michelsberg (Cuiry-lès-Chaudardes, Beaurieux), livrant une information assez hétéroclite. Ici encore la question des traitements funéraires ne laissant pas de vestiges retrouvables reste en suspens ; elle ne peut cependant servir d'explication globale, tant les lacunes de la recherche sont criantes. Les données issues d'autres régions (Cerny, Chasséen) mettent ce constat à l'ordre du jour. Trois découvertes doivent cependant être particulièrement notées, car elles rattachent la Picardie aux phénomènes repérés à l'échelle du Bassin parisien et ouvrent

RAP - n° 3/4, 2005, Jérôme Dubouloz, Françoise Bostyn, Michèle Chartier, Richard Cottiaux & Mariannick Le Bolloch, *La recherche archéologique sur le Néolithique en Picardie*

de nombreuses perspectives d'interprétation. C'est d'abord le cimetière chasséen de Pont-Sainte-Maxence "Le Poirier" (Oise) daté par le C^{14}, illustrant l'existence d'espaces funéraires distincts de l'habitat. C'est ensuite le monument funéraire Michelsberg fouillé en 2005 à Beaurieux "La Plaine" (Aisne) montrant, à la fin du V^e^ millénaire, le traitement particulier réservé à quelques personnages « importants ». On notera qu'en l'absence du monument, la probabilité était faible de repérer les tombes elles-mêmes dans le diagnostic en tranchées pratiqué sur ce site. Ce monument se rattache à une tradition née durant le Cerny et absente jusqu'alors en Picardie. La découverte d'un autre monument très arasé, à Moussy-Verneuil (Aisne), pourrait en en être un exemple s'il n'est pas lui aussi Michelsberg : le C^{14} tranchera éventuellement.

À côté de ces inhumations, une autre forme de vestiges funéraires est également connue pour le Néolithique moyen ; les ossements humains issus de manipulations post-décomposition rejetés dans les fossés ou dans les fosses. Déjà repérée au Néolithique ancien, à très petite échelle, cette pratique prend un essor particulier au point de livrer des dépôts humains organisés comme à Boury-en-Vexin (Oise). Ils témoignent de pratiques d'exhumation ou de récupération de certains corps et soulignent l'existence probable de plusieurs types de traitement funéraires largement inconnus.

Les grandes sépultures collectives du Néolithique récent et final, très emblématiques du Néolithique en général, sont renommées auprès du grand public comme des professionnels. Pourtant nos connaissances les concernant restent très fragmentaires et dispersées ; peu d'entre elles ont été fouillées récemment selon des protocoles d'enregistrement satisfaisants. Chacune apporte son lot de variations dans tous les domaines – architecture, fonctionnement, chronologie – au point qu'on est encore loin d'avoir compris leur signification historique et anthropologique globale. Les découvertes de ces quarante dernières années ont en effet accentué la variété et la diversité typologique des monuments et des matériaux de construction – l'usage du bois notamment ; elles ont aussi permis de reconnaître la variété des pratiques funéraires dont elles témoignent et de préciser différentes étapes de leur histoire souvent longue.

Le Néolithique récent constitue la première époque de construction et d'utilisation de ces tombes et une seconde époque de construction est attestée dans la seconde moitié du III^e^ millénaire avant notre ère au cours du Néolithique final (Chambon & Salanova 1996). On ne compte, cependant, que quelques sépultures collectives dont la construction ou l'un des épisodes d'utilisation date de cette deuxième période ; leur nombre est sans doute largement sous-estimé. Au Campaniforme il faut noter l'existence de tombes individuelles en parallèle avec une réutilisation des tombes collectives.

La diffusion dans l'espace assez régulière de ces monuments funéraires témoigne sans doute de leur utilisation par une communauté assez localisée. Leur longue durée d'utilisation indique également une forte stabilité des territoires et le nombre de corps déposés, s'il représente bien l'ensemble de ceux qui y étaient destinés, incite à y voir le lieu d'ensevelissement d'un groupe particulier de la communauté concernée (un lignage dominant ?). Cette question reste discutée, d'autant plus qu'il existe des fosses de vidange de sépultures (par exemple à Berry-au-Bac "Le Vieux-Tordoir") qui ajoutent à la complexité de l'analyse de ce phénomène funéraire.

En même temps que ces différentes étapes, qu'il est possible de marier assez facilement avec l'évolution révélée par l'organisation de l'habitat et de son territoire, cette brève histoire funéraire du Néolithique de Picardie nous montre un essor des pratiques de manipulation des morts (de l'exhumation ponctuelle à la vidange) et un développement probable, selon des règles socio-culturelles propres à chaque période, de la sélection des individus destinés à l'inhumation. Ce dernier processus a sans doute quelque chose à voir avec les oscillations spatio-temporelles de la stratification sociale et les changements d'échelle qui y sont rattachés. La fin de la séquence voit un retour partiel de la tombe individuelle réservée à quelque personnage, qui préfigure peut-être le monument funéraire de l'âge du Bronze.

LES MATIÈRES PREMIÈRES SILICEUSES (ACQUISITION - TRACÉOLOGIE)

La recherche de silex pour la fabrication de l'outillage a constitué une des activités principales des Néolithiques. Le silex a non seulement servi à satisfaire les besoins quotidiens, mais il a également fait l'objet d'échanges au sein d'une même communauté ou entre groupes distincts sur plusieurs centaines de kilomètres. L'un des faits marquant du Néolithique moyen est d'ailleurs le développement des minières à silex qui place le travail d'extraction de la matière première au niveau des activités semi-industrielles. La Picardie foisonne de ressources siliceuses (du Secondaire et du Tertiaire) qui ont largement été exploitées durant tout le Néolithique. Plusieurs programmes de recherches ont été menés ou sont encore en cours pour traiter des différents problèmes rencontrés à toutes les étapes de la chaîne opératoire de transformation du silex depuis l'acquisition jusqu'au rejet de l'outil usé.

Un PCR sur la fonction des industries en silex au Néolithique dans le Bassin parisien s'est déroulé entre 1997 et 2000 et a été l'occasion d'étudier des centaines d'outils dont une partie (408) était issue des sites picards (Cuiry-lès-Chaudardes, Berry-au-Bac, Bucy-le-Long, Pont-Sainte-Maxence, Pontpoint, Longueil-Sainte-Marie, Trosly-Breuil). Ce travail a permis une première approche de l'outillage du Néolithique ancien (RRBP et VSG) mais les périodes plus récentes n'ont pu être traitées dans ce cadre. Il sera donc nécessaire de reprendre ces analyses lorsque les premiers résultats obtenus seront publiés.

Un autre PCR est en cours (2002-2005) sur la géoarchéologie du silex de la craie dans le Nord-Ouest de la France et qui s'inscrit dans la continuité de l'ATP silex menée entre 1986 et 1989 par Michel Plateaux et Claudine Pommepuy, sous la responsabilité de Jean-Claude Blanchet (Blanchet *et al.* 1989 ; Allard 2003, Allard *et al.* 2005). Ce programme comporte plusieurs volets dont la prospection des affleurements de silex, l'échantillonnage et la caractérisation à la binoculaire des silex des différents horizons du Crétacé, l'étude des minières et la diffusion des silex extraits, et enfin la caractérisation des silex employés pour la confection de l'outillage issu des sites d'habitat du Néolithique moyen II de Jonquières, Catenoy, Osly-Courtil et Bazoches. La lithothèque est d'ores et déjà constituée, et est utilisable par l'ensemble des préhistoriens. Les études de sites sont à peine entamées et il est prématuré d'en tirer des conclusions. Néanmoins, ces études de caractérisation pourront être poursuivies à l'avenir sur les mêmes bases ce qui permettra de proposer des schémas d'organisation territoriale centrés sur un aspect, le silex. Par ailleurs, un travail identique pourra être envisagé sur les affleurements du Tertiaire dans le cadre d'un nouveau PCR.

L'EXPLOITATION DE LA FAUNE

Depuis le début des années 1970, la Picardie a fourni des échantillons de faune en quantité très importante pour le Néolithique, en comparaison du reste de l'Europe. Deux raisons expliquent cet état de fait : la bonne conservation des ossements (grâce à un sédiment non lœssique) et les fouilles menées sur de grandes surfaces.

L'apport des études de faune à la compréhension des sociétés néolithiques est particulièrement important : sur l'alimentation, sur les techniques d'élevage (boucherie puis évolution vers un bétail sur pied), sur l'industrie osseuse (développement des gaines de haches en bois de cerf liées au défrichement intensif), sur l'organisation villageoise rubanée (détermination de quartiers à Cuiry-lès-Chaudardes, liaison avec la taille des maisons) et dans le domaine du rituel (tombes, enceintes avec repas spécifiques).

On constate une prédominance de l'élevage tout au long de la séquence, particulièrement celui des bovins. Les ovi-capridés constituent, au début, l'espèce élevée en deuxième rang, avant de céder cette place au porc dès le VSG « classique » ; cette configuration reste semblable jusqu'au Michelsberg, mais semble se différencier dans l'aire du Chasséen, probablement dès le Cerny, avec une reprise sensible de l'élevage des caprinés. Il n'existe, malheureusement, que très peu de données pour le Néolithique récent et final. Ces différents chassés-croisés dans l'ordre d'importance des espèces domestiquées relèvent sans doute de l'orientation générale de l'économie de subsistance, selon les degrés de stabilité de l'habitat, sa concentration ou sa dispersion dans l'espace, les dispositions de l'environnement naturel des différents sites et probablement aussi des choix culturels ancestraux.

La chasse reste une activité « symbolique » forte, sans raison économique majeure apparente, comme le suggère, par exemple, sa présence dans les supports de l'industrie osseuse – même dans les sépultures collectives du Néolithique récent – dans les dépôts de bucranes d'aurochs au Néolithique ancien et moyen, ou dans le quartier « sanglier » de Cuiry-lès-Chaudardes rubané. Les variations observées du taux de chasse semblent fonction du type de site (village ≠ enceinte funéraire ; habitat ouvert ≠ enceinte monumentale), de la chronologie interne à la période et peut-être de l'environnement immédiat du site.

De nouveaux domaines sont aujourd'hui explorés :
- La paléogénétique des bovins a déjà permis de confirmer que les premiers paysans néolithiques sont venus avec leurs troupeaux, sans pratiquer une domestication locale des aurochs.
- Les mesures du strontium sur la petite faune sauvage permettent de déterminer le substrat local de naissance des animaux et, par la comparaison avec celui des humains, de repérer les migrants parmi ceux-ci.

Les axes de recherches futurs dépendent des périodes auxquelles ils s'appliquent :
- Au Néolithique ancien il s'agira de parvenir à raisonner au niveau de sites strictement contemporains, pour avancer dans la compréhension du modèle d'habitat, de son organisation territoriale et des stratégies de subsistance qui la soutiennent. Les données sont encore actuellement trop peu nombreuses et la fouille de nouvelles occupations rubanées et VSG s'imposent.
- Au Néolithique moyen, il s'agira, plus prosaïquement encore, de constituer des bases de données contenant l'information faunique de plusieurs sites de chaque catégorie reconnue (plusieurs habitats ouverts, plusieurs enceintes monumentales, etc.), pour pouvoir enfin dégager un modèle général d'exploitation des ressources animales. Ce n'est pas encore possible aujourd'hui. Là encore, l'apport de fouilles nouvelles est incontournable.
- C'est bien sûr une nécessité encore plus évidente pour le Néolithique récent et final où presque tout reste à faire.

LE PALÉOENVIRONNEMENT

Un bilan sur les données paléoenvironnementales reste difficile à faire pour le Néolithique à la fois du fait de la grande dispersion des informations, de leur faible publication globale et de leur insertion le plus souvent dans des approches diachroniques à l'échelle d'une région ou d'une vallée. Les spécialistes n'ayant pas été contactés pour faire une synthèse régionale, nous ne donnerons que quelques considérations générales qui montrent néanmoins un faible développement global de ces études en Picardie.

Du point de vue de la géomorphologie, les deux vallées de l'Aisne et de l'Oise ont été abordées par le biais de transects permettant de traiter l'évolution des fonds de vallées (travaux de J.-Fr. Pastre 1991, 1997 ; Leroyer & Pastre 1991 et de M. Chartier 1988, 1990, 1992 ; Pernaud *et al.* 2000). Les données palynologiques sont liées à ces études et sont donc centrées principalement sur les milieux naturels et non sur les sites d'habitat (études G. Firmin 1984, C. Leroyer 1997 et M. Boulen 1997). Les études anthracologiques sont peu développées dans cette région, notamment par déficit de conservation des charbons au Néolithique ancien (Pernaud 1997).

Seules les études carpologiques ont fait l'objet à notre demande d'un bilan rapide par Marie-France Dietsch, présenté ici.

L'inventaire des sites néolithiques ayant donné lieu à une étude carpologique en Picardie permet d'en recenser une dizaine (Tab. XII). Rapporté à la vingtaine d'années qui nous séparent de la première publication de Corie Bakels (1984) et au nombre de carpologues qui ont œuvré dans la région, ce résultat apparaît extrêmement faible. Ce corpus de sites souffre, en outre, d'un double déséquilibre : déséquilibre géographique d'abord puisque 60 % des sites sont localisés dans la vallée de l'Aisne, contre trois dans le département de l'Oise et un seul dans la Somme. Le deuxième déséquilibre est d'ordre chrono-culturel puisque 54 % des études concernent les phases anciennes du Néolithique (Rubané et Villeneuve-Saint-Germain). Pour l'avenir, il paraît donc judicieux de veiller, autant que possible, à corriger ces déséquilibres. Mais il nous paraît plus important encore de multiplier les interventions carpologiques sur les sites néolithiques qui seront mis au jour en Picardie, tant il est vrai, comme il a été récemment montré (Dietsch-Sellami 2004) que la multiplication des

Communes	Lieu-dit	Dép.	Datation	N	Type	Volume traité	NR Total	Auteurs
Cuiry-lès-Chaudardes	"Les Fontinettes"	02	Rubané	8	Fosses	45,50 dm³	4	Bakels 1984
Menneville	"Derrière le Village"	02	Rubané	3	Fosses	4,25 dm³	87	Bakels 1984
Berry-au-Bac	"Le Chemin de la Pêcherie"	02	Rubané	3	Fosses	19 dm³	68 *	Bakels, 1995a
Bucy-le-Long	"La Fosse Tounise / La Héronnière"	02	Rubané	5	Fosses	Inconnu	Inconnu	Bakels 1995b
Trosly-Breuil	"Les Obeaux"	02	VSG moyen	4	Fosses, silos	86 litres	510	Dietsch-Sellami 2001
Bucy-le-Long	"La Fosse Tounise / La Héronnière"	02	VSG récent	9	Fosses	Inconnu	Inconnu	Bakels 1995b
Villeneuve-Saint-Germain	"Les Gr^des Grèves"	02	VSG	2	Fosses	Inconnu	271	Bakels, 1984
Hodenc-L'Evêque		60	VSG / Cerny	1	Silo	150 litres	4738	Dietsch-Sellami 2000
Cuiry-lès-Chaudardes	"Les Fontinettes"	02	Michelsberg	2	Silos	12,5 dm³	286	Bakels 1984
Choisy-au-Bac	"Le Confluent"	60	Chasséen ancien	10PR	Sol d'occup.	Inconnu	Inconnu	Marinval 1993
Cuiry-lès-Chaudardes	"Les Fontinettes"	02	SOM	1	Fosse	5 dm³	2	Bakels 1984
La Croix-Saint-Ouen	"Station d'épuration"	60	SOM	9PR	Paléo chenal	90 litres	142.120	Dietsch 2000
Bettencourt- Saint-Ouen		80	Néo. final	30	Fosses silos	330 litres	7307	Matterne * 1999

* auxquels s'ajoutent des milliers de fragments de coquilles de noisettes

Tab. XII - Inventaire des études carpologiques menées sur des sites néolithiques en Picardie.

RAP - n° 3/4, 2005, Jérôme Dubouloz, Françoise Bostyn, Michèle Chartier, Richard Cottiaux & Mariannick Le Bolloch, *La recherche archéologique sur le Néolithique en Picardie*

études est seule à même de caractériser les pratiques agricoles des populations qui se sont succédé au cours du Néolithique et de tenter d'expliquer leurs choix.

CONCLUSIONS

Comparaison avec le bilan de 1997

Le précédent bilan, en 1997, n'était pas aussi documenté que celui-ci : il ne s'agissait à l'époque que de la synthèse d'une brève journée de réflexion. Malgré les grandes limites de ce précédent travail, il faut remarquer que certains aspects avaient déjà été soulignés, en particulier les déséquilibres géographiques (Somme, mal documentée) et chronologiques (Néolithique ancien et moyen nettement plus représentés). Ainsi, en 7 ans, des changements semblent s'amorcer au vu des quelques fouilles qui ont eu lieu dans la Somme et dans le nord du département de l'Aisne. D'un point de vue chronologique, la tendance ne s'est pas encore inversée et le Néolithique récent et final ne s'est enrichi que de quelques nouvelles données de fouilles.

Problèmes méthodologiques

Le problème méthodologique principal tourne autour de deux évolutions récentes :
- l'abandon total des grands décapages pour l'évaluation des sites, remplacés par un diagnostic en tranchées qui atteignent au mieux 10 % de la surface qui sera aménagée ;
- la restriction fréquente des fouilles au seul noyau principal des occupations, avec abandon des zones moins denses réputées périphériques, ou la fouille de ces derniers secteurs, avec mise en protection, souvent très relative, des parties les plus denses des sites reconnus.

Ce bilan montre que grands et moyens décapages apparaissent toujours comme une nécessité pour la compréhension des périodes anciennes ; ils apportent en général une grande qualité documentaire, en rapport avec l'investissement réalisé. Nous cherchons encore les grands sites néolithiques interprétables, reconnus par une autre approche de terrain que le décapage extensif.

Et si les décapages de très petites surfaces offrent un rendement scientifique moindre, l'investissement qu'ils requièrent est si faible qu'il ne peut pas constituer un argument économique majeur comme justification de leur abandon. Sauf cas particulier, vite reconnu sur le terrain, ces très petites surfaces doivent au moins faire l'objet d'un enregistrement archéologique minimal (relevés et contrôles rapides ou très rapides).

D'une manière générale, nous soulignerons que seule une bonne vision de l'ensemble des difficultés archéologiques posées par un aménagement permet d'argumenter les choix qui s'avèrent souvent nécessaires ; contrairement à « l'imposture scientifique » actuelle fondée sur les résultats aléatoires des seuls diagnostics, tels qu'ils sont réalisés, et dont l'échec sur les grands tracés linéaires est, sans doute, une malheureuse illustration.

L'énigme des tracés linéaires

A contrario des grands décapages en carrières et zones d'aménagement diverses, le bilan pour le Néolithique de l'archéologie des grands tracés en Picardie (Autoroutes, TGV) est en effet particulièrement faible : seul 1 % des occupations néolithiques est à mettre au crédit de ces diagnostics et fouilles. Il faut donc s'interroger sur les causes possibles d'un tel échec. Elles sont potentiellement nombreuses et relèvent de différents niveaux de problèmes. Par ordre décroissant de généralité, nous pouvons envisager :
• Que les zones concernées par ses tracés étaient archéologiquement peu sensibles. Cette hypothèse est vraisemblable pour une partie des paysages traversés - loin des axes naturels de communication, loin des sources d'eau facilement accessibles, sur des sols très défavorables aux activités vivrières, mais ne peut s'appliquer à l'ensemble des parcours, notamment aux traversées des grandes vallées ou le long des gîtes naturels de matières premières exploitées au Néolithique par exemple.
• Il est possible de croire ensuite que certaines régions traversées – zones à limons et lœss très acides, secteur à forte érosion naturelle, intense érosion liée aux façons culturales… – ont présenté une conservation tellement médiocre et une lisibilité si faible des vestiges néolithiques que ces derniers, s'ils avaient survécu, n'auraient pas pu être reconnus dans les petites fenêtres décapées lors des diagnostics.

Au-delà de ces causes « naturelles », il faut bien aussi s'interroger sur l'approche archéologique suivie lors de ces interventions sur tracés linéaires.
• Ainsi, la méthodologie de diagnostic qui y fut appliquée était-elle appropriée à la reconnaissance des installations néolithiques ? L'expérience des fouilles néolithiques menées avec succès dans d'autres circonstances et dont ce bilan témoigne largement, permet de pointer les grandes difficultés d'un repérage satisfaisant et fiable par simples sondages ; la légèreté des structures, faiblement ancrées dans le sol et souvent peu distinctes du substrat et leur densité au mètre carré le plus souvent faible, rendent la taille de la fenêtre d'ouverture cruciale pour la lisibilité de ces installations. Enfin, nous suggérerons qu'une part de cet échec peut relever d'un déficit d'expertise.

RAP - n° 3/4, 2005, Jérôme Dubouloz, Françoise Bostyn, Michèle Chartier, Richard Cottiaux & Mariannick Le Bolloch, *La recherche archéologique sur le Néolithique en Picardie*

• Il pourrait s'appliquer à certains intervenants, dont la qualification aurait été inappropriée aux problématiques néolithiques. Parce qu'on ne cherche bien que ce que l'on connaît le mieux, il est probable qu'un pourcentage significatif de responsables d'opération et de diagnostic, par ailleurs compétents dans d'autres domaines, n'aient pas été en mesure de chercher, de reconnaître et d'évaluer correctement les sites néolithiques.
• Enfin, ce défaut d'expertise pourrait s'appliquer aussi, pourquoi pas, aux instances chargées de mesurer l'intérêt scientifique des vestiges rencontrés en diagnostic. Perdus dans un apparent « désert » archéologique, ou « noyés », au contraire, dans une foule d'informations protohistoriques ou historiques, parfois impressionnantes, l'intérêt et l'importance des vestiges néolithiques ne sautent pas forcément aux yeux du meilleur expert, sauf compétences pointues dans ces domaines.

De cette liste non exhaustive, nous retiendrons que chacun de ces éléments a vraisemblablement joué son rôle négatif pour la recherche néolithique : c'est pourtant la combinaison probable de plusieurs d'entre eux qui, à notre sens, explique cet échec global. Il est en effet facile d'envisager, par exemple, qu'une ou plusieurs zones d'étude aient pu « bénéficier » d'une mauvaise lisibilité, de diagnostics très légers, réalisés par des personnes peu sensibilisées aux vestiges d'occupation néolithique et, pour finir, d'expertises défectueuses. On comprendrait mal, sinon, l'absence de découvertes, même limitées, dans de vastes régions (plateau Picard de l'Oise, Sud Tardenois) où des prospections, des fouilles programmées ou des surveillances à grande échelle ont montré l'existence d'une fréquentation au Néolithique. Certaines découvertes sur grand tracés, en Ile-de-France ou en Champagne-Ardennes à la frontière de la Picardie, jettent une lumière crue sur ces anomalies.

L'analyse comparée des grands programmes linéaires à travers la France, de leurs résultats et des moyens techniques, humains et organisationnels mis en œuvre, permettrait d'isoler les différentes difficultés qui se sont présentées en Picardie pour le Néolithique et de mettre en place les procédures et moyens pour les réduire.

Les poids décisifs des équipes de recherches constituées

On l'aura déjà bien compris, notamment au travers des conclusions des deux chapitres précédents, les résultats souvent impressionnants des fouilles néolithiques en Picardie, sur plusieurs décennies, sont largement liés à l'existence de programmes de recherches précis et intégrés, menés par des équipes constituées et pérennes, associant recherche de terrain, exploitation des données, enseignement et formation.

Il est ainsi probable que la faiblesse des découvertes néolithiques dans le département de la Somme, le Nord de l'Aisne ou l'Ouest de l'Oise, soit largement imputable à l'absence d'équipe de néolithiciens insufflant l'intérêt pour cette période majeure de l'histoire de l'humanité auprès de tous les acteurs de l'archéologie dans cette région ; en établissant des problématiques concrètes, en argumentant scientifiquement sur les conditions de découverte, sur les niveaux minimaux d'enregistrement de l'information, sur l'importance relative des trouvailles, ces équipes auraient sans aucun doute dynamisé la recherche et permis de mieux rattacher les secteurs de fouilles intensives avec les autres régions du Nord de la France et au-delà. Il en va de même sur les grands tracés, en général, où la présence d'un néolithicien dans le cadre des diagnostics devrait être systématique car seule garante de l'identification des sites néolithiques.

Et l'avenir…

Au-delà de l'aspect documentaire, qui reste fondamental – c'est tout un outil de recherche qui a été construit à travers ce bilan – l'enquête menée sur les données néolithiques picardes apporte quantité de résultats tant méthodologiques qu'archéologiques ; ils ouvrent de nombreuses perspectives précises sur les principales problématiques définies aujourd'hui. Ces résultats montrent aussi l'apport fondamental de l'archéologie préventive dans la recherche et contribuent à en définir les conditions d'un développement scientifiquement et socialement satisfaisant.

Ainsi, l'Archéologie préventive si souvent décriée, aura permis la constitution de quelques bases de données spatiales raisonnées, aux données abondantes et diversifiées ; et par sa capacité à prendre en charge de vastes surfaces, elle aura permis d'en accroître la qualité globale. Ce n'est pas là le moindre de ses succès, opposable au dénigrement actuel des pratiques préventives mises en place au cours des deux dernières décennies.

Au-delà de ces résultats positifs et porteurs de développements scientifiques prometteurs, il faut garder tête froide. Une seule statistique, simple et efficace par sa trivialité, nous y invite : malgré un lourd investissement pluri-décennal sur le terrain, l'échantillon de sites disponibles correspond, à l'échelle régionale, à 2-3 sites par génération (fig. 17).

Ce chiffre incroyablement bas nous rappelle à la raison. Il montre en effet que les données enregistrées

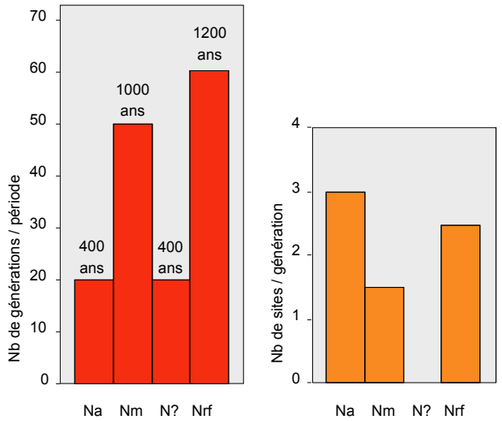


Fig. 17 - Une mesure de la densité des connaissances sur le Néolithique.

sont très en-deçà de la redondance nécessaire et ne sont pas inutilement répétitives. Cette question de la redondance, au centre de toute activité scientifique digne de ce nom, concerne particulièrement les disciplines non expérimentales, comme la Préhistoire ou l'Archéologie en général : seule l'accumulation des observations permet en effet de quitter l'anecdotique pour le repérage des régularités nécessaires à la compréhension des phénomènes que l'on étudie. Il est absurde, dans ces conditions, d'affirmer que l'on fouille trop. Devant l'immensité du travail qui reste à faire sur le terrain, un seul choix s'impose pour que la récolte des données soit efficace et leur intégration possible dans une interprétation riche, fiable et socialement utile :

- c'est la définition et l'exploitation d'échantillons spatiaux calibrés pour traiter les recherches historiques et anthropologiques les plus complexes : les vallées de l'Aisne et de l'Oise en offrent des modèles à formater selon les objectifs poursuivis ;
- c'est aussi la prise en compte, au moins minimale, de toutes les opportunités hors échantillons spatiaux choisis, pour documenter à grande échelle les problématiques plus générales ; cette option nécessite l'existence d'une « cellule de veille » compétente et légitime, capable d'obtenir l'information, d'en mesurer l'intérêt, de définir le mode de traitement minimal le plus adéquat et d'en suivre le développement.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALLARD P. (2003) - « Économie des matières premières des populations rubanées de la vallée de l'Aisne », *Économie des matières premières lithiques en Préhistoire,* Actes de la Table-ronde internationale d'Aurillac (Cantal), 20 au 22 juin 2002. *Préhistoire du Sud-Ouest*, suppl. n° 5, p. 15-26.

ALLARD P. (2005) - *L'industrie lithique des populations rubanées du Nord-Est de la France et de la Belgique.* Internationale Archäologie, Bd 86. VML, Rahden/Westf., Deutschland. 280 p., 148 fig., 151 Pl.

ALLARD P., BOSTYN Fr. & FABRE J. (2005) — « Origine et circulation du silex durant le Néolithique en Picardie. Des premières approches ponctuelles à une systématique régionale », *Revue archéologique de Picardie*, n° spécial 22 « Hommage à Claudine Pommepuy », Amiens, p. 49-74.

ALLARD P., DUBOULOZ J. & HACHEM L. (1997) - « Premiers éléments sur cinq tombes rubanées à Berry-au-Bac (Aisne, France): principaux apports à l'étude du rituel funéraire danubien occidental », *Le Néolithique danubien et ses marges entre Rhin et Seine.* Actes du XXII[e] Colloque interrégional sur le Néolithique, Strasbourg, octobre 1995. *Cahiers de l'APRAA*, suppl. n° 3, 1997, p. 31-43.

ARBOGAST R-M., MÉNIEL P. & YVINEC J-H. (1987) - *Une histoire de l'élevage. Les animaux et l'Archéologie.* Errance, Paris, 104 p.

ARBOGAST R.M. HACHEM L. & TRESSET A. (1991) - « Le Chasséen du Nord de la France. Les données archéozoologiques », *Identité du Chasséen*. Actes du Colloque international de Nemours 1989. Nemours, APRAIF, p. 351-363, (Mémoires du Musée de Préhistoire d'Ile de France, 4).

ARBOGAST R-M. (1995) - « Les faunes du Villeneuve-Saint-Germain de la vallée de l'Oise et leur contexte en Bassin parisien », *Bulletin de la Société Préhistorique Française*, t. 92, n° 3, Paris, p. 322-331.

AUGEREAU A. & HAMARD D. (1991) - « Les industries lithiques du Néolithique moyen II des vallées de la Petite-Seine, de l'Aisne et de l'Oise » dans BEECHING A. *et al.* dir. - *Identité du Chasséen*. Actes du colloque international de Nemours, mai 1989. Nemours, Ed. de l'APRAIF, p. 235-249 (Mémoires du Musée de Préhistoire d'Ile de France, 4).

BAILLOUD G. (1982) - « Vue d'ensemble sur le Néolithique de la Picardie », *Revue archéologique de Picardie*, n° 4, Amiens, p. 5-35.

BAKELS C. C. (1984) - « Carbonized seeds from Northern France », *Analecta Praehistorica Leidensia*, 17, p. 1-27.

BLANCHET J.-Cl. (1984) - « Le camp Chasséen du "Mont d'Huette" à Jonquières (œise), *Revue archéologique de Picardie*, 1-2, Amiens, p. 213-216.

BLANCHET J-Cl. (1984) - *Les premiers métallurgistes en Picardie et dans le Nord de la France.* Mémoires de la Société Préhistorique Française, tome 17, Paris.

BLANCHET J.-Cl. & MARTINEZ R. (1986) - « Vers une chronologie interne du Chasséen dans le Nord du bassin Parisien » dans DEMOULE J.-P. & GUILAINE J. dir. - *Le Néolithique de la France*, Paris, Picard, p. 331-342.

BLANCHET J.-Cl. & MARTINEZ R. (1988) - « Les camps néolithiques chasséens dans le Nord-Ouest du Bassin parisien » dans BURGESS C., TOPPING P., MORDANT C. & MADDISSON M. - *Enclosures and Defenses In the Neolithic of Western Europe.* BAR International, série 403 (i), p. 149-165.

BLANCHET J.-Cl., PLATEAUX M. & POMMEPUY Cl. (1989) - *Matières premières et sociétés protohistoriques dans le Nord de la France. Action thématique programmée « archéologie métropolitaine »,* rapport d'activités multigraphié, Direction des Antiquités de Picardie, 76 pages.

BOCQUET-APPEL J.-P. & DUBOULOZ J. (2003) - « Traces paléo-anthropologiques et archéologiques d'une transition démographique néolithique en Europe. », *Bulletin de la Société Préhistorique Française,* tome 100, n° 4, Paris, p. 699-714.

BOULEN M., (1997) - *Études palynologiques en contextes archéologique et naturel – La micro-aire de Bucy-le-Long (Aisne).* Diplôme de l'EHESS, Toulouse, 1997, 151 p.

BONNARDIN S. (2004) - *L'Art de se parer au Néolithique ancien. Matériaux, techniques, fonctions et usage social des objets de parures funéraires et post-rtubanés dans les Bassins parisien et rhénan*. Thèse de Doctorat, Université de Paris I - Panthéon-Sorbonne.

BOSTYN Fr. (1994) - *Caractérisation des productions et de la diffusion des industries lithiques du groupe de Villeneuve-Saint-Germain.* Thèse de doctorat, Université de Paris X, 2 vol., 745 p.

CHAMBON P. & SALANOVA L. (1996) - « Chronologie des sépultures du III[e] millénaire dans le bassin de la Seine », *Bulletin de la Société Préhistorique Française,* t. 83, n° 1, Paris, p. 103-118.

CHARTIER M. (1988) - « Étude des paléoenvironnements de la vallée de l'Aisne à l'Holocène », Actes du colloque *Méthodes et concepts en stratigraphie du Quaternaire européen,* Dijon, 5 au 7 décembre 1988, p. 93-94.

CHARTIER M. (1990) - « Formes et formations de remplissage des vallons en Picardie orientale : l'exemple de La Muison, affluent de La Vesle », *Revue géographique de l'Est,* 1990-1, p. 93-102.

CHARTIER M. (1991) - *Paléoenvironnements de la vallée de l'Aisne à l'Holocène.* Thèse de doctorat, Université de Paris VII, 274 p. 87 fig.

CHARTIER M. (1992) - E*nvironnement et occupation protohistorique dans la vallée de l'Aisne.* Travaux du Laboratoire de Géographie Physique, n° 21, Université de Paris, 129 p.

COLAS C. (2000) - *Savoir-faire technique et reconstitution des chaînes opératoires des potiers au Néolithique moyen II dans la moitié Nord de la France : étude techno-typologique*, Thèse de doctorat, Université de Paris I - Panthéon-Sorbonne, 2000, 3 vol.

CONSTANTIN Cl. (1985) - *Fin du Rubané, céramique du Limbourg et post-Rubané. Le néolithique le plus ancien en Bassin parisien et en Hainaut,* BAR International Series 273, Oxford.

DIETSCH-SELLAMI M-Fr. (2004) - « L'alternance céréales à grains vêtu, céréales à grains nus au Néolithique : nouvelles données, premières hypothèses », Journée d'information du 20 novembre 2004, *Internéo*, Paris, p. 125-136.

DUBOULOZ J. (1988) - *Le Style de Menneville et les débuts du Chalcolithique dans la France du Nord.* Thèse de Doctorat, Université de Paris I - Panthéon-Sorbonne, 1988, 3 vol., 306 p., 255 figures et planches.

DUBOULOZ J. (1989) - « Problématique de recherche sur les enceintes néolithiques de la vallée de l'Aisne : un exemple représentatif du Bassin parisien » dans D'ANNA A. & GUTHERZ X. eds. - *Enceintes, habitats ceinturés, sites perchés du Néolithique au Bronze ancien dans le Sud de la France et les régions voisines.* Mémoire de la Société Languedocienne de Préhistoire, n° 2, Montpellier, p. 55-67.

DUBOULOZ J. (1998) - « Réflexions sur le Michelsberg ancien du Bassin parisien », *Die Michelsberger Kultur und ihre Randgebiete - Probleme der Enstehung, Chronologie und des Siedlungswesens. Kolloquium Hemmenofen,* 21 au 23 février 1997, Landesdenkmalamt, Baden-Würtemberg. Materialhefte zur Archäologie in Baden-Würtemberg, 43, Stuttgart : Theiss, p. 9-20.

DUBOULOZ J. (2003) - « Évaluation des méthodes de diagnostic : simulation sur des sites réels », *Les Nouvelles de l'Archéologie,* n° 91, Errance, Paris, p. 46-50.

DUBOULOZ J., ILETT M. & LASSERRE M. (1982) - « Enceinte et maisons chalcolithiques de Berry-au-Bac, "La Croix-Maigret" (Aisne) », *Actes du colloque sur le Néolithique de l'Est de la France,* Sens, 1980. Cahiers de la Société Archéologique de Sens, n° 1, p. 193-209.

DUBOULOZ J., MORDANT D. & PRESTREAU M. (1991) - « Les enceintes néolithiques du Bassin parisien : variabilité culturelle et chronologique, place dans l'évolution du Néolithique de la région, modèles interprétatifs » dans BEECHING A. & Al. (eds) - *Identité du Chasséen,* Actes du IV[e] colloque international de Nemours, mai 1989. Mémoires du Musée de Préhistoire d'Ile de France, n° 4, APRAIF, Nemours, p. 211-229.

DUBOULOZ J., HAMARD D. & LE BOLLOCH M. 1997 - « Composantes fonctionnelles et symboliques d'un site exceptionnel : Bazoches-sur-Vesle (Aisne), 4000 ans av. J-C. » dans AUXIETTE G., HACHEM L. & ROBERT Br. (dir.) - *Espaces physiques, espaces sociaux, dans l'analyse interne des sites du Néolithique à l'Age du Fer.* 119e congrès du CTHS, Amiens 1994, ed. CTHS, Paris, p. 127-144.

FIRMIN G. (1984) - « L'empreinte humaine sur les paléo-milieux de la vallée de l'Aisne entre Soissons et Cuiry-les-Chaudardes d'après l'analyse pollinique de sédiment provenant des fouilles protohistoriques de l'URA 12 » *Actes du 8e colloque sur le Néolithique*, Le Puy-en-Velay, p. 317-320.

HACHEM L. (1997) - « Structuration spatiale d'un village du Rubané récent, Cuiry-lès-Chaudardes (Aisne). Analyse d'une catégorie de rejets domestiques : la faune », *Espaces physiques espaces sociaux dans l'analyse interne des sites du Néolithique à l'Âge du Fer* (Actes du 119e congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Amiens 1994), Éditions du CTHS, Paris, p. 245-261.

HAMON Cl. (2004) - *Utilisation et gestion des outils de mouture et d'abrasion au Néolithique ancien du Bassin parisien.* Thèse de Doctorat, Université de Paris I - Panthéon-Sorbonne, 2004.

JOSEPH Fr. (2000) - *La céramique chasséenne des sites de Longueil-Sainte-Marie "Les Gros Grès" et "Le Parc aux Bœufs" (Oise).* Mémoire de Maîtrise de l'Université de Paris 1, Panthéon-Sorbonne.

JOSEPH Fr., PINARD E. & PRODEO Fr. (1993) - « Pont Sainte-Maxence "Le Poirier" (Oise) », *Bilan scientifique régional*, SRA de Picardie, Amiens, p 99-104.

LAMBOT B. (1981) - « Le site chalcolithique du "Gord" à Compiègne (Oise), Note préliminaire », *Cahiers archéologiques de Picardie*, 8, Amiens, p. 5-18.

LE BOLLOCH M. (1989) - *La culture de Michelsberg en Bassin Parisien et ses rapports aux Pays rhénans.* Thèse de Doctorat, Université de Paris I - Panthéon-Sorbonne.

LEROYER Cl. (1997) - *Homme, climat, végétation au tardi- et postglaciaire dans le Bassin parisien : apport de l'étude palynologique des fonds de vallées.* Thèse de doctorat nouveau régime, Université de Paris I - Panthéon-Sorbonne, 2 vol., 574 p.

LEROYER Cl. & Pastre J.-Fr. (1991) - « Les grands traits de l'évolution quaternaire de la moyenne vallée de l'Oise », *Archéologie de la vallée de l'Oise. Compiègne et sa région depuis les origines…* Exposition Centre culturel de Compiègne, 17 janvier au 23 février 1991, CRAVO, Compiègne, p. 15-16.

MARTINEZ R. (1982) - « L'enceinte néolithique du « Cul-Froid » à Boury-en-Vexin (Oise), Premiers résultats », *Revue archéologique de Picardie*, n° 1, Amiens, p. 3-6.

MASSET Cl. dir. (1985-1991) - *Comptes rendus des tables rondes tenues à Saint-Germain-en-Laye : 1985, 1987, 1989 ; Compte rendu de la table ronde tenue à Saintes : 1991*, CNRS, Paris, GDR 742 « Méthodes d'étude des sépultures ». (les deux premières années, RCP 742).

MASSET Cl. (1995) - « Sur la stratigraphie de la Chaussée-Tirancourt (Somme) », XIXe colloque interrégional sur le Néolithique (Amiens, 1992), *Revue archéologique de Picardie*, n°spécial 9, Amiens, p. 135-139.

NAZE G. (1989) - « Le site d'habitat post-rössen d'Amigny-Rouy-la-Bretagne (Aisne) ; bilan des sauvetages effectués de 1986 à 1988 », *Revue archéologique de Picardie*, fasc. 3-4, Amiens, p 27-42.

PASTRE J.-Fr., CECCHINI M., DIETRICH A., FONTUGNE M., GAUTHIER A., KUZUCUOGLU C., LEROYER Cl., & LIMONDIN N. (1991) - « L'évolution holocène des fonds de vallées au nord-est de la région parisienne : premiers résultats », *Physio-Géo*, 22-23, p. 109-115.

PASTRE J.-Fr., FONTUGNE M., KUZUCUOGLU C., LEROYER Cl. & LIMONDIN N. (1997) - « L'évolution tardi- et postglaciaire des lits fluviaux au nord-est de Paris (France). Relations avec les données paléoenvironnementales et l'impact anthropique sur les versants », *Géomorphologie : relief, processus, environnement*, 4, p. 291-312.

PERNAUD J-M. (1997) - *Paléoenvironnements végétaux et sociétés à l'Holocène dans le Nord de la France : anthracoanalyses de sites archéologiques d'Ile-de-France et de Picardie.* Thèse de doctorat nouveau régime, Université de Paris I - Panthéon-Sorbonne, 175 p.

PERNAUD J.-M., CHARTIER M. & TRESSET A., avec la collaboration de Augereau A., Leroyer Ch., Sidéra I., Thiébault S. (2000) - « Exploitation des ressources animales et végétales et gestion du territoire entre le 5e et le IVe millénaire dans le bassin de Paris : essai de mise en commun des données disponibles », *Actes du colloque de la Société préhistorique française*, Nanterre, 14 et 15 novembre 2000.

PRODEO Fr. (1995) - « La céramique du site Villeneuve-Saint-Germain de Longueil-Sainte-Marie "La Butte de Rhuis III" (Oise) », Actes du 19e colloque interrégional sur le Néolithique, Amiens 1992, *Revue archéologique de Picardie*, n° spécial 9, Amiens, p. 41-61.

SALANOVA L. (2000) — *La question du Campaniforme en France et dans les îles anglo-normandes ; productions, chronologies et rôle d'un standard céramique.* Éd. du CTHS-Société Préhistorique Française, paris, 392 p.

SALANOVA L. coord. (2003) - *Le IIIe millénaire avant J.-C. dans le Centre-Nord de la France : définitions et interactions des groupes culturels. Bilan de 3 années de recherche.* Rapport de 3e année.

SIDERA I., (1990) - « Les industries osseuses de Boury-en-Vexin (Oise). Une confluence de traditions, un corpus exemplaire », *Bulletin de la Société archéologique du Vexin français*, 24, Pontoise, p. 55-77.

SIDERA I. (1993) - « Processus économiques, choix technologiques et culturels dans l'exploitation des faunes protohistoriques des VIe et IVe millénaires en France septentrionale : état de la documentation », *Revue archéologique de Picardie*, n° 1-2, Amiens, p. 3-20.

SIDERA I. (2000) - « Animaux domestiques, bêtes sauvages et objets en matières animales du Rubané au Michelsberg. De l'économie aux symboles, des techniques à la culture », *Gallia Préhistoire*, 42, CNRS, Paris, p. 108-194.

SOHN M. (2001) - *Place et rôle du mobilier dans les sépultures collectives du Bassin parisien.* Mémoire de Maîtrise, Université de Paris I - Panthéon-Sorbonne, 2 vol., 131 p.

THEVENET C. (2004) - « Une relecture des pratiques funéraires du Rubané récent et final du Bassin parisien : l'exemple des fosses sépulcrales dans la vallée de l'Aisne », *Bulletin de la Société préhistorique française*, t. 101, n° 4, Paris, p. 815-826.

DOCUMENTS ANNEXES

Document annexe I

Commune	Dpt	Lieu-dit	Type	Néo	Type F.	Type d'interv.	Apport fondamental
Berry-au-Bac	02	"Le Vieux Tordoir"	Hab./fun.	Ancien	F. exh.	Prév.	Chrono, type-site, rites funéraires, céram.
Bucy-le-Long	02	"La Fosselle"	Hab./fun.	Ancien	F. part.	Prév.	Chrono, type-site, rites funéraires, lithique
Chassemy	02	"Le Grand Horle"	Hab./fun.	Ancien	Fouille	Prév.	Chrono, type-site, rites funéraires, céram.
Cuiry-lès-Chaudarde	02	"Les Fontinettes"	Hab./fun.	Ancien	F. exh.	Prog. Prév.	Chrono, organisation villageoise, faune, céram.
Menneville	02	"Derrière le V."	Hab./fun.	Ancien	F. part.	Prog. Prév.	Chrono, type-site, rites funér., faune, céram.
Presle-et-Boves	02	"Les Bois-Pl."	Habitat	Ancien	F. part.	Prév.	Type-site, environnement
Bucy-le-Long	02	"Le Fond du P. M."	Hab./fun.	Ancien	F. exh.	Prév.	Chrono, type-site, lithique, faune
Villeneuve-Saint-Germain	02	"Les Grandes Gr."	Habitat	Ancien	F. part.	F. Progr.	Chrono, céramique
Chambly	60	"Le Clos de la R."	Habitat	Ancien	F. exh.	Prév.	Chrono, céramique
Hodenc-l'Évêque	60	"Les Coutures"	Silo	Ancien	F. part.	Prév.	Agriculture
Pontpoint	60	"Le Fond de Raimb. II"	Habitat	Ancien	F. part.	Prév.	Chrono, lithique, céramique, faune
Trosly-Breuil	60	"Les Obeaux"	Hab./fun.	Ancien	F. part.	Prév.	Chrono, céramique, lithique, faune
Bazoches-sur-Vesle	02	"Le Bois de M."	Enceinte	Moy II	F. exh.	Prev.	Chrono, type-site, céramique, lithique
Beaurieux	02	"La Plaine"	Funéraire	Moy II	F. exh	Prev.	Chrono, rites funér. lithique, céramique
Berry-au-Bac	02	"La Croix-Maigret"	Hab./fun	Moy I-II	F. part.	Prev.	Chrono, type-site, céram., lithique, faune
Berry-au-Bac	02	"Le Vieux Tordoir"	Habitat	Moy I	F. exh.	Prev.	Chrono, type-site, architecture
Bucy-le-Long	02	"La H-La F T"	Habitat	Moy II	F. part.	Prev.	Type-site
Cuiry-lès-Chaudarde	02	"Les Fontinettes"	Hab./fun	Moy II	F. exh.	Prog. Prév.	Chrono, type-site, céram.
Maizy	02	"Les Grands A."	Habitat	Moy II	F. part.	Prev.	Chrono, type-site, céramique, faune
Moussy-Verneuil	02		Funéraire	Moy I?	Sond.	Prev.	Rites funéraires
Osly-Courtil	02	"La Terre-St-Mard"	Enceinte	Moy I-II	F. part.	Prev.	Chrono, type-site, céram., lithique, faune
Boury-en-Vexin	60	"Le Cul-Froid"	Enceinte	Moy II	Fouille	F. Progr.	Chrono, type-site, faune, céram., lithique
Chevrières	60	"La Plaine du M."	Habitat	Moy II	F. exh.	Prev.	Chrono, céramique
Choisy-au -Bac	60	"Le Confluent"	Habitat	Moy II	F. part.	Prev.	Chrono, type-site, céramique, lithique
Hardivillers	60	"Les Plantis"	Minière	Moy-RF	F. part.	F. Progr.	Type-site
Jonquières	60	"Mont d'Huette"	Enceinte	Moy II		F. Progr.	Chrono, type-site, céramique, lithique
Longueil-Sainte-Marie	60	"Le P-B/Les GG"	Hab./fun.	Moy II	F. exh.	Prev.	Chrono, type-site, céramique, lithique
Pont-Sainte-Maxence	60	"Le Poirier"	Funéraire	Moy II	F. exh.	Prev.	Chrono, rites funér.
Conty	80	ZAC H. Dunant	Habitat	Moy I	F. part.	Prev.	Chrono, type-site, céram., lithique, architect.
L'Étoile	80	"Le Champ de B."	Enceinte	Moy I-II	Fouille	F. Progr.	Chrono, type-site
Bazoches-sur-Vesle	02	"Le Bois de M."	Sép. coll.	RF	F. exh.	F. Progr.	Rites funér., archit.

Berry-au-Bac	02	"Le Vieux Tordoir"	Sép. coll.	RF	F. exh.	Prév.	Rites funéraires
Cuiry-lès-Chaudarde	02	"Le Champ T."	Sép. coll.	RF	F. exh.	Sauv.	Rites funéraires
Juvincourt-et-Damary	02	"Le Gué de Mauchamp"	Funéraire	RF	F. exh.	Prév.	Chrono, rites funér.
Presle-et-Boves	02	"Les Bois-Pl."	Habitat	RF	F. part.	Prév.	Chrono, type-site
Boury-en-Vexin	60	"Le Cul-Froid"	Habitat	RF	F. part.	F. Progr.	Chrono, type-site
Bury	60	"Saint-Claude"	Sép. coll.	RF	F. exh.	F. Progr.	Chrono, rites funér., architecture
Compiègne	60	"Le Fond Pernant"	Habitat	RF	F. exh.	Sauv.	Chrono, type-site, céram.
Compiègne	60	"Le Gord, Le Clos"	Habitat	RF	F. part.	Sauv.	Chrono, type-site, céram.
La Croix-Saint-Ouen	60	"Le Prieuré"	Sép. coll.	RF	F. part.	F. Prév.	Rites funér., archit.
La Croix-Saint-Ouen	60	"La Station d'Épur."	habitat	RF	F. part.	F. Prév.	Chrono, type-site
La Chaussée-Tirancourt	80	"La Sence du Bois"	Sép. coll.	RF	F. exh.	F. Progr.	Chrono, rites funér., architecture

Document annexe II

SELECTION DE SITES NEOLITHIQUES IMPORTANTS DE PICARDIE : fiche 1

DÉPT	COMMUNE - LIEU-DIT	PERIODE NEOLITHIQUE	CONTEXTE ARCHÉO
02	BERRY-AU-BAC	Ancien	Réseau de sites RRBP dans la plaine de Berry-au-Bac. Cerny jusqu'à SOM. La Tène ancien sur le site.
n°	Le Vieux Tordoir	Rubané	

Topo : Fond Vallée principale / Bord de terrasse
Hydro : Réseau primaire
Géol : Alluvial
Conservation : Structures en creux
Conserv. relative : Bonne

Type de site : Habitat/fun.
Surf.ou dim. : 1,5 ha
Durée : 100 ans ?
Structuration interne : 2 phas. d'hab. avec hiatus

Types struct. d'habitat : Maisons
Nb. maisons, structures : 11 / 63
Types struct. funéraires : sép. indiv. en fosse
Nb sép./ (inhum.) : 5 (6)
Matériaux employé : Aucun

Type, année d'intervention : fouille exhaustive / F. Préventive
Publication (hors-DFS) : Présentation partielle / Pub. partielle (site / struct) / Pub. partielle (mobilier)

Mobilier	Nb	Etude
◉ Ceramique	Significatif	En cours
◉ Faune	Significatif	En cours
◉ Indust. Os	Rare	Partielle
◉ Indust. Silic.	Significatif	Complète
◉ Indust. Pierre	Rare	Complète
◉ Parures	Significatif	Partielle
○ Restes hum.		

Analyses paléo-env.	Positives
○ pédologie/microm.	
○ sédimentologie	
○ palynologie	
○ malacologie	
◉ carpologie	X
◉ anthracologie	X
○ autres	

APPORTS FONDAMENTAUX

Domaine chronologique. Stratigraphie RRBP / RRBP final (2 trous de poteau de 2 maisons) : rare sinon unique exemple à ce jour.

Structuration des villages. Village entièrement repéré et fouillé (1 seule maison à moitié détruite), montrant la coexistence de 5-6 maisons par phase d'habitat.

Organisation des maisons. Confirmation de l'existence, au RRBP final, de fosses particulières à l'intérieur des maisons (Silos, réserve,...), permettant d'argumenter sur la répartition et la fonction des différents espaces internes.

Domaine rituel et funÈraire . **1)** Référence pour le rituel funéraire du RRBP grâce à la conservation, la morphologie et la richesse en mobilier des 5 tombes RRBP final : découverte des tombes à niche et banquette, statuettes en os, ... **2)** Un dépôt de meules dans une fosse interne d'une maison illustre sans doute l'existence de rituels d'abandon.

Analyse territoriale . Permet l'étude d'un réseau local de sites et des logiques territoriales qu'il représente, du début à la fin du RRBP.

****

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALLARD (P.), DUBOULOZ (J.), FARRUGGIA (J-P.), HACHEM (L.), ILETT (M.) et ROBERT (B.) 1995 — Berry-au-Bac le Vieux-Tordoir : la fin d'un grand sauvetage et la fouille d'un nouveau site rubané. Les Fouilles Protohistoriques de la Vallée de l'Aisne, 23, 1995, 11-95.
- ALLARD (P.), CONSTANTIN (C.), DUBOULOZ (J.), FARRUGGIA (J-P.), HACHEM (L.), et ILETT (M.) 1996 — Berry-au-Bac le Vieux-Tordoir : ultimes fouilles du site rubané. Les Fouilles Protohistoriques de la Vallée de l'Aisne, 24, 1996, 48 pages, à paraître.
- ALLARD (P.), DUBOULOZ (J.), HACHEM (L.) 1997 — Premiers éléments sur cinq tombes rubanées à Berry-au-Bac (Aisne-France) : principaux apports à l'étude du rituel funéraire danubien occidental. In : Le Néolithique danubien et ses marges entre Rhin et Seine. Actes du XXII° Colloque Interrégional sur le Néolithique, Strasbourg, Octobre 1995. Cahiers de l'A.P.R.A.A., suppl. n°3, 1997, p. 31-43.
- BONNARDIN (S.) 2003 — La parure funéraire des 6° et 5° millénaires avant J.-C. dans le Bassin parisien et la plaine du Rhin supérieur : traces d'usure, fonctionnement et fonction des objets de parure. In. Chambon, Leclerc (Dir.) — Les pratiques funéraires néolithiques avant 3500 av. J.-C. en France et dans les régions limitrophes. *SPF*, Mémoire XXXIII, 2003, p. 99-113.
- DUBOULOZ (J.), FARRUGGIA (J-P.), ILETT (M.) et ROBERT (B.) 1996 — Bâtiments néolithiques non-rubanés à Berry-au-Bac le Vieux-Tordoir (Aisne) : présentation préliminaire. INTERNEO, 1, M.A.N, Saint-Germain-en-Laye, 1996, p. 51-70.

BILAN DE LA PROTOHISTOIRE ANCIENNE EN PICARDIE

Patrice BRUN *, Nathalie BUCHEZ **, Stéphane GAUDEFROY *** & Marc TALON ****
(avec la collaboration d'Isabelle LE GOFF, François MALRAIN & Véronique MATTERNE)

La base de données à visée synthétique constituée par Jean-Claude Blanchet (1984) est une source précieuse pour dresser un bilan de la période qui va du Bronze ancien au milieu du premier âge du Fer. Depuis lors, d'autres travaux sur la protohistoire ancienne ont vu le jour : les rapports et articles de l'équipe pluri-institutionnelle du programme des *Fouilles Protohistoriques dans la vallée de l'Aisne* (UMR 7041 Archéologies et Sciences de l'Antiquité, Nanterre), ainsi que ceux de l'équipe du *Centre de Recherche Archéologique de la Vallée de l'Oise*, les ouvrages de la *Carte Archéologique de la Gaule* et les mémoires universitaires (Universités de Paris I, Amiens, Lille), les notices des *Bilans scientifiques régionaux* (de 1991 à 2001) et l'ensemble des rapports accessibles, dont ceux du Programme Collectif de Recherches « La céramique protohistorique dans le Nord de la France » et de l'Action Collective de Recherches « Quinze ans d'archéologie préventive sur les grands tracés linéaires en Picardie ». La base de données élaborée ici retient les sites archéologiques démontrés et établis chronologiquement, culturellement et géographiquement, au sens des entités archéologiques de la *Carte archéologique*. Les nombreux objets, surtout des bronzes découverts isolément et sans contexte, mais aussi les sites détectés en prospection de surface et par photographie aérienne ont été laissés de côté. Cela renforce l'écrasante proportion des informations issues de l'archéologie préventive qui concernent surtout des sites domestiques et funéraires. Soulignons, toutefois, que ces informations seraient encore prédominantes si tous les types de découvertes se trouvaient pris en compte.

Pour les 1800 à 1900 ans de durée de la période en question, 511 sites (entités archéologiques) ont été inventoriés (annexe II). Ils ont très majoritairement été découverts, soit à la suite de prospections aériennes pour les enclos circulaires, dont la plupart sont les vestiges de monuments funéraires, soit à l'occasion de la surveillance des décapages de terre végétale précédant l'extraction de granulats, soit, plus récemment, lors de travaux d'aménagements. Le niveau de précision dans la connaissance de ces sites s'avère très inégal : seulement 80 % des sites peuvent être datés avec une relative précision selon les subdivisions évoquées plus bas. Mais un tel bilan demande, avant tout, que soit campé le cadre historique et méthodologique de la recherche sur cette période, afin de pondérer le caractère souvent trompeur des faits bruts. L'état du dossier documentaire peut ensuite être présenté de manière plus accessible. Il passera successivement en revue les progrès accomplis pour préciser la séquence chronologique et culturelle régionale, les acquis sur l'habitat, sur l'occupation du sol et les données paléoenvironnementales et sur les pratiques funéraires. Un bilan sera enfin tiré, débouchant sur quelques perspectives pour une programmation scientifiquement fondée.

CADRE HISTORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

Le développement de l'archéologie a été, en Picardie comme ailleurs, fortement stimulé par les opérations préventives, mais s'est déroulé de manière très inégale à l'intérieur de la Région. Une vigoureuse accélération s'est opérée vers 1973 dans la vallée de l'Aisne, puis en 1987 dans la moyenne vallée de l'Oise, avec la mise en œuvre de programmes systématiques de suivi archéologique des exploitations de granulats sur les basses terrasses alluviales (fig. 1). Ailleurs, il a fallu attendre

Fig. 1 - Décapage mécanique en cours en 1988, sur les grandes surfaces des carrières de la moyenne vallée de l'Oise (*photo M. Talon*).

* Directeur de recherche au CNRS,
UMR 7041, ArScAn Protohistoire européenne
MAE René Ginouvès, 21 allée de l'Université
F - 92023 NANTERRE CEDEX

** Ingénieur chargé de recherche INRAP Nord Picardie,
UMR 8164, HALMA-IPEL
518 rue St Fuscien, F - 80000 AMIENS

***chargé d'opération et de recherche
INRAP Nord Picardie,
101 rue de la République, F - 60150 THOUROTTE

**** Directeur interrégional de l'INRAP Nord – Picardie,
UMR 8164, HALMA-IPEL
518 rue St Fuscien, F - 80000 AMIENS

1989, date de démarrage des opérations préventives liées aux travaux d'infrastructures ferroviaires et autoroutières. Auparavant, comme dans la Somme, les connaissances de la Protohistoire ancienne se limitaient aux indices révélés en photographie aérienne (centaines d'enclos circulaires), aux découvertes fortuites, parmi lesquels les dépôts métalliques de l'âge du Bronze étaient les plus caractéristiques et les plus remarquables. Notons, enfin, dans l'Oise, la réalisation de fouilles programmées sur les sites fortifiés de Choisy-au-Bac et Catenoy (fig. 2) sous la direction de J.-Cl. Blanchet dans les années 1970-1980. À partir de la fin des années 1980, la Picardie a connu une rapide professionnalisation de son archéologie préventive, à travers quelques chantiers urbains et les programmes de sablières, mais aussi en raison du besoin très important de compétence et de main-d'œuvre sur les travaux d'aménagements en tracés linéaires : A26, TGV Nord, A28, etc. Dans le même temps, les opérations liées aux aménagements de ZAC sont devenues de plus en plus nombreuses. En 1992, un nouveau programme sur le SIVOM de Compiègne, chargé des premiers travaux systématiques d'archéologie préventive sur les ZAC de ce secteur, a été mis en place. Dans la Somme – département le plus concerné par les travaux autoroutiers – 80 % des découvertes concernant la Protohistoire ancienne sont cependant, jusqu'à la fin des années 1990, issues des opérations linéaires.

La nature des sites découverts dans le cadre de ces travaux d'archéologie préventive est très différente de celle des sites étudiés en fouilles programmées. Ces dernières se sont focalisées sur des établissements fortifiés et des enclos découverts en photographie aérienne, ou encore sur des dépôts. La majorité des sites découverts à l'occasion d'opérations préventives concerne des habitats ouverts, de taille modeste et quelques enclos isolés. Notons, de plus, la découverte fortuite mais récurrente dans la moyenne vallée de l'Oise de nouveaux dépôts non funéraires et la mise en évidence dans toute la région – signe d'une acuité de perception et d'une professionnalisation accrue des personnels – de cimetières composés d'incinérations très discrètes parce que pauvres en ossements et en mobilier.

Fig. 2 - Fouille programmée sur de petites surfaces effectuée en 1982 sur le site fortifié Bronze final de Catenoy, dans l'Oise (*fouilles J.-Cl. Blanchet ; photo M. Talon*).

La différence de tempo dans le développement de l'archéologie, entre le Centre-Est et le reste de la Région, recoupe une différence de types d'opérations. Les opérations préventives qui ont prévalu dans les zones de démarrage plus tardif, ont été principalement liées au développement de l'infrastructure autoroutière et, par conséquent, étroitement linéaires. Les fouilles y ont ainsi été le plus souvent restreintes à des bandes de 40 à 50 m de large, ce qui est un frein à l'analyse spatiale et limite aussi les possibilités de caractériser les sites. Le principal intérêt des grands tracés linéaires a été de fournir, au travers des transects réalisés, une évaluation du potentiel de secteurs géographiques jusqu'ici sous-documentés. En outre, les connaissances issues de ces opérations ont presque uniquement concerné les plateaux, au contraire de celles qui ont continué de s'occuper des carrières de sable et de gravier, dans les grandes vallées. Le développement, ces dernières années, de décapages plus extensifs sur des ZAC et lotissements permet d'envisager un rééquilibrage de l'information en apportant, pour d'autres contextes géographiques et d'autres régions, une documentation comparable à celles issues des portions de vallées étudiées dans le cadre du suivi des carrières.

Seul, un petit nombre des vestiges observés lors d'opérations d'archéologie préventive était préalablement connu par des prospections

Tracé autoroutier (date de démarrage)	Nombre de km	% km sondés	Nombre d'habitats de la Protohistoire ancienne au km
A16 sud (1991)	94	env. 50 %	0,2
A16 nord (1994)	68	50 à 60 %	0,4
A29 est (1998)	40	60 à 70 %	0,6
A29 ouest (2002)	36	100 %	0,2

Tab. I - Impact de l'évolution des pratiques sur la connaissance des sites de la Protohistoire ancienne, l'exemple des tracés autoroutiers : vers une systématisation des sondages et vers une généralisation des décapages à partir d'indices ténus (A29 ouest et est). Les résultats de l'A29 ouest ouvrent d'autres perspectives, sur les variations micro-régionales de la densité de l'habitat (*cf.* § p. 103).

aériennes, en particulier des structures fossoyées. Les prospections pédestres n'ont, elles aussi, permis de mettre en évidence qu'un faible pourcentage des sites finalement reconnus. Par conséquent, pour la majorité, les indices de la Protohistoire ancienne ont été découverts lors des opérations de sondage et surtout lors des décapages. Une analyse des résultats issus des tracés autoroutiers conduit à souligner que deux tiers des indices ont été vus à l'occasion de décapages intervenant sur des sites plus récents, parce que plus facilement détectables. Le fait que peu de sites de la Protohistoire ancienne ont été reconnus au moment des sondages en tranchées tient à leurs caractéristiques structurelles – avant tout le faible nombre de vestiges en creux – et à leur pauvreté en restes mobiliers. Nous sommes certains, de la sorte, qu'un nombre substantiel, bien que difficile à évaluer, de sites de cette période, représentés dans les « fenêtres » de sondages par une ou deux structures exemptes de mobilier, n'a pu être identifié : de telles traces sont le plus souvent jugées insuffisantes pour justifier la poursuite des opérations de terrain. Il s'agit d'un biais majeur, au même titre que les phénomènes d'érosion, pour la restitution d'une carte représentative de l'occupation des sols durant ces périodes. En outre, l'expérience montre qu'il y a peu d'adéquation pour les périodes anciennes de la Protohistoire entre la quantité de structures en creux mise en évidence dans les tranchées de sondage et la nature du gisement. Un habitat à caractère résidentiel du premier âge du Fer peut se signaler en sondages par une simple fosse comme cela a été le cas pour le site de Pont-de-Metz dans la Somme, (Lemaire & Buchez 2001).

En dehors des occasions où les décapages concernent l'ensemble de la surface comme ce fut le cas pendant longtemps dans les carrières, la question des procédures de reconnaissance se pose donc de façon cruciale pour ces sites caractérisés par une faible densité de vestiges. L'évolution générale des méthodes de diagnostic, avec la réalisation de tranchées de sondage continues et régulièrement espacées, a certes contribué, dans un premier temps, à améliorer la représentation statistique des vestiges de la Protohistoire ancienne dans les « fenêtres » ainsi ouvertes (tab. I). Cependant, l'avancée méthodologique réside dans la prise de conscience du problème posé par les sites de cette période et dans la généralisation des décapages à partir d'indices ténus. L'expérience de l'A29-Est montre que cette approche est gratifiante (tab. I). Tout au moins, le développement de nos connaissances sur la Protohistoire ancienne passe-t-il nécessairement, aujourd'hui, par la mise en œuvre, lors d'une première étape d'investigations – la phase sondages – d'une procédure systématique d'ouverture de « fenêtres » autour des traces détectées, même les plus ténues.

L'ÉTAT DU DOSSIER DOCUMENTAIRE

LA SÉQUENCE CHRONOLOGIQUE ET CULTURELLE

Pour la période du Bronze ancien-moyen (2200 à 1350 avant J.-C.), peu de sites d'habitat sont documentés. En général, ils ne se prêtent guère à une bonne conservation. Dans la continuité des périodes précédentes, il s'agit de lambeaux de niveaux d'occupation, de rares structures creusées volontairement, de chablis ou d'autres structures de piégeage ; difficultés auxquelles s'ajoute la qualité médiocre de la céramique. Quelques tessons sont cependant faciles à identifier d'où l'importance de faire expertiser le moindre tesson et de procéder à des décapages complémentaires à partir du point de découverte de ces indices d'apparence négligeable. Culturellement, la région reste dans la sphère atlantique (fig. 3), comme le montrent, notamment, les urnes à décor plastique d'impressions à la cordelette (Billard, Blanchet & Talon 1996). De tels vestiges ont été découverts dans notre Région en contexte domestique, mais sont aussi connus en contexte funéraire, dans les régions limitrophes du Nord de la France. Pour le Bronze moyen, nous disposons d'un nombre plus faible encore de sites d'habitat, alors que l'on identifie plus facilement les urnes funéraires du type d'Eramecourt ou de Pontavert. Le faciès d'habitat demeure très peu documenté, excepté à Cuiry-les-Chaudardes, dans l'Aisne (Letterlé 1982). De la céramique analogue au type britannique de *Deverel Rimbury*, reconnues aussi en Normandie et dans le Nord-Pas-de-Calais,

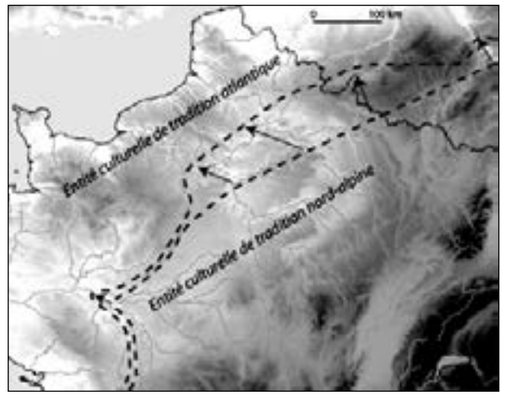


Fig. 3 - Au début du Bronze final, deux traditions culturelles se partagent le Nord de la France. Dans celle de tradition atlantique, les sites d'habitat découverts restent peu nombreux et pauvres en céramique. L'autre, de tradition nord-alpine, est mieux documentée. La Picardie, de par sa position géographique, est le théâtre d'un jeu d'influences culturelles, en particulier d'une poussée des traits nords-alpins vers le nord-ouest, au milieu du Bronze final. Il reste à caractériser les influences en question : migrations plus ou moins massives ? échanges matrimoniaux ? acculturation ?

Fig. 4 - Échantillon céramique du site de Choisy-au-Bac (Oise) daté du début du premier âge du Fer (*photo H. Paitier*)

semble avoir été récemment identifiée dans la Somme à Wiencourt-L'Équipée et Licourt (Buchez & Talon 2005). La question de l'évolution de la « frontière » culturelle séparant les deux grands complexes culturels atlantique et nord-alpin se pose avec acuité pour la Picardie, à l'intérieur de laquelle cette frontière s'est déplacée.

Avec l'étape du Bronze final I-IIa (1350 à 1150 avant notre ère), c'est dans la vallée de l'Oise que de la céramique cannelée de type nord-alpin a été découverte en association avec du mobilier de type atlantique (Blanchet & Talon 2005). Ces céramiques à cannelures douces ne sont, cependant, présentes que ponctuellement, si bien que, même dans la vallée de l'Aisne, la question de l'appartenance culturelle demeure incertaine.

Beaucoup mieux documentée, l'étape suivante du Bronze final IIb-IIIa (1150 à 930 avant J.-C.) permet de constater que le complexe culturel nord-alpin, sous la forme de la culture Rhin-Suisse-France orientale, s'est étendu résolument vers l'ouest, en dépassant le cours de l'Oise. Des éléments caractéristiques du style céramique Rhin-Suisse-France orientale ont été observées jusqu'à une quinzaine de kilomètres au nord-ouest d'Amiens, à Vignacourt (Buchez & Talon 2005). La question de l'identité culturelle des régions occidentales par rapport à cette culture d'obédience nord-alpine reste toutefois posée.

La situation demeure plus floue pour la fin du Bronze final et le premier âge du Fer. La plupart des ensembles céramiques peuvent, au mieux, être situés dans la fourchette Bronze final IIIb-Hallstatt moyen (ou Hallstatt B2/3-D1 du système allemand) soit 930 à 530 avant notre ère. Quelques jalons peuvent, néanmoins, être placés à partir d'une étude comparative des quelques ensembles céramiques les plus fournis. Au moins dans la vallée de l'Aisne, le Bronze final IIIb (930 à 800 avant J.-C.) peut être subdivisé en deux, avec une étape ancienne à céramique richement décorée, dans la tradition Rhin-Suisse-France orientale, tel le site d'Osly-Courtil (Brun *et al.* 2005 ; Le Guen 2005) et une étape récente, bien connue sur le site ardennais de Nanteuil-sur-Aisne (Lambot 1977), où la céramique porte des décors plus rares et surtout moins soignés. Les décors se raréfient encore au Hallstatt ancien, conformément à la séquence mise en évidence à Choisy-au-Bac (fig. 4), au confluent de l'Aisne et de l'Oise (Talon 1987 et 1989). Dans la Somme, le mobilier céramique découvert il y a peu de temps à Glisy (Gaudefroy 2003) présente, à la fois des éléments à mettre en parallèle avec Nanteuil-sur-Aisne et des caractéristiques que l'on retrouve à Pont-de-Metz, à paralléliser avec les mobiliers de la phase III de Choisy-au-Bac. Les céramiques de Saleux (Somme) pourraient être placées dans la phase IV, mais on relève surtout de nombreux points de comparaison stylistique avec le site de Petters Sports Field en Grande-Bretagne (O' Connell 1983) placé aux VII^e^ et VI^e^ siècles avant notre ère, posant ainsi la question du maintien de la partie ouest de la région dans la sphère atlantique (Buchez & Talon 2005).

Mal connue et mal identifiée, la période du Hallstatt final attend d'être mieux documentée. L'une des questions posées porte sur le Hallstatt moyen ou Hallstatt D1 (620 à 530 av. J.-C.). Cette étape se situe-t-elle dans la continuité du Bronze final IIIb-Hallstatt ancien ou se rattache-t-elle au Hallstatt final ou D2-D3 (530 à 475 avant J.-C.)?

Fig. 5 - Sépulture à inhumation avec parures du Hallstatt final de Canchy, dans la Somme (*photo Fr. Lemaire*).

Dans l'Oise, il semble que l'on puisse constater une continuité de l'évolution locale de la céramique depuis le Bronze final jusqu'au Hallstatt D2 (Talon 2005), le Hallstatt final « se cantonnant » au HD3 avec les influences vixiennes et marniennes. Dans la Somme, les contacts semblent moins évidents avec la sphère continentale postérieurement au Bronze final IIIb-Hallstatt ancien comme tend à le montrer le site de Saleux. Pour la fin du premier âge du Fer, nous notons encore de fortes similitudes entre une partie de la céramique de Glisy et certains mobiliers normands, tandis que les tombes de Canchy (Lemaire 2002) révèlent des pratiques funéraires (fig. 5) qui trouvent des parallèles sur la façade littorale, plus au nord (Pas-de-Calais) et vers le Sud-Ouest (Basse-Normandie). Dans l'Aisne, il est clair que la culture Aisne-Marne débute au Hallstatt final, vers 530 avant J.-C. La séquence très détaillée de cette culture, qui prend fin à l'aube de la période de La Tène moyenne ou LT C, vers 275-250 avant J.-C., a été élaborée par Jean-Paul Demoule (1999), à partir de la sériation des cimetières exceptionnellement riches en dépôts funéraires de cette zone. Dans l'Ouest de la Picardie, il est désormais possible de proposer – hormis pour les phases initiales (Aisne-Marne I) – une périodisation qui s'appuie sur les évidentes convergences observées avec l'Aisne-Marne au plan de la culture matérielle. Les résultats du Programme Collectif de Recherches « La céramique protohistorique dans le Nord de la France », montrent aussi qu'une même évolution stylistique se fait jour, à l'échelle de la Picardie, sur une période couvrant les trois derniers tiers du IV^e^ siècle et le début du III^e^ siècle. (La Tène B2). Pour la Somme, les mobiliers domestiques de Ham, Harbonnières, Fransures et Vignacourt et les tombes de Thieulloy-L'abbaye documentent cette phase où nous observons une simple césure avec La Tène B1. Un ordonnancement de ces ensembles céramiques qui assurent la transition vers La Tène C est, par ailleurs, possible. D'un point de vue culturel, il reste néanmoins à mieux définir les phénomènes qui se font jour dans cette région limitrophe de l'entité Aisne-Marne, en regardant tant vers l'Ouest, que vers le Nord. Pour l'Oise, l'abondance d'habitats illustre bien la période de La Tène ancienne, entre le début de La Tène A et le début de la Tène B1, alors qu'un vide existe à La Tène B2. C'est surtout l'important mobilier de l'habitat de Compiègne "Le Fond Pernant" (Lambot 1988) qui a permis la mise en place d'une chronologie à l'échelle micro-régionale (Malrain *et al.* 1996).

Fig. 6 - Reconstitution à Samara (Somme) d'un habitat du début du premier âge du Fer de Choisy-au-Bac (Oise) construit sur radier de fondation (*travaux et photo G. Fercocq*)

L'HABITAT

Les établissements du Bronze ancien et moyen présentent, jusqu'à ce jour, des vestiges très mal conservés. Aucun plan de bâtiment n'est repérable. Seules quelques fosses suggèrent qu'il s'agissait, comme aux Pays-Bas ou en Allemagne, de simples fermes pour la plupart (Brun *et al.* 2005). Au Bronze final IIb-IIIa, nous disposons de sites d'habitat en nombre plus conséquent et présentant un plan plus explicite. L'image qui prévaut est bien celle de petites unités de faibles superficies, les vestiges qui s'égrènent souvent sur 100 à 150 m pouvant correspondre au déplacement de celles-ci ou à la coexistence de plusieurs unités. Le problème du type de bâti utilisé se pose, car, tant pour l'ensemble du Bronze final que pour une bonne partie du premier âge du Fer, il n'a pas été possible de mettre en évidence des plans d'habitation sur poteaux plantés en bois. Reconnus pour le Néolithique et la Protohistoire récente, ils restent inconnus pour ces périodes de la protohistoire ancienne. Cette technique architecturale est régulièrement attestée pour des greniers et des bâtiments annexes, mais ne semble pas avoir été utilisée pour les habitations principales. Notons, pourtant, qu'il en va autrement dans des régions voisines : en Normandie avec des maisons à poteaux plantés de plan circulaire ou au nord de la France avec de longs bâtiments juxtaposant les fonctions de maison et d'étable. Ce qui a longtemps été imputé à un problème de décapage pourrait s'expliquer par un mode architectural différent, reposant, par exemple, sur des radiers de fondation simplement posés sur le sol (fig. 6). Ce système a d'ailleurs été identifié en plusieurs exemplaires sur les fouilles de Catenoy et Choisy-au-Bac, dans l'Oise (Blanchet 1984) grâce à l'amplitude stratigraphique de ces sites qui a permis la conservation de couches d'habitat. Cependant, des maisons à poteaux plantés en bois réapparaissent en Picardie à partir de la seconde moitié du premier âge du Fer à Bucy-le-Long dans l'Aisne (Brun & Pommepuy 1983), à Néry dans l'Oise (Blanchet 1984) ou Pont-de-Metz dans la Somme (Lemaire & Buchez 2001).

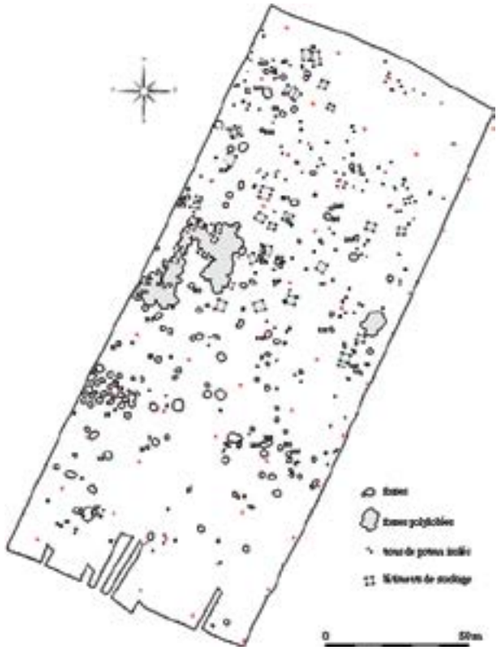


Fig. 7 - Plan du site d'habitat BFIIIb d'Osly-Courtil (Aisne) fouillé dans le cadre d'une carrière et illustrant par la grande concentration de vestiges, l'existence probable de villages à la fin de l'âge du Bronze (*fouilles J. Dubouloz, étude et plan d'après P. Le Guen 2005*).

Souvent et majoritairement identifiés aux vestiges de *tumuli*, les enclos fossoyés n'avaient pas exclusivement une fonction funéraire. Parmi les enclos détectés dans la Somme existent, en effet, des exemplaires de grande taille, pourvus d'une interruption (Agache & Bréart 1975). Régulièrement répartis le long de la vallée de la Somme, ils se cantonnent toutefois dans une frange littorale d'une trentaine de kilomètres de large. Bien connus en Grande-Bretagne, ils ceinturaient des établissements attribués au Bronze final. Un vaste enclos ovalaire, fouillé près d'Étaples (Pas-de-Calais), à l'embouchure de la Canche, datait du Bronze ancien-moyen (Desfossés 2000). L'enclos interrompu du même type découvert à Abbeville (fouille P. Le Guen) était de plus petites dimensions. Quelques exemplaires ont aussi été reconnus en Normandie et paraissent plus anciens que leurs homologues britanniques.

Au Bronze final IIIb-Hallstatt ancien, le nombre de sites augmente fortement, bien que cela ne concerne que l'habitat, le funéraire de cette période restant inconnu. À côté de fermes isolées, semblent exister des concentrations plus importantes de fosses qui suggèrent l'existence de villages (fig. 7 et 8). La surface d'un établissement passerait alors d'une centaine de mètres carrés à plus d'un hectare. La question se pose pour les sites de Glisy, dans la Somme (Gaudefroy 2003), d'Osly-Courtil dans

Fig. 8 - Moules servant à couler des objets en bronze découverts sur l'habitat BFIIIb d'Osly-Courtil, dans l'Aisne (*fouilles et photo J. Dubouloz*).

l'Aisne (Le Guen 2005) et de Longueil-Sainte-Marie "La Butte de Rhuis" dans l'Oise (Blanchet & Talon 2005). Cette hypothèse devrait pouvoir être vérifiée en procédant à des décapages plus larges, à partir de premières structures détectées. Si quelques sites fortifiés semblent occupés au BFIIIb, ils ne le sont plus au début du premier âge du Fer, sauf sur le site de fond de vallée de Choisy-au-Bac (Oise), situé à la confluence de l'Aisne et de l'Oise et dont les villages successifs produisaient du bronze et du fer. Soulignons, d'ailleurs, qu'un nombre exceptionnel de dépôts d'objets en bronze du Bronze final IIIb a été découvert dans ce secteur de la moyenne vallée de l'Oise. Il est à signaler pour cette zone que l'augmentation importante du nombre de sites répertoriés au Bronze final IIb-IIIa s'accompagnait de l'occupation de sites fortifiés dotés d'installations métallurgiques comme à Saint-Pierre-en-Chastres et Catenoy, dans l'Oise (Blanchet 1984).

En revanche, pour la seconde partie du premier âge du Fer, nous ne pouvons, pour l'instant, mettre clairement en évidence aucun site fortifié, dans la vallée de l'Oise comme ailleurs : les habitations de la dernière phase de Choisy-au-Bac ne sont plus protégées par un système défensif ; les sites de hauteur ne sont pas occupés à cette période. Sur le site de Thiverny (Oise), placé à la confluence du Petit-Thérain et de l'Oise, un fossé pourrait cependant avoir participé à un système défensif ou à défaut limiter le territoire de cet habitat qui couvrait une surface importante (Durvin & Brunaux 1983).

Dans cette même fourchette chronologique est attesté un habitat enclos sans caractère défensif. Pour la vallée de l'Oise, il convient de souligner l'hétérogénéité de ces sites et de leur système d'enclos (Blanchet 1983 ; Demoule 1997 ; Talon 2005) : fossé massif en agrafe à Longueil-Sainte-Marie "La Butte de Rhuis", enclos quadrangulaire également à Longueil-Sainte-Marie "Les Taillis", palissades de trous de poteaux à Boran-sur-Oise et Pontpoint (Oise). Ces sites semblent correspondre

à des fonctions différentes, même si ces systèmes plus ou moins élaborés de fossés ou de palissades dénotent avec ce qui existait avant et ce qui continuera à être la norme jusqu'à La Tène moyenne, à savoir l'habitat ouvert. Au travers de ces exemples, c'est une hiérarchie de l'habitat qui transparaît, également perceptible au travers de grands édifices tels que ceux de Pont-de-Metz (Lemaire & Buchez 2001) et de Bucy-le-Long (Brun & Pommepuy 1983). Dans le cas de Pont-de-Metz, il n'est pas certain que le bâtiment ait été entouré d'un enclos, mais sa taille et son architecture complexe invitent à conférer au site un statut particulier.

Le début du second âge du Fer apparaît comme une période durant laquelle l'habitat se densifie. Dans la vallée de l'Oise, les plans complexes sur poteaux étant rares, excepté à Compiègne "Le Fond Pernant" (Lambot 1988), l'hypothèse de constructions sur sablières ou sur solins laissant peu ou pas de trace, a été évoquée comme pour les périodes antérieures. De fait, une grande architecture mixte, à tranchée de fondation et supports internes, a été identifiée dans la Somme à Pont-Rémy (Prilaux 2000a) où différentes formules architecturales sur poteaux, couvrant des surfaces plus ou moins importantes, sont, par ailleurs, répertoriées (Buchez 2005).

La majorité des sites sont des habitats ouverts. Lorsque la présence de fossés est attestée, soit il s'agit des exemples les plus précoces de ces établissements agricoles enclos qui caractérisent les périodes ultérieures, soit il s'agit de systèmes qui ne clôturent pas complètement un espace. En vallée, ils bordent un relief particulier (butte ou chenal comme à Houdancourt dans l'Oise (Gaudefroy 1991). L'ensemble fossoyé de Pont-Rémy (Somme) affecte néanmoins une organisation bipartite qui intègre le grand bâtiment d'habitation précédemment cité. La question de la vocation de certains puissants fossés aux tracés irréguliers se pose également, les aires ainsi – partiellement ? – délimitées n'ayant quasiment pas été explorées comme à Saleux et Aubigny Somme).

L'analyse structurelle des habitats menée sur de grandes surfaces dans les vallées de l'Aisne et de l'Oise fait ressortir une diversité des cas de figure induite par des différences de fonction et de statut : petit ensemble de vestiges correspondant à un établissement à courte durée de vie ou à une installation temporaire dépendant d'un habitat permanent proche, site à vocation spécifique comme la batterie de silos de Soupir, dans l'Aisne, (Gransar 2002), structures réparties en plusieurs noyaux suggérant, soit le rassemblement de plusieurs cellules familiales, soit un phénomène de déplacement, semis dense sur une surface (fig. 9) étendue pouvant évoquer le rassemblement d'une communauté telles Longueil-Sainte-Marie, La Croix-Saint-Ouen, dans l'Oise (Gaudefroy *et al.* 2001 ; Malrain & Pinard à paraître).

Les établissements de La Tène ancienne s'inscrivent dans un schéma économique où les possibilités offertes par le milieu sont utilisées au maximum comme à Houdancourt (Gaudefroy 1992) et les activités spécialisées – de bronzier à Longueil-Sainte-Marie, dans l'Oise, saunière à Vignacourt dans la Somme – y apparaissent d'importance limitée. Les témoignages d'échanges entre sites producteurs et sites consommateurs sont néanmoins récurrents dans la Somme au travers de la découverte de fragments de moules à sel.

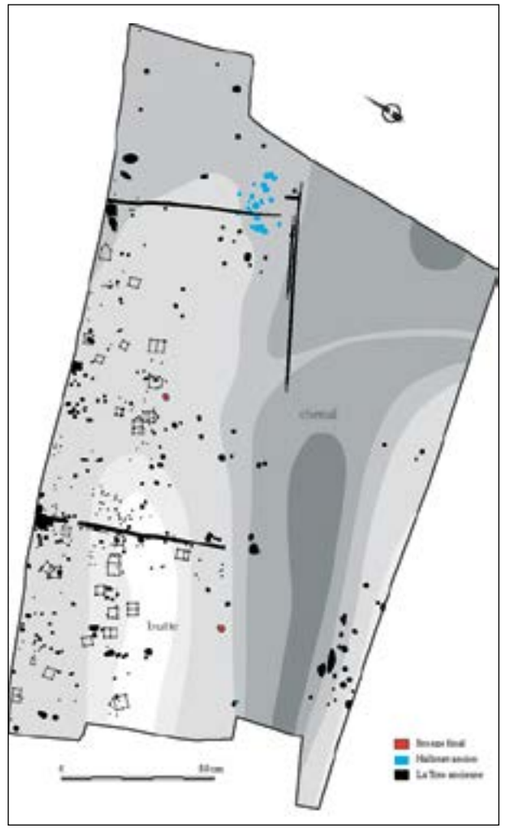


Fig. 9 - Plan du site d'habitat protohistorique de Longueil-Sainte-Marie "L'Orméon" (Oise) fouillé dans le cadre d'une carrière et illustrant l'évolution de l'occupation d'un terroir, ici un micro-relief bordant un paléochenal, depuis le Bronze final avec quelques fosses isolées, à La Tène ancienne avec une occupation de l'ensemble de la surface, en passant par le premier âge du Fer documenté par une concentration de fosses (*fouilles et étude S. Gaudefroy*)

L'OCCUPATION DU SOL ET LES DONNÉES PALÉOENVIRONNEMENTALES

Bien que trop rares encore, les études sur le paléoenvironnement, en particulier l'enregistrement des stratigraphies (fig. 10) de fonds de vallée réalisé notamment dans la vallée de l'Oise par Jean-François Pastre, Chantal Leroyer et Nicole Limondin ont commencé à apporter des données précieuses sur l'évolution du paysage (Pastre *et al.* 1997 et 2002 ; Leroyer 1997). Ainsi, la période du Bronze ancien-moyen, qui correspond à la deuxième partie du Subboréal est-elle propice aux premiers colmatages limoneux liés à l'érosion de la couverture lœssique des versants. Il semble que les activités agro-pastorales du III^e^ millénaire, jusqu'aux périodes ancienne et moyenne de l'âge du Bronze se soient considérablement développées, pour croître encore durant le Bronze final. L'anthropisation pourrait donc être la cause de cette légère déstabilisation des versants. L'érosion a cependant pu être accentuée par la progressive dégradation du climat, surtout les deux péjorations enregistrées vers 2300 et 1500 avant J.-C. Sur le site de la "Station d'Épuration" à La Croix-Saint-Ouen (Oise), nous avons pu observer une phase d'atterrissement matérialisée par 1,50 mètre de dépôt daté du III^e^ millénaire et incluant le Bronze ancien (fig. 11). L'accumulation est, toutefois, recoupée, voire en partie tronquée, par un paléochenal dont le remblaiement d'une des berges s'est produit au début du Bronze final. De la fin du IV^e^ millénaire au Bronze moyen (1600-1350 avant J.-C.), le paysage reste majoritairement boisé, malgré une visible intensification des activités agropastorales. Ce n'est qu'à partir du Bronze final que l'emprise humaine sur le milieu végétal devient vraiment déstabilisante. Dès le début du I^er^ millénaire avant notre ère, les défrichements sont clairement identifiés dans la plupart des séquences, même si elles ne sont pas directement liées à une occupation ayant laissé des vestiges archéologiques. L'éclaircie du couvert forestier va, bien entendu, encore s'accroître durant l'époque gauloise. Au début du subatlantique, qui coïncide avec la transition de l'âge du Bronze à celui du Fer, l'augmentation des apports minéraux a enrayé presque systématiquement les processus de tourbification. L'emprise humaine s'est alors considérablement développée, mais l'ouverture du paysage s'avère plus ou moins accentuée selon les secteurs. L'érosion généralisée des versants, également constatée dans d'autres régions, a vraisemblablement été amorcée par l'intensification des défrichements. Il est probable qu'elle ait été largement amplifiée par la nouvelle péjoration climatique qui a débuté à la fin du V^e^ siècle avant notre ère.

Fig. 11 - Fouille stratigraphique sur les dépôts de berge étudiés en 1992 sur le site de "La station d'épuration" à La Croix-Saint-Ouen, dans l'Oise (*Fouilles et photo M. Talon*).

Fig. 10 - Carottage pour l'enregistrement stratigraphique réalisé sur les fonds de vallée (*travaux J.-Fr. Pastre et photo M. Talon*).

Cette proposition de restitution d'évolution de l'environnement est complétée au niveau du site et de son interprétation par l'apport des études faites depuis de nombreuses années en Picardie tant en archéozoologie (voir Auxiette & Méniel p. 116-119) qu'en carpologie. Dans ce domaine, une trentaine de gisements ont fait l'objet d'une étude pour la Protohistoire ancienne. C'est la période de La Tène ancienne qui est de loin la mieux documentée car elle bénéficie d'une quinzaine d'analyses. Pour cette période, les résultats mettent en évidence un large spectre de plantes cultivées et cueillies, comprenant

des céréales, des graminées sauvages, des légumineuses, des oléagineux, des fruits farineux, fruits secs et baies. Ils soulignent l'importance de deux céréales, l'orge vêtue et le blé amidonnier, dans l'approvisionnement des sites, les espèces complémentaires étant représentées par l'avoine cultivée, le millet commun, le froment et l'épeautre. Les légumineuses, bien que discrètes dans les assemblages, du fait de leur faible représentativité, n'en sont pas moins bien diversifiées, avec la présence de lentilles, de pois, de féveroles et d'ers. Les plantes à graines oléagineuses (qui fournissent de l'huile) sont souvent mal conservées, en raison de la carbonisation, mais la présence de semences de lin, de pavot et de caméline peut cependant être relevée. On observe la forte régression, voire la disparition de l'orge à grain nu et du blé engrain, pratiquement absents des spectres de données. L'importance des espèces sauvages est loin d'être négligeable comme le montre la récolte de brome seigle et de chénopode blanc, la préparation de glands et la cueillette de noisettes, de cenelles d'aubépine, de prunelles.

Par ailleurs, en terme d'occupation et de pression sur le paysage, signalons que la multiplication des interventions, au gré des opérations linéaires traversant les plateaux, a permis – et c'est un acquis capital – de relativiser l'image qui prévalait jusqu'à ces dernières années d'une occupation des plateaux exceptionnellement clairsemée jusqu'à la fin de La Tène B (première moitié du III^e^ siècle avant notre ère). Nous remarquons, toutefois, que la densité de l'habitat semble variable selon les secteurs de plateau (*cf.* tab. I, p. 100, montrant le petit nombre de sites rencontrés sur l'A29, partie occidentale, au sud-ouest d'Amiens).

LES PRATIQUES FUNÉRAIRES

L'âge du Bronze se caractérise par la profusion des enclos fossoyés (fig. 12). Ils sont présents par centaines sur les photographies aériennes de Roger Agache, Michel Boureux et Bernard Lambot. Si certaines des structures funéraires originelles ont vraisemblablement été détruites par l'arasement graduel du tumulus qui les protégeait, l'expérience a montré que d'autres pouvaient être présentes dans le fossé ou aux alentours de l'enclos. En outre, une datation ne peut alors être obtenue qu'au vu des tessons éventuellement livrés par le fossé. Par conséquent, un simple décapage du centre du monument, complété du creusement de quatre coupes dans les fossés, s'avère aujourd'hui une approche insuffisante. Le curage, même à l'aide

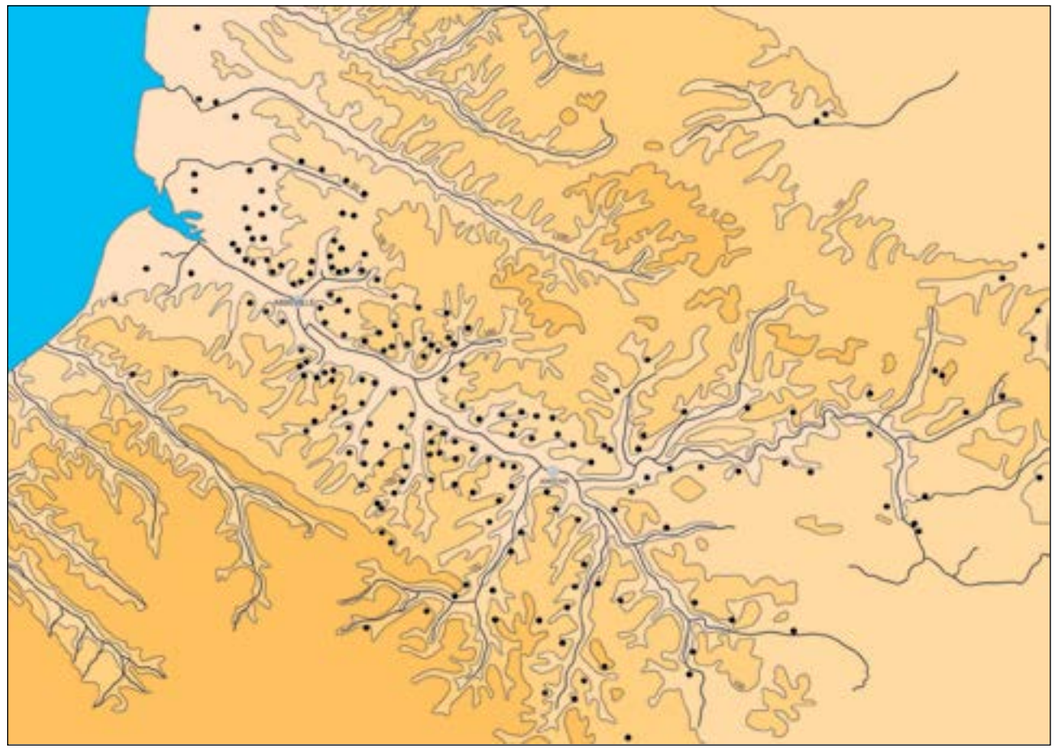


Fig. 12 - Les prospections aériennes de Roger Agache ont permis le repérage de nombreuses nécropoles dans le département de la Somme dont la répartition régulière marque le territoire mais dont les vestiges sont inexorablement détruits par les labours intensifs de ces dernières années (*carte M. Talon*).

d'engins mécaniques, de l'ensemble du fossé est indispensable, de même qu'un décapage plus extensif autour du monument. Ces enclos, particulièrement nombreux dans la vallée de la Somme, continuent de faire l'objet de réflexions. Une étude d'ensemble a permis d'observer que les enclos du Bronze ancien-moyen étaient circulaires, souvent regroupés et organisés de façon linéaire. Ils diffèrent en cela des enclos attribuables au Bronze final-premier âge du Fer de taille plus petite et associant parfois des formes circulaires, allongées du type des *langgrabben*, quadrangulaires ou plus curieuses encore, comme les plans en trou de serrure. Ces groupes d'enclos prennent alors une configuration plus nucléaire que linéaire. La cartographie des enclos circulaires vus en photographie aérienne, montre une répartition préférentielle le long de la Somme et de ces affluents. Une répartition analogue a été constatée dans le bassin de l'Aisne, au sud des Ardennes (Lambot 1996).

Nous constatons des variations importantes dans les dimensions de ces enclos : par exemple, pour les quelques enclos décapés dans la Somme, les diamètres varient entre 6 et 78 m. Dans la plupart des cas, ces enclos sont associés à des structures funéraires, mais, nous avons vu, plus haut, qu'une minorité d'entre eux possédaient une fonction différente. Certains, même de dimensions moyennes, pouvaient avoir d'autres vocations : domestique, pastorale, etc.

Des cimetières à incinérations s'organisant parfois autour de monuments fondateurs ont été fouillés dans les vallées de l'Oise et de l'Aisne ainsi que tout récemment sur le rebord de plateau surplombant un affluent de la Somme (Méaulte). La mise au point d'une technique utilisant la bioapatite des os (Lanting & Brindley 2005) permet maintenant d'obtenir des datations C^{14} fiables sur les os incinérés et rend, de la sorte, possible un calage chronologique de ces nécropoles. Cet énorme progrès a ainsi permis de reculer au début du Bronze final la datation de ces premiers cimetières apparus en nombre depuis peu. Les dates obtenues permettent peut-être même de remonter jusqu'à la fin du Bronze moyen qui correspond à l'apparition des cimetières familiaux du type de Deverel Rimbury dans le Sud de l'Angleterre. Cette nouvelle méthode de datation a, de plus, confirmé le vieillissement au Bronze final IIb-IIIa des *hair rings* – anneaux dorés constituant souvent le seul matériel découvert – (Billand & Talon, à paraître), comme cela avait été pressenti au travers des associations de mobilier funéraires (fig. 13 à 15).

La réflexion menée ces dernières années par Isabelle Legoff, Estelle Pinard et Ghislaine Billand sur la gestuelle funéraire (fig. 16), à partir notamment de ces nécropoles (par exemple, Presles-et-Boves et

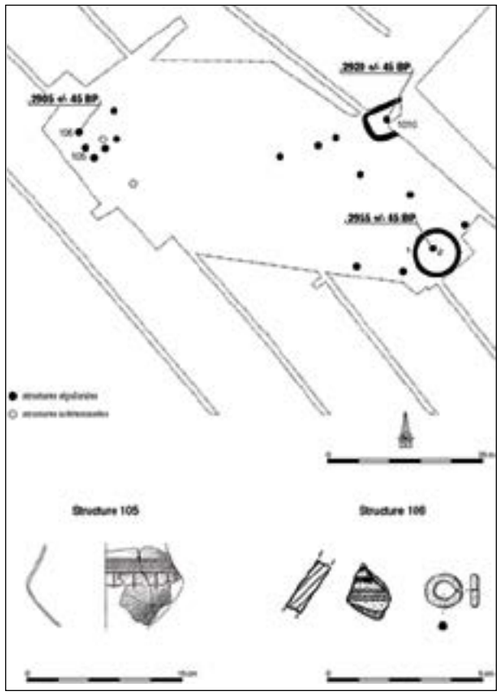


Fig. 13 - Plan du cimetière BFIIb de Thourotte (Oise) fouillé dans le cadre d'une ZAC et où l'on peut constater l'évolution du cimetière sous la forme de plusieurs concentrations à partir de monuments fondateurs. Les sépultures découvertes étaient, pour la plupart, dépourvues de matériel avec comme seules traces du défunt une poignée d'esquilles d'ossements incinérés. Une des tombes à cependant livré un anneau en or (*hair ring*) et la possibilité récente d'effectuer des datations fiables sur ossements incinérés a permis de vieillir ce type de cimetière et de parure (*fouilles et étude G. Billand et I. Le Goff*).

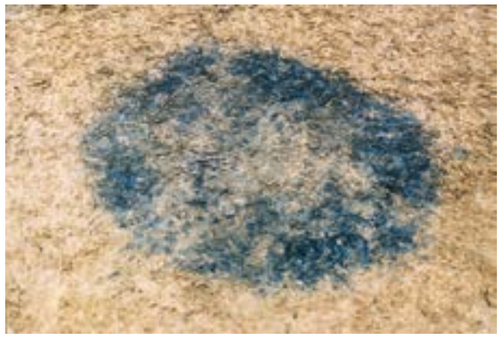


Fig. 14 - Vue d'une sépulture à incinération du cimetière BFIIb de Thourotte, dans l'Oise ; ce type de structure du Bronze final peu spectaculaire, dépourvue de matériel ne contient que des cendres mêlées à quelques esquilles osseuses (*fouilles G. Billand et photo S. Beaujard*).

Maizy dans l'Aisne, Chambly, La Croix-Saint-Ouen, Thourotte, Verneuil-en-Halatte dans l'Oise), permet aujourd'hui de mieux caractériser les pratiques et d'intégrer ces données au travail de périodisation et de caractérisation culturelle.

De la fin de l'âge du Bronze à la fin du premier âge du Fer, les sites funéraires font défaut. En l'état actuel de la documentation, les indices funéraires incontestables ne réapparaissent qu'à la fin du premier âge du Fer (530 avant J.-C.). Au Sud-Est de la Picardie, il s'agit de grands cimetières d'inhumations en tombe plate, parmi lesquels se trouvent quelques tombes à char en chambre boisée, cerclées d'un enclos et initialement surmontées d'un petit tertre. Les fouilles préventives réalisées sur le grand cimetière de Bucy-le-Long "La Héronnière" (Demoule 1999) ont apporté des précisions très attendues sur la chronologie fine, les modes de déposition dans les tombes et l'organisation de la société. Dans la partie la plus occidentale du département de la Somme, des inhumations en chambre funéraire (fig. 5) entourées d'un enclos quadrangulaire – deux tombes féminines à parures – ont été découvertes en particulier à Canchy, dans la Somme (Lemaire 2002). Ce site trouve des parallèles en d'autres points du littoral de la Manche, dans la plaine de Caen et dans le Pas-de-Calais.

Dans la Somme, l'indigence en site funéraire est flagrante jusqu'à la fin du IV^e^ siècle avant notre ère, malgré la multiplication des opérations préventives : nous disposons d'une tombe à inhumation dotée d'une arme pour la seconde moitié du V^e^ siècle avant notre ère (Abbeville) et de deux tombes à incinérations présentant des marqueurs aristocratiques pour les trois premiers tiers du IV^e^ siècle (Thieulloy-l'Abbaye).

L'organisation des cimetières et des tombes dans la vallée de l'Oise, ainsi que les rituels, montrent, en revanche, un rattachement aux phénomènes culturels de l'aire Aisne-Marne. L'incinération et l'inhumation coexistent dans les nécropoles de l'Oise de Mory-Montcrux "Sous la Vigne d'en Haut", de Chambly "La Remise Ronde" (Pinard *et al.* 2000) et de Longueil-Sainte-Marie "Près des Grisards" (Breuiller & Gaudefroy 1992). Dans cette dernière, la plus importante de l'Oise, les deux rituels funéraires sont en usage à toutes les phases de fréquentation de la nécropole, de La Tène A1 au début de La Tène B1 (Pinard 1997).

Aux deux découvertes anciennes de tombes à inhumation de guerriers, s'ajoute celle fouillée en 1994 à La Croix-Saint-Ouen "La Prairie" (Talon *et al.* 1995).

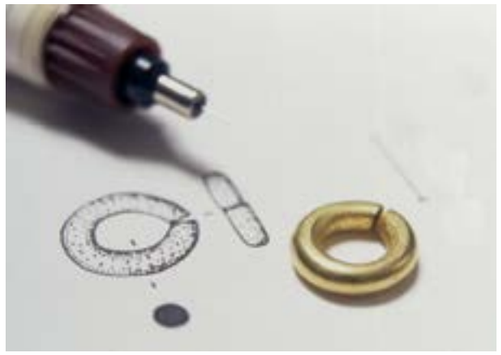


Fig. 15 - *Hair ring* en or du cimetière BFIIb de Thourotte, dans l'Oise (*fouilles G. Billand, photo L. Petit*).

Fig. 16 - Amas d'ossements incinérés en cours de fouille de l'enclos funéraire du Bronze moyen de Rue (Somme). Pour l'âge du Bronze moyen le dépôt cinéraire comprend l'essentiel des restes incinérés du défunt (*fouilles G. Billand et photo L. Petit*).

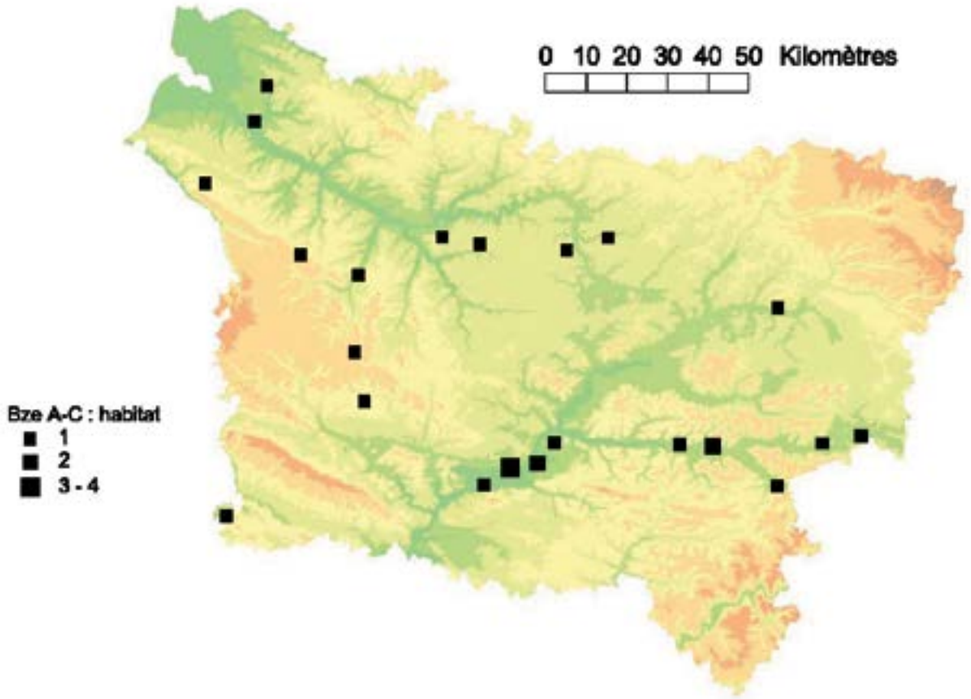


Fig. 17 - Carte des sites d'habitat du Bronze ancien et moyen – 2200 à 1350 avant notre ère (*SRA de Picardie*).

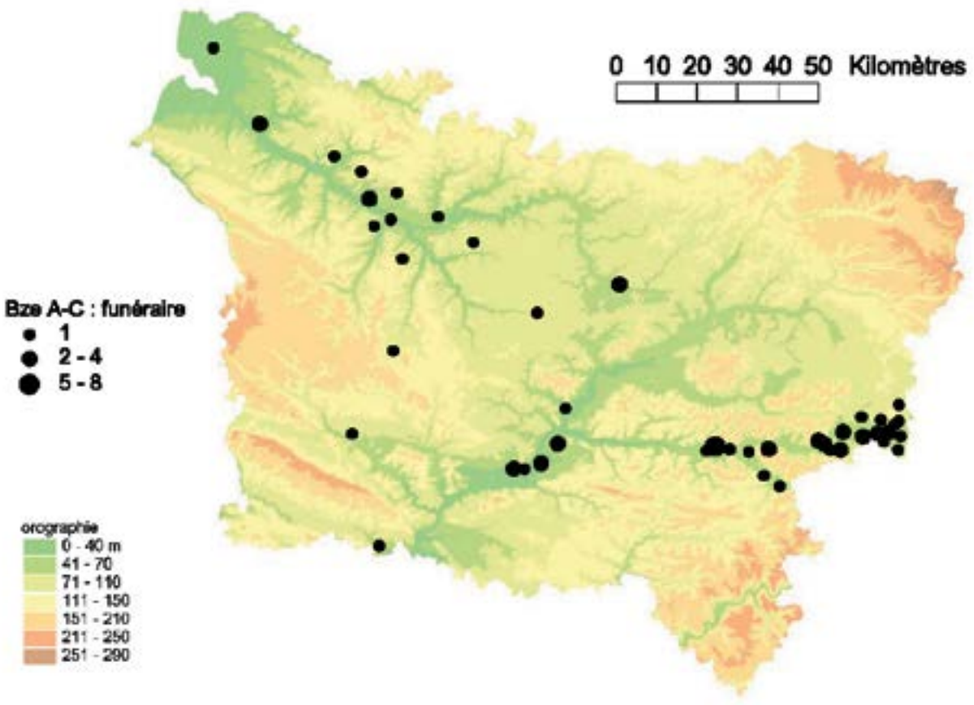


Fig. 18 - Carte de sites funéraires du Bronze ancien et moyen – 2200 à 1350 avant notre ère (*SRA de Picardie*).

BILAN ET PERSPECTIVES

Quelques constats majeurs peuvent être tirés de cette revue des données disponibles. Le nombre de sites augmente (tab. II) au cours du temps : on compte 105 entités pour les quelque 850 ans que dure le début de l'âge du Bronze (BrAC, fig. 17 et 18), soient 16 sites par siècle en moyenne, 219 pour la fourchette d'environ 800 ans du Bronze final au premier âge du Fer (BrD/HaD1, fig. 19 et 20), soit 26 sites par siècle, et 187 pour la courte période – un peu plus de deux siècles et demi – du Hallstatt moyen-final à La Tène ancienne (HaD2/LTB2, fig. 21 et 22), soit 66 sites par siècle. L'évolution apparaît cependant moins linéaire en se référant à un découpage chronologique plus fin, les effectifs augmentant nettement avec l'étape du Bronze final IIb-IIIa (35 sites par siècle) par rapport à la phase suivante du Bronze final IIIb au Hallstatt ancien.

Les proportions, selon les deux grandes catégories domestiques et funéraires, montrent aussi des changements considérables au cours de la période. Tandis que le nombre de sites funéraires prédomine fortement au Bronze ancien et moyen (67 % de sites funéraires) – et encore au Bronze final IIb-IIIa – les proportions s'inversent, ensuite (58 % de sites domestiques au Bronze final/premier âge du Fer, 77 % au Hallstatt moyen-final jusqu'à La Tène ancienne). Ces disproportions catégorielles ne s'expliquent pas seulement par la plus grande facilité de repérage des tombes de certaines périodes, en particulier grâce aux enclos circulaires. La dispersion plus ou moins grande des tombes et la localisation préférentielle des cimetières en constituent des facteurs supplémentaires. Par conséquent, les sites domestiques et les sites funéraires ne disent pas la même chose. Les seconds résultent bien davantage de choix culturels et peuvent ainsi varier beaucoup plus fortement d'une période à une autre et d'une province à une autre. Si nous pondérons les effectifs répertoriés en fonction de la durée de chaque étape chronologique, afin de rendre la comparaison plus pertinente, nous observons que le nombre de sites d'habitat est multiplié par quatre au milieu du Bronze final, à partir du XII^e^ siècle avant notre ère ; il double ensuite à partir du X^e^ siècle avant J.-C. et double encore à partir du VI^e^ siècle avant notre ère. Il est très intéressant de noter que cette progression est analogue dans les trois départements picards, alors même que les recherches y ont été assez différentes dans les rythmes, comme dans les modalités d'intervention et les localisations géomorphologiques. Notons, cependant, que la croissance se montre d'abord plus forte à l'est qu'à l'ouest, avant d'apparaître plus rapide à mesure que l'on se rapproche de la Manche, alors même que dans le département de la Somme, rappelons-le, les sites connus sont tous des établissements de plateau.

Aisne	**habitat**	**funéraire**	**dépôt**	**Totaux**
BrA-C	7	41	3	51
BrD-HaD1	46	59	5	110
HaD2-LTB2	54	25	0	79
Totaux	107	125	8	240
Oise	**habitat**	**funéraire**	**dépôt**	**Totaux**
BrA-C	11	13	3	27
BrD-HaD1	46	9	11	66
HaD2-LTB2	55	13	0	68
Totaux	112	35	14	161
Somme	**habitat**	**funéraire**	**dépôt**	**Totaux**
BrA-C	9	16	2	27
BrD-HaD1	34	1	8	43
HaD2-LTB2	35	5	0	40
Totaux	78	22	10	110
Picardie	**habitat**	**funéraire**	**dépôt**	**Totaux**
BrA-C	27	70	8	105
BrD-HaD1	126	69	24	219
HaD2-LTB2	144	43	0	187
Totaux	297	182	32	511

Tab. II - Décompte des sites par départements et par périodes illustrés par les cartes des figures 17 à 22.

L'évolution quantitative des sites funéraires s'avère bien différente. Après un triplement à partir du XII^e^ siècle avant notre ère, l'indice quantitatif est divisé par six à partir du X^e^ siècle avant J.-C., puis fait plus que quadrupler à partir du VI^e^ siècle avant notre ère. Cette moyenne générale dissimule des contrastes très marqués entre l'est et l'ouest de la Région. Dans l'Aisne, l'indice est multiplié par près de quatre, puis divisé par sept, avant de presque tripler, tandis que dans l'Oise et plus encore dans la Somme, les indices quantitatifs demeurent très faibles, avant de croître enfin nettement ensuite, à partir du V^e^ siècle avant J.-C. dans l'Oise et seulement à partir de la fin du IV^e^ siècle dans la Somme.

Les sites se révèlent particulièrement nombreux dans la vallée de l'Aisne où leur étude fait l'objet d'un programme de recherche archéologique pluri-institutionnel depuis trente-cinq ans. Cette concentration de l'activité a permis de mettre au jour un corpus de sites beaucoup plus représentatif de la réalité de l'occupation humaine dans ce lointain passé. Il convient cependant de souligner que l'échantillon exceptionnel, dont nous disposons là, n'est, en aucune manière, représentatif de cette réalité que nous poursuivons du point de vue statistique. Le principal biais tient au fait que les interventions ont surtout concerné les basses

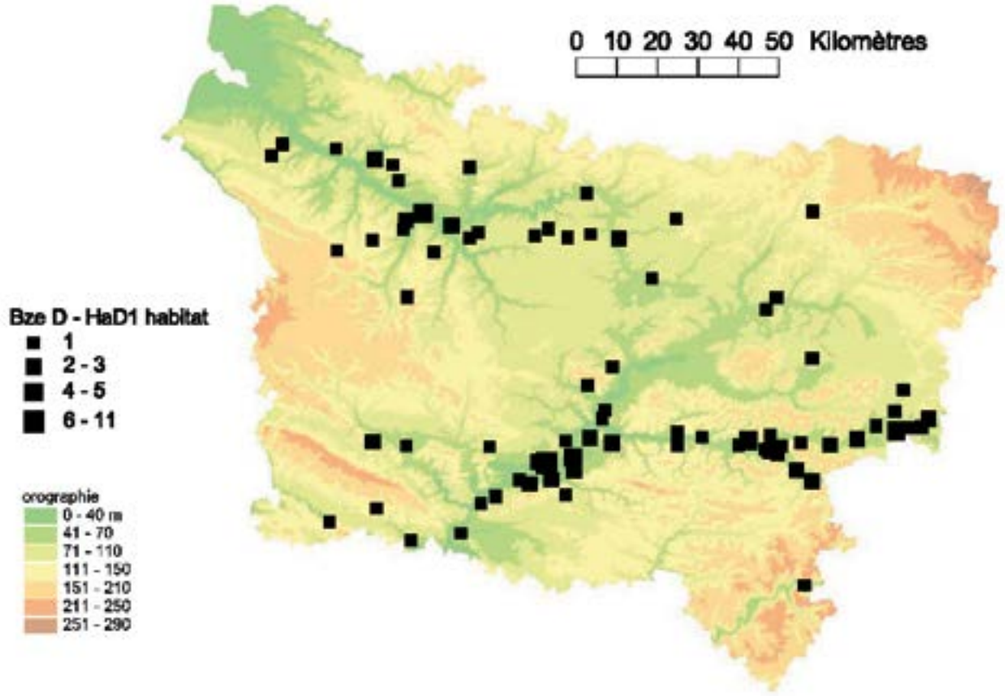


Fig. 19 - Carte des sites d'habitat du Bronze final-premier âge du Fer – 1350 à 530 avant notre ère (*SRA de Picardie*).

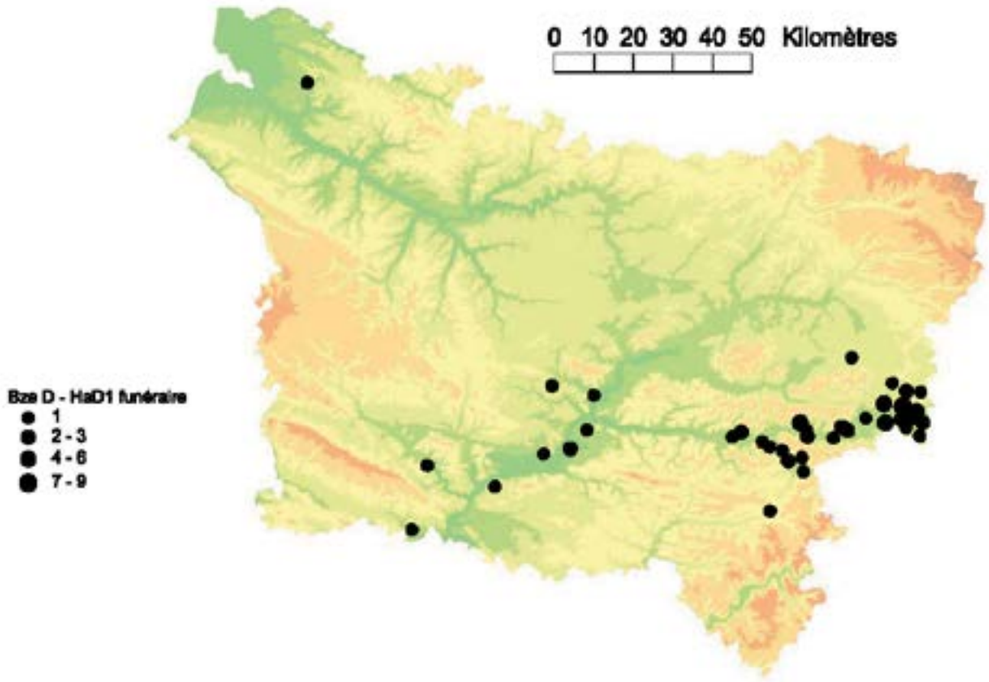


Fig. 20 - Carte de sites funéraires du Bronze final-premier âge du Fer – 1350 à 530 avant notre ère (*SRA de Picardie*).

terrasses alluviales, exploitées par les carrières de sables et de graviers. Ces espaces de terres légères et assez bien drainées, situées en bord de rivière, étaient, probablement à l'époque, les plus favorables à l'établissement de paysans participant à de vastes réseaux d'échanges. Nous savons pourtant que d'autres localisations ont été exploitées durant la Protohistoire : les vallons secondaires, les rebords de plateau, le cœur des plaines et des plateaux où l'eau n'était accessible qu'en creusant des puits ou en la « stockant » (mares). Et nous sommes maintenant sûrs que la domination des sites de basses terrasses n'était pas aussi écrasante qu'elle ne paraissait.

À côté des sites aisément identifiables en raison de structures évidentes (fossés rectilignes ou circulaires, groupes de gros et profonds trous de poteaux évoquant un plan cohérent, fosses très riches en mobilier) ou denses et nombreuses (batteries de silos, vestiges d'agglomérations), les grands décapages réalisés sous contrôle archéologique ont permis de reconnaître des traces beaucoup plus discrètes :
- des tombes d'inhumés isolés ;
- des structures bien peu explicites *a priori*, qui se sont révélées constituer les traces incomplètes de petits établissements du type ferme ;
- des poignées lâches de fonds de petites fosses renfermant quelques ossements humains incinérés, seuls restes de cimetières aux pratiques funéraires d'une extrême sobriété ;
- des vestiges de dispositifs construits, mais non résidentiels (cabanes de pêcheurs, chasseurs, bûcherons, gardiens de troupeaux ; dépôts votifs, expiatoires, de fondation, de marquage de limites de champs, de propriétés, de territoire).

C'est de la sorte un paysage assez inattendu que nous avons pu ainsi restituer : un paysage de petits établissements (fermes ou hameaux) pour la plupart, installés quelques dizaines d'années seulement au même endroit, où quelques tombes ont été creusées, mais ont rarement eu le temps de composer de véritables cimetières, encore moins des nécropoles, termes abusifs pour un monde exclusivement rural. Il ne semble pas que la nouvelle ferme était reconstruite très loin de celle que l'on abandonnait. Probablement ces familles d'agriculteurs tiraient-elles parti d'une même aire d'approvisionnement (terres cultivées, pâturages, bois) pendant plusieurs générations en ne déplaçant leur ferme que de quelques dizaines à quelques centaines de mètres. Cette aire, qu'il est convenu d'appeler un finage, porte encore des traces plus discrètes, notées plus haut, susceptibles de nous renseigner sur la vie concrète de ces paysans lorsqu'ils s'écartaient de leur lieu de résidence proprement dit. Du Bronze moyen au Bronze final, la hausse de la densité des sites suggère, comme cela a été proposé aux Pays-Bas, que deux fermes associées pouvaient dès lors exploiter un même finage.

C'est au Bronze final que se multiplient les cimetières de plusieurs dizaines de tombes. Cette observation s'accorde bien avec la précédente qui mettait l'accent sur la croissance numérique parallèle des sites d'habitats. Mais ces cimetières indiquent, de surcroît, un changement idéologique : la volonté de créer un lieu spécialisé pour l'enterrement des défunts de plusieurs sites d'habitat, pendant plusieurs générations. Peut-être aussi s'est-il produit un changement dans les pratiques funéraires, davantage de défunts « bénéficiant » de funérailles aboutissant à la mise en terre. Il convient en effet de rappeler que le nombre très insuffisant de tombes répertoriées, pour diverses périodes de la Protohistoire, implique un traitement différent, bien que respectueux, de la majorité des morts ; un traitement ne laissant guère de traces archéologiques (plateformes d'exposition, épandage des cendres au fil de l'eau ou même à la surface des champs, etc.). L'entretien d'un lieu fixe pour honorer la mémoire des ancêtres signifie vraisemblablement, quoi qu'il en soit, une volonté de marquer une forme plus durable d'appropriation territoriale à partir de cette époque. Nous ignorons cependant quel type de territoire (finage ou territoire plus vaste) et quels effectifs humains se retrouvaient autour de tels centres symboliques. Même dans la vallée de l'Aisne, les données s'avèrent encore insuffisantes pour répondre à ces questions.

La difficulté de saisie des territoires plus grands que les finages pèse d'autant plus sur la période prise en compte ici que les sites identifiables, par hypothèse, comme des centres territoriaux sont rares et ambigus. Nous constatons l'apparition, au Bronze final IIIb, de sites d'habitat nettement plus gros que précédemment. Ils demeurent toutefois trop peu nombreux pour que leur distribution dans l'espace donne une idée de leur distance moyenne et, par conséquent, de la taille théorique des territoires polarisés. Il en va de même des fermes aristocratiques (traduction du *Herrenhof* allemand), connues aussi en Grande-Bretagne sous le vocable de *Ring Forts* ou *Ring Works*. Un exemplaire bien daté du Hallstatt final, fouillé à Bucy-le-Long (Aisne), a été bien compris et situé dans son contexte environnemental et humain grâce aux très larges décapages effectués à l'intérieur de ce vaste méandre de l'Aisne. Un tel établissement dominait sans aucun doute les sites plus ordinaires alentours, mais nous ignorons dans quel rayon. La même incertitude pèse devant la distribution des cimetières du début du deuxième âge du Fer.

Certains ont livré des tombes soit en plus grand nombre, soit au mobilier plus riche avec notamment un char et des vestiges monumentaux (enclos

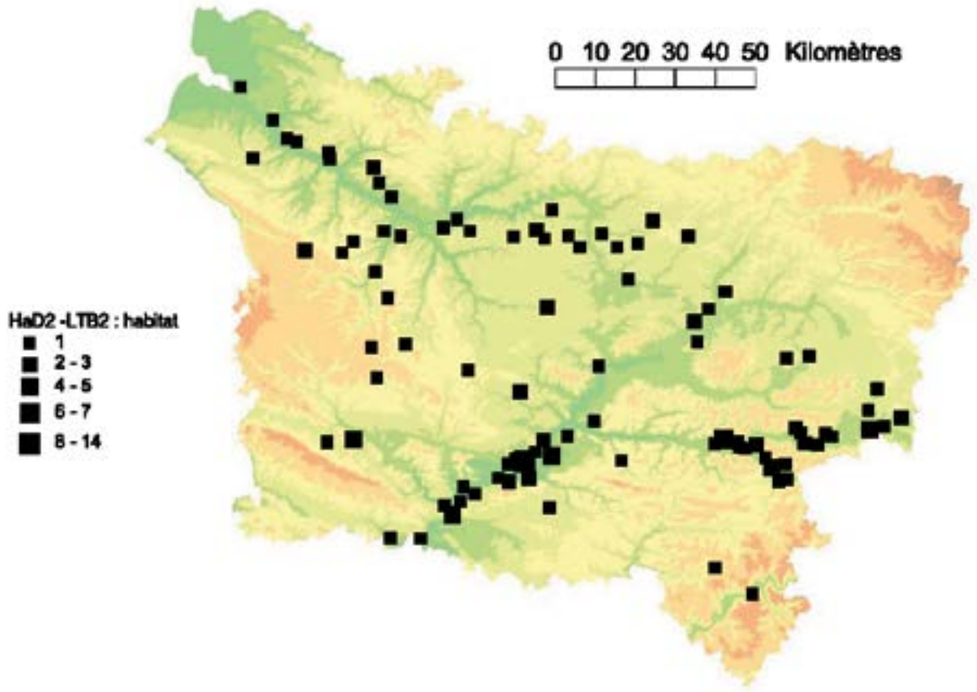


Fig. 21 - Carte des sites d'habitat du Hallstatt final à La Tène ancienne – 530 à 250 avant notre ère (*SRA de Picardie*).

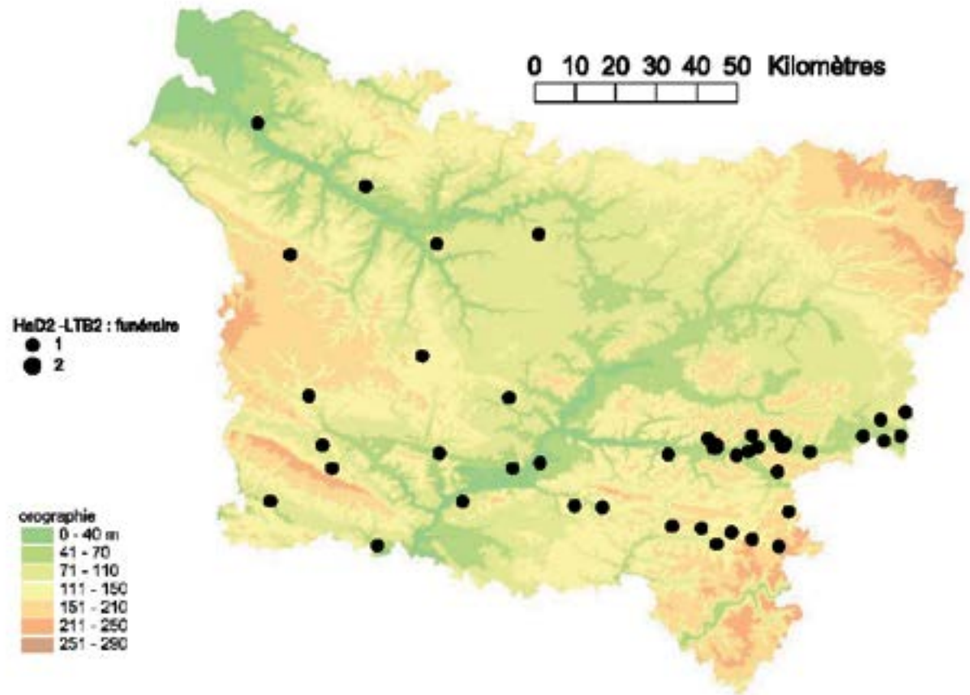


Fig. 22 - Carte des sites funéraires du Hallstatt final à La Tène ancienne – 530 à 250 avant notre ère (*SRA de Picardie*).

RAP - n° 3/4, 2005, Patrice Brun, Nathalie Buchez, Stéphane Gaudefroy & Marc Talon, *Bilan de la Protohistoire ancienne en Picardie*

circulaires), mais la représentativité des fractions connues de ces cimetières par rapport à la réalité, tant quantitativement que qualitativement, et l'absence de régularité spatiale des marqueurs de l'élite sociale, nous laissent encore indécis.

Les perspectives qu'il devient possible de dessiner passent par des mesures concrètes à prendre sur le terrain, afin d'aboutir dans de meilleures conditions à la synthèse historique que nous avons pour mission de nourrir. Partant de la fréquence des enclos fossoyés et de leur repérage relativement aisé, il semble judicieux de se donner les moyens de datation et de caractérisation fonctionnelle en procédant à une exploration systématique des fossés d'enclos. En l'absence de structures funéraires dont la présence conduit généralement au déclenchement d'une fouille, ces résultats peuvent être acquis à peu de frais lors de la phase de sondage. Ce type de réaction à permis, par exemple, à Pont-de-Metz (Somme), de mettre au jour un élément datant en une demi-heure de travail sur les fossés. En présence de structures funéraires, il importe de systématiser les datations C^{14} sur os brûlés ou, à défaut, sur charbons de bois. Plus généralement, à propos de sites funéraires, repérer des enclos circulaires, mais aussi d'éventuels enclos quadrangulaires et de petites zones d'incinérations ou d'inhumations hors enclos, implique de réduire les mailles du « filet de détection ». Une distance de 20 m est, le plus souvent, respectée entre les tranchées de sondage. Or, par exemple, la moitié des enclos fouillés dans la Somme possèdent un diamètre ou un côté inférieur à 20 m.

Progresser dans la connaissance de l'habitat du Bronze ancien et moyen implique de se montrer attentif aux indices les plus ténus, comme une fosse ou un trou de poteau, afin d'élargir immédiatement les tranchées de sondage. Nous notons d'ailleurs déjà, pour le Bronze final et le premier âge du Fer, que si un nombre restreint de structures apparaissent dans les zones décapées, elles témoignent d'implantation dont l'emprise est bien plus étendue que les fenêtres ouvertes. L'image de la structure isolée a ainsi vécu pour ces périodes. Les avancées viendront des possibilités de décapage extensif, offertes par le développement des ZAC, lotissements et autres travaux à large emprise au sol qui multiplieront les opportunités de découvertes de bâtiments dont la présence permet à la fois de caractériser le site et d'apprécier sa structuration. À défaut de bâtiment, l'exploitation de ces sites perçus de façon extensive passe par une analyse spatiale des éléments structurels et du mobilier, qui ne peut s'appuyer que sur une fouille fine et exhaustive des vestiges. Le cadre chronoculturel reste seulement esquissé pour le Bronze ancien, moyen et final I-IIa dans toute la Région. Il a beaucoup progressé dans la moitié orientale de la Picardie pour les périodes suivantes, sauf pour le Hallstatt ancien et moyen. De grosses lacunes subsistent encore pour la moitié occidentale. La fouille de toute structure livrant de la céramique nous paraît donc encore indispensable ; ce dont on doit être particulièrement conscient, en phase de sondage, lorsque le déclenchement ultérieur d'une phase de fouille n'est pas assuré. Il importe en effet que ces périodes soient immédiatement reconnues sur le terrain. Les fragments céramiques de ces périodes sont encore trop souvent classés en « non tourné » ou « La Tène » alors qu'ils présentent souvent des caractéristiques distinctives, comme la nature des dégraissants, par exemple. Il se confirme, au total, que la caractérisation fine des sites et les possibilités de comparer les configurations régionales avec les schémas d'occupation mis en évidence dans d'autres régions dépendent entièrement de l'ampleur des décapages. Les emprises d'étude les plus larges permettront, en outre, d'apprécier les phénomènes de mobilité de l'habitat.

Dans une perspective de programmation, il convient, par conséquent, de viser la constitution d'échantillons archéologiques représentatifs de la réalité que nous avons pour objectif principal de connaître. Il est indispensable de répertorier cette réalité historique dans toute sa variété et sa variabilité géographique et chronologique. Les modalités d'occupation de l'espace sont essentielles pour comprendre l'organisation des sociétés qui nous ont précédés. Aucun site n'était autosuffisant. Tout établissement participait forcément de réseaux sociaux plus vastes, à différentes échelles. La question posée est ainsi celle des moyens à mettre en œuvre pour appréhender le plus vite possible, avec le maximum de rentabilité scientifique et au moindre coût, ces réseaux sociaux dans leur dynamique évolutive. La réponse réside à l'évidence dans la sélection d'échantillons spatiaux où nous pourrons peu à peu disposer de la connaissance documentaire la plus poussée possible, c'est-à-dire pour tous les types de sites, même les plus petits qui étaient les plus nombreux.

Il va de soi qu'un tel dessein suppose la coordination de travaux collectifs, depuis le diagnostic de terrain jusqu'à la synthèse faisant échos à l'ensemble des connaissances acquises à l'échelle européenne. Un cadre institutionnel a été initié dès 1973, par l'université de Paris I et une équipe du CNRS, autour du programme des *Fouilles protohistoriques dans la vallée de l'Aisne*. Cette équipe est aujourd'hui l'une des composantes de l'UMR 7041 ArScAn (Archéologies et Sciences de l'Antiquité), basée à Nanterre et l'un des éléments moteurs du programme *Archéologie du Bassin parisien*. Ce dernier a pour objectifs de rassembler et coordonner les nombreuses bases de données élaborées sur le Bassin parisien au sens large, à l'occasion de

diplômes universitaires ou d'autres travaux de recherches. Ces matériaux dormants et dispersés seront repris afin d'exploiter les potentialités du SIG pour la compréhension des modalités d'occupation de l'espace et des flux d'échanges de toutes natures. Plus éloignés géographiquement de Paris, les acteurs amiénois ont intégré l'autre pôle de recherche multi-institutionnel nouvellement créé à Lille : l'UMR 8 164 HALMA-IPEL. Ce cadre institutionnel devrait permettre de développer des études transversales et d'établir des collaborations avec les équipes travaillant sur les régions limitrophes afin de comparer les données, préciser l'extension des phénomènes. Les deux UMR collaboreront tout particulièrement pour le développement de la recherche en Picardie.

BIBLIOGRAPHIE

AGACHE Roger & BRÉART Bruno (1975) - *Atlas d'archéologie aérienne de Picardie. Le bassin de la Somme à l'époque protohistorique et romaine,* Amiens, Société des Antiquaires de Picardie, 164 p., 193 fig., 6 pl. couleurs et 19 cartes.

AUXIETTE Ginette, BOULEN Muriel, DESENNE Sophie, MATTERNE Véronique, ROCQ Céline, YVINEC Jean-Hervé, PONEL Philippe & PERNAUD Jean-Marie (2003) - « Un site du Hallstatt à Villeneuve-Saint-Germain "Les Étomelles" (Aisne) », *Revue Archéologique de Picardie*, n° 3-4, Amiens, p. 21-65, 45 fig.

BAILLOUD Gérard, BAYLE D., BEECHING Alain, BICQUARD A., BOUREUX Michel, CLEUZIOU Serge, CONSTANTIN Claude, COUDART Anick, DEMOULE Jean-Paul, FARRUGGIA Jean-Pierre, FIRMIN Gérard, ILETT Mike, ILETT-FLEURY Béatrice & LETTERLE Frédérick (1982) - *Vallée de l'Aisne : cinq années de fouilles protohistoriques. Revue Archéologique de Picardie,* numéro spécial 1, Amiens.

BARBET Pierre & BUCHEZ Nathalie (2005) - « Les habitats protohistoriques de Ham "Le Bois à Cailloux" (Somme) », *Revue Archéologique de Picardie*, n° 1/2, Amiens, p. 25-50.

BILLAND Ghislaine & TALON Marc (à paraître) - « Apport du Bronze Age Studies Group au vieillissement des *hair-rings* dans le Nord de la France », *Hommage à Colin Burgess,* Oxbow, 8 p. et 5 fig.

BILLARD Cyrille, BLANCHET Jean-Claude & TALON Marc (1996) - « Origine et composantes de l'âge du Bronze ancien dans le Nord-Ouest de la France » dans Claude MORDANT & Olivier GAIFFE (éd.), *Cultures et Sociétés du Bronze ancien en Europe,* 117e Congrès national des Sociétés Historiques et Scientifiques, 1992, Pré- et Protohistoire, éditions du CTHS, p. 579-601, 7 fig., 3 tabl.

BLANCHET Jean-Claude (1983) - « Inventaire des sites du second Âge du Fer dans l'Oise », *Les Celtes dans le Nord du Bassin parisien (VIe-Ier siècle avant J.-C.),* Actes du colloque AFEAF de Senlis, *Revue Archéologique de Picardie,* n° 1, p. 254-263, 3 fig.

BLANCHET Jean-Claude (1984) - *Les premiers métallurgistes en Picardie et dans le Nord de la France.* Mémoires de la Société Préhistorique Française, t. 17, 608 p., 250 fig.

BLANCHET Jean-Claude & TALON Marc (2005) - « L'âge du Bronze dans la moyenne vallée de l'Oise : apports récents » dans BOURGEOIS Jean & TALON Marc (éd.) *L'âge du Bronze du Nord-Ouest de la France dans le contexte européen occidental : nouvelles découvertes et propositions de périodisation,* Actes de la table-ronde tenue dans le cadre du 125e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Lille, 2000, Pré et Protohistoire, CTHS-APRAB, p. 232-273, 26 fig.

BLANCHET Jean-Claude (1988) - « L'extension du groupe Rhin - Suisse - France-orientale dans le Nord de la France » dans BRUN Patrice & MORDANT Claude (éd.) *Le groupe Rhin-Suisse-France orientale et la notion de civilisation des Champs d'Urnes,* Actes du colloque de Nemours, 1986, APPRAIF, Nemours, p. 263-272. (Mémoires du musée de préhistoire d'Ile-de-France 1).

BLANCHET Jean-Claude (2000) - « Découvertes fluviales dans les vallées de l'Aisne, de la Marne, de L'Oise et de la Somme, en Picardie » dans BONNAMOUR Louis (éd.) *Archéologie des fleuves et des rivières,* p. 136-143, 6 fig. Éditions Errance, Paris.

BLANCHET Jean-Claude (2001) - « Nouveaux dépôts de la transition Âge du Bronze final/début du premier âge du Fer dans le contexte de la vallée de la moyenne vallée de l'Oise » dans *Hommages scientifiques à la mémoire de Jean L'Helgouac'h et travaux offerts à Jacques Briard. Du monde des chasseurs à celui des métallurgistes,* Revue Archéologique de l'Ouest, supplément n° 9. p. 171-180, 4 fig.

BLANCHET Jean-Claude & TALON Marc (1987) - « L'éperon barré du "Camp de César" à Catenoy (Oise) à l'âge du Bronze final : Premiers résultats » dans BLANCHET Jean-Claude (éd.), *Les relations entre le continent et les îles Britanniques à l'âge du Bronze,* Actes du Colloque de Lille, 1984, *Société Préhistorique Française/ Revue Archéologique de Picardie,* Paris/Amiens, p. 119-210.

BLANCHET Jean-Claude, BRUN Patrice & TALON Marc (1989) - « Le Bronze moyen en Picardie et dans le Nord-Pas-de-Calais », *La dynamique du Bronze Moyen en Europe.* Actes du Congrès des Sociétés Savantes. Strasbourg/ Haguenau., 1988, Paris, CTHS, p. 491-500.

BLANCHET Jean-Claude & TALON Marc (2005) - « L'âge du Bronze dans la moyenne vallée de l'Oise : apports récents » dans BOURGEOIS Jean & TALON Marc (éd.) *L'âge du Bronze du Nord-Ouest de la France dans le contexte européen occidental : nouvelles découvertes et propositions de périodisation*, Actes de la table-ronde tenue dans le cadre du 125e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Lille, 2000, Pré et Protohistoire, CTHS-APRAB, p. 232-273, 26 fig.

BREUILLER Jean-François & GAUDEFROY Stéphane (1992) - « La nécropole gauloise de Longueil-Sainte-Marie "Près des Grisards" (Oise) » dans MALRAIN François & PRODEO Frédéric (éd.), *Rapport d'activité 1990*, CRAVO, Valbonne, 1990, p. 183-195.

BRUN Patrice (1986) - *La Civilisation des Champs d'Urnes : étude critique dans le Bassin Parisien.* Documents d'Archéologie Française, 4, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, CNRS, 168 p.

BRUN Patrice (1998) - « Le complexe culturel atlantique : entre le cristal et la fumée » dans OLIVEIRA Jorge (éd.) *Existe uma Idade do Bronze atlântico ?* Lisbonne, Instituto Português de Arqueologia, p. 40-51.

BRUN Patrice (1991) - « Le Bronze atlantique et ses subdivisions culturelles : essai de définition » dans CHEVILLOT Christian & COFFYN André (éd.) *L'âge du Bronze Atlantique : ses faciès, de l'Écosse à l'Andalousie et leurs relations avec le bronze continental et la Méditerranée,* Actes du 1er Colloque du Parc Archéologique de Beynac, 10 au 14 Sept. 1990, p. 11-24.

BRUN Patrice (1993) - « East-west relations in the Paris Basin during the Late Bronze Age » dans SCARRE Chris & HEALY F. (éd.) *Trade and exchange in Prehistoric Europe,* International conference of the Prehistoric Society, 10 au 12 avril 1992, Proceedings of the Prehistoric Society. Oxford : Oxbow Books, p. 171-182.

BRUN Patrice (2003) - « La signification variable des dépôts funéraires et des dépôts non funéraires de l'âge du Bronze » dans BOURGEOIS Jean, BOURGEOIS Ignace & CHERRETTÉ Bart (éd.) *Bronze Age and Iron Age Communities in North-Western Europe*, Bruxelles : Koninklijke Vlaamse Academie van Belgie voor Wetenschappen en Kunsten, p. 61-73.

BRUN Patrice (2004) - « Réflexion sur la polysémie des pratiques funéraires protohistoriques en Europe » dans BARAY Luc (éd.) *Archéologie des pratiques funéraires. Approches critiques.* Actes de la table- ronde des 7 et 9 juin 2001 (Glux-en-Glenne, F - 58). Glux-en-Glenne : BIBRACTE, Centre archéologique européen, p. 55-64 (Bibracte, 9).

BRUN Patrice, AUBRY F., GIRAUD F. & LEPAGE S. (1997) - « Dépôts et frontières au Bronze final en France », *Boletín del Seminario de Estudios de Arte y Arqueología*, LXIII, Université de Valladolid, p. 97-114.

BRUN Patrice, CATHELINAIS Coralie, CHATILLON Sébastien, GUICHARD Yves, LE GUEN Pascal & NERE Éric (2005) - « L'âge du Bronze dans la vallée de l'Aisne » dans BOURGEOIS Jean & TALON Marc (éd.) *L'âge du Bronze du nord de la France dans son contexte européen*, Paris, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, p. 189-208.

BRUN Patrice, GUICHARD Yves & LE GOFF Isabelle (2005) - « Les tombes à incinération de l'âge du Bronze et du 1er âge du Fer dans le bassin de l'Aisne : observations préliminaires » dans MORDANT Claude & DEPIERRE Germaine (éd.) *Les pratiques funéraires à l'âge du Bronze en France,* Paris, CTHS, p. 477-492.

BRUN Patrice & MORDANT Claude éd. (1988) - *Le Groupe Rhin-Suisse-France orientale et la notion de Civilisation des Champs d'Urnes.* Actes du Colloque international de Nemours, mars 1986, Nemours, APRAIF, 659 p.

BRUN Patrice & PION Patrick (1992) - « L'organisation de l'espace dans la vallée de l'Aisne pendant l'âge du Bronze » dans *L'habitat et l'occupation du sol à l'Age du Bronze,* Actes du Colloque international de Lons-le-Saulnier, du 15 au 19 mai 1990, Paris, CTHS, p. 117-127.

BRUN Patrice & POMMEPUY Claudine (1983) - « Un habitat du premier Age du Fer à Bucy-le-Long ; premiers résultats », *Revue Archéologique de Picardie,* n° 2, Amiens, p. 14-23,

BRUN Patrice & POMMEPUY Claudine (1987) - « La nécropole protohistorique du méandre de Bucy-le-Long/Missy-sur-Aisne », *Les relations entre le continent et les îles britanniques à l'âge du Bronze.* Actes du colloque de Lille, septembre 1984, dans le cadre du 22e Congrès préhistorique de France, p. 57-76.

BUCHEZ Nathalie, LE GOFF Isabelle & MILLERAT Patrice (2004) - « Les nécropoles à incinérations de La Tène ancienne de Milly-sur-Therain et Saint-Martin-le-Nœud (Oise) », *Revue Archéologique de Picardie*, n° 1-2, Amiens, p. 33-121.

BUCHEZ Nathalie (2005) - « Architecture de l'habitat de l'âge du Bronze à La Tène ancienne dans la Somme » dans BUCHSENSCHUTZ Olivier & MORDANT Claude (éd.) – *Architectures protohistoriques en Europe occidentale du néolithique final à l'âge du Fer,* Actes du 127e congrès des CTHS, Nancy, 15 au 20 avril 2002, ed. du Comité des travaux historiques et scientifiques, Paris, p. 203-208.

BUCHEZ Nathalie & TALON Marc (2005) - « L'âge du Bronze dans le bassin de la Somme, bilan et périodisation du mobilier céramique » dans BOURGEOIS Jean & TALON Marc (éd.) *L'âge du Bronze du Nord-Ouest de la France dans le contexte européen occidental : nouvelles découvertes et propositions de périodisation,* Actes de la table-ronde tenue dans le cadre du 125e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Lille, 2000, Pré et Protohistoire, CTHS-APRAB, p. 159-188, 14 fig.

DESFOSSES Yves (2000) - *Archéologie préventive en vallée de Canche, les sites protohistoriques fouillés dans le cadre de la*

RAP - n° 3/4, 2005, Patrice BRUN, Nathalie BUCHEZ, Stéphane GAUDEFROY & Marc TALON, *Bilan de la Protohistoire ancienne en Picardie*

réalisation de l'autoroute A16. Berck-sur-Mer. Nord-Ouest Archéologie, n° 11, 427 p.

DEMOULE Jean-Paul (1997) - « De la périphérie au centre : la culture Aisne-Marne », *Vix et les éphémères principautés celtiques*, Actes du colloque de Châtillon-sur-Seine, p. 303-313, 6 fig.

DEMOULE Jean-Paul (1999) - *Chronologie et société dans les nécropoles celtiques de la culture Aisne-Marne du VI^e^ au III^e^ siècle avant notre ère, Revue Archéologique de Picardie*, n° spécial 15, Amiens, 406 p.

DEMOULE Jean-Paul & ILETT Mike (1985) - « First-millennium settlement and society in northern France : a case study from the Aisne Valley » dans CHAMPION T.C. & MEGAW J.V.S (éd.) *Settlement and Society,* Leicester : Leicester University Press, p. 193-222.

DURVIN Pierre & BRUNAUX Jean-Louis (1983) - « Le matériel protohistorique de Thiverny (Oise) », *Les Celtes dans le Nord du Bassin parisien (VI^e^-I^er^ siècle avant J.-C.),* Actes du colloque AFEAF de Senlis, Revue Archéologique de Picardie, n° 1, Amiens, p. 12-32, 15 fig.

FRIBOULET Murielle, BUCHEZ Nathalie, DESENNE Sophie, GAUDEFROY Stéphane, MALRAIN François, PINARD Estelle & ROBERT Bruno (à paraître) - « Caractérisation des ensembles céramiques des IV^e^ et III^e^ siècles avant notre ère dans la région picarde », *Actes du Colloques AFEAF de Clermont-Ferrand de 2003.*

GAUDEFROY Stéphane (1991) - « Houdancourt "Les Esquillons" », *Archéologie de la Vallée de l'Oise : Compiègne et sa région depuis les origines.* Catalogue de l'exposition de Compiègne, 16 au 23 février 1991. Compiègne, CRAVO, 1991, p. 113-114.

GAUDEFROY Stéphane (1992) - « Les objets en os et en bois de cerf découverts à proximité des chemins celtiques de Houdancourt "Les Esquillons" (Oise) » dans MALRAIN François & PRODEO Frédéric (éd.). *Rapport d'activité 1990*, CRAVO, Valbonne, p. 223-238.

GAUDEFROY Stéphane (2003) - « Glisy (Somme) "Les Terres de Ville", une riche ferme gauloise », *Archéologie en Picardie,* n° 27, DRAC de Picardie et INRAP, Amiens, 8 p.

GAUDEFROY Stéphane & LE GOFF Isabelle (2004) - « La nécropole du début du bronze final de Verneuil-en-Halatte (Oise) ». *Revue Archéologique de Picardie,* n° 1/2, Amiens, p. 19-32.

GAUDEFROY Stéphane, PINARD Estelle & MALRAIN François (2001) - « Le département de l'Oise de La Tène I à La Tène III. Approche micro-régionale » *Actes du XVIII^e^ Colloque de l'AFEAF,* Winchester (Grande-Bretagne) en 1994, p. 269-292.

GRANSAR Frédéric (2002) - « La batterie de silos de Soupir "Le Champ Grand Jacques" (Aisne) : contribution à l'identification d'une centralisation du stockage à La Tène B dans le nord de la France » dans MENIEL Patrice & LAMBOT Bernard, *Repas des vivants et nourriture pour les morts en Gaule,* actes du XXV^e^ colloque international de l'AFEAF, Charleville-Mézières, 24 au 27 mai 2001, Société Archéologique Champenoise, mémoire n° 16 (supplément au Bulletin n° 1), p. 67-80.

JOUVE Michel (1976) - « L'habitat hallstattien de "Bois d'Ageux" à Longueil-Sainte-Marie (Oise) ; premiers résultats », *Cahiers archéologiques de Picardie*, n° 3, Amiens, p. 57-80, 21 fig.

JOUVE Michel (1983) - « L'habitat hallstattien de "Bois d'Ageux" à Longueil-Ste-Marie (Oise) ; nouveaux apports », *Les Celtes dans le Nord du Bassin parisien (VI^e^-I^er^ siècle avant J.-C.),* Actes du colloque AFEAF de Senlis, Revue Archéologique de Picardie, n° 1, Amiens, p. 9-11, 3 fig.

LAMBOT Bernard (1977) - « Nanteuil-sur-Aisne, un site du Bronze final dans le sud-ardennais. Premiers résultats », *Bulletin de la Société archéologique Champenoise*, n° 4, p. 17-60.

LAMBOT Bernard (1988) - « L'habitat protohistorique du "Fond Pernant" à Compiègne » dans AUDOUZE Françoise & BUCHSENSCHUTZ Olivier (éd.) *Architectures des âges des Métaux : fouilles récentes,* Dossiers de protohistoire n° 2, éditions Errance, Paris, p. 23-37, 13 fig.

LAMBOT Bernard (1989) - « Moru-Pontpoint "La Vigne Feuillette" (Oise), Habitat de La Tène ancienne » dans *Archéologie 88, Fouilles et sauvetages dans la moyenne vallée de l'Oise*, CRAVO, Compiègne, p. 57-66.

LAMBOT Bernard (1996) - *Cartes postales aériennes de Champagne-Ardenne, 3000 ans d'histoire vus du ciel.* Société archéologique Champenoise, Mémoire n° 11, supplément au bulletin 1996, n° 3, 112 p., 199 fig.

LANTING Jan & BRINDLEY Anna (2005) - « La datation des ossements incinérés » dans BOURGEOIS Jean & TALON Marc (éd.) *L'âge du Bronze du Nord-Ouest de la France dans le contexte européen occidental : nouvelles découvertes et propositions de périodisation,* Actes de la table ronde tenue dans le cadre du 125^e^ Congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Lille, 2000, Pré et Protohistoire, CTHS-APRAB, p. 35-41, 3 fig.

LE GOFF Isabelle & GUICHARD Yves (2005) - « Le dépôt cinéraire comme indicateur chronologique ; le cas des nécropoles de l'âge du Bronze de la vallée de l'Aisne » dans BOURGEOIS Jean & TALON Marc (éd.) *L'âge du Bronze du Nord-Ouest de la France dans le contexte européen occidental : nouvelles découvertes et propositions de périodisation,* Actes de la table ronde tenue dans le cadre du 125^e^ Congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Lille, 2000, Pré et Protohistoire, CTHS-APRAB, p. 209-226, 10 fig.

LE GUEN Pascal avec la collaboration de AUXIETTE Ginette, BRUN Patrice, DUBOULOZ Jérôme, GRANSAR Frédéric & POMMEPUY Claudine (2005) - « Apport récent sur la transition âge du Bronze-âge du Fer dans la vallée de l'Aisne, Osly-Courtil "La Terre Saint-Mard" (Aisne). Processus de différenciation de l'habitat au cours du Bronze final », *Hommages à Claudine Pommepuy, Revue archéologique de Picardie,* n° spécial 22, Amiens, p. 141-161, 27 fig.

LEMAIRE Frédéric & BUCHEZ Nathalie (2001) - « L'habitat du I^er^ âge du Fer de Pont-de-Metz "Le Champs aux Oisons" (Somme) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 3/4, Amiens, p. 105-120.

LEMAIRE Frédéric (2002) - « Rocade de Canchy (Somme) : complexe funéraire celtique et habitat gallo-romain », *Archéologie en Picardie,* n° 25, DRAC de Picardie et INRAP, Amiens, 8 p.

LEROYER Chantal (1997) - *Homme, climat, végétation au Tardi- et Postglaciaire dans le Bassin parisien : apports de l'étude palynologique des fonds de vallée.* Thèse de l'Université de Paris I, 2 vol., 574 p., 205 fig. et 4 annexes.

LETTERLÉ Frédérick (1982) - « Un site de l'âge du Bronze à Cuiry-lès-Chaudardes (Aisne) », *Vallée de l'Aisne : cinq années de fouilles protohistoriques,* numéro spécial 1, Revue archéologique de Picardie, Amiens, p. 175-185.

MALRAIN François, MARÉCHAL Denis & PINARD Estelle (1996) - « Occupation du sol et parcellaire dans la moyenne vallée de l'Oise du IV^e^ avant au XIV^e^ siècles après J.-C. » dans CHOUQUER Gérard (éd.) *Les formes des paysages,* t. 2, archéologie des parcellaires, 264 p. et XVI planches h. t. Actes du colloque d'Orléans (mars 1996). Éditions Errance, Archéologie aujourd'hui, Paris.

MALRAIN François, PINARD Estelle & GAUDEFROY Stéphane (1996) - « Contribution à la mise en place d'une chronologie du second Age du Fer dans le département de l'Oise », *Le Nord de la Gaule et la chronologie du second Âge du Fer,* Actes de la table-ronde de Ribemont-sur-Ancre : Revue Archéologique de Picardie, n° 3/4, Amiens, p. 41-70, 21 fig.

MALRAIN François, PINARD Estelle & GAUDEFROY Stéphane (2002) - « La vaissellerie de la moyenne vallée de l'Oise : de la typologie morpho-fonctionnelle aux statuts sociaux » dans MÉNIEL Patrice & LAMBOT Bernard (éd.), *Découvertes récentes de l'âge du Fer dans le massif des Ardennes et ses marges : Repas des vivants et nourriture pour les morts en Gaule.* Actes du XXV^e^ colloque international de l'Association Française pour l'Étude de l'Age du Fer, Charleville-Mézières 24 au 27 mai 2001, Bulletin de la Société archéologique Champenoise, n° 1, p. 167-181.

MALRAIN François & PINARD Estelle éd. (à paraître) - *Les sites laténiens de la moyenne vallée de l'Oise : contribution à l'histoire de la société gauloise.* Revue archéologie de Picardie, n° spécial, Amiens.

MARQUIS Philippe & BRUNAUX Jean-Louis (1975) - « Une fosse de La Tène Ia à Verberie (Oise) », *Revue archéologique de l'Oise,* n° 6, Compiègne, p. 11-16.

MÉNIEL Patrice (1992) - « Les offrandes animales de la nécropole gauloise "Près des Grisards" à Longueil-Sainte-Marie (Oise) », *Rapport d'activité 1990,* CRAVO, Ed. CRA, Valbonne, p. 195-196.

O'CONNELL M. (1983) - *Petters Sports Field Egham : excavation of a Late Bronze Age/Early Iron Age Site.* Castel Arch, Guildford : Surrey Archeological Society (Research Volume of the Surrey Archeological Society n° 10).

PASTRE Jean-François, FONTUGNE Michel, KUZUCUOGLU Catherine, LEROYER Chantal, LIMONDIN-LOZOUET Nicole, TALON Marc & TISNERAT Nadine (1997) - « L'évolution tardiglaciaire et postglaciaire des lits fluviaux au nord-est de Paris (France). Relations avec les données paléoenvironnentales et l'impact anthropique sur les versants ». *Géomorphologie,* 4, p. 291-312, 8 fig.

PASTRE Jean-François, LEROYER Chantal, LIMONDIN-LOZOUET Nicole, FONTUGNE Michel, HATTE Christine, KRIER Vincent, KUNESCH Stéphane & SAAD Marie-Claude (2002) – « L'Holocène du Bassin parisien : variations environnementales et réponses géoécologiques des fonds de vallées » dans RICHARD Hervé & VIGNOT Anne (éd.) Équilibres et ruptures dans les écosystèmes durant les 20 derniers millénaires en Europe de l'Ouest, Actes du colloque international de Besançon, septembre 2000, Presses Universitaires Franc-Comtoises, p. 61-73, 5 fig.

PION Patrick, avec la collaboration de AUXIETTE Ginette, BOUREUX Michel, BRUN Patrice, DEMOULE Jean-Paul, POMMEPUY Claudine & ROBERT Bruno (1990) - « De la Chefferie à l'État », Archéologie et Espaces. X^e^ Rencontres internationales d'Archéologie et d'Histoire, Antibes, octobre 1989, Juan-les-Pins, APDCA, p. 183-260.

PINARD Estelle (1997) - « Étude anthropologique de la nécropole de Longueil-Sainte-Marie "Près des Grisards" (Oise) - La Tène ancienne, La Tène moyenne », *Revue archéologique de Picardie*, n° 1-2, Amiens, p. 57-88.

PINARD Estelle, DELATTRE Valérie, FRIBOULET Muriel, BRETON Cécile & KRIER Vincent (2000) - « Chambly "La Remise Ronde" (Oise) : une nécropole de La Tène ancienne », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3-4, Amiens, p. 3-75, 31 fig.

POMMEPUY Claudine, AUXIETTE Ginette, DESENNE Sophie, GRANSAR Frédéric & HENON Bénédicte (2000)

- « Des enclos à l'âge du Fer dans la vallée de l'Aisne : le monde des vivants et le monde des morts », Les enclos celtiques, Actes de la Table-ronde de Ribemont-sur-Ancre (Somme), 9 et 10 décembre 1999, *Revue archéologique de Picardie*, n° 1/2, Amiens, p. 197-216.

POMMEPUY Claudine, AUXIETTE Ginette & DESENNE Sophie (1998) - « Rupture et continuités dans les pratiques funéraires de La Tène ancienne et moyenne/finale à Bucy-le-Long (Aisne) » dans BRUNAUX Jean Louis *et al*. (éd.). – Les rites de la mort en Gaule du Nord à l'âge du Fer, Actes de la table-ronde de Ribemont-sur-Ancre, 4 et 5 décembre 1997, *Revue archéologique de Picardie*, 1-2, Amiens, p. 85-98.

PRILAUX Gilles (2000a) - « Une ferme gauloise spécialisée dans le travail du sel à Pont-Rémy "La Queute" et "Le Fond Baraquin" (Somme) », Les enclos celtiques, Actes de la table ronde de Ribemont-sur-Ancre (Somme), 9 et 10 décembre 1999, *Revue archéologique de Picardie*, 1/2, Amiens, p. 233-254.

PRILAUX Gilles (2000b) - « Note préliminaire sur les établissements protohistoriques spécialisés dans la production du sel sur l'autoroute A16 » dans MARION Stéphane & BLANCQUAERT Geertrui (éd.), *Les installations agricoles de l'âge du Fer en France septentrionale.* Actes du colloque de Paris, 29 et 30 novembre 1997, p. 209-236 (Études d'histoire et d'archéologie, 6).

TALON Marc (1987) - « Les formes céramiques Bronze final et premier âge du Fer de l'habitat de Choisy-au-Bac (Oise) » dans BLANCHET Jean-Claude (éd.) Les relation*s entre le continent et les îles Britanniques à l'âge du Bronze,* Actes du Colloque de Lille, 1984, *Société Préhistorique Française/Revue archéologique de Picardie*, p. 255-273, 18 fig.

TALON Marc (1989) - « Les tendances évolutives des formes céramiques du premier Âge du Fer dans la vallée de l'Oise (France) », *La civilisation de Hallstatt, bilan d'une rencontre*, Liège 1987, ERAUL n° 36, p. 307-320, 5 fig.

TALON Marc (1991) - « Late Bronze Age and Early Iron Age in North-West France », *Northern Archaeology*, Vol. 10, 1989-1990, p. 1-14, 11 fig.

TALON Marc (2000) - « Un habitat de l'âge du Bronze final à Feuillères (Somme) », *Habitats et nécropoles à l'âge du Bronze sur le transmanche et le TGV Nord*. Bulletin de la Société Préhistorique Française 1992, Paris, p. 155-173, tome 89/10-12. Travaux I.

TALON Marc (2005) - « La fosse 190 du "Parc Scientifique" à La Croix-Saint-Ouen : contribution à l'étude du Hallstatt final dans la moyenne vallée de l'Oise », *Hommages à Claudine Pommepuy*, Revue archéologique de Picardie, n° spécial 22, Amiens, p. 183-192, 4 fig.

TALON Marc, MENIEL Patrice, PINARD Estelle & RAPIN André (1995) - « La sépulture de guerrier de La Croix-Saint-Ouen (Oise) », *L'Europe celtique du V^e^ au III^e^ siècle avant J.-C.* Actes du deuxième symposium international d'Hautvillers 1992. Chronothèque, Société archéologique Champenoise, Mémoire n° 9, p. 391-404, 7 fig.

RAP - n° 3/4, 2005, Patrice Brun, Nathalie Buchez, Stéphane Gaudefroy & Marc Talon, *Bilan de la Protohistoire ancienne en Picardie*

DOCUMENT ANNEXE I

LES ÉTUDES DE FAUNES DE LA PROTOHISTOIRE ANCIENNE

Ginette AUXIETTE * & Patrice MÉNIEL **

La Picardie est une région pionnière dans le domaine de l'Archéozoologie ; cela se traduit par une masse documentaire importante, et par un apport substantiel à la recherche dans le domaine de l'histoire de l'élevage et de la chasse. Cette présentation est dévolue à ces deux aspects : un état des données suivi des principaux résultats dans ce domaine.

ÉTAT DES ÉTUDES DE FAUNES

Nous présentons ici le bilan général des études archéozoologiques développées à l'occasion de différents projets de ces trente dernières années. Les études des sites dont les occupations humaines s'échelonnent entre le Bronze final et La Tène ancienne se sont multipliées grâce à la mise en place de deux grands programmes d'archéologie préventive, dans la vallée de l'Aisne et de l'Oise, et à l'implication systématique d'archéozoologues dans ces projets. Elles ont été complétées, ces dernières années, par des études des sites des trois départements concernés dans le cadre d'aménagements routiers ou ferroviaires et du développement de nombreuses zones artisanales, projets qui ont touché de vastes secteurs ruraux.

Sur les trois départements, l'Aisne, l'Oise et la Somme, c'est une cinquantaine de sites, la plupart localisés dans l'Aisne (60 %), qui ont fait l'objet d'études (voir liste en annexe II, p. 125).

La carte de répartition (fig. 1) fait apparaître l'apport majeur des programmes de fouilles préventives dans les vallées de l'Aisne et de l'Oise ; le reste de la Région est marquée par un nombre d'études bien moindre. Plusieurs explications s'imposent. Ces disparités sont liées, soit à l'indigence des données – faunes mal conservées voire totalement disparues en raison de l'acidité des sols - soit à l'absence de projets d'aménagement du territoire, comme c'est le cas dans le Nord du département de l'Aisne, en Thiérache notamment, mais aussi dans le Sud, vers la vallée de l'Ourq.

* Ingénieur, INRAP,
UMR 7041, Archéologie et Sciences de l'Antiquité
Centre archéologique de Soissons,
impasse du commandant Gérard
F - 02 200 SOISSONS

** Université de Bourgogne,
6 boulevard Gabriel
F - 21 000 DIJON

Ces déficits d'études peuvent aussi s'expliquer par l'absence de sites, dans de vastes zones investiguées, de prescription de fouille, ou encore de moyens d'étude.

Dans l'Oise, on note l'absence d'étude dans toute la partie occidentale du département, du fait d'un nombre de sites protohistoriques assez restreint, mais aussi de mauvaises conditions de conservation sur certains plateaux.

Dans la Somme, les faunes protohistoriques sont mal connues.

À côté de ces régions relativement mal documentées, on distingue deux zones privilégiées, la première dans la vallée de l'Oise (département de l'Oise) et la seconde dans la vallée de l'Aisne (département de l'Aisne) dont les sites sont, pour la plupart, intégralement décapés et fouillés et qui ont donné lieu à des études systématiques menées à l'origine dans le cadre de diplômes de troisième cycle (Méniel 1984 ; Auxiette 1996 et 1997) et complétées au fur et à mesure de l'avancée des fouilles archéologiques, alimentant ainsi l'une des plus importantes bases de données sur les faunes protohistoriques du Nord de la France.

La totalité des restes étudiés correspond à plus de 50000 os. La moitié provient des sites de l'Oise, notamment du fait de la quantité de vestiges recueillis sur le site de "La Confluence" à Choisy-au-Bac, et plus d'un tiers de la vallée de l'Aisne. Mis à part l'occupation de Choisy-au-Bac, la plupart de ces vestiges sont issus de petites installations rurales. On dispose également de quelques nécropoles, la plupart localisées dans la vallée de l'Aisne.

PRINCIPAUX APPORTS

Les séries disponibles pour la Protohistoire ancienne sont, comparées à celles de la phase récente du deuxième Âge du Fer, relativement peu nombreuses. Toutefois, on compte quelques sites importants, notamment dans la région de Compiègne, mais aussi entre Vic-sur-Aisne et Neuchâtel dans l'Aisne (Osly-Courtil, Bucy-le-Long, Villers-en-Prayères et Menneville, pour ne citer que les plus importants) et dans la Somme, à Glisy.

Pour le premier âge du Fer, dans la moyenne vallée de l'Oise, le site le plus important en quantité de vestiges collectés est celui de "La Confluence"

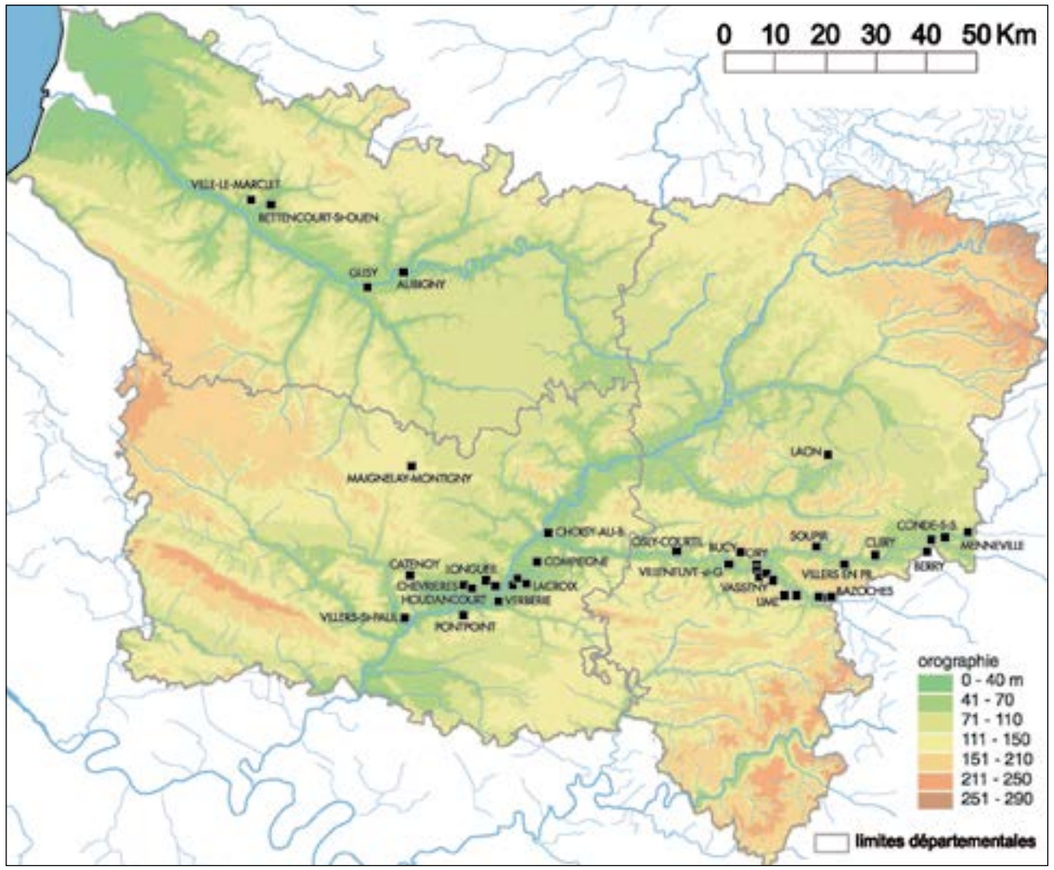


Fig. 1 - Localisation des études de faunes des sites du bronze final à La Tène ancienne.

à Choisy-au-Bac (Oise). La faune recueillie, plus de sept mille restes déterminés, y est avant tout caractérisée par l'abondance du porc : près des trois tiers des restes sur les niveaux d'occupation du site, jusqu'à 80 % dans une grande fosse (St 40). Cette abondance, rarement observée sur un site d'habitat protohistorique, témoigne probablement d'une activité spécialisée. Il peut s'agir d'une production de salaisons, qui a pu bénéficier de conditions de commercialisation particulière du fait de la proximité de deux rivières navigables. Cette spécialisation, difficile à attester à partir des ossements, est, peut-être, une des explications du mode de découpe original mis en œuvre sur ce site. En effet, les carcasses sont fendues en deux, comme elles le sont aujourd'hui, alors que cette technique n'est plus attestée sur les autres sites de l'âge du Fer dans notre Région.

Un autre site à été découvert à quelques kilomètres en aval sur l'Oise, à Compiègne "Le Fond Pernant" ; il a livré quelques fosses contenant un peu moins de cinq cents déchets culinaires (dont 300 déterminés) où les espèces domestiques classiques, bœuf (39 %), porc (26 %) et caprinés (31 %) sont représentées de manière assez différente, avec une majorité de restes bovins qui ne se rencontre guère par ailleurs à cette période. À côté de ces dépotoirs, trois fosses se distinguent par des dépôts de restes de chevaux beaucoup plus originaux. En effet, ces animaux, trois ou quatre à chaque fois, sont représentés par des parties de squelettes qui témoignent d'un traitement particulier, bien différent de celui appliqué aux animaux de boucherie. On pourrait perçevoir, là, des indices précoces de pratiques qui se développeront plus tard dans les sanctuaires, comme à Gournay-sur-Aronde (Oise).

Les quinze fosses de l'habitat de Glisy nous apportent une première série de données sur les faunes de cette période dans le département de la Somme. Elles sont riches en restes de porcs (41 % des 750 restes déterminés), de caprinés (31 %) et bœuf (22 %). Une nouvelle fois l'importance du porc est illustrée par ces vestiges. Quelques restes de chevaux et de chiens sont également présents, mais les reliefs de gibiers sont très rares. Ce

spectre rappelle celui de Villeneuve-Saint-Germain "Les Étomelles" dans l'Aisne, où les proportions de porcs (42 %), caprinés (33 %) et bœufs (21 %) sont très similaires.

À La Tène ancienne, dans la vallée de l'Oise, on compte une douzaine de sites, soit huit mille restes environ. Les moyennes calculées sur ces ensembles sont très proches des précédentes : porcs (37 %), moutons et des chèvres (34 %) et bovins (23 %) ; la part des chevaux et des chiens augmente très légèrement (3 % chacun). On ne constate donc pas de modifications majeures dans la composition de l'alimentation carnée et des cheptels au début du deuxième âge du Fer. Ces coïncidences révélées par les proportions entre espèces témoignent d'une certaine homogénéité des cheptels à cette période ; cela n'empêche pas des fluctuations locales, mais il n'apparaît pas de sites où la composition du cheptel témoigne d'une orientation économique originale.

À cette période, des dépôts particuliers, celui de Chevrières "La Plaine du Marais" (fosse 539) et de Verberie "Les Gats" (fosse 319), tous deux dans l'Oise, témoignent probablement de banquets. En effet, les restes déposés en une fois dans ces grandes dépressions témoignent de l'abattage simultané d'un nombre important d'animaux, dont des bœufs et des chevaux (six bœufs, trois porcs et un mouton à Chevrières ; trois bœufs et quatre chevaux à Verberie). Ces structures, trouvées à l'occasion de fouilles de grandes surfaces sur des établissements ruraux plus récents, ne participent pas d'installations très marquées dans le sol. On est en présence de traces de consommations collectives de grande ampleur, sans doute une forme de banquets, mais le cadre reste inconnu.

Dans la vallée de l'Aisne, et pour la période la plus ancienne de la Protohistoire, les sites livrent peu de faune et seul celui d'Osly-Courtil, au statut certainement particulier, offre un corpus de qualité qui permet d'appréhender l'alimentation carnée de nos ancêtres au début du dernier millénaire avant notre ère. Les préférences sont tournées vers la consommation de jeunes porcs et moutons (Le Guen *et al.* 2005). Parmi les ensembles plus modestes, la consommation préférentielle du porc est aussi avérée. Cela semble être une tendance générale au Bronze final (Auxiette 1997) qui ne sera pas pérennisée au cours des siècles suivants. La part des animaux sauvages est très variable (de 1 à 16 %) suivant les sites et le cerf est toujours l'espèce prédominante.

Au Hallstatt final/La Tène ancienne, les sites sont caractérisés par des ensembles de faune souvent peu propices à l'élaboration d'hypothèses sur la gestion d'un cheptel. Toutefois, quatre sites d'envergure ont livré entre 1000 et 3500 restes qui permettent de mettre en évidence l'importance de l'élevage des caprinés de l'est à l'ouest de la vallée ; ces animaux sont souvent consommés avant d'avoir atteint leur maturité pondérale. On note une différence notable sur les sites de la vallée de la Vesle qui révèlent un élevage dominé par le boeuf (Auxiette 1997 et 2000). Suivant les sites, les proportions du chien varient entre 1 et 2 % et celles du cheval s'échelonnent entre 1,5 et 7,5 %.

En complément des rejets strictement domestiques de consommation courante, ce sont des ensembles plus complexes qui ont été mis au jour, notamment sur les sites localisés sur la commune de Bucy-le-Long. En effet, dans trois cas, de grandes fosses recelaient les restes compacts d'animaux variés qui ne s'apparentent pas aux reliefs traditionnels répartis dans le comblement d'une fosse.

Dans un cas, une fosse regroupait dans son comblement supérieur, un assemblage d'os de boeufs, de chevaux et de cerfs dont les parties anatomiques sont différentes pour chacune des espèces. Dans un autre cas, une couche d'ossements de moutons a été mise au jour et semble refléter les restes d'un repas collectif. Enfin, un dernier exemple illustre ces pratiques particulières où les animaux sont fortement impliqués : il s'agit d'un boeuf déposé dans une fosse peu profonde scellée par un bloc de pierre, dont certaines parties ont été prélevées, donnant ainsi l'illusion d'un animal entier mais de toute évidence partagé.

Les animaux sont également impliqués dans les pratiques funéraires. Diverses nécropoles de l'Aisne ont été fouillées ces dernières années (Brienne, Orainville, Vasseny), mais la plus importante est, sans conteste, celle de Bucy-le-Long. Les deux espèces le plus souvent déposées dans les tombes comme offrandes animales sont le porc et le mouton, mais aussi le boeuf dans les tombes les plus riches et le poulet pour les tombes d'enfant mais pas exclusivement (Auxiette 1995 ; Desenne *et al.* à paraître : a et b). Le dépôt d'une espèce n'exclut pas l'autre et, dans quelques cas, notamment dans les tombes à char, l'offrande animale peut impliquer ces trois mammifères domestiques. Les morceaux sélectionnés sont très standardisés et ce sont les têtes, les épaules et les cuisses qui servent le plus souvent d'offrandes, au détriment des grils costaux et des rachis. On note des différences importantes entre les espèces en matière de sélection de morceaux de viande ; par exemple, les têtes de moutons et de bœufs ne sont jamais déposées dans les tombes alors que celles de porcs fendues en deux sont fréquentes. L'absence de traces de découpe sur les différentes pièces anatomiques suggère une préparation culinaire des animaux préalablement à leur dépôt dans la tombe. Même abondantes, les offrandes animales représentent une petite partie

de l'animal, très probablement partagé et consommé au moment d'un banquet funéraire. L'analyse des offrandes animales de plusieurs nécropoles de ces périodes met en exergue une standardisation des dépôts sur les territoires des Suessions et des Rèmes.

BIBLIOGRAPHIE

AUXIETTE G. (1994) - *Mille ans d'occupation humaine, mille ans d'élevage. L'exploitation des animaux sur les sites du Bronze final à l'Augustéen dans la vallée de l'Aisne*, Mémoire de Thèse de Doctorat, Paris I, Panthéon-Sorbonne.

AUXIETTE G. (1995) – « L'évolution du rituel funéraire à travers les offrandes animales des nécropoles gauloises de Bucy-le-Long (450/100 avant J.-C.) », *Anthropozoologica*, n° 21, Actes du 5e colloque international de la Société de Recherche Interdisciplinaire *l'Homme et l'Animal*, Genève, novembre 1994, p. 245-252.

AUXIETTE G. (1997) – « La faune des établissements ruraux du Bronze final au Hallstatt final/La Tène ancienne dans la vallée de l'Aisne », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3/4, Amiens, p. 29-71.

AUXIETTE G. (2000) – « Les rejets non domestiques des établissements ruraux du Hallstatt final à La Tène finale dans la vallée de l'Aisne et de la Vesle », Actes du colloque *Les installations agricoles à l'âge du Fer en France septentrionale*, sous la direction de S. MARION & G. BLANCQUAERT, Éditions Rue d'Ulm/École Normale Supérieure, Études d'Histoire et d'Archéologie n° 6, p. 169-180.

AUXIETTEG.,DESENNES.,BOULEN M.,MATTERNE V., PERNAUD J.-M., PONEL Ph., ROCQ C., YVINEC J.-H. (2003) – « Un site du Hallstatt final à Villeneuve-Saint-Germain "Les Étomelles" », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3/4, Amiens, p 21-65.

DESENNE S., COLLART J.-L., AUXIETTE A.,. MARTIN G., RAPIN avec la collaboration de Laurent Duvette (2005) – « La nécropole d'Orainville "La Croyère" (Aisne). Un ensemble attribuable au Aisne-Marne IV », *Revue archéologique de Picardie*, n° spécial 22, Amiens, p. 233-287.

DESENNE S., AUXIETTE G., DEMOULE J.-P. & THOUVENOTS. (à paraître)–« Reflets d'une communauté celtique à travers ses pratiques funéraires : étude d'un cas, la nécropole de Bucy-le-Long "La Héronnière" (Aisne) », Actes du colloque *Pratiques funéraires et sociétés*, Sens, juin 2003.

DESENNE S., COLLART J.-L., AUXIETTE A.,. MARTIN G. & RAPIN A. (2005) – « La nécropole d'Orainville "La Croyère" (Aisne). Un ensemble attribuable au Aisne-Marne IV », *Revue archéologique de Picardie*, n° spécial 22, Hommages à Claudine Pommepuy, Amiens, p. 233-288.

DESENNE S., POMMEPUY C. & DEMOULE J.-P., (dir.) avec la collaboration de THOUVENOT S., AUXIETTE G., GUICHARD Y. (à paraître) - La nécropole de La Tène ancienne de Bucy-le-Long (Aisne), *Documents d'archéologie Française*, Maison des Sciences de l'Homme, CNRS, Paris.

LE GUEN P. avec la collaboration de AUXIETTE G., BRUN P., DUBOULOZ J., GRANSAR F., POMMEPUY C. (2005) – « Apport récent sur la transition Age du Bronze-âge du Fer dans la vallée de l'Aisne, Osly-Courtil "La Terre Saint Mard" (Aisne). Processus de différenciation de l'habitat au cours du Bronze final », *Revue archéologique de Picardie*, n° spécial 22, Hommages à Claudine Pommepuy, Amiens, p. 141-162.

MÉNIEL P. (1981) – « Étude des vestiges animaux de Longueil-Sainte-Marie "Les Taillis" », *Revue archéologique de l'Oise*, 25, Compiègne, p. 4-8.

MÉNIEL P. (1984) - *Contribution à l'histoire de l'élevage en Picardie du Néolithique à la fin de l'âge du Fer.* Revue Archéologique de Picardie, numéro spécial, Amiens, 56 p.

MÉNIEL P. (1987a) – *Chasse et élevage chez les Gaulois.* Errance, Paris, Collection des Hespérides, 156 p.

MÉNIEL P. (1987b) – « Étude de la faune des niveaux du Bronze final de Catenoy (Oise) "Le Camp de César" », *Les relations entre le continent et les Îles britanniques à l'âge du Bronze.* Société Préhistorique française et Revue archéologique de Picardie, numéro spécial, p. 211-221.

MÉNIEL P. (1989 a) – « La fosse 539 de Chevrières "La Plaine du Marais" (Oise) : un amas de restes animaux », *Fouilles et sauvetages dans la moyenne vallée de l'Oise*, CRAVO, Compiègne, p. 96-101.

MÉNIEL P. (1990) – « La faune gauloise du site des "Ésquillons" à Houdancourt (Oise) », *Revue archéologique de Picardie*, n° spécial 8, Amiens, p. 57-66.

MÉNIEL P. (1991) – « Les animaux à l'âge du Fer dans la vallée de l'Oise », *Archéologie de la vallée de l'Oise*, Catalogue d'exposition, CRAVO Edit., Compiègne, p. 130-134.

MÉNIEL P. (1992 b) – « Les offrandes animales de la nécropole gauloise "Près des Grisards" à Longueil-Sainte-Marie (Oise) », CRAVO, rapport d'activité 1990, Éditions du CRA, Valbonne, p. 195-196.

MÉNIEL P. (2001) – *Les Gaulois et les animaux. élevage, repas et sacrifices*, Errance (Collection des Hespérides), Paris, 128 p.

RAP - n° 3/4, 2005, Patrice Brun, Nathalie Buchez, Stéphane Gaudefroy & Marc Talon, *Bilan de la Protohistoire ancienne en Picardie*

DOCUMENT ANNEXE II
LISTE DES ENSEMBLES DE FAUNES DE LA PROTOHISTOIRE ANCIENNE

Code des auteurs ayant effectués les études

GA : Ginette Auxiette PM : Patrice Méniel
SL : Sébastien Lepetz JHY : Jean-Hervé Yvinec

SITES DU BRONZE FINAL ET DU HALLSTATT ANCIEN

Dép.	commune	code/lieu dit	NR total	NR dét.	auteur	Biblio
Aisne	Bazoches-sur-Vesles	BZF (Hall. anc. - fosses - exhaustif)	66	37	GA	inédit
Aisne	Berry-au-Bac	BCP (Bze f.IIb-IIIa - exhaustif)	170	87	GA	inédit
Aisne	Bucy-le-Long	BGM (Bze f. IIIb - exhaustif)	57	28	GA	inédit
Aisne	Ciry-Salsogne	CLB (fosses - exhaustif)	52	0	GA	inédit
Aisne	Cuiry-les-Chaudardes	CCF (Bze final IIIb-exhaustif)	339	183	GA	inédit
Aisne	Limé	LLF(Bze f; IIIb) - exhaustif)	137	49	GA	inédit
Aisne	Limé	LGB (Bronze final IIIb-exhaustif)	104	66	GA	inédit
Aisne	Menneville	MDV (Hall. anc. - exhaustif)	936	379	GA	inédit
Aisne	Menneville	MLB (Bronze final IIIb-exhaustif)	55	31	GA	inédit
Aisne	Osly-Courtil	OTM (Bre f. IIIb - échantillon)	1229	780	GA	Le Guen *et al.* 2005

SITES DU HALLSTATT ET DE LA TÈNE ANCIENNE

Aisne	Vasseny	"Le Dessous des Groins" nécropole	30 tombes		GA	inédit
Aisne	Orainville	"La Croyère" nécropole	9 tombes		GA	Desenne *et al.* 2005
Aisne	Bucy-le-Long	"La Héronnière" nécropole	100 tombes		GA	Desenne à paraître
Aisne	Vasseny	VDG (Bze f. IIIb-exhaustif)	185	135	GA	inédit
Aisne	Bazoches-sur-Vesles	BZC (fosses-exhaustif)	520	279	GA	inédit
Aisne	Berry-au-Bac	BCP (exhaustif)	21	15	GA	inédit
Aisne	Bucy-le-Long	BGM (Fosses - exhaustif)	3210	1110	GA	inédit
Aisne	Bucy-le-Long	BGM (Couche Noire - exhaustif)	1260	230	GA	inédit
Aisne	Bucy-le-Long	BFM (Fosses - exhaustif)	1195	653	GA	inédit
Aisne	Ciry-Salsogne	CBV (fosses-exhaustif)	165	90	GA	inédit
Aisne	Condé-sur-Suippe	CSD (étude exhaustive par E. Vila)	1342	305	GA	inédit
Aisne	Laon	LAON (fosses-exhaustif)	243	209	GA	inédit
Aisne	Limé	LLP (couche et fosses - exhaustif)	946	268	GA	inédit
Aisne	Limé	LFC (fosses-exhaustif)	385	256	GA	inédit
Aisne	Menneville	MDV (exhaustif)	1764	766	GA	inédit
Aisne	Soupir	SLP (fosses-exhaustif)	50	22	GA	inédit
Aisne	Soupir	SLP (fossé-exhaustif)	53	30	GA	inédit
Aisne	Villeneuve-Saint-Germain	VSE (fosses-exhaustif)	255	130	GA	Auxiette *et al.* 2003
Aisne	Villeneuve-Saint-Germain	VSG (fossé-exhaustif)	1938	848	GA	inédit
Aisne	Villers-en-Prayeres	VPM	1369	802	GA	inédit
Oise	Chevrières	"Le Marais"	78	21	PM	inédit
Oise	Choisy-au-Bac	"Le Confluent"	9232		PM	Méniel 1984
Oise	Compiègne	"Le Fond Pernant"	3508	1531	PM	inédit
Oise	Houdancourt	"Les Esquillons"	3300	1338	PM	Méniel 1990
Oise	Lacroix Saint-Ouen	"Le Prieuré"	486	136	PM	inédit
Oise	Lacroix Saint-Ouen	"Les Longues Raies"	1184	695	PM	inédit
Oise	Longueil-Sainte-Marie	"Les Taillis"	68	68	PM	Decormeille 1981 ; Méniel 1990
Oise	Longueil-Sainte-Marie	"Le Champ des Morts"	193	93	PM	Méniel, 1990
Oise	Longueil-Sainte-Marie	« Près des Grisards » nécropole	10 sépult.		PM	inédit
Oise	Longueil-Sainte-Marie	"La Butte de Rhuis"	253	164	PM	inédit
Oise	Longueil-Sainte-Marie	"Le Bois d'Ageux"	1243	657	PM	inédit
Oise	Maignelay-Montigny		119	110	JHY	Rapport
Oise	Verberie	"Les Moulins"	936	414	PM	Méniel 1984 et 1990
Oise	Verberie	"Les Gats"	1345	1044	PM	Méniel 1990
Oise	Villers-Saint-Paul	"La Barrière"	1691	887	PM	inédit
Somme	Aubigny	"Au chemin de la Pierre"	333	214	JHY	en cours
Somme	Bettencourt-Saint-Ouen		235	175	SL	inédit
Somme	Glisy	"Terres de Ville"	6131	4860	PM	inédit
Somme	Ville-le-Marclet		594	1300	SL	inédit

DOCUMENT ANNEXE III

EXEMPLE DE FICHE D'ENREGISTREMENT DES SITES

commune	Monchy-Lagache	n° d'inventaire	80 555 047 AH
lieu-dit	La Mare de Flez	coordonnées	649 300
			1237 600
dernière intervention	fouille	altitude	85

contexte de la découverte	opération préventive	tracé linéaire	autoroute
année de déclenchement	1998	responsables intervenants	N. Soupart (AFAN)
surface ouverte	4754 m2		

topographie: plateau

caractérisation du site: habitat; indéterminé

type structures: ☐ enclos; ☐ bâtiment; ☒ fosse autre; ☐ niveau; ☐ incinérations; ☐ inhumations

nombre structures: 9

type mobilier: ☒ céramique; ☐ bronze; ☐ fer; ☒ autre

quantité céramique: -10

datation fouilleur: bronze ancien ?

source de l'information: Soupart 1998, Buchez et Talon 2005

description vestiges

à l'occasion du décapage d'un site plus récent :
découvertes de deux fosses livrant du mobilier céramique attribuable au Bronze ancien. Sept autres structures regroupées sur le même secteur, à l'écart des vestiges postérieurs, pourraient être rattachées à la même phase : forme et comblement sont similaires. Sept de ces structures sont, en effet, circulaires en plan (diamètre de 1,50 m, de 0,70 m et de 1,10 m à 0,90 m pour cinq d'entre-elles) et tous les comblements sont chargés en charbons de bois et en nodules de limon thermoaltéré.
Une seule fosse a été exhaustivement fouillée : la céramique permettant l'attribution chronologique provient de cette structure ainsi qu'une meule en grès, partiellement conservée, qui témoigne d'une activité à caractère domestique. Trois autres fosses ont été testées. Profondes de moins de 20 cm, les cavités fouillées présentent un profil en cuvette relativement régulier.
La fonction primaire de ces fosses ne peut être déterminée. Elles occupent une aire d'environ 600 m2 située à l'extrémité du décapage archéologique.
La fenêtre de décapage étant restreinte et la fouille des vestiges mis au jour ayant été incomplète, les informations concernant ce site d'habitat du Bronze ancien restent nécessairement limitées.

Bronze A-Ha A1	☐ 1
A	☒ 1.1
A1	☐ 1.1.1
A2	☐ 1.1.2
Bronze B-C	☐ 1.2
B	☐ 1.2.1
C	☐ 1.2.2
Bronze (C/)D-Ha A1	☐ 1.3
D	☐ 1.3.1
A1	☐ 1.3.2
Bronze final/Ier Fer	☐ 2
Ha A2-B1	☐ 2.1
A2	☐ 2.1.1
B1	☐ 2.1.2
Ha B2/3-D1	☐ 3
B2-3/gündlingen	☐ 3.1
B2-3	☐ 3.1.1
Gündlingen	☐ 3.1.2
Hal C-D1	☐ 3.2
C	☐ 3.2.1
D1	☐ 3.2.2
Ha D2- La Tène B	☐ 4
Ha D2-3	☐ 4.1
La Tène A-B	☐ 4.2
La Tène A	☐ 4.2.1
A1	☐ 4.2.1.1
A2	☐ 4.2.1.2
La Tène B	☐ 4.2.2
B1	☐ 4.2.2.1
B2	☐ 4.2.2.2

description mobilier et critères de datation

Les tessons mis au jour permettent de restituer une forme haute, étroite, à profil segmenté (partie haute légèrement infléchie vers l'intérieur du vase) dont le décor plastique est assez particulier. Ce vase est muni de deux anses de forme conique, à percement tubulaire horizontal. Deux cannelures larges sont situées au-dessus des anses et deux lignes parallèles et horizontales de digitations résultant de pincements successifs de la pâte sont placées sous les anses.
Ce vase est un élément à ajouter au corpus du Groupe des Urnes à décor plastique. Ses larges cannelures et son profil trouvent des comparaisons dans les tessons de Remilly-Allicourt (Blanchet 1984 : 110), site ardennais de la vallée de la Meuse, tandis que son aspect global est à rattacher au phénomène des " biconical urns/cordoned urns " d'Outre-Manche dont les correspondants continentaux évolueront sous la forme des groupes d'Hilversum et d'Eramecourt.

LA PROTOHISTOIRE RÉCENTE : IIIe SIÈCLE-1ère MOITIÉ DU PREMIER SIÈCLE AVANT NOTRE ÈRE

François MALRAIN *, Stéphane GAUDEFROY ** & Frédéric GRANSAR ***

Avec les collaborations de Valérie Burban-Col °, Bruno Desachy °, Véronique Matterne °°, Nathalie Gressier°°°, Isabelle Le Goff °°° & Estelle Pinard *

INTRODUCTION

La Picardie produit une grande quantité de granulats alluvionnaires et les carrières en vallée ou à proximité du littoral y sont nombreuses. Deux grands bassins carriers sont localisés dans les vallées de l'Aisne et de l'Oise et la surveillance systématique des surfaces extraites depuis le début des années 1970, grâce à la constitution d'équipes de chercheurs, a permis d'enrichir considérablement la documentation archéologique picarde.

De plus, de nombreux aménagements, dont une majorité concerne la mise en place d'infrastructures ferroviaires ou autoroutières, ont été réalisés ces vingt dernières années en Picardie. Parallèlement, on assiste à une multiplication de zones d'activités en milieu rural. Ce phénomène tend à s'amplifier ces toutes dernières années, principalement à proximité des grandes infrastructures.

* INRAP, UMR 7041, ArScAN Protohistoire européenne
101 rue de la République
F - 60150 THOUROTTE

** INRAP, même adresse que précédent

*** INRAP, UMR 7041 Protohistoire européenne
Centre archéologique, abbaye Saint-Jean-des-Vignes
F - 20 20 SOISSONS
frederic.gransar@inrap.fr

° Service régional de l'Archéologie, DRAC de Picardie
5 rue Henri Daussy
F - 80000 AMIENS

°° INRAP, CRAVO
21 rue des Cordeliers
F - 60200 COMPIÈGNE

°°° INRAP
518 rue Saint-Fuscien
F - 80000 AMIENS

Remerciements

Nous tenons particulièrement à remercier Bruno Desachy et Valérie Burban-Col pour la réalisation des cartes de répartition. Nos plus vives gratitudes aux collègues qui ont sacrifié une partie de leur temps personnel pour alimenter des chapitres de ce bilan.

Tous ces aménagements du territoire ont inévitablement conduit à la découverte de nombreux sites laténiens. Le plus souvent, ils sont délimités par un fossé d'enclos, ce qui a conduit d'une part à leur reconnaissance et, d'autre part, à leur fouille. À ce titre, les 24 % d'autorisations de fouilles délivrées par le *Service régional de l'Archéologie* qui concernent les sites de la Protohistoire récente, durant les trois derniers siècles avant notre ère, sont éloquents (fig. 1).

L'état des connaissances sur cette séquence chronologique s'est donc considérablement enrichi. C'est principalement l'archéologie rurale laténienne, connue de longue date par les travaux aériens de Roger Agache et de Michel Boureux, qui a bénéficié de cet essor de l'archéologie. En contrepartie, et on peut le déplorer, les fouilles programmées se sont peu à peu réduites. Ainsi, les *oppida* et les sanctuaires sont peu touchés par l'archéologie préventive et les fouilles sur ces sites sont rares. Notons toutefois que la fouille de ces sites est peu compatible avec les délais impartis lors des opérations d'archéologie préventive. À titre d'exemple, le site de Ribemont-sur-Ancre (Somme) est fouillé, lors de campagnes annuelles, depuis 1968.

PRÉSENTATION DES CADRES DE L'ENQUÊTE

PRÉSENTATION GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOGIQUE

La Région

Le territoire de la Picardie est constitué des départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme. Cette Région compte 2293 communes qui occupent

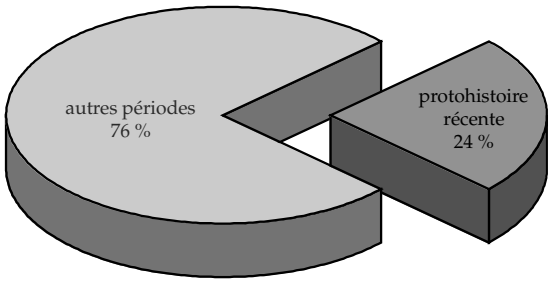


Fig. 1 - Part des autorisations de fouille concernant des sites de la protohistoire récente depuis 1994.

une superficie de 19399 km², soit 3,6 % de la France métropolitaine. Proche de l'agglomération parisienne et, plus généralement des zones urbaines denses de l'Europe occidentale, la Picardie est une Région encore très rurale qui connaît un fort développement économique.

La Picardie fait partie du Bassin de Paris dont elle occupe le secteur nord-ouest. Les couches géologiques qui composent le Bassin parisien sont disposées en auréoles d'âge de plus en plus récent à mesure que l'on approche de Paris. Cette disposition explique la subdivision de la région en une Picardie septentrionale (le département de la Somme et le nord de l'Aisne) où la craie blanche (Séno-Turonienne) d'époque Secondaire est affleurante et une Picardie méridionale composée de terrains tertiaires : alternance de sables, d'argiles et de calcaires, donnant un relief plus diversifié. Ces couches géologiques occupent plus de 90 % de la superficie de la région, la craie en formant à elle seule environ la moitié. Cette continuité est contrariée par l'anticlinal du Pays de Bray (Oise) et les contreforts du massif ardennais (Aisne) qui font remonter à la surface des formations géologiques plus anciennes (Dévonien, Cambrien, Jurassique). Enfin, un large placage de limons quaternaires recouvre une grande partie de la région (Désiré 1976). Dans le détail, chacun des départements offre des particularités.

L'Aisne

Le département de l'Aisne, d'une surface de 7369 km², s'étend du massif des Ardennes (au nord-est) aux plateaux du Valois (au sud-ouest) et de la Brie (au sud) avec, dans sa partie centrale, la coupure de la Côte d'Île-de-France. Son relief est une succession de plaines, de plateaux, d'amples vallées mais aussi de collines abruptes, souvent disséquées en de nombreux vallons et ravins. Le département est divisé en 6 régions très différentes, tant du point de vue agricole qu'économique :
- la Thiérache, au nord-est, est caractérisée par un relief plus élevé (300 m), à l'est d'Hirson, c'est le début du massif des Ardennes. Son climat pluvieux et ses sols marneux en font une région de bocage, vouée à l'élevage ;
- le Laonnois et le Vermandois sont situés au centre-nord. Ces plateaux apparaissent comme des régions de grandes cultures alors que, dans les vallées, l'herbage domine ;
- la Champagne crayeuse, du côté du levant, est caractérisée par une couche de limon très mince sur sous-sol crayeux ;
- le Soissonnais, au centre du département, se caractérise par une succession de plateaux recouverts d'une couche de limon fertile, entaillés de vallées larges et profondes, dont la plus importante est celle de l'Aisne ;
- le Valois s'étend à la fois dans l'Aisne et dans l'Oise. Région de cultures et de plantes sarclées, elle est aussi célèbre pour ses vergers ;
- la Brie-Tardenois possède un relief tourmenté, aux vallées profondes et au sol humide argileux ou sableux. Ses productions sont donc tournées vers l'élevage et la vigne sur les coteaux bien exposés. (Andriau 1976).

L'Oise

Le département de l'Oise couvre une superficie de 5860 km². Constitué de plateaux peu élevés et très ondulés, entaillés de vallées modérément profondes, il constitue une région à faible relief. La rivière qui a donné son nom au département suit un axe nord-est/sud-ouest sur une longueur de 100 km. Si la topographie de ce département est peu variée, sa géologie, en revanche, est l'une des plus développées du Bassin parisien. L'affleurement de plus d'une vingtaine d'étages différents a donné naissance à des régions naturelles parfois appelées « pays » comme le pays de Thelle, le Vexin Français, la Picardie dans lesquels on distingue des sous-régions (Picardie verte, Plateau picard, plaine d'Estrées-Saint-Denis), le Clermontois, le Valois et le Multien, le Soissonnais et le Noyonnais.

La vallée principale est divisible en trois grands secteurs :
- la haute vallée de l'Oise, autour de Noyon, est caractérisée par un tracé sinueux, très peu remodelé par l'homme ;
- la moyenne vallée de l'Oise, entre Compiègne et Creil, a un tracé plus linéaire, déformé par de nombreux aménagements et dragages opérés pour la circulation fluviale. L'Oise infléchit son cours au niveau de Verberie, lieu de sa confluence avec l'Automne ;
- la basse vallée de l'Oise commence lorsque la rivière se resserre progressivement entre les plateaux calcaires du massif de Clermont et le plateau du Valois. À Creil, elle reçoit la Brêche et le Thérain.

Le paysage bordier de la vallée offre une morphologie relativement différente entre la rive gauche (sud) et la rive droite (nord). Au sud, la morphologie tabulaire du plateau du Valois s'impose largement, dominant la vallée par un versant vigoureux de front de cuesta, appelée parfois la "Falaise de l'Ile-de-France". Au nord, la partie méridionale faiblement ondulée du "Plateau Picard" se caractérise par la fréquence des buttes-témoins qui la dominent.

La lithologie des assises secondaires et tertiaires conditionne fortement la morphologie, la nature des sols, la végétation et les ressources en eau des implantations humaines.

La Somme

La Somme, d'une superficie de 6170 km², est le troisième et dernier département picard. Le Pays de Somme se caractérise par un relief en creux, fortement marqué par les plateaux de formation crétacée. Ces plateaux, faiblement ondulés, sont découpés à la fois par de nombreuses vallées alluvionnaires, formées par des cours d'eau logés dans les synclinaux, et par des vallées sèches, les « valleuses ».

On distingue plusieurs régions :
- à l'Est, le Vermandois et le Santerre, plateaux fertiles recouverts de limons et d'argiles à silex provenant de la décomposition du calcaire ;
- au centre, l'Amiénois, où la craie affleure parfois, créant des conditions agricoles moins favorables ;
- à l'ouest, le Ponthieu et le Vimeu, au relief plus accusé, point culminant du département à 210 m NGF.

Le fleuve Somme (*Samara*), nom d'origine celtique, forme une vallée large et peu escarpée, très marécageuse, qui traverse le département du sud-ouest au nord-est. La Somme est alimentée naturellement par une douzaine d'affluents et de sous affluents dont les principaux sont : l'Ancre, l'Avre, qui reçoit la Noye, la rivière des trois Doms et la Luce, la Selle puis des cours d'eau de plus petite taille tels l'Omignon, la Cologne, l'Hallue, la Nièvre, l'Airaines et le Scardon.

Le département est bordé à l'ouest par le littoral de la Manche ; au sud, vers l'embouchure de la Bresle, une falaise vive annonce le pays de Caux ; au nord, la côte résulte de l'accumulation d'alluvions marines. Les estuaires envasés reculent par la progression des cordons littoraux ; c'est ainsi que s'est formé un pays marécageux quaternaire, le Marquenterre, sorte de polder protégé par un cordon de galets et de dunes. Ces cordons sont exploités par les carriers.

Le climat est d'ordre océanique. Les vents d'ouest dominants entraînent une forte pluviosité et des températures assez constantes ; du côté oriental, les influences continentales sont plus sensibles, les hivers plus rigoureux, les étés plus chauds. L'agriculture est très développée et le département fut un des premiers à adopter les méthodes de l'agriculture industrielle. Les plateaux sont utilisés pour la grande culture (céréales, betteraves, plantes fourragères et oléagineuses). Dans les régions basses du Marquenterre, l'élevage domine. Enfin les cultures maraîchères et légumes de plein champ prospèrent dans la vallée de la Somme et la région d'Amiens.

HISTORIQUE ET CONTEXTES DES RECHERCHES

L'Aisne

Après la création, en 1825, de la *Société académique de Saint-Quentin* qui exécuta ses premières fouilles dès 1826, furent fondés des comités locaux qui donnèrent naissance à d'autres sociétés régionales, parmi lesquelles la *Société Historique et Archéologique de Soissons*, qui vit le jour en 1847. Le milieu du XIX^e siècle, sous l'impulsion de Napoléon III et de ses préfets, a connu un intérêt sans précédent pour l'histoire nationale, qui fut envisagée sous un jour nationaliste. L'engouement pour les Gaulois est né de la représentation romantique et symbolique de Vercingétorix, héros national malchanceux face à César, pendant historique de la défaite de l'empereur des Français face aux Prussiens. Le département de l'Aisne, à l'instar de la situation prévalant dans l'ensemble du territoire picard, a vu se développer considérablement une forme d'archéologie construite à partir de la collecte d'objets vecteurs d'une identité « nationale » ou « ethnique » (objets celtiques, gaulois, romains, germaniques…). Les fouilles archéologiques se résumaient alors généralement à l'exhumation des plus beaux objets, au détriment des informations planimétriques et stratigraphiques, bien que l'on puisse mentionner les travaux d'enregistrement précurseurs de certains érudits locaux, comme Jules Pilloy (1830-1922) par exemple (Pilloy 1858, 1880, 1887). Frédéric Moreau (1798-1898) fut un personnage éminent de l'archéologie picarde et, plus spécifiquement axonnaise, en fouillant de nombreux cimetières à occupations multiples (gauloise, gallo-romaine et mérovingienne) comme à Caranda (commune de Cierges), Arcy-Sainte-Restitue, Armentières ou Breny, dans le Tardenois, ou encore à Cys-la-Commune, dans la vallée de l'Aisne. À la fin du XIX^e siècle, Octave Vauvillé, un érudit du Soissonnais, a mené une campagne de prospections pédestres visant à recenser les habitats fortifiés et les cimetières gaulois. Nous lui devons d'importants travaux sur les *oppida* de Pommiers, Villeneuve-Saint-Germain et Saint-Thomas (Vauvillé 1887, 1890 et 1913). Une synthèse historique et archéologique a paru dans la seconde moitié du XIX^e siècle sur le patrimoine du département de l'Aisne, celle de Melleville en 1865 (Melleville 1865).

À l'exubérante collecte d'objets de la seconde moitié du XIX^e siècle succède une période de disette socio-économique et démographique de la première Guerre mondiale, disette qui ne prendra fin que dans le courant des années 1960. On voit réapparaître, dans cette décennie, un véritable engouement pour l'archéologie, avec le développement de nouvelles techniques de prospection, surtout aérienne (R. Agache &

M. Boureux), et l'apparition d'une méthodologie et d'une déontologie scientifiques. Des érudits locaux ont alors mené, le plus souvent bénévolement, des fouilles programmées sur des nécropoles gauloises et des habitats contemporains, parmi lesquels on peut citer Michel Boureux (par exemple, Boureux 1974), Jean Debord (par exemple, Debord 1975) Gilbert Lobjois (par exemple, Lobjois 1974) ou René Parent (par exemple, Parent 1962).

Une nouvelle phase de l'archéologie axonnaise débute en 1972, avec la découverte par M. Boureux du site néolithique de Cuiry-lès-Chaudardes, dont la fouille a été dirigée initialement par B. Soudsky, professeur d'archéologie à l'Université de Paris I, d'origine tchèque. Son ambition était alors de comparer le monde danubien du Nord du Bassin parisien avec celui qu'il avait précédemment fouillé en Tchécoslovaquie, notamment sur le site de Bilany. Ainsi fut fondée l'URA 12 du CNRS, dont le champ d'étude initial spécifique au Néolithique danubien fut, par la suite, étendu aux autres séquences néolithiques, puis aux âges des Métaux, jusqu'à la fin de La Tène finale. La séquence chronologique relative à la fin de l'indépendance gauloise et au début de la civilisation gallo-romaine fut, dans un premier temps, confiée à l'équipe de Colin Haselgrove, professeur d'archéologie à l'Université de Durham (Grande-Bretagne) et de Pamela Lowther, qui menèrent des recherches spécifiques sur certains secteurs de la vallée de l'Aisne pendant une bonne dizaine d'années. La documentation archéologique mise au jour par l'URA 12, aujourd'hui *Équipe de Protohistoire européenne* de l'UMR 7041, est issue à 95 % de la surveillance des destructions engendrées par l'extraction de granulat dans les vallées graveleuses non inondables de l'Aisne, de la Vesle et de la Suippe, exclusivement dans le département de l'Aisne. Cette ultra spécialisation topographique et sédimentaire est aujourd'hui moins forte, dans la mesure où les archéologues de l'INRAP appartenant à l'UMR 7041 sur le projet de l'Aisne, sont de plus en plus amenés à intervenir sur d'autres types d'aménagements et d'autres contextes topographiques et pédo-sédimentaires.

Enfin, bien que l'enracinement archéologique soit assez ancien dans le département de l'Aisne, il est remarquable de constater que 67 % des sites de la Protohistoire récente ont été fouillés depuis 1992, année de l'intensification des sauvetages en Picardie (fig. 2).

L'Oise

Les premières recherches réalisées dans le département de l'Oise se sont faites dans le cadre des activités de Sociétés savantes et d'Académies, pour la plupart fondées au XVIII^e siècle.

Les XVIII^e et XIX^e siècles connaissent un véritable engouement pour les civilisations du passé. Les autorités ordonnent aux préfets d'ouvrir des fouilles. Les sites découverts et « fouillés » à cette époque sont nombreux dans le département, notamment les *oppida* et les nécropoles, mais l'exploitation des données archéologiques est détournée par un puissant courant nationaliste.

En 1840 est fondé le *Comité archéologique de la ville de Compiègne*, section de la *Société des Antiquaires de Picardie*, qui devient autonome en 1868 sous le

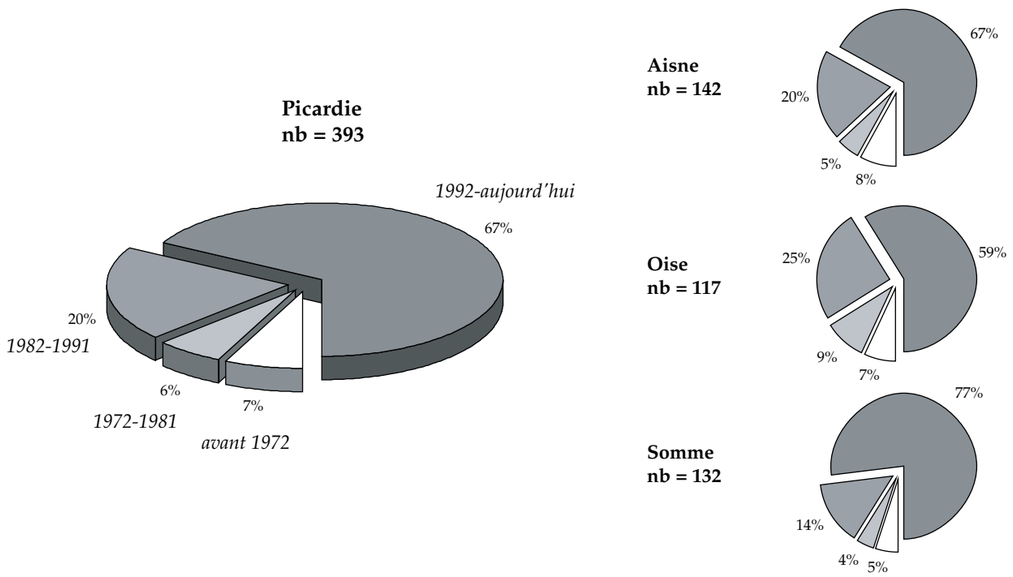


Fig. 2 - Répartition des découvertes au cours des trente dernières années.

nom de la *Société Historique de Compiègne*. De même, est fondé en 1862 le *Comité archéologique de Senlis* à la suite de la découverte des arènes de la ville ; il prendra le nom de *Société d'Histoire et d'Archéologie de Senlis* en 1921.

Dans le même temps, apparaissent les premières synthèses sur la recherche régionale effectuée par des érudits locaux. Louis Graves réalise ainsi un important travail de compilation entre 1843 et 1856 dans sa *Notice archéologique du département de l'Oise* où il rassemble les informations fournies par la bibliographie et par les collectionneurs locaux (Graves 1856). Comme nous l'avons souligné pour le département voisin de l'Aisne, sous l'impulsion de l'empereur Napoléon III qui réside souvent à Compiègne, le XIX^e siècle voit naître un intérêt croissant pour les Antiquités celtiques et gallo-romaines.

Dès les années 1920, les carrières d'extraction de sable et de granulat se développent en forêt de Compiègne et, notamment, dans la région de Lacroix-Saint-Ouen. De nombreux sites sont alors découverts dont Marcel Hémery est l'un des principaux sauveteurs. En 1945 est créée la *Circonscription des Antiquités*. Plusieurs associations archéologiques vont se former dans la tradition des Sociétés savantes. Dans l'Oise, le *Groupe d'Études et de Recherches Archéologiques de la vallée de l'Oise* (GERVO) en est issu. À la même époque, des associations se créent dans différentes villes : *Société archéologique, historique et géographique de Creil*, le *Groupe archéologique du Noyonnais*, *Comité Historique et Archéologique de Noyon*, *Association Archéologique de Pierrefonds*.

En 1973, un groupe d'archéologues forme le *Centre de Recherches Archéologiques de la Vallée de l'Oise* (CRAVO), présidé par Jean-Claude Blanchet. À cette époque Roger Agache réalise un inventaire des sites picards à partir de survols aériens. On doit, à ce pionnier, et à François Vasselle, la découverte de nombreux sites dans le Nord du département (Agache 1978).

En 1979, l'importance du mobilier métallique découvert sur le sanctuaire de Gournay-sur-Aronde amène André Rapin à fonder l'*Institut de Recherches et de Restauration Archéologique et Paléométallurgique* (IRRAP). Peu après, en 1981, un poste d'archéologue départemental est créé et attribué à Georges-Pierre Woimant.

Les associations et autres sociétés se sont dotées de revues d'archéologie ou de bulletins permettant la diffusion des données de fouilles. Parmi les plus importants, on peut citer les *Cahiers Archéologiques de Picardie* et la *Revue archéologique de l'Oise*. En 1983, ces deux périodiques fusionnent pour fonder la *Revue archéologique de Picardie*.

En 1987, l'intensification des exploitations sablières dans le bassin de la moyenne vallée de l'Oise entraîne la mise en place d'une équipe permanente à l'initiative de Marc Talon et de Vincent Bernard. Le protocole d'intervention repose sur le décapage archéologique intégral des surfaces avant l'extraction de granulats. Diachronique et pluridisciplinaire, l'objectif du programme consiste à analyser l'évolution de l'occupation humaine, depuis le Paléolithique supérieur jusqu'aux temps modernes en mettant l'accent sur les interactions entre l'homme et son environnement.

Parallèlement au large développement des exploitations de sable, les travaux pour la mise à quatre voies du réseau routier départemental et du tracé du TGV Nord amènent une succession de fouilles de sauvetage ; l'industrie et l'urbanisation, surtout autour des communes les plus importantes (Compiègne, Creil, Senlis), connaissent une forte expansion et génèrent des interventions archéologiques d'importance. Avec le SIVOM de Compiègne, qui assure la viabilisation et l'aménagement des terrains vendus aux aménageurs, un protocole d'intervention archéologique a été mis en place par Marc Talon.

Une accélération de la recherche sur les sites laténiens s'est produite à partir de la fin des années 1980, puisque de cette période jusqu'à nos jours, les sites occupent plus de 50 % de l'inventaire (fig. 2).

La Somme

La documentation dont nous disposons est tributaire d'une part des travaux de prospections aériennes menés par Roger Agache puis, à partir de 1989, des opérations préventives conduites sur les tracés linéaires des infrastructures autoroutières (A16, A28, A29) et ferroviaires (TGV Nord). À partir de 1995, la surveillance systématique des sablières situées sur le littoral et des aménagements de la ZAC de "La Croix de Fer" à Amiens-Glisy, puis plus récemment de la ZAC de Poulainville, ont fourni de très nombreuses données. Les connaissances ont évolué très vite dans le courant de la dernière décennie puisque près de 80 % des sites ont été explorés à partir de 1992.

Comme pour l'Oise, l'énorme documentation recueillie dans le cadre des travaux autoroutiers n'a bien souvent été que sommairement étudiée, parfois même aucun rapport n'est disponible. Les publications, peu nombreuses, paraissent souvent tardivement après la fin de l'opération, ce qui ne facilite pas l'établissement d'une réflexion globale.

C'est en 2003 qu'a été lancée une *Action Collective de Recherche* ayant pour thème « Quinze années d'archéologie préventive sur les grands tracés

linéaires en Picardie », sous la direction de Didier Bayard du *SRA de Picardie*. La collecte des informations menée dans ce cadre constitue la matière première de ce présent bilan, qui n'aurait, sans cela, pu être conduit à bien. En prenant en compte l'ensemble des découvertes du département, c'est quand même bien à un bilan de l'archéologie de ces quinze dernières années auquel on procède, tant il est vrai que c'est dans ce court laps de temps que la vision de la société gauloise, telle qu'elle est aujourd'hui admise, s'est construite (fig. 2).

LA RECONNAISSANCE DES SITES : IMPACTS DES MÉTHODES

À l'échelle de la région, ce sont les données livrés par les travaux linéaires (TGV, autoroutes…) qui sont à l'origine d'un nombre important de découvertes avec 35 % des sites, viennent ensuite les occupations fouillées lors des opérations archéologiques en carrières (26 %) et dans une moindre mesure les sites mis au jour sur les aménagements de ZAC (12 %). Les 27 % restant entrent dans la catégorie « autres » qui concerne soit diverses formes d'aménagements du territoire comme, par exemple, la construction de pavillons résidentiels soit, et c'est probablement la majorité, des sites pour lesquels on ne connaît pas les raisons de l'intervention. Sur la Picardie, les tracés liés au transport ont donc été particulièrement enrichissants par rapport au nombre des découvertes. Un focus sur chacun des départements montre une disparité des raisons qui ont motivé des interventions. Dans l'Aisne, les sites découverts émanent principalement de travaux liés à l'extraction de granulats ; les 57 % d'interventions qui y sont recensés proviennent des fouilles menées dans les carrières. *A contrario*, seulement 6 % des sites proviennent de travaux routiers ou ferroviaires. Dans la Somme, l'aménagement d'axes de circulation a été prégnant pour le recensement des sites car plus des deux tiers (73 %) en sont issus alors que les opérations en carrières sont très limitées, seulement 2 %. L'Oise présente une situation intermédiaire avec des travaux dans les sablières à hauteur de 17 % et de 30 % pour les linéaires (fig. 2).

Pour chacun des départements, la proportion des opérations dans les ZAC est assez homogène, avec 14 % des opérations dans l'Aisne, 17 % dans l'Oise et 9 % dans la Somme (fig. 3).

Les disparités observées entre les départements qui composent la Picardie trouvent une partie de leur origine dans les différences d'aménagements du territoire. Ainsi, les tronçons d'autoroutes réalisés ces dernières années ont plus touché le département de la Somme que celui de l'Aisne, et il en est de même pour la construction du TGV Nord qui a occasionné des fouilles à la fois dans l'Oise et dans la Somme. En revanche, les départements de l'Aisne et de l'Oise ont redoublé d'opérations en carrière car les travaux autoroutiers et ferroviaires ont été de très gros consommateurs de matières premières (principalement de granulats). Par exemple, les carrières de la vallée de l'Oise devaient, quand le programme archéologique y a débuté en 1987, être exploitées jusqu'à l'horizon 2010, or les demandes exponentielles ont diminué de 10 années cette perspective.

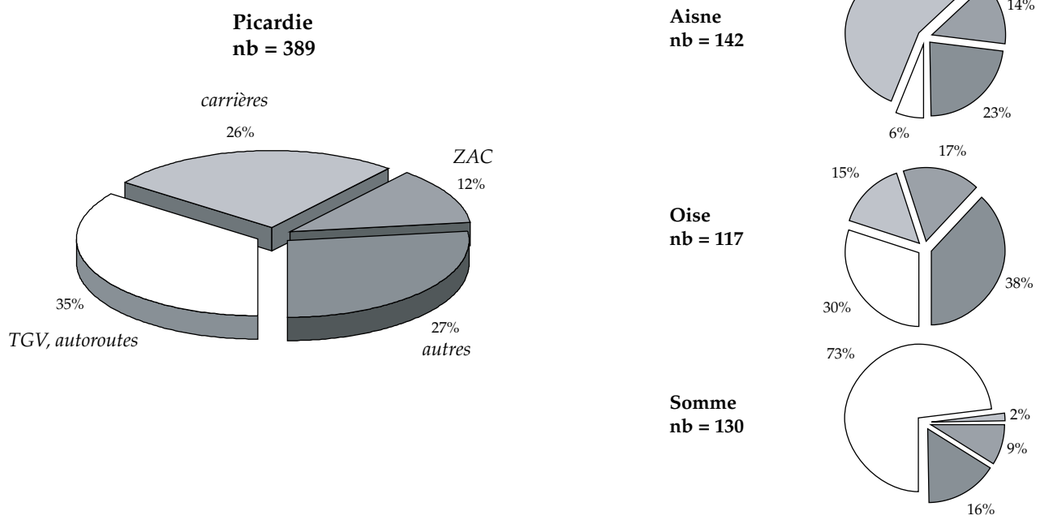


Fig. 3 - Distribution des opérations en fonction de la nature des aménagements.

Si l'aménagement du territoire a occasionné ces vingt dernières années des travaux archéologiques différents selon les départements, il n'est pas le seul élément qu'il convient de prendre en compte. L'histoire de l'archéologie en Picardie a aussi insufflé des pratiques différentes selon les situations géographiques. Dans l'Aisne, la mise en place d'un important programme d'études archéologiques dès le début des années 1970, a indéniablement contribué a un enrichissement du corpus des sites par une surveillance systématique et des décapages extensifs. Dans la même lignée, le développement du programme de la moyenne vallée de l'Oise, à partir de 1987, a notoirement contribué à un enrichissement quantitatif des sites. Dans la Somme, la situation était tout autre, les carrières y étaient peu développées et ce n'est qu'à partir des années 1990 qu'elles ont peu à peu été intégrées dans les conventions qui régissaient les interventions archéologiques dans les gravières. L'accentuation des travaux liés aux tracés autoroutiers a donc été primordiale pour niveler le déficit de sites dont ce département souffrait au regard de ces deux voisins (fig. 4).

L'analyse des résultats nécessite de connaître ce que l'approche archéologique enregistre et donc de porter un regard critique sur les méthodes d'investigation engagées dans les différents contextes d'interventions.

Les tracés linéaires

L'explosion que l'activité archéologique a connue ces dernières années a été amplifiée dans

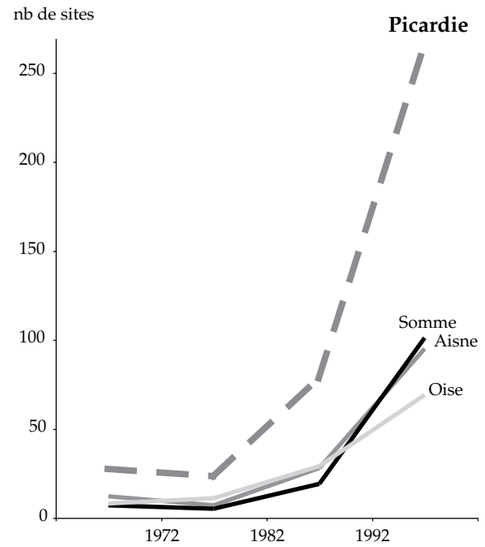


Fig. 4 - Évolution du nombre d'opérations concernant la Protohistoire récente au cours des trente dernières années.

la Somme par la multiplication des aménagements linéaires. L'évolution de la méthodologie a ici connu un large champ d'application, offrant un immense laboratoire. La mécanisation de l'archéologie a particulièrement fait évoluer les outils de l'archéologue, faisant figurer la pelle hydraulique au rayon de l'outillage au même titre que la sacro-sainte truelle (fig. 5).

Les limites imposées par les tracés linéaires, le plus souvent des bandes de 40 à 50 m de largeur conditionnent une documentation parfois très lacunaire, ne permettant pas de caractériser le site ou de déterminer son extension. Lorsque le hasard du tracé favorise une vision centrale du site, les données archéologiques peuvent être plus pertinentes, mais l'intérêt est toutefois plus grand quand des aménagements spécifiques (aires de parking, bretelles d'accès) permettent d'étendre les sondages et parfois même les décapages.

La méthodologie employée pour la reconnaissance des sites sur les tracés linéaires favorise la découverte des sites à fossés au détriment des sites ouverts des périodes plus anciennes, et concernant la représentativité de l'occupation d'un territoire, les segments linéaires sont pour l'habitat de La Tène moyenne et finale d'un apport très précieux. Le domaine funéraire est quant à lui illustré de manière plus hasardeuse.

La Somme est avant tout une région de plateaux et les linéaires les traversent donc le plus souvent. Le passage des vallées humides ou sèches se fait le plus souvent par des ponts aériens ou par des remblaiements, ne faisant que peu l'objet de reconnaissance archéologique. Les sites qui occupent les plateaux ou leurs rebords sont par conséquent majoritaires avec 86 % du corpus, 10 % sont situés sur une terrasse alluviale et seulement 4 % occupent la plaine maritime.

Malgré l'excellente couverture aérienne de la région, la grande majorité des sites découverts en sondage n'avait jamais été observée auparavant. Nous manquons d'informations sur le résultat des reconnaissances pédestres préalables aux opérations autoroutières.

La systématisation des sondages par tranchées linéaires, continues parallèles ou discontinues et en quinconce, sur une ou deux largeurs de godet, espacées tous les vingt mètres, fournit un pourcentage d'ouverture d'environ 10 % de la surface totale. Cette méthode suffit dans la plupart des cas à identifier un site à fossés et à estimer la superficie de l'occupation. Elle nécessite toutefois des compléments d'ouverture pour préciser l'organisation spatiale des enclos et constater la densité de structures et de bâtiments. À ce stade

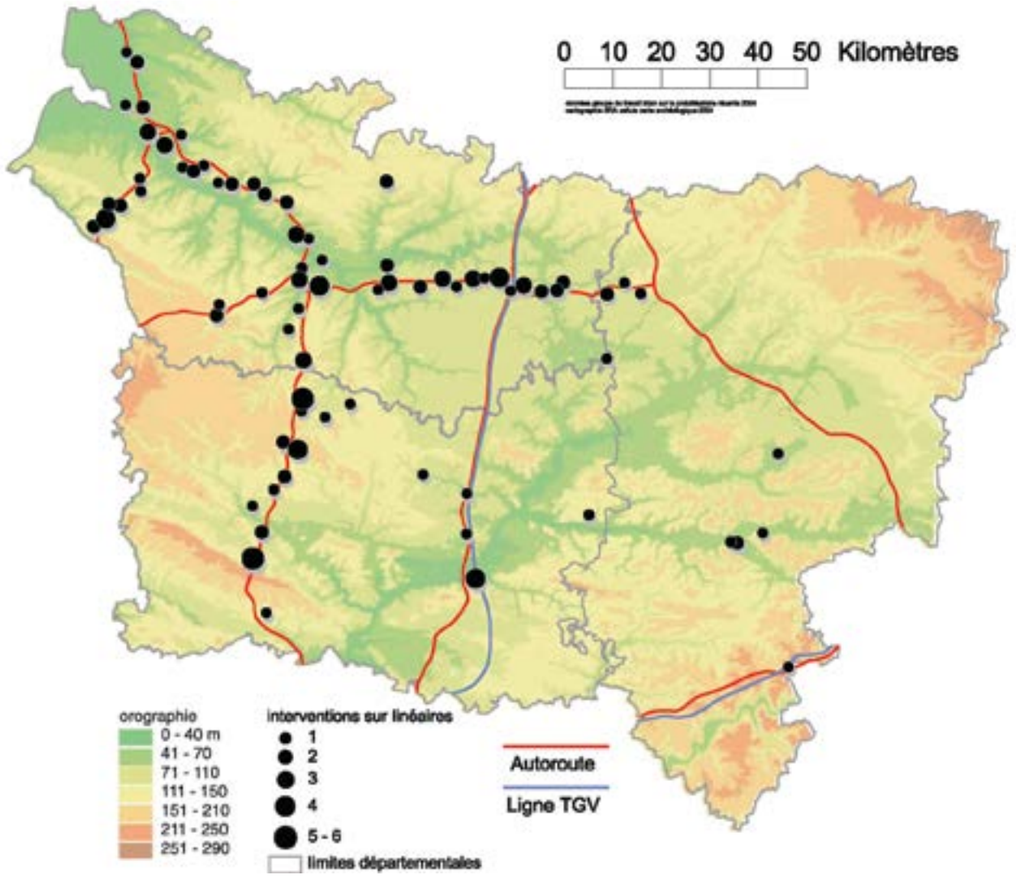


Fig. 5 - Répartition des sites découverts lors de la mise en place d'un tracé linéaire.

des investigations, il est peu fréquent de déterminer la présence de tombes, hormis dans le cas d'un cimetière un peu étendu. Cette méthode rapide d'investigation s'accorde bien avec la nature des sites de la Protohistoire récente, établissements agricoles étendus composés d'enclos fossoyés et fossés de parcellaires. Elle peine, en revanche, à révéler de petites concentrations de structures, une poignée isolée d'incinérations par exemple.

Le constat est que la très grande majorité des sites de la Protohistoire récente sont bien mis en évidence au moment de la phase sondage par tranchées, mais que l'ouverture de fenêtres judicieusement placées permet de mieux orienter une intervention ultérieure. C'est pour cette raison que l'on a rendu systématique au cours des années 1990, la réalisation d'une phase de diagnostic plus lourd, phase souvent ultime de l'intervention sur le site. Ainsi 11 % des interventions positives se sont limitées à la phase sondage, 18 % ont fait l'objet d'un diagnostic complémentaire et 71 % ont conduit à une fouille. La distinction entre ces deux phases tient plus à un découpage administratif qu'à une réalité de l'intervention archéologique.

Le décapage extensif reste toutefois la plus sûre méthode pour appréhender une organisation spatiale souvent complexe, parfois compliquée par une évolution sur plusieurs siècles. Les décapages extensifs demandent des moyens en temps et en matériel conséquents qui ne sont pas affectés à toutes les opérations. Il est alors nécessaire de privilégier d'autres approches. Ces dernières années, on a ainsi vu se mettre en place une méthode consistant à décaper sur le tracé des fossés afin de dégager la trame parcellaire périphérique d'un site d'habitat.

Sur les surfaces dépassant la dizaine d'hectares, cette méthode complète avantageusement la reconnaissance par tranchées systématiques et les décapages continus. Elle ne doit toutefois pas être employée pour mettre au jour le plan des enclos d'un établissement agricole car on se prive alors des informations essentielles que sont la répartition des bâtiments, des silos et des fosses au sein des gisements de la Protohistoire récente. De plus, les vestiges archéologiques plus ténus appartenant à d'autres horizons chronologiques peuvent alors être indétectables ou mal compris.

Les ZAC

Les travaux dans les ZAC (zones d'activité commerciale) permettent, généralement, de caractériser spatialement et morphologiquement les sites (fig. 6). Le cas le plus fréquent concerne une décision de décapage extensif ultérieur au diagnostic sur l'intégralité des sites enclos, avec de légères variations en ce qui concerne leurs périphéries. Il sera parfois décidé de décaper en bandes étroites les fossés de parcellaire afin d'en reconnaître l'extension exacte et d'être en mesure de les associer à une phase particulière d'enclos, et parfois décidé d'arrêter les investigations, les résultats de la phase de diagnostic ayant été jugés suffisants. Le contexte d'intervention en ZAC présente l'avantage de pouvoir sonder de grandes surfaces, représentant un secteur-test très intéressant sur le plan archéologique, et de fouiller souvent intégralement le cœur des établissements. En revanche, ce contexte de ZAC est caractérisé par un inconvénient majeur, celui de ne pouvoir intervenir sur l'intégralité de sa surface, sous la forme d'un décapage exhaustif. On se prive ainsi d'une bonne définition de la périphérie des sites, voués aux activités agricoles dans le cas des sites d'habitat et surtout, l'archéologue est alors dans l'incapacité, dans les nombreux cas d'occupations multiples de reconnaître des zones vides contemporaines de la Protohistoire récente. En d'autres termes, si le cœur du site est connu et que son terroir peut être globalement appréhendé, l'échelle du territoire n'est que très rarement, voire jamais, accessible.

Les carrières

Les interventions en carrières s'apparentent à des sauvetages programmés (fig. 7). Les surfaces totales des projets d'extraction de granulat sont généralement élevées, avec une progression annuelle de l'ordre de quelques hectares à quelques dizaines d'hectares. Plusieurs secteurs picards, notamment dans la vallée de l'Aisne, ainsi que dans la haute et la moyenne vallée de l'Oise, ont ainsi livré des surfaces archéologiquement perçues, le plus souvent intégralement décapées, de plusieurs dizaines à plusieurs centaines d'hectares.

On note un changement important dans le cadre des interventions en carrières, avec une première

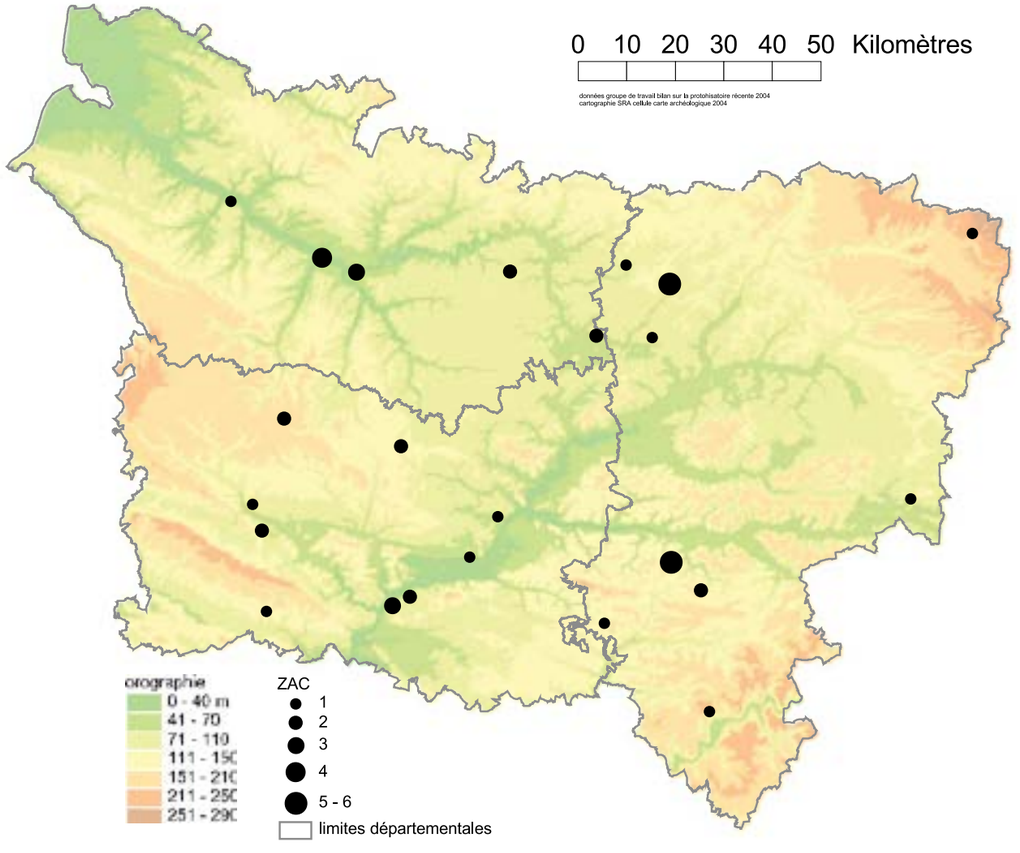


Fig. 6 - Répartition des sites découverts lors d'aménagements de ZAC.

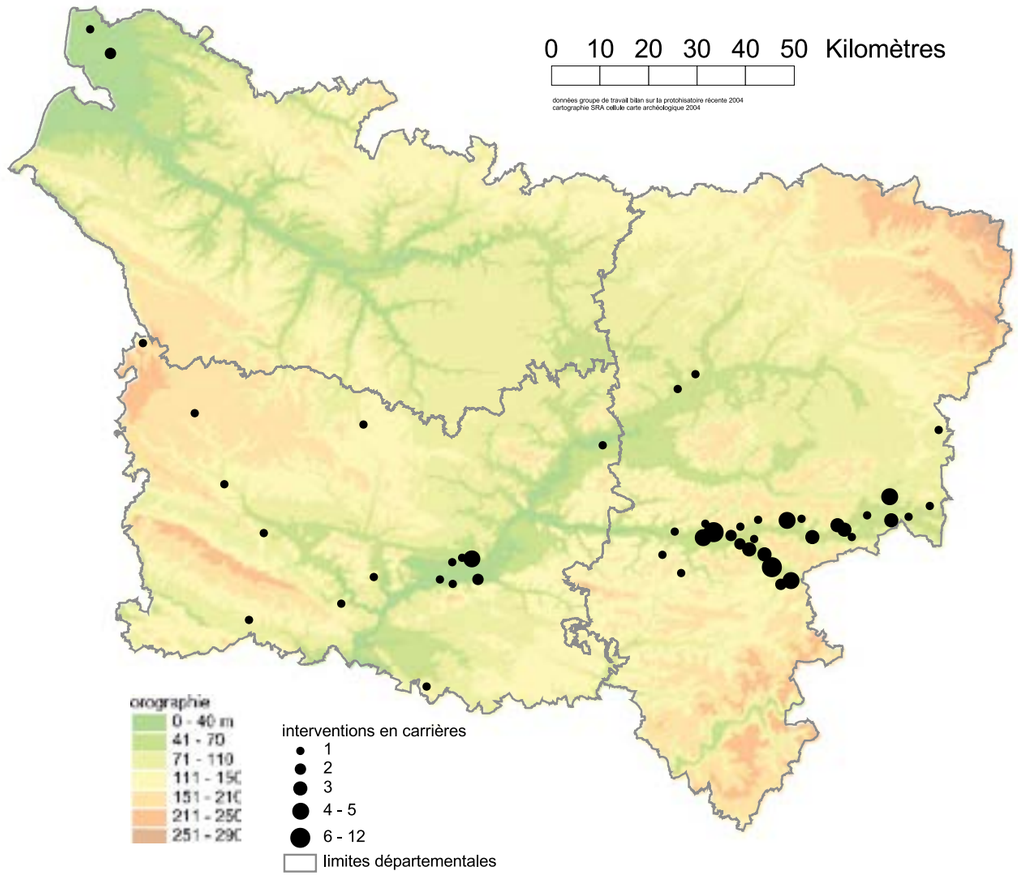


Fig. 7 - Répartition des sites découverts lors d'exploitation de carrières.

phase entre 1972 et 2001 dans laquelle le décapage était exhaustif, et une seconde phase, depuis 2002, dont le fonctionnement est le même que dans les interventions en ZAC ou en tracés linéaires. Dans le cadre du premier mode de fonctionnement jusqu'en 2001, les travaux archéologiques en carrières se sont déroulés dans le cadre de conventions annuelles globalisées dans lesquelles il était prévu des décapages exhaustifs sous surveillance archéologique, suivis d'une intervention de fouilles légère. L'exploitant a, en effet, l'obligation de décaper intégralement la terre végétale et de la stocker à part, en vue du réaménagement de la parcelle suite à l'extraction. Cette surveillance exhaustive a livré des résultats archéologiques de grande qualité dans la mesure où l'intégralité des sites a souvent été explorée, ainsi que leurs périphéries et, fait rarissime dans le cadre des autres contextes d'intervention, les zones extérieures vides ont été appréhendées. Cette dernière donnée est capitale dans le cadre d'une réflexion générale sur les modes d'appropriation de l'espace par les communautés humaines, dont celles de la Protohistoire récente, et pour l'étude des variations de peuplement d'une région, ou d'un secteur. Les données relatives aux zones vierges d'occupations archéologiques ont une valeur indéniable, notamment dans le cadre d'un *Système d'Information Géographique*, comme celui en cours d'élaboration dans la vallée de l'Aisne. Suite à la transformation en 2002 de l'AFAN, association régie par la loi de 1901, en INRAP, établissement public, les procédures administratives ont été alourdies et homogénéisées. Les dossiers ont été, désormais, traités au coup par coup et les conventions globalisées ont disparu. C'est la raison pour laquelle les archéologues de l'INRAP interviennent aujourd'hui dans les carrières selon les mêmes modalités que pour les travaux en contexte de ZAC, de tracés linéaires ou de lotissements, c'est-à-dire en procédant à un diagnostic en tranchées à hauteur de 10 % de la surface totale de la parcelle menacée, suivi ou non d'un décapage et d'une fouille. À ce titre, l'équipe de *Protohistoire européenne* de l'UMR 7041 travaillant dans les carrières des vallées de l'Aisne et de la Vesle regrette la situation précédente de globalisation des interventions, les paramètres de définition des terroirs et des territoires ne lui étant plus, ou très rarement, accessibles.

LA BASE DOCUMENTAIRE ISSUE DE L'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE

CONSTITUTION DE LA BASE DE DONNÉES

La réalisation d'un bilan pour la séquence du second âge du Fer en région Picardie ne peut se concevoir qu'à partir d'un inventaire des sites sondés, évalués et/ou fouillés. L'atout principal réside dans des travaux en cours ou réalisés, comme la thèse de François Malrain (Malrain 2000), et le bilan mené par Stéphane Gaudefroy dans le cadre de l'*Action Collective de Recherche* sur les opérations archéologiques des tracés linaires en Picardie Ces deux inventaires ont servi de première assise à la compilation des données. Un dépouillement des rapports (sondages, évaluations et fouilles) disponibles à l'INRAP, mené par Nathalie Gressier a permis de compléter ce pré-inventaire. Les bilans scientifiques de la Picardie et les cartes archéologiques de la Gaule pour les départements de l'Aisne et de l'Oise, confiés sur support informatique par le *Service régional de l'Archéologie*, ont étoffé l'ensemble. Les données livrées par les programmes sablières des vallées de l'Aisne et de l'Oise ont permis de finaliser ce corpus. Pour des raisons d'investissement personnel et de connaissances sur chacun des départements de la région, mais également pour pouvoir répondre au mieux au planning, la recension des sites a été réalisée par trois personnes : Frédéric Gransar pour l'Aisne, François Malrain pour l'Oise et Stéphane Gaudefroy pour la Somme. Il convient toutefois de souligner que le support d'enregistrement des données, prévu au départ sur une fiche détaillée émanant d'un PCR dirigé par Olivier Buchsenschutz portant sur les installations agricoles en Île-de-France n'a pas pu être utilisée en raison des contraintes de temps.

Les données

La Région

Au total, c'est près de quatre cents sites (n = 392) qui ont été inventoriés avec des proportions sensiblement équivalentes pour chacun des départements : 142 pour l'Aisne, 128 pour la Somme et 121 pour l'Oise (fig. 8 et document annexe II, p. 164). L'ensemble des données a été enregistré dans un fichier *File Maker* puis croisé avec un fichier

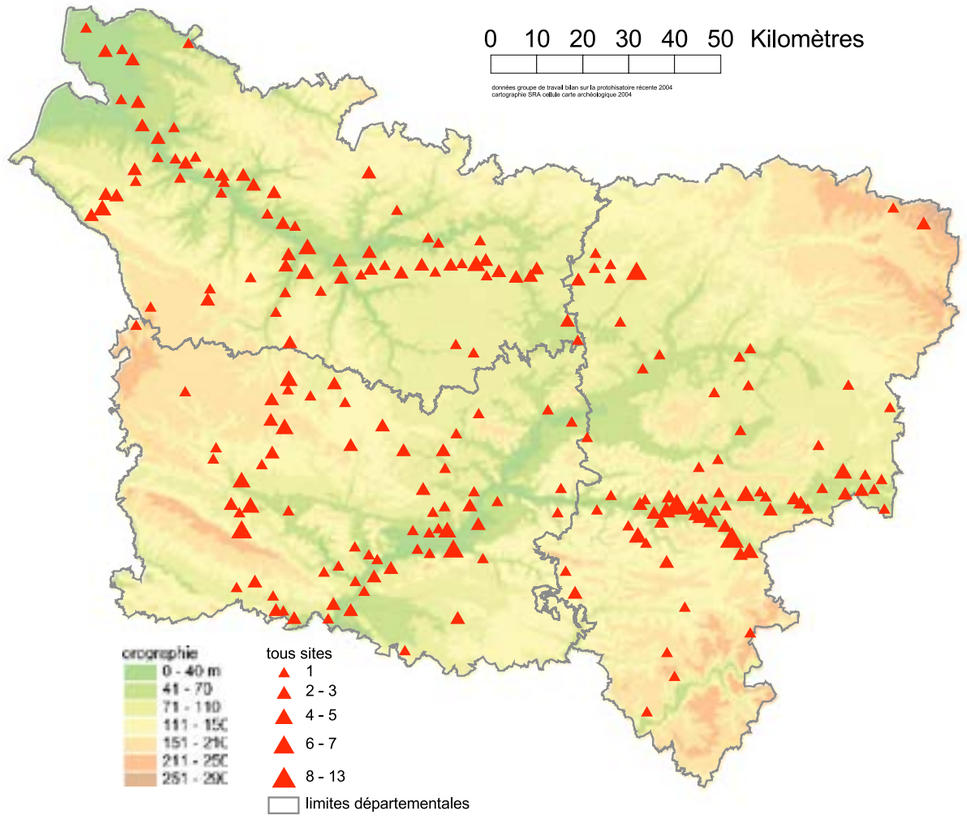


Fig. 8 - Répartition des 380 sites répertoriés en Picardie.

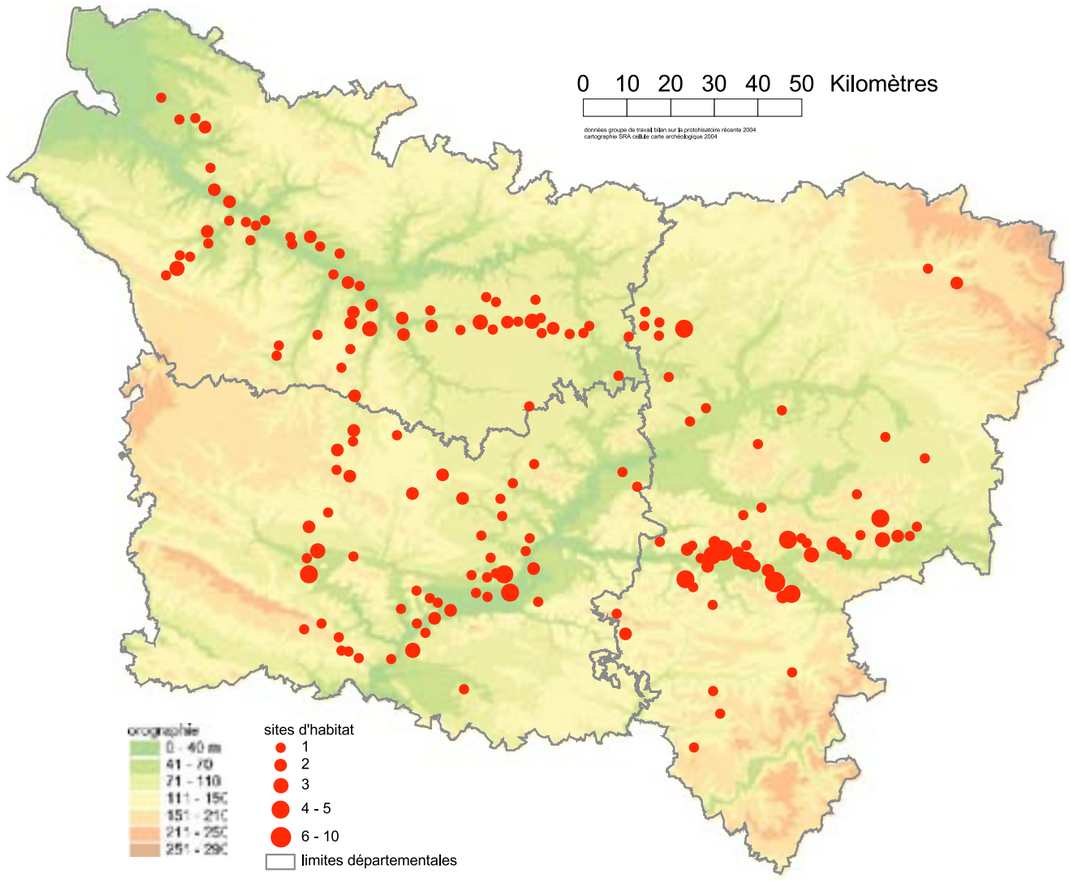


Fig. 9 - Répartition des sites d'habitats.

Excel pour les exploiter. Les informations livrées par le *Service régional de l'Archéologie* (n° INSEE de commune) ont permis de cartographier les sites à partir des centroïdes des communes. La répartition des sites selon leur nature (à ce stade de l'analyse n'est retenue que la très large division entre domaine funéraire et habitat) montre la très grande place qu'occupent les habitats avec plus des deux tiers des découvertes. Seulement 26 % des sites sont répertoriés dans la catégorie funéraire et 4 % d'entre eux sont indéterminés (fig. 9 et 10). Cette répartition au niveau de la région ne trouve pas d'échos à l'échelle des départements. Pour l'Aisne, aucun site n'est indéterminé et les habitats sont très nettement prédominants avec 82 % des sites inventoriés. Les sites funéraires y représentent moins de 20 % des occupations connues. Pour la Somme, la situation est très différente : les sites d'habitats sont connus à hauteur de 62 % et les classifications sous le générique funéraire représentent 34 % du corpus. 4 % des sites de ce département restent de nature indéterminée. Cette dernière catégorie est nettement plus importante pour l'Oise où ce sont près de 10 % des sites dont on n'a pas reconnu la nature. Les habitats et le funéraire y représentent respectivement 63 % et 28 % des sites connus.

L'Aisne

Le corpus des sites recensés dans le département de l'Aisne concerne 142 occurrences. Les 82 % de sites désignés dans un premier temps sous le vocable générique d'habitat concernent, en réalité, dans 26,5 % des cas des réseaux de parcellaire intégralement explorés et datés par du mobilier, dépendant des 42 % d'habitats au sens strict. Parmi ces derniers, l'immense majorité des occurrences sont des établissements ruraux à vocation agricole, auxquels on peut ajouter quatre *oppida* sondés ou fouillés sur de grandes surfaces : Pommiers et Villeneuve-Saint-Germain dans la cité des *Suessionnes* ; Condé-sur-Suippe et Saint-Thomas dans la cité des *Remi*. La première dénomination « d'habitat », par opposition au domaine funéraire, regroupe également quelques sites spécifiques, parmi lesquels neuf dépôts monétaires découverts au XIX^e siècle et sept batteries de silos fouillées ces quinze dernières années.

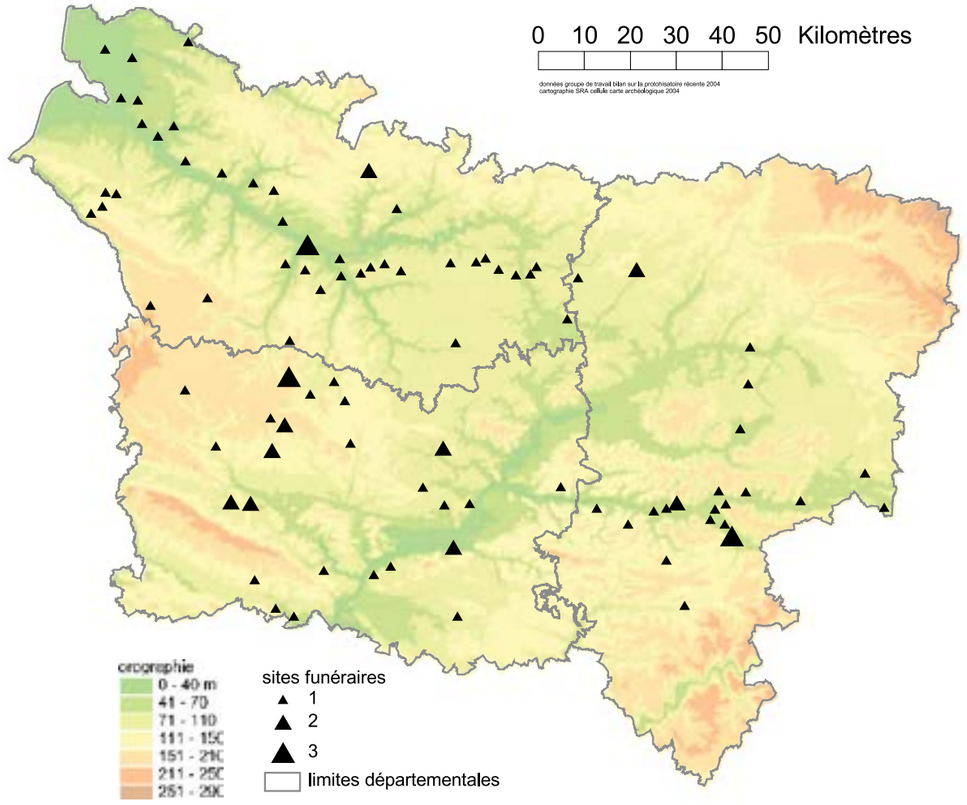


Fig. 10 - Répartition des sites funéraires.

Comme cela a déjà été mentionné, le funéraire n'est représenté que par 18 % des sites, encore s'agit-il le plus souvent de sépultures isolées ou de petits noyaux de moins de 10 tombes. Un seul cimetière de plus de 10 tombes est connu dans le département de l'Aisne pour la séquence de la Protohistoire récente, celui de Bucy-le-Long "Le Fond du Petit Marais", dans la vallée de l'Aisne, dont l'occupation à La Tène C1, C2 et D1 a regroupé 68 sépultures. Contrairement à l'Oise et à la Somme, le département de l'Aisne n'a pas livré de sanctuaire (fig. 11).

L'Oise

Le nombre de sites recensés pour le département de l'Oise s'élève à 121. Les informations recueillies sont très variées. À la simple mention de découverte isolée, on dispose, *a contrario*, de sites décapés sur de vastes superficies qui permettent d'analyser aussi bien la nature de l'occupation que son environnement. Les sites inventoriés sont pour la plupart des habitats (65 %), parmi lesquels on distingue 5 % d'*oppida* et 3 % de parcellaire, mais la grande majorité (57 %) correspond à des sites classés dans la grande catégorie des établissements ruraux. Des ponts ou passage à gué y sont connus, mais n'ont pas été fouillés. Il s'agit plus de la mention de leur existence lors de leur destruction par travaux d'aménagements sur la rivière. Le domaine funéraire, dans lequel on regroupe les nécropoles et les sanctuaires, occupe près d'un tiers des sites reconnus. Les 4 % des sites identifiés comme des sanctuaires ont aussi bien été l'objet de fouilles préventives que d'une recherche programmée. Les nécropoles, connues à hauteur de 23 %, sont principalement de petits ensembles liés à des établissements ruraux (fig. 11).

La Somme

Le nombre de sites concernant la Protohistoire récente dans le département de la Somme s'élève à 128. L'information recueillie sur ces sites est hétérogène, allant de la simple mention de structures mal datées jusqu'au site intégralement fouillé à l'occasion de multiples opérations et publié sous forme de monographie. Le nombre de sites pour lesquels nous disposons d'informations suffisantes est ramené à 104.

Parmi les 14 sites dont l'investigation s'est arrêtée aux sondages, la plupart ont livré quelques vestiges qui ont pu être étudiés dans le cadre de l'inter-

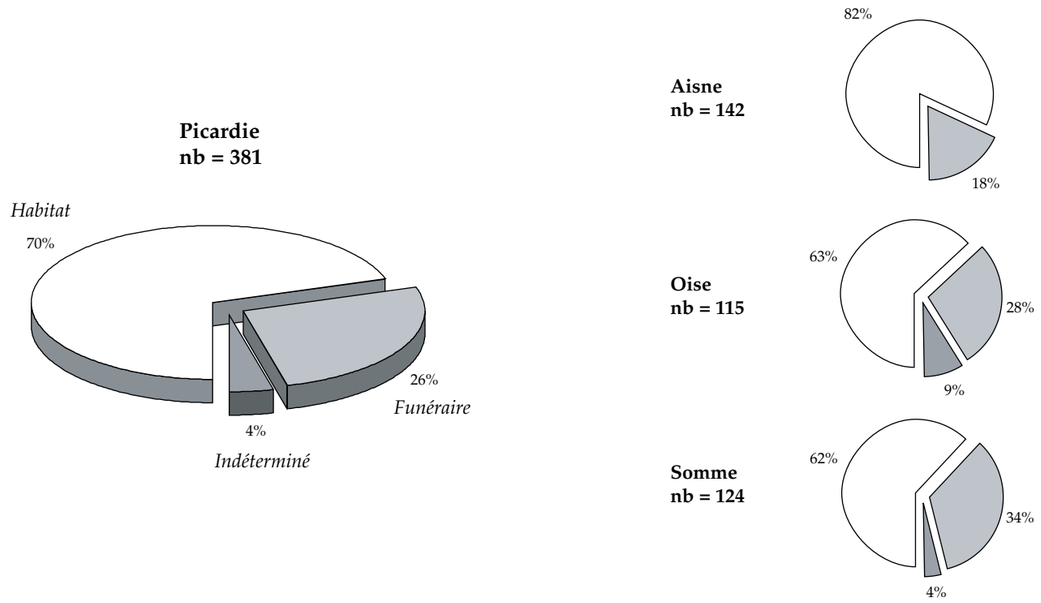


Fig. 11 - Distribution des sites d'habitat et des sites à caractère funéraire.

vention. D'autres ont été abandonnés en raison de l'indigence des vestiges, d'une érosion trop importante ou encore pour des modifications de projets de l'aménagement (fig. 11).

Près des deux tiers des sites découverts ont rapport avec l'habitat. L'essentiel concerne des établissements agricoles (49 %), d'autres se résument à des fossés parcellaires liés à ces fermes (8 %) et quelques sites concernent des *oppida* (5 %). L'archéologie préventive traite principalement des deux premiers cas, le sort des sites fortifiés de hauteur ou de plaine n'étant que peu abordé en sauvetage.

Si les travaux de Roger Agache avaient montré depuis longtemps la densité importante des établissements agricoles laténiens et romains sur les plateaux picards, c'est la récente multiplication des travaux préventifs qui permet d'en prendre toute la mesure, de définir le signalement type de ces fermes et de brosser un panorama de l'occupation laténienne.

Dans la Somme, comme dans toute la partie septentrionale de la Gaule, l'archéologie de la Protohistoire récente est d'abord l'archéologie des établissements ruraux. L'inventaire dénombre plus d'une soixantaine de sites avérés, chiffre que l'on peut très vraisemblablement étendre à plus de soixante-dix en prenant en compte les quelques établissements pour lesquels les données sont plus lacunaires. Cet habitat concerne 87 % des sites rencontrés par l'archéologie préventive et, dans plus d'un tiers des cas, il s'accompagne de structures funéraires. Les nécropoles trouvées seules ne concernent que 13 % des gisements. Le dernier tiers des sites découverts a rapport avec le domaine funéraire, pour 32 %, et les sanctuaires (2 %). Les sites n'ont jamais une vocation uniquement funéraire car lorsque la reconnaissance peut être étendue, un habitat contemporain est toujours voisin. Là encore les sanctuaires sont plutôt étudiés dans un cadre programmé.

ANALYSE DES RÉSULTATS

La Région

À l'échelle de la Région, on constate une très nette prédominance des occupations sur les plateaux avec près de 60 % des sites tandis que les plaines et les terrasses alluviales font l'objet d'une occupation humaine à hauteur de 43 %. L'impact des différents travaux d'aménagements du territoire est à l'origine de cette représentation qui ne peut être considérée comme une réalité archéologique. Une répartition homogène sur l'ensemble des entités topographiques peut être supposée (fig. 12).

Les implantations topographiques : choix ou contraintes ?

L'Aisne

Les occupations archéologiques de la Protohistoire récente du département de l'Aisne sont majoritairement implantées en fond de vallée (72 %). Les plateaux et rebords de plateaux ont été occupés à hauteur de 22,5 %. Enfin, les pentes et les versants ont livré 5,5 % des occupations laténiennes moyenne et finale. Il est indéniable que les principales rivières du département ont polarisé un grand nombre d'occupations, mais les proportions constatées dans l'Aisne semblent davantage être le reflet de celles des différents contextes d'intervention, plutôt que la traduction quantifiée d'une réalité protohistorique. En effet, l'importance quantitative des surveillances archéologiques en carrière (fond de vallée) et la relative rareté des aménagements de plateaux et rebords de plateaux, sous forme de ZAC et, plus encore, de tracés linéaires, introduisent vraisemblablement un biais. Les récentes opérations archéologiques de la ZAC de plateau à Ploisy "Courmelles", à quelques kilomètres au sud de Soissons, ont clairement montré une forte densité de sites laténiens, avec trois établissements ruraux successifs sur une surface sondée de 64 ha (Gransar 2005). En revanche, aucune structure funéraire n'y a été détectée, probablement en raison d'une érosion assez marquée.

L'Oise

Dans l'Oise, les occupations découvertes sont majoritairement localisées sur les plateaux ou leur rebord (53 %). Un peu plus d'un tiers des sites est installé dans les vallées, surtout celle du cours d'eau majeur : l'Oise. Les installations sur les versants sont moins denses (15 %). On observe toutefois une corrélation plus forte, sur cette position topographique, entre les habitats et les nécropoles ; ces dernières étant même supérieures aux habitats. Sur les autres reliefs, les nécropoles sont toujours nettement inférieures au nombre d'habitats. Les « cimetières » sont, pour la plupart, installés en bordure des limites entre les différents peuples gaulois et il semble qu'ils servent en partie de marqueur territorial. La répartition des sanctuaires semble compléter ce balisage. Ceci paraît être le cas pour les sanctuaires de Vendeuil-Caply (Massy 1983) et de Saint-Maur (Brunaux & Woimant 1989), situés tout deux en limite avec le territoire ambien. Le sanctuaire de Gournay-sur-Aronde, semble lui pouvoir jouer un rôle primordial par sa position stratégique au carrefour de trois peuples, les Ambiens au nord-ouest, les Viromanduens au nord-est et les Suessions au sud-est.

Il n'apparaît pas de contraintes dans le choix d'implantation au cours des trois derniers siècles précédant notre ère. Les sites se répartissent de manière plus homogène qu'aux périodes précédentes sur l'ensemble des terres disponibles.

La Somme

La Somme est une région de plateaux et, de ce fait, la très grande majorité des sites occupe cet étage topographique. Les longs transepts montrent un peuplement assez régulier que ce soit sur les parties centrales des plateaux ou à leurs marges, en bordure de versants ou même dans de légères pentes. Les aptitudes agricoles des terres sont assez uniformes et n'apparaissent pas être un facteur déterminant dans les choix qui motivent les implantations.

Notre connaissance de l'occupation des vallées secondaires ou des vallons secs est moins assurée car les aménagements évitent ces zones.

La répartition des cimetières semble toutefois répondre à des contraintes extérieures. Alors que l'on compte environ une nécropole pour deux

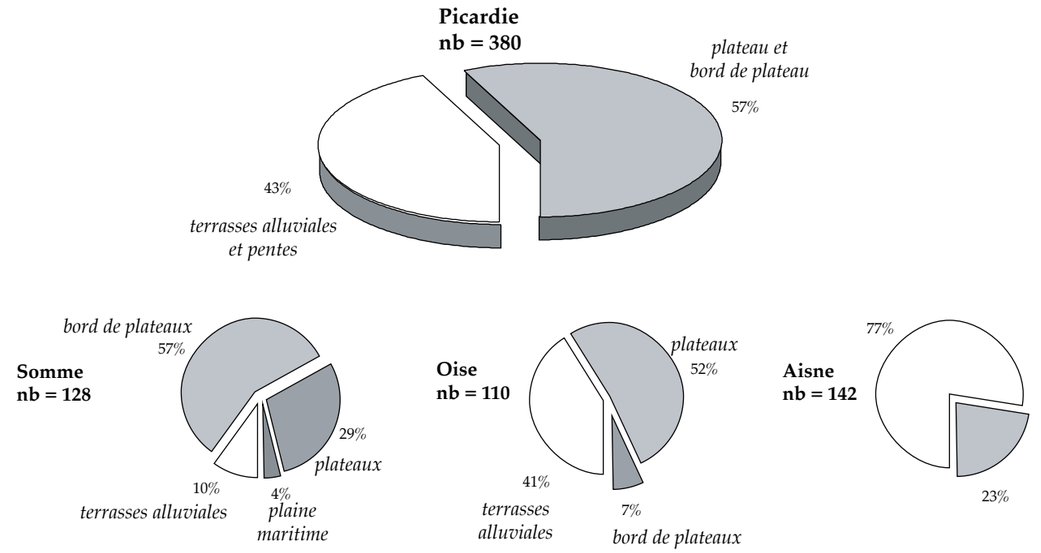


Fig. 12 - Distribution des sites par types d'implantations topographiques.

habitats sur les plateaux, sur leurs marges, on observe presque une parité. Ce phénomène coïncide avec celui observé dans le département de l'Oise, interprété comme le signe d'un marquage territorial par la consécration des espaces périphériques aux morts (Gaudefroy *et al.* 2001).

Nombre de sites par étape

L'Aisne

De nombreux sites ne sont pas intégrables à l'étude en raison d'une datation trop approximative comme, par exemple, « La Tène D », dans le meilleur des cas, voire « La Tène moyenne/finale ». Les sites datés par étape, notamment les cimetières et les habitats ayant livré un mobilier abondant, sont au nombre de 71, soit 50 % du corpus. Certains sites ayant livré des vestiges de plusieurs occupations diachroniques de la Protohistoire récente, il semble préférable d'étudier l'évolution quantitative par occupation, c'est-à-dire par étape.

Ainsi, nous dénombrons 17 occupations de La Tène B2. Il s'agit principalement de batteries de silos isolées dans le paysage (à distance des habitats contemporains) et de petits groupes de deux à trois sépultures. La Tène C1 ne compte que sept occurrences, majoritairement de petits cimetières. On constate donc un net déficit en sites d'habitat dans l'Aisne à La Tène moyenne. L'hypothèse la plus probable réside dans une évolution du choix d'implantation topographique des habitats à cette séquence chronologique, notre vision étant probablement biaisée par une surreprésentation des contextes de fond de vallée sur les terrasses graveleuses non inondables de l'Aisne et de la Vesle (Gransar *et al.* 1999 ; Pion *et al.* 1990).

Le début de La Tène finale, connaît un accroissement du nombre d'implantations, dont la proportion entre habitats et cimetières est équilibrée, avec 14 occurrences. Enfin, le nombre de sites augmente encore à La Tène D, avec des quantités similaires à La Tène D1 (28 sites) et à La Tène D2 (29 sites). Il apparaît cependant une légère diminution du nombre d'établissements ruraux à La Tène D2, à partir de la documentation lacunaire et très spécialisée sur les fonds de vallées du département de l'Aisne, qui pourrait trouver une explication dans un transfert de population occasionné par la création et le développement rapide des *oppida*. Cette hypothèse, non exclusive, reste cependant fragile.

L'évolution générale de la densité de sites, donc potentiellement de la pression démographique, à l'échelle de la Protohistoire récente va, dans l'Aisne, dans le sens d'un accroissement empiriquement constaté, mais non quantifiable (fig. 13).

L'Oise

Cette étape souffre d'une documentation lacunaire, les sites pour lesquels une datation a été donnée ne sont qu'au nombre de 72, soit seulement 37 % du corpus. Les commentaires sur ce graphique doivent donc être pris avec précaution. On observe ainsi une évolution constante du nombre d'occupations de la fin de La Tène ancienne jusqu'à la fin de La Tène D1 puis un net fléchissement à partir de la deuxième étape de La Tène D (La Tène D2). Une forte proportion des sites est donc attribuable à La Tène finale. Pour la majorité des sites découverts dans la plaine alluviale de l'Oise, ces datations sont assurées par une étude de synthèse de l'ensemble des occupations (Malrain & Pinard, à paraître). Comme ces sites sont au nombre de 51 sur les 72, on peut supposer que la tendance livrée par le graphique est réelle. On s'explique mal, en revanche, la faible part d'occupations à la fin de cette période. L'évocation d'un regroupement de population dans les *oppida* (comme mentionné ci-dessus) peut également être avancée, mais les investigations sur ces sites sont anciennes et n'ont concerné que de faibles surfaces ce qui ne permet en aucun cas d'étayer cette hypothèse. À notre sens, il s'agit plus d'un non-recoupement des données avec les collègues œuvrant sur les phases chronologiques suivantes. Il est en effet envisageable que des sites datés de la période gallo-romaine aient des racines antérieures ou synchrones à la conquête (fig. 13).

La Somme

Les 99 sites pour lesquels nous bénéficions de datations fines permettent de cerner la répartition des sites par phases chronologiques.

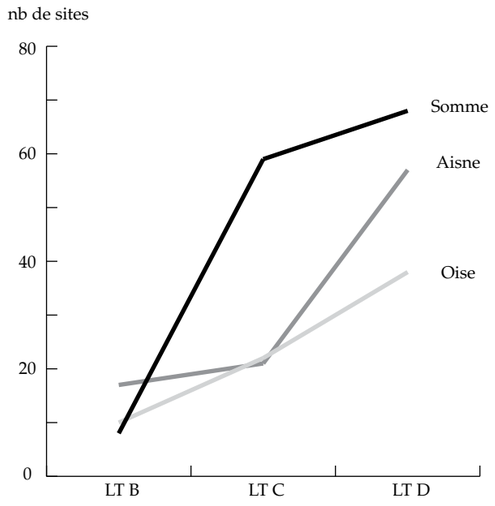


Fig. 13 - Évolution du nombre de sites au cours des trois dernières phases du second âge du Fer.

Il apparaît très nettement un déséquilibre entre le nombre de sites attribués à la fin de La Tène ancienne et les sites de La Tène moyenne. On constate, en fait, une progression du nombre de sites tout au long du second âge du Fer. Les sites appartenant à La Tène D et au gallo-romain précoce représentent plus de la moitié du corpus.

La distinction entre les sites d'habitat et les sites à caractère funéraire montre en revanche des progressions très différentes.

Les deux phases pré-*oppida* (La Tène C1 et C2) montrent un rapport similaire, avec un plus grand nombre de sites funéraires que de sites d'habitat, même si l'écart est réduit dans la deuxième phase. Le rapport s'inverse à La Tène D1 au profit des sites d'habitat. Cette tendance s'affirme très nettement à La Tène D2 et au gallo-romain précoce, où l'on compte alors quatre fois plus de sites d'habitat que de sites funéraires (fig. 13 et 14).

Créations et abandons des sites

La Région

Les disparités sont fortes entre les départements de l'Oise et de la Somme. Ainsi au niveau de la création des sites, on observe un hiatus chronologique entre les deux départements. Dans la Somme, c'est à La Tène C1 que l'on enregistre le plus de sites nouveaux, alors qu'il faut attendre le début de La Tène finale dans l'Oise et dans l'Aisne pour percevoir ce phénomène.

Ce constat suscite quelques interrogations. La première est, bien sûr, celle de la datation des ensembles d'un département à l'autre ; elle n'est pas faite par un même chercheur sur l'ensemble de la région mais répartie selon les personnes qui travaillent dans l'un ou l'autre des départements. Dans une synthèse des sites laténiens de l'Oise proposée dans les actes du colloque de Winchester, il avait déjà été noté que dans bon nombre d'articles, des sites dont certains mobiliers posaient problème échouaient inévitablement soit dans une phase ancienne de La Tène soit, au contraire, dans une phase récente (Gaudefroy *et al.* 2001). Aussi, l'accent était le plus souvent mis sur une rupture entre les différentes grandes étapes chronologiques du second âge du Fer, plutôt que sur un *continuum*, soulignant, en fait, notre incapacité à dater. Ce constat peut être étendu à l'échelle de la région. Une synthèse régionale serait nécessaire pour confronter les datations. Un premier essai sous forme d'article mené pour l'un des colloques de l'AFEAF à la suite du PCR sur la céramique en Gaule Belgique, a tenté de caractériser les ensembles céramiques des IVe et IIIe siècles avant notre ère de la région. Il est apparu que pour cette phase chronologique il existait un fond commun bien marqué pour l'ensemble de la région en termes de présence/absence des séries céramiques. Toutefois, dans le détail, il est apparu que certains vases sont propres à une aire géographique. Peut-être faut-il voir dans les décalages chronologiques du développement du nombre de sites d'un département à l'autre, des influences différentes (Fribouleт *et al.* à paraître).

L'Aisne

La documentation lacunaire sur les premières étapes de la Protohistoire récente de l'Aisne ne permet pas d'observer de déséquilibre entre créations et abandons de sites. En revanche, on assiste à un accroissement du nombre de sites à La Tène C2, puis à une nouvelle augmentation des effectifs à partir de La Tène D1, dont le niveau est maintenu à La Tène D2. Or, le débat sur l'évolution du processus de création/abandon de sites est

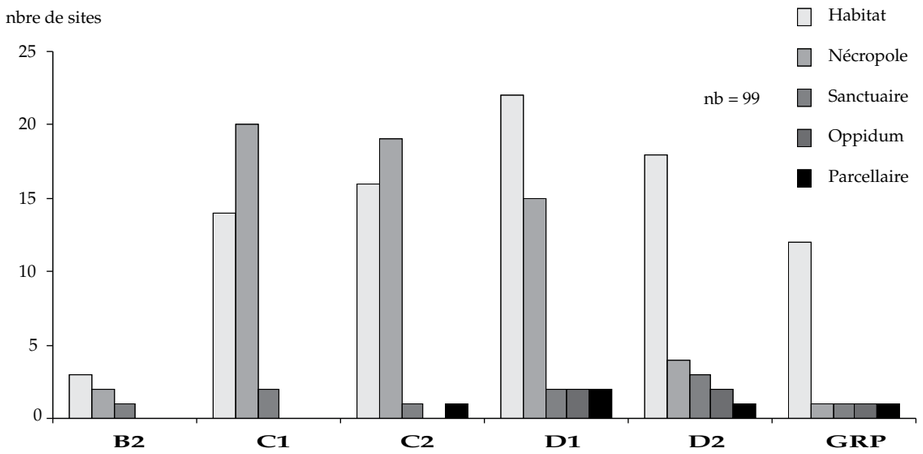


Fig. 14 - Évolution du nombre de sites par phases du second âge du Fer dans le département de la Somme.

fortement dépendant de la variable spatiale. Si la pérennité d'un site est manifeste lorsqu'il se reproduit sur place, comment faut-il interpréter un léger déplacement ou encore un transfert à quelques centaines de mètres, de l'autre côté d'un talweg par exemple ? La réflexion mérite d'être construite à partir de quelques secteurs-tests bien documentés, en quantifiant les intervalles de sites contemporains et diachroniques, à l'échelle de la Protohistoire récente, à l'aide de méthodes rigoureuses d'analyse spatiale inter-site (celle « des plus proches voisins » par exemple). Cette démarche serait amplement facilitée dans l'Aisne dans la mesure où les archéologues disposent d'excellentes périodisations régionales sur le groupe Aisne-Marne (Demoule 1999), puis sur le groupe rémo-suessionne (Pion 1996).

L'Oise

Dans l'ordre chronologique, on observe que les sites de la fin de La Tène ancienne comptent presque autant de création que d'abandon. Pour être plus précis, il faudrait ici observer cette information sur une plus longue plage chronologique en prenant en compte les sites inventoriés pour la Protohistoire ancienne. Pour La Tène moyenne, la création de sites augmente progressivement, mais dans le même temps des sites sont abandonnés, notamment à La Tène C2 qui compte 5 abandons pour 7 créations. C'est à La Tène D1 que l'on dénombre le plus de créations de sites avec dix-neuf occurrences, mais, là encore, un nombre important de sites est abandonné. À La Tène D2, la tendance s'inverse totalement avec plus d'abandon que de création. Là encore, il conviendrait de confronter ces données avec celles qui émanent de la phase chronologique ultérieure (fig. 15, haut).

Fig. 15 - Pourcentage de création/abandon de sites par phases chronologiques.

La Somme

C'est à La Tène C1 que l'on dénombre le plus de créations de sites pour deux fois moins d'abandons. Ensuite les données montrent un niveau égal de création et d'abandon par phases. À La Tène D2, la tendance est inversée : on dénombre deux fois plus d'abandons que de créations ; cette tendance s'amplifie encore au gallo-romain précoce.

La distinction entre les habitats et les nécropoles permet de préciser le propos.

La Tène C1 voit la fondation de 50 % des nécropoles qui composent le corpus ; ces créations décroissent ensuite à chaque phase jusqu'à ne plus représenter que 15 % à La Tène D1. Dans le même temps, le nombre d'abandon est inversement proportionnel, passant de 24 % à 32 %. L'étape C2 apparaît comme une période d'équilibre. La Tène D2 est caractérisée par un effectif très réduit puisque seulement 3 % des nécropoles sont créées à cette phase et que la grande période d'abandon entamée à la phase précédente s'achève alors avec un nombre encore proportionnellement élevé (12 %).

Concernant l'habitat, la tendance est à plus de créations que d'abandons, excepté à La Tène D2 et au gallo-romain précoce. La Tène C1 est caractérisée par le plus grand nombre de créations (35 %) tandis que la phase suivante marque un très net recul (15 %). À La Tène D2, le nombre de créations remonte à 25 % (fig. 15, bas).

LE DOMAINE FUNÉRAIRE

QUELQUES CONSIDÉRATIONS MÉTHODOLOGIQUES

Pour la Région, on note un déséquilibre important entre sites d'habitats et sites funéraires. Cela est particulièrement vrai pour le département de l'Aisne, dans une moindre mesure pour celui de l'Oise tandis que pour la Somme, même si l'on ne peut pas évoquer un équilibre, la disproportion entre les natures de sites est beaucoup moins forte.

Les raisons d'un tel déséquilibre entre les départements ne sont pas clairement identifiées, mais au niveau de nos modes de reconnaissance, quelques tentatives d'explications peuvent, néanmoins, être avancées. La première est celle des espaces d'intervention archéologique qui sont le plus souvent centrés sur les enclos d'habitats. Les tombes qui sont localisées dans cette aire peuvent être perçues, mais celles qui se trouvent dans leur environnement plus ou moins proche ont peu de chance d'être appréhendées. De plus, elles sont rarement ceinturées par un fossé comme à Canly (Gaudefroy & Pinard 1997), à Jaux (Malrain *et al.* 1996) ou encore à Allonne, ces trois sites se trouvant dans l'Oise (Paris 1994).

La seconde est celle de leur perception, pour la nécropole de Bucy-le-Long (Aisne) "Le Fond du Petit Marais", la forme originelle des fosses sépulcrales n'a, parfois, pu être reconnue tant leur remplissage était proche du substrat géologique. À Canly comme à Breuil-le-Sec, dans l'Oise (Degenne & Duval 1983), la même difficulté a été notée.

La troisième est celle de la mise au jour de ces tombes qui requiert un œil attentif. Au niveau des méthodes de terrain, les décapages habituellement pratiqués jusqu'au sol géologique en place les détruisent en partie et ceux qui sont réalisés moins en profondeur ne permettent pas de les déceler. Un décapage en trois temps multiplierait les chances de les découvrir sans trop de dégât, mais le budget nécessaire serait alors bien supérieur à ce qui est attribué pour une phase d'évaluation, soit le plus souvent, une journée-homme à l'hectare.

Enfin, la stratégie de sondage généralement adoptée (soit une tranchée de 2 m tous les 10 m dans le meilleur des cas) rend aléatoire leur découverte. Toutefois, ces deux suppositions n'élucident pas les raisons pour lesquelles les découvertes de tombes sont plus importantes dans le département de la Somme.

La réponse réside certainement en partie dans la nature des travaux dans le département de la Somme qui repose principalement, nous l'avons vu, sur des tracés linéaires. L'approche méthodologique qui y a été développée consiste, quand deux sites d'habitats sont découverts non loin l'un de l'autre, à décaper entre les deux, pour vérifier d'éventuelles liaisons entre les occupations. Les petites nécropoles, installées en position satellitaires des établissements ruraux, sont alors mises au jour. Toutefois, il convient de rester prudent car les décapages dans les vallées de l'Aisne et de l'Oise ont porté sur de vastes surfaces intégralement explorées, et les tombes associées aux habitats y sont rares, voire inexistantes. Il s'agit peut-être là d'une réalité archéologique qui peut s'exprimer en termes de différences de pratiques entre les divers peuplements gaulois qui occupaient l'actuelle Picardie. Une autre piste peut aussi être proposée. Les nécropoles qui ont été découvertes dans la Somme sont liées à des établissements qui occupent majoritairement les plateaux. Or, les découvertes de tombes associées à des habitats dans l'Oise, occupent la même configuration géographique ; il faut alors supposer que les fonds de vallée ne sont pas des lieux propices à la pérennisation du souvenir des défunts et que les tombes sont plus éloignées des habitats. Une dernière supposition peut être émise : les pratiques funéraires peuvent être très différentes d'une région à l'autre et là où une nécropole ne rassemble que quelques individus comme c'est le cas dans la Somme et en partie dans l'Oise, se substituent des nécropoles plus importantes dans l'Aisne qui pourraient rassembler les défunts de plusieurs communautés.

LE CORPUS

Cette partie traite du seul département de la Somme car les tombes qui y ont été découvertes sont nombreuses et riches d'enseignements. Les pratiques funéraires observées dans la Somme nous sont d'abord connues grâce, à la publication du site d'Allonville en 1973 (Ferdière *et al.* 1973). Depuis, l'acquisition de la documentation s'est considérablement enrichie avec la fouille de plus de 200 tombes dans la basse vallée de la Somme sur le tracé autoroutier de l'A16 nord (Baray 1997), avec la mise au jour de plus de 150 sépultures dans le Vermandois et sur les plateaux du Santerre impliquant le tracé autoroutier de l'A29/gazoduc (Buchez *et al.* 2000). Au total, l'inventaire fait état de 364 tombes, provenant de 42 sites, plus quatre sites pour lesquels nous ne disposons pas du nombre de tombes. Aujourd'hui, la documentation continue toujours à s'enrichir avec des fouilles menées autour d'Amiens (à Salouël et à Poulainville) et dans le Nord de la vallée de la Haute-Somme (à Méaulte). Il est ainsi possible, pour La Tène moyenne, de brosser le tableau des pratiques funéraires attribuables aux peuples belges avec ses nuances et ses particularismes. La Tène finale commence aussi à être mieux documentée.

LE RECRUTEMENT DES UNITÉS FUNÉRAIRES (NMI)

La répartition du nombre de tombes au sein des espaces funéraires est variable, mais la tendance est à un effectif très réduit puisque les deux tiers concernent des sites de une à six tombes. Dans ce groupe, il faut distinguer les tombes isolées, qui représentent à elles seules 29 % du corpus, et les ensembles regroupant de deux à six tombes, qui constituent 43 % du corpus.

Les tombes isolées sont fréquemment installées à une position stratégique, près d'un chemin ou d'une entrée, choix qui semblent révéler une volonté d'appropriation d'un espace. La tombe est, peut-être alors, un acte fondateur de l'implantation d'un habitat ou alors elle montre des changements de

statuts ou de propriété. Toutefois ces tombes sont souvent peu remarquables par leur composition et dans quelques cas, elles sont pillées anciennement comme à Poulainville (Somme).

La modestie des sites funéraires est mise en relation avec la dimension des sites d'habitat, c'est-à-dire que le schéma d'occupation du sol actuellement proposé associe un site rural et son réseau viaire (fossé et chemin) à un cimetière attenant, suggérant par conséquent un recrutement de type familial. La grande majorité des nécropoles sont situées dans l'enceinte même de l'habitat, dans un espace ouvert dans la moitié des cas, ou le long d'un fossé ou encore à l'intérieur d'un enclos pour l'autre moitié. Aussi la nécropole de Visme-au-Val (Somme) constitue une exception, avec son enclos quadrangulaire spécifique. D'autres exemples évoquent l'usage « opportuniste » d'un segment de fossé ou d'une branche d'enclos déjà existant.

S'il est délicat de discuter, à partir des vestiges osseux brûlés, des liens de parenté entre les défunts ou de l'implication du genre dans l'organisation des cimetières, on soulignera tout de même l'absence récurrente des périnataux (enfants décédés avant le 28e jour) et la faible représentation générale des sujets immatures. Certaines nécropoles ne regroupent que des sujets adultes ou sub-adultes. Parmi les enfants présents, le cas d'une tombe du site de Cizancourt "La Sole des Galets" (Somme) mérite d'être soulignée car elle contient, malgré le jeune âge du défunt, des marqueurs statutaires forts semblables à ceux qui sont utilisés pour les adultes (Lefevre 2002).

On rencontre parfois sur des sites dont le décapage a pu être étendu plusieurs groupes de tombes qui semblent se rattacher au même site d'habitat (Glisy, Pont-Rémy "Le Fond Baraquin", dans la Somme). La fonction des lieux sépulcraux dévoile alors toute sa complexité : s'agit-il du déplacement du lieu funéraire d'un même groupe dans le temps ou de la répartition des défunts dans plusieurs lieux selon leur rang et leur fonction ?

Les regroupements plus importants, entre 9 et 22 tombes sont moins fréquents (21 %) et encore plus rares (5 %) quand ils rassemblent entre 28 et 38 tombes.

La nécropole d'Abbeville "Sole à Baillon" (Somme) avec un nombre exceptionnel de 92 tombes fait à ce jour encore figure d'exception (Baray 1997). C'est l'hypothèse d'un grand cimetière communautaire qui peut pour la première fois être avancée.

La pratique de la tombe individuelle prédomine fortement dans la région étudiée de sorte que le nombre de sépultures découvertes correspond au nombre minimum de défunts. En revanche, l'association de deux, voire trois défunts s'avère plus fréquente dans les Ardennes ou au Luxembourg. Plus près, dans l'Oise, c'est le site d'Allone "ZAC de Ther" qui comportent de nombreuses tombes avec 4 ou 5 défunts (Paris 1996).

Si l'on perçoit mieux le mode d'implantation des sites funéraires dans le paysage, on devine seulement l'importance des tombes dites « isolées », des os humains épars trouvés dans des fossés, des défunts retrouvés dans des structures détournées de leur fonction initiale (silos, fossés de parcellaire, enclos…). Une des perspectives d'analyse est bien d'intégrer toutes les formes de sites funéraires afin de définir ce qu'est un territoire funéraire au cours du second âge du Fer, territoire qui probablement dépasse largement le cadre du cimetière.

LE TRAITEMENT DU DÉFUNT

Une des originalités de la Somme est la quasi-exclusivité de la pratique de l'incinération. Cette forte homogénéité du traitement du corps trouve un équivalent seulement dans le Nord et le Pas-de-Calais. Parmi les quelques cas d'inhumations, citons celui de Cizancourt "La Sole des Galets" isolé parmi 15 incinérations et celui d'Estrée-Deniécourt (Somme). La coexistence de deux pratiques, au sein d'un même contexte culturel est observable, plus au sud et plus à l'est, dans l'Oise et l'Aisne. Sur le site de Mory-Montcrux "Les Vignes d'en Haut" (Oise), l'inhumation est dévolue qu'aux enfants (Blanchet 1983). La crémation, adoptée au cours du fonctionnement de la nécropole de Bucy-le-Long "Le Fond du Petit Marais", dans l'Aisne (Pommepuy *et al.* 1990), concerne les enfants selon leur âge ou leur rang. Cette pratique contraste avec les principes observés dans la Somme (fig. 16).

Afin de comprendre et de discuter du choix des gestes funéraires, un protocole de fouille des dépôts cinéraires, considérés comme des micro-gisements a été mis en place. Il a pris la forme d'une chaîne opératoire qui rend compte de l'ensemble du processus de transformation du défunt (sur le bûcher et dans la tombe). Cette démarche montre une normalisation des pratiques crématoires et des modes de transfert des os mais un net particularisme au niveau du choix des contenants, exclusivement sélectionnés parmi des objets en matière périssable.

L'autre point fort concerne la découverte des premiers bûchers funéraires, dont la rareté surprend. Au second âge du Fer, la crémation est attestée dans la Somme dés le IVe siècle, et laisse quelques 400 témoignages sous la forme de tombes. Or, pour les bûchers, on citera pour l'heure le

possible bûcher de Villers-les-Roye (Buchez & Dumont 1996) et ceux découverts récemment à Méaulte. La difficulté d'identification de ce type de structures semble liée à l'absence de critères de reconnaissance lorsqu'ils ont été vidés de leur contenu osseux. Ils ne sont alors rattachés au domaine funéraire qu'à condition d'être associé à des tombes.

ARCHITECTURE INTERNE ET SUPERSTRUCTURE

La mise en évidence d'une superstructure est, à ce jour, encore une découverte appréciable. En rapport avec les tombes dites « riches », sa présence n'a, en effet, rien de systématique. Des éléments architecturaux conservés, peuvent subsister un fossé d'enclos quadrangulaire (Allonville, Salouel, Méaulte, dans la Somme) ou quatre poteaux porteurs placés aux angles de la tombe, plus rarement dans la structure elle-même comme à Bouchon, Saint-Sauveur, Vignacourt "Le Collège 2", Méaulte, dans la Somme (Baray 2002). On sait par l'analyse conjointe des coupes stratigraphiques et la micromorphologie des sédiments que les sépultures devaient parfois être couvertes de terre.

La morphologie de la tombe, souvent carrée ou quadrangulaire, est interprétée comme indice de coffrage des parois, structures qui ne s'appuient ni sur une sablière basse, ni sur poteaux. À Cizancourt (Somme), l'étude de la micromorphologie des sédiments révèle l'usage d'un plancher. À Allonville déjà, des stigmates de stagnation d'eau au pied des vases avaient permis d'évoquer un comblement particulier de la tombe. L'étude des coupes stratigraphiques à Marcelcave (Somme) ou Estrées-Deniécourt a montré la présence d'un système de couverture.

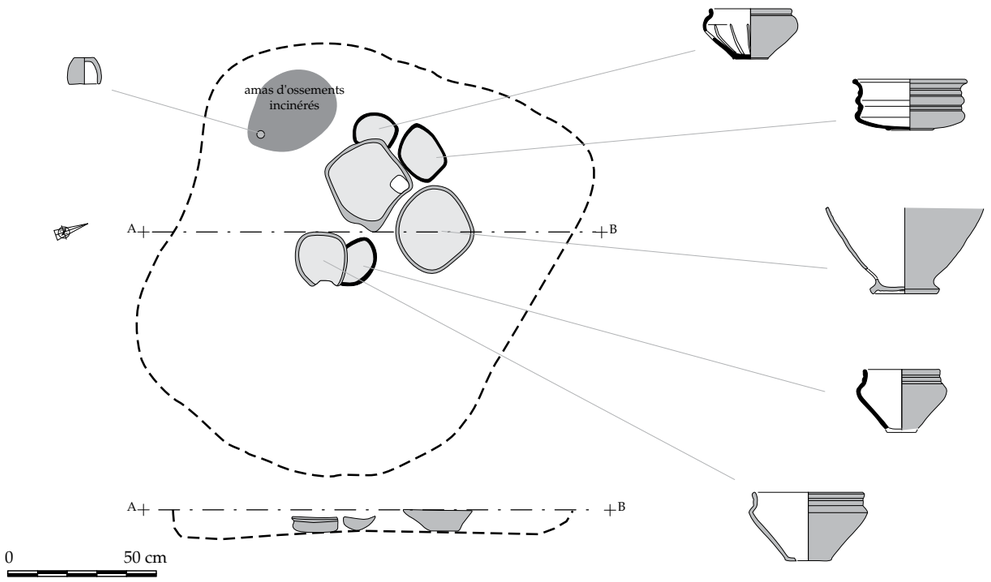


Fig. 16 - Exemple de tombe à incinération liée à un habitat : Saleux "La Vallée du Bois de Guignémicourt" (Somme).

Il conviendrait d'élargir la recherche d'indices ténus d'architecture aux fosses de morphologie irrégulière qui, plus modestes, ont pu également présenter un aménagement interne.

On soulignera l'importance, pour répondre à ces questions, de combiner études stratigraphiques et micromorphologie, étude taphonomique des objets et des os avec la recherche des traces fugaces directes et indirectes de matière périssable. L'un des plus beaux exemples d'aménagement interne en matière périssable découvert est sans doute les pièces de bois creuses placées en biais dans les tombes d'Estrée-Deniécourt, et interprétées comme des conduits à libation (Prilaux 2005).

LA TOMBE ET LA NÉCROPOLE COMME VÉHICULE D'UN DISCOURS SOCIAL, CULTUREL

Grâce aux abondantes découvertes effectuées depuis le début des années 1990, la caractérisation des pratiques funéraires dans différents secteurs de la Somme est bien avancée (Bayard & Buchez 1998). Reste à diffuser le résultat des fouilles. On dispose des moyens pour entrer dans l'analyse de micro-variations, en quelque sorte de discuter du particularisme des différents peuples qui coexistent dans la région au cours du second âge du Fer.

La variété des tombes au sein des sites est représentative des différentes strates de la société. Elle a aussi favorisé l'élaboration de modèles de lecture des signes de prestige et de pouvoir (Baray 2004). Le rang du défunt se manifeste peu par le port d'armes (on notera que les rares sites concernés se localisent le long du littoral) mais par l'importance du dépôt d'ustensile de cuisine en métal qui évoque la préparation ou la consommation collective de nourriture et/ou de boisson. Il se traduit encore par la construction d'une chambre funéraire et parfois d'une superstructure.

LES SANCTUAIRES ET SITES DE TROPHÉE

La Picardie a été à l'origine d'un renouveau des études portant sur les lieux de cultes gaulois dans les années 1970/1980 en montrant que les premiers sanctuaires gaulois étaient bien antérieurs à la Conquête. Cette recherche très dynamique depuis la découverte du site de Gournay-sur-Aronde dans l'Oise n'a cessé de se renouveler depuis une vingtaine d'années (Brunaux, Méniel & Poplin 1985; Brunaux 1991). La bibliographie, très abondante sur le sujet (voir index bibliographique), témoigne de cette recherche active. Après plusieurs fouilles, les problématiques ont évolué car ces sites, loin d'être homogènes, présentent une grande diversité de types. Certains, comme celui de Ribemont-sur-Ancre, dans la Somme, pourraient plutôt s'apparenter à un monument militaire édifié à la suite d'un épisode guerrier (Brunaux & Malagoli 2003). Récemment a été publié un état des lieux sur cette question dans un dossier paru dans la revue *Gallia* (Arcelin & Brunaux 2003). Cette composante de la société laténienne est aussi l'une de celles qui a été le plus médiatisée comme en témoignent les nombreux ouvrages de vulgarisations et les émissions télévisuelles.

LES ÉTUDES DE FAUNES

Les études de faunes étant particulièrement nombreuses pour cette période de la Protohistoire en Picardie, nous renvoyons le lecteur à l'article de Ginette Auxiette et Patrice Méniel qui développent ce sujet de la page 157 à 162.

LE PALÉOENVIRONNEMENT

La carpologie (étude des fruits et graines) s'est développée en Picardie à partir des années 1980 grâce aux travaux de Philippe Marinval sur le TGV Nord, de Jan Peter Pals sur le tracé de l'autoroute A28 et surtout de l'implication personnelle de Corrie Bakels et de son équipe au sein du programme d'étude des sites de la vallée de l'Aisne. Les études se sont multipliées depuis la mise en place d'un petit laboratoire de botanique au sein du CRAVO à Compiègne. Cette unité regroupe trois carpologues : Véronique Matterne, Marie Derreumaux et Sidonie Preiss, travaillant sur la moitié Nord de la France et plus particulièrement en Picardie.

À ce jour, 62 études carpologiques ont été réalisées en Picardie (document annexe III p. 171) dont 18 ont fait l'objet d'une publication particulière (*cf.* biblio carpologie). Le second âge du Fer, l'époque romaine et le haut Moyen Âge représentent les périodes archéologiques les mieux documentées du point de vue botanique. Quinze ouvrages ou articles de synthèse consacrés en tout ou en partie au développement de l'agriculture s'appuient sur des études carpologiques de sites picards. Des campagnes de prélèvements systématiques ont accompagné les grands travaux en région picarde, notamment sur les tronçons du TGV Nord, du TGV Est européen et les tracés des autoroutes A28, A16 et A29. Cet effort a été mis en place grâce à la collaboration des archéologues de l'AFAN/INRAP et du *SRA de Picardie*, sensibles à l'apport des études environnementales pour la compréhension du fonctionnement des fermes et des habitats protohistoriques et historiques. Didier Bayard s'est intéressé très tôt aux modalités d'exploitation des établissements ruraux du plateau picard. Il a consacré aux disciplines environnementales une large place au sein de l'ACR qu'il dirige : « Quinze ans d'archéologie préventive sur les grands tracés linéaires en Picardie » (2004-2006). Des collaborations suivies ont également été entretenues avec les équipes archéologiques

travaillant sur le peuplement des vallées de l'Aisne et de l'Oise, ce qui a permis d'inscrire l'agriculture dans les thèmes de recherche privilégiés par ces programmes.

Cette mobilisation en faveur de la discipline a débouché sur des travaux universitaires (3 thèses de doctorat, dont une en-cours) mais aussi sur la rédaction d'ouvrages collectifs retraçant l'évolution des productions agricoles à partir des vestiges de faune, des restes botaniques et des aménagements archéologiques (Malrain, Matterne & Méniel 2002). La carpologie a démontré ses potentialités et il serait dommage que les découvertes se ralentissent faute d'un protocole d'étude adéquat. Rappelons que seul un échantillonnage en vrac d'un maximum de structures archéologiques, suivi de tamisages à l'eau, est susceptible de livrer des données statistiquement fiables quant aux ressources alimentaires d'un site ou d'une région. Espérons donc que ce matériel discret mais combien parlant puisse désormais être étudié au même titre que la céramique ou que la faune.

La base de données portant sur la moitié Nord de la France devenant conséquente (près de 200 études carpologiques), il est désormais possible de reconnaître des économies agricoles spécifiques à l'échelle de grandes régions, pour des périodes allant du Néolithique au début de l'époque médiévale. À l'intérieur de ce schéma global se dessine l'originalité d'un établissement ou d'une micro-région, en termes de production, de consommation ou d'utilisation symbolique des végétaux (par exemple dans les pratiques funéraires). Des évolutions significatives apparaissent également, qui marquent des périodes de transformation et d'inventivité dans les pratiques agraires mais qui peuvent aussi résulter d'un climat politique, comme l'épisode de la Conquête romaine.

Les autres sciences touchant à l'environnement, des sites Picards ont aussi livré des résultats. Ainsi les études palynologiques menées par Muriel Boulen, Chantal Leroyer et André Munaut couvrent l'ensemble de la Picardie et permettent d'appréhender l'environnement proche des sites. Les résultats convergent vers une déforestation importante qui peut être placée chronologiquement au début de notre plage chronologique (Leroyer dans Malrain & Pinard, à paraître ; Defgnée & Munaut 1996).

En revanche, faute d'acteur dans cette discipline, les charbons de bois n'ont été que ponctuellement étudiés. Ce domaine riche en perspective sur la gestion des ressources naturelles est amené à se développer ces prochaines années tant en ce qui concerne les sites d'habitats que les sites funéraires. Rappelons, en effet, qu'à cette époque, la pratique de l'incinération nécessite un recours aux ressources naturelles lors de la crémation et que le bois est abondamment utilisé dans le cadre de la vie quotidienne (architecture, feu, meubles, palissades, outils etc.).

LES TRAVAUX UNIVERSITAIRES

La compilation des travaux universitaires n'a pas pu être menée. Il est en effet difficile de rassembler cette documentation qui est dispersée dans les Universités françaises, à l'EHESS, à l'IRRAP ou encore dans des centres ou des associations de la région. Il est souhaitable qu'à l'avenir une copie de chaque travail universitaire soit envoyée au *Service régional de l'Archéologie* afin d'alimenter la bibliothèque mais, surtout, et c'est important, de manière à éviter que plusieurs personnes ne travaillent sur le même sujet. Pour l'instant, l'inventaire fait état de dix-sept maîtrises, treize DEA, et douze thèses. La répartition des travaux universitaires n'est pas identique selon les départements. Les études ont porté sur différents axes de recherches et aucun domaine fondamental n'a été négligé. Plusieurs sujets ont porté sur des sites d'habitats, parmi lesquels les *oppida* et les fermes ont tenu une place importante. Les grands sanctuaires ou les lieux de trophée de référence internationale, comme Ribemont-sur-Ancre, dans la Somme, ou Gournay-sur-Aronde, dans l'Oise, ont généré d'abondants sujets d'étude. Les nécropoles ont intéressé de nombreux étudiants/chercheurs et les questions anthropologiques n'ont pas été oubliées. Pour l'ensemble des sites, qu'ils appartiennent à la grande catégorie des habitats ou au domaine funéraire, la culture matérielle à fait l'objet d'études de pointe. Enfin, on peut considérer que les études environnementales, avec des sujets qui ont certes dépassé ce simple cadre géographique, ont été l'un des points forts de la recherche, tant régionale que nationale comme les thèses portant sur la faune par exemple.

Quelques réflexions sur le développement des diplômes dans les années à venir peuvent être émises. La part importante des études qui ont été menées tant dans la vallée de l'Aisne qu'au *Centre archéologique de Ribemont* et, dans une moindre mesure, dans l'Oise, montre indéniablement la relation très forte qui unit des équipes archéologiques stabilisées avec de véritables problématiques de recherche et la production de diplômes. L'intégration progressive d'étudiants, leur suivi scientifique, et les discussions ont le plus souvent conduit à des productions de qualité dont une partie s'est concrétisée par l'élaboration de thèses.

Si cette situation a perduré, jusqu'au début des années 2000, des inquiétudes sont à formuler pour l'avenir. La fin du programme de la vallée de l'Oise, une dispersion de plus en plus forte de l'équipe de la vallée de l'Aisne, vont, malheureusement,

contribuer à un net tarissement de ces viviers de chercheurs. Il faut aussi ajouter les difficultés de plus en plus grandes d'accueillir des bénévoles, qu'ils soient étudiants ou simplement amateurs, sur les chantiers de fouille. Cette situation est néfaste dans le sens où il est beaucoup plus difficile de repérer les personnes réellement motivées. D'un point de vue humain, les relations entre étudiants et chercheurs régionaux s'apparentent maintenant, le plus souvent, à une livraison de données pour mener un travail universitaire, ce qui est dommageable à la qualité que l'on peut en attendre.

LE PROBLÈME DU RECRUTEMENT

Le recrutement du personnel au sein de l'inter-région Nord/Picardie dans l'INRAP, qui n'a pas intégré de jeunes chercheurs depuis plusieurs années, n'est pas sans poser de problème. Si l'on peut, certes, attendre des travaux de qualité d'une population « vieillissante », il est indispensable de remédier rapidement à cette situation afin de redynamiser la recherche en Picardie ces prochaines années. Enfin, il est souhaitable que, dans le cadre du développement de conventions entre l'INRAP et les Universités, une programmation de certaines fouilles puisse être mise en place afin de former et de susciter de nouvelles vocations. Le fléchissement actuel pourrait donc être très facilement inversé par une politique de recrutements ciblés et un retour à une situation antérieure avec accueil de stagiaires.

SYNTHÈSE ET PERSPECTIVES

Les problématiques développées en Picardie ont donné des résultats de recherche probants même si, dans le détail, l'ensemble n'est pas exempt de critiques. Ce bilan ouvre de nouveaux champs d'investigations qu'il conviendra d'explorer dans les prochaines années. Les pistes qui sont évoquées ne représentent que quelques exemples d'axes de réflexions.

L'HABITAT GAULOIS: LE PHÉNOMÈNE DES ÉTABLISSEMENTS AGRICOLES

Les connaissances sur les sites à enclos ont beaucoup progressé ces dernières années, comme en témoignent les colloques qui ont été organisés sur ce thème. L'un avait pour but d'esquisser un bilan des découvertes (Buchsenschutz & Méniel 1993), un second visait à étudier plus spécifiquement les effets de la romanisation (Bayard & Collart 1996) et un troisième - les installations agricoles de l'âge du Fer en France septentrionale - dresse un bilan des recherches en proposant quelques synthèses (Marion & Blanquaert 2000). En parallèle, des publications monographiques comme celles de Plouer-sur-Rance, dans les Côtes-d'Armor (Menez *et al.* 1997), de Jaux "Le Camp du Roi" (Malrain *et al.* 1996) et des études thématiques portant sur l'analyse spatiale (Malrain 1990; Gransar *et al.* 1997) ont permis d'éclaircir leur mode de fonctionnement. En 2000, sont parus les actes d'une table ronde organisée à Ribemont-sur-Ancre sous l'égide de Jean-Louis Brunaux avec comme thème: *Des enclos pour quoi faire?* Les contributions essentiellement centrées sur le *Belgium* ont permis de dresser un bilan, tant sur les différents types d'enclos et leur dévolution que sur les modes d'aménagements et de comblements des structures fossoyées. Les articles montrent un progrès de la recherche dans ce domaine avec l'apparition de nouvelles pistes sur la fonction des enclos mais aussi de nombreuses interrogations quand à la dynamique de comblement des fossés. Les approches menées par les micromorphologues et les sédimentologues montrent tout l'intérêt que nous aurions à développer des collaborations étroites avec d'autres méthodes de recherche (Brunaux 2000).

La thèse de doctorat de Véronique Matterne (Matterne 2002) et celle de François Malrain (Malrain 2000) combinées aux travaux de Patrice Méniel ont permis de documenter un ouvrage sur les paysans gaulois (Malrain *et al*. 2002). Enfin la thèse de doctorat de Frédéric Gransar a permis de mieux comprendre les modes de stockage et leurs évolutions (Gransar 2002). Les enseignements livrés par cette littérature, dont une bonne part concerne la Picardie, montrent que le sujet des établissements ruraux est loin d'être épuisé, au contraire même, il ouvre de nouvelles pistes d'investigations dont les principales sont brièvement énumérées ci-dessous.

VERS UNE MEILLEURE DÉFINITION DES TERMES

La première, qui apparaît incontournable, est celle d'une meilleure définition de la nature des sites. Le dépouillement des multiples sources d'information s'est confronté parfois à un problème d'identification de la nature des sites, à partir de données descriptives trop souvent partielles et hétéroclites. La difficulté de la reconnaissance des objets de l'étude est particulièrement révélatrice d'une archéologie en mouvement, qui souffre de ne pouvoir prendre le temps de digérer l'information.

La terminologie utilisée par les chercheurs pour décrire les sites s'avère très réductrice. Elle tend à donner une vision simpliste qui ne fait pas toujours cas des particularismes. La science archéologique a créé des cases, que les chercheurs essayent tant bien que mal de remplir. L'explosion de notre activité a contribué à creuser un fossé entre la réalité du terrain et les principes enseignés. Il apparaît aujourd'hui nécessaire de redéfinir des

RAP - n° 3/4, 2005, François Malrain, Stéphane Gaudefroy & Frédéric Gransar, *La Protohistoire récente. III^e siècle - 1^ère moitié du premier siècle avant notre ère*

termes aussi usités que « habitat » ou « nécropole » et de poser la multiplicité des cas.

Si l'on veut pouvoir synthétiser la foison de données issues de l'archéologie préventive, il est urgent de réfléchir aux outils de leurs descriptions. Derrière le terme d'habitat, on doit, par exemple, savoir s'il y a des traces d'activités de production et de transformation liées à un atelier spécialisé. On doit pouvoir établir le niveau de richesse du groupe humain, et donc avoir un état précis des mobiliers exhumés. Il faut, bien sûr, connaître la façon dont les structures ont été fouillées, manuellement ou mécaniquement, et quel pourcentage des structures a été réellement ouvert. Bref, autant d'informations qui permettront de dresser le signalement du site, en termes de hiérarchie sociale et de production économique, afin de le positionner dans la longue liste des habitats. À défaut de posséder ces informations, le recensement reste très schématique et impropre à une classification.

En effet, et c'est là l'un des effets contradictoires de la recherche, le fort investissement de Roger Agache, dans ce domaine d'étude, puis les analyses menées par François Malrain ont abouti à un classement systématique des sites ceinturés par un fossé dans la catégorie des exploitations agricoles. Or, il s'avère qu'en Picardie, comme ailleurs, les sites sont pratiquement tous enclos à partir du III^e siècle avant notre ère et parfois même antérieurement, ce qui n'augure en rien de leur fonction. Une nouvelle cartographie des différents travaux artisanaux qui se déroulent dans les établissements ruraux doit être menée afin de servir de base de réflexion à une meilleure classification des sites. Si l'on a pu, pour l'Oise, à partir d'un travail de thèse (Malrain 2000), et dans l'Aisne à partir de travaux collectifs (Gransar *et al.* 1999), définir une classification hiérarchique des sites, cet exercice reste à mener pour la Somme. Le modèle obtenu dans l'Oise ne peut être directement calqué dans une autre aire géographique. Dans la Somme, bien que des critères puissent être communs à ceux qui ont été hiérarchisés dans l'Oise, d'autres sont très certainement à prendre en compte, comme l'activité de saunerie, par exemple, qui est l'un des traits fort de ce département. Ce travail n'est toutefois pas aussi simple qu'il n'y paraît de prime abord. D'une part, cela signifie que les sites doivent être fouillés dans leur intégralité et, d'autre part, que l'ensemble des mobiliers doit être étudié.

Les travaux récents et en cours menés dans le cadre d'une thèse par Sylvain Bauvais, qui ont pour objet une recension des différents témoins de la chaîne opératoire de la métallurgie dans le but de comprendre les réseaux d'échanges, illustre bien que tous les mobiliers, même ceux qui sont peu nombreux sont porteurs d'informations (Bauvais 2005). Ce n'est qu'en les collectant et en les étudiant que de nouveaux résultats sont mis en évidence.

LA CONQUÊTE ROMAINE: RÉALITÉ ARCHÉOLOGIQUE?

La confrontation permanente des chercheurs avec les établissements agricoles gaulois a alimenté de nouveaux thèmes de recherche dont l'un des plus récurrents est l'interrogation sur l'existence d'une continuité entre l'habitat gaulois de l'époque de l'Indépendance et l'habitat postérieur à la Conquête. De nombreux exemples de ces fermes laténo-romaines fouillées en Picardie alimentèrent en 1993 le deuxième colloque de l'association *AGER* tenu à Amiens consacré à la romanisation des campagnes de la Gaule, « De la ferme indigène à la villa romaine » (Bayard & Collart 1996).

Les éléments rassemblés montrent qu'à la fin de La Tène D2, c'est-à-dire au milieu du I^er siècle avant notre ère, au moment de la fin de la Guerre des Gaules, on enregistre un fort abandon des habitats. Mais le nombre de créations reste toutefois encore élevé dans la première moitié du I^er siècle avant notre ère pour ensuite être particulièrement faible au tournant du changement d'ère.

La difficulté pour cette période charnière réside dans la recension de données étudiées par des chercheurs d'horizons différents, qui n'entretiennent pas de relations suffisantes pour permettre un traitement cohérent. À notre sens, l'image obtenue pour l'instant reflète plutôt un état de la recherche qu'une réalité historique. Il y a, dans cette période charnière entre deux cultures et/ou une culture qui s'inspire de l'autre, de nombreuses pistes de recherche. L'un des moyens de les définir, serait d'organiser un projet collectif de recherche (fig. 17).

NOTION DE PARCELLAIRE

Le terme de parcellaire, « néologisme désignant un dessin des limites agraires constatées sur sol à quelques périodes qu'elles se rapportent » (Chouquer 1996, p. 200), recouvre des réalités très différentes d'un gisement à l'autre, en fonction des moyens mis en œuvre pour l'identifier, qu'ils relèvent des choix d'un chercheur ou des impératifs de l'opération. En définitive, il apparaît que la notion même est peu appropriée pour décrire ces semis de fossés parsemant les environs de chaque ferme. Lorsque des décapages peuvent être étendus et que plusieurs fermes contemporaines sont identifiées, on constate que le réseau de fossés n'est en fait qu'une émanation ou un prolongement des enclos entourant la zone dévolue à l'habitat. C'est un découpage des terres, limites de pâtures ou de champs, qui remplit l'espace entre les habitats.

Fig. 17 - Le site de Ronchères dans le département de l'Aisne, montre un exemple caractéristique de la romanisation d'un établissement.

La perception de ces limites n'est donc qu'une question d'échelle et au vu des résultats, il est permis de penser que chaque fossé isolé n'est en fait que l'écho d'un habitat voisin. Le parcellaire ne doit donc être considéré qu'avec le recul nécessaire pour accéder à une trame plus vaste de découpage spatial, sans opérer une dichotomie abusive et réductrice entre l'espace domestique d'un côté et les espaces agricoles de l'autre (fig. 18).

LES SITES FUNÉRAIRES

Dans un premier temps, une recension des différents gestes pratiqués, du choix de l'implantation de l'espace funéraire à la clôture de la fosse sépulcrale sur une période couvrant de La Tène ancienne à l'Augustéen en Picardie et en Ile-de-France doit être menée (projet axe de recherche thématique INRAP). Cette étape devrait permettre de caractériser des gestuelles funéraires selon

Fig. 18 - Le site de Croixrault "L'Aérodrome"(Somme) fouillé dans le cadre de l'autoroute A29, illustre à la fois les noyaux d'occupation au sein de fermes et les réseaux fossoyés entre les sites (parcellaire et chemins).

différentes thématiques s'articulant sur les chaînes opératoires :
- l'implantation de l'espace funéraire (choix de l'emplacement, perduration des espaces, nombre de générations ou de phases concernées…);
- la population (sélection ?);
- la préparation des défunts (de l'habillement à l'inhumation ou incinération);
- les objets personnels;
- le creusement et l'aménagement des fosses sépulcrales,l'organisationspatialeducimetière(organisation chronologique, sexuelle, hiérarchique…);
- les viatiques (la faune, les services…);
- les dépôts (mise en scène, organisation, chronologie);
- la clôture de la fosse sépulcrale (matérialisation, entretien, manipulations).

Ces grands thèmes développés en suivant les chaînes opératoires devraient permettre d'interpréter, selon la localisation et la chronologie, les gestuelles et ainsi déboucher sur une évolution des pratiques funéraires.

La reprise des ossements humains rencontrés dans les fossés ou les structures des établissements ruraux pour en dresser un inventaire est une étape préalable avant de formuler des hypothèses interprétatives. Cette question est d'un intérêt majeur ces derniers temps comme en témoigne le sujet « Dépôts, lieux sacrés et territorialité à l'âge du Fer » qui a été traité lors du dernier colloque international de l'AFEAF (*Association Française pour l'Étude de l'âge du Fer*) qui s'est tenu à Bienne (Suisse) pendant lequel une communication a été présentée (Gransar *et al.*, à paraître).

CONCLUSION

La Protohistoire récente, dont la séquence chronologique ne représente que trois siècles, représente 24 % des autorisations d'intervention archéologique délivrées par le *Service régional de l'Archéologie de Picardie*. Ce constat montre, à l'évidence, une forte densité de sites aux trois derniers siècles avant notre ère et met également en exergue un probable biais induit par l'excellente lisibilité des sites à fossés qui caractérisent la Protohistoire récente, au détriment notamment des petits sites ouverts antérieurs. Or, il apparaît que même dans ces conditions favorables de détection et de caractérisation des gisements fossoyés, la notion de « site » pose encore quelque problème. Faut-il considérer les périphéries comme des sites à part ou comme partie intégrante du cœur de l'occupation, qu'il s'agisse d'habitats ou de cimetières ? Cette question est d'autant plus prégnante quand les archéologues sont en présence de plusieurs établissements ruraux reliés entre eux par des réseaux de parcellaire. Cela pose le problème de l'échelle d'observation et celui du type de reproduction des sites, sur place ou en déplacements successifs qui peuvent introduire un biais dans l'appréhension des densités synchrones réelles, à l'échelle du territoire.

Force est d'admettre que ce premier bilan de l'archéologie de la Protohistoire récente en Picardie repose presque exclusivement sur la valeur quantitative des sites, dont les différentes variables cartographiques ont néanmoins apporté quelques résultats synthétiques extrêmement intéressants. Ce bilan a également permis de mettre en évidence des carences importantes, notamment en ce qui concerne la valeur qualitative des sites. Sur ce dernier point, on peut distinguer la notion de « potentiel informatif intrinsèque » des gisements, en fonction des différentes problématiques développées aux échelles locale, départementale, régionale, nationale et européenne, de la notion extrinsèque de qualité de l'intervention sur chaque site, notamment en ce qui concerne les protocoles d'échantillonnage, de prélèvement et d'enregistrement des données. À ce titre, il ne nous semble pas possible de hiérarchiser l'intérêt d'un site dans un contexte archéologique dense, comme dans les vallées de l'Aisne et de l'Oise où il existe des programmes, et celui d'un autre localisé dans une zone archéologique plus marginale, comme le littoral picard ou la Thiérache par exemple. Il nous semble, au contraire, que seule l'utilisation raisonnée de différentes échelles d'observation spatiale et temporelle est en mesure d'apporter aujourd'hui des résultats novateurs.

Enfin, le bilan montre clairement la nécessité de mise en place, dans des délais assez brefs, d'études des différents documents archéologiques livrés par quelques sites représentatifs, pour tenter de valider la pertinence des méthodes d'acquisition et de traitement de l'information, ainsi que la pertinence des résultats synthétiques qui en découlent.

BIBLIOGRAPHIE

AGACHE Roger (1978) - *La Somme préromaine et romaine,* Amiens, (MSA Picardie, 24) 515 p., 273 photos, 42 fig.

ANDRIAU (1976) – *Atlas de Picardie,* Université de Picardie, Centre d'Études Géographiques, association d'étude et de cartographie régionale de la Picardie, Amiens.

ARCELIN Patrice & BRUNAUX Jean-Louis (2003) – « Cultes et sanctuaires en France à l'âge du Fer », dossier Gallia p. 1-269, *Gallia*, n° 60, CNRS éditions, Paris.

AUXIETTE Ginette (1994) - *Mille ans d'occupation humaine, mille ans d'élevage. L'exploitation des animaux sur les sites du Bronze final à l'époque augustéenne dans la vallée de l'Aisne,* Thèse de doctorat, UER d'Art et d'Archéologie, Université de Paris I- Panthéon Sorbonne, 2 vol.

AUXIETTE Ginette (1996) - « La faune de l'oppidum de Villeneuve-St-Germain (Aisne): quartiers résidentiels, quartiers artisanaux », *Revue archéologique de Picardie,* n° 1-2, Amiens, p. 27-98.

AUXIETTE Ginette (1997). - « La faune des établissements ruraux du Bronze final au Hallstatt final / La Tène ancienne dans la vallée de l'Aisne », *Revue archéologique de Picardie,* n° 3-4, Amiens, p. 29-72.

BARAY Luc (1997) – « Le cimetière protohistorique d'Abbeville, "La Sole de Baillon" (Somme): présentation liminaire des fouilles récentes de l'autoroute A16 nord », *Bull. SPF,* tome 94, n° 2, Paris, p. 274-281.

BARAY Luc (1997) – « Les tombes aristocratiques de La Tène C2 de Bouchon "Le Rideau Miquet" (Somme): présentation liminaire des fouilles récentes de l'autoroute A16nord » *Archäologischeskorrespondenzblatt,* 27, p. 113-126.

BARAY Luc (2002) – « Les tombes à crémation des cimetières de Saint-Sauveur, Bouchon et Vignacourt (Somme) ». Actes de la table-ronde tenue à Glux-en-Glenne 1999, *L'aristocratie celte à la fin de l'âge du Fer (IIe siècle avant J.-C. – Ier siècle après. J.-C.),* Glux-en-Glenne, p. 119-138 (Bibracte 5).

BARAY Luc (2004) – « Du dépôt fastueux au dépôt modeste: l'idéologie funéraire aristocratique et la dynamique sociale aux VIe et Ve avant J.-C. en Europe occidentale ». Actes de la table-ronde tenue à Glux-en-Glenne, 2001, *Archéologie des pratiques funéraires. Approches critiques,* Bibracte, p. 65-78 (Bibracte, 9).

BAUVAIS Sylvain & FLUZIN Philippe - (2005) – « Analyse métallographique des déchets de forge du site de Bazoches-sur-Vesle "Les Chantraines" (Aisne). Confrontation et perspectives régionales » dans AUXIETTE Ginette & MALRAIN François (dir.) *Hommages à Claudine Pommepuy, Revue archéologique de Picardie,* n° spécial 22, Amiens, p. 115-130.

BAYARD Didier & COLLART Jean-Luc dir. (1996) - *De la ferme indigène à la villa romaine: actes du IIe colloque AGER,* Amiens 23-25 sept. 1993. *Revue archéologique de Picardie,* n° spécial 11., Amiens, 336 p.

BAYARD Didier & BUCHEZ Nathalie (1998) – « Les tombes gauloises du *Belgium,* découvertes récentes », LEMAN-DELRIVE (dir.) *Les Celtes: rites funéraires en Gaule du Nord entre le VIe et le Ier siècle avant J.-C. Recherches récentes en Wallonie.* Namur, p. 57-63 (Études et documents, série Fouilles, 4)

BLANCHET Jean-Claude (1983) – « Une petite nécropole du début de la Tène moyenne à Mory-Montcrux (Oise) », *Les Celtes dans le Nord du Bassin parisien (VI – Ier siècle avant J.-C),* Ve colloque de l'AFEAF, Senlis, 1981. *Revue archéologique de Picardie,* 1, Amiens, p. 66-73.

BOUREUX Michel – « Fermes de type indigène détectées d'avion dans le Laonnois et le Soissonnais », *Septentrion,* IV, p. 6-12.

BRUNAUX Jean-Louis, MÉNIEL Patrice & POPLIN François (1985) - *Gournay I, les fouilles sur le sanctuaire et l'oppidum (1975-1984), Revue archéologique de Picardie,* n° spécial, Amiens, 268 p., 2 pl. h. t., 112 fig., 2 photos.

BRUNAUX Jean-Louis & WOIMANT Georges-Pierre (1989) - « Saint-Maur-en-Chaussée », dans MOHEN Jean-Pierre, n° 168, p. 290, fig.

BRUNAUX Jean-Louis, dir. (1991) - *Les sanctuaires celtiques et leurs rapports avec le monde méditerranéen,* Actes du colloque de Saint-Riquiez (8-11 novembre 1990), Paris, *Errance*, Dossiers de Protohistoire, 3.

BRUNAUX Jean-Louis, dir. (2000) - *Des enclos pour quoi faire ?* Actes de la table ronde tenue à Ribemont-sur-Ancre, *Revue archéologique de Picardie,* n° 1/2, Amiens, 278 p.

BRUNAUX Jean-Louis & MALAGOLI Claude, avec la participation de Gérard BATAILLE & Bernard LAMBOT (2003) – « La France du Nord » dans ARCELIN Patrice & BRUNAUX Jean-Louis, dir. 2003 – *Cultes et sanctuaires en France à l'âge du Fer,* dossier Gallia, *Gallia,* n° 60, CNRS éditions, Paris, p. 9-73.

BUCHEZ Nathalie, LE GOFF Isabelle & MÉNIEL Patrice. (2000) - « Les ensembles funéraires de La Tène moyenne et finale » dans BLANQUAERT Geertruid, BUCHEZ Nathalie, LEFEVRE P., LE GOFF Isabelle, MÉNIEL Patrice & ROUGIER R. - *La protohistoire récente sur le tracé de l'autoroute A29. Résultats et bilan méthodologique. Études et synthèse,* SRA de Picardie-AFAN Nord-Picardie, Amiens.

BUCHEZ Nathalie & DUMONT Christine (1996) – *Villers-les-Royes "Les Longs Champs" (Somme). Étude archéologique et anthropologique,* DSF, SRA de Picardie / AFAN, Amiens.

BUCHSENSCHUTZ Olivier & MÉNIEL Patrice, dir (1994) – *Les installations agricoles de l'âge du Fer en Île-de-France,* Actes du colloque de Paris, 1993, Études d'Histoire et d'Archéologie, vol. IV. Presses de l'École Normale supérieure, Paris, 299 p.

CHOUQUER Gérard (1996) – « Glossaire » dans CHOUQUER Gérard, dir. - *Les formes du paysage*, tome I : *Études sur les parcellaires,* Archéologie aujourd'hui, éditions Errance, Paris, p. 199-200.

DEBORD Jean (1975) - « À propos de quelques structures de Villeneuve-Saint-Germain (Aisne) », *Bulletin de liaison de la circonscription des Antiquités Historiques de Picardie,* 3, Amiens, p. 17-24.

DEFGNÉE Anne & MUNAUT André-Valentin (1996) – « Évolution de l'environnement végétal du Nord de la Gaule de La Tène à l'époque gallo-romaine » dans

BAYARD Didier & COLLART Jean-Luc, dir. - *De la ferme indigène à la villa gallo-romaine ; la romanisation des campagnes de la Gaule, Revue archéologique de Picardie,* Amiens, p. 325-333.

DEGENNE Michel & DUVAL Alain (1983) - « La nécropole de Breuil-le-Sec (Oise) », *Revue archéologique de Picardie,* 1, Colloque de Senlis, AFEAF, Amiens, p. 74-95.

DEMOULE Jean-Paul (1999) – *Chronologie et société dans les nécropoles celtiques de la culture Aisne-Marne du VI^e au III^e siècle avant notre ère, Revue archéologique de Picardie,* n° spécial 15, Amiens, 406 p.

DÉSIRÉ Emmanuelle (1976) – *Atlas de Picardie*, Université de Picardie, Centre d'Études Géographiques, association d'étude et de cartographie régionale de la Picardie, Amiens.

FERDIERE Alain, GAUDEFROY R. & MASSY Jean-Luc (1973) – *Les sépultures gauloises d'Allonville (Somme).* Bull. SPF, tome 70, Paris.

FRIBOULET Muriel *et al.* (à paraître) - *Caractérisation des ensembles céramiques des IV^e et III^e siècles avant note ère dans la région picarde*. Acte du Colloque AFEAF de Clermont-Ferrand, 2003.

GAUDEFROY Stéphane & PINARD Estelle (1997) - « Les incinérations gauloises de Canly "Les Trois noyers" (Oise) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 1/2, Amiens, p. 89-105.

GAUDEFROY Stéphane, MALRAIN François & PINARD Estelle (2001) - « Le département de l'Oise de La Tène I à La Tène III. Approche micro-régionale » dans *Actes du XVIII^e colloque de l'AFEAF,* tenu à Winchester en 1994 (Grande-Bretagne).

GRANSAR Frédéric, MALRAIN François & MATTERNE Véronique (1997) - « Analyse spatiale d'un établissement rural à enclos fossoyés du début de La Tène finale : Jaux "Le Camps du Roi" (Oise) » dans AUXIETTE Ginette, HACHEM Lamys & ROBERT Bruno, dir. : *Espaces physiques, espaces sociaux dans l'analyse interne des sites du Néolithique à l'âge du Fer*, colloque « L'analyse spatiale des sites du Néolithique à l'âge du Fer » : actes du 119^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques, section de pré- et protohistoires, Amiens, 26-30 octobre 1994, éd. du CTHS, Paris, p. 159-181.

GRANSAR Frédéric AUXIETTE Ginette, DESENNE Sophie, HENON Bénédicte LE GUEN & Pascal POMMEPUY Claudine (1997) - "Essai de modélisation de l'organisation de l'habitat au cours des cinq derniers siècles avant notre ère dans la vallée de l'Aisne", Habitat et société, XIX^e rencontres internationales d'archéologie et d'histoire d'Antibes, p. 419-438.

GRANSAR Frédéric (2002)- *Le stockage alimentaire à l'âge du Fer en Europe tempérée,* Université de Paris 1-Sorbonne, 3 vol.

GRANSAR Frédéric (2005) - *Ploisy "Le Bras de Fer" (Aisne). Présentation générale et synthèse protohistorique.* Rapport des fouilles de 2002/2003 sur les zones 1, 2, 4, 7 à 9. SRA de Picardie, Amiens, 1 vol.

GRAVES Louis (1856) - *Notice archéologique sur le département de l'Oise, comprenant la liste des monuments de l'époque celtique, de l'époque gallo-romaine et du Moyen Âge qui subsistent dans l'étendue du pays et l'indication de ceux dont on retrouve encore les vestiges,* Beauvais, XII-458 p., reprint, Guénégaud, Paris, 1974 (L'édition de 1856 sert de référence dans le texte).

LEFEVRE Philippe (2002) – « La nécropole de Cizancourt (Somme) : présentation des indices de hiérarchisation interne des tombes ». Actes de la table-ronde tenue à Glux-en-Glenne 1999, *L'aristocratie celtes à la fin de l'âge du Fer (II^e siècle avant J.-C. – I^er siècle après. J.-C.),* Glux-en-Glenne, p. 109-112 (Bibracte 5).

LOBJOIS (1974) - « Une nécropole de La Tène Ia : Bucy-le-Long (Aisne) », *Cahiers archéologiques de Picardie,* Amiens, p. 67-96.

MALRAIN François, GRANSAR Frédéric, MATTERNE Véronique & LE GOFF Isabelle (1996) - « Une ferme gauloise de La Tène D1 et sa nécropole : Jaux "Le Camp du Roy" (Oise) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 3-4, Amiens, p. 245-306.

MALRAIN François, MATTERNE Véronique & MÉNIEL Patrice (2002) - *Les paysans gaulois (III^e siècle – 52 avant J.-C.)*, Éditions Errance-Inrap, Paris, 236 p.

MALRAIN François & PINARD Estelle dir., avec la collaboration de GAUDEFROY Stéphane, LEROYER C., MATTERNE Véronique, MÉNIEL Patrice, PASTRE Jean-François & POMMEPUY Claudine (à paraître) - *Les sites laténiens de la moyenne vallée de l'Oise : Contribution à l'histoire de la société gauloise,* RAP, Amiens.

MARION Stéphane & BLANCQUAERT Geertrui (2000) – *Les Installations agricoles de l'âge du Fer en France Septentrionale.* Études d'Histoire et d'Archéologie, éditions rue d'ULM/Presses de l'École supérieure, Paris, 527 p.

MATTERNE Véronique (2001) - *Agriculture et alimentation végétale durant l'âge du Fer et l'époque gallo-romaine en France septentrionale,* Éd. Monique Mergoil, Montagnac, 310 p. (Archéologie des plantes et des animaux, 1).

MASSY Jean-Luc (1983) - « Informations archéologiques de la circonscription de Picardie » dans *Gallia,* CNRS, Paris.

MELLEVILLE M. (1857-1865) — *Dictionnaire historique, généalogique et géographique du département de l'Aisne,* Laon, 2 vol.

MENEZ Yves (1996) – *Une ferme de l'armorique gauloise : le Boisanne à Plouër-sur-Rance (Côtes-d'Armor),* DAF, 58, maison des Sciences de l'homme, Paris.
MÉNIEL Patrice (1984) - *Les mammifères domestiques en Picardie du Néolithique à l'âge du Fer* ; thèse de doctorat de III^e cycle ; vol. I : texte - Université de Paris VII, UER biologie et génétique. 154 p.

PARENT René (1962) – « Quelques prospections archéologiques dans le Tardenois », *MFSS,* VIII, p. 22-28.

PARIS Patrice (1996) – « Allonne (Oise), une nécropole typique de La Tène C1 dans le sud-ouest du *Belgium ». Le Nord dans la Gaule et la chronologie du second âge du Fer,* table-ronde tenue à Ribemont-sur-Ancre (Somme), 1994. *Revue archéologique de Picardie,* n° 3/4, Amiens, p. 165-177.

PILLOY J. (1880) – « Fouilles du cimetière du "Jardin-Dieu" de Cugny », *MSASQ,* 4^e série, III, p. 139-164.

PILLOY J. (1858) - « Monnaies gauloises, romaines et françaises trouvées dans le département de l'Aisne », *BSAS*, XII, Soissons, p. 176.

PILLOY J. (1887) - « Coup d'œil sur les découvertes d'antiquités préhistoriques, gauloises, romaines, mérovingiennes et carolingiennes faites dans le département de l'Aisne depuis 1858 », *CAF,* LIV, p. 128-152.
PION Patrick (1995) - *Les habitats laténiens tardifs de la vallée de l'Aisne (II^e - I^er siècle avant J.-C.) et la périodisation de la fin du second Age du Fer en Gaule nord-orientale (LT. C - début de l'époque augustéenne),* Thèse de doctorat, UER d'Art et d'Archéologie, Université de Paris I-Panthéon Sorbonne, 3 vol.

PION Patrick, AUXIETTE Ginette BOUREUX Michel, BRUN Patrice, DEMOULE Jean-Paul, POMMEPUY Claudine & ROBERT Bruno (1990) - « De la chefferie à l'État ? Territoires et organisation sociale dans la vallée de l'Aisne aux Âges des Métaux (2200-20 avant J.-C.) », *Archéologie et Espaces.* Actes des X^e rencontres internationales d'archéologie et d'histoire d'Antibes, APDCA, Centre de Recherches Archéologiques du CNRS, Juan-les-Pins, p. 183-260.

POMMEPUY Claudine, GRANSAR Frédéric, BRUN Patrice & PION Patrick (1990) - *L'habitat gaulois et gallo-romain et la nécropole laténienne de Bucy-le-Long "Le Fond du Petit Marais". Fouille Protohistoriques de la vallée de l'Aisne,* 19. Rapport de fouille, SRA de Picardie, Amiens.

PRILAUX Gilles (2005) - « Le site d'Estrées-Deniécourt (80)"Derrière le Jardin du Berger". Découverte de probables tubes à libations chez les Viromanduens ». Actes du Colloque de Lille. *Revue du Nord*, Lille.

VAUVILLE Octave (1887) – « Fouilles faites dans l'enceinte du camp de Pommiers », *BSAF,* p. 312-317.

VAUVILLE Octave (1890) - « Mémoire sur plusieurs enceintes antiques du département de l'Aisne », *BSAS*, 2^e série, XX, Soissons, p. 70-89.

VAUVILLE Octave (1913) - « Des Suessions à Pommiers », *BSAAP,* p. 669.

OUVRAGES ET ARTICLES CONCERNANT LES ÉTUDES CARPOLOGIQUES EFFECTUÉES SUR DES SITES PICARDS

BAKELS C.C. (1984) - « Carbonized seeds from Northern France », *Analecta Praehistorica Leidensia,* 17, p. 1-27.

BAKELS C.C. (1991) - « Western continental Europe » dans VAN ZEIST W., BEHRE K.-E. & WASYLIKOWA K. (éds.) *Progress in Old World Palaeoethnobotany, A retrospective view on the occasion of 20 years of the International Work Group for Palaeoethnobotany*, A.A. Balkema, Rotterdam, Brookfield, p. 279-297.

BAKELS C.C. (1999) - « Archaeobotanical investigations in the Aisne valley, northern France, from the Neolithic up to the early Middle Ages », *Vegetation History and Archaeobotany*, 8, p. 71-77.

DERREUMAUX M., MATTERNE V. & MALRAIN Fr. (2003) - « Indices archéologiques et archéobotaniques du traitement des céréales du 2^e âge du Fer à la fin de la période gallo-romaine en France septentrionale » dans P. ANDERSON, L. CUMMINGS, T. SCHIPPERS & B. SIMONEL (dir.), *Le traitement des récoltes : un regard sur la diversité, du Néolithique au présent,* actes des XXIII^e rencontres internationales d'archéologie et d'histoire d'Antibes, octobre 2002, éditions APDCA, Antibes, p. 219-235.

DIETSCH M.-F. (2000) - *Milieux humides pré- et protohistoriques dans le Bassin parisien : l'étude des diaspores,* Presses du Septentrion, thèse à la carte, Villeneuve d'Asq, 155 p., annexes.

GRANSAR Fr., MATTERNE V. & POMMEPUY Cl. (1999) - « Témoins archéologiques de la chaîne opératoire de traitement des céréales vêtues à l'âge du fer dans le Nord de la France » dans BUXO R. & PONS E. (dir.), *Els productes alimentario d'origen vegetal a l'edat del ferro de l'Europa e occidental : de la produccio al consum.* Serre Monogràfica 18, Museu d'Arqueologia de Catalunya, Girona, p. 237-249.

LEPETZ S. & MATTERNE V. (2003) - « Élevage et agriculture dans le nord de la Gaule durant l'époque gallo-romaine : une confrontation des données archéologiques et carpologiques » dans *Cultivateurs, éleveurs et artisans dans les campagnes de Gaule romaine. Matières premières et produits transformés,* Actes du VI^e colloque AGER tenu à Compiègne du 5 au 7 juin 2002, textes recueillis

par LEPETZ S. & MATTERNE V., *Revue archéologique de Picardie*, 1/2, Amiens.

LEPETZ S., MATTERNE V., RUAS M.-P. & YVINEC J.-H. (2002) - « L'agriculture et l'élevage en France septentrionale de l'âge du Fer à l'an mil. Approches carpologique et archéozoologique » dans BELMONT A. (textes réunis par), *Actes du colloque international « Autour d'Olivier de Serres, Pratiques agricoles et pensée agronomique du Néolithique aux enjeux actuels »*, Le Pradel, septembre 2000, à l'occasion du quadri-centenaire de la première édition du « Théâtre d'agriculture et Mesnage des champs », collection Bibliothèque d'Histoire et Sociétés Rurales, 6, p. 77-108.

MATTERNE V. (1997) - « Restes végétaux associés à des structures de combustion : un état de la question » dans P. OUZOULIAS & P. VAN OSSEL (dir.), *L'époque tardive en Ile-de-France, Les campagnes de l'Ile-de-France de Constantin à Clovis*, actes du colloque du P.C.R., Paris, 14-15 mars 1996, Rapports et synthèses de la deuxième journée, Document de travail n° 3, Paris, p. 88-93.

MATTERNE V. (2000) - « Évolution des productions agricoles durant l'âge du Fer dans le nord de la France » dans MARION S. & BLANCQUAERT G. (éds.) *Les installations agricoles de l'âge du Fer en France septentrionale, actes du colloque du PCR « les établissements ruraux de l'âge du Fer en France septentrionale »*, E.N.S., Paris 1997, Études d'Histoire et d'Archéologie 6, Presses de l' ENS, Paris, p. 129-146.

MATTERNE V. (2001) - *Agriculture et alimentation végétale durant l'âge du Fer et l'époque gallo-romaine en France septentrionale*, Archéologie des Plantes et des Animaux I, Éditions Monique Mergoil, Montagnac, 310 p., 105 pl., annexes.

MATTERNE V.(2003,)-« Nouvellesdonnéescarpologiques relatives à la période gallo-romaine en Picardie et Ile-de-France » dans *Actualité de la recherche en histoire et archéologie agraires*, actes du colloque international AGER V, septembre 2000, Besançon, Presses universitaires Franc-Comtoises (Annales littéraires 764, Série Environnement, sociétés et archéologie 5), p. 241-269.

MALRAIN Fr., MATTERNE V. & MÉNIEL P. (2002) - *Les paysans gaulois (III^e siècle – 52 av. J.-C.)*, Éditions Errance-Inrap, Paris, 236 p.

MALRAIN Fr. & PINARD E. dir., avec la collaboration de Gaudefroy St., Leroyer C., Matterne V., Meniel P., Pastre J.-F., Pommepuy Cl. (à paraître) - *Les sites laténiens de la moyenne vallée de l'Oise : Contribution à l'histoire de la société gauloise*, Revue archéologique de Picardie, Amiens.

ROYMANS N. (1990 - « Tribal Societies in Northern Gaul. An anthropological perspective », *Cingula*, 12, p. 95-115.

OUVRAGES ET PUBLICATIONS INCLUANT UNE ÉTUDE CARPOLOGIQUE PONCTUELLE DE SITES PICARDS

AUXIETTE G., BOULEN M., DESENNE S., MATTERNE V., ROCQ C., YVINEC J.-H., PONEL PH. & PERNAUD J.-M. (2003) - « Un site du Hallstatt à Villeneuve-Saint-Germain "Les Étomelles" (Aisne) », *Revue archéologique de Picardie*, 3/4 Amiens, p. 21-65.

BAKELS C.C. (1986) - « Un échantillonnage de graines carbonisées provenant de Champlieu-Orrouy (Oise) » dans DURAND M. *et al.*, « Le terroir de Champlieu (Oise), IV^e-XIII^e siècles », *Revue achéologique de Picardie*, 1-2, Amiens, p. 35-37.

BAKELS C.C. (1999) - « Dury "Le Moulin" : étude des restes botaniques », *Revue archéologique de Picardie*, 1/2, Amiens, p. 237-246.

GRANSAR Fr., MALRAIN Fr. & MATTERNE V. (1997) - « Analyse spatiale d'un établissement rural de La Tène finale : Jaux, "Le Camp-du-Roi (Oise)" » dans *Espaces physiques, espaces sociaux dans l'analyse interne des sites du Néolithique à l'âge du Fer*, actes du 119^e congrès annuel du CTHS, Amiens, p. 159-181.

HEIM J. (1973) - « Détermination des restes végétaux dans Jouve M., La cabane gauloise du "Barillet", Béthisy-Saint-Martin (Oise) » *Revue archéologique de l'Oise*, 3, Compiègne, p. 27-37.

HINGH A. de (1996) - « Bottle gourd seeds at Gallo-Roman "Le Bois Harlé" (Oise, France) », *Analecta Praehistorica Leidensia* 26, Leiden, p. 93-97.

HOPF M. (1969) - « Carbonized plant remains from Chassemy (Aisne) » dans ROWLETT M., ROWLETT E.S.J. & BOUREUX M., *A rectangular early La Tène marnian house at Chassemy (Aisne)*, World Archaeology, 1, p. 130-133.

LAMBOT B. (1991) - « "Le Fond Pernant" à Compiègne : habitat de La Tène ancienne » dans *Archéologie de la Vallée de l'Oise. Compiègne et sa région depuis les origines*, catalogue de l'exposition, Compiègne, p. 110-112. (étude carpologique de C. C. BAKELS).

MALRAIN Fr., GRANSAR Fr., MATTERNE V. & LE GOFF I. (1996) - « Une ferme de La Tène D1 et sa nécropole : Jaux "Le Camp du Roi" (Oise) », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3/4, Amiens, p. 245-306.

MARINVAL Ph. (1990) - « Étude carpologique du site de Choisy-au-Bac "Le Confluent" (Oise) » dans MALRAIN Fr. et PRODEO Fr. (textes réunis par) *Programme de surveillance et d'étude archéologique des sablières de la moyenne vallée de l'Oise.* Rapport d'activités 1990, p. 119-127.

MARINVAL Ph. (1991) - « Étude carpologique des fosses-dépotoirs des XII^e-XIIIe siècles de l'hôtel de ville et de l'Hôtel-Dieu à Beauvais (Oise). Résultats préliminaires », *Revue archéologique de Picardie* 3/4, Amiens, p. 295-299.

MARINVAL Ph., MARÉCHAL D. & LABADIE D. (2002,) - « Arbres fruitiers et cultures jardinées gallo-romains à Longueil-Sainte-Marie (Oise) », *Gallia*, 59, CNRS, Paris, p. 253-271.

MATTERNE-ZECH V. (1996) - « A study of the carbonized seeds from a la Tene D1 rural settlement, "Le Camp du Roi" excavation at Jaux (Oise), France » *Vegetation History and Achaeobotany* 5, p. 99-104.

MATTERNE V. (1997) - « Étude d'une concentration de semences carbonisées provenant d'une structure du X^e siècle, place des Hallettes à Compiègne (Oise) » dans M. PETITJEAN (dir.) F*ouilles de sauvetage sous la place du marché à Compiègne (Oise) - 1991/1993. L'évolution urbaine de l'aire palatiale du haut Moyen Age aux marchés médiéval et moderne, Revue archéologique de Picardie* numéro spécial 13, Amiens, p. 219-228.

MATTERNE V., YVINEC J.-H., & GEMEHL D., avec la collaboration de RIQUIER C. (1998) - « Stockage des plantes alimentaires et infestation par les insectes dans un grenier incendié de la fin du II^e siècle après J.-C. à Amiens (Somme) », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3/4, Amiens, p. 93-122.

QUEREL P. & FEUGERE M. (dir.) avec la collaboration de Bessiere F., Buchez N., Dubois S., Dumont C., Lepetz S., Matterne V. & Querel C. (2000) - *L'établissement rural antique de Dury (Somme) et son dépôt de bronzes (III^e s. avant J.-C.-IV^e s. après J.-C.),* Revue du Nord, hors série n° 6, Université Charles-de-Gaulle-Lille, 3, Villeneuve d'Asq.

QUEREL P. & WOIMANT G.-P. dir. (2002) - *Le site d'Estrées-Saint-Denis. Sanctuaire et habitat. Une agglomération secondaire ? Revue archéologique de Picardie*, n° 3/4, Amiens, 415 p.

TRAVAUX UNIVERSITAIRES INCLUANT DES ÉTUDES CARPOLOGIQUES RÉALISÉES SUR DES SITES PICARDS

DIETSCH M.-F. (1997) - *Milieux humides pré- et protohistoriques dans le bassin parisien : l'étude des diaspores*, thèse de doctorat nouveau régime, Laboratoire d'études des sociétés préhistoriques, Université de Paris X, Nanterre, 155 p., annexes.

MATTERNE V. (2001) - *Agriculture et alimentation végétale durant l'âge du Fer et l'époque gallo-romaine en France septentrionale*, Archéologie des Plantes et des Animaux I, Editions Monique Mergoil, Montagnac, 310 p., 105 pl., annexes.

PREISS S. (thèse en cours) - *Le complexe castral et prioral du "Quartier Notre-Dame" à Boves dans la Somme.* Sous la direction de Ph. RACINET (Laboratoire d'Archéologie de l'UPJV, Amiens) et de G. DECOCQ, (faculté de Pharmacie de l'UPJV, Amiens) ; tutrices M.-P. RUAS (CNRS, UMR 5608, Université Le Mirail, Toulouse) et V. MATTERNE (INRAP Nord-Picardie, CRAVO, Compiègne).

DOCUMENT ANNEXE I

LISTE DES SITES DE LA PROTOHISTOIRE RÉCENTE

Commune	numéro de site	Commune	Recherche	Fonction	Intervention
AISNE					
Allemant	site 251	02010	4	habitat	autre
Attilly	site 252	02029	4	habitat	linéaire
Aulnois-sous-Laon	site 253	02037	4	funéraire	autre
Bazoches-sur-Vesle	site 254	02054	4	habitat	carrière
Bazoches-sur-Vesle	site 255	02054	4	habitat	carrière
Bazoches-sur-Vesle	site 256	02054	4	habitat	carrière
Bazoches-sur-Vesle	site 257	02054	4	habitat	carrière
Bazoches-sur-Vesle	site 258	02054	4	habitat	carrière
Beaurieux	site 259	02058	4	habitat	carrière
Beaurieux	site 260	02058	3	habitat	carrière
Beaurieux	site 261	02058	3	habitat	carrière
Beauvois-en-Vermandois	site 262	02060	4	funéraire	linéaire
Beauvois-en-Vermandois	site 263	02060	4	habitat	linéaire
Belleu	site 264	02064	4	habitat	autre
Belleu	site 265	02064	3	habitat	autre
Berry-au-Bac	site 266	02073	2	habitat	carrière
Berry-au-Bac	site 267	02073	3	habitat	carrière
Berry-au-Bac	site 268	02073	3	habitat	carrière
Berzy-le-Sec	site 269	02077	4	habitat	carrière
Bourg-et-Comin	site 270	02106	2	habitat	autre
Braine	site 271	02110	4	habitat	carrière
Braine	site 272	02110	4	habitat	carrière

Commune	numéro de site	Commune	Recherche	Fonction	Intervention
Braine	site 273	02110	4	funéraire	carrière
Bucy-le-Long	site 274	02131	3	funéraire	carrière
Bucy-le-Long	site 275	02131	4	habitat	carrière
Bucy-le-Long	site 276	02131	4	habitat	carrière
Bucy-le-Long	site 277	02131	4	funéraire	carrière
Bucy-le-Long	site 278	02131	4	habitat	carrière
Bucy-le-Long	site 279	02131	4	habitat	carrière
Bucy-le-Long	site 280	02131	4	habitat	carrière
Bucy-le-Long	site 281	02131	4	habitat	carrière
Bucy-le-Long	site 282	02131	2	habitat	carrière
Bucy-le-Long	site 283	02131	3	habitat	carrière
Chassemy	site 286	02167	2	funéraire	carrière
Château-Thierry	site 287	02168	4	habitat	zac
Ciry-Salsogne	site 290	02195	4	habitat	carrière
Ciry-Salsogne	site 291	02195	4	habitat	carrière
Ciry-Salsogne	site 292	02195	4	habitat	linéaire
Ciry-Salsogne	site 293	02195	4	habitat	linéaire
Clastres-Saint-Simon	site 294	02199	4	habitat	zac
Camelin	site 284	02140	1	habitat	autre
Charly-sur-Marne	site 285	02163	4	habitat	autre
Chavignon	site 288	02174	4	habitat	autre
Chivy-lès-Etouvelles	site 289	02191	4	funéraire	linéaire
Concevreux	site 295	02208	3	habitat	carrière
Condé-sur-Aisne	site 296	02210	2	habitat	carrière
Condé-sur-Suippe	site 297	02211	3	habitat	carrière
Crouy	site 302	02243	3	habitat	carrière
Condé-sur-Suippe	site 298	02211	3	habitat	autre
Crécy-sur-Serre	site 299	02237	4	funéraire	autre
Crépy-en-Laonnais	site 300	02238	4	habitat	autre
Crouy	site 301	02243	3	habitat	autre
Cuiry-lès-Chaudardes	site 304	02250	4	habitat	carrière
Cuiry-lès-Chaudardes	site 305	02250	4	habitat	carrière
Cuiry-lès-Chaudardes	site 303	02250	4	funéraire	carrière
Épaux-Bezu	site 306	02279	4	habitat	autre
Fontenoy	site 307	02326	1	habitat	autre
Guignicourt	site 308	02360	3	funéraire	zac
Hartennes-et-Taux	site 309	02372	4	funéraire	zac
Hartennes-et-Taux	site 310	02372	4	habitat	zac
Holnon	site 311	02382	4	habitat	autre
Juvincourt-et-Damary	site 312	02399	3	habitat	carrière
Juvincourt-et-Damary	site 313	02399	3	habitat	carrière
Juvincourt-et-Damary	site 314	02399	3	habitat	carrière
Juvincourt-et-Damary	site 315	02399	4	habitat	carrière
Largny-sur-Automne	site 316	02410	1	habitat	autre
Limé	site 317	02432	4	habitat	carrière
Limé	site 318	02432	4	habitat	carrière
Limé	site 319	02432	4	habitat	carrière
Limé	site 320	02432	4	habitat	carrière
Limé	site 321	02432	4	habitat	carrière
Limé	site 322	02432	4	habitat	autre
Limé	site 323	02432	4	funéraire	carrière
Limé	site 324	02432	4	habitat	carrière
Limé	site 325	02432	4	habitat	carrière
Limé	site 326	02432	4	habitat	carrière
Limé	site 327	02432	4	funéraire	carrière
Limé	site 328	02432	4	funéraire	carrière
Limé	site 329	02432	4	habitat	carrière
Menneville	site 330	02475	3	habitat	carrière
Missy-sur-Aisne	site 331	02487	3	habitat	carrière
Missy-sur-Aisne	site 332	02487	3	habitat	carrière
Mondrepuis	site 333	02495	4	habitat	autre
Mont-Notre-Dame	site 334	02520	3	habitat	carrière
Mont-Notre-Dame	site 335	02520	3	habitat	carrière
Moussy-Verneuil	site 336	02531	4	habitat	carrière
Nanteuil-Notre-Dame	site 337	02538	1	funéraire	autre

Commune	numéro de site	Commune	Recherche	Fonction	Intervention
Nizy-le-Comte	site 338	02553	3	habitat	carrière
Orainville	site 339	02572	4	funéraire	autre
Pasly	site 340	02593	1	habitat	autre
Ploisy	site 341	02607	4	habitat	zac
Ploisy	site 342	02607	4	habitat	zac
Ploisy	site 343	02607	4	habitat	zac
Ploisy	site 344	02607	4	habitat	zac
Ploisy	site 345	02607	4	habitat	zac
Pommiers	site 346	02610	4	habitat	autre
Pommiers	site 347	02610	4	habitat	carrière
Pontavert	site 348	02613	4	habitat	carrière
Pouilly-sur-Serre	site 349	02617	1	habitat	autre
Presles-et-Boves	site 350	02620	1	funéraire	linéaire
Ressons-le-Long	site 351	02643	1	funéraire	autre
Ronchères	site 352	02655	4	habitat	linéaire
Saconin-et-Breuil	site 353	02667	3	funéraire	carrière
Saint-Michel	site 354	02684	4	habitat	zac
Saint-Michel	site 355	02684	1	habitat	autre
Saint-Quentin	site 356	02691	4	habitat	zac
Saint-Quentin	site 357	02691	4	habitat	zac
Saint-Quentin	site 358	02691	4	habitat	zac
Saint-Quentin	site 359	02691	4	habitat	zac
Saint-Quentin	site 360	02691	4	funéraire	zac
Saint-Quentin	site 361	02691	4	funéraire	zac
Saint-Thomas	site 362	02696	1	habitat	autre
Sainte-Preuve	site 363	02690	1	habitat	autre
Savy	site 364	02702	4	habitat	linéaire
Sermoise	site 365	02714	4	habitat	linéaire
Sermoise	site 366	02714	4	habitat	autre
Sermoise	site 367	02714	4	habitat	autre
Soissons	site 368	02722	3	funéraire	autre
Soissons	site 369	02722	4	habitat	autre
Soupir	site 370	02730	4	funéraire	carrière
Soupir	site 371	02730	4	habitat	carrière
Soupir	site 372	02730	4	habitat	carrière
Soupir	site 373	02730	3	habitat	carrière
Soupir	site 374	02730	3	habitat	carrière
Tergnier	site 375	02738	3	habitat	carrière
Travecy	site 376	02746	4	habitat	carrière
Vailly-sur-Aisne	site 377	02758	2	funéraire	carrière
Variscourt	site 378	02761	1	habitat	autre
Vasseny	site 379	02763	4	funéraire	carrière
Vasseny	site 380	02763	4	habitat	carrière
Vasseny	site 381	02763	4	habitat	carrière
Vermand	site 382	02785	4	habitat	zac
Villeneuve-Saint-Germain	site 383	02805	4	funéraire	carrière
Villeneuve-Saint-Germain	site 384	02805	4	habitat	carrière
Villeneuve-Saint-Germain	site 385	02805	4	habitat	carrière
Villeneuve-Saint-Germain	site 386	02805	4	habitat	carrière
Villeneuve-Saint-Germain	site 387	02805	2	habitat	carrière
Villers-Cotterêts	site 388	02810	4	habitat	zac
Villers-Cotterêts	site 389	02810	4	habitat	autre
Villers-en-Prayères	site 390	02811	3	habitat	carrière
Villers-en-Prayères	site 391	02811	4	habitat	carrière
Villers-en-Prayères	site 392	02811	4	habitat	carrière

OISE

Allonne	site 1	60009	3	funéraire	zac
Allonne	site 2	60009	3	habitat	zac
Allonne	site 3	60009	4	habitat	carrière
Allonne “Saint Sulpice”	site 4	60009	4	habitat	linéaire
Allonne “Saint Sulpice”	site 5	60009	4	funéraire	linéaire
attichy	site 6	60025	1	funéraire	linéaire
Auteuil	site 7	60030	4	habitat	linéaire

Commune	numéro de site	Commune	Recherche	Fonction	Intervention
Auteuil	site 8	60030	4	habitat	linéaire
Auteuil	site 9	60030	4	habitat	linéaire
Auteuil	site 10	60030	4	habitat	linéaire
Auteuil	site 11	60030	4	habitat	linéaire
Auteuil	site 12	60030	4	indéterminé	linéaire
Bailleul-sur-Thérain	site 13	60041	4	habitat	autre
Baron	site 14	60047	3	funéraire	autre
Baron	site 15	60047	3	indéterminé	autre
Beauvais	site 16	60057	2	indéterminé	autre
Beauvais	site 17	60057	4	indéterminé	autre
Beauvais	site 18	60057	4	habitat	linéaire
Beauvais	site 19	60057	4	habitat	zac
Belle-Église	site 20	60060	4	habitat	autre
Béthisy-Saint-Martin	site 21	60067	1	habitat	autre
Bonlier	site 22	60081	4	habitat	linéaire
Boran sur Oise	site 23	60086	4	habitat	autre
Bornel	site 24	60088	4	funéraire	autre
Bornel	site 25	60088	4	habitat	autre
Canly	site 26	60125	3	funéraire	linéaire
Cauffry	site 27	60134	3	habitat	carrière
Chambly	site 28	60139	4	habitat	autre
Chambly	site 29	60139	3	funéraire	autre
Chevrieres	site 30	60149	3	habitat	carrière
Cires-les-Mello	site 31	60155	4	funéraire	carrière
Compiégne	site 32	60159	4	indéterminé	autre
Creil	site 33	60175	4	habitat	zac
Creil	site 34	60175	1	habitat	zac
Creil	site 35	60175	1	funéraire	zac
Croutoy	site 36	60184	1	indéterminé	autre
Estrée-Saint-Denis	site 37	60223	1	funéraire	autre
Estrée-Saint-Denis	site 38	60223	4	habitat	autre
Fosseuse	site 39	60246	4	habitat	autre
Frocourt	site 40	60264	4	habitat	autre
Grandfresnoy	site 47	60284	4	habitat	autre
Gournay-sur-Aronde	site 41	60281	2	funéraire	autre
Gournay-sur-Aronde	site 42	60281	2	funéraire	autre
Gournay-sur-Aronde	site 43	60281	2	habitat	autre
Gouvieux	site 44	60282	3	habitat	autre
Gouvieux	site 45	60282	3	habitat	autre
Gouvieux	site 46	60282	3	habitat	autre
Gury	site 48	60292	2	habitat	autre
Hardivilliers	site 49	60299	3	habitat	linéaire
Herchies	site 50	60310	4	indéterminé	carrière
Houdancourt	site 51	60318	3	habitat	carrière
Jaux	site 52	60325	4	habitat	autre
Jaux	site 53	60325	4	funéraire	autre
La Croix-Saint-Ouen	site 54	60338	3	habitat	autre
La Croix-Saint-Ouen	site 55	60338	3	habitat	autre
Longueil -Sainte-Marie	site 58	60369	4	habitat	carrière
Longueil-Sainte-Marie	site 59	60369	4	habitat	carrière
Longueil-Annel	site 60	60369	4	habitat	zac
Longueil-sainte-Marie	site 61	60369	3	habitat	carrière
Longueil-Sainte-Marie	site 62	60369	4	habitat	carrière
Maignelay-Montigny	site 63	60374	4	habitat	zac
Maignelay-Montigny	site 64	60374	4	habitat	zac
Mello	site 65	60393	2	habitat	autre
Méru	site 66	60395	3	indéterminé	linéaire
Méru	site 67	30395	4	habitat	zac
Méru	site 68	60395	4	funéraire	autre
Milly-sur-Thérain	site 69	60403	4	funéraire	autre
Monchy-Saint-Éloi	site 70	60409	4	habitat	autre
Montataire	site 71	60418	2	habitat	autre
Montiers	site 72	60418	4	habitat	linéaire
Montmartin	site 73	60424	3	habitat	linéaire
Mory-Montcrux	site 74	60436	2	funéraire	carrière

Commune	numéro de site	Commune	Recherche	Fonction	Intervention
Noiremont	site 75	60465	4	habitat	linéaire
Noiremont “Chaussée Bois-d’Écu”	site 56	60336	4	habitat	linéaire
Noiremont “Chaussée Bois-d’Écu”	site 57	60336	4	funéraire	linéaire
Noiremont	site 76	60465	4	funéraire	linéaire
Noirémont “Chaussée Bois d’Ecu”	site 77	60465	4	habitat	linéaire
Noirémont “Chaussée Bois d’Écu”	site 78	60465	4	funéraire	linéaire
Noyon	site 79	60471	4	indéterminé	autre
Oroer	site 80	60480	4	funéraire	linéaire
Oroer	site 81	60480	4	funéraire	linéaire
Ourcel-Maison	site 82	60485	4	habitat	zac
Ourcel-Maison	site 83	60485	4	habitat	zac
Plailly	site 84	60494	2	habitat	carrière
Pontpoint	site 85	60508	3	habitat	carrière
Pont-Sainte-Maxence	site 86	60509	3	habitat	carrière
Précy-sur-Oise	site 87	60513	4	indéterminé	autre
Précy-sur-Oise	site 88	60513		indéterminé	autre
Quincampoix-Fleuzy	site 89	60521	4	indéterminé	carrière
Ressons-sur-Matz	site 90	60533	4	habitat	autre
Saint-Just-en-Chaussée	site 91	60581	4	funéraire	autre
Saint-Martin-le-Noeud	site 94	60586	4	funéraire	autre
Saint-Martin-le-Noeud	site 95	60586	4	funéraire	autre
Saint-Maur	site 97	60588	3	funéraire	carrière
Tartigny	site 99		2	funéraire	autre
Therdonne	site 100	60627	4	habitat	linéaire
Varesnes	site 102	60655	4	habitat	carrière
Vendeuil-Caply	site 103	60664	1	funéraire	linéaire
Venette	site 104			habitat	zac
Verberie	site 105	60665	2	272	
Verberie	site 106	60665	4	habitat	carrière
Verberie	site 107	60667	3	habitat	linéaire
Verberie	site 108	60667	4	funéraire	linéaire
Verberie	site 109	60667	4	funéraire	linéaire
Verberie	site 110	60667	4	habitat	linéaire
Verberie	site 111	60667	4	habitat	carrière
Verneuil-en-Halatte	site 113	60670	4	habitat	zac
Verneuil-en-Halatte	site 114	60670	4	funéraire	zac
Villeneuve lès Sablons	site 115	60678	3	habitat	carrière
Villers-Vicomte	site 117	60692	3	funéraire	linéaire
Villers-Vicomte	site 118	60692	3	funéraire	linéaire
Villers-Vicomte	site 119	60692	3	habitat	linéaire
Villers-Vicomte	site 120	60692	3	habitat	linéaire
Villers-vicomte	site 121	60692	3	funéraire	linéaire
SOMME					
Abbeville	site 122	80001	4	habitat	linéaire
Abbeville	site 123	80001	4	funéraire	linéaire
Abbeville “Grand-Laviers”	site 124	80001	4	habitat	linéaire
Ablaincourt-Pressoir	site 125	80002	4	habitat	linéaire
Amiens “Poulainville”	site 126	80021	4	habitat	zac
Amiens “Poulainville”	site 127	80021	4	funéraire	zac
Amiens “Poulainville”	site 128	80021	4	funéraire	zac
Amiens “Poulainville”	site 129	80021	4	funéraire	zac
Amiens “Renancourt”	site 130	80021	4	habitat	linéaire
Argoeuves	site 131	80024	4	habitat	linéaire
Arry	site 132	80030	4	habitat	linéaire
Athies	site 133	80034	4	habitat	linéaire
Athies	site 134	80034	4	funéraire	linéaire
Aubigny	site 135	80036	4	habitat	linéaire
Aubigny	site 136	80036	4	indéterminé	linéaire
Bayonvillers	site 137	80058	4	habitat	linéaire
Bayonvillers	site 138	80058	4	habitat	linéaire
Bayonvillers	site 139	80058	4	habitat	linéaire
Behen	site 140	80076	3	habitat	autre
Behen	site 141	80076	3	habitat	linéaire

Commune	numéro de site	Commune	Recherche	Fonction	Intervention
Bernay en Ponthieu	site 142	80087	4	habitat	linéaire
Bernay en Ponthieu	site 143	80087	4	funéraire	linéaire
Bernay-en-Ponthieu	site 144	80087	4	habitat	autre
Bettencourt-Saint-Ouen	site 145	80100	4	habitat	linéaire
Bettencourt-Saint-Ouen	site 146	80100	4	funéraire	linéaire
Bouchon	site 147	80117	4	habitat	linéaire
Bouchon	site 148	80117	4	funéraire	linéaire
Bouillancourt-en-Séry	site 149	80120	3	habitat	linéaire
Bouillancourt-en-Séry	site 150	80120	3	funéraire	linéaire
Boves	site 151	80131	3	habitat	autre
Boves	site 152	80131	3	funéraire	autre
Boves	site 153	80131	3	habitat	autre
Brouchy	site 154	80144	4	indéterminé	linéaire
Cachy	site 155	80159	4	habitat	linéaire
Cachy	site 156	80159	4	funéraire	linéaire
Cagny	site 157	80159	4	habitat	linéaire
Caours	site 158	80171	4	funéraire	linéaire
Cizancourt “Licourt”	site 160	80197	4	funéraire	linéaire
Cizancourt “Licourt”	site 161	80197	4	habitat	linéaire
Chipilly	site 159	80192	1	habitat	autre
Condé-Folie	site 162	80205	3	indéterminé	zac
Croixrault	site 163	80227	4	habitat	linéaire
Croixrault	site 164	80227	4	funéraire	linéaire
Dompierre-sur-Authie	site 166	80248	3	funéraire	autre
Dompierre-Becquincourt	site 165	80247	4	habitat	autre
Dury	site 167	80261	4	indéterminé	autre
Dury	site 168	80261	4	habitat	linéaire
Dury	site 169	80261	4	habitat	linéaire
Dury	site 170	80261	4	habitat	linéaire
Dury	site 171	80261	4	funéraire	lineair
Eaucourt-sur-Somme	site 172	80262	4	habitat	linéaire
Ennemain	site 173	80267	4	habitat	linéaire
Ennemain	site 174	80267	4	funéraire	linéaire
Estrées-Deniécourt	site 175	80288	4	habitat	zac
Estrées-Deniécourt	site 176	80288	4	funéraire	zac
Framerville-Rainecourt	site 177	80342	4	habitat	linéaire
Framerville-Rainecourt	site 178	80342	4	habitat	linéaire
Framerville-Rainecourt	site 179	80342	4	funéraire	linéaire
Francières	site 180	80344	4	habitat	linéaire
Fransures	site 182	80349	4	habitat	linéaire
Fransures	site 181	80349	4	habitat	linéaire
Fransures	site 183	80349	4	funéraire	linéaire
Fresnes-Mazancourt	site 185	80353	4	funéraire	linéaire
Fresnes-Mazencourt	site 186	80353	4	habitat	linéaire
Fresnes-Mazancourt	site 184	80353	4	habitat	linéaire
Fricamps	site 187	80365	4	habitat	linéaire
Gentelles	site 188	80376	4	funéraire	linéaire
Glisy	site 189	80379	4	habitat	zac
Glisy	site 190	80379	4	habitat	zac
Glisy	site 191	80379	4	funéraire	zac
Grand-Laviers	site 192	80385	4	habitat	linéaire
Grand-Laviers	site 193	80385	4	habitat	linéaire
Grand-Laviers	site 194	80385	4	funéraire	linéaire
Ham	site 195	80410	4	funéraire	zac
Ham	site 196	80410	4	habitat	zac
Harbonnières	site 197	80417	4	habitat	linéaire
Herleville	site 198	80432	4	habitat	linéaire
Huppy	site 199	80446	3	habitat	linéaire
La Chaussée-Tirancourt	site 201	80187	1	habitat	autre
L’Étoile	site 200	80296	1	habitat	autre
Le Translay	site 202	80767	3	habitat	linéaire
Le Translay	site 203	80767	4	habitat	linéaire
Le Translay	site 204	80767	3	funéraire	linéaire
Le Translay	site 205	80767	4	habitat	linéaire
Lièrcourt-Érondelle	site 206	80476	1	habitat	autre

Commune	numéro de site	Commune	Recherche	Fonction	Intervention
Loeuilly	site 207	80485	3	habitat	linéaire
Long	site 208	80486	4	indéterminé	linéaire
Mareuil-Caubert	site 211	80512	1	habitat	autre
Marcelcave	site 209	80507	4	habitat	linéaire
Marcelcave	site 210	80507	4	funéraire	linéaire
Martainneville	site 212	80518	3	habitat	linéaire
Martainneville	site 213	80518	3	funéraire	linéaire
Méricourt-sur-Somme	site 214	80532	1	habitat	autre
Morvillers-Saint-Saturnin	site 215	80573	3	funéraire	autre
Noyelles-sur-Mer	site 216	80600	4	funéraire	linéaire
Plachy-Buyon	site 217	80627	3	habitat	linéaire
Pont-de-Metz	site 218	80632	4	habitat	autre
Pont-de-Metz	site 219	80632	3	habitat	linéaire
Pont-Rémy	site 220	80635	4	habitat	linéaire
Pont-Rémy	site 221	80635	4	funéraire	linéaire
Quend	site 222	80649	4	habitat	carrière
Revelles	site 223	80670	4	habitat	linéaire
Ribemont-sur-Ancre	site 224	80672	2	funéraire	autre
Roye	site 225	80685	4	habitat	autre
Rue	site 226	80688	4	habitat	carrière
Rue	site 227	80688	4	funéraire	carrière
Sailly-Flibeaucourt	site 228	80692	4	habitat	linéaire
Sailly-Flibeaucourt	site 229	80692	4	funéraire	linéaire
Sains-en-Amiénois	site 230	80696	4	funéraire	autre
Saint-Sauveur	site 231	80718	4	habitat	linéaire
Saint-Sauveur	site 232	80718	4	habitat	linéaire
Saint-Sauveur	site 233	80718	4	funéraire	linéaire
Saleux	site 234	80724	4	habitat	linéaire
Saleux	site 235	80724	4	habitat	linéaire
Saleux	site 236	80724	4	funéraire	linéaire
Soyecourt	site 237	80741	4	habitat	linéaire
Soyecourt	site 238	80741	4	habitat	linéaire
Soyecourt	site 239	80741	4	habitat	linéaire
Soyecourt	site 240	80741	4	funéraire	linéaire
Toutencourt	site 241	80766	4	funéraire	linéaire
Toutencourt	site 242	80766	4	funéraire	linéaire
Vignacourt	site 243	80793	4	habitat	linéaire
Vignacourt	site 244	80793	4	funéraire	linéaire
Ville -Le -Marclet	site 245	80795	4	habitat	linéaire
Ville-le-Marclet	site 246	80795	4	habitat	linéaire
Villers-Bretonneux	site 247	80799	3	funéraire	autre
Villers-les-Royes	site 248	80803	4	funéraire	autre
Vismes-au-Val	site 249	80809	3	habitat	linéaire
Vismes-au-Val	site 250	80809	3	funéraire	linéaire

DOCUMENT ANNEXE II

LISTE DES ÉTUDES CARPOLOGIQUES RÉALISÉES EN PICARDIE

Étude par	Dépt.	Commune	Site	Responsable	Datation
Matterne	Aisne	Bazoches-sur-Vesle	La Foulerie	S. Dessenne	La Tène D
Matterne	Aisne	Bazoches-sur-Vesle	Les Chantraines	Cl. Pommepuy	La Tène
Matterne	Aisne	Beaurieux	Les Grèves	C. Haselgrove	toutes périodes
Bakels, 1995	Aisne	Berry-au-Bac	Le Chemin de la pêcherie		Néolithique
Matterne	Aisne	Bohain	Le Moulin Mayeux	Ph. Lemaire	Ier siècle
Matterne	Aisne	Bucy-Le-Long	Le Grand Marais	Cl. Pommepuy	Hallstatt
Matterne	Aisne	Bucy-Le-Long	Le Grand Marais	Br. Robert	Hallstatt/La Tène A
Hopf, 1969	Aisne	Chassemy		R. Rowlet	La Tène A
Matterne	Aisne	Ciry-Salsogne	Le Bruy	R. Cottiaux	La Tène C
Matterne	Aisne	Goussancourt		C. Hosdez	Gallo-romain
Pals, inédit	Aisne	Juvincourt-et-Damary	Le Gué de Mauchamp	D. Bayard	Hallstatt/La Tène
Matterne	Aisne	Limé	La Prairie	L. Hachem	La Tène A
Matterne	Aisne	Limé	Les Fussis	B. Hénon	Ier-IIIe siècles

Étude par	Dépt.	Commune	Site	Responsable	Datation
Bakels, 1984	Aisne	Menneville	Derrière le Village	Br. Robert	La Tène A
Matterne	Aisne	Ploisy		Fr. Gransar	âges du Fer et Gallo-romain précoce
Matterne	Aisne	Saint-Quentin	Bois de Cambronne	Ph. Lemaire	Ier siècle
Matterne	Aisne	Sermoise	Prés du Bout de la Ville	Fr. Gransar	La Tène
Matterne	Aisne	Vermand	Champ des Lavoirs	Ph. Lemaire	La Tène
Auxiette, 2003	Aisne	Villeneuve-Saint-Germain	Les Étomelles	G. Auxiette	Hallstatt
Marinval, 1991	Oise	Beauvais	Hôtel de Ville	J.-M. Fémolant	Moyen Âge
Matterne	Oise	Beauvais	Palais des Sports	J.-M. Fémolant	Haut-Empire
Heim, 1973	Oise	Béthisy-Saint-Martin	Le Barillet	M. Jouve	La Tène
Marinval, inédit	Oise	Chambly	La Marnière	J.-M. Fémolant	La Tène D
Bakels, 1984, 1986	Oise	Orrouy	Les Ouies	G.-P. Woimant	IVe siècle
Marinval, 1990	Oise	Choisy-au-Bac	Le Confluent	Fr. Prodeo	Néolithique
Bakels, 1984,	Oise	Compiègne	Le Fond Pernant	B. Lambot	La Tène A
Matterne 1997	Oise	Compiègne	Place des Hallettes	M. Petitjean	Moyen Âge
Querel, 2002	Oise	Estrées-Saint-Denis	Les Sablons	P. Quérel	Ier-IIe siècles
Malrain *et al.* 1996	Oise	Jaux	Le Camp du Roy	Fr. Malrain	La Tène D
Matterne	Oise	Lacroix-Saint-Ouen	Les Longues Rayes	M. Talon	La Tène A
Matterne	Oise	Le Plessis-Brion	Le Fond	Fr. Malrain	Haut-Empire
Marinval, 1992, de Hingh, 1992/93 & Matterne, inédit	Oise	Longueil-Sainte-Marie	La Queue de Rivecourt et Le Bois Harlé	D. Maréchal	IIe-IIIe siècles
Matterne	Oise	Longueil-Sainte-Marie	Le Vivier des Grès	Fr. Malrain	La Tène C
Matterne	Oise	Pontpoint	Les Prés Véry	Fr. Malrain & E. Pinard	La Tène A
Matterne	Oise	Pont-Sainte-Maxence	Le Jonquoire	Fr. Malrain	Augustéen, Ier siècle
Reynolds dans	Oise	Rouvillers	Terre d'Élogettes	M. Talon	IVe siècle
Talon, 1982	Oise	Précy-sur-Oise	2 rue du Martray	M. Derbois	Moyen Âge
Matterne	Oise	Verberie	Les Gâts	E. Pinard	La Tène A
Matterne	Somme	Ablaincourt-Pressoir	Le Chemin Blanc de Bovent	F. Lemaire	La Tène D2
Matterne	Somme	Amiens	Boulevard de Belfort	E. Binet	Ier siècle
Matterne, 1998	Somme	Amiens	ZAC Cathédrale	D. Gemehl	IIe siècle
Bakels	Somme	Athies	Le Chemin de Croix	V. Harnay	Moyen Âge
Matterne *et al.*	Somme	Attilly	La Pâture des Grands Valuzeaux	A. Dubois	Gallo-romain précoce et Haut-Empire
Pals, inédit	Somme	Behen	Les Grands Riots	D. Bayard	Gallo-romain
Matterne	Somme	Bettencourt-Saint-Ouen	La Jocour	Ph. Lemaire	Haut-Empire
Pals, inédit	Somme	Bouillancourt-en-Séry		O. Gonnet	Gallo-romain
Matterne	Somme	Cagny	Ferme de l'Épinette	P. Barbet	IVe siècle
Matterne	Somme	Cizancourt-Licourt	La Sole des Galets	Ph. Lefèvre	La Tène A
Matterne	Somme	Croixrault	L'Aérodrome	St. Gaudefroy	La Tène C2-D2
Matterne	Somme	Croixrault	La Dériole		Gallo-romain
Bakels, 1999	Somme	Dury	Le Moulin	V. Harnay	Moyen Âge
Quére, 2000	Somme	Dury	Le Camp Rolland	P. Quérel	IIIe siècle
Matterne	Somme	Eaucourt	Les Monts Bergeron	R. Haurillon	IIe-IIIe siècles
Matterne	Somme	Ennemain	L'Orme	H. Petitot	Ier et IIIe-IVe siècles
Matterne	Somme	Ennemain	Notre Dame de Joie	L. Wosny	Bronze final-Hallstatt
Matterne	Somme	Estrées-Deniécourt	Derrière le Jardin du Berger	D. Bayard/G. Prilaux	Ier-IVe siècles
Matterne	Somme	Etreillers	La Grande Pâture	N. Soupart	Gallo-romain
Matterne	Somme	Forest-Monthiers	Le Fond de Bernay	P. Quérel	La Tène D
Matterne	Somme	Framerville-Rainecourt	Le Fond d'Herleville	R. Rougier	Bronze final-Hallstatt
Matterne	Somme	Fresnes-Mazancourt	La Sole du Bois d'en Haut	R. Rougier	Hallstatt
Matterne	Somme	Fresnes-Mazancourt	La Sole du Moulin	R. Rougier	La Tène C-D
Matterne	Somme	Fricamps	Les Epassés	N. Buchez	La Tène C2-D2
Matterne	Somme	Gauville	Le Bout de la Rue du Bois	N. Soupart	La Tène D1
Matterne	Somme	Glizy	Les Terres de Ville	St. Gaudefroy	La Tène C1
Matterne	Somme	Ham	Le Bois aux Cailloux	Ph. Barbet	La Tène B
Matterne	Somme	Harbonnières	Le Fond de Warcourt	Ph. Lefèvre	La Tène A-D
Matterne	Somme	Herleville	La Fosse Mangeart	G. Prilaux	La Tène A
Matterne	Somme	Hornoy-le-Bourg	Ancien Grand Bois		Gallo-romain
Pals, inédit	Somme	Le Translay	Le Chemin de Morival	Ph. Barbet-D. Bayard	La Tène finale
Matterne	Somme	Marcelcave	Le Chemin d'Ignaucourt	L. Blondiaux	Ier-IIe siècles
Matterne	Somme	Monchy-Lagache	Le Fond de Guizancourt	L. Blondiaux	Ier siècle
Matterne	Somme	Monchy-Lagache	La Mare de Flez	N. Soupart	Gallo-romain et Haut Moyen Âge
Matterne	Somme	Oroer	Sous le Bois Saint Martin	D. Gaillard	IVe siècle
Matterne	Somme	Pont-de-Metz	La Ferme aux Mouches	L. Blondiaux	Gallo-romain
Matterne	Somme	Pont-Rémy	Le Fond Baraquin	G. Prilaux	La Tène
Matterne	Somme	Quivières	L'Efourchon du chemin de Saint-Quentin	R. Rougier	La Tène A
Matterne	Somme	Revelles	En Face d'Henneville	V. Harnay	proto/Haut Moyen Âge
Matterne	Somme	Revelles	Le Verduret		Gallo-romain et Haut Moyen Âge
Pals, inédit et Matterne 1997	Somme	Roye	Le Puits à Marne	J.-L. Collart	IIIe-IVe siècles
Matterne	Somme	Saleux	Les Coutures	I. Catteddu	Moyen Âge
Bakels	Somme	Savy	Le Bois de l'Abbaye	D. Gemehl	Moyen Âge
Matterne	Somme	Thieulloy-L'Abbaye	Au Buquet Zabelle		La Tène ancienne
Pals, inédit	Somme	Huppy-Trinquies			La Tène B-C
Matterne	Somme	Vignacourt	Bois Vieil	H. Collet	La Tène ancienne
Matterne	Somme	Villers-Vicomte	La Rosière	G. Prilaux	IIe siècle
Pals, inédit	Somme	Vismes-au-Val	Le Plouy Coquidé		La Tène C2-D1
Matterne	Somme	Morviller-Saint Saturnin	La Mare à Jonc	N. Soupart	Gallo-romain
Matterne	Somme	Morviller-Saint Saturnin	Chaude Vallée	N. Soupart	Gallo-romain

DOCUMENT ANNEXE III

LES ÉTUDES DE FAUNES DE LA PROTOHISTOIRE RÉCENTE

Ginette AUXIETTE * & Patrice MÉNIEL **

Ce bilan a été conçu en deux parties. La première, basée sur un inventaire des faunes étudiées depuis une vingtaine d'années dans notre Région, a pour objet de mettre en évidence les principales caractéristiques de la documentation réunie à ce jour, la seconde est d'en extraire les principaux apports pour l'histoire de la chasse et de l'élevage. La Picardie est une région pionnière en archéozoologie, nous le répétons, et cela se traduit par un apport substantiel à la recherche dans ce domaine, mais aussi par une masse documentaire importante, dont la gestion s'avère évidemment de plus en plus difficile. Comme cet essai de synthèse ne peut prétendre à l'exhaustivité, le lecteur pourra aussi se rapporter à la bibliographie et, notamment, à un certain nombre de travaux plus complets (Auxiette 1994, 1996, 1997, 2000 ; Malrain *et al.* 2002 ; Méniel 1984, 1987a, 1992a, 2001).

ÉTAT DES ÉTUDES DE FAUNES

Ce bilan général des études archéozoologiques repose sur les fouilles réalisées à l'occasion de différents projets de ces trente dernières années. À côté de quelques opérations programmées, les études des sites des trois siècles avant notre ère se sont multipliées grâce à la mise en place de deux grands programmes d'archéologie préventive, dans la vallée de l'Aisne et de l'Oise, et à l'implication systématique d'archéozoologues. Elles ont été complétées ces dernières années par des études de sites fouillés dans le cadre d'aménagements routiers ou ferroviaires et du développement de nombreuses zones artisanales, projets qui ont touché de vastes secteurs ruraux. Pour terminer, il serait souhaitable que dans les années à venir, une fiche, qui synthétise les principaux traits d'un site, soit adjointe aux rapports, afin de pouvoir disposer rapidement des informations essentielles (annexe IV p. 173).

Sur les trois départements, l'Aisne, l'Oise et la Somme, c'est plus d'une cinquantaine de sites, la plupart localisés dans les deux premiers, qui ont fait l'objet d'études dont on trouvera le détail dans l'annexe V, p. 175.

La carte de répartition (fig. 1) des sites fait d'ores et déjà apparaître de grandes disparités à l'intérieur de chaque département et révèle des espaces vides, ou peu s'en faut. Plusieurs explications s'imposent :
- l'absence de projets d'aménagement du territoire ;
- l'absence de sites, de prescription de fouille, ou encore de moyens d'étude ;
- l'indigence des données : faunes mal conservées, voire totalement disparues en raison de l'acidité des sols.

* Ingénieur, INRAP,
UMR 7041, Archéologie et Sciences de l'Antiquité
Centre archéologique de Soissons,
impasse du commandant Gérard
F - 02200 SOISSONS

** Université de Bourgogne,
6 boulevard Gabriel
F - 21000 DIJON

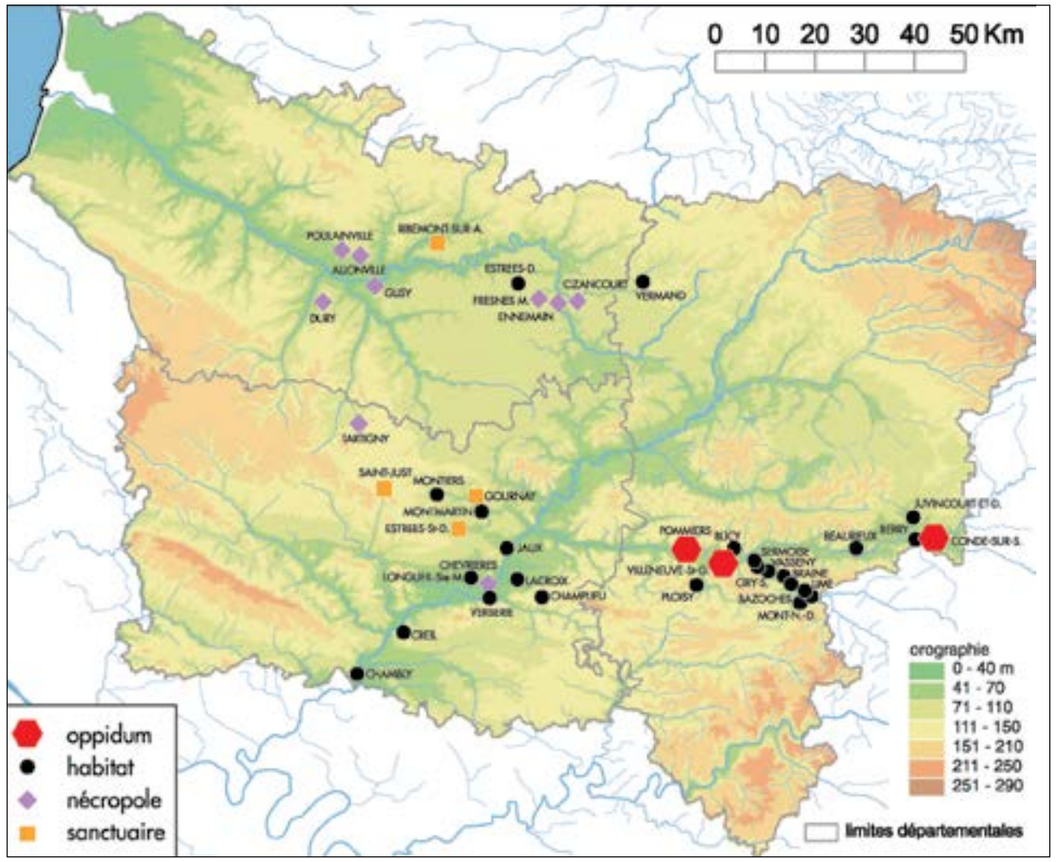


Fig. 1 - Localisation des études de faunes des sites de La Tène moyenne et finale.

Comme pour la période concernant la Protohistoire ancienne, ces raisons expliquent des lacunes qui se retrouvent dans les mêmes zones : le Nord du département de l'Aisne, en Thiérache notamment, mais aussi dans le Sud, vers la vallée de l'Ourq. Dans l'Oise, on note l'absence d'étude dans toute la partie occidentale du département, du fait d'un nombre de sites protohistoriques assez restreint, mais aussi de mauvaises conditions de conservation sur certains plateaux. Dans la Somme, en dehors des découvertes qui correspondent plus ou moins aux tracés autoroutiers de l'A26 et de l'A29, les faunes protohistoriques y restent encore bien rares.

À côté de ces régions relativement mal documentées, deux zones privilégiées identiques à celles de la Protohistoire ancienne se distinguent : la première dans la vallée de l'Oise (département de l'Oise) et la seconde dans la vallée de l'Aisne (département de l'Aisne) dont les sites sont pour la plupart intégralement décapés et fouillés. Ces découvertes ont donné lieu à des études systématiques initiées dans le cadre de diplômes de troisième cycle (Méniel 1984 ; Auxiette 1996 et 1997) puis complétées au fur et à mesure de l'avancée des fouilles archéologiques, alimentant ainsi l'une des plus importantes bases de données sur les faunes protohistoriques du Nord de la France.

La totalité des restes étudiés correspond à environ 191 000 os. Plus de la moitié (60 %) provient des sites de l'Aisne, répartis sur une soixantaine de kilomètres des vallées de l'Aisne et de la Vesle, avec quelques rares études de sites de plateaux, généralement plus pauvres en faune. Un bon tiers (35 %) provient des sites de l'Oise, répartis sur les vallées de l'Oise et du Therain. Le reliquat (5 %) est issu des sites fouillés sur l'A26 et l'A29 dans le département de la Somme.

L'importance des corpus datés de La Tène finale est due notamment aux importants ensembles de deux *oppida* (Villeneuve-Saint-Germain et Condé-sur-Suippe, dans l'Aisne), malgré des études partielles. Par ailleurs, les établissements de La Tène finale génèrent de grandes quantités de mobilier osseux et expliquent un décalage quantitatif vis-à-vis des périodes plus anciennes.

Ces études nous permettent, dans le meilleur des cas, de viser des approches socio-économiques microrégionales, voire régionales. Dans l'état actuel des recherches, seuls les départements de l'Aisne et de l'Oise ont acquis suffisamment de données pour permettre de telles approches. Il reste donc beaucoup à faire pour essayer de combler les lacunes, étudier les séries laissées pour compte et compléter, ainsi, une base documentaire déjà fortement charpentée.

L'APPORT DES ÉTUDES DE FAUNES DE L'ÂGE DU FER

En Picardie, les faunes de la période gauloise sont particulièrement nombreuses et diversifiées. En effet, elles bénéficient de terrains assurant des conditions de conservation souvent assez favorables et du nombre de sites fouillés dans la région depuis une trentaine d'années. Cela a conduit au développement précoce des études de faune, et s'est traduit par des travaux pionniers. Deux thèses consacrées à l'histoire de l'élevage dans la région (Méniel 1984 et Auxiette 1994) ont révélé l'intérêt des sites gaulois, et contribué à la mise en place des premiers référentiels dans ce domaine en France. C'est probablement l'une des régions la mieux documentée en Europe occidentale.

Les ossements animaux, quelle que soit leur origine, ferme, village, nécropole ou sanctuaire, nous renseignent d'abord sur les animaux du cheptel. Les mensurations des os réunies sur l'ensemble des sites nous permettent de décrire les animaux élevés par les Gaulois, avant tout caractérisés par des statures modestes et une gracilité prononcée. À côté de ces petits animaux, on trouve quelques représentants de formes naines (bœuf d'un mètre, chevaux d'un mètre dix, chiens de moins de vingt centimètres), dont l'entretien n'était sans doute pas motivé par des considérations économiques. En effet, la morphologie des animaux est lourde d'implication sur leurs rendements, que ce soit en viande, en lait, cuir, travail… Dans ce domaine, l'influence du monde romain se traduit de manière très spectaculaire sur l'élevage, avec l'arrivée de grands animaux qui vont remplacer les formes indigènes au début de notre ère. Or, certains de ces grands animaux, bœufs et chevaux, ont été rencontrés sur certains sites picards bien avant la Conquête (Montmartin, dans l'Oise et Condé-sur-Suippes, Aisne…), témoignant d'importations précoces et de modifications dans les mentalités. À côté de l'arrivée de ces grands animaux, on observe les effets d'un accroissement des dimensions des animaux indigènes à la fin de la période, traduction sur les os de l'influence du monde romain.

L'ÉLEVAGE ET L'ALIMENTATION CARNÉE

Les ossements animaux sont également des témoins des activités humaines. Il est ainsi possible de décrire certains aspects de l'élevage et des utilisations des animaux par l'homme. Celles-ci sont évidemment très différentes selon les espèces et selon les sites. Deux grands types de productions peuvent être distinguées selon qu'elles sont issues d'animaux vivants ou morts. Les indices archéologiques permettant de les restituer, ou simplement de les entrevoir, sont, eux aussi, assez divers. Citons notamment, les âges, les sexes, la nature des ossements retrouvés et leur état (entier, fragmentés, découpés…). Certaines utilisations seront clairement identifiées, alors que d'autres ne pourront être qu'entrevues. Dans de nombreux domaines, le traitement des données relève d'approches statistiques et nécessite de grandes collections, ce qui explique les avancées dans ce domaine dans notre Région.

L'étude des modalités de gestion, et notamment les distributions d'âges d'abattage, nous permet de distinguer deux grandes catégories d'animaux : des bêtes de boucherie et des sujets réformés après une phase de production ou une vie de labeur. Ces productions sont évidemment différentes selon l'espèce et le sexe. Les implications de ces modalités de gestion sont nombreuses et les études menées sur les établissements ruraux des vallées de l'Oise et de l'Aisne montre la diversité des situations, avec des établissements où l'on consomme une viande de qualité et d'autres où, au contraire, la viande est avant tout issue d'animaux adultes, voire âgés. En dehors d'aspects purement économiques de l'histoire de l'élevage, ces données contribuent, évidemment, à la hiérarchisation de ces établissements.

Mais, c'est dans le domaine de l'alimentation carnée que les indices sont les plus nombreux et les plus évidents. En effet, l'essentiel des ossements consiste en déchets culinaires issus de dépotoirs domestiques, fosses ou fossés. Ils nous renseignent avant tout sur l'alimentation carnée des Gaulois. Le premier résultat, maintenant bien établi, est que la chasse n'y joue qu'un rôle anecdotique. Cela montre que cette activité, sans doute réservée à une élite, a pu répondre à d'autres préoccupations, comme la défense contre les nuisibles, la recherche de fourrure (Villeneuve-Saint-Germain), ou d'un certain prestige, qui peut se manifester à travers la recherche de trophée. Par contre l'apport des animaux domestiques, qui représente l'essentiel de la viande consommée (la part des oiseaux et des poissons reste souvent difficile à évaluer), est assez différent selon les sites. La prédominance des bœufs est assez générale, surtout si l'on raisonne en termes de poids d'os, mais le porc occupe souvent une

place importante. Les moutons, et les chèvres – les os de ces deux animaux sont difficiles à distinguer – arrivent souvent loin derrière, quoique certaines fermes en livrent des quantités non négligeables. En effet, on note l'importance de cette espèce, plus localement, sur les sites de la vallée de l'Aisne et de la Vesle (Auxiette 2000) durant les huit derniers siècles avant notre ère, plus particulièrement sur les petits habitats ruraux correspondant à une maisonnée ou unité domestique ; les caprinés sont alors souvent consommés bien avant d'avoir atteint leur maturité pondérale. À cette diversité des sources, s'ajoutent des différences dans les âges des sujets consommés – avec les implications économiques déjà évoquées –, et dans le choix des morceaux. Tout cela débouche sur des tableaux de l'alimentation carnée dont on peut tirer des informations sur l'économie des établissements ruraux et sur leur organisation sociale. L'intérêt des opérations de grande envergure menées ces dernières décennies dans les vallées de l'Oise et de l'Aisne est de permettre de conduire des approches sur des terroirs et d'en saisir ainsi de précieuses indications sur l'histoire de l'élevage. Ces résultats font l'objet de diverses synthèses (Malrain, Matterne & Méniel 2002 ; Auxiette 1997 et 2000 ; Malrain & Pinard, sous presse). Les travaux récents menés dans la Somme (Glisy, Poulainville) permettront de contribuer à ces approches dans une région où les conditions de conservation des ossements ne sont pas toujours très favorables.

Les études menées sur les grands sites, comme à Variscourt/Condé-sur-Suippes, notamment et Villeneuve-Saint-Germain dans l'Aisne, permettent d'approcher d'autres domaines de l'exploitation des animaux. Ces sites ont vu se développer diverses formes de productions artisanales d'une manière beaucoup plus importante que dans les établissements ruraux. Bien que l'on constate le prélèvement des peaux de chiens sur de nombreux sites, le niveau de spécialisation atteint à Villeneuve-Saint-Germain se traduit par des rejets bien plus abondants et parmi lesquels figurent de très nombreuses espèces sauvages (Yvinec 1987).

Mais, à côté des artisans mettant à profit divers produits issus des carcasses, la présence sur ces sites de populations importantes induit un certain nombre de modifications quant à l'organisation de la boucherie. Dans ce cadre, à savoir celui d'une urbanisation naissante, le bœuf, de part sa taille, donne lieu à des activités de boucherie spécialisée, assez différente de la découpe domestique qui prévaut dans les établissements ruraux. C'est ainsi que sur l'oppidum de Villeneuve-Saint-Germain une découpe bouchère très standardisée a été mise en évidence dans une partie du site qui s'organise autour d'un système de fossés en croix, délimitant ainsi des secteurs artisanaux et d'habitat (Auxiette 1996).

LES ANIMAUX DANS LES PRATIQUES RELIGIEUSES

Dans le domaine des pratiques sacrificielles, la découverte du premier sanctuaire gaulois à Gournay-sur-Aronde (Oise) dans les années 1970 (Brunaux et al. 1985) a été un événement capital dans la Protohistoire européenne. Les sacrifices pratiqués sur ce site sont de deux types. Le premier concerne les grands animaux adultes, voire âgés, une quarantaine de bœufs et sept chevaux, dont les os, peu fragmentés et dépourvus de traces de découpe, montrent qu'ils n'ont pas été consommés. Les crânes de ces animaux portent des traces d'un coup de hache qui s'apparente tout à fait au sacrifice tel qu'il était pratiqué dans l'Antiquité. Ces animaux sont ensuite abandonnés à la décomposition dans une fosse, et leurs crânes sont exposés un temps. Puis les ossements ont été transportés dans le fossé qui délimite le sanctuaire, et sont restés exposés là pendant de nombreuses années. Tout différent était le sort des agneaux, plus d'une centaine, tous âgés de quelques mois, dont ce sont surtout des os d'épaules découpées qui ont été retrouvés dans le fossé, à côté de quelques os d'une douzaine de porcs également consommés. Ces animaux ont, sans doute, constitué quelques-unes de victuailles consommées lors de banquets dans l'enceinte du sanctuaire.

D'autres sanctuaires, tel Ribemont-sur-Ancre, dans la Somme (Méniel 2001) et ceux de Saint-Just-en-Chaussée (Méniel 2001), Estrées-Saint-Denis (Méniel 2002) ou Vendeuil-Caply (Vadet 1985), dans l'Oise, ont livré des restes de chevaux non consommés, des crânes de vieux bovins ou des reliefs de banquets.

Les aspects matériels de ces deux familles de pratiques (traces, choix et état des ossements, disposition, exposition) sont à l'origine d'une archéologie des pratiques sacrificielles qui s'est maintenant répandue en Europe et à des sites qui ne présentant pas toutes les caractéristiques des sanctuaires picards. C'est ainsi qu'à Braine (Aisne), dans la vallée de la Vesle, site aristocratique occupé durant le II^e siècle avant notre ère, des espaces du fossé d'enclos étaient réservés au dépôt et à l'exposition de morceaux choisis et soigneusement disposés en une alternance rigoureuse (Auxiette *et al.* 2000).

Des restes de banquets sont parfois découverts dans des établissements ruraux ; c'est le cas à Vermand "Champ des Lavoirs", dans l'Aisne, où le silo 1145 a livré des restes de treize moutons, vingt-cinq agneaux nouveau-nés et trois fœtus (Lemaire *et al.* 2000). Cet ensemble dont l'interprétation est délicate, du fait de la variété des animaux présents, témoigne d'une consommation massive de viande ; là encore, c'est l'image d'un banquet qui se profile, dans un cadre bien différent de celui du sanctuaire.

RAP - n° 3/4, 2005, François Malrain, Stéphane Gaudefroy & Frédéric Gransar, *La Protohistoire récente. III^e siècle - 1^ère moitié du premier siècle avant notre ère*

Un autre domaine de pratiques religieuses où les animaux sont impliqués, est celui des usages funéraires. En effet, la fouille des sépultures livre assez régulièrement des restes animaux, dont une bonne partie relève de pratiques alimentaires, offrande de viande ou autre, avec, là encore, une certaine diversité d'une sépulture à l'autre, même au sein d'un même cimetière. Diverses nécropoles ont été fouillées ces dernières années. Dans l'Oise, la nécropole de Tartigny permet d'illustrer un certain nombre de questions relatives aux restes animaux découverts dans les sépultures gauloises (Méniel 1986a). L'animal de prédilection – le porc – est l'objet d'une découpe très standardisée qui, depuis, s'est rencontrée à Glisy (Somme), à Bucy-le-Long, dans l'Aisne (Auxiette 1995 ; Auxiette en cours) mais aussi en Champagne (Lambot *et al.* 1994), au Luxembourg (Metzler *et al.* 1999) et jusqu'en Hongrie (Méniel, en cours). Les vertèbres décharnées durant ce processus constituent à Tartigny (Oise) mais aussi à Bucy-le-Long, une part importante des dépôts animaux, témoignant ainsi de la découpe du porc dans le cadre des rites funéraires et d'un prélèvement, sans doute à des fins de banquets, d'une bonne part de la viande. En revanche, l'examen des cendres ne révèle pas toujours un dépôt de viande sur le bûcher, mais cette pratique est bien avérée par ailleurs, comme à Mazancourt et Cizancourt, dans la Somme, ou encore à Bucy-le-Long dans l'Aisne. Des volailles, coq et oie, sont présentes ; la part de la volaille s'accroît par la suite, notamment à la période romaine, jusqu'à l'exclusivité comme à Vron, dans la Somme, à la fin de cette séquence chronologique.

BIBLIOGRAPHIE

AUXIETTE G. (1993) - « La faune du site de Tergnier "Les Hauts-Riez" » dans NAZE G. « Tergnier "Les Hauts-Riez (Aisne) - Habitats de l'Age du Fer et de la période Gallo-Romaine », *Revue archéologique de Picardie*, 1-2, Amiens, p. 3-34.

AUXIETTE G. (1994) - *Mille ans d'occupation humaine, mille ans d'élevage. L'exploitation des animaux sur les sites du Bronze final à l'Augustéen dans la vallée de l'Aisne.* Mémoire de Thèse de Doctorat, Paris I, Panthéon-Sorbonne.

AUXIETTE G. (1995) - « L'évolution du rituel funéraire à travers les offrandes animales des nécropoles gauloises de Bucy-le-Long (450/100 avant J.-C.) », *Anthropozoologica*, n° 21, Actes du V^e Colloque international de la Société de Recherche Interdisciplinaire *l'Homme et l'Animal*, Genève, novembre 1994, p. 245-252.

AUXIETTE G. (1996) – « La faune de l'oppidum de Villeneuve-Saint-Germain (Aisne) : quartiers résidentiels, quartiers artisanaux », *Revue archéologique de Picardie*, n° 1/2, Amiens, p. 27-98.

AUXIETTE G. (2000) - « Les rejets non domestiques des établissements ruraux du Hallstatt final à La Tène finale dans la vallée de l'Aisne et de la Vesle » dans MARION S. & BLANCQUAERT G. (Ed.), *Les installations agricoles à l'Âge du Fer en France septentrionale.* Actes du colloque, 29 et 30 novembre 1997, Éditions rue d'Ulm-École Normale Supérieure, Études d'Histoire et d'Archéologie n° 6, p. 169-180.

AUXIETTE G., DESENNE S., GRANSAR F. & POMMEPUY Cl. (2000) – « Structuration générale du site de Braine "La Grange des Moines" (Aisne) à La Tène finale et particularités : présentation préliminaire », Actes de la table-ronde de Ribemont, *Revue archéologique de Picardie*, n° 1/2, Amiens, p. 97-104.

BEAUJARD S. & AUXIETTE G., coll. (à paraître) – « La faune du site d'Allonnes », *Revue Archéologique de Picardie*, Amiens.

BLANCHET J.-Cl., BUCHSENSCHUTZ O. & MÉNIEL P. (1983) – « La maison de La Tène moyenne de Verberie (Oise) "Le Buisson Campin" », *Les Celtes dans le Nord du Bassin parisien*, *Revue archéologique de Picardie*, 1, Amiens, p. 96-126.

BRUNAUX J.-L. & MENIEL P., dir. (1997) - *La résidence de Montmartin (Oise, III-II^e siècles avant J.-C.).* DAF, Grands travaux, 64, CNRS, Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 270 p.

BRUNAUX J.-L., MENIEL P. & POPLIN F. (1985) - *Gournay I : les fouilles sur le sanctuaire et l'oppidum (1975-1984). Revue archéologique de Picardie,* numéro spécial, Amiens, 268 p.

HASELGROVE C., LOWTHER P. & AUXIETTE G. (à paraître) – « Le site de La Tène finale à Damary "Le Ruisseau de Fayau" (Aisne) », *Revue archéologique de Picardie*, Amiens.

HENON B., AUXIETTE G. & PINARD E. (2005) – « Deux ensembles funéraires de La Tène C dans la vallée de l'Aisne », *Revue archéologique de Picardie*, n° spécial 22, Hommages à Claudine Pommepuy, Amiens, p. 371-379.

LAMBOT B., FRIBOULET M. & MÉNIEL P. (1994) – *Le site protohistorique d'Acy-Romance (Ardennes), 2 : les nécropoles dans leur contexte régional.* Mémoire de la Société archéologique Champenoise, 8, 316 p.

LEMAIRE P., MALRAIN F. & MÉNIEL P. (2000) – « Un grand établissement enclos de La Tène moyenne à Vermand (Aisne) : une première approche », *Revue archéologique de Picardie*, 1-2, Amiens, p. 161-178.

LEPETZ S., MÉNIEL P. & YVINEC J.-H. (1995) – « Archéozoologie des installations rurales de la fin de l'âge du Fer au début du Moyen Age », *Histoire et Sociétés rurales*, 3, p. 169-182.

MALRAIN F., MÉNIEL P. & TALON M. (1994) – « L'établissement rural de Jaux "Le Camp du Roi" (Oise) », *Les installations agricoles de l'âge du Fer en Ile-de-France*. Presses de l'École Normale Supérieure, Études d'Histoire et d'Archéologie, 4, Paris, p. 159-184.

MALRAIN F., MATTERNE V. & MÉNIEL P. (2002) – *Les paysans gaulois*. Errance, Paris, 236 p.

MÉNIEL P. (1984) - *Contribution à l'histoire de l'élevage en Picardie du Néolithique à la fin de l'âge du Fer.* Revue archéologique de Picardie, numéro spécial, Amiens, 56 p.

MÉNIEL P. (1986) – « La nécropole gauloise de Tartigny (Oise) : étude des offrandes animales », *Revue archéologique de Picardie*, 3-4, Amiens, p. 37-39.

MÉNIEL P. (1987) – *Chasse et élevage chez les Gaulois*. Errance, Paris, Collection des Hespérides, 156 p.

MÉNIEL P. (1989 b) – « Les restes animaux du fossé de la ferme indigène de Chevrières "La Plaine du Marais" (Oise) », *Fouilles et sauvetages dans la moyenne vallée de l'Oise*, CRAVO, Compiègne, p. 102-107.

MÉNIEL P. (1989 c) – « Les restes animaux d'une ferme indigène de La Tène finale à Creil "Les Cerisiers" (Oise) », *Revue archéologique de Picardie*, 3-4, Amiens, p. 67-71.

MÉNIEL P. (1990) – « Les restes animaux du fossé gaulois de Beauvais "Les Aulnes du Canada" (Oise) », *Revue archéologique de Picardie*, 3-4, Amiens, p. 97-107.

MÉNIEL P. (1991) – « Les animaux à l'âge du Fer dans la vallée de l'Oise », *Archéologie de la vallée de l'Oise*, Catalogue d'exposition, CRAVO édit., p. 130-134.

MÉNIEL P. (1992) – *Les sacrifices d'animaux chez les Gaulois*. Errance Edit., Paris, 150 p.

MÉNIEL P. (1994) – « Les restes d'animaux des établissements ruraux de l'âge du Fer en Picardie : l'exemple de Chambly "La Marnière" (Oise) », *Les installations agricoles de l'âge du Fer en Ile-de-France*. Presses de l'École Normale Supérieure, Études d'Histoire et d'Archéologie, 4, Paris, p. 205-226.

MÉNIEL P. (1996) – « Les faunes des établissements ruraux de La Tène finale dans le nord de la France », *De la ferme indigène à la villa romaine*, *Revue archéologique de Picardie,* n° spécial 11, Amiens, p. 309-316.

MÉNIEL P. (2001) – *Les Gaulois et les animaux. élevage, repas et sacrifices*. Errance (Collection des Hespérides), Paris, 128 p.

MÉNIEL P. (2002) – « Les restes animaux des structures de La Tène finale du sanctuaire d'Estrées-Saint-Denis (Oise) », *Revue archéologique de Picardie,* 3-4, Amiens, p. 253-260.

METZLER-ZENS N., METZLER J. & MÉNIEL P. (1999) – *Lamadelaine, une nécropole de l'oppidum du Titelberg*. Dossiers d'archéologie du musée national d'histoire et d'art, 6, 472 p.

POPLIN Fr. (1973) - « Les restes animaux » dans FERDIÈRE A., GAUDEFROY R. & MASSY J.-L. - *Les sépultures gauloises d'Allonville (Somme),* Bulletin de la Société Préhistorique Française, 70, p. 471-490.

TALON M., MÉNIEL P., PINARD E. & RAPIN A. (1995) – « La sépulture de guerrier de Lacroix-Saint-Ouen (Oise) », *Mémoire de la Société archéologique Champenoise*, 9, p. 391-404.

VILA E., (1987) – « Condé-sur-Suippe "Le Déprofundis" : les vestiges osseux », *Fouilles protohistoriques de la Vallée de l'Aisne*, 15, Soissons, p. 221-226.

YVINEC J.-H. (1987) – « Découpe, pelleterie et consommation des chiens gaulois à Villeneuve-Saint-Germain », *Anthropozoologica*, premier n° spécial, Paris, p. 83-90.

YVINEC J.-H., (1991) – *Les restes animaux de la ferme gauloise de Verberie "La Plaine Saint-Germain"*, TGV Nord, rapport d'étude.

DOCUMENT ANNEXE IV

PCR : FERMES DE L'AGE DU FER DU BASSIN-PARISIEN : Fiche de site n° N° de s

LOCALISATION

Région: Région — Commune: Commune

n° de site SRA: n° de site SRA — Département: Département — Lieu dit: Lieu dit

Coordonnées Lambert

Zone: Zo — X: X — Y: Y — Altitude: Altitude

L'opération archéologique

Année	Titulaire de l'autorisation de fouille	Nature
Année	Titulaire	Nature

Géographie locale :

Nature du substrat: Nature du substrat

Topographie: Topographie

Surface du site: Surface du s — Surface décapée: Surface déca — Surface fouillée: Surface fouil

Datation

Nombre de phases: Nombre de — La phase n°: N° d est traitée dans cette fiche

Début de la phase: Datation av. J.C. — Fin de la phase: Datation av. J.C.

H B2-B3	H C	H D1	H D2	H D3	LT A	LT B1	LT B2	LT C1	LT C2	LT D1	D2	GR P
Ha B2-B3	Ha C	Ha D1	Ha D2	Ha D3	LT A	LT B1	LT B2	LT C1	LT C2	LT D1	LT D2	GR P

Critères de datation: Critères de datation

Enclos principaux

Enclos — Surface enclos: Surface — Plan: Plan

Fonction des enclos	Critères
Fonction enclos	Critères enclos

Limites d'enclos: Type de limite

Entrées : Nombre: bre E — Type: Type entrée

Bâtiments

Etat de conservation: Etat de bâtiments

Construction	Fonction	Critère
Construction	Fonction	Critère fonction

Structures excavées

nbr	type
indét	indéterminé
extrac	extraction
silo	silo
soute	souterrain
atelie	atelier
puits	puits
four	four
cave	cave
mare	mare
autre	autre

Céramique

Céramique — Poids: Poids — Tessons: Nombre — NMI: NMI

Vase remarquable	Objet en argile
Remarquable	Objet

Autre mobilier

nbr	Type
nomb	Autre mobilier

Faune : Faune — poids: poids de restes — conservation: Etat de conservation

Humains Humains

Proposition de fiche d'enregistrement afin de cerner au mieux les informations livrées par un site (*d'après Nillesse 2005*).

COMMENTAIRE **n° de site SRA** n° de site SRA

Commentaire

BIBLIOGRAPHIE

Auteur **Titre** (DFS, Bilans, publications ...) **Références** (revue, pages, années...)

Auteur Titre Références

Auteur de la fiche Auteur de la fiche

Verso de la fiche

DOCUMENT ANNEXE V

LISTE DES ÉTUDES DE FAUNES POUR LA PROTOHISTOIRE RÉCENTE

Code des auteurs des études :

GA : Ginette Auxiette — SF : Stéphane Frère
SL : Sébastien Lepetz — PM : Patrice Méniel
FP : François Poplin — JHY : Jean-Hervé Yvinec

Dép.	commune	code/lieu dit	nature site	NR total	NR dét.	auteur	Biblio
Aisne	Bazoches-sur-Vesles	BZF (fossé - exhaustif)	Rural	89	62	GA	inédit
Aisne	Bazoches-sur-Vesles	BZC (fossés enclos-exh.)	Rural	2757	1772	GA	inédit
Aisne	Bazoches-sur-Vesles	BZC (fossés autres-exh.)	Rural	172	50	GA	inédit
Aisne	Bazoches-sur-Vesles	BZC (fosses-exhaustif)	Rural	16	9	GA	inédit
Aisne	Beaurieux	BLJ (fosses)	Rural	7734	4525	GA	inédit
Aisne	Berry-au-Bac	BCP (LT D1 - exhaustif)	Rural	414	288	GA	inédit
Aisne	Braine	BMO (fossés et fosses-exhaustif)	Rural	10361	5432	GA	inédit
Aisne	Bucy-le-Long	BFM (fossés et fosses-exhaustif)	Rural	1766	562	GA	inédit
Aisne	Bucy-le-Long	"Le Fond du Petit Marais"	Nécropole	60 tombes		GA	inédit
Aisne	Ciry-Salsogne	CLB (fosses et fossés - exhaustif)	Rural	483	281	GA	inédit
Aisne	Condé-sur-Suippe /Variscourt	CSS (LT D1-échantillon)	*Oppidum*	2820	1331	GA	inédit
Aisne	Condé sur Suippe /Variscourt	Fouilles Massy	*Oppidum*	28885	12474	PM	inédit
Aisne	Juvincourt-et-Damary	DRF (couche et fosse)	Rural	2780	1273	GA	inédit
Aisne	Limé	LLS (fosses ; fossé-exh.)	Rural	97	60	GA	inédit
Aisne	Mont-Notre-Dame	MNV (fossés-échantillon)	Rural	608	440	GA	inédit
Aisne	Ploisy		Rural	67	56	GA	inédit
Aisne	Pommiers	PLA** niv. 4 (LT D2-exh.)	*Oppidum*	1837	948	GA	inédit
Aisne	Sermoise	SPV (fosses et fossés - exhaustif)	Rural	333	232	GA	inédit
Aisne	Vasseny	VDG (fosse)	Rural	84	54	GA	inédit
Aisne	Vermand	"Champ des Lavoirs"	Rural	2817	1882	PM	Lemaire, Malrain & Méniel 2000
Aisne	Villeneuve-St-Germain	"Les étonnelles"	Nécropole	2 tombes		GA	Hénon *et al.* 2005
Aisne	Villeneuve-St-Germain	VSG (GA échantillon)	*Oppidum*	39721	24429	GA	inédit
Aisne	Villeneuve-St-Germain	VSG (Classen échantillon)	*Oppidum*	4332		GA	inédit
Aisne	Villeneuve-St-Germain	VSE	*Oppidum*	1219	1116	GA	inédit
Aisne	Villeneuve-St-Germain	Échantillon carnivores	*Oppidum*	5000		JHY	Rapport
Oise	Chambly	"La Marnière"	Rural	3344	1648	PM	Méniel 1994
Oise	Champlieu	Thermes GR	Rural	250		JHY	Yvinec 1997
Oise	Chevrières	"La Plaine du Marais"	Rural	2018	1590	PM	Méniel 1989
Oise	Creil	"Les Cerisiers"	Rural	935	779	PM	Méniel 1994
Oise	Estrées-Saint-Denis		Sanctuaire	2870	1890	PM	Méniel 2002
Oise	Gournay-sur-Aronde	"Le Parc"	Sanctuaire	3300	2422	PM	Brunaux, Méniel & Poplin 1985
Oise	Jaux	"Le Camp du Roi"	Rural	660	272	PM	Malrain *et al.* 1994

Dép.	commune	code/lieu dit	nature site	NR total	NR dét.	auteur	Biblio
Oise	Lacroix-Saint-Ouen	"Le Pré des Îles"	Rural	3252	1399	PM	inédit
Oise	Longueil-Sainte-Marie	"L'Orméon"	Rural	9586	5175	PM	inédit
Oise	Longueil-Sainte-Marie	"Le Vivier des Grès"	Rural	4805	1574	PM	inédit
Oise	Montiers	"Les Noirs Cailloux"	Rural	1136	970	PM	inédit
Oise	Montmartin	"La Fosse Muette"	Rural	8000	4820	PM	Brunaux & Méniel 1997
Oise	Saint-Just-en-Chaussée		Sanctuaire	squelettes		PM	inédit
Oise	Tartigny		Nécropole	5 sépultures		PM	Méniel 1986
Oise	Verberie	"Près des Grisards" 241	Rural	2360	659	JHY	Rapport
Oise	Verberie	"La Plaine d'Herneuse II"	Rural	20134	11622	PM	inédit
Somme	Cizancourt	"La Sole des Galets"	Nécropole	12 sépultures		PM	inédit
Somme	Dury	"Camp Roland"	Rural	3 offrandes		SL	inédit
Somme	Ennemain	" Notre-Dame de Joie"	Nécropole	5 sépultures		PM	inédit
Somme	Estrées-Deniecourt		Rural	587		JHY	Yvinec 1999
Somme	Estrées-Deniecourt		Rural	174	128	SF	inédit
Somme	Estrées-Deniecourt		Rural	175	143	SF	inédit
Somme	Glisy	"Terres de Ville"	Nécropole	6 sépultures		PM	inédit
Somme	Mazancourt	"La Sole du Moulin"	Nécropole	1 sépulture		PM	inédit
Somme	Allonville		Nécropole			FP	Poplin 1973
Somme	Poulainville		Nécropole	2 sép. une fosse		PM	inédit
Somme	Ribemont-sur-Ancre		Sanctuaire	8136	5241	PM	inédit

LES CAMPAGNES ANTIQUES : BILANS ET PERSPECTIVES

Tahar BEN REDJEB *, Laurent DUVETTE ** & Pascal QUÉREL ***

avec des contributions de Cyrille CHAIDRON **, Sébastien LEPETZ ° & Véronique MATTERNE °°
et la collaboration de Denis MARÉCHAL °°°

SOURCES DOCUMENTAIRES

Pour l'Aisne et l'Oise, le corpus a été établi à partir des données de la carte archéologique (base de données DRACAR/PATRIARCHE), des rapports de fouille déposés au Service régional de l'Archéologie et à la Direction interrégionale Nord-Picardie de l'INRAP, des *Bilans scientifiques régionaux* (abrégés dans la suite du texte en *BSR*) parus depuis 1991 et des volumes de la *Carte archéologique de la Gaule* (Oise : Woimant 1995 ; Aisne : Pichon 2002). Pour la Somme, les données sont issues de la base « sites archéologiques » du département, constituée par Tahar Ben Redjeb à partir du dépouillement systématique des informations archéologiques. Nous avons pris en compte les opérations menées depuis 1960, y compris l'apport de l'archéologie aérienne et des prospections de surface (1).

L'absence d'une véritable synthèse régionale doit être signalée. La majeure partie des investigations archéologiques menées sur des sites antiques durant ces vingt dernières années, n'a pas fait l'objet de publication détaillée. Mais les parutions annoncées du volume de la *Carte archéologique de la Gaule* consacré à la Somme (Ben Redjeb à paraître 2006) et de plusieurs volumes de la série éditée par Jean-Luc Collart, *Recherches récentes sur les campagnes antiques du Nord de la France* (2) devraient considérablement renouveler la documentation à notre disposition (fig. 1). Par ailleurs, un bilan global des opérations réalisées sur les grands tracés d'infrastructure est en cours dans le cadre d'une Action collective de recherche dirigée par Didier Bayard.

La Picardie totalise un peu plus de 5850 sites ou indices de sites ayant livré des vestiges gallo-romains : 1796 dans l'Aisne, 1716 dans l'Oise et 2340 dans la Somme (note 3 et fig. 2). Dans ce dernier département, 2195 (94 %) sites ont été découverts ou redécouverts à partir de 1960 : 1308 (60 %) par détection aérienne (4), 801 (36 %) à l'occasion de prospections pédestres ou d'une découverte fortuite et 86 (4 %) lors d'une fouille archéologique (fig. 3, haut). Il est intéressant de suivre l'évolution des découvertes selon des tranches chronologiques (1960-1975, 1976-1989 et 1990-2005) correspondant à des inflexions de la recherche. Les sites révélés par détection aérienne sont en diminution constante : 1177, 102 et 29 alors que ceux découverts par prospections pédestres s'accroissent de manière significative : 23, 280 et 498 (fig. 3, bas).

(1) - Les auteurs sont respectivement responsables des données sur les départements de la Somme, de l'Aisne et de l'Oise (coordination du bilan : Tahar Ben Redjeb). Nous remercions Jean-Luc Collart, CRA, pour les compléments apportés pour les départements de l'Aisne et de l'Oise, sa relecture attentive et ses suggestions.

(2) - Ces textes portent notamment sur les découvertes effectuées à Athies-sous-Laon, Bohain (Aisne), Gouvieux, Hardivillers, Laversines, Saint-Crépin-Ibouvillers et Verneuil-en-Halatte (Oise), Aubigny, Bettencourt-Saint-Ouen, Roye (Somme).

(3) - Hors assiette urbaine d'Amiens, de Beauvais et de Soissons.

(4) - Un peu plus de la moitié de ces sites ont été prospectés et 56 ont fait l'objet d'opérations archéologiques.

* HALMA - UMR 8142
Service régional de l'Archéologie
5 rue Henri Daussy,
F - 80000 AMIENS

** HALMA - UMR 8142
INRAP Nord-Picardie,
518 rue Saint-Fuscien,
F - 80000 AMIENS

*** HALMA - UMR 8142
INRAP Nord-Picardie,
Base archéologique, 11 rue Victor Hugo
F - 59350 SAINT-ANDRÉ-LEZ-LILLE

° CNRS, UMR 5917
Trivis
F - 22200 PABU

°° INRAP, UMR 7041
CRAVO
21 rue des Cordeliers
F - 60200 COMPIÈGNE

°°° INRAP
Base archéologique
101 rue de la République
F - 60150 THOUROTTE

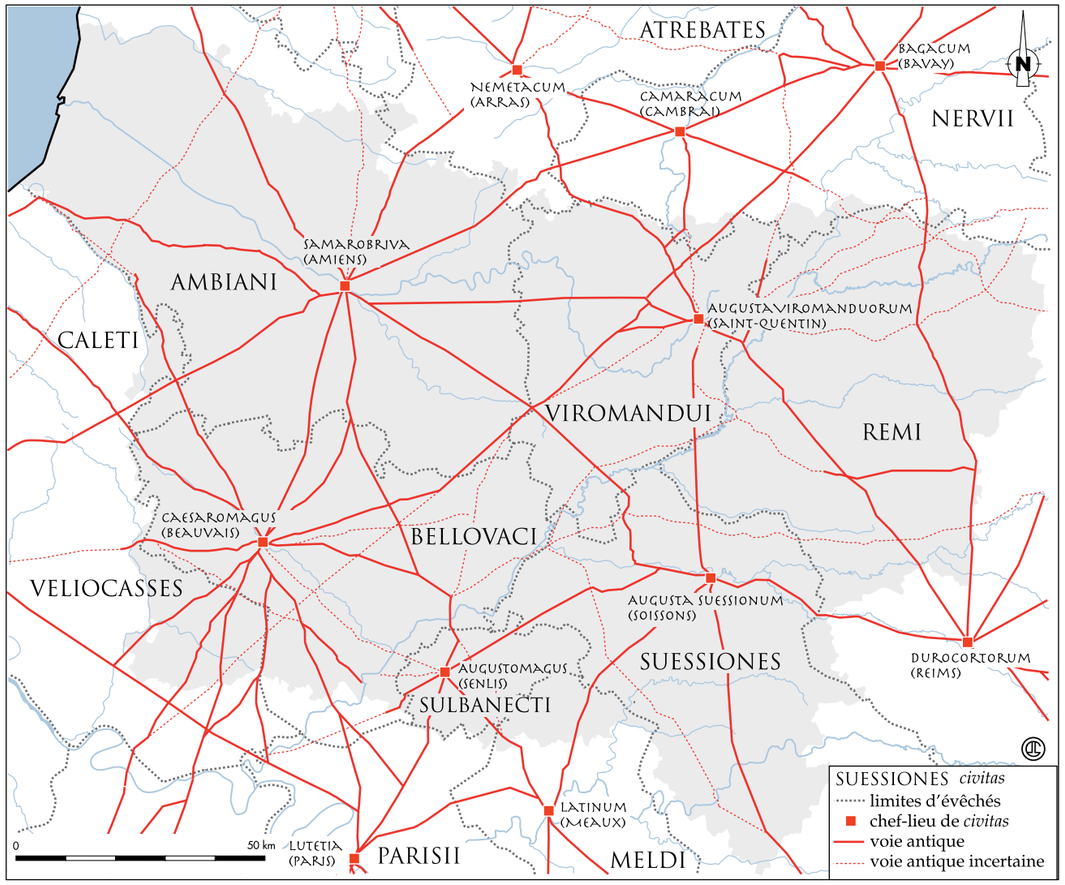


Fig. 1 - La Picardie antique (*DAO de Jean-Luc Collart, SRA de Picardie*).

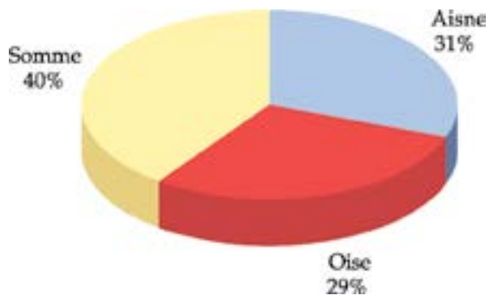


Fig. 2 - Répartition des découvertes en Picardie.

Estimer le nombre de sites antiques ayant fait l'objet d'une opération archéologique depuis 1960 s'avère difficile. Si les 287 occurrences fournies par la Somme sont fiables (5), les données sont plus difficiles à déterminer pour les deux autres départements. Néanmoins en croisant les données fournies par la base Patriarche, insuffisamment renseignée, et le fichier des rapports de fouilles, nous pouvons proposer un nombre minimum de 200 pour l'Aisne et peut-être autant pour l'Oise. Pour l'ensemble de la Picardie, nous aurions donc un total d'au moins 650 opérations. Les fouilles préventives connaissent un accroissement considérable depuis les années 1990. Pour la Somme, elles passent de 20 pour la période 1960-1975, à 32 pour celle de 1976 à 1989, pour atteindre 156 depuis 1990. La courbe ci-après (fig. 4) illustre leur évolution dans l'Oise, entre 1991 et 2001.

Selon les départements, nos périodes de référence n'étant pas identiques, il n'est pas possible de fournir des statistiques régionales sur la distribution par types d'aménagements. Dans l'Aisne (fig. 5, haut), sur ces vingt dernières années, les carrières constituent 51 % des opérations archéologiques préventives, les zones d'activités et lotissements, 30 % et les travaux d'infrastructure et autres « tracés linéaires », 19 %. Dans l'Oise, sur la période 1991-2001 (fig. 5, milieu), nous notons la part importante de ces derniers (35 %), suivie par les carrières (30 %), les ZAC (20 %) et les projets

(5) - Pour ce département, la part des fouilles programmées est de 19 %. En prenant les trois tranches chronologiques définies ci-dessus, nous notons leur chute constante.

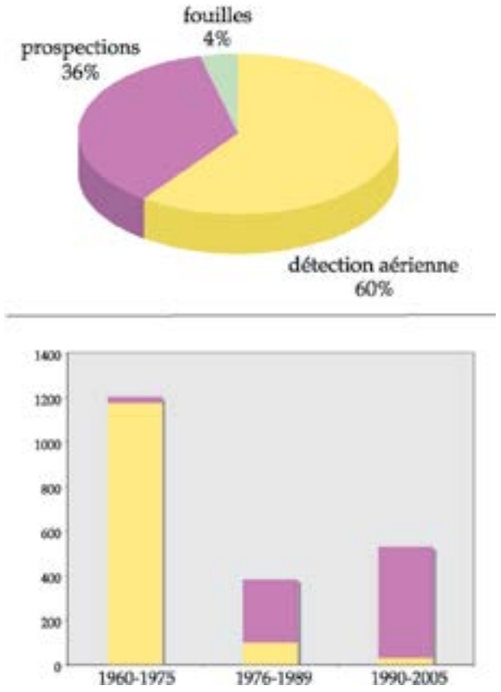
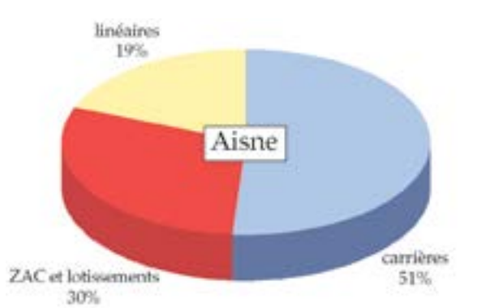


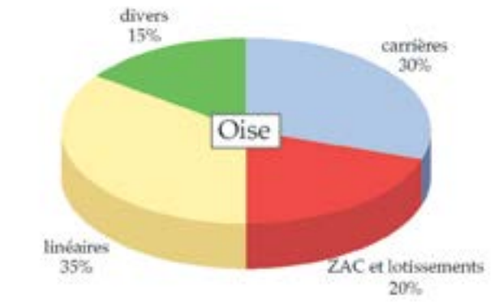
Fig. 3 - En haut : répartition par types d'intervention archéologiques dans la Somme depuis 1960. En bas : évolution des découvertes depuis 1960.

immobiliers (15 %). Dans la Somme (fig. 5, bas), depuis 1960, 144 opérations ont été réalisées sur des tracés linéaires (75 %), 26 sur des aménagements divers (14 %), 14 sur des ZAC et lotissements (6 %), 10 sur des carrières (5 %).

Dans l'Oise, nos données se répartissent en diagnostics (22 %), évaluations (44 %) et fouilles (34 %). Dans la Somme, les investigations se sont arrêtées à la phase sondage/diagnostic pour environ 40 % des sites.

Un peu plus de 10 % des sites connus ont fait l'objet d'une intervention archéologique et moins de 5 %, d'une fouille plus ou moins poussée. Quant à la part de ceux ayant été étudiés de manière





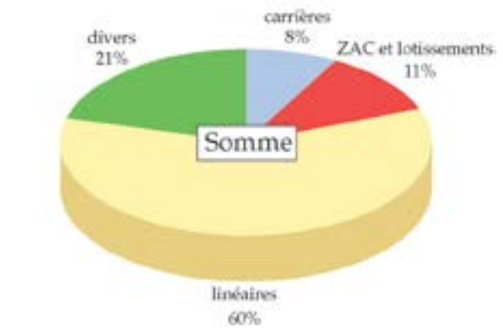


Fig. 5 - Distribution des opérations préventives en fonction de la nature des aménagements.

exhaustive, elle est infime. La faiblesse de cet échantillon nous incite à relativiser notre capacité à dresser un véritable bilan sur les campagnes antiques de la Picardie.

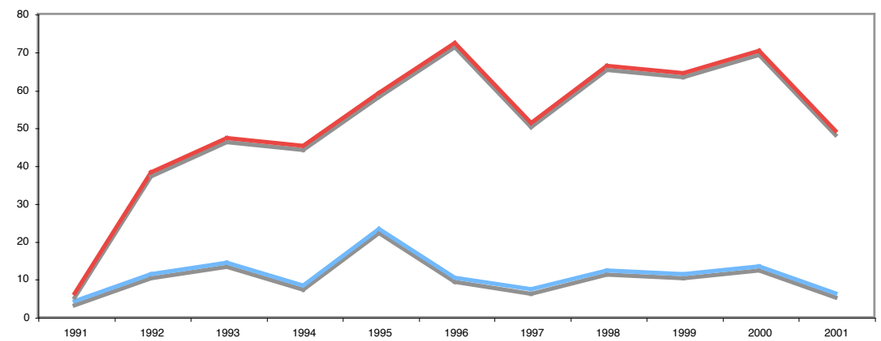


Fig. 4 - Évolution du nombre d'opérations dans l'Oise ; trait bleu : gallo-romain ; trait rouges : toutes périodes (*selon BSR, de 1991 à 2001*).

HISTORIQUE DES RECHERCHES

DES PRÉCURSEURS À L'ÉMERGENCE DES SOCIÉTÉS SAVANTES

Du XVI^e^ au XVIII^e^ siècle, une école mêlant historiens et géographes se passionne pour la géographie historique antique. Ces auteurs, pour la plupart, développent des thèmes susceptibles d'intéresser l'archéologie : définition ou étendue du *Belgium*, localisation des peuples gaulois ou des villes citées par les sources antiques (*Samarobriva, Augusta Viromanduorum, Bratuspantium*), événements de la guerre des Gaules, itinéraires antiques. Toutes ces questions font l'objet d'exégèses savantes qui aboutissent à des hypothèses immédiatement combattues par les uns ou reprises par les autres. Quant aux témoignages sur les vestiges archéologiques, ils restent encore très rares.

Les premières recherches documentées de façon satisfaisante datent du début du XIX^e^ siècle. Dans la région d'Abbeville (Somme), la *Société d'Émulation d'Abbeville*, qui existe depuis 1797, consacre une part importante de son activité à l'archéologie sous l'impulsion de plusieurs de ses membres. En 1815, Laurent-Joseph Traullé pose les premiers fondements de la stratigraphie. En 1820, la société met en place ce qu'on appellerait aujourd'hui des « programmes » de recherches. Ce sont d'abord, tout naturellement, les sites les plus repérables qui attirent l'attention. Alexandre-Louis d'Allonville entreprend des sondages sur les « camps romains » du département de la Somme (1820-1828). En 1828, une commission est chargée de rechercher les antiquités de l'arrondissement d'Abbeville. Dans l'Aisne, la *Société académique de Saint-Quentin* est fondée en 1825, pour réaliser des fouilles dans le « camp romain » de Vermand.

Peu à peu, l'ensemble de la Picardie se couvre de sociétés savantes qui maillent son territoire. La *Société d'Archéologie de la Somme* est créée en 1836 mais de nombreux archéologues picards résidant hors de ce département émettent le vœu qu'elle étende son activité à l'ensemble de la Picardie ; elle est alors remplacée en 1839 par la *Société des Antiquaires de Picardie* qui connaît son apogée à la fin du XIX^e^ siècle. Forte, de plusieurs centaines d'adhérents, elle entretient des relations avec près de deux cents sociétés savantes et étrangères. Dans l'Oise, la *Société académique de l'Oise* naît en 1847, bientôt suivie par d'autres sociétés savantes : Noyon, en 1856, Senlis, en 1862, Compiègne, en 1869 et Clermont, en 1902. Dans l'Aisne, la *Société archéologique de Soissons* et le *Comité archéologique de Soissons*, fondés en 1847, fusionnent en 1856, la *Société académique de Laon* voit le jour en 1850, la *Société littéraire et scientifique de Chauny* en 1860, la *Société archéologique et historique de Château-Thierry* en 1864 et la *Société archéologique de Vervins et de la Thiérache* en 1873. Grâce à leur intense activité, ces sociétés contribuent à la dynamisation de l'archéologie naissante et publient leurs résultats dans des bulletins périodiques.

Si Amédée Piette (1837 à 1883), dans l'Aisne, étudie la cadastration au travers des plans terriers, des cartulaires et propose une première cartographie des chaussées romaines, énumérant au passage quantité de sites antiques, le souci majeur des chercheurs reste la collecte d'objets archéologiques intacts et la recherche des sites censés les procurer (nécropoles, théâtres, temples…).

Dans la Somme, dès 1837, Jacques Boucher de Perthes, qui ne s'intéresse pas qu'à la Préhistoire, commence à suivre les travaux d'Abbeville, à employer des ouvriers pour effectuer des fouilles et à consigner fidèlement chaque découverte archéologique. Jusqu'en 1927, une vingtaine d'occupations gallo-romaines (*villae*, agglomérations secondaires, habitats indéterminés), découvertes fortuitement, font l'objet de fouilles ponctuelles (6) mais aucune n'est fouillée exhaustivement. Les efforts se concentrent exclusivement sur l'habitation du maître et les thermes. Des nécropoles sont mises au jour à l'occasion de la fouille de ces établissements mais d'autres sont explorées en dehors de tout contexte d'habitat (7).

Dans l'Aisne, Édouard Fleury soutient et suit plusieurs fouilles importantes (agglomération secondaire de Nizy-le-Comte, *villae* à mosaïques de Blanzy-lès-Fismes, Bazoches, Vailly, camp césarien de Mauchamp). Les fouilles dirigées par Stanislas Prioux (1856 à 1885), dans le Soissonnais, et surtout celles de Frédéric Moreau, dans le Sud du département, portent principalement sur des nécropoles (Brény, Chouy, Cierges, Fère-en-Tardenois, Limé). Des centaines de sépultures antiques sont exhumées et publiées dans le célèbre *Album Caranda* (16 volumes, de 1877 à 1898). Enfin, citons les recherches de Théophile Eck et Jules Pilloy sur les cimetières romains tardifs du Vermandois. Pilloy est l'un des premiers à définir un faciès funéraire romain tardif, jusqu'alors confondu avec les tombes postérieures (*Études sur d'anciens lieux de sépultures dans l'Aisne*, 1880-1904, 3 volumes).

La publication de monographies et des inventaires systématiques est soutenue mais les essais de synthèse restent rares. La plus remarquable est celle d'Édouard Fleury (*Antiquités et monuments du département de l'Aisne,* 1877-1880, 4 volumes). L'ouvrage d'Alexandre-Adolphe Ponchon, publié en 1913 (*Les villas gallo-romaines en Picardie, Contribution à l'étude de la région picarde aux premiers siècles de l'Ere Chrétienne*) est infiniment plus modeste. Il dresse un premier inventaire qui prend en compte, outre quelques dépôts monétaires et nécropoles, seulement cinq à six *villae* du département de la Somme, alors qu'un dépouillement bibliographique sérieux aurait permis de totaliser un peu plus d'une quarantaine de *villae* avérées.

Cette effervescence, brisée net par la première Guerre mondiale, a pour conséquence un net ralentissement des activités des sociétés locales et des recherches archéologiques. Ces dernières restent en sommeil jusque dans les années 1950.

(6) - Citons Damery où V. Buteux avait remarqué des lignes où la végétation était beaucoup moins forte qu'ailleurs (vers 1835), Lahoussoye (L. Douchet, 1839-1840), Gamaches (F.-I. Darsy, 1845-1846), Beuvraignes (E. Coet & l'abbé Corblet, 1860, 1863, 1880), Baizieux (M. Crépin, 1861). À partir de 1866, Pierre-Émile Hecquet d'Orval reprend les fouilles à Port-le-Grand. D'autres occupations sont étudiées à Ergnies (E. Delignières, 1877 et 1879), Étalon (M. Hadengue-Delvigne, 1875), Molliens-Dreuil (Ch. Pinsard, 1879), Thièvres (abbé Danicourt, 1883), Saint-Mard (J. Gosselin, fin XIX^e^ s.) et Etinehem (M. Deleval, 1899). D'autres amateurs, qui n'ont pas laissé leur nom à la postérité, ont exhumé des vestiges à Eppeville (1854, 1897, 1900), Nesle (vers 1860), Fouencamps (1862), Mers-les-Bains (1871), Epehy / Heudicourt (1878), Flesselles et Bavelincourt (1895). Au début du XX^e^ siècle, les investigations se sont portées sur Allaines (M. Boulanger, 1903), Yonval (abbé Rançon, 1903-1904), Villers-Bretonneux (J. Bonhomme, 1904), Mirvaux (1914) et Liercourt (C. Pellé & H. Tondellier, 1927).

(7) - Abbeville (1841), Ennemain (1844), Blangy-sous-Poix (M. Decrept & M. Leriche, 1854), Saleux (O. Cosserat, 1854), Cambron (abbé Rançon, vers 1880 et 1903), Airaines (1888), Grattepanche (vers 1905).

Fig. 6 - Roger Agache, photographié au moment du départ d'une de ses missions (*cliché Ministère de la Culture, SRA de Picardie*).

LE RENOUVEAU DES ANNÉES 1950-1979 ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'ARCHÉOLOGIE DE SAUVETAGE ET DES GRANDS TRAVAUX (1980-2004)

De nouveaux acteurs

Le renouveau et le foisonnement de l'archéologie, perceptibles dès les années 1950, se concrétisent par l'émergence de nouveaux « archéologues » amateurs qui viennent renforcer les sociétés savantes existantes ou en créent de nouvelles : *Groupe archéologique du lycée mixte d'Amiens* (1964), *Société archéologique de Péronne* (1966), *Groupe archéologique du Noyonnais* (1967), *Archéo Club Picardie Artois* (1969), *ARECOL* (1975-1985), *Groupe d'archéologie des étudiants d'Amiens* (1969), *Centre de Recherches Archéologiques de la Vallée de l'Oise* (1973) et, enfin, *Centre interdisciplinaire de Recherches Archéologiques de la Somme* (1984). Tous ces bénévoles, conscients de l'impérieuse nécessité d'étudier le patrimoine archéologique, constituent alors de véritables relais sur le terrain, jusqu'au développement de l'archéologie professionnelle des années 1980. Œuvrant dans des zones géographiques plus ou moins larges (du canton au département), ils sillonnent leur « territoire » à la recherche (de nouveaux sites, amassent les données et signalent les destructions causées par les divers aménagements qu'ils suivent avec attention et qui donnent parfois lieu à quelques fouilles de sauvetage. À côté de petits bulletins locaux (8), des publications plus spécifiquement archéologiques apparaissent, telle la *Revue archéologique du Nord-Est de l'Oise* (1971-1972) à laquelle succède la *Revue archéologique de l'Oise* (1971-1982). Cette dernière, publiée par le CRAVO, fusionne en 1983 avec les *Cahiers archéologiques de Picardie* édités par la direction des Antiquités depuis 1974, pour former la *Revue archéologique de Picardie*.

Ce renouveau de l'archéologie picarde s'orientera dans trois directions différentes : l'archéologie aérienne, les prospections archéologiques et le développement des chantiers de fouille qui vont connaître un accroissement considérable avec l'essor de l'archéologie préventive.

Un apport considérable : l'archéologie aérienne

C'est l'Aisne qui initie le mouvement lorsque, dans le milieu des années 1950, Roger Chevallier révèle les premiers sites fossoyés au sud du département. Il est suivi, en 1960, par Roger Agache (fig. 6). Pendant deux décennies et grâce à des milliers d'heures de vol, ce dernier accumule des dizaines de

(8) - Notamment le *Bulletin du Groupe archéologique du Noyonnais* (1967-1970).

milliers de clichés (9). Rien que pour le département de la Somme, sur le ciel duquel il régna quasiment sans partage, il découvre ou redécouvre plus de 3 000 sites dont un bon tiers pour la période antique et plus de 650 *villae* avérées. L'exploitation de ces clichés permet de renouveler complètement notre perception de l'occupation du territoire et de proposer un modèle, aujourd'hui dépassé, car exclusivement centré sur de grands domaines dispersés disparaissant avec les grandes invasions du III^e^ siècle après J.-C. Durant la même période, John K. Saint-Joseph (1961-1974), essentiellement dans la Somme, et François Vasselle (1962-1990), qui survole également régulièrement la vallée de l'Aronde et ses environs, n'apportent qu'un faible complément d'informations. À eux deux, leur apport est à peine d'une vingtaine de sites antiques inédits.

Dans les années 1970, le *Conseil général de l'Aisne* et le *Comité du Tourisme de l'Aisne* s'intéressent à l'archéologie. Ce dernier est ainsi l'un des premiers à engager un archéologue professionnel, Michel Boureux. Jusqu'en 1999, il réalise des prospections aériennes systématiques, surtout dans le Soissonnais et constitue un fichier de plusieurs centaines de sites. Mais les conditions locales, notamment des différences dans les techniques architecturales antiques (fondations de blocs de pierre et non de craie damée en tranchée), ne permettent pas de recueillir une information aussi riche que dans le Bassin de la Somme.

Ces travaux sont complétés par Christophe Chardonnet, qui, de 1984 à 1987, survole essentiellement le canton de Montdidier (28 sites antiques survolés dont 11 inédits), par Bernard Lambot dans l'est de l'Aisne (1995-1996) et, jusqu'à aujourd'hui, par Gilles Naze dans la partie médiane de l'Aisne et par Patrick Joy, dans le Sud de l'Oise.

Les prospections pédestres

Dans l'Aisne, des prospections pédestres, relativement systématiques, sont entreprises par René Parent, dans les années 1960, essentiellement aux alentours de Fère-en-Tardenois. Les découvertes sont relativement dispersées car elles ne répondent pas à un protocole rigoureux. De 1988 à 1992, les prospections systématiques de Colin Haselgrove portent sur les vallées de l'Aisne et de la Vesle. Quatre « transects » de 2 km sur 10 km, orientés nord-sud à travers la vallée, échantillonnent les principales zones géologiques et topographiques sur une aire totale de 80 km^2. L'objectif de l'étude est de couvrir au minimum 40 % de cette surface. Les processus géomorphologiques tels que les alluvions ou les colluvions pouvant masquer les structures ainsi que les secteurs inaccessibles (carrières, pâturages, zones boisées) sont pris en compte. Six cent cinquante parcelles sont parcourues, livrant au total 69 sites et 122 concentrations de mobilier, soit une densité de 1,7 site au km^2 couvrant une période allant du Néolithique à celle du haut Moyen Âge. Pour la période romaine, 29 sites sont identifiés. Depuis 1990, Gilles Naze réalise des prospections dans la partie médiane de l'Aisne autour des vallées de la Serre et de l'Oise avec, pour principal objectif, de relever et dater les sites observés lors des prospections aériennes. De 1992 à 1995, François Blary coordonne des prospections dans la vallée de la Marne alors que, de 1996 et 1999, Jean-Paul Meuret mène quelques reconnaissances de surface en Thiérache.

Dans l'Oise, plusieurs opérations de prospection sont menées. Celles sur le canton de Chaumont-en-Vexin (Gabriel Morel, 1992-1998), le pays de Chambly (Philippe Lorquet), les cantons de Noyon et Lassigny (M. Bocquet, 1976-1977), les alentours de Saint-Crépin-Ibouvillers (Éric Kaluza, 1987-1988), la région de Senlis (Marc Durand, 1996-1997), la forêt de Compiègne (Philippe Thuillier, 1977-1978 puis 1999) et dans le secteur de Clermont (R. Vincent, D. Briant, J. Perrigault) se sont interrompues. Trois opérations se poursuivent. La plus importante, depuis 1993, très méthodique, porte sur la région de Crépy-en-Valois (Jean-Pierre Tymciow). À terme, l'arrondissement devrait être couvert exhaustivement (réserve faite des zones inaccessibles, boisées ou urbanisées). Jean-Marc Popineau, depuis 1995, suit aussi un protocole rigoureux, mais l'espace exploré est plus modeste : le bassin du ru de Roanne – canton de Pont-Sainte-Maxence. Enfin, le CIRAS réalise également des prospections dans les communes périphériques du département de la Somme.

Dans la Somme, au cours des années 1960-1970, François Vasselle profite des labours profonds pour faire des relevés de *villae* et de fermes indigènes repérées par détection aérienne. Entre 1983 et 1987, Christophe Chardonnet prospecte près d'une centaine de sites antiques, dont un peu plus d'un tiers découvert par ses soins. Le plus important programme de prospections est celui mis en place par le CIRAS en 1992. Jusqu'en 2000, il s'appuie sur une vingtaine de bénévoles et sur des équipes locales constituées de personnes en Contrats Emplois Solidarité, recrutées dans le cadre de programmes d'insertion. Depuis 2001, il repose principalement sur une dizaine de bénévoles. Les objectifs sont variés : vérifications des sites détectés par Roger Agache (10), prospections exhaustives d'une quinzaine de communes, prospections sur des lieux-dits caractéristiques, sur des rebords de plateaux, de part et d'autre d'une voie romaine, le long de la vallée de la Somme, etc. Les résultats sont spectaculaires : plus de 350 sites antiques inédits sont découverts. Par ailleurs, une enquête du CIRAS menée auprès des prospecteurs ayant effectué des recherches entre les années 1975 et 1995, permet d'étudier le mobilier provenant d'environ 500 sites antiques dont 340 étaient inédits.

Les fouilles programmées

Les recherches portent principalement sur les agglomérations secondaires, les *villae* et surtout, les sanctuaires.

Sitôt la seconde Guerre mondiale achevée, les fouilles archéologiques qui reprennent dans l'Oise, concernent tout d'abord les habitats groupés, notamment ceux fouillés sous Napoléon III. De 1947 à 1956, Pierre Durvin fait des sondages sur un habitat groupé à Rouvroy-les-Merles, fouille un ensemble de bâtiments antiques (un sanctuaire ?) à Thiverny, explore une carrière de pierre antique à Saint-Leu-d'Esserent et une petite nécropole comprenant une incinération du II^e^ siècle et six inhumations tardives. De 1956 à 1965, le R.P. André Noché et Gérard Dufour étudient le petit théâtre de Vendeuil-Caply, le camp du "Catelet", ainsi que des secteurs urbains. En forêt de Chantilly, de 1957 à 1970, Pierre Durvin explore une bourgade routière (commune de Saint-Maximin). En forêt de Compiègne, de 1964 à 1973, Jean-Marc Frémont et Bernard Woimant, dégagent une cave et ses alentours dans l'agglomération routière de "La Carrière du Roi" (commune de Morienval). En 1966, des sondages sont ouverts par Pierre Leman dans l'agglomération du "Mont Berny" à Saint-Étienne–Roilaye où quelques investigations complémentaires sont menées entre 1968 et 1971 par Michel Jouve. De 1967 à 1969, F. Digues, Hervé Margot et Michel Jouve fouillent deux fours de potiers et un habitat à Saint-Sauveur. En forêt d'Halatte, de 1966 à 1968, Jean-Marc Simon et le docteur Robert Sénéchal dégagent des substructions antiques, de nature indéterminée (commune de Chamant). Dans les autres départements, les recherches sont plus rares. Pierre Dausse, de 1972 à 1977, dégage à Iviers (Aisne) des constructions antiques et des structures métallurgiques, dans ce qui semble être un habitat groupé. Dans la Somme, Louis et François Hadengue fouillent, en 1969, six caves de maisons appartenant à une petite agglomération secondaire à Étalon et Philippe Dessaint met au jour, de 1972 à 1977, des vestiges appartenant à l'agglomération secondaire d'Airaines en sondant la "Tour des ducs de Luynes".

Les recherches sur les établissements agricoles reprennent dans l'Aisne, avec la fouille de la grande *villa* de Mercin-et-Vaux. Simplement sondée en 1961-1962 par Roger Chevallier, la partie résidentielle est fouillée par Alix Barbet de 1966 à 1977. De 1966 à 1969, Gilbert Lobjois entreprend des fouilles sur un habitat rural, mal défini, à Samoussy. En 1975, Jean-Claude Patte fait un sondage sur un balnéaire à Sinceny. Dans l'Oise, de 1950 à 1953, Pierre Durvin explore la *villa* de Verneuil-en-Halatte, "Le Bufosse". En 1967 et 1968, il entreprend l'étude de la grande *villa* du "Houy" à Saint-Maximin, poursuivie, de 1972 à 1987, par Paul Mercier et Daniel Patin. En 1967, Jean Cartier fait un sondage dans la *villa* de Bresles. Celle des "Tronces", à Verneuil-en-Halatte, est sondée en 1982 par Georges-Pierre Woimant et Alain Decormeille. Dans la Somme, le développement de l'archéologie aérienne entraîne un incontestable attrait pour l'archéologie de terrain. Mais ces opérations restent d'abord bien modestes et se limitent à des sondages sur les fossés de quelques fermes indigènes romanisées à Picquigny, Condé-Folie et Cagny (Vasselle 1962-1964) et à Vers-sur-Selle (Agache 1964). En 1964, François Vasselle commence à s'intéresser aux *villae* et effectue des recherches à l'emplacement des bâtiments principaux des *villae* de Voyennes, Estrées-sur-Noye ("Le Bois des Célestins" et "Les Coutures") et Querrieu. En 1965, sous l'impulsion d'Ernest Will, alors directeur de la circonscription des Antiquités de Lille, un programme de recherches sur l'habitat rural gallo-romain est lancé. Alain Ferdière débute des sondages, une fois n'est pas coutume, sur la *pars rustica* de la *villa* de Lamotte-Warfusée. Après 30 m^2 de décapage, l'initiative est rapidement abandonnée en raison de l'état d'arasement du site. L'année suivante, il se tourne vers Ribemont-sur-Ancre qui s'avère être un sanctuaire. En 1966, Pierre Guillemain commence à dégager le bâtiment résidentiel d'une très vaste *villa* découverte à Athies par photographie aérienne. Menée avec les moyens de l'époque, la fouille se termine en 1977 par le remblaiement du site (fig. 7). Entre 1970 et 1982, l'équipe d'ARECOL effectue une dizaine de sondages sur des occupations antiques, principalement dans le canton de Nesle. Entre 1972 et 1983, Joël Molière focalise son attention sur les caves, comme à La Chaussée-Tirancourt, Belloy-sur-Somme, Chirmont et Demuin ("Les Cinq chemins" et "La Truchinte"). En 1985, un petit sondage de Christophe Chardonnet porte sur la *villa* d'Arvillers et, en 1987,un autre de Didier Bayard sur celle de Jumel. Depuis, à part un sondage de vérification réalisé en 2000 par Tahar Ben Redjeb à Sains, pour appréhender le contexte d'un dépôt monétaire, c'est le calme plat.

(9) - Déposées au service régional de l'archéologie, elles ont récemment été inventoriées par Tahar Ben Redjeb et Emmanuel Petit dans le cadre du plan de numérisation du Ministère de la Culture. Seuls un peu moins de 1 500 sites ont conservé un document photographique à l'appui.

(10) - Trois cent quatre-vingt-quinze ont fait l'objet de prospections qui ont permis de confirmer ou de leur attribuer une occupation gallo-romaine.

Fig. 7 - Fouille de la *villa* d'Athies, dans la Somme (*cliché Roger Agache*).

À partir de 1965, l'attention commence à se porter sur les sanctuaires. D'abord timidement à Namps-Maisnil (Somme), où quelques sondages de R. Roffin permettent de dresser le plan d'un petit *fanum* totalement arasé. Dans l'Aisne, à Versigny, Pierre Foulon, de 1967 à 1976, exhume un *fanum*, deux chapelles (?) et quelques habitations. Comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, la fouille du sanctuaire de Ribemont-sur-Ancre relève d'un concours de circonstances, mais a servi de moteur pour les recherches futures. Elle est impulsée en 1968 par Jean-Louis Cadoux et le *Groupe archéologique des étudiants de l'Université d'Amiens* qui en font un vaste chantier universitaire jusqu'en 1987. La fouille, reprise par Jean-Louis Brunaux en 1990, s'est interrompue en 2003. En 1972 et 1974, François Vasselle entreprend quelques sondages limités sur les *fana* de l'Étoile et de Chilly. L'étude de ce dernier site est reprise par Jean-Luc Collart en 1979-1980. Viennent ensuite les fouilles des sanctuaires de Morvillers-Saint-Saturnin par Christiane Delplace (1983-1988), Dompierre-Sur-Authie par Daniel Piton (1987-1992) et, enfin, Boismont par Louis-Pol Delestrée (1994-1997). Dans l'Oise, les remarquables découvertes réalisées à Gournay-sur-Aronde, de 1975 à 1984, par Jean-Louis Brunaux, ont joué un grand rôle en mettant l'accent sur les antécédents protohistoriques des sanctuaires. La fouille du temple de Champlieu, à Orrouy, est entreprise par Jean-Louis Cadoux en 1976, puis poursuivie jusqu'en 1983, par Georges-Pierre Woimant alors que des sondages sont réalisés par Guiseppe Di Stefano sur le théâtre depuis 1993. Le *fanum* du "Catelet", à Vendeuil Caply, est fouillé par Georges Dilly en 1977 puis par Daniel Piton en 1982. De 1985 à 1987, Jean-Louis Brunaux s'intéresse au sanctuaire de Saint-Maur et, de 1996 à 1999, Marc Durand réétudie le temple de la forêt d'Halatte (commune d'Ognon), célèbre pour ses ex-voto, qui fait l'objet d'un numéro spécial de la *Revue archéologique de Picardie* (Durand 2000).

La seule autre problématique abordée par les fouilles programmées concerne les camps militaires. Dans la Somme, entre 1961 et 1972, Roger Agache et François Vasselle effectuent des sondages à l'emplacement des fossés des camps romains de Folleville et d'Érondelle, des retranchements de La Chaussée-Tirancourt, du présumé *burgus* de Coulonvillers. Dans l'Aisne, Michel Reddé intervient, de 1976 à 1983, sur le camp du Haut-Empire de l'aile de cavalerie des *Voconces*, à Arlaines (commune de Ressons).

En Picardie, Ribemont-sur-Ancre constitue la dernière fouille programmée consacrée à l'Antiquité, thématique qui n'a cessé de décliner pour disparaître du paysage archéologique picard.

Les grands programmes d'aménagement et le développement de l'archéologie préventive

Ce n'est que dans les années 1970, qu'apparaît une archéologie préventive censée mettre un terme aux destructions incontrôlées dont il est difficile de mesurer l'ampleur. Elle concerne d'abord essentiellement les carrières du département de l'Aisne. De grands décapages permettent d'expérimenter des bases méthodologiques spécifiques qui, à partir des années 1980, seront reprises et adaptées, avec des moyens considérables, sur les opérations linéaires (gazoduc compris), les zones d'activité et les lotissements.

Les carrières

Avec l'exploitation du granulat en fond de vallée (vallées de l'Aisne et de la Vesle), un vaste programme de fouilles de sauvetage est initié au début des années 1970 par Bohumil Soudsky, professeur spécialisé dans la Protohistoire à l'Université de Paris I, avec le soutien du *Centre National de la Recherche Scientifique*. Les principes généraux sont fondés sur la définition de la problématique scientifique, la rationalisation des méthodes de travail et, plus tard, la professionnalisation des chercheurs. Depuis les deux dernières décennies, la production du sable et du gravier s'étant fortement accrue, environ 50 hectares sont menacés chaque année. À ce jour, plus de 300 sites de toutes périodes ont été découverts sur une surface d'environ 250 km^2. Les sites de Bazoches-sur-Vesle, Soupir, Juvincourt-et-Damary, Villeneuve-Saint-Germain, Menneville et surtout Limé sont particulièrement bien documentés pour la période romaine. Les vastes décapages extensifs ont permis, outre le dégagement des noyaux d'habitat, d'observer les infrastructures agraires dans leur intégralité, livrant ainsi des informations particulièrement riches sur la structuration des terroirs. Mais ces données restent aujourd'hui, dans une large majorité des cas, à exploiter. L'abandon de ces grands décapages depuis 2002 ne permet plus une approche aussi globale et constitue une régression méthodologique.

Dans l'Oise, à partir de 1975, le CRAVO engage plusieurs fouilles de sauvetage dans les vallées de l'Oise et de l'Aronde. En 1987, une équipe s'organise autour de la moyenne vallée de l'Oise pour faire face à la croissance des surfaces exploitées par les gravières. Le suivi pluriannuel de certaines exploitations, dont la surface dépasse parfois la cinquantaine d'hectares, joue un rôle primordial dans l'étude des fermes gallo-romaines. L'exemple de Verberie "La Plaine d'Herneuse", fouillé de 1995 à 1999 sur plus de 56 ha, est ici explicite. Ces découvertes doivent être restituées dans le contexte de l'agglomération rurale de Rivecourt/Longueil-Sainte-Marie, explorée de 1988 à 1993, sur une surface de 30 ha (fig. 8). D'autres carrières permettent d'étudier des *villae* à Chambly, Houdancourt, Lihus, Plailly et Pontpoint.

Dans la Somme, le développement des carrières ne connaît pas la même ampleur que dans les départements voisins. C'est néanmoins l'exploitation d'une ballastière à Famechon qui fournit à Didier Vermeersch l'occasion de lancer, dans le cadre d'un sauvetage programmé, la première véritable fouille stratigraphique d'une *villa* (1972-1988). L'attention ne se focalise pas simplement sur le bâtiment principal mais aussi sur ses dépendances. Les autres découvertes, dues à l'exploitation de la craie, concernent essentiellement des nécropoles : Vron (Daniel Piton & Claude Seillier 1969-1984), Nouvion-en-Ponthieu (Daniel Piton 1972-1983), Noyelles-sur-Mer (Daniel Piton & Henri Marchand 1974).

Les tracés linéaires

Les travaux liés aux infrastructures routières ne donnent tout d'abord lieu qu'à quelques observations fugitives. Dans la Somme, seules quelques fosses sont relevées par François Vasselle lors de l'aménagement de l'autoroute A1 (1965) alors qu'une agglomération secondaire et une *villa* sont partiellement détruites à l'occasion des travaux de la future D. 934 (1968-1969). C'est également à l'occasion de travaux routiers que Joël Molière décape, en 1975, le bâtiment principal d'une *villa* de La Chaussée-Tirancourt dont il fouille la cave et qu'il organise un sauvetage sur les agglomérations secondaires de Beaucourt-en-Santerre (1984-1986) et d'Andechy (1985).

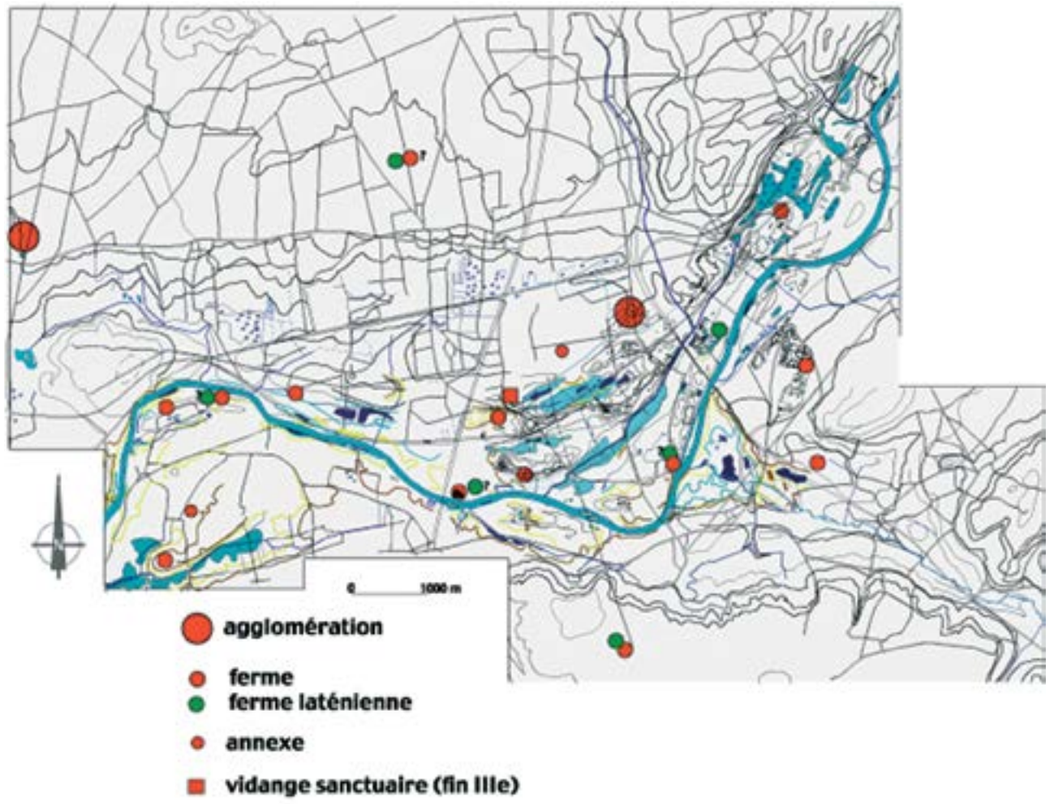


Fig. 8 - Distribution des sites de La Tène finale (D2) et gallo-romains (fin du I^{er} siècle avant notre ère au III^{e} siècle après J.-C.) sur la moyenne vallée de l'Oise en fonction de la microtopographie (*illustration Denis Maréchal*).

Les fouilles sur tracés linéaires commencent à s'organiser à partir de 1983, date à laquelle la Picardie se dote de nouvelles infrastructures ferroviaires et autoroutières. L'A26, qui traverse l'Aisne, fait l'objet de prospections pédestres préalables systématiques et de plusieurs fouilles, de 1983 à 1986. Le TGV Nord, de 1989 à 1990, est la première opération à bénéficier de moyens significatifs. Viennent ensuite les trois autoroutes assurant les liaisons Paris-Amiens-Boulogne (A16, 1990-1995), Rouen-Abbeville-Autoroute A16 (A28, 1990-1991) et Le Havre-Amiens-Saint-Quentin (A29, 1994-2003) ainsi que la LGV Est (2001-2002). Plusieurs aménagements routiers de moindre importance sont à signaler : la rocade ouest d'Abbeville (12 300 m, 1988), les déviations de Braine-Courcelle (1991) et de la RD 929 (6 700 m, 1992-1993), la pénétrante ouest d'Amiens (2 200 m, 1997), les déviations de Sermoise (1997), Urcel-Chavignon (1999), l'élargissement de la RN2 (à partir de 2001) et le contournement de Saint-Quentin (2005).

Parmi les tracés linéaires, il convient également de signaler les gazoducs. Certains font tout d'abord l'objet d'un simple suivi, comme ceux de Taisnière-sur-Hon à Villiers-le-Bel, Nesle à Eppeville, Nesle à Travecy (ARECOL : 1975-1977). Si les résultats sont limités, ils fournissent néanmoins quelques données sur l'occupation antique dans la région de Nesle (cinq établissements ruraux, une voie romaine). Les gazoducs de Gournay-sur-Aronde à Arleux (1995), de Loon-Plage à Cuvilly (1997) et de Mesnil-Saint-Nicaise à Nesle (2001), « Artères des Marches du Nord-Est » (2000-2001) et de La Flamengrie à Logny-lès-Aubenton, dans l'Aisne, sont précédés d'une opération préventive au même titre que les autres aménagements linéaires : prospections, sondages et, éventuellement, fouilles. Dans la Somme, 15 sites antiques (13 établissements ruraux, 2 parcellaires) sont ainsi recoupés et, malgré l'exiguïté des tranchées concernées, 9 sont fouillés, apportant des précisions essentiellement d'ordre chronologique.

Fig. 9 - Fouille de la *villa* d'Aubigny, dans la Somme (*cliché Christophe* Chardonnet).

Ces aménagements permettent à l'archéologie préventive de connaître un nouvel essor et contribuent largement à la connaissance des établissements ruraux gallo-romains. Dans le département de la Somme, par exemple, sur les tracés linéaires, les prospections pédestres et les sondages permettent de quadrupler le nombre de sites ayant livré des vestiges antiques.

Zones d'activités concertées, lotissements et aménagements immobiliers

Quelques fouilles de sauvetage ont parfois été anciennement réalisées à l'emplacement de lotissements. Dans l'Aisne, c'est le cas à Château-Thierry où M. Vigné, en 1964, fouille ce qu'il peut lors des travaux de construction du nouveau quartier des "Vaucrises" implanté au cœur de l'agglomération antique. À Camelin, Georges Samson met au jour, en 1972, des substructions appartenant probablement à une agglomération secondaire. Parfois, c'est l'extension d'une usine qui motive une intervention, comme à Aubigny, dans la Somme, où Christophe Chardonnet met au jour, en 1987-1988, une bonne partie d'une *villa* (fig. 9). À Verneuil-en-Halatte, "Le Bufosse", dans l'Oise, la fouille d'une grande *villa*, par Jean-Luc Collart, de 1985 à 1990, est liée à la création d'un terrain de sport.

Ces opérations préfigurent les interventions sur les zones d'activités et autres aménagements immobiliers qui se multiplient, généralement à la périphérie des agglomérations à partir des années 1990. Dans l'Oise, en amont de la zone d'intervention des sablières, un programme complémentaire mis en place pour le suivi des opérations immobilières du SIVOM de Compiègne, permet d'étudier une zone privilégiée qui s'étend sur une douzaine de kilomètres en aval de cette ville. Concernant, pour l'essentiel, une bande de 1,5 km axée sur l'Oise, il permet d'acquérir de nombreuses informations sur cette frange de la plaine alluviale, au détriment des zones exondées proches. Plus de 500 ha sont suivis par tranchées ou décapés intégralement. Les fouilles menées en périphérie nord de Beauvais portent, elles aussi, sur des surfaces notables occupées par des fermes et des *villae*. Le même cas de figure se présente à Chambly. Une ZAC est également à l'origine de la fouille des sites ruraux antiques à Méru, Verneuil-en-Halatte "La Remise de Maître Hamelin", Allonne, Monchy-Saint-Éloi et Passel. Les aménagements immobiliers dans la périphérie d'agglomérations de moyenne importance, pour leur part, contribuent à la connaissance de l'habitat aggloméré. Des observations ponctuelles sont effectuées à Cuts, à Précy-sur-Oise, à Saint-Just-en-Chaussée. À Saint-Martin-Longueau et à Estrées-Saint-Denis, les fouilles livrent des résultats essentiels. Dans l'Aisne, le suivi archéologique des zones d'activités concerne les communes de Bohain-en-Vermandois, Épaux-Bézu, Mercin-et-Vaux, Saint-Michel, Saint-Quentin et Ploisy ; celui des lotissements et des aménagements immobiliers, plus ponctuel, celles de Charly-sur-Marne, Château-Thierry et Pernant.

Autant les tracés linéaires peuvent nous laisser dubitatifs en raison de l'image tronquée des vestiges qu'ils nous livrent, autant ces aménagements offrent l'opportunité d'étudier des occupations, souvent diachroniques, sur de vastes superficies et dans des secteurs inexplorés. Les quarante-deux hectares diagnostiqués à Poulainville comprennent plusieurs secteurs archéologiques correspondant à des habitats et à des espaces funéraires qui permettent d'appréhender l'occupation de cette portion de territoire depuis l'Âge du Bronze jusqu'à la fin du IIe siècle (Dominique Gémehl, 2003). Les ZAC de Béhen sur 11 hectares (Pierre Barbet, 1997) et d'Estrées-Deniécourt sur 45 hectares (Didier Bayard, Véronique Harnay, Gilles Prilaux, 1989-1999), de Glisy (Stéphane Gaudefroy, 2002) livrent de vastes systèmes fossoyés intégrant ou non des établissements ruraux qui illustrent l'importance des réseaux parcellaires antiques. Au moment même où s'élabore ce bilan, une opération de grande ampleur (120 hectares) est en cours dans le département de la Somme, à l'emplacement de la future plateforme aéro-industrielle de Méaulte. Les résultats du diagnostic archéologique surprennent par l'ampleur et la richesse des informations obtenues. Jamais une telle densité de sites archéologiques n'a été mise en évidence sur le plateau picard. Près d'une vingtaine d'occupations couvrent une période allant de la Préhistoire au XIIe siècle, parmi lesquelles une nécropole du Haut-Empire, une ferme indigène romanisée et un établissement gallo-romain n'entrant pas dans les cadres typologiques connus. Ces occupations sont intégrées dans un système parcellaire susceptible d'être étudié en lui-même et dans une perspective de longue durée (11).

Nous n'avons pas toujours la capacité de gérer au mieux ce type d'opérations, surtout lorsqu'elles sont fractionnées dans le temps et confiées àdifférents intervenants. L'aménagement de la ZAC de Rue, l'une des premières à avoir été suivie dans la Somme, constitue un « raté » d'autant plus dommageable au regard de l'importance présumée du site. Il s'agit d'un établissement rural (ou d'une agglomération) couvrant probablement une surface d'environ 10 hectares sur une foraine dominant légèrement la plaine maritime, mis au jour fortuitement à l'occasion d'importants terrassements ayant entraîné la découverte de deux dépôts monétaires. Dans un premier temps, l'opération de sauvetage s'est bornée à récupérer les monnaies réparties dans les déblais et à constater les dégâts dans les parois de l'excavation. Par la suite, l'aménagement de la ZAC s'est déroulé sur plus de dix ans sur des zones disjointes pour lesquelles il est impossible de relier les informations archéologiques obtenues. En même temps le terrain a été « mité » par des pavillons successifs dont l'emplacement n'a pas toujours fait l'objet d'observations archéologiques.

Abordons, enfin, les récents projets éoliens qui, depuis quelques années, se développent principalement dans le département de la Somme. Implantés de manière préférentielle sur les rebords de plateaux, ils vont immanquablement détruire des vestiges archéologiques. Si les surfaces cumulées pour l'aménagement des socles éoliens peuvent paraître limitées, les travaux connexes (chemins d'accès notamment) touchent parfois plusieurs hectares. Les premières observations montrent que leur suivi, à défaut de révolutionner notre connaissance de l'habitat rural, est susceptible d'enrichir la carte archéologique.

(11) - Malgré des positions topographiques favorables, l'aménagement d'une ZAC n'est pas toujours la garantie de mettre au jour des occupations antiques. Ainsi, celle de "La Croix de Fer", près d'Amiens a donné lieu à une opération préventive réalisée sur une superficie totale de 27 hectares (Stéphane Gaudefroy, 1999-2002). Attestée dès le premier Âge du Fer, la mise en valeur du territoire (établissement agricole laténien et sa nécropole) cesse à la fin de La Tène C1.

Les disciplines annexes

Les études paléo-environnementales ont longtemps été l'apanage des préhistoriens désireux de reconstituer l'évolution du paysage. Pour les périodes historiques, il faut attendre l'avènement des grands travaux pour que les premières véritables analyses pluridisciplinaires commencent à être intégrées à la recherche archéologique. Aujourd'hui, elles devraient désormais accompagner toute opération préventive digne de ce nom. Elles sont essentiellement concentrées sur la palynologie, l'anthracologie, la carpologie et l'archéozoologie. Si de nombreux prélèvements sont réalisés, les études effectivement menées et les données mises à la disposition des chercheurs sont toutefois restreintes à une minorité de sites. Malgré leurs limites méthodologiques (destruction des restes les plus fragiles, difficulté de détermination), leur recoupement permet cependant de mieux évaluer les contextes environnementaux et les politiques de gestion du milieu rural. Au-delà, elles permettent d'appréhender les modes de subsistance et d'approvisionnement de la société tout entière.

Les études palynologiques, qui concernent essentiellement les établissements ruraux et leurs alentours plus ou moins lointains, ont été réalisées essentiellement par l'équipe d'André-Valentin

Munaut du *Laboratoire de palynologie et de dendrochronologie* de l'Université de Louvain-la-Neuve (Belgique). Elles permettent de suivre les défrichements et de reconstituer l'environnement végétal et son évolution, qu'il soit naturel (forêt, buissons) ou artificiel (cultures, haies…). L'essentiel des données demeure encore inédit (Defgnée & Munaut 1999 ; Poirier 2005).

Dans la Somme, des études anthracologiques sont effectuées par Maria-Eugenia Solari (Solari 1996) et Jean-Marie Pernaud (Pernaud 1996). Outre leur apport à la connaissance du milieu végétal, elles fournissent quelques données sur la gestion des combustibles. (Pernaud 1997 ; Matterne *et al.* 1999, p. 290-295). Des études carpologiques sont réalisées essentiellement par Véronique Matterne (Matterne 1999) et, dans une moindre mesure, par Jan-Peter Pals, du *Laboratoire de botanique* de l'Université d'Amsterdam (Pals 1996). Le nombre de taxons recueillis est variable, de quelques dizaines à près de 5300 à Ennemain. La thèse de doctorat de Véronique Matterne intègre une bonne partie des données recueillies dans la région (Matterne 2001). Elles permettent de distinguer plantes sauvages et cultivées, de retracer l'histoire de ces dernières et donc des choix alimentaires ainsi que l'évolution des pratiques agricoles et des systèmes de production (*cf.* ci-après, la contribution de Véronique Matterne, p. 208).

Si de nombreux sites livrent de la faune (près de 350 pour le département de la Somme), les études archéozoologiques dépassant celles de la simple détermination rapide des espèces rencontrées ne portent que sur un nombre limité d'établissements ayant livré des restes d'importance variable (voir principalement la thèse de Sébastien Lepetz, 1996 et sa contribution, p. 209). Néanmoins, même fragmentaires, ces données fournissent des indications sur le cheptel, permettent d'en suivre ses fluctuations par espèces, mettent en évidence leur variété, leur taille et leur âge d'abattage, donnent la possibilité d'appréhender les orientations de l'élevage et, par là même, d'avoir une meilleure approche de l'économie des campagnes, d'étudier les modalités de découpe des carcasses et donc d'accéder à une meilleure connaissance de l'alimentation carnée des populations concernées.

(12) - Même lorsque des opérations de grande ampleur ont lieu, on constate une tendance à ne plus fouiller les zones « en remblai » ou à mettre l'accent sur les sites les plus significatifs.

(13) - À comparer aux 30 % d'indices protohistoriques et aux 11 % d'indices mérovingiens.

L'OCCUPATION ARCHEOLOGIQUE DES CAMPAGNES ANTIQUES DE PICARDIE

ANALYSE DES RÉSULTATS

Sources de l'habitat rural

Pour qui veut étudier l'occupation du territoire, la tâche n'est guère aisée, le corpus documentaire étant constitué d'un ensemble de données plus ou moins disparates.

Les sources antiques sont quasiment absentes, la bibliographie ancienne reste difficile d'accès et reflète les préoccupations du moment tout en fournissant des données devenues invérifiables.

Le souci d'exhaustivité est illusoire. Il est impossible de quantifier les sites disparus à cause de l'érosion, qu'elle soit naturelle ou anthropique. Nous en voulons pour illustration, la disparition presque totale, du moins en l'absence de fouilles archéologiques, d'un certain nombre de sites qui étaient parfaitement détectables par photographies aériennes il y a une quarantaine d'années. Pour des raisons diverses, dues essentiellement à l'absence de chercheurs locaux, à des zones inaccessibles aux prospecteurs, à l'existence de communes peu soumises à de nouveaux aménagements qui ne font d'ailleurs pas systématiquement l'objet d'interventions archéologiques (12), la connaissance des terroirs n'est pas uniforme. De douteux « vides archéologiques » sont ainsi créés et tenter de corréler précisément les implantations antiques avec les contextes géographiques ou topographiques s'avère un exercice relativement ardu et illusoire. Même si, globalement, nous pressentons une occupation assez uniforme sur la majeure partie du territoire et une mise en valeur de tous les contextes topographiques.

Les prospections pédestres fournissent une masse importante d'informations pour la période romaine. Ainsi, entre 1960 et 2004, 1645 sites ou indices de sites ont fait l'objet de recherches dans la Somme. Plus de 80 % ont livré du mobilier antique (13). Mais les limites méthodologiques des prospections sont connues, surtout lorsqu'elles ne sont pas menées conjointement avec d'autres approches archéologiques. L'interprétation des sites découverts est alors souvent impossible pour les simples « gisements » de mobilier découverts au sol. L'existence de sites « fantômes » est toujours possible. La pratique des fumures médiévales, à partir des riches « terres noires » prélevées sur les *villae* antiques a déjà été signalée. Les terrassements urbains et l'évacuation des déblais peuvent contribuer à créer de faux sites, même si, en général, ils sont facilement repérables (14). La présence de matériaux de construction, voire de fondations, surtout en l'absence de survols aériens, n'est pas toujours suffisante pour caractériser une *villa*. L'expérience montre également que la superficie n'est pas un critère suffisant d'interprétation. En effet, des découvertes occupant initialement une faible surface, deviennent, suite à un sous-solage par exemple, beaucoup plus étendues. Faute de certitude, il est souvent préférable d'employer un terme plus neutre comme celui d'« établissement rural » ou de rester simplement descriptif (« sites à tuiles », « sites à céramique »).

La détection aérienne, quel que soit son apport, permet essentiellement de distinguer de grandes séries typo-morphologiques (enclos circulaires, fermes indigènes, *fana*, *villae*), mais n'apporte que très rarement des indications sur leur histoire. La fonction de près d'un quart des sites détectés ne peut ainsi être définie. Faute d'informations complémentaires, ils restent classés dans la catégorie des fossés, substructions, aires humiques et autres habitats disparus.

Les fouilles archéologiques, en nuançant les résultats obtenus par la détection aérienne et la prospection qui surévalue fortement les vestiges antiques, nous apportent une image de l'occupation antique plus conforme à la réalité. Ainsi, les opérations archéologiques menées sur les tracés linéaires du département de la Somme ne livrent plus que 62 % d'indices d'occupation gallo-romaine (15). Néanmoins, ces opérations archéologiques, en raison de leur surface souvent limitée à une faible partie d'un site, du laps de temps entre les différentes phases réglementaires (16), du raccourcissement des délais ou des choix qui ont été opérés dans les stratégies de fouille, n'assurent pas toujours la garantie d'une interprétation fiable des structures mises au jour. Ainsi, sur les tracés linéaires, même lorsque les décapages sont importants, la plupart des occupations ne sont que partiellement inscrites dans les limites des emprises. Souvent l'habitat proprement dit se trouve en dehors. D'une manière générale, les vestiges, y compris les structures en creux mises au jour, sont très arasés. Enfin, un site, même fouillé complètement, ne représente qu'une réalité tronquée du contexte dans lequel il s'insère. Les décapages sur plusieurs dizaines d'hectares montrent que les occupations se caractérisent par une évolution et une dynamique complexes, probablement rythmées par des déplacements spatiaux que nous commençons seulement à mesurer.

Tous ces phénomènes influent sur la mise en évidence, dans l'espace comme dans le temps, des occupations humaines et de leur hiérarchisation. À défaut de « modèles » précis, il est néanmoins possible d'avancer, à titre d'hypothèses, quelques idées forces sur l'occupation du territoire.

Typologie des occupations

Le choix d'une nomenclature

L'habitat dispersé a longtemps été considéré comme la forme presque exclusive de l'occupation du sol. Les recherches aériennes ont figé le modèle de l'omniprésence de l'exploitation domaniale organisée autour de la *villa*, « symbole de la civilisation gallo-romaine » selon Roger Agache. Aujourd'hui, l'apport des prospections systématiques et des fouilles de sauvetage nous incite à nuancer ce schéma qui s'avère bien plus complexe et contrasté. À côté des *villae*, des sanctuaires et des capitales de cité, nous prenons désormais en compte les nombreuses agglomérations secondaires et habitats groupés qui jouent un rôle non négligeable dans l'économie rurale. Il convient également d'intégrer les habitats intercalaires de taille modeste qui restent encore très mal connus.

L'exercice qui consiste à harmoniser la présentation de données disparates, dont l'interprétation tient beaucoup à la perception individuelle des chercheurs, conduit inévitablement à adopter une nomenclature. Dans le cas présent, la difficulté était patente, en l'état actuel de la recherche, notamment en ce qui concerne les fermes, les *villae* et les établissements assimilés, composants d'un domaine foncier qui nous échappe dans sa presque totalité.

Afin de constituer la base de données de référence, nous avons finalement adopté sept termes génériques : « structures liées au paysage routier », « établissements agropastoraux », « agglomérations secondaires et habitats groupés », « occupations

(14) - Ainsi à Ailly-sur-Somme, Alain Bayart avait recueilli un abondant mobilier gallo-romain et médiéval. En fait, il s'agissait de dépôts de terre provenant d'Amiens. À Damery (Somme), Laurent Lemaire a ramassé des fragments de céramique et d'ossements. Ce mobilier provenait en fait d'un terrassement effectué dans une propriété dans la commune. À Saleux, une petite parcelle a livré des tuiles, des blocs de grès, des scories et de nombreux tessons de céramique de La Tène à la période moderne. Là aussi, il s'agit manifestement d'un dépôt de terre provenant d'un autre site.

(15) - Alors que 66 % des sites fouillés ont livré des indices protohistoriques et 5 % des indices mérovingiens.

(16) - Il peut parfois s'écouler plusieurs mois entre les sondages, les évaluations et les fouilles proprement dites, ce qui peut entraîner la disparition d'informations.

RAP - n° 3/4, 2005, Tahar Ben Redjeb, Laurent Duvette & Pascal Quérel, *Les campagnes antiques : bilans et perspectives*

à vocation artisanale », « occupations à caractère cultuel », « ensembles funéraires » et « parcellaires ». Il s'agit d'essayer de faire rentrer dans un cadre déterminé les données de fouilles même si l'exercice comporte une part d'arbitraire, tant sont nombreuses les possibilités de croisements entre les catégories adoptées. Il en est ainsi des occupations à vocations artisanales qui, bien souvent, sont des « quartiers » insérés dans des ensembles plus vastes. Même lorsqu'ils semblent individualisés, le doute est permis. L'officine de Beuvraignes (Somme) est probablement associée à l'habitat groupé dégagé à quelques centaines de mètres à Tilloloy et l'ensemble, en bloc ou en morceaux, peut juridiquement et économiquement dépendre d'une ou plusieurs *villae* du secteur. Il en est de même pour les sanctuaires. Si nombre d'entre eux appartiennent à une agglomération secondaire, il n'en reste pas moins que ce sont essentiellement le temple ou, à la rigueur, les monuments publics qui les accompagnent, qui sont fouillés. Nous aurions pu ajouter une huitième catégorie, relativement bien représentée, regroupant les « indices d'occupation », matérialisés par quelques structures indéterminables… parce que dégagées sur des surfaces trop restreintes pour que l'on puisse appréhender la totalité du site auquel elles appartiennent.

Structures liées au paysage routier

Cette catégorie regroupe l'ensemble des occurrences liées au paysage routier. Il s'agit donc des voies, des chemins, des gués. Nous y intégrons les structures isolées dont l'étroite association avec l'axe de circulation est avérée (fig. 10).

La Picardie conserve un grand nombre de voies antiques qui perdurent sous les tracés modernes ou sont réduites à de simples chemins servant souvent de limites communales. Si le tracé général des voies les plus importantes est relativement bien connu, leur structure et leur chronologie le sont moins. Les observations archéologiques réalisées dans la Somme livrent des données intéressantes sur la

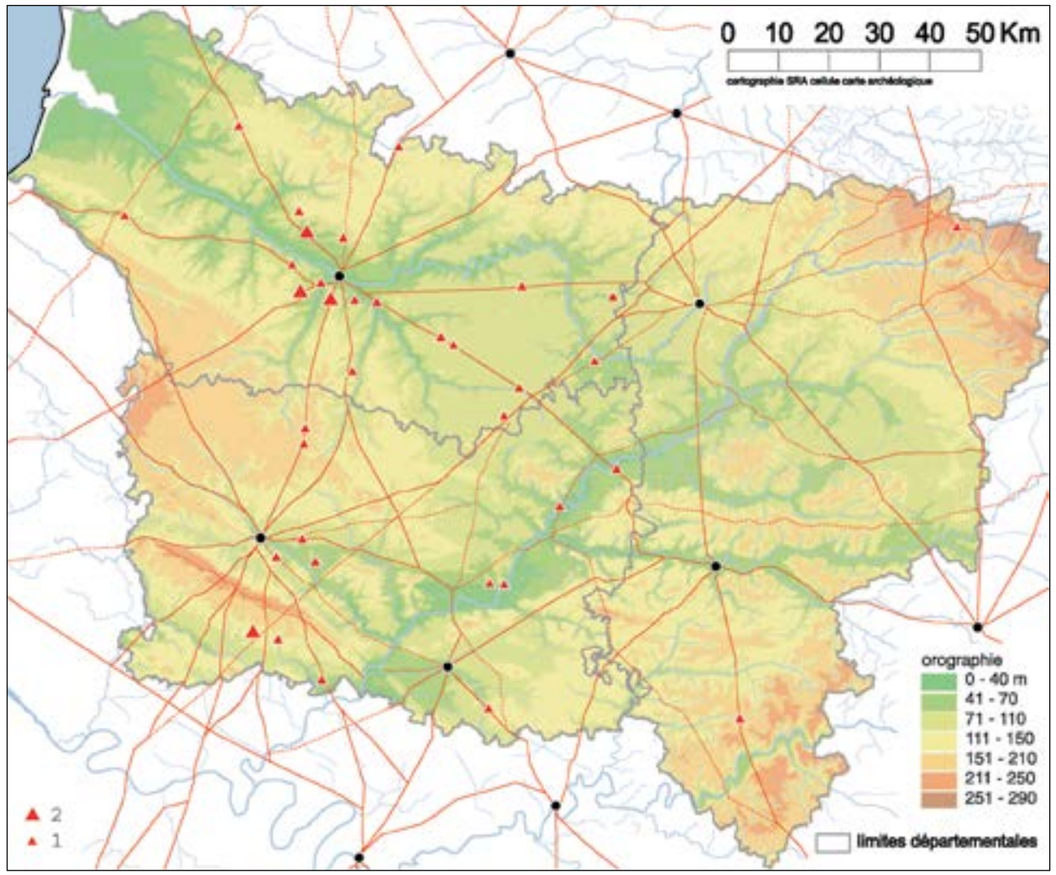


Fig. 10 – Carte de répartition des structures liées au paysage routier.

largeur des voies, la composition de leur radier éventuel, la présence de fossés ou d'ornières (17). Les fouilles ont également permis de mettre en évidence les vestiges des réseaux secondaires. De tels témoignages, pour certains plus anciens que les précédents, pour d'autres beaucoup plus tardifs, ont été observés en différents points du département (18). Dans l'Oise (19) et dans l'Aisne (20), les références à des voies ou à des chemins, découverts isolément, sont également assez nombreuses.

Dans l'Oise, à Longueil-Sainte-Marie, "Les Gros Grès", le chemin assure vraisemblablement la liaison avec un gué (Vangèle 1993a ; Bayard 1996 ; Maréchal 2002). Il en est de même à Saint-Maximin (fouille Vermeersch 1981-1982). Quelques petits bâtiments ont été fouillés en lisière de ces voies. Dans l'Aisne, c'est le cas à Coucy-les Eppes (Binet 1987) et Épaux-Bézu où une forge a été mise au jour sur le bord de la voie Soissons-Troyes (Soupart 1996). Dans la Somme, il en existe à Boves (*BSR* 2001, p. 98), Martainneville (*BSR* 1992, p. 56), Monchy-Lagache, Poulainville (Binet 1999) et Rue (Petit 2003). À Revelles "Le Trelet", un « relais » du Haut-Empire, accolé à la voie de circulation, est constitué de deux bâtiments encadrant une cour. À proximité, un monument funéraire est transformé en fortin militaire au début du III^{e} siècle (*SANEF* 2004).

(17) - La voie Amiens-Boulogne a été reconnue à Saint-Vaast-en-Chaussée (*BSR* 2000, p. 119-120) et Vignacourt (*BSR* 1995, p. 122-123) ; la voie Amiens-Eu à Ailly-sur-Somme (*Gallia*, 1963, p. 343, fig. 39 et p. 344) et Martainneville (*BSR* 1992, p. 56) ; la voie Amiens-Noyon à Beaucourt-en-Santerre (Molière 1984) et Roye (Vasselle 1965-1966, p. 216-220) ; la voie Amiens-Beauvais à Chaussoy-Épagny et Dury, en deux endroits (Harnay & Favier 1995 ; Bernard 2002) ; la voie Amiens-Rouen à Guignemicourt (Blondiau, dans *Collectif* 2003, SRA, p. 32-33), Revelles et Pont-de-Metz (SANEF 2004) ; la voie Amiens/Saint-Quentin à Estrées-Deniécourt (Vasselle 1965) ; la voie Vermand-Beauvais à Hombleux (Ben Redjeb 1995) et la voie Beauvais-Vermand à Tilloloy (Ben Redjeb 1991).

(18) - Abbeville (Deffressigne 2000), Albert (*BSR* 1993, p. 113), Bayonvillers (*BSR* 1998, p. 101-103), Bettencourt-Saint-Ouen (*BSR* 1994, p. 140), Cagny (*BSR* 1994, p. 146), Francières (*BSR* 1994, p. 152), Monchy-Lagache (*BSR* 1998, p. 123), Soyecourt (*BSR* 1998, p. 126) et Vauchelles-les-Quesnoy (*BSR* 1994, p. 163-164).

(19) - Georges-Pierre Woimant (Woimant 1995) signale des observations récentes à Nointel, Raray, Rully, Saint-Crépin-Ibouvillers, Saint-Martin-Longueau. Après, citons Allonne (Boyer 1994), Bailleul-sur-Thérain (Clotuche 1996) et Rivecourt (Joseph 2002 ; Friboulet 2004).

Les établissements agropastoraux

Par établissement agropastoral nous désignons l'ensemble des occupations rurales vouées (*a priori*) à l'activité agricole, que ce soit des *villae* ou des « fermes de tradition indigène » (répondant à la définition proposée par Roger Agache), des « fermes gallo-romaines précoces », des « fermes du Haut-Empire » ou même des « petites fermes annexes », selon les terminologies usitées par Laurent Duvette dans cette contribution (fig. 11). De fait, ce terme ne prend pas en compte de critères chronologiques, morphologiques ou architecturaux, le débat restant ouvert dans un domaine qui nous renvoie à la confrontation des sources historiques et des données archéologiques.

Il revient à Roger Agache d'avoir mis en évidence une typologie désormais bien connue depuis la publication de *La Somme pré-romaine et romaine* (Agache 1978, p. 314-342). Celle-ci reste globalement d'actualité même si Christophe Chardonnet, en se fondant sur l'étude des sites antiques de la région de Montdidier, a suggéré que la distinction entre moyennes et grandes *villae* apparaît artificielle (Chardonnet 1987 ; 1988). L'apport novateur rendu possible par les fouilles menées ces vingt dernières années concerne les processus d'évolution qui ont conduit à leur organisation. La réflexion a été initiée par Didier Bayard et Jean-Luc Collart à l'occasion des colloques d'AGER et de la publication de leurs actes. Nous renvoyons notamment à leurs deux articles « fondateurs » : « Recherches récentes sur les établissements agricoles antiques en Picardie », *AGER, Association d'Étude du Monde Rural gallo-romain, Bulletin de liaison*, 1, publié en 1991 et *De la ferme indigène à la villa romaine, actes du II^{e} colloque AGER (23-25 septembre 1993)* paru dans le numéro spécial 11 de la *Revue archéologique de Picardie*, en 1996. Ils y mettent notamment en évidence la filiation de ces établissements avec les fermes laténiennes, l'adoption des plans de tradition méditerranéenne au début du I^{er} siècle de notre ère, la diffusion de la pierre et de la tuile dans le courant de ce siècle et la difficulté de suivre les étapes du développement des établissements ruraux gallo-romains après le milieu du I^{er} siècle, et jusqu'à la fin du II^{e} siècle, en raison de l'arasement de la plupart des sites fouillés qui a fait disparaître les bâtiments. Les données les plus récentes ne viennent pas bouleverser fondamentalement les hypothèses et conclusions alors émises, mais apportent néanmoins des nuances grâce à une vision plus complète de

(20) - Braye-en-Thiérache (1976), Château-Thierry (1994), Condren (1989), Coucy-les-Eppes (1986), Épaux-Bézu (1996), Goussancourt (2002), Leuze (2002), Pontru (1984), Pontruet (1984), Ressons (1984) et Saint-Quentin (1998 et 2002).

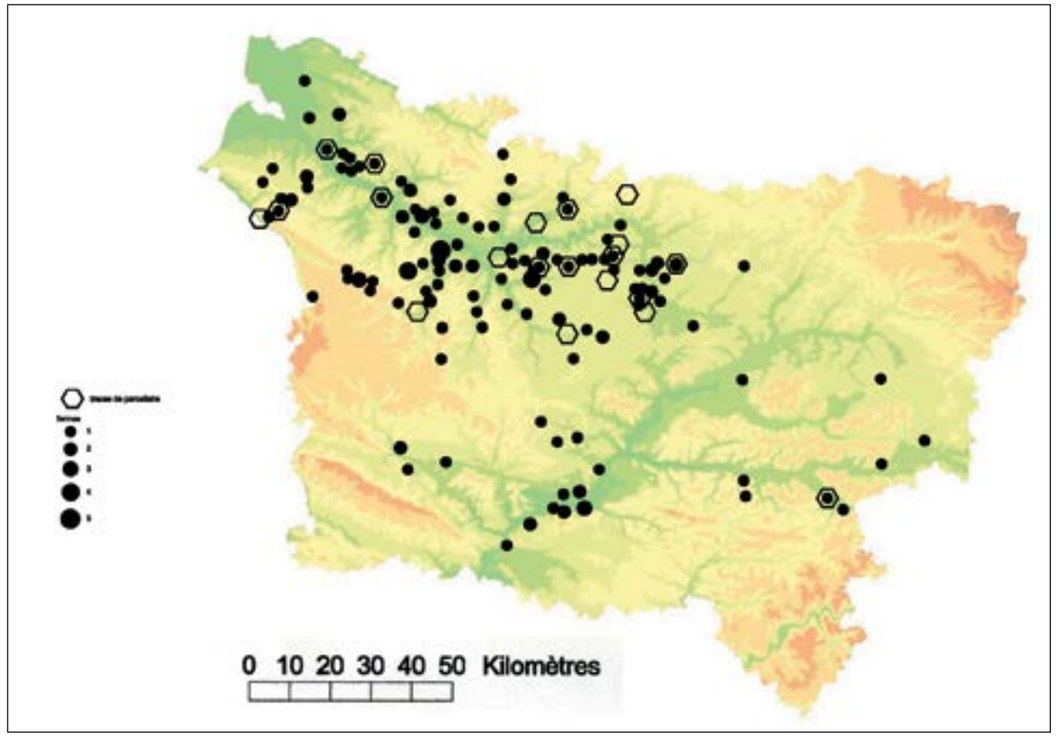


Fig. 11 – Carte de répartition des établissements agropastoraux,.

certains secteurs peu documentés jusqu'alors (ainsi, dans le Vermandois, l'architecture sur poteaux plantés est encore bien présente dans la première moitié du IIe siècle, etc.).

Nous dressons, dans les lignes qui suivent, pour chacun des départements, des modèles possibles d'évolution de ces établissements ruraux.

L'exemple de l'Aisne

Sur le modèle de la ferme indigène typique de la fin de l'Indépendance gauloise, deux grands principes d'évolutions sont distingués.

Les fouilles de Ploisy révèlent, dans une emprise de 140 ha, un établissement fondé à La Tène finale et occupé durant le Haut-Empire (Gransar 2005). À proximité, trois petites unités agropastorales sont créées dès la période gallo-romaine précoce (Duvette 2004 et fouille Hénon 2005). Nous avons donc ici la coexistence de quatre établissements contemporains distants de quelques centaines de mètres. Si l'établissement d'origine laténienne disparaît au IIe siècle, les trois autres continuent d'être occupés. Cet exemple évoque clairement un modèle bien connu à La Tène finale qui a privilégié la multiplicité de petits établissements tournés vers l'agriculture et l'élevage se juxtaposant dans le terroir (Pion 1996).

Les sites de Bazoches "La Foulerie" (*BSR* 1993, p. 19-20 ; Collart 1996), Juvincourt-et-Damary "Le Gué de Mauchamp" (Bayard 1989 ; Collart 1996), Limé "Les Fraîches Terres" (*BSR* 1998 p. 32-34) et Beaurieux "Les Grèves" (Haselgrove 1986-1987 et 1996) répondent à un schéma d'évolution nettement différent. À Juvincourt, on observe un hiatus de l'occupation après La Tène moyenne. À Bazoches, Beaurieux et Limé, les fermes succèdent directement à un établissement laténien dans la seconde moitié du Ier siècle avant J.-C, mais tous ces sites sont complètement réorganisés, avec un accroissement considérable de leur surface (fig. 12). Ces « grandes fermes gallo-romaines précoces » (selon la terminologie de Collart 1996) se caractérisent éventuellement par un déplacement de quelques centaines de mètres, une réorganisation importante et un accroissement de leur superficie qui peut devenir considérable. Leur plan montre un espace interne partitionné par des clôtures palissadées ou des fossés qui bordent une cour, sur un ou deux côtés, et joignent de nombreux habitats dispersés à intervalle plus ou moins régulier. Cette organisation régulière annonce clairement celle des *villae* postérieures. À Beaurieux, l'établissement précoce est d'ailleurs transformé en *villa* classique, en conservant son organisation spatiale initiale. Certains auteurs (Collart 1996 ; Haselgrove 1996) voient dans ce type d'habitation partitionnée, des unités familiales regroupées. Cette opinion

s'appuie sur la présence de petites caves ou réserves, à l'intérieur des maisons, à Beaurieux et Juvincourt-et-Damary ou d'un puits associé à chaque unité domestique à Limé. De plus, sur ce site, des fossés divisent l'espace latéral situé entre la clôture interne, qui borde la cour, et la clôture externe, créant des sortes de parcelles associées aux maisons. Le changement d'échelle excepté, les différences morphologiques entre les petites et les grandes fermes gallo-romaines précoces sont mineures (organisation spatiale sensiblement proche, même type de bâtiments…). On perçoit bien que ces deux types d'établissements ont un ancêtre commun : la ferme gauloise.

La seconde moitié du Ier siècle et le début du IIe siècle après J.-C. apparaissent comme une étape charnière dans la genèse des établissements ruraux. L'état actuel de la recherche permet de distinguer deux modèles d'évolution radicalement différents.

Dans le premier cas, comme à Juvincourt-et-Damary "Le Gué de Mauchamp" et Bazoches "La Foulerie", la grande ferme précoce décline après le milieu du Ier siècle : l'occupation s'y poursuit jusqu'au IVe siècle mais sur une surface réduite correspondant probablement à une petite unité d'exploitation familiale.

Dans le second cas, les grands établissements précoces deviennent progressivement des *villae* comme à Beaurieux ou à Limé. L'utilisation de l'architecture maçonnée intervient vraisemblablement entre le milieu et la fin du Ier siècle après J.-C. Deux modes de transformation se distinguent. À Beaurieux, la *villa* conserve l'organisation de la ferme gallo-romaine précoce. À Limé, elle a une implantation légèrement décalée et son orientation est différente. Comme nous l'avons souligné précédemment, l'organisation spatiale des fermes gallo-romaines précoces préfigure le plan

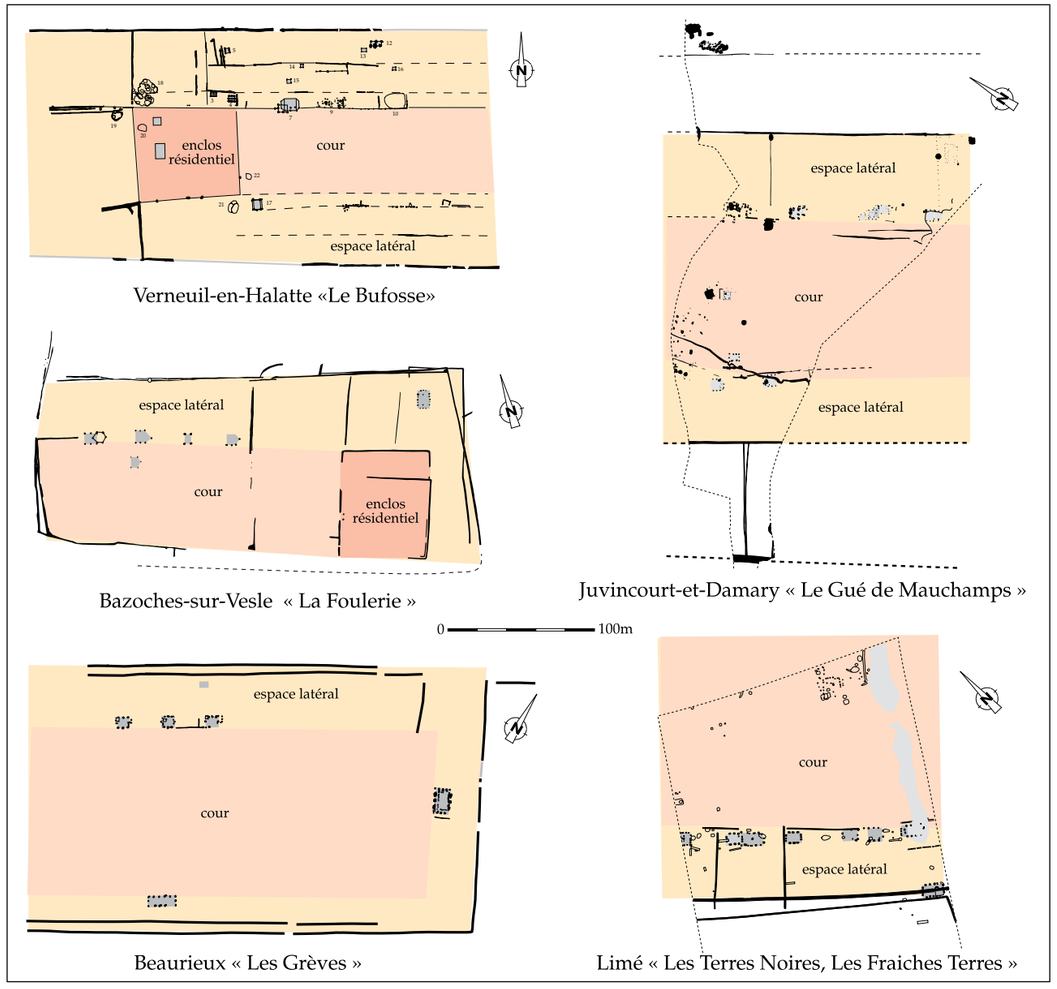


Fig. 12 – Plan comparé de grandes fermes gallo-romaines précoces (*DAO de Jean-Luc Collart*).

canonique des v*illae* du Nord de la France. Mais la continuité est relative et les transformations sont considérables tant au niveau du plan des bâtiments que des techniques de construction (Collart 1996).

Le devenir des « petits fermes précoces » est moins bien documenté. Les fouilles récentes de Ploisy (zones 3 et 5, Duvette 2004) indiquent une régression des occupations sur la base d'établissements déjà fort modestes. La relative ordonnance des phases primitives laisse place à une implantation des édifices associés plus désordonnée. La création d'une *villa* à proximité est probable. La vocation agropastorale et le caractère permanent de l'habitat sont toutefois maintenus jusqu'à la désertion des lieux (fin du IIIe siècle pour la zone 5 ; début du IVe siècle pour la zone 3).

Le corpus dont nous disposons pour comprendre les modalités qui déterminent le passage de la ferme gallo-romaine précoce à la *villa* classique et aux fermes du Haut-Empire ou, au contraire, qui concourent au maintien de sites secondaires est trop limité. Cet aspect souffre d'un manque de connaissances en matière de territorialité. Les petits établissements annexes sont vraisemblablement placés sous l'autorité d'un propriétaire résidant ou non sur une *villa* plus ou moins romanisée qui marque le centre du domaine. Le *fundus* reste malheureusement dans une très large majorité des cas une donnée abstraite et les signes qui pourraient le caractériser ne sont pas obligatoirement archéologiques. Dès lors, nous devons reconnaître une certaine difficulté à déterminer les liens de dépendance existant entre l'établissement principal et les petites exploitations connexes.

Il est difficile de définir une image fiable des premières *villae* dans l'Aisne dans la mesure où la majorité des fouilles reste très partielle. La *villa* de Saint-Quentin "Le Bois de Cambronne" (*BSR* 2001, p. 44), étudiée exhaustivement, nous fournit des éléments de réponse. Le site est fondé vers le milieu du Ier siècle. L'apparition de la maçonnerie est datée de la fin de ce siècle. Un bâtiment principal construit sur fondations de craie damée occupe l'espace médian de la *pars urbana*. Les bâtiments d'exploitation plus frustres, partiellement conservés, sont situés de part et d'autre de la *pars rustica*. Un bâtiment porche marque la limite entre le secteur résidentiel et le secteur productif. La superficie de la cour atteint environ 70 m de largeur et 140 m de longueur soit un peu moins d'un hectare. Ces valeurs la placent dans la catégorie des *villae* moyennes, selon la typologie de Roger Agache.

Hormis cet exemple récent, l'échantillon très modeste de *villae* partiellement fouillées dans l'Aisne n'est pas vraiment représentatif car, sur dix établissements, les quatre réellement exploitables se rattachent à la catégorie des grandes *villae*. Toutes sont implantées dans des contextes particuliers (fond de vallée, *suburbanum*). Les indices chronologiques placent la création de ces centres d'exploitations vers le milieu du Ier siècle de notre ère. Les prospections aériennes ne permettent pas de compléter ce corpus car, en raison des difficultés de lecture signalées plus haut, elles n'ont livré que très peu d'indices sur ces exploitations agricoles antiques.

L'évolution des *villae* au cours du IIe et du IIIe siècle n'est pas mieux documentée. L'occupation perdure au moins jusqu'au milieu du IIIe siècle, mais des remaniements dans l'architecture et l'organisation des édifices sont perceptibles. À Saint-Quentin "Le Bois de Cambronne", le bâtiment principal est reconstruit. Au sein des grandes *villae*, les modifications affectant l'ordonnance générale du bâti sont sensibles notamment à Mercin-et-Vaux (Barbet 1971, 1981, 1982 ; *BSR* 1993 p. 36-38 ; Querel 2002) où la recherche d'une symétrie vient renforcer le caractère monumental de l'établissement dès le milieu du IIe siècle. À Limé (Allag 1991 ; Duvette 2002a), une salle est décorée de mosaïques polychromes, datées d'après des critères stylistiques du début du IIIe siècle (Stern 1957). Au IVe siècle, comme dans le reste de la région, l'architecture sur poteaux plantés est de nouveau à la mode, comme le montrent les sites d'Athies-sous-Laon (Collart, à paraître), de Juvincourt-et-Damary (Bayard 1986) et de Soupir "Le Parc" (Auxiette *et al.* 2000 ; Hénon & Flucher 2003).

L'exemple de l'Oise
avec la collaboration de Denis Maréchal

En l'état actuel des connaissances, l'étude des établissements agropastoraux constitue un exercice présomptueux, si nous nous fondons uniquement sur la base de données constituée à partir des rapports et des documents finaux de synthèse ou même des nombreuses indications de la carte archéologique de l'Oise. Nous avons déjà signalé la rareté des publications. Malgré ces limites, nous bénéficions des synthèses de Denis Maréchal sur la moyenne vallée de l'Oise, dans le secteur de Verberie (fig. 7, Oise). Le corpus demeure néanmoins insuffisant pour dresser une quelconque typologie des formes de l'occupation rurale, aussi nous limiterons-nous à considérer les différents stades de leur développement.

Par ailleurs, les différents contextes topographiques ne sont pas renseignés de manière égale. Si, sur les plateaux, les prospecteurs ont reconnu plusieurs *villae* monumentales – dans leur état tardif ? – elles semblent absentes de la moyenne vallée de l'Oise aux alentours de Verberie. Aussi, en dépit des réserves liées aux modalités de la reconnaissance ou de la conservation des sites sur des sols de natures

distinctes, pouvons-nous envisager l'hypothèse d'une répartition différentielle des types d'occupations.

Toujours est-il que l'ensemble de ces sites semble participer d'un schéma global de développement. Les datations obtenues pour les *villae* du "Haut Villé" et des "Champs Dolents" (Fémolant 1996, 1998, 1999 ; Goret 2002), au nord de Beauvais ou pour celle de Villers-Vicomte "La Rosière" (Prilaux 1994), au nord du département, placeraient la genèse de leur développement durant la phase 2 définie par Anne Colin (Colin 1998), même si le lien entre les occupations de La Tène D1 et celles qui relèvent de la période romaine n'est pas clairement établi.

D'autres établissements laténiens ne bénéficient pas de la même permanence et sont abandonnés au début de la période romaine. Il en est ainsi à Jaux et Montmartin. À Verberie "La Plaine de Saint-Germain", la ferme laténienne est désertée, puis remplacée par une *villa* d'implantation légèrement décalée. Enfin à Verberie "La Plaine d'Herneuse" l'occupation paraît se réduire (Fémolant & Malrain 1996).

La transition avec la période romaine, dans le secteur de Verberie, s'effectue sans bouleversement notable (Pinard *et al.* 1999). Le site du "Grand Royaumont" paraît connaître un *continuum* jusqu'au milieu du Ier siècle. Cela semble être aussi le cas à Montiers, établissement dont la fonction n'a pu être déterminée en raison des limites de la fouille. À Verneuil-en-Halatte "Le Bufosse", le secteur laténien, rapidement reconnu, n'a pas été fouillé. La grande ferme gallo-romaine est fondée à proximité, dans la seconde moitié du Ier siècle avant J.-C. et évolue progressivement en *villa* (Collart 1991 et 1996). Des fermes apparaissent un peu plus tard, vers 20/10 avant J.-C, à Pontpoint "Le Joncquoire" (Malrain & Maréchal 1995) et à Longueil-Sainte-Marie "Le Barrage" (Maréchal 2000 ; Maréchal *et al.* 1999). Toutefois, le site de Longueil-Sainte-Marie "Les Gros Grès IV", lui aussi modeste, mais répondant peut-être à un statut particulier, est fondé aux alentours de 30 avant J.-C (Bruley-Chabot *et al.* 1996). Ces différents établissements, parfaitement adaptés au contexte humide environnant, perdurent durant trois siècles. Le cas de Verberie "La Main Fermée" demeure, par sa très courte durée d'occupation (un demi-siècle), exceptionnel (Maréchal 1999).

Entre le milieu et le dernier tiers du Ier siècle de notre ère, des créations sont mises en évidence (Malrain *et al.* 1996). Citons, par exemple, la réorganisation partielle de la *villa* de Villers-Vicomte "La Rosière" ou la création *ex nihilo* des sites de Longueil-Sainte-Marie "La Butte de Rhuis" (Bonin & Talon 1989), de Rouvillers (Bonin 1991) et de Gouvieux "La Flâche". L'établissement fouillé sur la ZAC de "Mermelont" à Allonne, au sud-est de Beauvais, pourrait participer du même phénomène (*BSR* 1998, p. 53). Celui-ci s'observe plus globalement dans le Nord de la Gaule (Bayard & Collart 1996), ce qui nous incite à considérer qu'il participe d'un mouvement global lié à la restructuration du territoire et au dynamisme de la période flavienne. Dans ce contexte, nous pouvons regretter le manque de précision chronologique pour certains sites très mal préservés tels Houdancourt "Le Pont à Brebis" (Gaudefroy *et al.* 1992 ; *BSR* 1993, p. 85-86), Pontpoint "Le Fond de Rambourg" et Pont-Sainte-Maxence "Le Grand Bosquet".

Vers la fin du IIe siècle ou au début du IIIe siècle, une nouvelle étape est franchie. Elle est marquée par l'abandon des fossés et l'utilisation de la craie en fondation, comme à Villers-Vicomte (quatrième phase) ou Verneuil-en-Halatte.

La majorité des établissements du Haut-Empire fonctionne jusqu'au IIIe siècle. Dans la moyenne vallée de l'Oise, aux alentours de Verberie, l'occupation cesse pratiquement dans la seconde moitié de ce siècle. Cependant, ce n'est pas une situation commune à l'ensemble de la vallée. La grande *villa* de Verneuil-en-Halatte connaît une phase de construction importante dans la première moitié du IVe siècle et l'occupation est avérée jusqu'au début du Ve siècle (Collart 1996, p. 132). À Gouvieux, le bâtiment principal de la *villa* est entièrement reconstruit durant la seconde moitié du IIIe siècle et les deux bâtiments d'exploitation vers la fin du IIIe siècle ou au début du IVe. Le *terminus post quem* dont nous disposons pour l'abandon de cette *villa* correspond à la période 371-375 (Quérel, à paraître). Sur les plateaux, les abandons ne sont pas synchrones et s'étalent sur la totalité du siècle. Mais à Rouvillers, le site est encore occupé au IVe siècle.

Une même dynamique semble donc bien animer certains sites de l'Oise durant l'Antiquité tardive ou, tout au moins, au IVe siècle. La disparité chronologique des différentes occupations pourrait être liée à une redistribution géographique et à une concentration des sites sur d'autres secteurs. Les résultats des prospections de Jean-Pierre Tymciow sur les plateaux autour de Crépy-en-Valois, qui attestent une occupation importante, en particulier pour le IVe siècle (Tymciow *et al.*, à paraître), semblent confirmer cette hypothèse.

Au-delà de la reconnaissance de la pluralité des formes de l'occupation rurale, c'est donc bien la concordance générale de leurs développements respectifs qui doit être prise en compte dans la perspective d'une meilleure compréhension de la hiérarchie des occupations, mais aussi de l'évolution du tissu rural antique.

L'exemple de la Somme

Près de neuf cents établissements agropastoraux antiques ont été identifiés. Parmi eux 860 *villae* « classiques » sont attestées (21). Une vingtaine a été identifiée anciennement, plus de 675 par la photographie aérienne, près de 200 autres, très probables, par les prospections pédestres. Longtemps, la *villa* de Famechon, fouillée méthodiquement sur une surface significative, est restée le seul exemple du département. Ayant apporté un éclairage remarquable sur l'évolution de la *pars rustica* grâce à une stratigraphie exceptionnelle, elle demeure un site de référence. La fouille presque exhaustive de la *villa* d'Aubigny (1988-1989) puis celles effectuées préalablement aux grands travaux, ont renouvelé profondément nos connaissances et permis de mieux appréhender les étapes de l'évolution des *villae*. Au total, depuis 1960, environ 90 établissements ont fait l'objet d'observations ou de fouilles archéologiques. Celles-ci nous permettent, à titre d'hypothèse, de proposer un processus d'apparition et de développement des *villae*. Nous nous en tiendrons à l'aspect essentiellement chronologique.

Une première catégorie regroupe une bonne vingtaine de fermes indigènes qui se caractérisent par l'emploi exclusif de matériaux légers. Elles peuvent résulter du réaménagement ou du déplacement d'établissements antérieurs qui, malgré des hiatus plus ou moins importants, remontent parfois à la fin du premier âge du Fer (22), à La Tène moyenne (23) et, surtout, à La Tène finale (24). Ce type d'établissement disparaît généralement au cours de la période augustéenne ou dans la première moitié du Ier siècle de notre ère, mais peut perdurer jusqu'à la période flavienne, voire jusqu'au IIIe siècle. D'autres fermes, faisant appel aux mêmes techniques de construction, sont mises en place à la période gallo-romaine précoce (25), à l'époque flavienne (26) voire au IIe siècle (27), mais ne semblent pas, à quelques exceptions, avoir connu une durée de vie très longue. Parmi ces sites, une dizaine a été fouillée sur des surfaces suffisamment importantes pour autoriser une étude relativement détaillée.

Une seconde catégorie regroupe les fermes indigènes qui évoluent vers la *villa* « classique » (fig. 13). Le corpus des édifices fouillés regroupe une trentaine d'établissements qui fournissent des informations d'inégale valeur. Comme pour les fermes de la première catégorie, une vingtaine a des antécédents qui peuvent remonter à la fin du premier âge du Fer. Leur principal intérêt, au-delà d'une meilleure connaissance de leur structure et de leurs complexes réaménagements successifs, est de nous apporter des informations capitales sur les étapes de la romanisation de la région qui se concrétise, entre autres, par l'apparition de nouvelles méthodes architecturales (bâtiments sur fondations de craie et solins maçonnés, utilisation de la tuile, chauffage par hypocauste, décor d'enduits peints et, éventuellement, de sols mosaïqués…). Selon les établissements, elles apparaissent au milieu du Ier siècle (28), à la période flavienne (29), à la fin du Ier siècle (30), au début du IIe siècle (31), mais, surtout, à la fin IIe ou au début IIIe siècle (32).

Enfin la troisième catégorie comprend une vingtaine de *villae* qui n'ont pas (ou ne semblent pas) avoir eu d'antécédents protohistoriques (33). La

(21) - Mais si on y ajoute les nombreux sites indéterminés qui ont livré du mobilier gallo-romain mais n'ont pu être interprétés en tant que tels, leur nombre réel pourrait atteindre 1 500 à 1 600.

(22) - Framerville-Rainecourt (*BSR* 1998, p. 116) et Pont-Rémy (Prilaux 2000).

(23) - Poulainville (Gemehl 2003).

(24) - Bernay-en-Ponthieu (*BSR* 1995, p. 89-90), Bettencourt-Saint-Ouen "Bois de Bettencourt" (*BSR* 1994, p. 140), Dury (*BSR* 1995, p. 106-107), Ennemain (*BSR* 1998, p. 112-113), Gauville (*BSR* 2001, p. 116 ; 2002, p. 112-114), Pont-de-Metz I et II (Lemaire 1994b), Saint-Sauveur (*BSR* 1995, p. 116-117), Soyécourt (*BSR* 1996, p. 106), Vers-sur-Selle (*Gallia* 1965, p. 300) et Ville-le-Marclet (*BSR* 1994, p. 166-168).

(25) - Monchy-Lagache (*BSR* 1999, p. 77) et Plachy-Buyon (communication Pierre Barbet).

(26) - Bettencourt-Saint-Ouen, "Le Bacquet" (*BSR* 1994, p. 140-142 & 1995, p. 90-93), Canchy (*BSR* 2001, p. 102), Clairy-Saulchoix (Beaujard & Blondiau, dans *Collectif*, 2003, SRA, p. 20-31) et Saint-Vaast-en-Chaussée (Collet 1996).

(27) - Pont-de-Metz (Lemaire 1994).

(28) - Amiens-Renancourt (*BSR* 1997, 84-85).

(29) - Cagny (Barbet 1994), Dompierre-Becquincourt (*BSR* 1996, p. 101), Fransures (Barbet 1992) et Huppy (Bayard 1992).

(30) - Roisel (Petit 2004).

(31) - Famechon (Vermeersch 1981) et Roye I (Collart 1996, p. 132-137).

(32) - Albert (*BSR* 1993, p. 113), Béhen (*BSR* 1991, p. 49-50), Croixrault (Duvette 2002), Dury (Quérel & Feugère 2000), Eaucourt-sur-Somme (Haurillon 2000), Estrées-Deniécourt (*BSR* 1996, p. 101 ; 1998, p. 114 ; 1999, p. 82-83), Marcelcave (Bayard & Buchez, 1998, p. 59-62), Martainneville (*BSR* 1992, p. 56) et Pont-de-Metz (*BSR* 1996, p. 102).

(33) - Tant par les données de fouilles que par celles fournies par les prospections

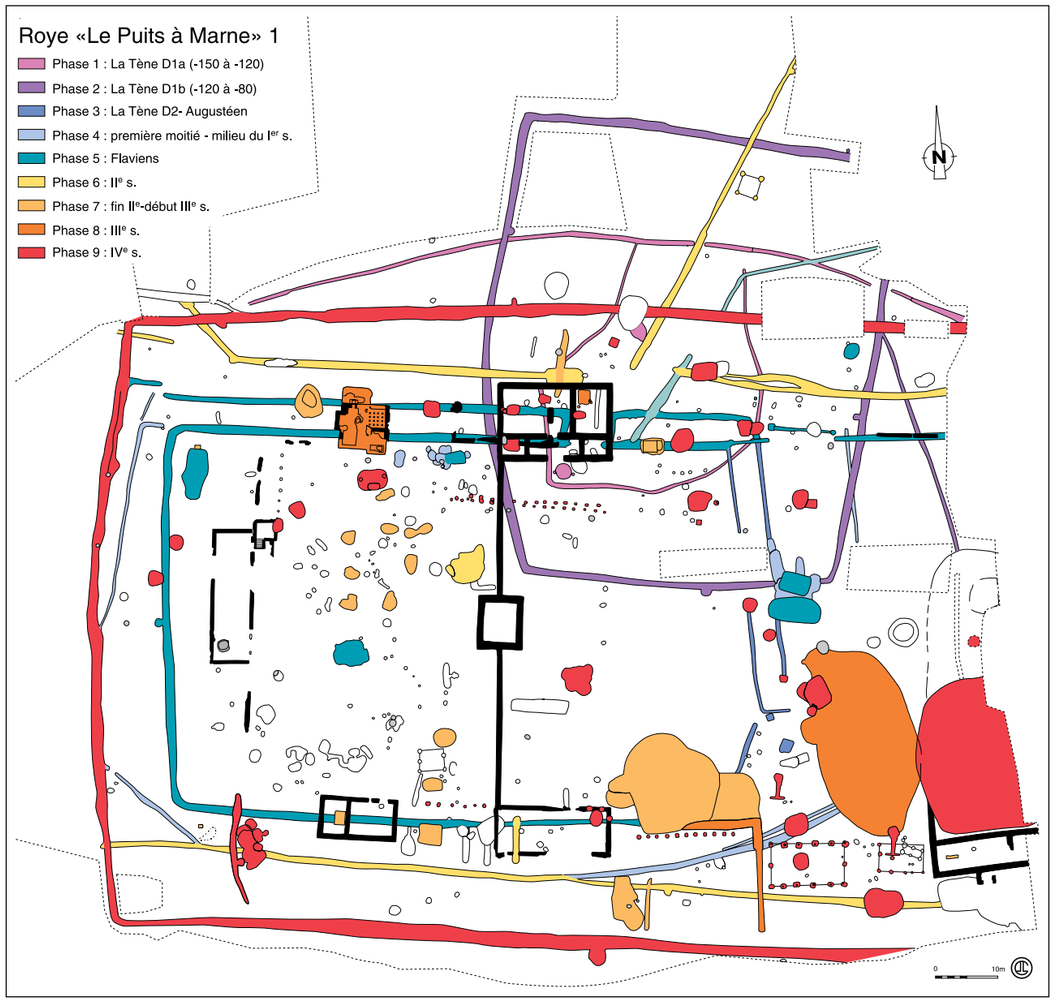


Fig. 13 – plan phasé de la *villa* de Roye I (*DAO de Jean-Luc Collart*).

plupart ont été fouillées dans les années 1980, à une époque où seules les caves attirent l'attention. Il en résulte que les résultats obtenus, forcément limités, ne nous aident guère à comprendre leur évolution. En fait, il n'y a guère que trois *villae*, à Ennemain (*BSR* 1998, p. 113-114), Roye I et Vismes-au-Val (Bayard 1996, p. 165-166), aménagées dans le courant du Ier siècle qui ont été étudiées de manière suffisamment exhaustive. Il semble que l'établissement diagnostiqué en 2002 par D. Gémehl à Amiens "Le Champ Pillard" obéisse à un schéma différent. Aménagé dans la deuxième moitié du IIe ou la première moitié du IIIe siècle, il occupe une superficie relativement réduite (moins d'un hectare) protégée par un enclos quadrangulaire d'environ 85 x 65 m. Son ordonnancement présente plus de similitudes avec les fermes indigènes, malgré l'emploi de matériaux « en dur » (*BSR*, 2002, p. 92-94).

Une quarantaine d'établissements ruraux appartenant aux deux dernières catégories ont fourni des données concernant leur désertion. Un semble abandonné au cours du IIe siècle (Amiens-Renancourt), dix-huit sont abandonnés au cours de la seconde moitié du IIIe siècle, plutôt dans le dernier quart ou la fin du siècle, dix-sept autres au début ou au cours du IVe siècle et le reste au Ve siècle, voire durant le Haut Moyen Âge. Une dizaine présente des traces d'incendie, mais six s'en relèvent et font l'objet de réaménagements au IVe siècle dont l'ampleur nous échappe.

À Huppy, la *villa* est occupée jusqu'au Ve siècle, avant que les habitants ne soient finalement regroupés à l'époque mérovingienne de l'autre côté, à l'emplacement du hameau actuel. Ailleurs, comme à Roye I, des bâtiments « en dur » ont pu subsister, plus ou moins en ruine. Mais, comme nous l'avons

constaté dans les deux autres départements, au IVe siècle, les constructions sur poteaux plantés et sablières basses effectuent un retour en force (34). Elles prennent place dans l'une des cours (Dury et Fransures), à l'emplacement d'une mare comblée (Martainneville) ou à l'intérieur des murs du bâtiment principal (Roye II). Des « cabanes » semi-enterrées sont également observées (Estrées-Deniecourt, Roye I et II). Le domaine bâti continue parfois à être clôturé par un mur d'enceinte (Cagny, Fransures). Cependant, les fondations « en dur » ne disparaissent pas et nous les retrouvons sur les sites tardifs les mieux conservés. Ainsi, à Martainneville, durant la phase VII (365-400), au moins deux bâtiments sur solins de silex disposant chacun d'un foyer domestique sont aménagés à l'emplacement de la cour remblayée. Ces établissements tardifs abritent parfois des carrières d'extraction de limon (Cagny, Marcelcave, Roye I et II), des fours (Cagny, Estrées-Deniécourt, Roye I et II), des séchoirs à céréales (Cagny, Roye I, Morvillers-Saint-Saturnin "La Chaude Vallée"), des activités de petite métallurgie du fer et du bronze (Roye I), des silos (Fransures, Marcelcave, Roye I).

Les résultats des prospections menées depuis 1960 confortent les données de fouille. Un tiers des sites est occupé dès la période protohistorique, chiffre visiblement sous-évalué si on le rapporte aux 50 % environ obtenus sur les seuls sites fouillés. Un tiers a livré des indices d'une occupation au IVe siècle, 4 % des indices du Ve siècle, chiffre faible pouvant être du, en partie, à la plus grande difficulté de reconnaître la céramique de cette période. On constatera que près de 13 % ont livré des tessons de la période mérovingienne sans que nous puissions en tirer des conclusions sur les formes d'occupation à cette époque.

Habitats groupés et agglomérations secondaires

L'emploi du terme « agglomération » s'étend à l'ensemble des occupations considérées comme agglomération secondaire, « village » ou habitat groupé (fig. 14).

C'est dans le département de l'Oise que ce type d'occupation est le mieux étudié. Il faut bien sûr mentionner Vendeuil-Caply (35) et Champlieu (commune d'Orrouy), qui présentent des structures urbaines étendues respectivement sur 130 et 40 ha. Le cas de Noyon est un peu particulier puisque cette agglomération est devenue siège épiscopal probablement au VIe siècle. Elle présente la particularité d'être fortifiée au Bas-Empire, ce qui explique peut-être cette promotion. L'agglomération antique reste mal documentée, en raison de fouilles trop ponctuelles. Des thermes ont été en partie explorés (Ben Redjeb 1992 ; Woimant 1995, p. 340-351). Georges-Pierre Woimant mentionne une trentaine d'habitats groupés et agglomérations (Woimant 1995), certains très peu documentés. Le corpus s'est peu étoffé depuis (Bornel ?, Rochy-Condé), mais des fouilles significatives ont largement enrichi nos connaissances. Nous ne reviendrons pas sur les fouilles des années 1960-1980 qui ont été évoquées dans l'historique des recherches (36).

La publication de la fouille du site du "Moulin des Hayes", à Estrées-Saint-Denis, fut l'occasion d'établir un bilan sur un aspect de la documentation archéologique, richement illustré pour ce département, avec les interventions récentes portant également sur les communes de Bornel, Cuts, Noyon, Saint-Just-en-Chaussée, Saint-Martin-Longueau, Vendeuil-Caply, Longueil-Sainte-Marie, Précy-sur-Oise et Rochy-Condé. Les éléments les plus pertinents nous sont livrés par ces trois dernières opérations et par celle d'Estrées-Saint-Denis qui ont bénéficié de recherches de terrain relativement importantes.

La chronologie du site gaulois d'Estrées-Saint-Denis (37), confrontée à celle des *oppida*, placerait la genèse de son développement durant la phase 2 définie par Anne Colin (Colin 1998). Les formes successives de l'agglomération sont celles d'un habitat groupé, d'un ensemble proto-urbain et d'un site urbain (*vicus*). Quelle que soit la période considérée, sa situation territoriale et son étroite association avec un sanctuaire révèlent une agglomération secondaire urbaine dont l'organisation est et reste profondément marquée par le parcellaire du site protohistorique et gallo-romain précoce. Les transformations qui affectent le site à partir du milieu du Ier siècle et durant la période flavienne se traduisent en terme de densification et d'optimisation des parcelles. Ce phénomène trouve des corollaires dans la moyenne vallée de l'Oise, où sont mises en évidence, entre le milieu et le dernier tiers du Ier siècle, la densification du maillage de plusieurs sites et des créations *ex nihilo* (Malrain

(34) - Cagny (Barbet 1994, SRA), Dury (Quérel & Feugère 2000), Estrées-Deniécourt (Bayard & Harnay 1996), Famechon, Fransures (Barbet 1992), Marcelcave (Blondiau & Buchez 1997), Martainneville (Binet 1991), Roye I et II.

(35) - Un diagnostic réalisé en 2004 y a révélé une nécropole antique.

(36) - Cuignères, Gournay-sur-Aronde, Montmacq, "La Carrière du Roi" à Morienval, Rouvroy-les-Merles, "Le Mont-Berny" à Saint-Étienne-Roilaye, Saint-Maur, "Le Gros Hêtre" et "L'Écluse de Creil" à Saint-Maximin, Saint-Sauveur.

(37) - Le texte qui suit résume un article issu de la *RAP*, n° 3/4, 2002 (Quérel & Woimant 2002).

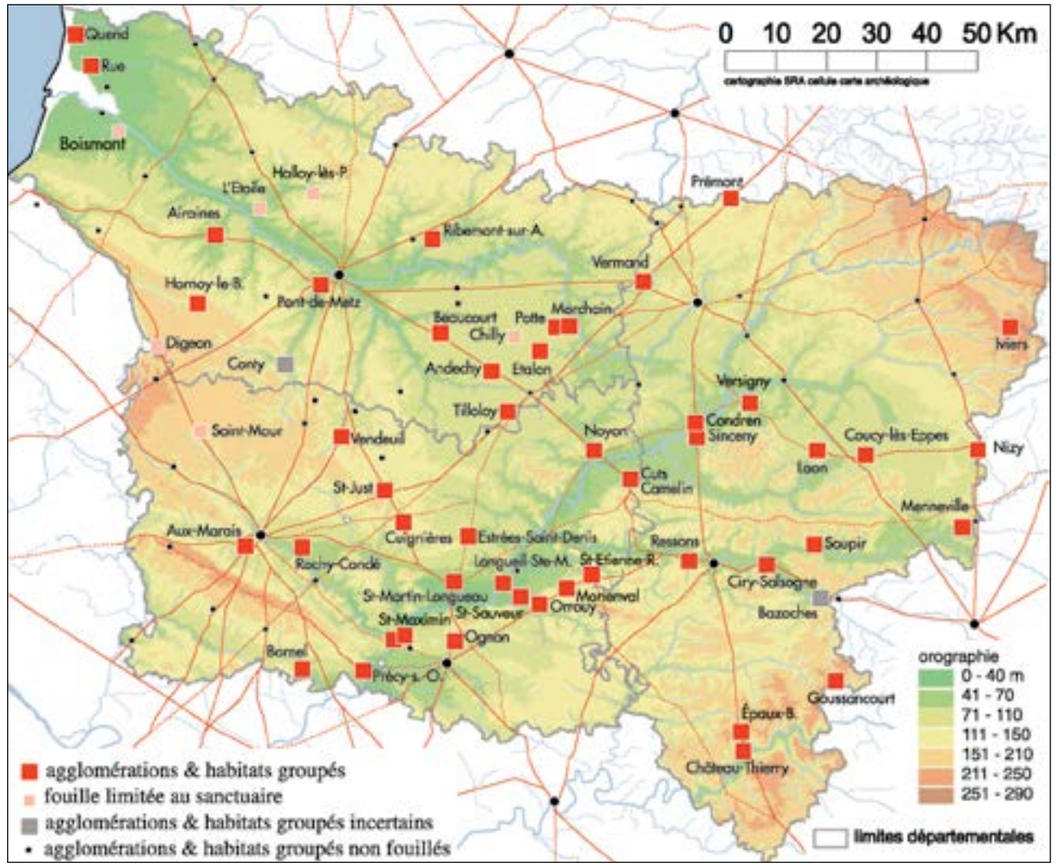


Fig. 14 – Carte de répartition des habitats groupés et agglomérations secondaires .

et al. 1996). Le village du Haut-Empire de Longueil-Sainte-Marie nous en fournit l'exemple le plus flagrant, puisqu'il est érigé au début de la période flavienne et subit, avant le IIe siècle, un premier redressement de son système d'implantation. À Estrées-Saint-Denis, la mise en place de la structure urbaine, à partir du début du IIe siècle, s'accompagne, dans un premier temps, de la création d'une voirie et, vers la fin du siècle ou le début du IIIe siècle, du réaménagement des systèmes de circulation. Cette évolution est liée à l'abandon du réseau fossoyé, à l'apparition de nouveaux types d'édifices et au développement de la structure monumentale du sanctuaire. Cette seconde étape est plus délicate à rattacher au cadre régional. Des variations, telles que l'abandon des fossés et l'utilisation de fondations en craie trouvent effectivement des parallèles contemporains à Longueil-Sainte-Marie. L'ensemble de ces phénomènes s'ajuste relativement bien avec la cinquième phase d'Estrées-Saint-Denis. En revanche les modifications de la phase antérieure correspondent, d'un point de vue chronologique, à la densification de l'habitat à Longueil-Sainte-Marie. L'importance à accorder à ces évolutions ne doit pas être négligée, puisqu'elles se traduisent par la révision de l'organisation globale et de l'architecture de l'agglomération secondaire, par la reconstruction du sanctuaire dans son intégralité et par le doublement de l'emprise de ce dernier. À partir du milieu du IIIe siècle, l'agglomération, qui atteint alors l'apogée de son développement, semblerait entrer dans une phase de régression, mais nous avons pu observer, d'une part, de nouvelles campagnes de réfections de bâtiments et, d'autre part, le maintien des implantations. La permanence d'Estrées-Saint-Denis participe donc de la même dynamique qui anime cette partie de l'Oise durant l'Antiquité tardive ou, tout au moins, au IVe siècle. À la fin de ce siècle, le site n'est apparemment plus fréquenté. Sur la zone d'habitat, la monnaie la plus récente est un *nummus* de Constans, daté des années 344-346, associé à une céramique granuleuse régionale de type Alzei 27. Les sondages réalisés devant la façade du sanctuaire ont, quant à eux, livré un numéraire abondant parmi lequel trois *nummi* Aes 3 de Valens des années 371-375. Cette datation situerait donc le terme de l'utilisation du sanctuaire d'Estrées-Saint-Denis et, éventuellement, celle de l'habitat, au cours de la cinquième vague d'abandon des sanctuaires telle qu'elle est définie pour le Bassin parisien (période 364-388).

À Saint-Martin-Longueau, plusieurs sondages et fouilles ont porté sur des surfaces appréciables, notamment dans un secteur attribué au franchissement de l'Oise. Des habitations, des boutiques, des ateliers et un édifice de plan basilical sont répartis le long des voies Senlis-Roye et Senlis-Beauvais et des axes secondaires (Woimant 1995). L'agglomération de Cuts (Oise)/Camelin (Aisne) a été abordée de manière ponctuelle dans un secteur périphérique : deux fours de potiers sont reconnus ainsi qu'une sépulture (Desachy 1998 et 2000 ; Desachy & Schwab 2003). Celle de Saint-Just-en-Chaussée s'organise de part et d'autre de la voie romaine, avec un sanctuaire partiellement fouillé, autour duquel se développe un secteur d'habitat (Binet 1998, 2000 et 2002 ; Blondiau 1999a ; Brouillard 1998 ; Clotuche 1996 et 1999 ; Locht 2000). La fouille du site des "Montoilles" à Rochy-Condé (Lemaire & Notte 2000), malgré son caractère limité, concerne une zone d'habitat dense correspondant très probablement à un habitat groupé.

Outre les phases du développement d'une forme d'occupation rarement abordée à ces échelles, nous disposons désormais d'une source majeure d'information sur des modes architecturaux rarement retrouvés sur les autres types d'occupation étudiés en Picardie. Ces cas particuliers d'édifices semblent, ainsi, constituer une spécificité liée à l'agglomération ou à l'habitat groupé. De nets rapprochements sont d'ailleurs possibles avec le « village » de Longueil-Sainte-Marie "La Queue de Rivecourt", vaste complexe agricole, occupé du I^er^ au II^e^ siècle, constituant un site relativement original à l'échelle de la Gaule (Lepetz & Maréchal 1996 ; Maréchal 2002 ; Woimant 1995, p. 299-300).

Enfin, deux sites doivent être isolés : Précy-sur-Oise représente un type particulier d'habitat groupé tardif, de petite taille et à vocation agricole, émergeant au V^e^ siècle (*BSR* 2000,p. 85-86). Quant à Bornel, le site, qui s'étendait hors de l'emprise de l'A16, n'a été que partiellement fouillé. Les quelques bâtiments reconnus, datés des I^er^ et II^e^ siècles, sont inscrits dans une enceinte fossoyée rectangulaire et organisés autour d'un espace central dégagé. Leur situation à peu de distance d'une voie romaine incite l'auteur de la fouille à considérer l'hypothèse verrait un « village » (Derbois 1993 & 1995), mais celle d'une *villa* doit aussi être envisagée.

Toutes ces recherches illustrent des types d'occupation encore très mal connus qui vont de l'habitat groupé (Précy-sur-Oise ?) à l'agglomération secondaire urbaine (Champlieu, Estrées-Saint-Denis, Noyon, Saint-Martin-Longueau, Vendeuil-Caply) en passant par le village agricole (Longueil-Sainte-Marie), les petits habitats groupés routiers, documentés par les fouilles anciennes ("La Carrière du Roi", par exemple) ou les bourgs routiers plus conséquents, dotés d'un équipement monumental (Saint-Just-en-Chaussée, Saint-Maur). L'adoption de ces désignations répond à notre souci de classer les occupations en fonction de critères liés, notamment, à leur fonction (urbaine ou rurale), à leur morphologie ou organisation (présence de voiries) et à leur statut (présence d'un lieu de culte, d'édifices publics… *cf.* Mangin & Petit 1994). Elle n'occulte en rien la diversité des formes de l'habitat groupé, sur lesquelles les fouilles réalisées dans l'Oise apportent un nouveau regard et induit, en revanche, de nouvelles pistes de recherches sur la chronologie et les modalités de la mise en place ou de l'abandon de tels types d'occupation, notamment au sein de la cité bellovaque.

Dans la Somme, un premier état des connaissances a été dressé dans les actes du colloque de Bliesbruck (Ben Redjeb 1994a et b) qui liste une quinzaine d'agglomérations possibles et d'habitats groupés. Actuellement, nous en dénombrons soixante-dix. Ils sont souvent situés le long d'une voie romaine. Une cinquantaine a été prospectée et une quinzaine a fait l'objet de sondages ou d'investigations un peu plus poussées. Mais globalement, ils sont mal connus. *Setucis* (Beaucourt-en-Santerre) reste l'agglomération la mieux étudiée en raison du suivi régulier des travaux routiers dans les années 1985. Ce sont les structures limitrophes de la voie qui ont été fouillées, principalement les caves et les salles à hypocauste (Molière 1984-1986). À Pont-de-Metz, de part et d'autre de la voie romaine Amiens-Rouen, une agglomération romaine (I^er^-IV^e^ siècles) a été mise au jour sur une surface de plus de deux hectares. Des petites ruelles perpendiculaires à cette voie forment une trame urbaine. Un quartier assez dense est composé de maisons, caves et bâtiments de stockage (hangars et greniers). Sa datation semble resserrée entre le milieu du I^er^ et le milieu du II^e^ siècle. À la limite ouest de l'agglomération, un vaste espace délimité par des fossés est pratiquement vierge de construction, à l'exception d'un puits situé au milieu de la parcelle. L'arrière de cet espace est occupé par un petit théâtre en forme de demi-cercle outrepassé de 29,80 m de diamètre. Il est construit sur une légère déclivité qui a permis de profiter de la pente naturelle afin d'édifier les gradins. Au sud de la voie, un bâtiment du II^e^ siècle pourrait appartenir à un édifice public, administratif ou même cultuel. Un second bâtiment, qui peut lui être associé en raison de sa situation, serait l'habitation du « desservant ». L'implantation de deux tombes à inhumation dans le trottoir au bord de la chaussée au IV^e^ siècle semble indiquer son déclin avant cette date (*SANEF* 2004). À Boismont, Chilly, l'Étoile, Morvillers-Saint-Saturnin, les substructions couvrent parfois jusqu'à 50 hectares, mais seuls les *fana* ont fait l'objet de

fouilles. À Ribemont, ce sont essentiellement les bâtiments publics (temple, théâtre, thermes) qui ont été fouillés. Il semble bien que la présence d'un lieu de culte protohistorique ait joué un rôle essentiel pour leur développement. En l'absence de celui-ci, elles se créent essentiellement dans le courant du I^er^ siècle. Leur occupation finit au III^e^ siècle pour certaines, au IV^e^ siècle pour d'autres, voire au delà.

Dans l'Aisne, les habitats agricoles groupés ne sont représentés que par le site de Menneville "La Bourguignotte". Il a été reconnu partiellement, lors de deux diagnostics (Duvette 2000 ; Derbois 2004). Il s'agit d'un ensemble compact de huit bâtiments sur poteaux plantés, associés à des fosses et fonds de cabane. Plusieurs états sont probables : quelques superpositions traduisent des reconstructions. Les édifices s'organisent suivant deux axes parallèles, libérant ainsi un étroit espace central circulable (chemin ?). Cette implantation, au milieu du IV^e^ siècle, ne paraît pas succéder à l'occupation du Haut-Empire contiguë. À proximité, il existe aussi une *villa* connue depuis les années 1970 par les prospections aériennes de Michel Boureux, mais dont la chronologie demeure inconnue. Nous pouvons nous demander si ce type d'occupation ne correspond pas à une forme de concentration de l'habitat au Bas-Empire ? Cette hypothèse a été avancée par Edith-Mary Wightman (Wightman 1985) au vu du nombre apparemment plus réduit de sites à l'époque tardive. Elle a été reprise par Colin Haselgrove (Haselgrove & Scull 1992), à partir du résultat de ses prospections.

Les autres habitats groupés et agglomérations secondaires sont mal documentés. Blaise Pichon (2002) en recense dix-sept assurés et huit autres, possibles ou non localisés (citées par les itinéraires), soit un total de vint-cinq. Les sites de Château-Thierry, "Les Vaucrises", Ciry-Salsogne "Le Champ Part" (Thouvenot 1999), Coucy-les-Eppes "Le Chemin de Sissonne" (Binet 1989), Laon, Nizy-le-Comte (Ben Redjeb 1987) et Vermand (Collart & Lemaire 2000 ; Pichon 2002), ont fait l'objet d'interventions très réduites, les surfaces décapées restant largement en deçà de l'extension présumée des vestiges.

L'agglomération de Condren, attestée par les itinéraires routiers antiques et les découvertes anciennes, n'a pas fait l'objet d'intervention archéologique récente. Toutefois, un habitat routier qui parait constituer le prolongement de cet ensemble a été ponctuellement sondé à Sinceny (Pichon 2002). L'agglomération antique de Château-Thierry, située à l'écart de la ville historique, s'étend sur une cinquantaine d'hectares mais reste mal connue. Signalons, toutefois, la redécouverte et l'exploration partielle d'un théâtre (Pichon 2002, p. 169-174). À Ciry-Salsogne, un diagnostic a porté sur 3700 m^2^. Mais le site, d'une surface estimée à 5 hectares, a été préservé grâce à une modification du tracé de la déviation de Sermoise et n'a donc pas été fouillé. À Coucy-les-Eppes, les fouilles préalables à l'aménagement de l'autoroute A26 ont concerné 13000 m^2^. Faute de moyens, seuls un plan et quelques tests ponctuels ont été réalisés. À Goussancourt, l'habitat tardif fouillé dans le cadre des fouilles préalables à la LGV Est se situe à la périphérie d'un habitat groupé desservi par une voie secondaire, non étudié (Pichon 2002, p. 247-248). Un habitat groupé a été exploré ponctuellement à Iviers, de 1972 à 1977 (Pichon 2002, p. 262-263). L'agglomération antique de Laon est fort mal connue. Des traces diffuses pourraient indiquer un habitat groupé au pied de la ville haute. Dans cette dernière, des vestiges d'occupation du Haut-Empire ont été découverts ponctuellement et la nature des occupations reste à définir. En revanche, un habitat dense est probable au Bas-Empire, ce qui expliquerait la promotion de Laon comme siège épiscopal au VI^e^ siècle (Pichon 2002, p. 271-276). Les fouilles de sauvetage effectuées en 1985, sous la direction de Jean-François Martin, à Nizy-le-Comte, ont permis d'étudier environ 1500 m^2^, en périphérie du *vicus*. Les résultats sont intégrés à une synthèse des recherches menées sur la commune depuis le XIX^e^ siècle (Ben Redjeb 1987). Les prospections aériennes de Bernard Lambot et Gilles Naze apportent de bonnes informations sur le secteur du grand sanctuaire en partie fouillé au XIX^e^ siècle, en précisent son plan et révèlent la présence d'un second ensemble cultuel et d'un théâtre (Naze, à paraître). Un petit habitat routier a été sondé à Prémont en 1978 (Pichon 2002, p. 357). À Vermand, rue des Troupes, un quartier occupé densément depuis l'époque augustéenne jusqu'au début du V^e^ siècle, organisé autour d'une rue, a été fouillé sur 640 m^2^. Les autres interventions se sont arrêtées au diagnostic, mais elles montrent que l'intérieur de l'*oppidum* protohistorique est occupé de manière dense. Les deux autres zones d'habitat ("Le Calvaire" et "La Pâture des Noyers", à Marteville) n'ont pas été explorées, en dehors de fours de potiers du Haut-Empire, fouillés en extrême urgence en 1968. Les bâtiments dégagés à Versigny, dans les années 1970, un *fanum*, deux chapelles (?) et deux bâtiments, pourraient correspondre à un habitat groupé (Pichon 2002). Enfin, les prospections aériennes de Gilles Naze fournissent de bonnes informations sur les agglomérations de La Malmaison "Magnivillers", Vouël "La Tombe", Crépy "La Forterelle", Mesbrecourt-Richecourt "Les Villers" et Châtillon-sur-Oise "Les Grès" (Naze, à paraître).

Occupations à vocation artisanale

Il s'agit d'occupations vouées principalement aux productions manufacturées ou destinées à des échanges commerciaux, telles que les ateliers de

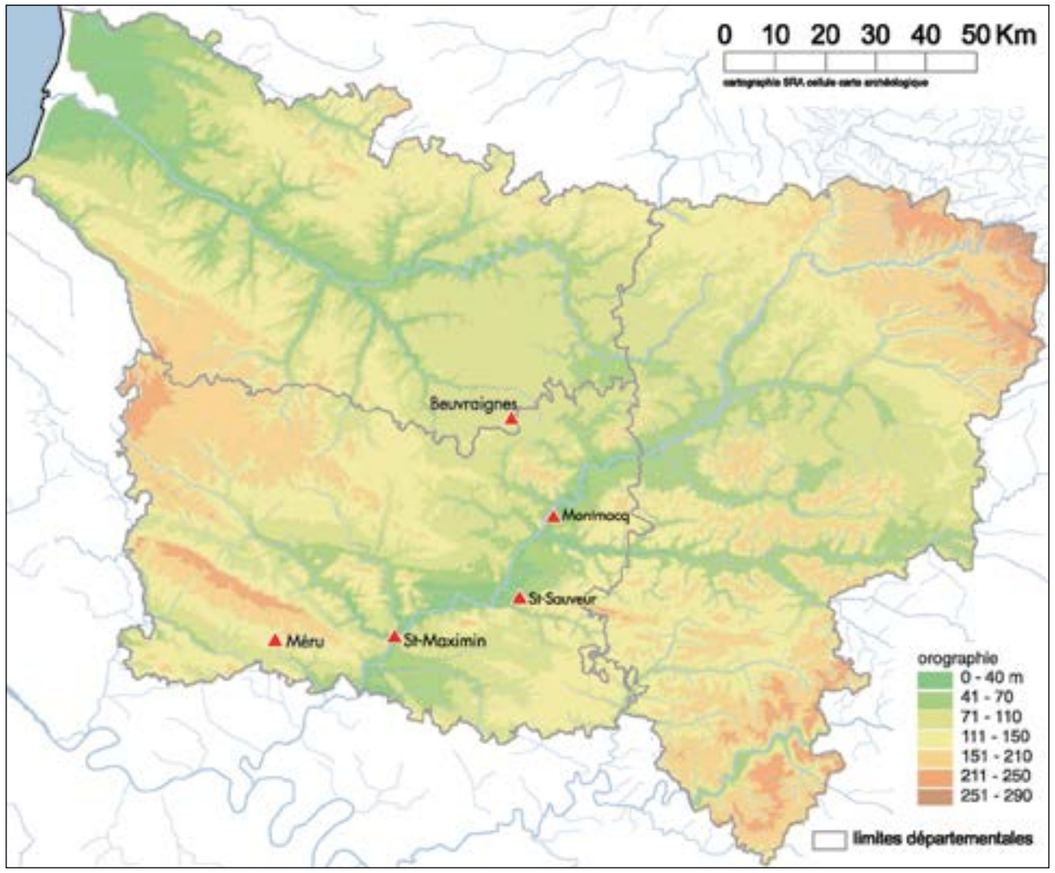


Fig. 15 – Carte de répartition des occupations à vocation artisanale.

potiers (fig. 15). Sont donc exclus les établissements ruraux ou les agglomérations secondaires ayant livré des vestiges d'artisanats plus ou moins spécifiques, liés, par exemple, au fonctionnement usuel de l'occupation qui les accueille (forges d'entretien, tissage…).

Les sites à vocation strictement artisanale sont rares et concernent essentiellement les ateliers céramiques. Dans l'Oise, les vestiges de Saint-Sauveur (fouilles Digues, Margot & Jouve, 1967-1969 ; Margot 1975) et Montmacq (fouille Talon, 1986), sont interprétés comme des « villages de potiers » d'époque romaine, mais les informations disponibles sont très modestes et ne permettent pas de trancher. Le site de Méru semble correspondre à un centre de production céramique de quelque importance, associé à un habitat groupé. Cependant, il se situe à proximité d'une *villa* (Derbois 1996, 1998). À Beuvraignes (fig. 16), une importante officine de potiers, avec plusieurs ateliers céramiques et tuiliers, a été étudiée dans le cadre du TGV-Nord (Ben Redjeb 1989, 1991). Localisée au sud-est et à l'est de Roye, aux confins du territoire des *Ambiani*, des *Bellovaci* et des *Viromandui*, au contact de la voie romaine Beauvais-Vermand, elle se développe dans une région argileuse qui a permis de fixer, dans un rayon d'une vingtaine de kilomètres, de nombreuses officines. Dans l'Aisne, le site à vocation artisanale d'Étreillers "La Grande Pâture" (Soupart 1998), découvert dans le cadre des fouilles préalables à la construction de l'autoroute A29, est daté de l'époque augustéenne à la fin du I^er^ siècle. L'activité, tournée à l'origine sur l'agriculture et l'élevage, se spécialise ensuite dans le travail du fer.

Fig. 16 – Beuvraignes. Four à tuilier (*cliché Tahar Ben Redjeb*).

Occupations à caractère cultuel

Les sites désignés sous le terme « cultuel » (fig. 17) correspondent aux occupations à caractère religieux (temples, *fana*).

Dans la Somme, Roger Agache et Bruno Bréart ont établi une carte des sanctuaires antiques en 1991 (Agache & Bréart 1991). Alors que seulement trois étaient connus antérieurement, les prospections aériennes ont permis d'en découvrir quarante-huit. Il a été possible d'en établir la position topographique, le plan type et d'émettre des hypothèses sur leur rapport avec les frontières des cités ou de leurs subdivisions. La plupart du temps, ils sont isolés. Dans quatre cas, on observe deux *fana* et dans deux cas il y en a trois. Dans leur très grande majorité, ils sont accompagnés de bâtiments cultuels annexes, mais pour au moins huit d'entre eux, ils s'insèrent dans une agglomération secondaire. Outre Ribemont, seuls les sanctuaires de Fluy, Licourt et Morvillers-Saint-Saturnin sont, à notre connaissance, accompagnés d'un théâtre. Dans l'Oise, Georges-Pierre Woimant (1995) recense dix-neuf sanctuaires assurés et environ quarante-cinq autres lieux de culte possibles. Dans l'Aisne, Blaise Pichon (2002) mentionne six lieux de culte assurés et deux autres possibles. En ajoutant deux autres sites observés par Michel Boureux et non repris dans la CAG (Fauduet 1993a et b), le nombre total de sites attestés ou probables est réduit. Les prospections aériennes récentes ont permis de découvrir plusieurs *fana* à Châtillon-sur-Oise, un ensemble cultuel inédit à Nizy-le-Comte et de compléter les informations sur le grand sanctuaire déjà connu. Un théâtre est aussi apparu à proximité.

Près d'une vingtaine de sanctuaires ont fait l'objet de fouilles dans l'Oise. Il faut principalement considérer les recherches respectives de Jean-Louis Brunaux à Gournay-sur-Aronde et à Saint-Maur, de Marc Durand sur le temple de la forêt d'Halatte (fig. 18 ; Durand 2000) et de Georges-Pierre Woimant sur le sanctuaire d'Estrées-Saint-Denis, sans omettre celui des "Rossignols" à Saint-Just-en-Chaussée (Brunaux 1995). Ce site, occupé du I^er^ siècle avant notre ère au début du Bas-Empire, est considéré par le fouilleur comme « un site-clef pour la compréhension de la religion à la fin de l'âge du Fer ». Il a néanmoins largement souffert

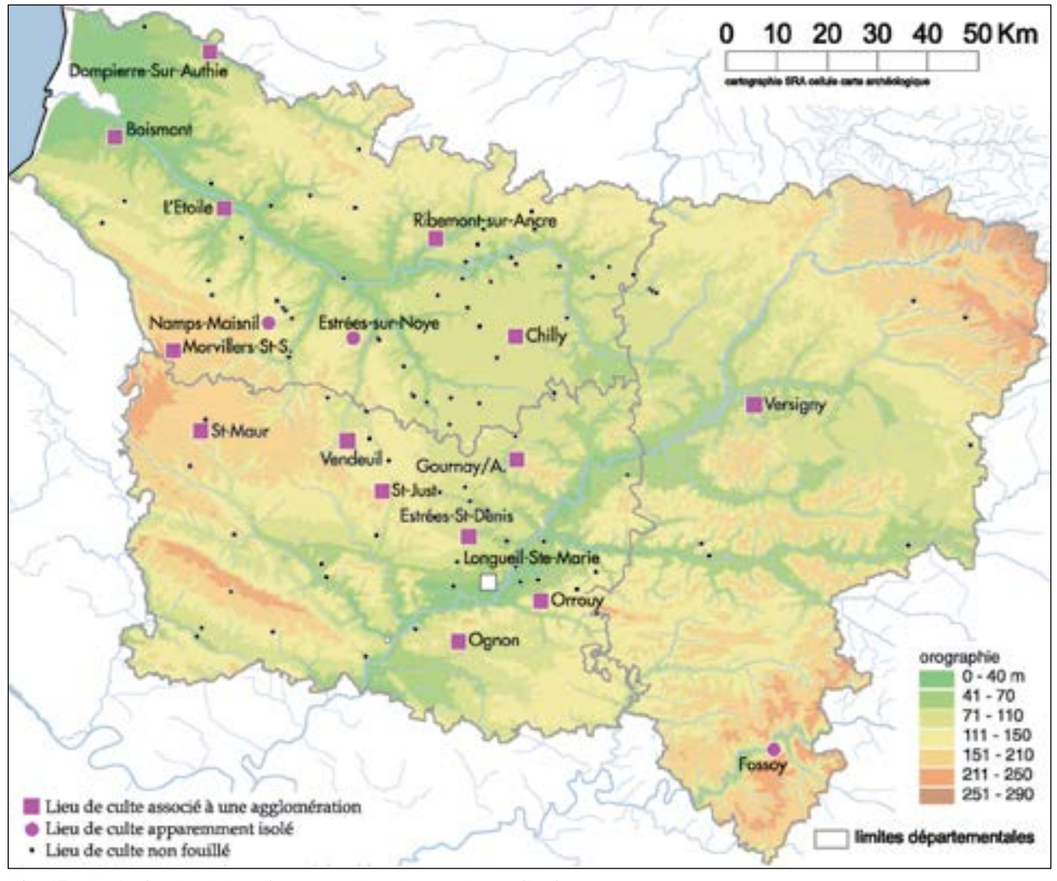


Fig. 17 – Carte de répartition des occupations à caractère cultuel .

Fig. 18 – La *cella* du sanctuaire gallo-romain de la forêt d'Halatte (commune d'Ognon) en cours de fouille (*cliché Marc Durand*).

d'un programme immobilier « sauvage ». Nous n'oublierons ni le *fanum* de Vendeuil-Caply, ni l'intéressante « vidange de sanctuaire » de Longueil-Sainte-Marie "L'Orméon" (Gaudefroy & Lepetz 2000).

Dans la Somme, huit sanctuaires ont été fouillés, mais l'étude s'est souvent limitée au seul *fanum*. Pour trois d'entre-eux ils ont une origine remontant à la Tène moyenne. Les phases de construction des bâtiments en dur s'étalent sur toute la période romaine : augustéenne à Ribemont-sur-Ancre (Brunaux *et al.* 1999), Haut-Empire à Namps-Maisnil (Roffin 1966), entre le dernier tiers du I^er^ et le II^e^ siècle à Morvillers-Saint-Saturnin (*Gallia Informations* 1989, p. 262-265), au troisième quart du III^e^ siècle à L'Étoile (*Gallia* 1973, p. 347-348), dans le deuxième tiers du IV^e^ siècle à Chilly (*Gallia* 1981, p. 282-283). À Dompierre-sur-Authie (*Gallia Informations* 1989, p. 257-258), les trois *fana* sont édifiés respectivement sous Tibère-Claude, un peu avant 150 après J.-C et à la fin du II^e^-début du III^e^ siècle. Celui de Boismont (Delestrée 1994, 1995) est réaménagé au IV^e^ siècle. Les prospections pédestres confirment les résultats obtenus par les fouilles et fournissent des données sur la chronologie de trente-neuf sites. Les deux tiers des édifices gallo-romains se superposent à des sanctuaires implantés au moins à La Tène finale. Vingt-huit sont encore en fonction au IV^e^ siècle, dont quatorze jusqu'à la fin du IV^e^ siècle et cinq au V^e^ siècle. Dans deux cas, une nécropole mérovingienne s'installe à leur emplacement et, dans trois cas, le sanctuaire est probablement à l'origine de la création d'un village.

Dans l'Aisne, hormis la fouille déjà ancienne de Versigny et un sondage réalisé sur le *fanum* de Fossoy "La Butte Blanche" (Laperle 1992), ce type de site n'a pas été récemment exploré.

Structures et ensembles funéraires

Structures ou ensembles « funéraires » désignent les cimetières et les sépultures découvertes isolées (fig. 19).

Les mentions sont relativement nombreuses. Dans l'Oise, Richard Schuler, dans un mémoire de maîtrise, dresse un état de nos connaissances sur le Beauvaisis et le Noyonnais. Georges-Pierre Woimant (1995) a élargi à l'ensemble du département cet inventaire qui compte une centaine d'occurrences. Dans la Somme, le nombre est à peu près identique. Dans l'Aisne, Blaise Pichon (2002) énumère plus de soixante-dix sites ayant livré des sépultures isolées, des groupes de tombes ou des nécropoles. Mais, globalement, nos connaissances sur le monde funéraire en milieu rural n'ont que peu progressé ces dernières décennies. Les recherches aériennes ou pédestres ne sont d'aucun secours. Si l'archéologie préventive permet de disposer de nouvelles données, la reconnaissance de ces structures, en raison des décapages souvent limités, est essentiellement due au hasard. De nombreuses nécropoles potentielles restent donc à découvrir. Néanmoins les résultats sont prometteurs et, pour certaines d'entre-elles, la fouille conjointe des établissements ruraux qui les abritent permet d'aborder les relations spatiales et chronologiques qu'elles entretiennent avec ceux-ci.

Dans l'Aisne et dans l'Oise, on a surtout découvert des tombes isolées ou en petits groupes : Blaise Pichon mentionne la fouille, depuis 1965, de 29 sépultures sur 13 sites (38). L'Oise présente un tableau plus modeste encore : dix sépultures sur 4 sites (39). Dans l'Aisne, des observations plus significatives ont été faites sur trois sites : le cimetière à inhumation de Vermand-Marteville,

(38) - Une incinération à Courbes (2000), Goudelancourt (1983), Laon (1986), La Neuville-Bosmont (1983) ; une inhumation à Épaux-Bézu (1995) et Parcy-et-Tigny (1994) ; deux incinérations à Courbes (1995) ; une incinération et une inhumation à Vasseny (1999) ; une incinération et deux inhumations à Ressons (1984), trois incinérations à Limé "Les Grands Aulnes" » (1996-1998) ; trois incinérations et une inhumation à Limé "Les Sables Sud" (1993) ; quatre incinérations à Bouconville-Vauclair (1965-1970) ; cinq incinérations à Limé "Les Terres Noires" (1998) ; plusieurs inhumations à Vermand, au collège (1968).

(39) - Une inhumation d'enfant en sarcophage du II^e^ siècle, à Longueil-Sainte-Marie (fouille Vangèle 1990), quatre inhumations du IV^e^ siècle à Baron (TGV Nord : fouille Fémolant 1989-1990), trois inhumations à Saint-Martin-Longueau (fouille Woimant 1984), deux incinérations à Allone (A16 : fouille Boyer 1993). La découverte la plus importante est celle d'un cimetière à inhumation, à Vendeuil-Caply, qui n'a été reconnu que par diagnostic (Duvette 2005).

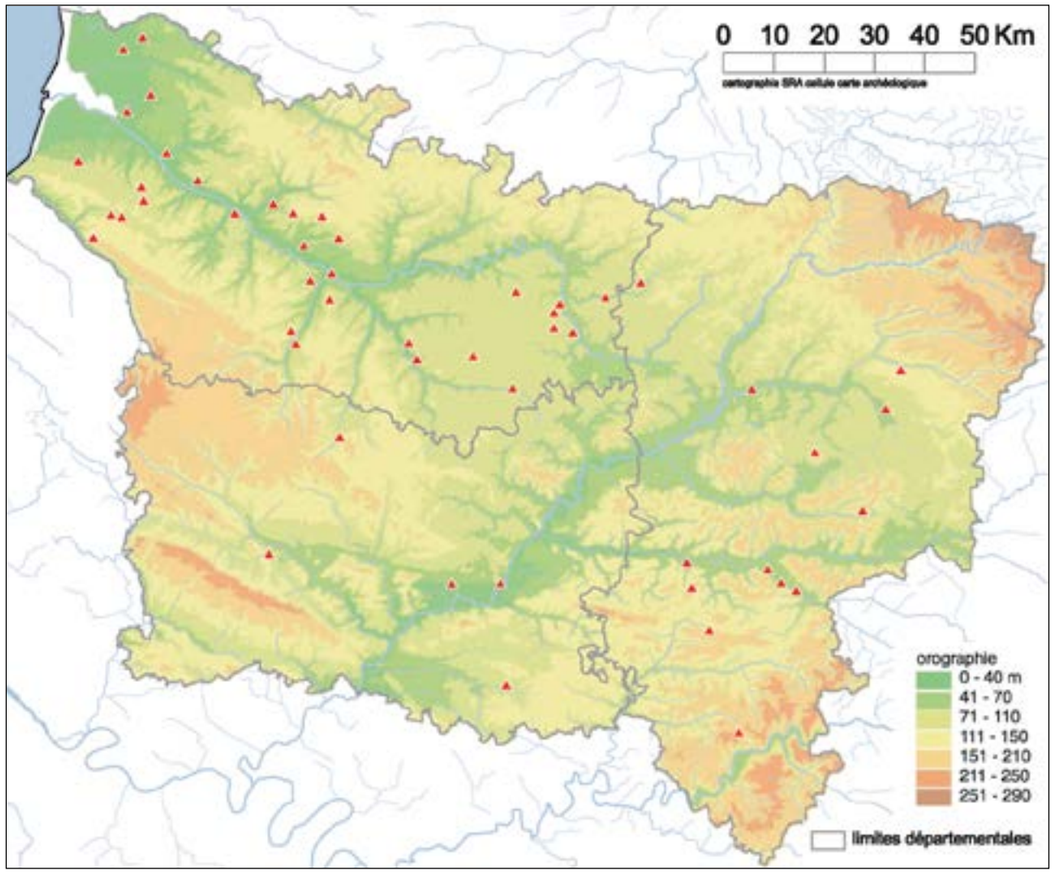


Fig. 19 – Carte de répartition des structures et ensembles funéraires.

fouillé de 1968 à 1976 (59 sépultures, de la seconde moitié du IV^e^ siècle - début V^e^ siècle), la nécropole de Limé (Soupart 1995 ; Soupart *et al.* 1997 ; Soupart 2001a et b) et celle de Ploisy (fig. 20 ; Soupart 2004). La nécropole de Limé est intéressante dans la mesure où elle se distingue des nécropoles septentrionales et occidentales par différents aspects. Elle possède une longue durée d'utilisation comprise entre la fin de La Tène moyenne et le V^e^ siècle après J.-C. Les pratiques funéraires y sont d'une grande variété : inhumations (périnataux, immatures et adultes), incinérations primaires (*busta* et *ustrina*) et secondaires, dépôts de céramiques sans ossements. Les aménagements des fosses à inhumation sont variés (coffrages, plafond de planches, niches latérales…). Certaines inhumations, du III^e^ au IV^e^ siècle, recèlent un mobilier riche et varié dont les comparaisons sont à rechercher à l'Est (Champagne, Lorraine…) et au Sud-Ouest (cités des *Parisii*, des *Meldi*). La présence de dépôts à caractère « militaire » dans les inhumations du Bas-Empire est avérée. Les squelettes des sépultures à inhumation gallo-romaines sont bien conservés, ce qui permet de mettre en évidence de nombreuses caractéristiques taphonomiques et pathologiques. Des liens entre les habitats de la plaine de Limé et la nécropole pourraient être établis dans le cadre d'une étude plus large. Le petit cimetière du Bas-Empire (IV^e^-V^e^ siècles) de Ploisy (fig. 20) se caractérise par la bonne conservation des matériaux périssables servant à l'aménagement des fosses. Il s'agit de traces de planches en bois parfois confortées par des pierres de calage. Ce cimetière est l'indice de la présence d'un habitat rural inédit, probablement de petite taille, proche de ceux rencontrés pour les périodes antérieures.

Dans la Somme, les découvertes, plus dispersées, donnent un premier aperçu synthétique des contextes funéraires. Mise à part une inhumation augustéenne à Dury, le rite de l'incinération est seul attesté de la période augusto-tibérienne à la fin du premier siècle ou au début du II^e^ siècle (40). En règle générale, seule une ou deux tombes ont été mises au jour. Mais, à Monchy-Lagache (Blondiau 2000), la nécropole totalise quatre ou cinq incinérations, celles

(40) - Behen, Bettencourt-Saint-Ouen I, Bouillancourt-en-Séry, Dury, Huppy, Poulainville, Pont-de-Metz, Monchy-Lagache, Saint-Sauveur, Vignacourt, Vismes.

Fig. 20 – Sépulture à inhumation du IVe siècle à Ploisy dans l'Aisne (*cliché Nathalie Soupart*).

de Poulainville (Gemehl 2003) et Bettencourt-Saint-Ouen I (Lemaire 2000) en comptent neuf. Absentes au IIe siècle, les incinérations réapparaissent, à un ou deux exemplaires, à la fin du IIe siècle ou dans la première moitié du IIIe siècle (Roye II) et dans la seconde moitié de ce siècle (41). Le contexte périfunéraire semble incontestable pour sept fosses fouillées à Monchy-Lagache (Auguste-Tibère). Il peut également être admis à Bettencourt-Saint-Ouen I où une probable tombe-bûcher est accompagnée de six fosses, disposées en « L » sur une aire de 20 m², qui ne contiennent aucun reste humain incinéré. Ces derniers ont, peut-être, été dispersés en surface. L'attribution funéraire reste parfois posée pour des fosses du Bas-Empire considérées comme « votives ». C'est le cas à Quend (Rougier 1999) où une construction est entourée par neuf fosses qui, pour certaines, ont leur pourtour aménagé avec un coffrage de bois, de tuiles ou parfois de morceaux d'ardoise. Elles ont toutes livré un ou plusieurs objets complets (céramiques, verrerie). L'une d'elles renferme un dépôt d'objets en bronze entiers soigneusement empilés les uns dans les autres. Nous rencontrons des fosses analogues dispersées dans l'officine de Beuvraignes.

(41) - Condé-Folie, Dury, Martainneville, Soyecourt et peut-être Bouchoir.

C'est probablement au IIe siècle que le rite de l'inhumation supplante celui de l'incinération. De rares sépultures isolées sont présentes en contexte de *villa* : inhumation féminine du IIe siècle ou début du IIIe siècle à Roye II, inhumation masculine de la première moitié du IIIe siècle à Amiens "Le Champ Pillard", petit sarcophage en plomb du IIIe ou du IVe siècle dans une grande *villa* de Flesselles (*Musée d'Amiens* 1990, p. 270-271). Pour quatre autres sépultures, nous ignorons si elles sont isolées ou si elles appartiennent à des nécropoles : une sépulture le long de la voie romaine à Bouchoir (GIEOS 2001) et à Potte (Ben Redjeb & Petit 2000), un sarcophage ayant livré un barillet frontinien à Vercourt (Marchand 1982), un autre contenant une sépulture féminine de la moitié du IIIe-début du IVe siècle à Nibas (Collart 1990). À partir du milieu du IVe siècle, apparaissent de véritables nécropoles de plusieurs dizaines de sépultures. Bettencourt-Saint-Ouen II compte vingt inhumations (*BSR* 1994, p. 140-142 ; *BSR* 1995, p. 90-93), Noyelles-sur-Mer, au moins quarante-six, dont trente et une fouillées entièrement ou partiellement (Marchand & Piton 1978). Elles sont abandonnées à la fin du Bas-Empire ou constituent le noyau primitif de nécropoles mérovingiennes comme à La Neuville-Sire-Bernard (*Gallia* 1985, p. 483), Nouvion-en-Ponthieu (Piton 1985) et Vron (Seillier 1986). Ces deux dernières, situées sur la façade maritime, se singularisent par la présence de quelques incinérations côtoyant les inhumations, probable reflet de la présence de Germains recrutés pour défendre le *Litus Saxonicum* contre les invasions. Signalons que la dernière fouille concernant une nécropole de ce type remonte à 1994 (Bettencourt-Saint-Ouen).

Exceptées les sépultures appartenant à une nécropole et les sépultures de relégation, les fouilles de ces quarante dernières années livrent donc une cinquantaine de sépultures. Contrairement aux découvertes anciennes qui ne sont que rarement exploitables, elles nous permettent de mieux préciser les relations habitats/sépultures, les rites funéraires, l'organisation interne des sépultures, les dépôts funéraires, le statut social des défunts.

Généralement les sépultures sont installées en marge de la ferme, dans des enclos périphériques. Les plus riches se distinguent par une situation topographique particulière. À Behen, Huppy et Vismes-au-Val (Bayard 1992), elles sont considérées comme des sépultures de « fondateurs » et s'inscrivent dans un enclos rectangulaire situé tout près de l'habitat, dans un endroit visible, soit dans l'angle de la cour, près de l'entrée principale, soit près de l'habitation du « maître ». À Roye I, les deux incinérations se placent symétriquement de part et d'autre de la résidence, dans les angles de l'enclos fossoyé périphérique. À Roye II, l'inhumation est localisée en plein milieu de la cour de la *pars urbana*. À Flesselles, le sarcophage en plomb se trouve à

100 m au nord du bâtiment principal. Parfois, comme à Bettencourt-Saint-Ouen II, ces tombes sont installées le long de chemins donnant accès à l'habitat ou de part et d'autre d'une entrée comme à Dury. À Pont-de-Metz, une inhumation borde le fossé de clôture de l'enclos extérieur. Quant aux plus modestes, leurs tombes à incinération sont situées soit le long d'un chemin aboutissant à l'habitat, soit dans le remplissage de fosses ou de fossés antérieurs. À partir de la seconde moitié du IIe siècle, nous trouvons des sépultures dites de relégation. Deux inhumations postérieures au milieu du IIe siècle sont dans le remplissage de deux fossés de la *villa* de Dury. Six squelettes d'individus périnataux se trouvent, un dans un fossé du IIe siècle, quatre dans un puits du IVe ou du début du Ve siècle et un fémur gauche d'adulte dans une fosse du IVe siècle à Roye II. Des restes humains sont signalés dans deux fosses différentes de l'établissement rural du Bas-Empire de Lœuilly, un squelette dans un des bacs de décantation de l'officine de Beuvraignes et un nourrisson dans le comblement d'un trou de poteau de la *villa* d'Amiens-Renancourt.

L'apparence architecturale varie également selon le statut social : quatre poteaux disposés aux angles d'une des tombes de Poulainville, *tumulus* de moins de 10 m de diamètre à Vismes ou massif de silex épais de 70 cm dont le centre est creusé d'un trou profond en forme d'entrée de serrure à Huppy. Deux tombes à *bustum* ont été fouillées à Pont-Rémy et Bettencourt-Saint-Ouen. La première est matérialisée par une fosse rectangulaire aux parois rubéfiées et comblée de nombreux charbons de bois et cendres. La seconde présente la particularité d'avoir les bords et le fond rubéfiés. Au centre, une petite dépression contient du charbon de bois. Il faut également citer le mausolée construit au début du IIe siècle, découvert à Revelles "Le Trelet". Le socle contenant la chambre funéraire était surmonté d'un ou plusieurs étages et encadrés de pilastres décorés dans le style corinthien (*SANEF* 2004).

Contrairement à la période protohistorique, les observations sont trop peu nombreuses pour en tirer des données sur la répartition homme/femme ou sur l'âge au décès. L'étude anthropologique réalisée par Isabelle Legoff sur les nécropoles de Bettencourt-Saint-Ouen, de Monchy-Lagache et de Poulainville permet de préciser les modalités du traitement des vestiges osseux incinérés et met en relief les gestes caractéristiques du processus funéraire. Mais seules la découverte et la fouille d'autres nécropoles gallo-romaines, suivies d'études ostéologiques, pourront compléter ou réorienter les axes d'analyse proposés.

Le mobilier funéraire reflète le statut social du défunt. La valeur n'attend pas le nombre des années, un statut élevé pouvant être conféré à des individus à peine sortis du berceau. Pour les besogneux de l'établissement, paysans et autres esclaves, il peut être relativement modeste et ne comporter qu'une ou deux céramiques. Les dépôts les plus riches sont généralement enfermés dans un coffre dont il a parfois pu être précisé l'assemblage, voire les dimensions (Behen, Monchy-Lagache, Nibas, Vismes-au-Val). Le dépôt type des incinérations comporte un service de table contenant des assiettes, bols et cruches en nombre variable, complété selon les cas par des balsamaires ou des bouteilles (Poulainville), des verreries (Behen), un service à libation constitué d'une patère et d'une cruche à bec tréflé en céramique dorée au mica (Poulainville) ou, plus rarement, en bronze (Huppy, Vismes-au-Val) et des objets utilitaires et de toilette tels que miroirs, fibules, anneaux, perles (Monchy-Lagache), seaux en bronze (Vismes) ou à forte valeur symbolique : hachoir, hachette, gril (Huppy), chaise pliante, pelle à feu (Vismes). Les dépôts relevés dans les inhumations reflètent aussi le statut social. Modeste avec ici deux céramiques, là un barillet frontinien, ailleurs une assiette de Bavai. Plus important à Dury, à Roye ou à Nibas.

Les offrandes alimentaires sont constituées essentiellement de restes osseux appartenant à des quartiers de viande (jeune porc, poulet, coq domestique). Une noix est notée à Béhen.

Réseaux de parcellaire

Cette rubrique concerne les sites sur lesquels a été trouvé un réseau de fossés vraisemblablement attribuables à un système de découpage de parcelles.

Une hiérarchie dans l'information apparaît clairement. Dans la plupart des cas, seuls quelques fossés sont reconnus à l'occasion de sondages ou sur des fouilles très réduites. En de rares occasions, de vastes décapages livrent un réseau dense. L'insertion des établissements ruraux dans de vastes systèmes d'enclos, témoignages de la structuration volontaire de l'espace rural, est alors mise en évidence. Toutefois, les mailles régulières orthonormées sont relativement rares et les réseaux fossoyés sont, le plus souvent, complexes. Ils associent des parcelles de superficies variables qui ont connu des états successifs d'une pérennité aléatoire. "La Plaine de Limé", dans l'Aisne, Estrées-Deniécourt, Glisy (*BSR* 2002, p. 115), Le Translay (Bayard 1996, p. 177-178) et Méaulte, dans la Somme, pourraient en être les exemples les plus aboutis, si les analyses sont menées à leur terme. L'étude exemplaire, développée dans la moyenne vallée de l'Oise, sur l'inscription des habitats au sein d'un vaste réseau, prenant en compte la microtopographie, nous confirme la pertinence de cette approche globale (Maréchal 1994a ; à paraître). Les rares tentatives pour reconnaître des vestiges de centuriation sont restées sans lendemain et n'emportent pas la conviction.

MONDE RURAL ET VIE ÉCONOMIQUE

Agriculture

L'étude du développement et de la typologie des établissements ruraux doit évidemment être accompagnée une analyse qui permette de déterminer ce pourquoi ils existent : produire des biens destinés à être consommés et utilisés par les populations environnantes. Pour y parvenir, nous nous appuyons essentiellement sur les études pluridisciplinaires. L'examen spécifique des structures de stockage et des bâtiments mis au jour, à condition que nous puissions déterminer leur fonction, peut également permettre d'aborder le problème des productions.

Bilan des études carpologiques
(contribution de Véronique Matterne)

Pour la période romaine, les études carpologiques ont porté sur 29 sites dont 6 possèdent un statut qui dépasse celui d'un établissement rural (fig. 21). Elles font état de la mise en culture et de la cueillette d'un grand nombre d'espèces, à usage alimentaire ou artisanal. Le spectre comprend des céréales (blé amidonnier, blé tendre, épeautre, engrain, seigle, orge vêtue, avoine, millet commun, millet des oiseaux), des légumineuses (pois, gesse, ers, vesce cultivée, féverole, lentille), des légumes (amarante livide, betterave, calebasse), des oléagineux (œillette, moutarde noire), des fruitiers cultivés ou importés (melon/concombre, pêcher, noyer, pin pignon, prunier crèque, vigne), des fruitiers sauvages (fraisier, mûrier-ronce, framboisier, églantier, merisier, prunellier, noisetier, sureau noir, épine-vinette, cornouiller, aubépine), des aromates (fenouil, aneth, céleri), des plantes textiles et tinctoriales (lin, chanvre, ortie, gaude), des plantes médicinales ou des poisons (belladone, grande ciguë, verveine, mauve).

L'agriculture évolue durant la période romaine. Elle repose essentiellement sur la culture des céréales panifiables telles que le blé épeautre et le blé tendre ou froment, comme en témoignent des réserves de grains à Amiens, Villers-Vicomte, Saint-Quentin, et des rejets ponctuels en fossé à Marcelcave. On retrouve l'épeautre, associé à des pains et à des pâtons, dans des contextes de boulangerie ;

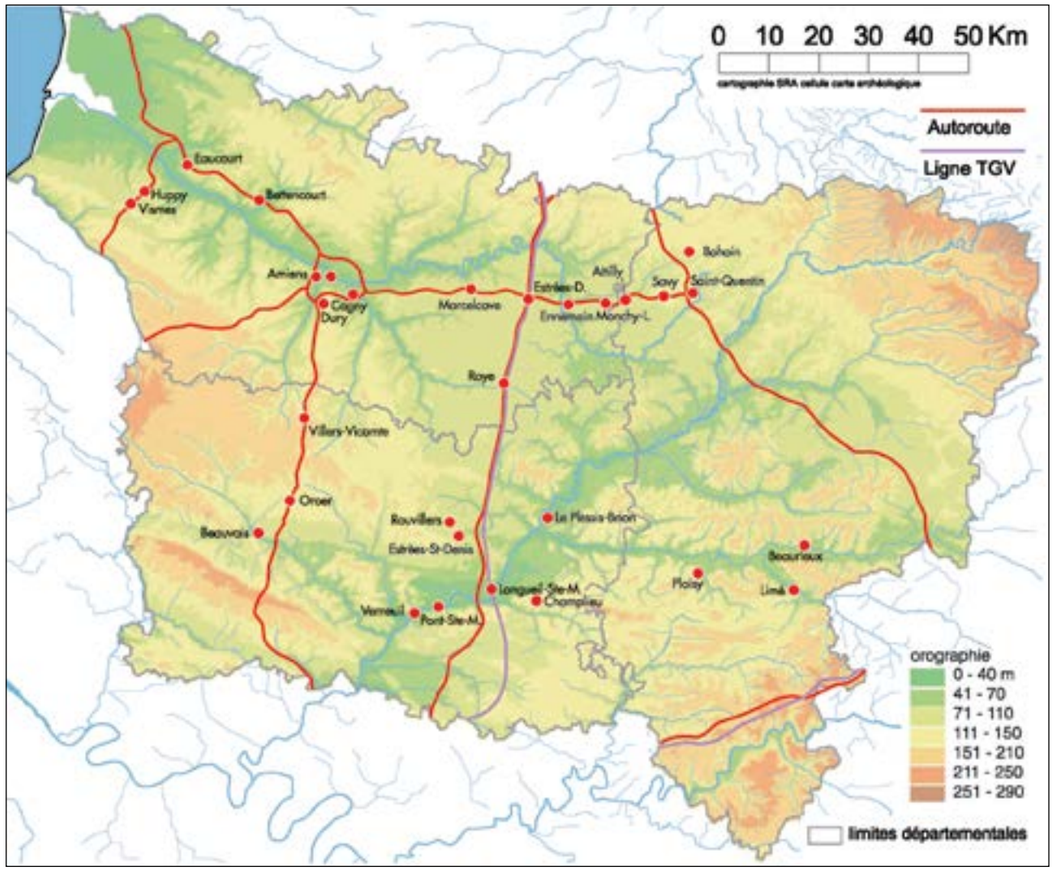


Fig. 21 – Carte de répartition des études carpologiques.

c'est le cas à Amiens, rue des Jacobins (Lannoy *et al.* 2002). Autre céréale panifiable, le seigle est exploité précocement, dès l'époque augustéenne, selon les données de Ploisy. L'amidonnier est encore ponctuellement attesté en concentration, dans des celliers ou des dépotoirs, à Attilly, Ennemain, Eaucourt, faisant état de la persistance de traditions culturales plus anciennes.

L'épeautre et l'amidonnier ont également servi à fabriquer du malt à partir de grains germés et grillés, une des étapes essentielles dans la préparation de la bière. Des « séchoirs », réinterprétés comme des tourailles, ont livré des lots de grains germés sur les sites de Roye et de Savy.

Les légumineuses acquièrent de l'importance et sont, à présent, régulièrement consommées. On a découvert un ensemble mêlant trois espèces de légumineuses (gesse, pois, féverole) plus de l'orge sur le site de Limé. Il pourrait s'agir d'un stock de fourrage.

Les contextes humides du village de Longueuil-Sainte-Marie, dans l'Oise, ont livré de nombreux restes de fruits, de légumes et de plantes aromatiques, dont plusieurs espèces sont d'origine exogène, illustrant la culture d'espèces nouvelles dans les jardins et les vergers de Picardie.

Bilan des études archéozoologiques
(contribution de Sébastien Lepetz)

La Picardie est l'une des régions où l'histoire de l'élevage et de l'alimentation carnée à la période romaine est la mieux connue (fig. 22). On dénombre 50 sites étudiés pour un total de plus de 80 000 os examinés qui se répartissent entre 25 sites ruraux, 17 sites urbains ou agglomérations et huit ensembles à vocation plutôt cultuelle, sanctuaires et nécropoles.

La distribution des ensembles est très inégale entre les départements puisque seuls 5 ensembles ont été étudiés dans l'Aisne pour 20 dans la Somme et 23 dans l'Oise. La quantité d'os pris en compte est liée au nombre de sites : plus de 8 000 os ont fait l'objet d'une étude dans l'Aisne, plus de 25 000 dans la Somme et près de 48 000 dans l'Oise. L'Aisne présente donc un net déficit d'analyses, bien que des opérations archéologiques aient été réalisées dans les villes romaines (Soissons, Saint-Quentin…). Trois ensembles ont fait l'objet d'une étude archéozoologique à Amiens qui est ainsi la ville de Picardie la mieux connue. Les ossements étudiés à Beauvais, provenant de trois gisements, sont bien moins nombreux. Dans l'Oise, la carte de répartition montre une forte concentration des études dans la moitié orientale du département. Les contextes religieux sont surtout connus par l'analyse des sanctuaires d'Ognon (forêt d'Halatte), Estrées-Saint-Denis, Vendeuil-Caply, Digeon et Ribemont-sur-Ancre. Le faible nombre de nécropoles fouillées explique le peu d'analyses sur des dépôts funéraires.

Les résultats obtenus ne prennent évidemment toute leur valeur que dans un contexte géographique élargi à l'ensemble du Nord de la France. Les travaux ont permis d'attirer l'attention sur le caractère central de l'élevage et de l'agriculture dans l'organisation économique du territoire, laissant dans les études des sites antiques une place probablement plus importante qu'ailleurs à l'analyse des ossements animaux. Cette dynamique scientifique a permis des approches interdisciplinaires inédites mettant en lumière certaines orientations de l'économie rurale encore inconnues, telle une apparente dichotomie régionale opposant une zone septentrionale tournée vers l'élevage du bœuf et la culture du blé vêtu, à une zone méridionale où le mouton l'emporte, ainsi que la culture du blé nu (Lepetz & Matterne 2003). À partir d'une importante base de données, il a été possible de décrire l'influence des nouvelles techniques d'élevage romaines sur le cheptel gaulois : augmentation de la taille, de la morphologie (Lepetz 1996a et b, 1997), ceci en relation avec les débouchés nouveaux que constituaient les villes. L'approche culturelle est prédominante pour ces aspects ainsi que pour ceux qui sont liées à l'évolution des habitudes alimentaires (Lepetz 1991, 1993, 1996, 1999, 2002).

Central pour l'économie vivrière, l'animal est par ailleurs incontournable dans les pratiques religieuses. Les ossements animaux sont donc, à des titres différents, omniprésents dans les lieux de cultes (sanctuaires et nécropoles) et les recherches menées actuellement sur les pratiques sacrificielles des Romains du Nord de la Gaule sont basées, pour partie, sur l'analyse des vestiges issus de sites picards (Gaudefroy & Lepetz 2000 ; Lepetz 2000, 2002).

Production du sel

La présence d'une activité saunière en Picardie dans l'Antiquité est une donnée nouvelle. Elle n'est attestée pour le moment que jusqu'à l'époque augusto-tibérienne, à Croixrault, dans la Somme (Duvette 2002). La présence d'un four à sel constitue d'ailleurs l'intérêt majeur du site. Mesurant 7,20 m x 2,50 m, il a connu au moins trois réfections. Son comblement a livré des fragments de parois, des éléments de la grille et de nombreux fragments de cales et de moules à sel circulaires dont les diamètres présentent deux modules. Un foyer jouxte sa paroi sud alors qu'à l'ouest, une structure oblongue pourrait être un réservoir de saumure.

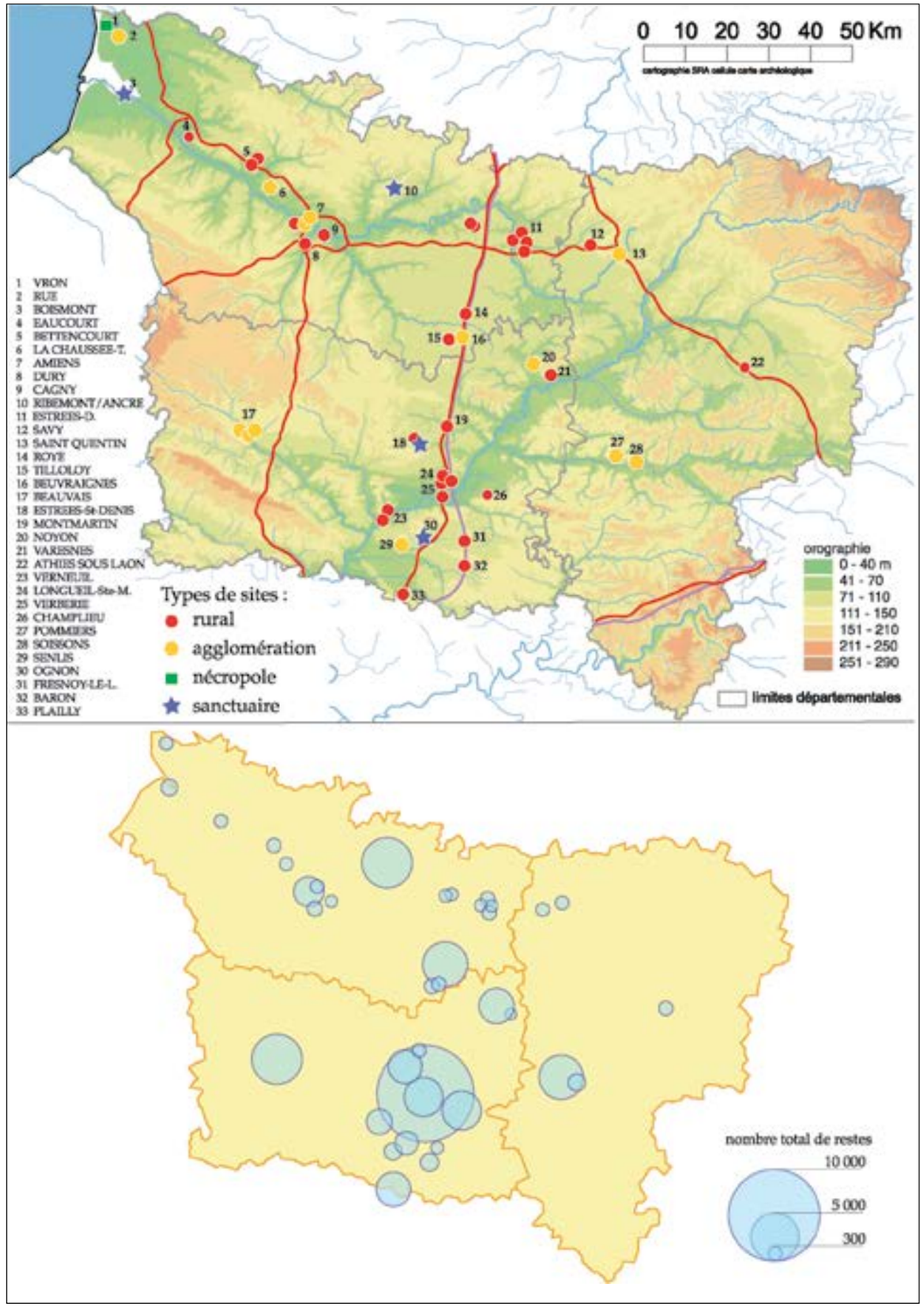


Fig. 22 – Carte de répartition des études archéozoologiques.

Carrières et matériaux de construction

Qu'elle soit vernaculaire ou empruntée aux Romains, l'architecture antique nécessite d'importantes quantités de matériaux de construction : limon ou craie. Ces besoins laissent des traces que l'on retrouve occasionnellement. Dans la Somme, des fosses d'extraction de limon, couvrant toute la période romaine, se retrouvent dans près d'une dizaine de sites. Elles sont creusées au plus près des besoins, parfois dans la cour même de la *villa*. Les plus vastes peuvent atteindre 150 m^3.

Si la craie se trouve partout près de la surface, sa texture physique, trop tendre et trop gélive, sensible à l'action dissolvante de l'humidité, la rend globalement impropre à la construction. Seules les variétés les plus dures sont largement exploitées comme à Saint-Leu-d'Esserent, dans l'Oise et dans les zones de calcaire, sur le plateau entre les vallées de l'Ailette et de l'Aisne. Les prospections aériennes permettent de repérer d'anciennes carrières à proximité de certains établissements ruraux. Dans la Somme, les fouilles archéologiques confirment leur présence dans une quinzaine de sites. À Martainneville (Somme), trois types d'extraction coexistent : puits d'extraction circulaires, extraction par grande excavation et par galeries souterraines.

Enfin, n'oublions pas que les bâtiments en dur, eux-mêmes, servent souvent de carrières de craie après leur destruction. L'abandon des sites d'Estrées-Saint-Denis, dans l'Oise (Woimant 1995) et Revelles "Le Trelet", dans la Somme (*SANEF* 2004) est marqué par le fonctionnement de fours à chaux qui récupèrent tous les éléments de construction antique (42).

Production céramique

Des découvertes anciennes de fours de potiers sont mentionnées en différents points de Picardie (43). Depuis les années 1960, une quinzaine de sites de production céramique ont été fouillés, le plus souvent ponctuellement (44). Dans l'Oise, l'atelier de potier du Haut-Empire de Méru constitue l'exemple le mieux documenté de cette activité. Ce complexe artisanal, qui côtoie une *villa*, a été dégagé sur une emprise de 1,5 ha et a livré des bâtiments, des fours et des ratés de cuisson. À Noyon, seules des tessonières sont étudiées, mais leur contenu permet de caractériser les productions de cet atelier. Dans la Somme, la découverte majeure est celle de Beuvraignes, fouillée à l'occasion de l'aménagement du TGV Nord (Ben Redjeb 1989, 1991). Trois unités de production différentes y fonctionnent du dernier tiers du II^e siècle au début du IV^e siècle. La première, consacrée essentiellement à la production de céramique (du moins dans le secteur fouillé) est la plus importante puisqu'elle couvre près de 4000 m^2, dont 2000 ont été mis au jour. À environ une centaine de mètres au nord de ce premier ensemble, un décapage de 1500 m^2 a permis de recouper les limités nord, sud et est d'une deuxième unité consacrée exclusivement à la production de tuiles. Un four a été exhumé, mais cette unité se prolonge immédiatement à l'ouest, avec au moins un second four tuilier. À 200 m au nord de la zone précédente, une troisième unité de fabrication, associe production céramique et tuilière. De nombreuses structures sont liées aux différentes étapes du travail de potier. Le répertoire se caractérise par deux grands ensembles principaux : une céramique commune à pâte grise sableuse destinée essentiellement au stockage et à la cuisson des aliments et une autre que l'on peut qualifier de « fine ». Cette dernière est surtout représentée par le « service de table » de couleur claire dont la finition (lustrage systématique) est particulièrement soignée. Elle regroupe en particulier des gobelets à paroi guillochée mais aussi des bols, des assiettes et des cruches.

Le commerce de la céramique
(contribution de Cyrille Chaidron)

Faire un bilan de la céramologie en Picardie, c'est d'abord et avant tout dresser le constat, non pas de ce qui a été fait, mais plutôt de ce qui reste à faire et il faut bien constater que de nombreuses zones d'ombres subsistent. Les travaux des différents céramologues qui se sont succédés à Amiens

(42) - Lors de fouilles récentes, des fours à chaux ont été mis au jour à Cuts, Gournay-sur-Aronde et Saint-Sauveur (Woimant 1995).

(43) - Hary, Vermand et Watigny, dans l'Aisne, Eppeville et Muille-Villette dans la Somme. Dans l'Oise, Georges Pierre Woimant (1995) mentionne vingt-six sites, dont une majorité n'est pas ou très peu documentée : Berlancourt (?), Bornel, Crépy-en-Valois (?), Cuts, Élincourt-Sainte-Marguerite, Ermenonville (?), Fleurines (?), Fontenay-Torcy, Genvry, Goincourt (?), Golancourt, Héricourt-sur-Thérain, La Chapelle-aux-Pots, Lacroix-Saint-Ouen (?), Longueil-Annel (?), Neuville-Bosc, Plainville (?), Rémy (?), Saint-Germain-la-Poterie, Saint-Jean-aux-Bois, Saint-Paul, Saint-Vaast-lès-Mello (?), Savignies, Sempigny, Vez (?), Villers-Vermont. Le Pays de Bray (Cartier 1974) et le Noyonnais ont été des zones de production importantes.

(44) - Signalons : dans l'Aisne, Château-Thierry (fouilles Vigné en 1965), Bouconville-Vauclair (fouille Courtois de 1967 à 1975 : cinq fours du II^e siècle), Vermand (1968) et Soissons (Deflorenne & Querel 1997) ; dans l'Oise, Aux-Marais (Cartier de 1964 à 1966), Saint-Sauveur (fouilleDigues,Margot&Jouveen1967-1969 ;Margot 1975), Noyon (Angot en 1969 ; Ben Redjeb en 1982), Baboeuf et Béhéricourt (Angot en 1971), Cuts (Rapin & Angot 1974) Litz (Bayard en 1980), Montmacq (fouille Talon 1989), Méru (Derbois 1996, 1998) ; dans la Somme, Abbeville (Baray en 1995 : four en contexte du I^{er} siècle après J.-C.).

(Bayard 1980, 1994 et 2002 ; Ben Redjeb 1985 et 1987b ; Binet 1986, 1988 et 1993 ; Dubois dans Binet 1995 ; Dubois & Binet 1996 et 2000 ; Dubois dans Binet 2002 ; Flûtre 1996 ; Pissot 1996) ont largement contribué à la connaissance générale du faciès céramique de la capitale des *Ambiani*. Ces travaux constituent le socle des études plus ou moins récentes en Picardie. Le constat est donc très simple : à part Amiens, qui a livré une quantité importante d'ensembles de référence permettant ainsi d'esquisser une datation par horizons chronologiques de la céramique (et utilisable à défaut pour le reste de la région), nous ne disposons, pour ces dix dernières années, que de très peu d'autres ensembles de référence. Nous pouvons citer Vermand (Aisne), "rue des Troupes" (fouille Jean-Luc Collart, étude Stéphane Dubois 1998), Soissons (Aisne), "Château d'Albâtre" (fouille Dominique Roussel, étude Sophie Deflorenne & Pascal Quérel, inédit) ou encore Beauvais (Oise), "rue Villebois-Mareuil" (fouille Ludovic Notte, étude Cyrille Chaidron 2004). Une vision aussi disparate nous conduit à une approche départementale de ce bilan.

Pour le département de la Somme, les données proviennent principalement de la ville d'Amiens et des sites ruraux étudiés lors des grands travaux d'aménagement. Les études céramologiques effectuées dans le cadre des opérations de l'autoroute A29 montre qu'au faciès général de la ville se greffe une série de faciès locaux ou micro-régionaux. Malheureusement, hormis ces grands travaux, nous ne disposons pas d'autres sources réparties à l'intérieur du département qui permettraient d'appréhender cette multitude de micro-faciès. Toutefois, les prospections pédestres du CIRAS, qui ont livré des dizaines de milliers de tessons, peuvent être utilisées pour caractériser ces derniers. De plus, même si elles ne donnent qu'une vision diachronique de la céramique, les prospections apportent toujours des informations importantes quant aux volumes des importations et des productions régionales.

L'Oise présente une forte similarité avec la Somme. La céramique du Sud du département (principalement la région de Senlis et la vallée de l'Oise) est étudiée depuis les années 1985 par Véronique Pissot (Pissot 1988, 1993, 1996). Le reste du département est encore mal documenté : le matériel des sites fouillés récemment, sur l'A 16, par exemple, n'a pas fait l'objet d'une synthèse (Villers-Vicomte : Pissot 1994). Signalons des études ponctuelles sur Noyon (Ben Redjeb 1992) et Vendeuil-Caply (Piton & Delebarre 1992). Pour cette raison, la future publication du site de Laversines (Lemaire à paraître), qui a livré un matériel constantinien abondant, sera fondamentale pour la connaissance de ce secteur géographique. Le numéro de la *Revue archéologique de Picardie* sur Estrées-Saint-Denis complète une vision très clairsemée du paysage céramique bellovaque (Quérel & Woimant 2002). Aussi, le manque d'ensembles statistiques de référence est-il un handicap majeur à une lecture fine du faciès bellovaque dans son ensemble, d'autant que les fouilles récentes de Ludovic Notte à Beauvais ont donné une vision bien particulière d'une céramique plus tournée vers le Sud et le Sud-Ouest que vers le Nord de la région (Chaidron 2004).

Dans le département de l'Aisne, la multiplication des interventions d'archéologie préventive, durant les dix dernières années, a permis d'esquisser une vision très hétéroclite du corpus céramique. Au-delà des interventions de la vallée de l'Aisne (*cf.* la thèse de Patrick Pion, 1996, qui ne concerne, pour la période romaine, que le faciès augustéen, les fouilles effectuées lors du projet autoroutier A29, les interventions ponctuelles à Vermand (fouilles Jean-Luc Collart "rue des Troupes", 1997), Saint-Quentin (fouilles Patrick Lemaire "Parc des Autoroutes" ; fouilles urbaines de Christophe Hosdez) et Bohain (fouilles Patrick Lemaire) lèvent le voile sur le faciès très caractéristique du Vermandois, différent de ce que nous connaissions déjà pour des secteurs bien étudiés (Amiens par exemple).

Une synthèse, publiée en 2001 à la suite du congrès de la SFECAG par Stéphane Dubois et Véronique Bourson (Dubois & Bourson 2001), a montré la forte potentialité du Vermandois en matière de productions céramiques (ateliers non localisés : Vermand & Holnon ?), dont la diffusion dépasse la cité des *Viromandui* pour atteindre la capitale des *Ambiani*, distante de plus de 70 km.

Les fouilles de Ploisy (Duvette 2004), de Soissons et de la vallée de l'Aisne, révèlent une autre tradition céramique dans le Soissonnais, de même que celles de Monampteuil (responsable Martine Derbois), pour le Laonnois. Ces différences confirment tout l'intérêt des études micro-régionales, replacées dans une vision plus large, régionale, voire extra-régionale.

C'est donc tout un ensemble de micro-faciès intégrés dans une identité culturelle propre à chaque cité que nous espérons observer avec plus de précision, au fur et à mesure des opérations archéologiques.

La constitution d'une ostracothèque de référence des productions du Nord de la Gaule, au sein de la base amiénoise de l'INRAP, est un préalable nécessaire pour une caractérisation plus précise de la céramique de cette partie du *Belgium*. L'identification des productions locales

s'appuie aujourd'hui sur la découverte d'un nombre encore restreint d'ateliers de potiers ayant bénéficié de fouilles récentes (*cf.* ci-dessus). Pour enrichir cette base de données, il convient de multiplier les analyses pétrographiques afin de discriminer aux mieux productions régionales et importations. Leur caractérisation passe par des études systématiques et un travail de cartographie, lorsque cela est possible. Cette approche a prouvé son efficacité, notamment pour les céramiques à pâte blanche à quartz du Pays de Bray. Si les ateliers ne sont pas connus, une zone de production est néanmoins délimitée (Dubois & Mille 1996).

Gageons que cette base de données sur les céramiques soit suffisamment cinétique pour que puisse naître un réseau d'échanges d'informations, réunissant l'ensemble des partenaires régionaux et extra-régionaux, à l'image de l'atelier « céramique », mis en place par Xavier Deru au sein d'HALMA-IPEL – UMR 8164, à l'Université de Lille 3, dont le champ d'investigation s'étend, à l'heure actuelle, au Nord de la Gaule et à la Champagne.

Production verrière

Cette activité est attestée uniquement par de rares observations anciennes. Dans l'Oise, des ateliers de verrerie sont signalés à Saint-Jean-aux-Bois et Vieux-Moulin ; une production hypothétique se situerait à Saint-Martin-Longueau (Woimant 1995).

Production métallurgique

Des traces d'activité métallurgique (outils, scories) se rencontrent sur de nombreux sites (45), mais la documentation est généralement insuffisante pour apprécier l'ampleur et la nature de la production.

Les structures en rapport avec la transformation du minerai (grillage, concassage, réduction, épuration) font défaut. La Thiérache mériterait d'être explorée plus en détail car elle présente des potentialités intéressantes à ce niveau. Il y aurait des ferriers à Iviers : le site n'est que très partiellement exploré et le résultat des fouilles est inédit. Le site de Leuze, fouillé sur le gazoduc en 2001, livre des vestiges qui pourraient correspondre à de la réduction. Notons, aussi, la découverte de trois bas-fourneaux à Bouconville-Vauclair, dans le Laonnois.

Les fouilles récentes apportent quelques témoignages sur le travail du fer et du bronze. Il semble que certains quartiers des agglomérations secondaires s'y soient spécialisés. Dans l'Oise, la présence du travail de la forge est indirectement attestée dans un secteur d'habitat d'Estrées-Saint-Denis, durant toutes les étapes de son occupation (Quérel 2002, p. 401-404) et des ateliers de bronziers le sont à Saint-Martin-Longueau (Woimant 1995). À Saint-Crépin-Ibouvillers et Hardivillers, les témoignages observés sont peut-être à lier au statut de probables relais routiers de ces deux sites. Dans l'Aisne, des ateliers métallurgiques sont présents à Château-Thierry, Ciry-Salsogne, Blesmes, Épaux-Bézu et Iviers (Pichon 2002).

Les établissements ruraux recèlent également des traces de petite métallurgie du fer et du bronze. À Dury, deux structures de combustion aux parois fortement rubéfiées (charbonnières ?), un fond de cabane et des vestiges témoignant sans doute de l'existence d'une forge, sont localisées dans la *pars agraria* (niveaux fin du I^er^ siècle). Les occupations du Bas-Empire livrent des témoignages plus nombreux, soit parce qu'ils sont tout simplement mieux conservés que ceux des périodes précédentes, soit parce qu'ils sont révélateurs d'un développement notable de la métallurgie. À Bettencourt-Saint-Ouen II, deux unités artisanales (mi III^e^-début IV^e^ siècle) s'organisent autour ou à l'intérieur d'une cour excavée. La première comporte un bâtiment, une palissade, un foyer de forge et un four de bronzier dont le niveau d'abandon a livré des objets en fer et en bronze destinés à la refonte ainsi qu'une loupe en fer. Une scorie se présentant sous la forme d'une calotte atteste un travail de forgeage complexe. Une charbonnière est située à l'écart. La deuxième comporte au moins une structure de combustion. À Roye I, dans la seconde moitié du IV^e^-début du V^e^ siècle, ces activités, installées dans les bâtiments en dur probablement en ruine de la cour agricole, sont caractérisées par des scories, des creusets, des fragments de tôles de bronze et autres objets destinés à la refonte. À Ennemain, un marteau, une pince et de nombreuses scories sont signalées. La *villa* tardive de Gouvieux associe, au sein d'un même bâtiment, travail du fer et travail du bronze avec, pour la phase initiale du fonctionnement de l'atelier, la fabrication de fausses monnaies coulées (Quérel & Le Brazidec 1999). À Sacy-le-Grand, des structures très arasées et récupérées ainsi qu'une zone noirâtre contenant des fragments de cuivre et un moule sont attribués à des ateliers de bronziers (Woimant 1995). À Amiens, les fabriques de *scutaria* (boucliers) et de *spatharia* (longues épées de cavalerie) mentionnées par la *Notitia Dignitatum Occ.* (IX, 39) sont à relier au contexte troublé de l'époque.

Pour ce qui concerne le bronze, les artisans, confrontés à l'absence de minerais, ont du s'adapter, soit en se procurant de la matière première soit en destinant à la refonte du bronze usagé. Plusieurs

(45) - Dans la Somme, les prospections ont livré des scories, parfois en quantité appréciable, sur 171 sites. Mais leur présence ne témoigne pas forcément de l'existence d'ateliers de réduction ou de l'usage d'une forge. Elles ont en effet pu être utilisées pour aplanir ou assainir des sols

dépôts de ce type ont été retrouvés mais l'exemple de Dury, avec ses 204 objets, pour la plupart brisés ou dépareillés, reste le plus remarquable.

Tabletterie

Durant l'Antiquité, la tabletterie connaît un essor sans précédent, avec l'utilisation d'objets utilitaires (charnières, aiguilles, peignes, cuillères à fard), de parure (épingles, manches de couteau, statuettes) ou destinées au jeu (jetons, pions, dés). Tous ces objets ne manquent pas, mais aucun atelier de tabletterie n'est formellement attesté en milieu rural, si ce n'est dans l'agglomération de Saint-Martin-Longueau (Oise).

Production textile et tannerie

L'identification de traces liées à l'artisanat textile est difficile. Quelques agglomérations secondaires se remarquent par des vestiges significatifs. Ainsi, celle de Saint-Maximin est considéré par Pierre Durvin comme « un village de tisserands ». Il y a mis au jour une maison dite « du tisserand », en raison de la présence d'un socle en pierre percé de trous pour fixer les montants du métier à tisser (Woimant 1995). À Estrées-Saint-Denis, la pratique du tissage est bien représentée avant la fin de la période flavienne et peut être mise en parallèle avec la présence des caprinés qui enregistre une forte diminution au IIe siècle (Quérel 2002, p. 401-404 ; Lepetz & Frère 2002). Dans la *villa* de Dury, une fosse d'installation d'un métier à tisser, à proximité d'un fond de cabane, paraît probable (période augusto-tibérienne). La présence, sur de nombreux sites, de pesons, fusaïoles, aiguilles et dés à coudre nous renseignent plus sur des usages domestiques, que sur une réelle activité de production.

Hormis quelques traces d'activités de tanneurs à Saint-Martin-Longueau, dans l'Oise (Woimant 1995), l'archéologie reste muette sur le sujet.

APPORTS, LIMITES ET PERSPECTIVES DE L'ARCHÉOLOGIE DES CAMPAGNES ANTIQUES

En terme de bilan, les acquis obtenus au cours de ces quarante dernières années sont le fruit d'une série de recherches successives qui permettent de mieux appréhender l'occupation du sol durant l'Antiquité. La richesse et la diversité de l'occupation sont mises en lumière par l'archéologie aérienne. Les campagnes de prospections systématiques confirment largement une densité d'occupation pourtant déjà considérée comme exceptionnelle et précisent la chronologie des établissements ruraux. Le développement des grands travaux et les décapages extensifs valident ces données et permettent de mieux comprendre l'évolution chronologique des sites, laquelle est le fruit d'enchaînements complexes parfois difficiles à démêler. La multiplication des observations met en évidence des types de sites jusqu'alors inconnus, notamment dans le domaine funéraire.

À la lumière de ce tour d'horizon des connaissances relatives aux campagnes antiques, nous ne saurions cependant considérer que la messe est dite.

Les milieux géographiques examinés diffèrent selon les départements. Dans l'Aisne et dans l'Oise, les fonds de vallée occupent une place importante, même si les opérations en contexte de plateau tendent à rééquilibrer cette situation. Dans la Somme, c'est le phénomène inverse. Il en découle des distorsions dans l'image que nous pouvons avoir du paysage rural antique selon les départements.

Force est de constater, qu'hormis les établissements agropastoraux (fermes et *villae*), l'espace rural gallo-romain reste mal connu. Des lacunes apparaissent dans de multiples domaines comme ceux des petits habitats, des agglomérations secondaires, des sanctuaires et des nécropoles. Concernant le funéraire, cette situation est paradoxale si l'on considère que ces recherches représentaient l'essentiel des fouilles de la fin du XIXe siècle. Cette thématique, qu'il faudra dans l'avenir développer, est une source fiable pour déterminer le degré d'imprégnation de cultures venues de l'extérieur (romaines, germaniques). Il reste des zones géographiques dont on ignore pratiquement tout. Même les sanctuaires, après avoir été un temps à la mode, sont aujourd'hui abandonnés aux utilisateurs de détecteurs de métaux.

Les établissements agropastoraux gallo-romains sont, de loin, les mieux documentés. L'abondance de cette documentation est toutefois très relative, voire trompeuse et nous ne sommes pas encore en mesure de valider des modèles fiables. Les sites fouillés dans leur intégralité restent très rares. La multiplication des fouilles permet de constater une grande hétérogénéité des sites à la fois dans leurs formes et dans leurs principes d'évolution. Les typologies proposées sont provisoires et méritent d'être débattues. Dans l'état actuel, tout essai de création d'un modèle unique, qui définirait les modalités de transformation des établissements agricoles, amènerait un tableau extrêmement réducteur. D'autre part, il apparaît aujourd'hui clairement que le site ne doit plus être considéré à l'échelle de l'unité d'habitat, mais être élargi à l'échelle du domaine auquel il se rattache. Cette approche, lorsqu'elle est possible, permet dans bien des cas de faire disparaître des hiatus qui correspondent à un déplacement du cœur de l'établissement parfois

limité à quelques centaines de mètres (Bayard 1996). Il existe malheureusement un manque de connaissances en matière domaniale. Le *fundus* constituant le ciment qui unit les établissements entre eux, dont l'étendue fixe la place qu'occupe son propriétaire dans l'économie et la hiérarchie locale, reste souvent une donnée abstraite. Il découle de cette lacune fondamentale une image confuse induite à la fois par une lecture limitée aux espaces résidentiels et/ou fonctionnels et par une grande variabilité des formes qu'ils peuvent revêtir. En définitive, il apparaît très nettement dans ce bilan que, dès que le site atteint une certaine importance, il échappe à la sagacité des chercheurs.

Par ailleurs, les études sur les données environnementales mériteraient d'être fortement développées. Il nous faut également souligner le retard considérable pris pour publier ces sites et la quasi-absence de travaux de synthèse.

Si la recherche sur les campagnes antiques de Picardie a profité de la forte participation des spécialistes de cette période au sein du *Service régional de l'archéologie*, la situation apparaît aujourd'hui moins favorable. Les chercheurs du *SRA* sont désormais occupés à des tâches essentiellement administratives. La configuration régionale des effectifs de l'INRAP souffre d'un déficit pour cette période qui oblige à nous interroger sur notre capacité à générer de nouvelles dynamiques de recherches. Ainsi, dans le département de l'Oise, si 20 % des évaluations et fouilles pratiquées entre 1991 et 2001, portent sur des sites ruraux gallo-romains, l'INRAP compte huit ingénieurs : trois préhistoriens, quatre protohistoriens, un médiéviste et… aucun antiquisant (46). Il n'est d'ailleurs pas impossible que la faible implication, pour l'Antiquité, de l'Université et du CNRS ait joué un rôle dans ce déséquilibre. Fort heureusement, se développent différents programmes de recherche, spécialement au sein d'HALMA-UMR 8164 (47), par le biais de collaborations inter-institutionnelles et transnationales. Ce type d'initiative répond aux besoins d'un bilan scientifique et méthodologique, à celui de l'organisation de bases de données, mais il contribue aussi à la clarification et à la redéfinition des axes de recherches, par le l'organisation de tables-rondes et la mise développement de programmes thématiques, par en réseau des données. Parallèlement, le développement de l'archéologie préventive et la mise en place des équipes « professionnalisées » de l'INRAP ou des collectivités locales a entraîné l'assèchement du vivier d'amateurs, au sens noble du terme. Ceux-ci ont progressivement vu leur possibilité d'intervention se réduire aux seules prospections et aux rares fouilles programmées. Leur disparition prochaine aura deux conséquences préjudiciables : la rupture des liens qu'ils avaient su créer avec une population avide de connaître son patrimoine et ses origines et le champ libre laissé aux pilleurs de sites qui n'ont probablement jamais été aussi nombreux.

Nous sommes aujourd'hui à une période charnière de notre discipline, de plus en plus tributaire des réalités économiques qui ont créé le contexte défavorable que nous déplorons.

Alors même que nos connaissances de l'occupation antique restent lacunaires, un discours équivoque semble devoir opposer ceux pour qui la « bonne » représentation de l'archéologie du monde rural antique autoriserait des choix drastiques et ceux, dont nous sommes, qui appellent à plus de pertinence, de profondeur et de systématique dans l'exercice de cette archéologie. Rappelons que pour l'Oise, comme pour la Somme, l'effectif des sites gallo-romains fouillés de manière suffisante tourne autour de 5 %. L'expérience montre que des sites – pour certains exceptionnels – sont régulièrement découverts à l'occasion des divers aménagements qui sont entrepris. En ce sens, une éventuelle limitation des diagnostics ne pourrait qu'entraîner un accroissement des destructions incontrôlées de sites archéologiques, toutes périodes confondues.

Si choix il doit y avoir, il ne peut intervenir qu'au moment des prescriptions de fouilles et résulter d'une prise en compte lucide et rationnelle des acquis de la recherche régionale et micro-régionale. Encore faut-il que l'archéologie préventive cesse de s'inscrire dans une simple politique de « purge » des sites archéologiques opérée avec des moyens humains de plus en plus restreints… et un coût de plus en plus important.

(46) - Il en va de même pour les chargés d'opérations (trois se partagent sur deux périodes et un dernier s'est spécialisé dans l'archéologie urbaine) ou les assistants de recherche, au nombre de cinq.

(47) - Par exemple dans son axe 2 *Archéologie du Nord-Ouest de l'Europe*, sur les thèmes Les campagnes de l'Ouest de la Gaule Belgique, La céramique gallo-romaine, Inventaire de la « quincaillerie » gallo-romaine, Le terroir…

BIBLIOGRAPHIE

Faute de place, il n'a pas été possible d'intégrer une bibliographie exhaustive. Seules les références signalées dans le texte ont été prises en compte.

AGACHE Roger (1978) - *La Somme pré-romaine et romaine d'après les prospections aériennes à basse altitude*, (MSA Picardie, 24), 513 p, 273 pl., 40 fig.

AGACHE Roger & BREART Bruno (1975) - *Atlas d'archéologie aérienne de la Picardie, 1, Le bassin de la Somme à l'époque protohistorique et romaine*, Amiens, Société des Antiquaires de Picardie, 164 p. et album de cartes.

AGACHE Roger & BREART Bruno (1991) - « Carte des sanctuaires antiques du bassin de la Somme d'après les prospections aériennes » dans BRUNAUX Jean-Louis (éd.), *Les sanctuaires celtiques et le monde méditerranéen, actes du colloque de Saint-Riquier, (nov. 1990)*, Errance, Paris, p. 19-21.

ALLAG Claudine (1991) - « Pont d'Ancy (Aisne) : la disparition d'un site », *Mémoire de la Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie de L'Aisne*, XXXVI, Soissons, p. 124-139.

AUBIN G. *et al*. (1997) – *La recherche archéologique en France. Bilan 1990-1994 et programmation du Conseil national de la recherche archéologique*. CNRS, Éd. de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris.

AUXIETTE Ginette (2004) - *Soupir Le Parc*. Rapport de fouille SRA de Picardie, Amiens.

BARBET Alix (1971) - « Fouille de Mercin-et-Vaux (Aisne), un établissement gallo-romain à bassin en forme de T », *Revue du Nord*, 53, Lille, p. 631-663.

BARBET Alix (1981) - « Fouille de Mercin-et-Vaux (Aisne) : un habitat rural gallo-romain », *Cahiers archéologiques de Picardie*, 8, Amiens, p. 65-92.

BARBET Alix (1982) - « La *villa* de Mercin-et-Vaux » dans *Les peintures murales romaines de la Picardie à la Normandie*, catalogue d'exposition, Soissons, p. 49-62.

BARBET Pierre (1992) - *Le site protohistorique et gallo-romain de Fransures "La Galette"*, SRA de Picardie, Amiens.

BARBET Pierre (1994) - *Cagny, "Ferme de l'Épinette"*, rapport d'évaluation, SRA de Picardie, Amiens.

BAYARD Didier (1980) - « La commercialisation de la céramique commune à Amiens du milieu du IIe à la fin du IIIe siècle après J.-C. », *Cahiers archéologiques de Picardie*, n° 7, Amiens, p. 147-209.

BAYARD Didier (1989a) - « Sauvetage du patrimoine et recherche scientifique. L'exemple du "Gué de Mauchamp" à Juvincourt-et-Damary (Aisne) », *Archéologie Grands Travaux en Picardie. Autoroute A26. Bilan des recherches archéologiques de sauvetage dans le département de l'Aisne (1982-1987)*, Châlons-sur-Marne, SAP, p. 25-28.

BAYARD Didier (1989b) - « Une petite ferme gallo-romaine établie au bord de l'Aisne au "Gué de Mauchamp" à Juvincourt-et-Damary, *Archéologie Grands Travaux en Picardie. Autoroute A26. Bilan des recherches archéologiques de sauvetage dans le département de l'Aisne (1982-1987)*, Châlons-sur-Marne, SAP, p. 96-97, 1 fig.

BAYARD Didier (1992) - « Sépultures et *villae* en Picardie au Haut-Empire : quelques données récentes », dans FERDIÈRE Alain (dir.), p. 69-80.

BAYARD Didier (1994) - « La céramique de la fin du IIIe siècle et de la première moitié du IV siècle après J.-C. et ses contextes en Picardie », *Revue du Nord*, hors série n° 4, Lille.

BAYARD Didier (1996) - « La romanisation des campagnes en Picardie à la lumière des fouilles récentes : problèmes d'échelles et de critères », dans BAYARD Didier & COLLART Jean-Luc éd. - *De la ferme indigène à la villa romaine, la romanisation des campagnes de la Gaule*, Actes du deuxième colloque de l'association AGER, Amiens (Somme), 23 au 25 septembre 1993, *Revue archéologique de Picardie*, n° spécial 11, Amiens, p. 121-156.

BAYARD Didier (2002) - « La céramique dans le bassin de la Somme du milieu du IIe siècle au milieu du IIIe siècle après J.-C. Bilan de 20 ans d'études », *SFECAG*, Actes du Congrès de Lille (24-27 mai 2002), Marseille, p. 159-182.

BAYARD Didier & BUCHEZ Nathalie (1998) - « Les tombes gauloises du *Belgium*, découvertes récentes » dans *Les Celtes, rites funéraires en gaule du Nord entre le VIe et le Ier siècle avant Jésus-Christ*, Études et Documents, Fouilles, 4, p. 57-62.

BAYARD Didier & COLLART Jean-Luc, dir. (1996) - *De la ferme indigène à la villa romaine, la romanisation des campagnes de la Gaule*. Actes du IIe colloque de l'association AGER, Amiens (23-25 septembre 1993), *Revue archéologique de Picardie*, n° spécial 11, Amiens, 336 p.

BAYARD Didier & HARNAY Véronique (1996) - *Estrées-Deniécourt (Somme), "Derrière le Jardin du Berger"*, rapport d'évaluation, SRA de Picardie, Amiens, 36 p.

BEN REDJEB Tahar (1985) - « La céramique gallo-romaine à Amiens (Somme). I - La céramique gallo-belge », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3/4, Amiens, p. 143-176.

BEN REDJEB Tahar (1987) - « Une agglomération secondaire des Rèmes : Nizy-le-Comte (Aisne) », *Revue archéologique de Picardie*, n° 1/2, Amiens, p. 33-59, 31 fig.

BEN REDJEB Tahar (1989) - « Fouilles de l'officine de Beuvraignes (Somme) : premier bilan », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3/4, Amiens, p. 79-85.

RAP - n° 3/4, 2005, Tahar Ben Redjeb, Laurent Duvette & Pascal Quérel, *Les campagnes antiques : bilans et perspectives*

BEN REDJEB Tahar (1991) - *TGV-Nord. L'officine de Beuvraignes*, DFS, SRA de Picardie, Amiens, 2 vol. texte, 1 vol. pl.

BEN REDJEB Tahar (1995) - *Inventaire des prospections archéologiques anciennes dans le département de la Somme*, rapport n° 5, SRA de Picardie, Amiens.

BEN REDJEB Tahar & PETIT E. (2000) - *Inventaire des prospections archéologiques anciennes dans le département de la Somme et des collections des musées Boucher de Perthes d'Abbeville et Alfred Danicourt de Péronne*, rapport n° 15, SRA de Picardie, Amiens.

BERNARD Jean-Louis (2002) - *Dury (Somme) "Un bis, route d'Amiens"*, rapport de diagnostic, SRA de Picardie, Amiens, 10 p.

BINET Éric (1989) - « Le *vicus* routier de Coucy-les-Eppes », *Archéologie Grands Travaux en Picardie. Autoroute A26. Bilan des recherches archéologiques de sauvetage dans le département de l'Aisne (1982-1987)*, Châlons-sur-Marne, SAP, p. 84-92, 5 fig.

BINET Éric (1991) - *Martainneville, "Les Longs Journaux"*, rapport de fouilles, SRA de Picardie, Amiens, 292 p., pl.

BINET Éric (1998) - *Saint-Just-en-Chaussée, "la Valrecoise" (Oise)*, rapport de sondages, AFAN et SRA de Picardie, Amiens.

BINET Éric (1999) - *Poulainville "Élargissement R.N. 25"*, rapport de sondages, SRA de Picardie, Amiens, 1 p., 2 pl.

BINET Éric (2000) - « Saint-Just-en-Chaussée, "79 rue Auguste Bonamy" », *BSR Picardie*, Amiens, p. 83.

BINET Éric (2002) - « Saint-Just-en-Chaussée, "Rue Just Haüy" », *BSR Picardie*, Amiens, p. 66.

BLONDIAU Luc (1999) - *Saint-Just-en-Chaussée, "Rue Just Haüy"*, rapport de sondages, SRA de Picardie, Amiens.

BLONDIAU Luc (2000) - *A 29. Amiens/Saint-Quentin. Monchy-Lagache, "Le Fond de Guizancourt"*, rapport d'évaluation, SRA de Picardie, Amiens, 71 p. + 72 pl.

BLONDIAU Luc & BUCHEZ Nathalie (1997) - *Marcelcave "Le Chemin d'Ignaucourt"*, Canalisation de transport de gaz Loon-Plage à Cuvilly, t. II, fouilles, Amiens, 63 p., fig.

BLONDIAU Luc, BUCHEZ Nathalie, GUERLIN Olivier & SOUPART Nathalie (2003) - *A29 Aumale-Amiens*, rapport de sondages superficiels. SRA de Picardie, Amiens, 44 p. + pl. hors texte.

BRULEY-CHABOT G., MARECHAL Denis & PISSOT Véronique (1996) - « Longueil-Sainte-Marie "Les Gros Grès IV" (Oise), Les occupations gallo-romaines » dans MALRAIN François & PINARD Estelle (dir.), *Programme de surveillance et d'étude archéologique des sablières de la moyenne vallée de l'Oise, Rapport d'activité 1995*, SRA de Picardie, Amiens, vol. 1, p. 389-451.

BONIN Thierry (1991) - « L'établissement rural de Rouvillers "Le Clos d'Elogette" », *Archéologie de la vallée de l'Oise, Compiègne et sa région depuis les origines…*, catalogue d'exposition, CRAVO, Compiègne, p. 174-175.

BONIN Thierry & TALON Marc (1989) - « Longueil-Sainte-Marie "La Butte de Rhuis". Occupation protohistorique et gallo-romaine », *Archéologie 88, fouilles et sauvetages dans la moyenne vallée de l'Oise*, CRAVO, Compiègne, p. 36-43.

BROUILLARD C. (1996) - « Saint-Just-en-Chaussée, "21, 22 et 23, rue de Montdidier" », *BSR Picardie*, Amiens, p. 78.

BRUNAUX Jean-Louis (1991) - *Les sanctuaires celtiques et le monde méditerranéen*, actes du colloque de Saint-Riquier, (nov. 1990), Paris, Errance, (Les dossiers de protohistoire, n° 3), 281 p.

BRUNAUX Jean-Louis (1995) - « Saint-Just-en-Chaussée, "Les Rossignols" », *BSR Picardie*, Amiens, p. 118-119.

BRUNAUX Jean-Louis, AMANDRY Michel, DUDAY Henri, FERCOQ DU LESLAY Gérard, LECKEBUSCH J., MARCHAND C., MÉNIEL Patrice, PETIT Bernard & ROGERE B. (2000) - « Ribemont-sur-Ancre (Somme) : Bilan préliminaire, nouvelles hypothèses », *Gallia*, 56, CNRS, Paris, p. 177-284.

CHARDONNET Christophe (1987) - *Les structures économiques rurales à l'époque romaine dans le canton de Montdidier*, 3 vol., Mémoire de l'EHESS, sous la direction de Jean ANDREAU, 652 p. dactyl.

CHARDONNET Christophe (1988) - *L'occupation du sol de la fin de l'âge du Fer à l'époque carolingienne, dans le canton de Montdidier*, 2 vol., Mémoire de maîtrise, Université de Paris I - Panthéon-Sorbonne, sous la direction de Jean-Marie DENTZER.

CHARDONNET Christophe (1989) - *Aubigny, "La Diéné" (Somme)*, rapport de fouilles, SRA de Picardie, Amiens.

COLIN Anne (1998) – *Chronologie des oppida de la Gaule non méditerranéenne : contribution à l'étude des habitats de la fin de l'âge du Fer*, Éd. de la Maison des Sciences de l'Homme, DAF, n° 71, Paris.

COLIN Anne, dir. (1999) - *Les habitats protohistoriques de l'autoroute A16 Nord*, DFS, SRA de Picardie, Amiens, 350 p., 163 fig.

COLLART Jean-Luc (1990) - « Une sépulture du Bas Empire découverte à Nibas (Somme) », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3/4, Amiens, p. 119-125.

COLLART Jean-Luc (1991) - « Une grande *villa* : Verneuil-en-Halatte » dans BOULET Claude, PETITDIDIER Marie-

Pierre & BILLAND Ghislaine dir., (1991) - *Archéologie de la vallée de l'Oise : Compiègne et sa région depuis les origines*, catalogue d'exposition, Compiègne, p. 169-173.

COLLART Jean-Luc (1996) - « La naissance de la *villa* en Picardie : la ferme gallo-romaine précoce » dans BAYARD Didier & COLLART Jean-Luc (dir.), *De la ferme indigène à la villa romaine, la romanisation des campagnes de la Gaule. Revue archéologique de Picardie*, n° spécial 11, Amiens, p. 121-156.

COLLART Jean-Luc (à paraître) - « Roye, "Le Puits à Marne" », dans Collart Jean-Luc (dir.), *Fouilles du TGV-Nord. Sites de la Tène finale et gallo-romains*, DAF, Maison des Sciences de l'Homme, Paris.

COLLART Jean-Luc & BAYARD Didier (1991) - *Recherches récentes sur les établissements agricoles antiques en Picardie*. Bulletin de liaison n° 1, AGER.

COLLART Jean-Luc & LEMAIRE Patrick (2000) – *Vermand (Aisne) : ferme gauloise et quartier romain dans l'oppidum*. Archéologie en Picardie, Amiens.

COLLECTIF (1990) - *Les collections archéologiques du Musée de Picardie*, ville d'Amiens, 336 p.

COLLECTIF (1992) - *A 28 1992. Département de la Somme*, plaquette de présentation éditée par la DDE de la Somme et la DRAC de Picardie, 12 p.

COLLECTIF (2003) - *A29 Aumale-Amiens*, Rapport de sondages superficiels, SRA de Picardie, Amiens, 44 p. + planches hors texte.

COLLET H. (1996) - « Saint-Vast-en-Chaussée "Au-dessus du Grand Rideau" », *Autoroute A16. Les sites des Âges des Métaux*, DSF, SRA de Picardie, Amiens, p. 69-71.

DEFGNÉE Ann & MUNAULT André-Valentin (1999) - « Dury "Le Moulin" (Somme). Analyses palynologiques », *Revue archéologique de Picardie*, n° 1/2, Amiens, p. 261-263.

DEFFRESSIGNE S. (2000) - « Abbeville, "Sole des Argillières", "Au-dessus des Riots", "Le Champ Pillard", *Les sites gallo-romains de l'autoroute A16 Nord*, DFS, SRA de Picardie, Amiens, p. 32-34, pl. 48-53.

DEFLORENNE Carole & QUEREL Pascal (1997) - « Un four de potier du Haut-Empire à Soissons (Aisne) », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3/4, Amiens, p. 73 à 84.

DELESTRÉE Louis-Pol (1994) - *Boismont, "Les Montoires"*, rapport de sondages, SRA de Picardie, Amiens, 10 p., pl.
DELESTREE Louis-Pol (1995) - *Boismont, " Les Montoires"*, rapport de sondages, SRA de Picardie, Amiens, 9 p., pl.

DERBOIS Martine (1993) - « Bornel, "Le Fond de Lanois" », *BSR Picardie*, Amiens, p. 79.

DERBOIS Martine (1995) - *Bornel, "Le Fond de Lanois" A16/Sud*. DFS d'évaluation et de sauvetage urgent. SRA de Picardie, Amiens.

DERBOIS Martine (1998) - *Méru, "Canalisation 1200"*, rapport de sondages et d'évaluation archéologique, SRA de Picardie, Amiens.

DESACHY Bruno (1998) - « Cuts, "Le Mont de Choisy" », *BSR Picardie*, Amiens, p. 60.

DESACHY Bruno (2000) - « Cuts, "Rue de la Ramée" », *BSR Picardie*, Amiens, p. 66.

DESACHY Bruno & SCHWAB Catherine (2000) - « Cuts, "Rue de la Ramée" », *BSR Picardie*, Amiens, p. 70.

DESENNE Sophie (1995) - *Bazoches sur Vesles, "La Foulerie", Fouilles protohistoriques de la vallée de l'Aisne*, UER d'Art et d'Archéologie, Université de Paris-I, Paris (rapport d'activité annuel), 23.

DUBOIS S. & BINET Éric (1996) - « La céramique à Amiens (Somme) dans la deuxième moitié du Ier siècle après J.-C. d'après les fouilles du Palais des Sports » dans RIVET Lucien éd. - *Actes du congrès de Dijon, 16 au 16 mai 1996*. SFECAG, p. 331-352.

DUBOIS S. & BOURSON V. (1998) - *La céramique du Bas-Empire à Vermand (Aisne) d'après les fouilles de la Rue des Troupes (1997)*, DFS, SRA de Picardie, Amiens.

DUBOIS S. & BOURSON V. (2001) - « Première approche des faciès céramiques de la cité des viromanduens (milieu du Ier-fin du IIIe s.), *Actes du Congrès de Lille-Bavay, 24-27 mai 2001*, Société Française d'Étude de la Céramique Antique en Gaule, p. 183 à 200.

DURAND Marc, dir. (2000) - *Le temple gallo-romain de la forêt d'Hallate (Oise), Revue archéologique de Picardie*, n° spécial 18, Amiens, 298 p.

DUVETTE Laurent (2000) - « Menneville "La Bourguignotte", vallée de l'Aisne », *Fouilles protohistoriques dans la vallée de l'Aisne*, rapport des fouilles des sites conventionnés en 2000, Soissons.

DUVETTE Laurent (2002a) - *A29 Aumale-Amiens. Croixrault "La Déride"*, rapport de fouille, SRA de Picardie, Amiens, 124 p., pl. hors texte.

DUVETTE Laurent (2002b) - *Limé "Le Gros Buisson"*, rapport de diagnostic, SRA de Picardie, Amiens.

DUVETTE Laurent (2004) - *Ploisy Zones 3 et 5*, rapport de fouille, SRA de Picardie, Amiens.

FÉMOLANT Jean-Marc (1998) - « L'archéologie à Beauvais ou la mémoire d'une ville », *Archéologia*, n° 346, Dijon, p. 32-41.

FÉMOLANT Jean-Marc (1999) - « Beauvais », *Archéologie des villes. Démarches et exemples en Picardie, Revue archéologique de Picardie*, n° spécial 16, Amiens, p. 145-152.

FÉMOLANT Jean-Marc & MALRAIN François (1996) - « Les établissements ruraux du deuxième âge du Fer et leur romanisation dans le département de l'Oise » dans BAYARD Didier & COLLART Jean-Luc (dir.), *De la ferme indigène à la villa romaine, Revue archéologique de Picardie*, n° spécial 11, Amiens, p. 39-53.

FRIBOULET Muriel (2004) - *Thourotte, ZAC du "Gros Grelot" (Oise)*, DFS, INRAP/SRA de Picardie, Amiens.

GAUDEFROY Stéphane, ANDRIOT B., PINARD Estelle, MARECHAL Denis & PRODEO Frédéric (1992) - « Pont-Sainte-Maxence "Le Grand Bosquet" », *Programme de surveillance et d'étude archéologique des sablières de la moyenne vallée de l'Oise, rapport d'activité 1991*, AFAN/SRA de Picardie, Amiens, p. 87-134.

GAUDEFROY Stéphane & LEPETZ Sébastien (2000) - « Le dépôt sacrificiel de Longueil-Sainte-Marie "L'Orméon" (Oise). Un culte de tradition locale sous l'Empire ? » dans VAN ANDRINGA W. (dir.), *Archéologie des sanctuaires en gaule romaine*, Mémoires du Centre Jean-Palerne n° XXII, Saint-Étienne, p. 157-192.

GEMEHL Dominique (2003) - *Amiens-Poulainville, "Pôle logistique"*, rapport de diagnostic, SRA de Picardie, Amiens, 61 p. + 28 fig.

GIEOS (2001) - *Bouchoir. Marnière*, SRA de Picardie, 2 p + 4 pl.

GORET Jean-François (2002) - *Beauvais (Oise), "Rue du Camard"*, rapport de diagnostic, INRAP/SRA de Picardie, Amiens.

GRANSAR Frédéric (2004) - *Ploisy zone 1*, rapport de fouille. SRA de Picardie, Amiens.

HARNAY Véronique & FAVIER Dominique (1995) - *Un habitat de la fin du Haut Moyen Âge, Dury, "Le Moulin"*, DFS de sauvetage urgent, 2 vol., SRA de Picardie, Amiens.

HASELGROVE Colin (1985) - *La vallée de l'Aisne, France 1985. Excavations and fieldwork by the University of Durham : 3rd interim report. Les fouilles à Beaurieux, Les Grèves*, rapport dactylographié, 4 p., 1 fig. hors texte.

HASELGROVE Colin (1986) - « Rescue excavations at Beaurieux, les Grèves, and at Missy-sur-Aisne, le Culot. The Aisne valley Survey Programm », *Fouilles protohistoriques de la Vallée de l'Aisne*, UER d'Art et d'Archéologie, Université de Paris-I, Paris (rapport d'activité annuel), 14, p. 133-145.

HASELGROVE Colin (1996) - « La romanisation de l'habitat rural dans la vallée de l'Aisne d'après les prospections de surface et les fouilles récentes » dans BAYARD Didier & COLLART Jean-Luc éd, *De la ferme indigène à la villa romaine. La romanisation des campagnes de la Gaule*. Actes du IIe colloque de l'association AGER tenu à Amiens du 23 au 25 septembre 1993, *Revue archéologique de Picardie*, n° spécial 11, Amiens, p. 109-120, 10 fig.

HASELGROVE Colin & LOWTHER Patricia (1987) - *Fouilles à Beaurieux, les Grèves*, rapport intérimaire n° 5, Université de Durham (England), p. 1-12.

HASELGROVE Colin & SCULL C. L. (1992) - « The Romanization and de-Romanization of Belgic Gaul : the rural settlement evidence » dans WOOD M. & QUEIROGA F. M. V. R. éd., *Current Research on the Romanization of the Western Provinces*, Oxford, p. 9-23, 8 fig. (British Archaeological Reports, International Series).

HAURILLON R. (2000) - « Eaucourt-sur-Somme, "Les Monts Bergerons" », *Les sites gallo-romains de l'autoroute A16 Nord*, DFS, SRA de Picardie, Amiens, p. 26-29, pl. 36-44.

HÉNON Bénédicte (1993) - « Bazoches-sur-Vesle, "La Foulerie" : fouille de sauvetage 1993 », *Fouilles protohistoriques de la Vallée de l'Aisne*, UER d'Art et d'Archéologie, Université de Paris-I, Paris (rapport d'activité annuel), 21, p. 19.

HÉNON Bénédicte (1994) - « Bazoches-sur-Vesle, "La Foulerie" », *Fouilles protohistoriques de la Vallée de l'Aisne*, UER d'Art et d'Archéologie, Université de Paris-I, Paris (rapport d'activité annuel), 22, p. 9-13, 16 fig.

HÉNON Bénédicte & FLUCHER Guy (2003) – *Soupir "Le Parc" 2003*, rapport de diagnostic, SRA de Picardie, Amiens.

JOSEPH Frédéric (2002) - *Rivecourt, "Les Quinze Mines"*, rapport de diagnostic, INRAP/SRA de Picardie, Amiens.

LAPERLE Gilles (1992) - *Fossoy, "La Butte Blanche"*, rapport de fouille, SRA de Picardie, Amiens.

LEMAIRE Frédéric (1994) - *Pont-de-Metz (Somme), "Le Champ aux Oisons I", "Le Champ aux Oisons II", "Le Champ Pillard"*, DFS de sauvetage urgent, SRA de Picardie, Amiens.

LEMAIRE Frédéric (2003) - *Hardivillers, "Les Chaussées"*, rapport de fouille, A16 Nord, SRA de Picardie, Amiens.

LEMAIRE Patrick (2000) - « Bettencourt-Saint-Ouen, "Le Bois de Bettencourt" », *Les sites gallo-romains de l'autoroute A16 Nord*, DFS, SRA de Picardie, Amiens, p. 15-16, pl. 12-18.

LEMAIRE Frédéric & NOTTE L (2000) - *Rochy-Condé, "Les Montoilles" (60.542.001 AH). Déviation de la RN 31 entre Bresles et Therdonne*. DFS de sauvetage urgent, AFAN, Amiens, 2 volumes.

LEPETZ Sébastien (1991) - « Les restes animaux des fouilles de l'Hôtel-Dieu à Beauvais », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3-4, Amiens, p. 273-292.

LEPETZ Sébastien (1993) - « Éléments pour la connaissance de l'alimentation carnée dans une ville de Picardie à la période romaine. Les restes osseux et dentaires animaux du site "Impasse du Courtillet" à Senlis », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3-4, Amiens, p. 149-154.

LEPETZ Sébastien (1996a) - *L'animal dans la société gallo-romaine de la France du Nord, Revue archéologique de Picardie,* n° spécial 12, Amiens.

LEPETZ Sébastien (1996b) - « Effets de la romanisation sur l'élevage et la diète carnée dans les établissements ruraux du Nord de la Gaule. L'exemple de l'augmentation de la stature des animaux domestiques » dans BAYARD Didier & COLLART Jean-Luc, dir., *De la ferme indigène à la villa gallo-romaine, Revue archéologique de Picardie*, n° spécial 11, Amiens, p. 317-324.

LEPETZ Sébastien (1997) - « L'amélioration des espèces animales domestiques à la période romaine en France du Nord. Techniques et économie antiques et médiévales », MEEKS D. & GARCIA D. dir., Errance, Paris, p. 157-165.

LEPETZ Sébastien (1999) - « La faune associée au dépôt de bronzes. L'établissement rural antique de Dury (Somme) et son dépôt de bronzes (III^e siècle av. J.-C. - IV^e siècle apr. J.-C.), dans QUEREL Pascal & FEUGÈRE Michel dir. *Archéologie du Nord et de la Picardie,* Revue du Nord, Lille, p. 137.

LEPETZ Sébastien (2000) - « Les restes osseux animaux du sanctuaire gallo-romain de la forêt d'Halatte (commune d'Ognon, Oise). Vestiges sacrificiels et reliefs de repas ? » dans DURAND Marc dir., *Le temple gallo-romain de la forêt d'Halatte (Oise), Revue archéologique de Picardie,* n° spécial 18, p. 197-200.

LEPETZ Sébastien (2002) - « Les vestiges de repas dans le sanctuaire d'Estrées-Saint-Denis », dans QUEREL Pascal & WOIMANT Georges-Pierre, dir. *Le site antique d'Estrées-Saint-Denis, Revue archéologique de Picardie,* n° 2/3, Amiens, p. 261-266.

LEPETZ Sébastien & MARECHAL (Denis (1996) - « Organisation et fonction du village du Haut-Empire de Longueil-Sainte-Marie (Oise) et de son parcellaire » dans CHOUQUER Gérard dir., *Les formes du paysage*, tome I. *Étude sur les parcellaires*, Errance, Paris, p. 57-82.

LEPETZ Sébastien & MATTERNE Véronique (2003) - « Élevage et agriculture dans le Nord de la Gaule durant l'époque gallo-romaine : une confrontation des données archéozoologiques et carpologiques. Cultivateurs, éleveurs et artisans à l'époque romaine en Gaule », *Revue archéologique de Picardie*, n° 1/2, Amiens, p. 23-35.

LEPETZ Sébastien, MÉNIEL Patrice & YVINEC Jean-Hervé (1996) - « Archéozoologie des établissements ruraux de la fin de l'Âge du Fer au Moyen Âge », *Histoire et Société rurales*, 3, Paris, p. 169-182.

LOCHT Jean-Luc (2000) - Saint-Just-en-Chaussée, "Extension de la Station d'épuration" ». *BSR Picardie,* Amiens, p. 84.

MALRAIN François (2000) - *Fonctionnement et hiérarchie des fermes dans la société gauloise du II^e siècle à la période romaine : l'apport des sites de la moyenne vallée de l'Oise.* Thèse de doctorat, sous la dir. de BUSCHSENSCHUTZ Olivier, Université de Paris I, Paris, 436 p.

MALRAIN François & MARECHAL Denis (1995) - « Pont-Sainte-Maxence "Le Jonquoire II et III", l'établissement rural », *Programme de surveillance et d'étude archéologique des sablières de la moyenne vallée de l'Oise,* rapport d'activité 1994, AFAN/SRA de Picardie, Amiens, vol. 1, p. 160-220.

MALRAIN François, MARECHAL Denis & PINARD Estelle (1996) - « Occupation du sol et parcellaires de la moyenne vallée de l'Oise du IV^e s. avant au XIV^e s. après J.-C » dans CHOUQUER Gérard dir., *Les formes du paysage*, tome II : *archéologie des parcellaires*, Errance, Paris, p. 21-45.

MANGIN Michel & PETIT Jean-Paul (1994) - « Les agglomérations secondaires : la Gaule Belgique, les Germanies et l'Occident romain. Introduction aux Actes », dans PETIT Jean-Paul & MANGIN Michel dir., *Les agglomérations secondaires. La Gaule Belgique, les Germanies et l'Occident romain*, Errance, Paris, p. 7-15.

MARCHAND Henri (1982) - *Le sarcophage de Vercourt,* SRA de Picardie, Amiens, 2 p., 3 pl.

MARCHAND Henri & PITON Daniel (1978) - « Une nécropole du IV^e siècle à Noyelles-sur-Mer », *Cahiers archéologiques de Picardie,* n° 5, Amiens, p. 199-228.

MARÉCHAL Denis (1994) - « Longueil-Sainte-Marie (Oise), Un parcellaire du Haut Empire et du XVIII^e siècle » dans CHOUQUER Gérard dir., *Cartographie des anciens parcellaires de la France,* rapport de synthèse, Tours, p. 164-191.

MARÉCHAL Denis (1999) - « Verberie, "La Main Fermée" », *BSR Picardie,* Amiens, p. 74.

MARÉCHAL Denis (2000) - « Longueil-Sainte-Marie, "Le Barrage" », *BSR Picardie*, Amiens, p. 74-75.

MARÉCHAL Denis (2002) - « Le contexte archéologique du site d'Estrées-Saint-Denis depuis La Tène finale jusqu'au gallo-romain » dans QUEREL Pascal & WOIMANT georges-Pierre dir., *Le site d'Estrées-Saint-Denis. Sanctuaire et habitat. Une agglomération secondaire ?, Revue archéologique de Picardie,* n° 2/3, Amiens, p. 270-273.

MARÉCHAL Denis (1999) - « La moyenne vallée de l'Oise : échelles d'analyses possibles et premiers résultats de l'occupation et de la gestion des sols durant le haut Empire » dans PETIT C. (dir.), *Occupation et gestion des zones humides en Gaule au cours de l'Âge du Fer, de l'Antiquité et du haut Moyen Âge,* p. 173-196.

MARÉCHAL Denis, MALRAIN François, SIMON F., VANGELE Fabrice & PISSOT Véronique (1999) - « Longueil-Sainte-Marie "Le Barrage", La ferme du haut-Empire », *Programme de surveillance et d'étude archéologique des sablières de la moyenne vallée de l'Oise,* rapport d'activité 1998. AFAN/SRA de Picardie, Amiens, p. 517-571 et p. 577-579.

MATTERNE Véronique (1999) - *A29, Amiens/Saint-Quentin. Étude carpologique,* SRA de Picardie, Amiens, 15 p.

MATTERNE Véronique (2001) - *Agriculture et alimentation végétale durant l'âge du Fer et l'époque gallo-romaine en France septentrionale, Archéologie des Plantes et des Animaux,* I, Montagnac, 310 p, 105 fig.

MATTERNE Véronique, PERNAUD Jean-Marie & HORARD M.-P. (1999) - « Données paléo-environnementales » dans COLIN A., *Les habitats protohistoriques de l'autoroute A16 Nord,* SRA de Picardie, Amiens, p. 285-302.

MOLIÈRE Joël (1984) - *Beaucourt-en-Santerre, "Le vicus",* SRA de Picardie, Amiens.

MOLIÈRE Joël (1985) - *Chantier Colas, C.D. 934, Amiens-Roye, août-septembre 1985*, SRA de Picardie, Amiens, 19 p.

MOLIÈRE Joël (1986) - *Le vicus de Beaucourt-en-Santerre,* SRA de Picardie, Amiens.

PALS Jean-Pierre (1996) - *Rapport d'étude archéobotanique des sites de Trinquies, Behen, Juvincourt, Visme au Val, Le Translay et Bouillancourt*, SRA de Picardie, Amiens.

PERNAUD Jean-Marie (1996) - *Étude anthracologique des occupations protohistoriques et romaine du site de Pont-Rémy (Somme),* SRA de Picardie, Amiens.

PERNAUD Jean-Marie (1997) - *Paléoenvironnements végétaux et sociétés à l'Holocène dans le nord du Bassin Parisien – Anthracoanalyses de sites archéologiques d'Ile-de-France et de Picardie : méthodologie et paléoécologie.* Thèse de doctorat, Université de Paris I, Paris.

PETIT Élie (2003) - *Rue, "La Foraine Bleue"*, rapport de fouille préventive, SRA de Picardie, Amiens, 29 p., 23 pl.
PETIT Élie (2004) - *Roisel "Rue du Nouveau Monde"*, rapport de diagnostic, SRA de Picardie, Amiens, 26 p., 10 fig.

PICHON Blaise (2002) - *Carte Archéologique de la Gaule. L'Aisne : 02*, Académie des inscriptions et belles-lettres, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 598 p.

PINARD Estelle (1996) - « Pontpoint, "Le Fond de Rambourg" », *BSR Picardie*, Amiens, p. 69-70.

PINARD Estelle (1999) - *Chambly, "La Remise Ronde",* rapport de fouille, AFAN/SRA de Picardie, Amiens.

PINARD Estelle, COLLART Jean-Luc, MALRAIN François & MARECHAL Denis – « De l'architecture à la hiérarchisation sociale du V^e avant J.-C. au III^e siècle après J.-C » dans BRAEMER, CLEUZIOU & COUDART (dir.) – *Habitat et société,* XIX^e Rencontres internationales d'Archéologie et d'Histoire d'Antibes, éd. APDC, Antibes, p. 363-382.

PION Patrick (1996 - « Les établissement ruraux en vallée de l'Aisne, de la fin du second Âge du Fer au début du Haut-Empire romain (II^e siècle av. J.-C. / I^er siècle apr. J.-C.) : bilan provisoire des données et esquisse de synthèse », dans BAYARD Didier & COLLART Jean-Luc dir., *De la ferme indigène à la villa romaine, la romanisation des campagnes de la Gaule,* Actes du II^e colloque de l'association AGER, Amiens (Somme), 23 au 25 septembre 1993, *Revue archéologique de Picardie*, n° spécial 11, Amiens, p. 55-108.

PITON Daniel (1985) - *La nécropole de Nouvion-en-Ponthieu*, Dossiers Nord et Pas-de-Calais, n° 20, 373 p.

PONCHON Adolphe (1913) - *Les villas gallo-romaines en Picardie. Contribution à l'étude de la région picarde aux premiers siècles de l'ère chrétienne,* Cayeux-sur-Mer, 58 p.

PRILAUX Gilles (1994) - *Villers-Vicomte, "La Rosière" (60.692.005 AH). L'établissement rural antique de Villers-Vicomte. Gisement du second âge du Fer, gallo-romain et Haut Moyen Âge,* DFS de sauvetage urgent, AFAN/SRA de Picardie, Amiens, 2 tomes.

PRILAUX Gilles (2000) - « Pont-Rémy. "La Queute", "Le Fond de Baraquin" », *Les sites gallo-romains de l'autoroute A16 Nord,* DFS, SRA de Picardie, Amiens, p. 23-25, pl. 31-35.

QUEREL Pascal & FEUGERE Michel (2000) - *L'établissement rural antique de Dury (Somme) et son dépôt de bronze (III^e s. av. J.-C.-IV^e s. apr. J.-C.). Revue du Nord*, Hors série n° 6, Lille, 200 p.

QUEREL Pascal & Carole (2002) - « Mercin-et-Vaux, "Le Quinconce" : villa gallo-romaine et occupation du Haut Moyen Âge », *Revue du Nord, Archéologie du Nord et de la Picardie,* Université Charles de Gaulle, Lille III, tome 84, p. 91 à 114.

QUEREL Pascal (2003) - « Estrées-Saint-Denis (Oise), habitat groupé et agglomération secondaire » dans FAVORY François & VIGNOT A. dir., *Actualité de la recherche en histoire et archéologie agraires*, Presses Universitaires Franc-comtoises, Besançon, p. 145-155.

QUEREL Pascal & LE BRAZIDEC Marie-Laure (1999) - « Considérations générales sur le problème de

reconnaissance et de définition de la métallurgie du bronze sur les sites ruraux. Les « unités artisanales » de Gouvieux (Oise) et Roye (Somme) » dans POLFER Michel dir., *Artisanat et productions artisanales en milieu rural dans les provinces du Nord-Ouest de l'Empire romain.* Actes du colloque organisé à Erpeldange (Luxembourg) les 4 et 5 mars 1999 par le Séminaire d'Études anciennes du Centre Universitaire de Luxembourg et Instrumentum. p. 151-163.

QUEREL Pascal & WOIMANT Georges-Pierre dir. (2002) - *Le site d'Estrées-Saint-Denis. Sanctuaire et habitat. Une agglomération secondaire ? Revue archéologique de Picardie,* n° 3/4, Amiens, 416 p, Cdrom.

ROFFIN F. et R. (1986) - *Fanum de Rumaisnil,* SRA de Picardie, Amiens.

ROUGIER Richard (1999) - *Quend, "La Foraine de Quend",* rapport d'évaluation, SRA de Picardie, Amiens, 48 p., pl.

SANEF(2004) - *Fiches de sites A29*, SANEF, Senlis, 44 p.

SEILLIER Claude (1986) - « Développement topographique et caractères généraux de la nécropole de Vron (Somme) », dans *Archéologie médiévale*, XVI, Caen, p. 7-32.

SOLARI Maria-Eugénia (1996) - *Étude anthracologique de quelques structures du site de Bernay-en-Ponthieu*, SRA de Picardie, Amiens, 2 p.

SOUPART Nathalie (1998) - *A29 Aumale/Amiens. Etreillers "La Grande Patûre"*, rapport de fouille, SRA de Picardie, Amiens.

SOUPART Nathalie (2001a) - *Limé, "Les Sables". Nécropole antique*, Mémoire de DESS, Université de Dijon, 111 p.

SOUPART Nathalie (2001b) - « La nécropole antique de Limé "Les Sables" (Aisne). Incinérations primaires et secondaires : premier bilan » dans GEOFFROY J.-F. & BARBE H. dir., *Les nécropoles à incinérations en Gaule Belgique. Synthèses régionales et méthodologie,* actes du XIXe colloque international du Centre de Recherche Archéologiques de l'Université Charles-de-Gaulle-Lille 3 (13 et 14 décembre 1996), *Revue du Nord,* hors série. Collection Art et Archéologie, n° 8, Lille, p. 63 à 77.

SOUPART Nathalie (2004a) - *Ploisy "zone 6"*, rapport de fouille, SRA de Picardie, Amiens.

SOUPART Nathalie (2004b) - *Épaux Bézu "La Fontinette"*, rapport de fouille SRA de Picardie, Amiens.

SOUPART Nathalie, BLONDIAU Joël, COQUERELLE S., COLLART Jean-Luc & DUVETTE Laurent (1997) - *Limé, "Les Sables". Nécropole antique, fouilles de 1996-1997,* DFS, SRA de Picardie, Amiens, 95 p.

SOUPART Nathalie, COLLART Jean-Luc, DUVETTE Laurent & PISSOT Véronique (1995) - *Limé, "les Sables". Nécropole antique, fouille de 1994-1995*, DFS, SRA de Picardie, Amiens, 112 p.

STERN H. (1957) - « Recueil général des mosaïques de la Gaule, 1, Province de Gaule Belgique », 1, Xe Supplément *Gallia,* CNRS, Paris, p. 61-66, n° 586-95, pl. XXXI-XXXV.

THOUVENOT Sylvain (1999) - *Déviation de Ciry-Salsogne*, rapport de diagnostic, SRA de Picardie, Amiens.

TYMCIOW Jean-Pierre, GAUDEFROY Stéphane & MARECHAL Denis (à paraître) - « L'occupation antique dans la région de Crépy-en-Valois (Oise) » dans COLLART Jean-Luc, dir., *Recherches récentes sur les campagnes antiques du Nord de la France,* Revue archéologique de Picardie, spécial, Amiens.

VANGELE Fabrice (1992) - « Les puits gallo-romains de Longueil-Sainte-Marie "La Queue de Rivecourt" », *Programme de surveillance et d'étude archéologique des sablières de la moyenne vallée de l'Oise*, rapport d'activité 1992, AFAN/SRA de Picardie, Amiens.

VASSELLE François (1965-1966) - « Compte rendu des découvertes archéologiques, coupe de la chaussée romaine à la sortie de Roye », *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie,* LI, Amiens, p. 216-220, fig.

VERMEERSCH Didier (1981) - « Le site archéologique du marais de Famechon. Bilan provisoire », *Cahiers archéologique de Picardie*, n° 8, Amiens, p. 147-156.

WIGHTMAN Edith-Mary (1985) - *Gallia Belgica*, London, B.T. Batsford LTD, 385 p. 16 pl. hors texte.

LES CAMPAGNES MÉDIÉVALES EN PICARDIE : ÉTAT DE LA QUESTION

François BLARY *, Martine DERBOIS ** & Vincent LEGROS ***
avec le concours de Didier Bayard ***
et des contributions de Corrie C. BAKELS **** et Jean-Hervé YVINEC*****

INTRODUCTION

Aborder le très vaste sujet des campagnes médiévales, peut paraître pour les médiévistes, une véritable gageure, d'autant que celui-ci s'inscrit dans un espace administratif artificiel, celui de l'actuelle Région de Picardie. Celle-ci forme un conglomérat hétéroclite comprenant à la fois la Picardie traditionnelle telle qu'elle existe à partir du XI^e^ siècle (pour faire simple, la Somme et le Nord de l'Aisne) et des portions incomplètes de marches comtales aussi différentes que celle de la Champagne occidentale (Sud de l'Aisne) ou encore du très imposant domaine royal (Oise).

Sur ce premier point, l'approche paraît donc mal appropriée ou bien réductrice et sans grand rapport avec la réalité complexe des pouvoirs laïcs et ecclésiastiques médiévaux, de leur évolution et de leurs aires d'influences respectives qui ont conditionné l'élaboration et l'occupation de ces campagnes. Notre travail se bornera ici, simplement, à mettre en évidence les axes développés en Picardie pour l'étude des campagnes au Moyen Âge, à souligner les apports, voire, dans certains cas, à en faire ressortir les lacunes. Notre présentation n'examine ici que les données issues de l'exploration archéologique *stricto sensu* actuelle (en relation directe avec l'acte de fouille) rapportés et ou publiés des trois dernières décennies.

* Archéologue de Collectivité,
Unité d'Archéologie, UMR 8589
Hôtel-Dieu, avenue Jaussaume-Latour
F - 02200 CHÂTEAU-THIERRY

** Ingénieur d'Études, INRAP, EA 3912
518 rue Saint-Fuscien
F -80000 AMIENS

*** Ingénieur, SRA de Picardie, EA 3912
DRAC de Picardie
5 rue Henri Daussy
F - 80000 AMIENS

**** Institut voor Prehistorie des Rijkuniversiteit
NL - LEIDEN

***** INRAP, UMR 5197, CRAVO
21 rue des Cordeliers
60200 - COMPIÈGNE

Il paraît tout aussi utile de rappeler que la collecte de ces matériaux d'étude n'est pas le fruit, loin s'en faut, d'une programmation précise définissant cette recherche mais est issue d'une acquisition empirique et opportuniste, campagnes médiévales puisque ne sont considérées que les données « matérielles » acquises par une discipline parmi d'autres. L'intérêt et la valeur indicative de notre travail s'appuient à la fois sur un recensement des données quantifiées des interventions menées sur trente ans – lot de données objectives – mais aussi par la pratique et l'expérience acquises par trois ou quatre intervenants régionaux réunis pour l'élaborer (données forcément subjectives).

Les acteurs de la recherche en archéologie médiévale – très jeune discipline rappelons-le – ont d'ailleurs, au cours de cette période, fortement évolué. Initialement issus d'une culture bénévole associative, ils se sont regroupés dans les années 1980 autour du SRA et de quelques universitaires extérieurs à la région (Paris I, Reims, Louvain).

Le tournant des années 1990 voit le recrutement de nouveaux médiévistes au sein de l'AFAN (aujourd'hui l'INRAP), pour répondre aux besoins générés par le développement de l'archéologie préventive sur les grands travaux autoroutiers (A26, A28) ou ferroviaires (TGV Nord), et parallèlement l'apparition d'archéologues de collectivité en ville. Ces avatars ont eu pour conséquence principale une professionnalisation progressive, par des voies fort diverses, plus ou moins institutionnalisées, et plus ou moins précaires. Cependant, les archéologues médiévistes, et plus encore les modernistes, sont rares en Picardie.

À ces premiers constats, il est important de rappeler que si les historiens s'accordent communément pour attribuer un millénaire au Moyen Âge (de l'effondrement de l'empire romain d'Occident à la fin du V^e^ siècle, au terme de l'empire romain d'Orient avec la chute de Constantinople, en 1453), ce découpage en exclu, *de facto*, les XVI^e^ et XVII^e^ siècles qui, pourtant, les prolongent logiquement jusqu'à la Révolution industrielle. Le trait essentiel qui caractérise le Moyen Âge, tout particulièrement perceptible dans la région picarde, est d'être un monde fondamentalement paysan. Force est de

constater que les villes médiévales de notre région « administrative » ne constituent que des entités qu'il faut bien qualifier de marginales, formant un semis très lâche issu en grande partie de l'héritage antique. Ce réseau se renforce progressivement de petites villes parallèlement à la conquête de nouveaux terroirs et au fur et à mesure que se met en place une nouvelle organisation des campagnes. Comme se plaît à le rappeler Robert Fossier : « neuf hommes sur dix n'ont connu que la terre et ses lois ».

Un état des lieux disparate se constate : une disparité régionale certaine, une période de dix siècles un peu étroite et qui ne peut être prise en compte administrativement dans sa globalité, peu de chercheurs.

DES DONNÉES RAPPORTÉES AUX DONNÉES PUBLIÉES

UN PREMIER BILAN CHIFFRÉ

Il porte sur les opérations archéologiques menées entre 1970 et 2004. L'objectif initial de ce travail de recensement visait l'exhaustivité et s'est heurté à la difficulté d'établir, en un délai aussi rapide une base de données fiable (sachant que la vérification des éléments répertoriés est gênée par un manque de diffusion ou de publication des découvertes).

Il convient donc de considérer cet exercice comme une étude préliminaire sujette à quelques modifications. Les données sont issues de la base *Patriarche-Arcview* de la Carte archéologique (SRA), des *Bilans scientifiques régionaux* du SRA (*BSR*), des deux volumes publiés de la *Carte archéologique de la Gaule* (*CAG*) pour l'Aisne (Pichon 2002) et l'Oise (Woimant 1995) ainsi que le volume à paraître pour la Somme de Tahar Ben Redjeb (SRA) et, enfin, de la base établie pour la bibliothèque des rapports de la Direction Nord Pas-de-Calais/Picardie de l'INRAP à Amiens.

Ce répertoire des opérations archéologiques a été établi sur *Excel* afin d'être relié aisément à un système SIG pour l'élaboration cartographique de certains thèmes. Dans cette base générale, outre le numéro INSEE de chaque commune, son vocable et le lieu-dit sont notifiés la datation du site (HMA, fin Ve s. - Xe s. ; MAC : XIe s. - 1350 ; BMA : 1350-1550 et MA pour les sites médiévaux dont la chronologie n'est pas clairement établie), le type d'intervention répartie en trois catégories avec leurs dates de réalisation (a : la réunion des études préliminaires, des découvertes fortuites et des prospections tant aériennes que pédestres ; b : l'association des sondages préliminaires et des diagnostics ; c : les « évaluations lourdes », les fouilles et sauvetages préventifs et les fouilles ou interventions programmées), quelques informations sur la nature des sites (a : nécropole, cimetière ou tombes plus ou moins isolées ; b : édifices religieux dont chapelle, église, abbaye, couvent, monastère, maladrerie ; c : site pour toute occupation mal ou peu caractérisée ; d : habitat pour les fermes, hameau ou village ; e : édifices seigneuriaux pour les mottes, châteaux, villa et domaines ; f : agriculture pour les moulins, les terres cultivées, les structures agricoles isolées comme les silos… ; g : les carrières ; h : les voies de communications, les vestiges de parcellaires ou de cadastrations ; i : artisanat pour les sites d'élaboration d'objet ou de matériaux comme la chaux ou les activités commerciales) et la provenance des informations avec si possible leurs auteurs.

Ce premier bilan chiffré fait apparaître qu'environ 1/8 des communes de l'Aisne et de la Somme a fait l'objet depuis 1970 de découvertes archéologiques concernant le Moyen Âge (fig. 1). Le chiffre est plus important encore pour l'Oise avec un taux de couverture proche de 1/7. Les sites, toutes périodes confondues, sont au nombre de 507, dont 165 pour l'Aisne, 181 pour l'Oise et 161 la Somme (1). Si ces chiffres paraissent similaires, ils n'en dissimulent pas moins des disparités régionales certaines. La Somme, par l'intermédiaire du CIRAS, a développé le recensement des sites par prospection pédestre, et a faiblement été touchée par les aménagements périurbains ou liés au développement économique. Elle ne compte que 31 opérations de fouilles dont 12 programmées. L'Oise, *a contrario*, plus tournée vers la prospection aérienne que pédestre accuse un déficit très net de découvertes. Mais sa situation dans la grande ceinture de la région parisienne a entraîné des travaux de développement de ses infrastructures routières ou ferroviaires, la multiplication des ZAC et des lotissements d'où l'importance des diagnostics préventifs fréquemment suivis d'une ou plusieurs opérations de fouilles lorsque des mesures de protection du patrimoine n'ont pu être envisagées. Le département de l'Aisne se distingue par la réalisation de nombreuses fouilles programmées, un peu plus de la moitié des opérations, réalisées sans doute à la faveur de la concentration et de la diversité des acteurs, bénévoles, chercheurs CNRS, relais universitaires, archéologues municipaux ou autres, promoteurs et organisateurs d'objectifs de

(1) - Il faudrait nuancer ces données numériques, car si 280 sites sont effectivement répertoriés, 79 d'entre eux (soit 28,2 %) mobilisent à eux seuls 181 opérations de fouille menées en Picardie. Parmi ces investigations, on note aussi une forte disparité tant dans la superficie des zones étudiées que dans la nature des gisements abordés, qui vont de la structure isolée (un silo comme à Menneville "Derrière le Village", une tombe avec sarcophage à Mortefontaine-en-Thelle "La Vallée des Cerfs" », etc.) au site intégralement fouillé (Goudelancourt-les-Pierrepont ou Saleux).

RAP - n° 3/4, 2005, François Blary, Martine Derbois & Vincent Legros, *Les campagnes médiévales en Picardie : état de la question*

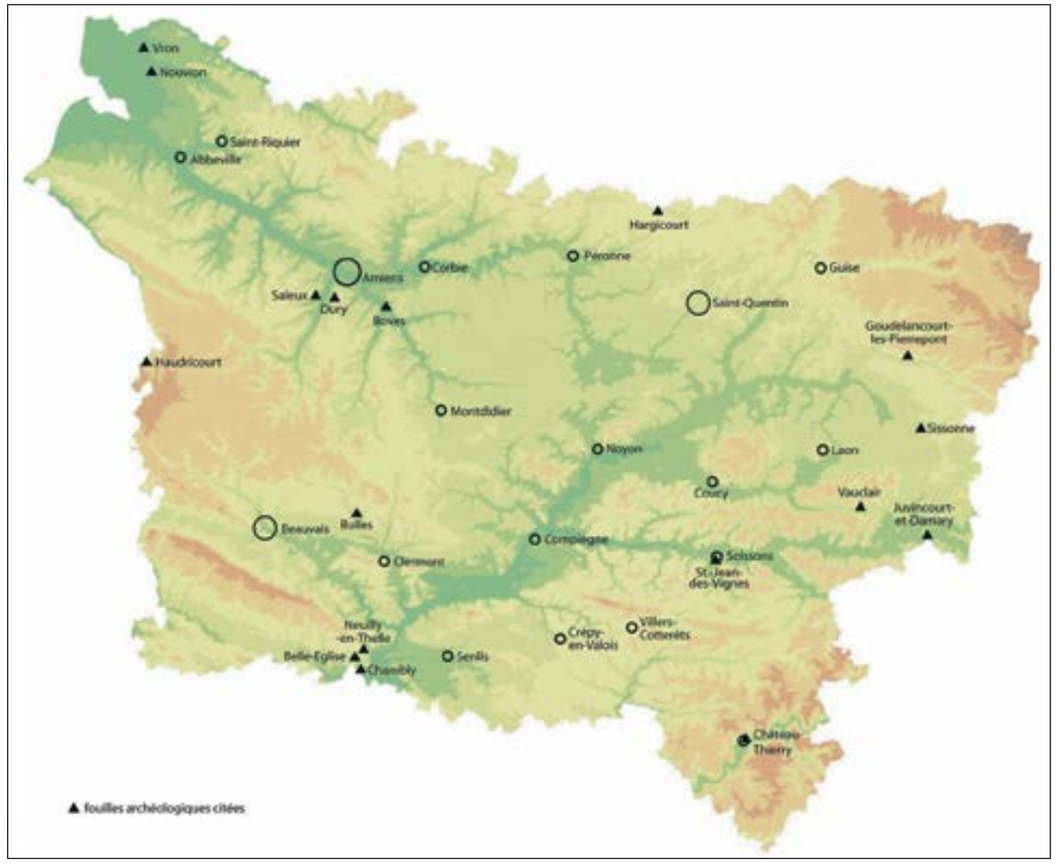


Fig. 1 - Carte de localisation des sites médiévaux de Picardie fouillés et cités dans le texte

recherches. La vallée de l'Aisne a constitué pour le haut Moyen Âge, comme pour l'ensemble des périodes protohistoriques, un cadre extrêmement favorable à la recherche sur le peuplement et les habitats, grâce aux nombreux sauvetages menés dans les carrières de gravier de la basse terrasse, cofinancés par les aménageurs et l'État dans le cadre d'une convention globale annualisée. Une dizaine d'habitats du haut Moyen Âge ont fait l'objet de fouilles plus ou moins étendues depuis 1979, principalement à l'instigation du *Service régional de l'Archéologie*. Cet environnement scientifique relativement prolifique, pour le Nord de la France (chercheurs CNRS et universitaires de l'ERA 12, membres du SRA, quelques bénévoles) a attiré des équipes étrangères comme celle de l'Université de Durham, conduite par Colin Haselgrove et David Scull pour le Moyen Âge. Le principal apport de l'équipe de Durham, réside dans les campagnes de prospection pédestre systématiques menées sur des échantillons représentatifs du territoire, de part et d'autre de la vallée de l'Aisne.

D'une manière générale, les recherches sur la première partie du Moyen Âge, entre le Ve et le Xe siècle, sont prépondérantes. Deux cent quatre-vingts sites ont été recensés pour seulement 149 pour le Moyen Âge classique et à peine 76 pour le bas Moyen Âge, soit un total de 225 pour la seconde moitié de la période. Cette répartition singulière découle en grande partie des types d'aménagements qui sont à l'origine de ces découvertes : carrières, tracés routiers ou ferroviaires, ou ZAC, établis par définition à l'écart des lieux habités. Ces données sont peut-être à corréler aussi avec la répartition géographique des zones d'intervention des acteurs de l'archéologie et leur faible représentation numérique. En effet, les sites du Moyen Âge classique ou du bas Moyen Âge, situés le plus souvent sous les agglomérations actuelles, sont soit restés hors d'atteinte, soit ont été négligés. Lorsqu'ils ont été identifiés comme tels, ils ont fréquemment fait l'objet de mesures de protection (abandon des aménagements souterrains projetés ou changement des plans de construction par les aménageurs). Sur les incidences du faible nombre des spécialistes médiévistes, il est à noter qu'une part appréciable

des fouilles médiévales (spécialement pour les sites du haut Moyen Âge) a été réalisée par des spécialistes d'autres périodes, protohistoriens ou antiquisants.

LES DONNÉES DU HAUT MOYEN ÂGE Ve-Xe SIÈCLES

Les recherches sur le haut Moyen concernent deux domaines principaux, les cimetières mérovingiens et les habitats ruraux. La grande caractéristique de la région picarde est l'intérêt précoce qu'elle a porté à l'archéologie funéraire. La région s'est illustrée de ce point de vue dès le milieu du XIXe siècle, et est restée à la pointe de la recherche européenne jusqu'à la première Guerre Mondiale. L'estimation du nombre de tombes mérovingiennes fouillées depuis le début du XIXe siècle s'élève à plusieurs dizaines de milliers. Plus de 600 cimetières mérovingiens ont été reconnus à cette époque et sont répertoriés sur la carte archéologique régionale. Devons-nous rappeler que le fruit des fouilles menées pendant trente-cinq ans par Frédéric Moreau à la fin du XIXe siècle sur des cimetières mérovingiens répartis sur le cours de l'Aisne et de l'Ourcq, dans l'Aisne (*Album Caranda*) constitue une grande part du mobilier archéologique de cette époque, conservé au *Musée des Antiquités Nationales* de Saint-Germain-en-Laye ? Au-delà de cette dimension symbolique, il convient d'insister sur l'importance géographique de la région et son intérêt européen en particulier pour la phase de transition entre la fin de l'Antiquité et les premiers temps médiévaux marquée par la question de l'immigration germanique. Ces collections anciennes permettent encore aujourd'hui, malgré des lacunes documentaires évidentes, de tirer de nouveaux enseignements, comme le montrent les nombreuses études ponctuelles de l'équipe du *Musée des Antiquités Nationales* (*MAN*), ou la publication d'ensembles complets comme le cimetière de Brény (Kazanski 2002). Après une césure de plus d'un demi-siècle, les recherches sur les cimetières mérovingiens ont repris dans les années 1960-1970. Assez rapidement, ces travaux se sont imposés, par la qualité de leurs acteurs, principalement des bénévoles (et quelques membres du *Service régional de l'archéologie/SRA*), et par la qualité des informations apportées. Les cimetières de la fin de l'Antiquité et mérovingiens de Nouvion-en-Ponthieu et de Vron, dans la Somme, de Bulles, dans l'Oise (fig. 2), sont devenus des références européennes incontournables, encore citées régulièrement aujourd'hui (Seillier 1986 et 1989, Legoux 1988). Bien que leurs fouilles se soit terminées dès les années 1980, seul le site de Nouvion-en-Ponthieu a fait l'objet d'une publication générale (Piton 1985). Ces recherches ont ainsi joué un rôle décisif dans l'établissement du référentiel chronologique commun à l'ensemble de l'Europe occidentale (voir les travaux de Patrick Périn et René Legoux, *cf.* Périn 1980 ; Legoux 1998 ; Legoux *et al.* 2004). Ces trois sites ne constituent que la partie émergée d'un véritable iceberg, qui rassemble plusieurs dizaines de cimetières qui ont été fouillés en grande partie, ou intégralement, comme ceux

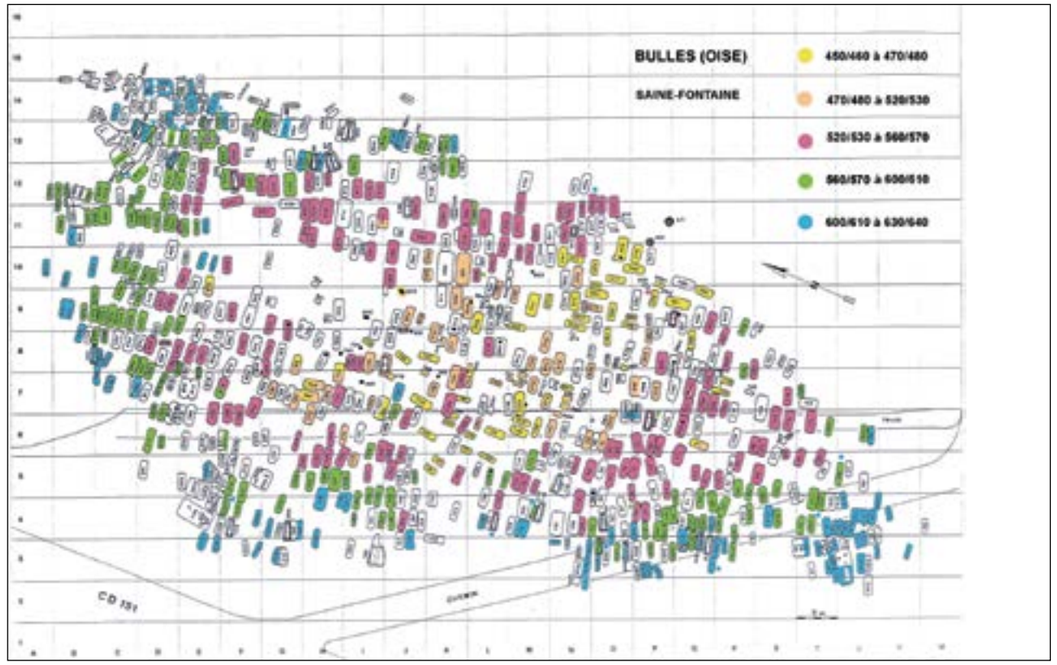


Fig. 2 - Bulles (Oise). Plan de la nécropole avec report des différentes phases chronologiques (*document René Legoux*).

de Goudelancourt-les-Pierrepont, dans l'Aisne, ou de Saleux, dans la Somme. Cette thématique de la recherche régionale a culminé dans la décennie 1980-1990, comme en témoigne l'exposition *La Picardie, berceau de la France*, commémorant le quinzième centenaire de la bataille de Soissons, réalisée en 1986, en collaboration avec le *SRA* et le *MAN*. Le catalogue édité à cette occasion constitue un bilan assez fidèle de l'état des connaissances à ce moment-là. Il faut bien convenir que cette thématique a décliné progressivement depuis, même si des études comme celles de Goudelancourt-les-Pierrepont (Nice 1994a), dans l'Aisne, ou d'Haudricourt, en Seine Maritime, mais à la limite de la Picardie (Mantel 1994), ont attiré l'attention ; elles se situent effectivement dans la droite ligne de ce mouvement. Il est difficile de dresser un bilan de ces années prolifiques, car les publications n'ont pas suivi, spécialement pour les sites les plus importants. Il est vrai que l'étude de ces ensembles exceptionnels nécessite de nombreuses années de travail et de maturation. Les études anthropologiques s'étalent parfois sur plus de dix ou vingt ans comme dans le cas de Bulles (2). Or, les résultats attendus représentent un enjeu historique extrêmement important. Des articles paraissent de temps à autre qui indiquent que le travail se poursuit, certes trop lentement à notre goût, et qui ravivent notre intérêt pour cette thématique un peu délaissée aujourd'hui.

C'est plus tardivement que l'intérêt s'est porté sur les habitats, mérovingiens ou carolingiens, globalement, les habitats antérieurs au village médiéval. Ce n'est pas un hasard, si les premières fouilles se sont inscrites dans le cadre matériel et scientifique des fouilles en aire ouverte de la vallée de l'Aisne, que le premier habitat mérovingien a été exploré par l'URA 12, à Condé-sur-Aisne, en 1976. Entre 1979 et 1990, une dizaine de sites a fait l'objet de fouilles extensives, dans les vallées de l'Aisne et de son affluent, la Vesle, souvent en étroite collaboration entre le SRA, l'URA/ERA 12 et l'AFAN (aujourd'hui l'INRAP). Le site du "Gué de Mauchamp", à Juvincourt-et-Damary (fig. 3 et 4), fouillé par Didier Bayard (SRA) entre 1984 et 1990, à l'emplacement de l'autoroute A26 et de deux carrières voisines, est le plus intéressant, en raison de sa cohérence et de conditions de lisibilité exceptionnelles. Mais la proximité géographique, voire topographique d'autres habitats contemporains ou partiellement diachroniques, a permis de bâtir un cadre régional d'analyse, spécialement sur le plan chronologique, qui a peu d'équivalents en France (Bayard & Thouvenot 1993). Bien que cette fouille n'ait encore pu faire l'objet d'une publication

(2) - Ce ne sont pas toujours les études anthropologiques qui retardent la publication de ces nécropoles, ainsi, la population de Vron a fait l'objet d'une étude anhropologique complète dès 1988 (Blondiaux 1988).

Fig. 3 - Reconstitution de la maison 2 de Juvincourt-et-Damary dans le parc archéologique du *Musée des Temps Barbares*, à Marle, dans l'Aisne (*cliché Alain Nice*).

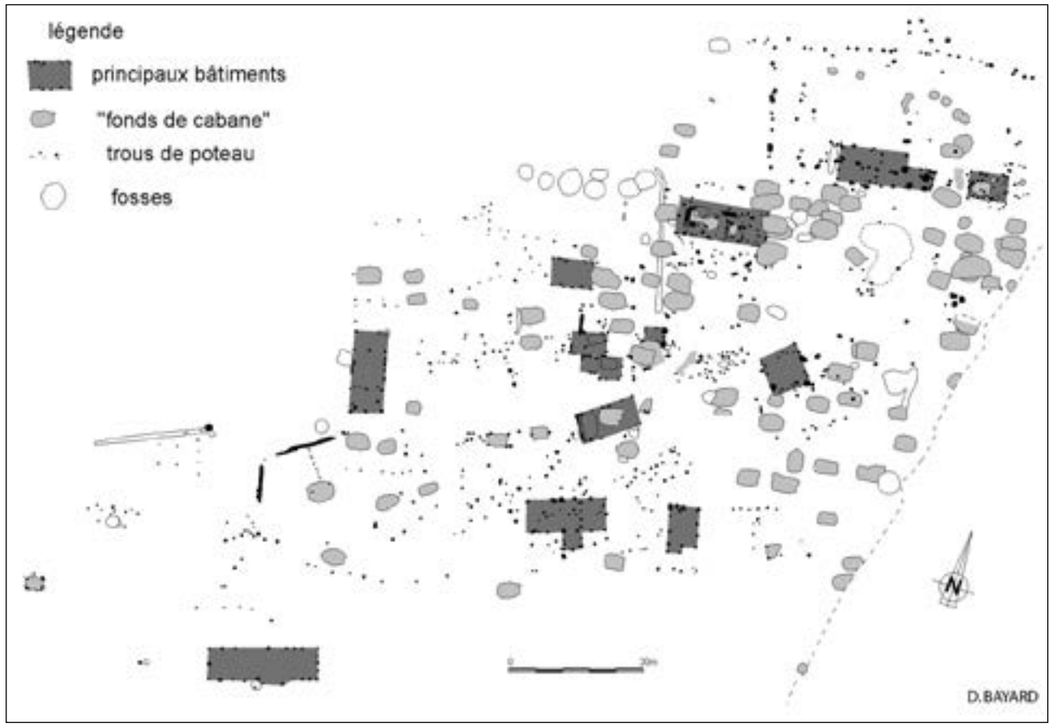


Fig. 4 - Juvincourt-et-Damary "Le Gué de Mauchamp". Plan général des occupations contemporaines du haut Moyen Âge du VI^e^ au IX^e^ siècle (*document Didier Bayard*).

définitive, faute de financement, ses apports scientifiques se sont fait sentir, ne serait-ce qu'au travers de la reconstruction grandeur nature d'une maison à Soissons, puis de l'ensemble du hameau, dans le parc archéologique de Marle.

De nombreux autres habitats ont été explorés à partir des années 1990, un peu partout dans la Région, au gré des découvertes, faites principalement dans le cadre des grands travaux d'infrastructure (autoroutes et TGV). Ces ensembles sont souvent incomplets ou partiels et rarement publiés, ce qui a empêché jusqu'ici leur exploitation (voir des états de la question : Bayard 1993, 1995, 1996 ou Peytremann 2003). En dépit d'une faible variabilité fondamentale – l'éventail des structures se résume à une dizaine de types – l'échantillon qui s'est constitué au fil des années tend à recouvrir des situations assez différentes, et évoque une complexité certainement plus conforme aux réalités qui se sont succédé pendant un demi-millénaire, que la caricature qui prévalait auparavant. La plupart des habitats découverts, correspondent à des établissements agro-patoraux indéfinis, et n'ont souvent pour mérite principal que d'alimenter un corpus qui est encore bien léger. Mais certains se démarquent par leur situation, comme le « village-rue » de Dury dans la Somme (Harnay 1999), établi de part et d'autre d'une ancienne voie romaine, ou par des caractères particuliers comme la présence d'un moulin (site de Belle-Église dans l'Oise ; *cf.* Lorquet 1994), ou d'éléments relatifs à une immigration germanique comme à Condé-sur-Aisne, dans l'Aisne, ou Baron, dans l'Oise… Trois sites se distinguent par l'association d'une nécropole et d'un ou plusieurs habitats. Le plus spectaculaire est celui de Saleux (fig. 5), dans la Somme, composé d'un cimetière de plus d'un millier de tombes regroupées autour d'une chapelle (la chapelle du fondateur ?), d'un habitat et d'aménagements hydrauliques contemporains (peut-être les vestiges d'un moulin). Il est l'un des rares exemples nationaux de fouille exhaustive d'un cimetière des VII^e^-XII^e^ siècles qui, de plus, est associé à un habitat contemporain. Il illustre une phase cruciale de la mise en place du cimetière médiéval, à partir de la seconde moitié du VII^e^ siècle. Il est probable que la publication de cette fouille menée en 1994-1995 par Isabelle Cattedu (INRAP) constituera une référence incontournable (Cattedu 1997 ; Cattedu & Nissan-Jaubert 2004). Les sites de Goudelancourt-les-Pierrepont et Sissonne, constituent les pendants mérovingiens de Saleux. À Goudelancourt, le cimetière des VI^e^ et VII^e^ siècles (Nice 1994a), et l'un de ces habitats, une ferme établie à 200 m du cimetière, composée de plusieurs bâtiments dont une habitation exceptionnellement bien conservée, ont été fouillés intégralement dans le cadre d'une

fouille programmée. La ferme a été publiée, ce qui est suffisamment rare pour le signaler (Nice 1994b). Mais comme à Saleux, la fouille n'a permis d'appréhender qu'une partie des habitats qui s'égrenaient le long d'un petit ruisseau, le Cornu. La fouille d'un second noyau a été engagée en 1996, mais a été interrompue en 2001, avant son terme. Le site de Sissonne correspond à un cas de figure encore un peu différent. Le cimetière est fondé dès le VI^e^ siècle, mais perdure jusqu'au IX^e^ siècle. Des restes très dégradés d'un bâtiment en pierre qu'il est difficile de ne pas interpréter comme une chapelle, lui-même précédé par un état en bois, ont été mis au jour au cœur du cimetière. Les marges de l'habitat contemporain ont été reconnues à l'ouest du cimetière (AREARS 1997 ; Martin 2005). Le sauvetage de cet ensemble, situé au milieu d'un camp militaire, a été conduit dans des conditions difficiles, pendant de nombreuses années par Jean-François Martin et une équipe de bénévoles. Là aussi la fouille a été interrompue avant son terme, en 2003.

Comme il est possible de le constater à partir de ces derniers exemples, le potentiel scientifique de ces habitats du haut Moyen Âge est considérable, et l'échantillon que nous avons pu constituer depuis une vingtaine d'années n'est manifestement pas encore représentatif. Une brève comparaison avec l'époque romaine, ou même la Protohistoire récente, met d'ailleurs en évidence un niveau de connaissance générale qui est sans commune mesure avec ces périodes :

- la taille des corpus disponibles est sans comparaison, du fait notamment de la prospection aérienne, qui est inopérante pour les habitats du haut Moyen Âge ;
- la typologie des bâtiments de surface reste à faire ;
- l'interprétation sociale ou économique de ces fragments de sites mal conservés est le plus

Fig. 5 - Saleux (Somme). Plan général du site de (*document Isabelle Cattedu*)

souvent inexistante et, au mieux, balbutiante (voir en particulier les difficiles contributions des archéologues au débat sur la *villa* du haut Moyen Âge ; *cf.* Guadagnin 1989 ou Bayard 1997).
- la forme même du peuplement, habitat dispersé, du type des *villae* romaines, ou habitat groupé plus ou moins lâche, précurseur du village, est incertaine. La taille des emprises de fouille n'a jamais dépassé en Picardie celle des « unités » qui composaient ces ensembles, soit de un à trois hectares. La seule fouille considérée comme exhaustive en Picardie, à Goudelancourt-les-Pierrepont, ne correspondait en fait, qu'à une seule ferme qui voisinait plusieurs autres établissements dont les liens avec cette ferme sont difficiles à déterminer. L'habitat de Juvincourt-et-Damary, qui a été reconstitué dans le parc archéologique de Marle (fig. 3), n'était pas isolé, lui non plus, mais faisait partie d'une « nébuleuse » de quatre, voire six ou sept « unités » réparties sur plusieurs kilomètres.
- il est des thèmes entiers que les archéologues ont laissés de côté, alors que la matière archéologique commence à être disponible. L'ensemble des questions relatives à l'environnement, à l'exploitation du sol n'a encore jamais été abordé en Picardie, du moins pour la première partie du Moyen Âge. Pour ne prendre que le seul exemple de la forêt, la question de son extension, de sa réalité matérielle reste discutée, par les seuls historiens ! On a constaté dans les années 1990 un certain intérêt des archéologues pour l'environnement des habitats, qui s'est concrétisé par des études paléo-environnementales assez variées (pédologie, palynologie, carpologie, étude faunique…), mais ces démarches sont restées limitées et n'ont pas été réellement intégrées par les chercheurs médiévistes, contrairement à d'autres périodes. Elles concernent, généralement, des opérations archéologiques ponctuelles comme des fouilles programmées ou des opérations préventives liées à des tracés autoroutiers bénéficiant de protocoles généraux dédiés aux études environnementales. On constate d'ailleurs depuis ces dernières années une désaffection croissante des archéologues pour cette approche, en l'absence de résultats tangibles immédiatement exploitables. Ces travaux de longue haleine commencent pourtant à apporter des résultats indéniables, mais dont la diffusion auprès des archéologues aussi bien que des historiens est restée insuffisante (recherches paléobotaniques de Corrie Bakels, Université de Leiden, archéozoologiques de Jean-Hervé Yvinec et Benoît Clavel de l'INRAP…).
- de nombreux autres axes de recherches qui demanderaient à être développés, ont été à peine explorés par les archéologues régionaux, notamment dans le domaine des techniques artisanales (fig. 6), par exemple sur les moulins (Chambly et de Belle-Église), sur les ateliers de potiers (officines de potier de Soissons, pour l'époque mérovingienne ; *cf.* Thouvenot 1998, de Goincourt, pour l'extrême fin du haut Moyen Âge), le travail de l'os (exemple de Condé-sur-Aisne) ou sur les carrières de pierre et le repérage des sites de fabrication de sarcophage (voir les très récents travaux engagés par l'UMR 8589 et le PCR Ile-de-France).

Fig. 6 - Boves "Le Château" (Somme). Petit atelier excavé à quatre poteaux corniers, associé à un bâtiment en pierre du XI^e siècle (*cliché Philippe Racinet*).

Que dire, enfin, de la question centrale posée maintes fois par les historiens, celle de la naissance du village, qui n'a jamais été véritablement abordée par les archéologues régionaux ?

Il est impossible de terminer ce bilan sans évoquer les palais royaux et autres résidences aristocratiques, ainsi que les abbayes. Les grands palais carolingiens, à l'instar de ceux de Compiègne ou de Laon, pour n'en citer que deux sur lesquels l'archéologie préventive a apporté de nouveaux éléments, restent à découvrir. Leur approche, compte tenu des développements urbains ultérieurs, demeure difficile et tributaire d'un suivi de plus en plus complexe des contextes urbains. L'expérience de Compiègne est à ce titre exemplaire. Ces grands palais ou monastères (fondations bénédictines voire colombanienne dans le Sud de l'Aisne à Chézy-sur-Marne) sont les centres d'immenses domaines qu'il est difficile de mettre en relation avec les habitats découverts par les fouilles préventives. Il faut constater l'absence de travaux de fonds, pluridisciplinaires, permettant la confrontation des sources nécessaires à une approche globale environnementale notamment de la période cruciale de réorganisation du territoire, après les invasions normandes, dans un contexte d'expansion des terres avec des techniques nouvelles d'assolement sur d'anciennes friches antiques ou sur des forêts à essarter, assolement triennal attesté dès 1150 dans nos belles contrées (3).

(3) - Les recherches menées sur les moulins et les pêcheries à l'instar de celles réalisées sur la Marne par Olivier Bauchet ou sur la Somme par Christophe Cloquier sont exemplaires. Les historiens ont déjà largement souligné l'importance que la diffusion des moulins à eau dans les campagnes a représenté. Les témoins archéologiques de cette révolution technique sont encore rares.

RAP - n° 3/4, 2005, François Blary, Martine Derbois & Vincent Legros, *Les campagnes médiévales en Picardie : état de la question*

En dépit de ces nombreuses réserves, force est de constater la richesse des apports de ces vingt ou vingt-cinq dernières années dans la région. De multiples aspects du demi-millénaire le plus obscur de notre histoire nationale et régionale se sont trouvés éclairés par une multiplication sans précédent de découvertes. Nous disposons aujourd'hui d'une documentation scientifique qui n'a pratiquement pas été exploitée et qui est méconnue de la plupart, y compris des chercheurs régionaux. La raison tient, en partie, à la durée qui est nécessaire à la constitution de référentiels fiables et suffisamment diversifiés pour intégrer les découvertes les plus courantes, et ce dans tous les domaines, de l'anthropologie à la palynologie… La seconde raison de cette difficile capitalisation des apports de l'archéologie, spécialement l'archéologie préventive, est la faiblesse du tissu des chercheurs médiévaux dans la Région. Les acteurs de ces deux ou trois décennies si productives pour l'archéologie, étaient pour une part significative des bénévoles, qui se sont effacés pour la plupart, et parmi les professionnels, des archéologues spécialistes d'autres périodes (principalement l'Antiquité, mais aussi de la Protohistoire) qui ont accepté de prendre en charge des fouilles de sauvetage et se sont retirés, une fois leur mission accomplie. Les archéologues investis principalement dans la recherche du haut Moyen Âge sont aujourd'hui extrêmement peu nombreux en Picardie. Pour ne prendre que l'exemple de l'INRAP, qui concentre la majeure partie des intervenants sur le terrain, une seule personne est spécialisée dans ce domaine sur les trente ou quarante responsables d'opération de la Région, et deux ou trois autres interviennent occasionnellement. La troisième raison est l'absence d'un sentiment de communauté régionale, comme il en existe pour les périodes plus anciennes. Les réseaux scientifiques auxquels se rattachent les chercheurs picards sont multiples, éclatés, ne se recoupent et se rencontrent que rarement (Le *MAN* et l'*Association française d'Archéologie mérovingienne*, l'INRAP – un chercheur INRAP est associé au PCR « Campagnes du haut Moyen Âge d'Ile de France » – les universités d'Amiens, de Paris I, de Paris IV, de Lille III, de Reims) Il en résulte une méconnaissance réciproque des travaux engagés et, bien souvent, des travaux aboutis et publiés.

En définitive, il n'est pas certain que l'archéologie picarde du haut Moyen Âge soit en bonne santé, en cette première décennie du XXI^e siècle, même si les opinions diffèrent sur l'état du patient ! Il existe, peut-être, des raisons d'espérer. Une partie des anciens acteurs est encore engagée à des titres divers dans des projets de recherche. Certains ont été stabilisés dans un poste. La présence d'une équipe permanente, reconnue et pérennisée par les instances de la Recherche, à l'Université de Picardie Jules Verne qui tente d'élargir son espace d'étude autour du site exceptionnel de Boves, le maintien d'une véritable antenne de Paris I, à Château-Thierry, offrent des conditions favorables au développement de recherches cohérentes et structurées. Le recrutement d'un médiéviste au Service régional de l'Archéologie a certainement apporté une sensibilité plus grande à cette période. Il suffirait que l'INRAP décide de rééquilibrer ses équipes par des recrutements, même limités…

LES DONNÉES DU MOYEN ÂGE CLASSIQUE (XI^e-XIII^e SIÈCLES) ET DU BAS MOYEN ÂGE (XIV^e-XV^e SIÈCLES)

Un des phénomènes des plus structurants de notre territoire apparaît dès la fin du haut Moyen Âge et se développe durablement dans les campagnes, le château. Il est à la fois une fortification, une résidence aristocratique et le centre d'une exploitation domaniale. Les recherches sur la naissance et l'évolution de ces entités sont très bien représentées dans notre Région. Les connaissances de deux d'entre eux ont été particulièrement renouvelées, voire révélées, par des fouilles préventives et programmées : le château de Boves dans la Somme, d'une part (chantier école de l'Université de Picardie Jules Verne) et, d'autre part, celui de Château-Thierry dans l'Aisne (également chantier école de l'Université de Paris I). Leurs études s'effectuent depuis plusieurs années. Ces sites ont permis de situer l'origine castrale dans la fin de l'époque carolingienne. L'évolution de leurs enceintes ou, comme pour Château-Thierry, de leur basse-cour livre un abondant mobilier pour lequel les études à l'instar de celles menées sur les objets travaillés en os (entre autres Goret 1997) ou en fer (Legros 2001) sont particulièrement riches d'enseignements.

La Picardie dispose aussi dans ce domaine de quelques approches ponctuelles menées dans un cadre préventif. Leurs apports sont souvent limités à l'observation d'une portion d'enceinte ou d'une tour, restant cantonnés en cela à l'étude de sa fortification – aspect le plus spectaculaire du château. Les organes de la résidence demeurent encore mal explorés à l'exception des deux sites précédemment évoqués. La découverte d'un complexe culinaire castral monumental des XII^e-XV^e siècles, à Château-Thierry (fig. 7 et 8), est certainement l'un des éléments les plus remarquables tant pour la connaissance des organes de la résidence aristocratique et de leur évolution que pour l'histoire des techniques (alimentation en eau par puits à noria et canalisation sous pression).

Les campagnes connaissent un essor sans précédent entre le XI^e et le XIII^e siècle, essor qui est probablement à mettre en relation avec des conditions climatiques favorables. Dans de telles

Fig. 7 - Château-Thierry "Le Château" (Aisne). Les cuisines médiévales du château (*cliché François Blary*).

conditions, la population croît. Les monastères et les maisons aristocratiques contribuent à fixer l'habitat rural s'organisant ainsi autour du château ou (et) de l'église. Le monde des morts côtoie celui des vivants au cœur des églises et du village. Les travaux menés par Marc Durand montrent bien l'état précaire de nos connaissances dans le domaine funéraire médiéval. Rares sont les cimetières villageois pris en considération par l'archéologie et le contexte actuel semble peu propice à la réflexion sur leur mise en œuvre. Les données de l'anthropologie en ce domaine sont d'ailleurs fort peu nombreuses et, lorsqu'elles existent, sont difficiles à utiliser.

Cet essor démographique se traduit par l'élargissement des terroirs anciens en gagnant sur les anciennes ceintures de friches mais aussi et surtout, par la conquête des sols forestiers. La maison forte de "La Cologne", établie au XIII^e^ siècle en marge du village d'Hargicourt (Aisne), la seule maison forte fouillée exhaustivement en France (fig. 9), illustre la prise de possession de ces terres marginales par des familles de la petite noblesse (Bayard 1989). L'étude des archives qui lui sont associées permet de suivre la destinée d'une famille de cette strate sociale, assez peu étudiée, depuis son émergence, au XII^e^ ou au XIII^e^ siècle, jusqu'à son extinction, à la fin de la guerre Cent Ans (Mairesse 1989).

Les études de l'encadrement monastique sont particulièrement bien représentées. Citons, notamment, les prieurés clunisiens de Saint-Leu-d'Esserent (Oise), de Lieu Restauré (Oise), l'abbaye cistercienne de Vauclair (Aisne) et, surtout, l'étude magistrale de l'abbaye augustinienne de Saint-Jean-des-Vignes à Soissons (fig. 10), par Sheila Bonde et Clark Maines (Wesleian University, USA).

Les études des domaines temporels de ces monastères ou des pouvoirs laïcs avec les *domi fortis* connaissent aussi une certaine représentation (exemples de la maison forte de "La Cologne", ou de Combles dans la Somme ; *cf.* Bayard 1991). Les fermes monastiques en particulier présentent un immense champ d'étude encore bien peu exploré et riche d'enseignements tant pour l'économie rurale, notamment de l'élevage ou de l'agriculture, mais aussi des industries en relation avec la pierre, l'argile ou les métaux comme, par exemple, Essômes-sur-Marne (Aisne).

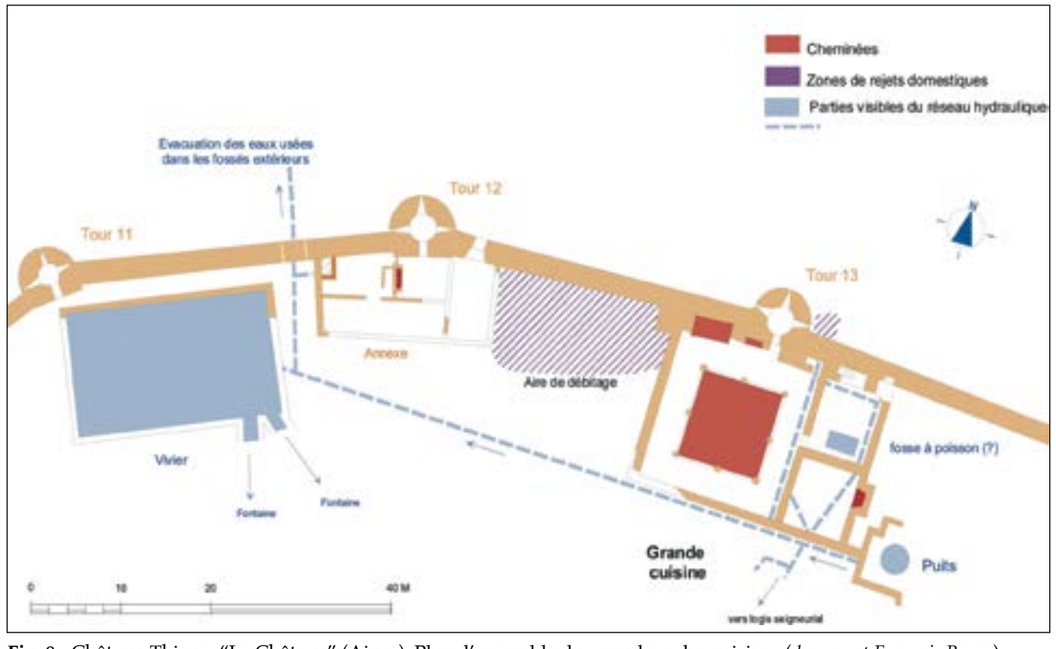


Fig. 8 - Château-Thierry "Le Château" (Aisne). Plan d'ensemble du complexe des cuisines (*document François Blary*).

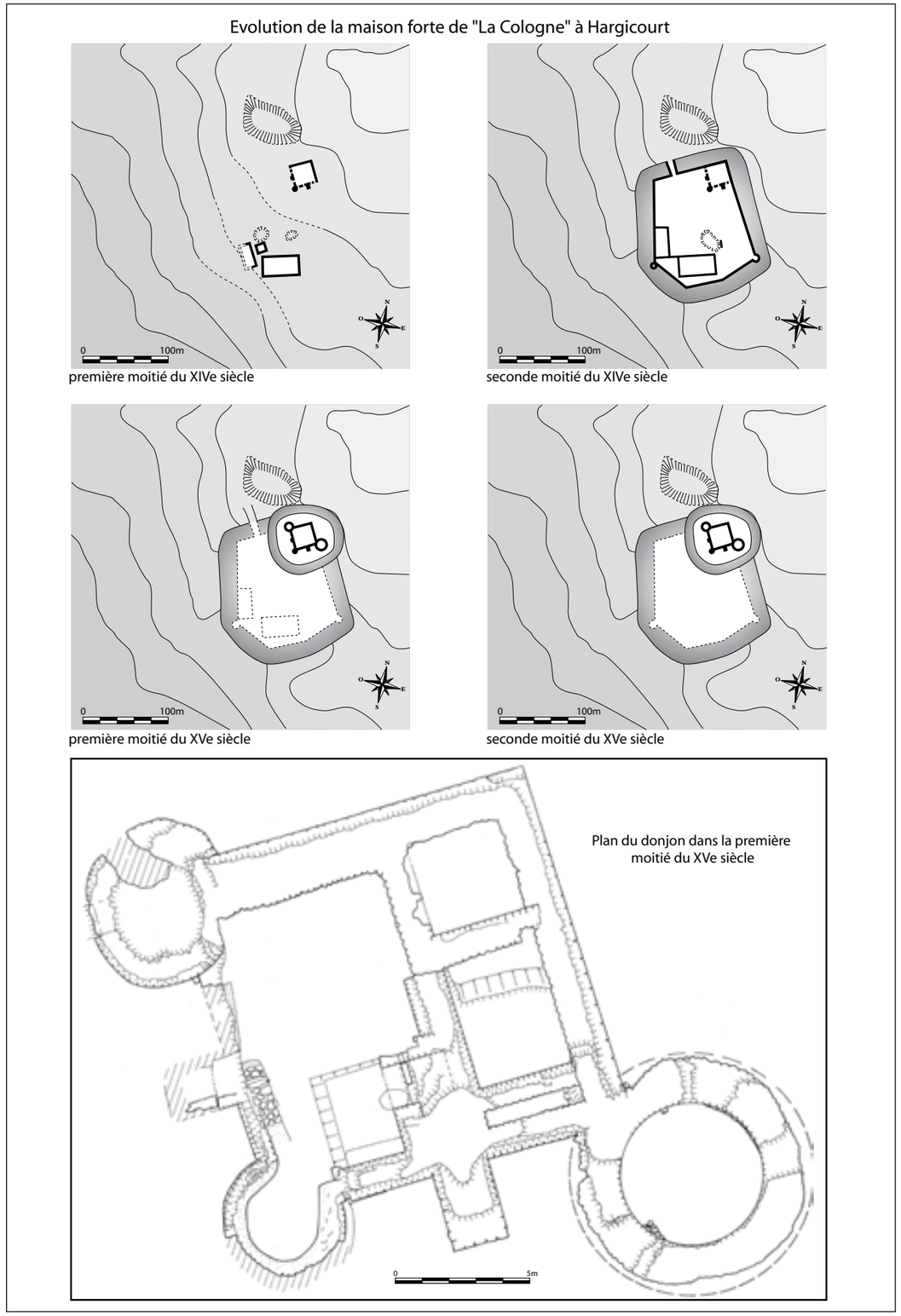


Fig. 9 - Hargicourt (Aisne). La maison forte de "La Cologne" (*d'après Bayard 1989 ; DAO de Vincent Legros*).

Fig. 10 - Soissons (Aisne). Les fouilles dans l'ancienne abbaye de Saint-Jean-des-Vignes. (*cliché de Clark Maines, Wesleyan University*).

L'essor des petites villes comme Château-Thierry implique une nouvelle emprise sur les campagnes. L'approvisionnement suscite des apports, en premier lieu, alimentaires (viande, cuir, laine) mais aussi de matériaux pour la construction. Les transactions marchandes impliquent un réseau routier et des ouvrages de franchissement, une infrastructure permettant la circulation dans la campagne. À partir du XIIIe siècle, une certaine spécialisation des structures particulièrement lisibles dans les granges notamment cisterciennes et un renouvellement des techniques tant agricoles que d'élevage (notamment la disparition des silos en faveur des hangars à remiser les récoltes ou granges). Les fouilles ou études archéologiques des bâtis restent rares mais sont particulièrement édifiantes et réellement susceptibles de faire apparaître rapidement des avancées majeures en ce qui concerne l'économie des campagnes et ce, jusqu'à la fin du XVIIe siècle (cas unique de la ferme de "La Cense" à Essômes-sur-Marne, TGV Est) grâce à des études spécifiques comme celles des objets métalliques des fermes du hameau du "Bellé" à Neuilly-en-Thelle, dans l'Oise (fig. 11 et 12).

La naissance des marchés ruraux implique un déplacement de plus en fort dans ces campagnes. Xenodocchia, maison-Dieu, hôtel-Dieu et autres hospices se développent. Les historiens décrivent des crises endémiques ou pandémiques du XI-Ve siècle. Les maladreries et les léproseries sont à étudier tant architecturalement qu'archéologiquement. À l'heure actuelle, une seule étude archéologique d'une léproserie-maladrerie a été publiée et se situe à Château-Thierry. Les études paléo-pathologiques de ces communautés d'exclus sociaux (?) sont extrêmement rares.

Apports de l'archéologie du bâti, bien présents dans l'analyse des entités monastiques qu'elles soient clunisienne, cistercienne, augustine ou prémontrée ou d'autres obédiences encore, ses approches restent encore inhabituelles et ne s'étendent que très rarement aux autres structures de la campagne que sont les fermes (exemple du domaine de Chaalis, dans l'Oise) ou les villages. Seuls quelques éléments en bénéficient ponctuellement et jamais de manière systématique au point que des fouilles peuvent avoir lieu dans un cadre bâti médiéval sans qu'il soit procédé, pour autant, à une étude concomitante de ses élévations.

À cet ensemble de recherches, nous pourrions encore ajouter les opérations de prospections et

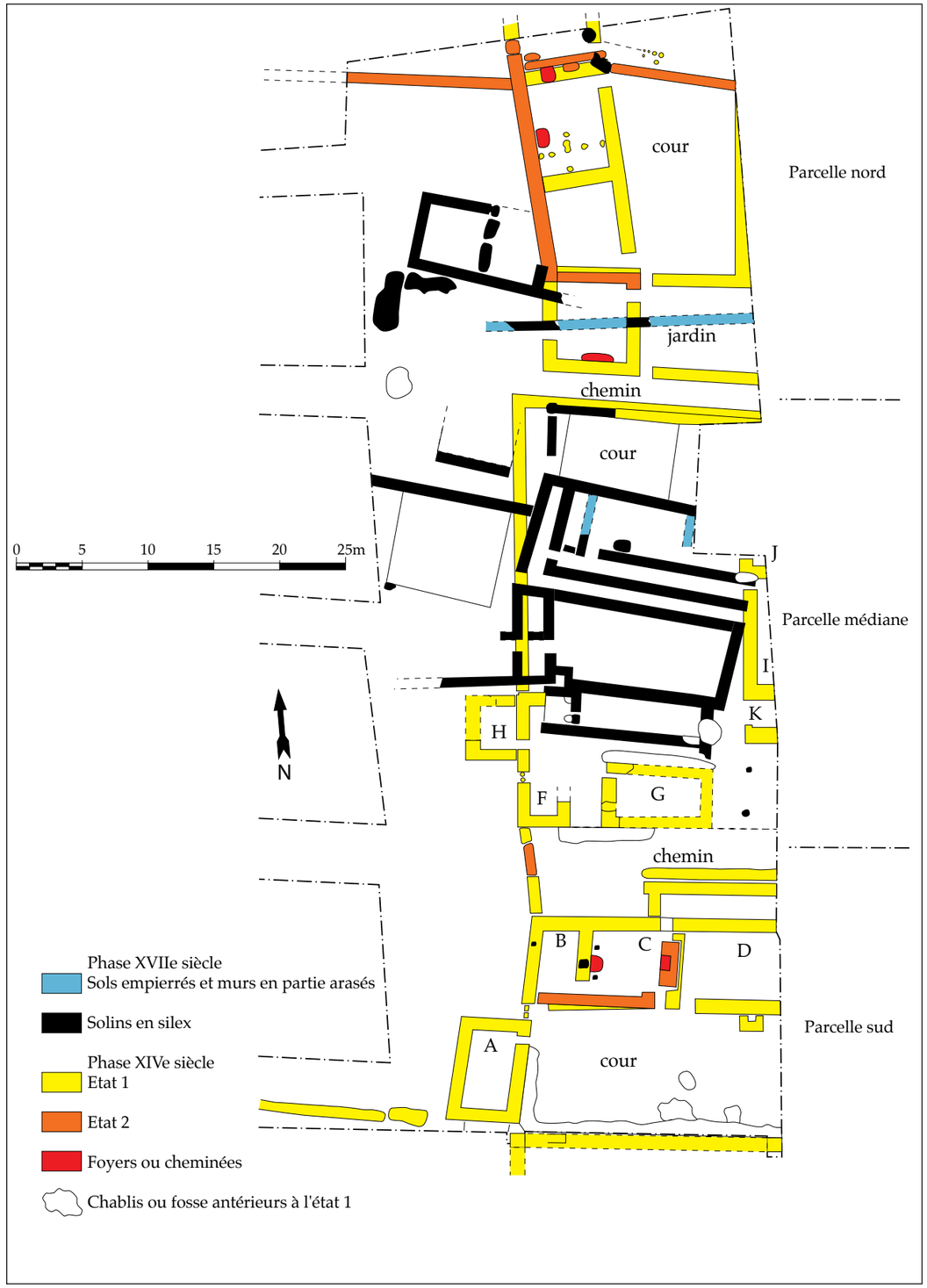


Fig. 11 - Neuilly-en-Thelle (Oise). Plan phasé des établissements médiévaux et modernes : bâtiments, salles, cours et chemins (*d'après Derbois-Delattre 2001 ; DAO de Vincent Legros*).

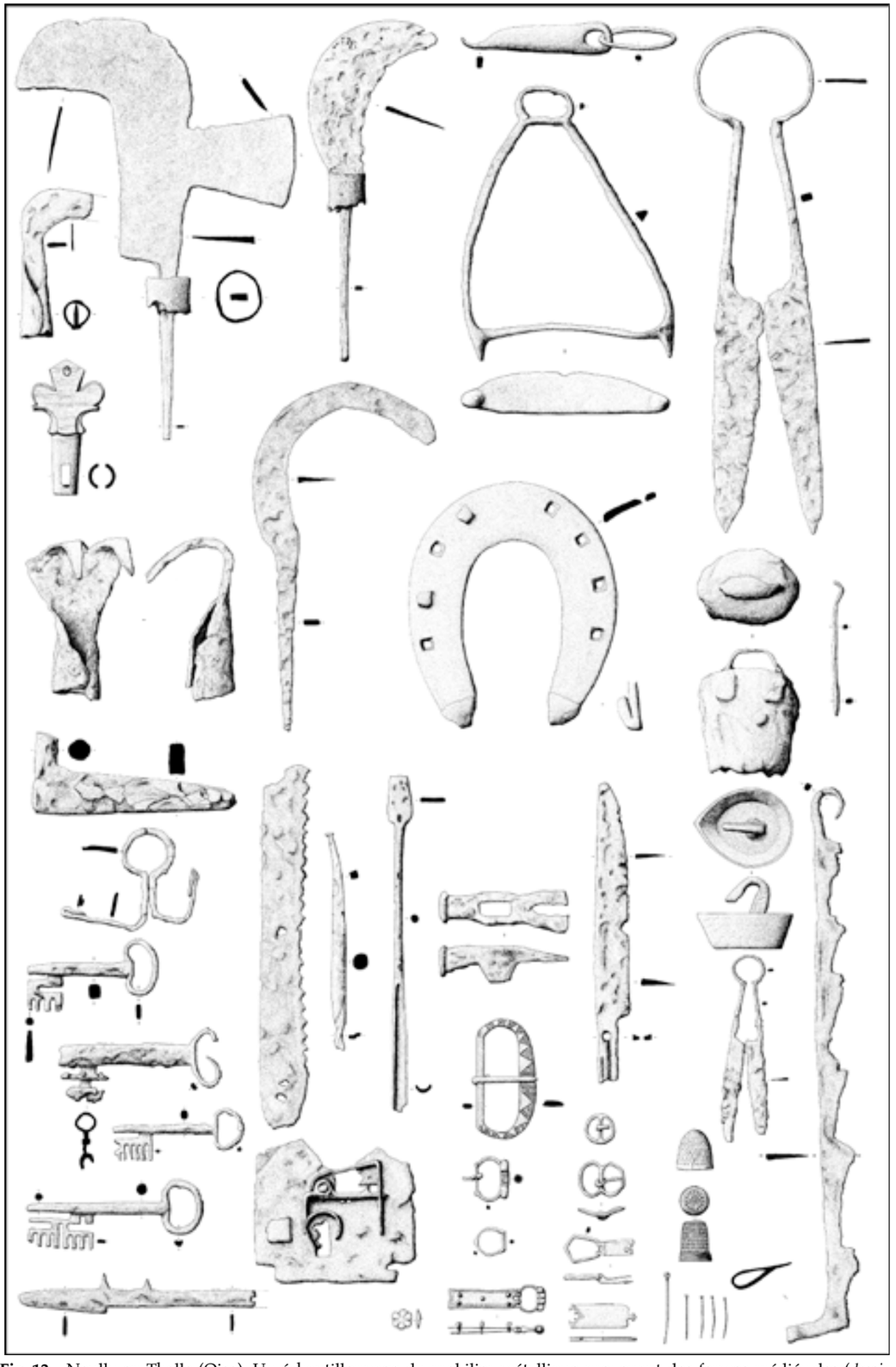


Fig. 12 - Neully-en-Thelle (Oise). Un échantillonnage du mobilier métallique provenant des fermes médiévales (*dessin Vincent Legros*).

RAP - n° 3/4, 2005, François Blary, Martine Derbois & Vincent Legros, *Les campagnes médiévales en Picardie : état de la question*

d'inventaires archéologiques (sans fouille) réalisés sous l'égide universitaire de Reims (Michel Bur puis Annie Renoux de 1975 à 1988) pour les mottes castrales, ou de Paris I pour les domaines monastiques (1990-2000) et l'histoire des techniques notamment hydrauliques.

D'autres projets de recherches universitaires ont récemment été menés avec des succès certains : approvisionnement et mise en œuvre des matériaux de construction et des objets de la vie quotidienne, thématiques souvent développées en Picardie, les études archéozoologiques menées sur l'Amiénois, puis étendues progressivement aux autres sites picards. Pour le mobilier la tabletterie (Boves et Château-Thierry), les métaux (Oise et Somme) les terres cuites architecturales et culinaires (GRECB, Véronique Durey-Blary, Marie-Christine Lacroix ou Sandrine Mouny).

CONCLUSION EN GUISE DE PERSPECTIVE

Une grande dichotomie existe entre le nombre de faits observés et rapportés et celui des données publiées. Il dépasse largement le seuil des 50 %. Ce phénomène n'est certes pas isolé ni encore moins propre à la recherche médiévale, mais il constitue, par cette carence dommageable un véritable frein au développement de la recherche et par voie de conséquence au renouvellement de ses problématiques. Un des phénomènes responsables de cet état de fait correspond vraisemblablement à la faiblesse numérique des intervenants, tant généralistes que spécialistes, qui ne peuvent répondre à toutes les demandes, mais également à la faiblesse relative des moyens financiers consacrés à l'étude et à la publication des sites médiévaux, en Picardie.

Au-delà de ce constat sur la trop faible exploitation de ce qui a été fait, il faut concéder que beaucoup reste à faire dans des domaines extrêmement variés et fondamentaux pour la recherche historique :
- campagne et milieu urbain : une interaction évidente mais peu ou pas étudiée, malgré une matière abondante en Picardie ;
- domaines monastiques et aristocratiques, fermes et villages autant d'entités qui restent bien souvent renseignées uniquement par les sources écrites, malgré les nombreuses opportunités offertes par les aménagements de cœurs de bourg (exemples récents de Couloisy, dans l'Oise et de Chivy-les-Etouvelles, dans l'Aisne) ;
- recherches en archéologie médiévale à augmenter certes, mais celles des Temps modernes méritent également d'être développées en relation notamment avec l'histoire des techniques.

Ces trois points soulignent les problèmes d'accessibilité de l'archéologie préventive des sous-sols des secteurs bâtis actuels (ferme, villages et petites villes) et de leur gestion.

Les études de mobilier doivent être menées dans le cadre d'équipes régionales voire interrégionales mixtes et sont à développer. La résolution des problèmes de datation et de typologie des mobiliers céramiques reste une priorité. La récente publication des actes d'Amiens, consacrés à l'étude des céramiques médiévales, le montre clairement (Mouny & Racinet 2004). Ces études doivent être étendues à l'ensemble de la période mais également à l'ensemble des mobiliers métalliques. Les officines de potiers ou d'artisans pour ne retenir que des fondamentaux doivent également êtres favorisées. Les données accessibles concernant ces thèmes de l'histoire des techniques sont particulièrement abondantes (fours et officines de tuiliers, chaufours, forges et moulins…).

Au même titre, la perception environnementale nourrie par les travaux corrélés et connexes des disciplines des sciences de la terre ou de la biologie est à étendre à l'ensemble des composants de ces campagnes. Les informations sur l'environnement sont encore trop limitées et trop peu diffusées. Pourtant, la Picardie contribue pour une grande part aux référentiels constitués ces dernières années dans le Bassin parisien (travaux de Jean-Hervé Yvinec pour l'archéozoologie ou de Corrie Bakels pour la botanique).

Il convient également d'ancrer réellement les fouilles dans un contexte avec un dépouillement des sources écrites pour une exploitation archéologique et une confrontation efficace. Les liens universitaires sont à cet égard indispensables et posent parfois le problème de la formation des acteurs en ce domaine. Il est important d'insister ici sur le rôle des universités et, plus particulièrement, de celle de Picardie (Université Jules Verne) qui a su développer ces dernières années un véritable laboratoire d'archéologie médiévale en son sein. La complémentarité apparaît ici comme un des maîtres mots de la recherche à venir.

Isoler l'archéologie préventive de ses partenaires naturels, qu'ils soient universitaires, chercheurs au CNRS ou dans d'autres laboratoires notamment environnementalistes, ne peut que paupériser les problématiques ou, du moins, s'expose à cantonner celles-ci à des procédures répétitives, des interventions stéréotypées répercutant seulement une succession d'inventaires de structures déjà connues par des modèles anciens dépourvus d'argumentaires critiques susceptibles de réactualiser les problématiques de recherche.

Il ressort de ce bilan – la pratique le confirme – le manque de programmes collectifs (PCR ou

ACR) alors que la documentation est abondante, de grande qualité, mais d'accès difficile. Les PCR permettent une approche globale de multiples thématiques, à partir de corpus de sites, et surtout d'accéder à des études comparatives à différentes échelles. Ils représentent un outil considérable pour les bilans et la programmation. Ils dynamisent la recherche et les équipes (synergie des compétences), offrent les opportunités de collaborations pluri-disciplinaires et pluri-institutionnelles et un lieu pour l'encadrement des plus jeunes et leur formation. Plus généralement, on sent une pratique forte d'acquisition des données mais l'ensemble souffre d'une absence d'approches synthétiques. Un réel effort de coordination s'impose qui pourrait s'accompagner par la création de postes en particulier dans le domaine de l'étude et l'analyse du mobilier médiéval et moderne, au sens chronologique large (V^e^-XIX^e^ siècles).

Les carences dans la diffusion de l'information auprès des publics de chercheurs, régionaux, nationaux, archéologues ou historiens et, *in fine*, auprès du grand public sont flagrantes. Elles sont la conséquence de la faible structuration de la recherche régionale. Fait révélateur, les expositions qui contribuent, à leur façon, à la synthèse des connaissances, sont rares (Soissons en 1986, Compiègne en 1990). Il faut pourtant signaler des initiatives originales qui participent à leur façon à la recherche, les reconstitutions archéologiques de Blangy-sur-Bresle (par Étienne Mantel) et, surtout, de Marle (sous l'impulsion d'Alain Nice). L'expérience du *Parc archéologique de Marle*, entièrement consacrée à l'archéologie « des temps barbares », attire un public considérable et toujours renouvelé, en dépit des tendances nationales qui connaissent une érosion dans ce domaine. L'extension du *Parc archéologique de Marle*, consacrée à la reconstitution grandeur nature d'un hameau de plusieurs milliers de mètres carrés, à partir du plan de fouille de Juvincourt-et-Damary, doit ouvrir officiellement en juin 2006.

L'ÉTAT ET L'APPORT DES ÉTUDES ARCHÉO-ZOOLOGIQUES EN PICARDIE

(*contribution de Jean-Hervé Yvinec*)

Une quinzaine de sites du haut Moyen Âge ont été étudiés. Leur distribution géographique reflète avant tout le passage des grandes infrastructures comme le TGV Nord (quatre) et l'autoroute A29 (deux), les programmes sur les sablières des vallées de l'Oise et de l'Aisne ou le dynamisme économique de la métropole amiénoise (trois). Tous sont issus de fouilles de sauvetage, à l'exception de Goudelancourt-les-Pierrepont et de Boves. Aucune différence significative n'apparaît entre les départements. La répartition en fonction des milieux est nettement à l'avantage du milieu rural (treize sur quinze études) mais ceci reflète en partie la difficulté des services de collectivités à financer des études spécialisées. De très riches et très intéressants sites urbains ou périurbains n'ont pu faire l'objet d'études, faute de moyens comme, par exemple, Soissons, Noyon ou Château-Thierry. Pour les milieux urbains et aristocratiques, il existe donc un fort potentiel qui mériterait d'être exploité.

D'un point de vue quantitatif, on peut opposer assez nettement le milieu rural et les milieux urbains ou aristocratiques. Pour le premier, on ne décompte jamais plus de trois mille os, tandis qu'à Compiègne "Les Hallettes", site urbain et à Boves, site aristocratique, ce sont des dizaines de milliers de vestiges fauniques qui ont été mis au jour. Cela résulte de modalités de gestion des déchets différentes : en milieu rural, il s'agit en majorité d'épandages en surface, avec des accumulations secondaires et résiduelles ; en milieu urbain, la forte densité d'occupation conduit à une concentration des rejets, et ceux-ci sont plus directs, ce qui se traduit par une meilleure préservation.

Deux facteurs ont favorisé la réalisation d'études archéozoologiques dans la Région, la multiplication des fouilles d'habitats du haut Moyen Âge dans les années 1980-1995 (fouilles notamment de la vallée de l'Aisne et sur les grands tracés linéaires) et la présence d'un chercheur spécialiste de la période.

La Picardie a, de ce fait, apporté une forte contribution au corpus disponible pour le Nord de la France, corpus qui a permis de mettre en évidence les grandes tendances de l'alimentation et de l'élevage dans ce milieu (Yvinec 1997). Il faut concéder cependant que le bilan régional est assez inégal. Les conditions financières qui ont présidé à la réalisation de fouilles relativement anciennes, n'ont pas toujours permis de dégager l'argent nécessaire pour ces études. Le potentiel existe pour mener des études de synthèse sur des micro-régions à partir de plusieurs sites proches, mais leur exploitation nécessiterait une politique volontaire d'études post-fouille. L'exemple de la vallée de l'Aisne est assez significatif à cet égard. Une demi-douzaine d'habitats contemporains ont été fouillés, dont deux seulement ont fait l'objet d'études archéozologiques (Condé-sur-Aisne et Juvincourt-et-Damary), ce qui oblitère la possibilité de réaliser une synthèse locale. Celle-ci serait d'autant plus intéressante que ce secteur semble présenter des caractéristiques inédites avec un équilibre relatif des trois principales espèces domestiques. D'une manière générale, pour la période mérovingienne, les sites de Picardie offrent une image intermédiaire, entre des sites encore tourné vers la satisfaction des besoins locaux (porc dominant dans le Nord et l'Est de la France) et d'autres, comme l'Ile-de-France, dont les structures

de production semblent déjà orientés vers la céréaliculture et l'exportation (bœuf privilégié). Une forte évolution des choix agropastoraux est ensuite observée entre les périodes mérovingienne et carolingienne, avec un fort accroissement général de l'utilisation des bovins. Ceci reflète certainement une modification des choix de production en liaison avec l'organisation économique des terroirs et le retour de la dualité ville – campagne. Grâce à la constitution des premiers corpus locaux, la perception de différences régionales ou même infra-régionales est désormais à notre portée. Par exemple, dans le cas de l'Amiénois, l'élevage ovin est nettement plus important (sites de Saleux et de Dury ; *cf.* Yvinec 1999) par rapport à d'autres secteurs géographiques, peut-être en raison de sols plus calcaires ou d'un démarrage plus précoce de la production intensive de laine. La chasse, bien que limitée, ne semble pas décroître durant la période carolingienne, où nous observons même un accroissement de la diversité des oiseaux consommés par rapport aux périodes précédentes.

Deux sites, Compiègne "Les Hallettes" et Boves (partie concernant le haut Moyen Âge), présentent un intérêt national, tant du point de vue des quantités d'ossements disponibles que de leurs apports particuliers dans différents domaines : corpus fauniques et biométriques, caractérisation sociale… Les milieux privilégiés, consommateurs, se démarquent donc très clairement du milieu rural producteur. L'étude de l'enceinte palatiale de Compiègne (Yvinec 1997) a ainsi permis de poser les premières pierres d'un système d'identification encore plus fin du statut des occupants basé sur les choix alimentaires et la présence d'indicateurs particuliers. Certains sont communs aux différents milieux privilégiés (abondance du porc, de la volaille ou du gibier, présence d'espèces rares comme le paon ou l'esturgeon), d'autres seront systématiquement absents de la table de ce type de milieu (sanglier et cheval non consommé en milieu religieux) ou valorisé par telle ou telle catégorie sociale (sanglier et ours pour l'aristocratie laïque, oie et lièvre pour l'aristocratie ecclésiastique). Un des autres enseignements de ce travail, c'est la filiation claire entre l'alimentation carnée de l'aristocratie laïque et ecclésiastique, ainsi que l'absence de restriction au niveau de la consommation des viandes en milieu religieux. Les avancées ont donc été importantes et ont permis de fixer de nombreuses orientations de recherche et il convient désormais de les développer. Ceci ne pourra se faire qu'en conjuguant deux approches complémentaires :

- en tirant parti de nouvelles opportunité ;
- et en exploitant le matériel déjà existant et non encore traité.

L'APPORT DES ÉTUDES CARPOLOGIQUES EN PICARDIE

(*contribution de Corrie Bakels*)

La Picardie est, au Moyen Âge, un monde fondamentalement paysan Il n'est peut-être pas inutile de rappeler qu'un monde paysan est d'abord lié à la culture des plantes. Les restes de ces plantes, préservées par carbonisation ou imbibition, et trouvées lors des fouilles, sont les témoins des cultures dans le passé. Qu'est ce que ces restes nous ont appris ? Tout d'abord, que les paysans médiévaux ont cultivé toute une série de produits. Pendant la période du haut Moyen Âge, ils semaient six espèces de céréale : le blé, l'épeautre, le seigle, l'orge, l'avoine et le millet. Une septième, le blé amidonnier, cultivée dans l'Antiquité, était encore connue en différents endroits. Les légumineuses occupaient également une grande place qu'il est difficile d'évaluer, en raison des conditions de conservation très variables. Elles comprenaient le pois, la féverole, la lentille et la vesce cultivée.

Les céréales, surtout le blé, le seigle, l'orge et l'avoine et les légumineuses dominent donc le cortège des plantes cultivées. Mais il y avait aussi d'autres produits, comme le lin et le chanvre. Surtout, digne de mention, la guède ou waide, une plante tinctoriale qui sera promise à un grand avenir aux XIII^e^ et XIV^e^ siècles, dont les restes ont été trouvés dans des niveaux du XI^e^ siècle à Dury, près d'Amiens. D'assez nombreuses denrées du potager et du verger sont également attestés. Le monde paysan picard était riche en produits de la terre.

La confrontation des données archéologiques avec les témoignages textuels aboutit à un constat contradictoire. Le cortège des espèces attestées est assez comparable, mais leur importance relative diffère considérablement. L'épeautre, par exemple, est la principale céréale mentionnée dans le *Brevium Exempla*, alors qu'elle est presque absente des structures archéologiques. Dans le *Brevium exempla* ce blé est destiné à faire du pain, et dans la seule fouille où il a été trouvé en quelque abondance, il était utilisé pour en faire de la cervoise. Ce premier constat montre l'ampleur du travail qu'il reste à faire pour rapprocher les points de vue, que ce soit dans le domaine des productions ou dans celui de la connaissance des systèmes de production. Certaines combinaisons de plantes, et certaines suites de plantes adventices, suggèrent que l'assolement triennal était déjà connu à la fin de la période mérovingienne. Les adventices donnent aussi des informations sur la qualité des cultures et sur la fumure, manifeste dans d'assez nombreux cas. Les pratiques agricoles médiévales sont mal connues par les textes, et seules des données extraites des fouilles archéologiques sont susceptibles de nous faire progresser.

ÉLÉMENT DE BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

Publications classées par auteurs depuis 1989 et sans prétention d'exhaustivité

MÉDIÉVAL & MODERNE

Généralités & divers

CLAVEL B., LEPETZ S., MARINVAL-VIGNE M.-Chr. & YVINEC J.-H. (1997) - « Évolution de la taille et de la morphologie du coq au cours des périodes historiques en France du Nord », *Ethnozootechnie*, 58, p. 3-12.

MARÉCHAL D. & PINARD E. (1996) - « Occupation du sol et parcellaires de la moyenne vallée de l'Oise du IVe s. avant au XIVe s. après J.-C. » dans CHOUQUER G. (dir.) : *Les formes du paysage,* tome II : *Archéologie des parcellaires,* actes du colloque d'Orléans, mars 1996, Errance, Paris, p. 21-45.

PETIT B. (1998) - « Les souterrains de Montdidier » *Subterranea*, n° 108, p. 104-128.

PETITJEAN M. (1994) - *La Cour-le-roi et la place du marché des Carolingiens à nos jours : son histoire d'après les fouilles archéologiques,* catalogue d'exposition, septembre 1994-février 1995, Musée Vivenel, Compiègne, 61 p.

PICHON B. (2002) - *Carte archéologique de la Gaule. L'Aisne (02).* Académie des Inscriptions et Belles lettres, Ministère de la Culture, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 598 p.

WOIMANT G.-P. (1995) - *Carte archéologique de la Gaule. L'Oise (60).* Académie des Inscriptions et Belles lettres, Ministère de la Culture, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 570 p.

YVINEC J.-H. (1997) - « L'élevage au haut Moyen Âge en France du Nord et de l'Est : témoignages archéozoologiques. L'élevage médiéval », *Ethnozootechnie*, n° 59, p. 79 à 86.

YVINEC J.-H. (1997) - « Étude archéozoologique du site de la place des Hallettes à Compiègne (Oise) du haut Moyen Âge au XIIe siècle », *La place des Hallettes à Compiègne, Revue archéologique de Picardie*, n° spécial 13, Amiens, p. 171 à 210, 33 fig. et 33 tab.

HAUT MOYEN ÂGE

AREARS ou ASSOCIATION DE RECHERCHE ET D'ÉTUDE ARCHÉOLOGIQUE DE LA RÉGION DE SISSONNE (1997) - *Le site mérovingien et carolingien de Jeoffrécourt*, catalogue d'exposition, 30 mai-20 octobre 1997, Musée municipal, Laon, 54 p.

BAKELS C. C. (1999) - « Dury "Le Moulin" : étude des restes botaniques », *Revue archéologique de Picardie*, n° 1/2, Amiens, p. 237-246.

BARBET P. (1993) - « Caractères anthropologiques généraux de la population médiévale de Vendeuil », *Nord-Ouest Archéologie,* n° 5, Berck-sur-Mer, p. 209-212.

BAYARD D (1991) - « Longueil-Sainte-Marie (Oise) : un habitat carolingien au lieu-dit "Le Cul de Fayel" » dans BOULET Cl & FRICHET-COLZY H. (réd). : *Les fouilles du TGV Nord et de l'interconnexion : archéologie et grands travaux. Premier bilan des recherches archéologiques, 1988-1991,* catalogue d'exposition, Société nationale des Chemins de fer français et Ministère de la Culture, Paris, p. 59.

BAYARD D. (1993a) - « Les habitats du Haut Moyen Âge en Picardie », *L'habitat rural du Haut Moyen Âge (France, Pays-Bas, Danemark et Grande Bretagne),* actes des XIVe journées internationales d'archéologie mérovingienne ; Guiry en Vexin et Paris, 4-8 février 1993 (textes réunis par Claude LORREN & Patrick PÉRIN), p. 53-62.

BAYARD D. (1993b) - « La céramique dans le Nord de la Gaule à la fin de l'Antiquité (de la fin du IVe au VIe siècle), présentation générale », *La céramique du Ve au Xe siècle dans l'Europe du Nord-Ouest,* Actes du colloque d'Outreau (10 au 12 avril 1992), textes réunis par D. PITON, numéro hors série de la *Revue Nord-Ouest Archéologie,* Berck-sur-Mer, p. 107-128.

BAYARD D. (1994) - « La céramique de l'habitat de Goudelancourt », *Revue archéologique de Picardie*, n° 1-2, Amiens, p. 65-80.

BAYARD D. (1995) – « L'habitat du Haut Moyen Âge en Picardie : état de la question » dans NORTIER E. (édit.), *Aux sources de la gestion publique,* t. II, *La villa comme enjeu de pouvoir ou l'invasio des villae,* Lille, p. 269-293.

BAYARD D. (1996) - « l'habitat du haut Moyen Âge en Picardie : premier aperçu », *Ruralia I,* (conférence Ruralia I, Prague, 8 au 14 septembre 1995), *Pamatky Archeologické,* supplementum 5, Prague, p. 227-241

BAYARD D. (1997) - « Perception des hiérarchies sociales par l'archéologie dans le Nord-Ouest de la Gaule à la fin de l'Antiquité et au début du Moyen Âge » dans NORTIER E. (édit.), *Aux sources de la gestion publique,* t. III, *Hommes de pouvoir, ressources et lieux de pouvoir (Ve-XIIIe siècles),* Lille, p. 209-225.

BAYARD D., PITON D. & SCHULER R. (1981) - « Le cimetière mérovingien de Moreuil (80) », *Cahiers Archéologiques de Picardie,* n° 8, Amiens, p. 157-205

BAYARD D. & THOUVENOT S. (1993) - « Étude de la céramique du Haut Moyen Âge (Ve siècle - Xe siècle) dans le département de l'Aisne (France) : premier bilan », *La céramique du Ve au Xe siècle dans l'Europe du Nord-Ouest,* Actes du colloque d'Outreau (10 au 12 avril 1992), textes réunis par Daniel PITON, numéro hors-série de la *Revue Nord-Ouest Archéologie*, Berck-sur-Mer, p. 291-340.

BAYARD D. & PIÉTRI L. (1998) - « Picardie, Aisne, Oise, Somme, bilan archéologique » dans GAUTHIER N., *Les premiers monuments chrétiens de la France, t.* III : Ouest, Nord et Est, Picard et Ministère de la Culture et de la Communication, Paris, p. 333-342.

BLONDIAUX J. (1988) - *Essai d'anthropologie physique et de paléopathologie des populations du Nord de la Gaule au haut Moyen Âge,* thèse inédite, Université de Lille III, Lille.

BLONDIAUX J. (1992) - « Étude paléo-pathologique de deux sépultures du cimetière du Haut Moyen Âge : place Clémenceau à Beauvais (Oise) », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3-4, Amiens, p. 89-92.

CATTEDDU I. (1997) - « Le site médiéval de Saleux "Les Coutures" : habitat, nécropole et églises du haut Moyen Âge », *Rural settlements in Medieval Europe. Papers of the Medieval Europe,* Brugge, Conférence, vol. 6, p. 143-148.

CATTEDDU I. & NISSEN-JAUBERT A. (2004) - « Héritages antiques et temps nouveaux. Le haut Moyen Âge. Un habitat mérovingien et carolingien à Saleux "Les Coutures" dans la Somme » dans DEMOULE J.-P. (dir.), *La France archéologique. Vingt ans d'aménagements et de découvertes,* Hazan, Paris, p. 156-169 et 174-175.

COCQUERELLE S. & BLONDIAUX J. (1999) - « Étude anthropologique des sépultures de Dury "Le Moulin" », *Revue archéologique de Picardie*, n° 1/2, Amiens, p. 257-260.

COLLECTIF (1986) - *Picardie, berceau de la France,* catalogue d'exposition, Musée de Picardie, Amiens.

DECORMEILLE-PATIN C., BLONDIAUX J. & VALLET F. (1999) - « Le cimetière mérovingien de Montataire (Oise) », *Revue archéologique de Picardie*, n° 1-2, Amiens, p. 83-182.

DUBAIL C. (1992) - « Les anciennes collections mérovingiennes du Musée Vivenel à Compiègne (Oise) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 3-4, Amiens, p. 47-160.

FÉMOLANT J.-M. & MAROT L. (1991) - « Baron (Oise) : une nécropole mérovingienne au lieu-dit "Le Buisson de Saint-Cyr" » dans BOULET Cl. & FRICHET-COLZY H. (réd.), *Les fouilles du TGV Nord et de l'interconnexion : archéologie et grands travaux : premier bilan des recherches archéologiques, 1988-1991,* catalogue d'exposition, Société nationale des Chemins de fer français et Ministère de la culture, Paris, p. 54-55.

GUADAGNIN R. (1989) – *Un village au temps de Charlemagne. Moines et paysans de l'abbaye de Saint-Denis du VIe siècle à l'An Mil.* Catalogue d'exposition 1998, Paris.

FLÈCHE-MOURGUES M.-P. (1991) - « À propos de quelques sculptures mérovingiennes à décor chrétien du Sud-Est de la Picardie », *Antiquités nationales*, t. 22-23, Saint-Germain-en-Laye, p. 129-139.

FLÈCHE-MOURGUES M.-P. (1994) - « La question des ateliers de sculpteurs du Haut Moyen Âge », *Dossiers de la SHGBE*, p. 141-156.

FRÉVILLE C. (1995) - *Les habitats ruraux du haut Moyen Âge en Picardie (Somme et Oise). Mobilier archéologique et datation,* Mémoire de DEA de l'université de Paris I, Paris, 2 vol. dactylographiés.

FRÉVILLE C. & JOURNA R. (1994) - « La nécropole mérovingienne de Longueil-Annel (Oise) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 1-2, Amiens, p. 87-178.

GUY H. (1994) - « Anthropologies médico-légales des restes présumés de Nithard, petit-fils de Charlemagne », *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie,* Amiens, p. 409-414.

HARNAY V. (1999) - « Dury "Le Moulin" (Somme), un village-rue du Moyen Âge (IXe au XIIe siècle) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 1-2, Amiens, p. 203-236.

KAZANSKI M. avec des contributions de BAYARD D., FEYEUX J.-Y., MASTYKOVA A. & THOUVENOT S. (2002) - *La nécropole gallo-romaine et mérovingienne de Brény (Aisne) d'après les collections et les archives du Musée des Antiquités National.* Édit. Mergoil, Montagnac.

LEGOUX R. (1992) - « L'art animalier et la symbolique d'origine chrétienne dans les décors de céramiques au VIe siècle après J.-C. au Nord du Bassin parisien », *Revue archéologique de Picardie*, n° 1-2, Amiens, p. 111-142.

LEGOUX R. (1998) - « Le cadre chronologique de Picardie : son application aux autres régions en vue d'une chronologie des sépultures mérovingiennes » dans DELESTRE X. & PÉRIN P. (dir.), *La datation des structures et des objets du haut Moyen Âge : méthodes et résultats,* actes des XVe journées internationales d'archéologie mérovingienne, Rouen, 4 au 6 février 1994, AFAM, Saint-Germain-en-Laye, p. 137-188.

LEGOUX R., PERIN P. & VALLET F. (2004) - *Chronologie normalisée du mobilier funéraire mérovingien entre Manche et Lorraine,* Bulletin de liaison de l'Association française d'Archéologie mérovingienne, n° hors série, Condé-sur-Noireau, 64 p.

LORQUET P. (1994) – « Découverte d'un moulin carolingien à Belle-Église : "Le Pré des Paillards" (Oise) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 3-4, Amiens, p. 51-57.

MAIRESSE P.-J. (1989) - « Le « fort » de Cologne : étude topo-historique », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3/4, Amiens, p. 203-208

MANTEL É., BAYARD D., BLONDIAUX J. & MERLEAU M.-L. (1994). – « Le cimetière mérovingien d'Haudricourt », *Revue archéologique de Picardie,* 1, Amiens, p. 179-261.

RAP - n° 3/4, 2005, François Blary, Martine Derbois & Vincent Legros, *Les campagnes médiévales en Picardie : état de la question*

MARTIN J.-F., BAYARD D. & COLLART J.-L. (2005) - *Sissone (Aisne) "Joeffrecourt", un village du haut Moyen Âge,* Archéologie en Picardie (plaquette éditée par le Service régional de l'Archéologie), Amiens

MORAZZANI C. (1994) - « Étude anthropologique de la nécropole de Goudelancourt-les-Pierrepont (Aisne) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 1-2, Amiens, p. 9-20.

NICE A. (1994a) - « La nécropole mérovingienne de Goudelancourt-les-Pierrepont (Aisne) : présentation générale » *Revue archéologique de Picardie*, n° 1-2, Amiens, p. 3-7.

NICE A.(1994b) - « L'habitat mérovingien de Goudelancourt-les-Pierrepont (Aisne) : aperçu provisoire d'une unité agricole et domestique des VIe et VIIe siècles », *Revue archéologique de Picardie*, n° 1-2, Amiens, p. 21-64.

PÉRIN P. (1980) avec une contribution de LEGOUX R. (1980) - *La datation des tombes mérovingiennes. Historique, méthodes, applications*, Droz, Genève.

PETITJEAN M. (1996) - « Fouille sur le site palatial carolingien de Compiègne (Oise) » dans RENOUX Annie (dir.), *Palais royaux et princiers au Moyen Âge*, actes du colloque international tenu au Mans, 6 au 8 octobre 1994, Publication de l'Université du Maine, Le Mans, p. 157-165.

PEYTREMANN E. (2003) - *Archéologie de l'habitat rural dans le Nord de la France du IVe au XIIe siècle,* Mémoires de l'Association française d'Archéologie mérovingienne, t. XIII, Condé-sur-Noireau, 2 vol.

PITON (D.) (1985) – La nécropole de Nouvion-en-Ponthieu. Dossiers archéologiques, historiques et culturels du Nord et du pas de Calais, n° 20, Berck sur mer, 1985

PITON D. (1993) - « La nécropole du Haut Moyen Âge du clos de Vendeuil », *Nord-Ouest Archéologie*, n° 5, Berck-sur-Mer, p. 115-196.

SEILLIER Cl. (1986) - « Développement topographique et caractères généraux de la nécropole de Vron (Somme) », *Archéologie Médiévale*, XVI, CRAM, Caen, p. 7-32

SEILLIER Cl. (1989) - « Les tombes de transition du cimetière germanique de Vron (Somme) », *Jahrbuch des römisch-germanischen Zentralmuseum Mainz*, 36, p. 599-634

THOUVENOT S. (1998) - « L'atelier de potiers mérovingien de Soissons (Aisne) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 3- 4, Amiens, p. 123-188.

WILL E. (1998) - « Saint-Quentin, Collégiale de Saint-Quentin » dans GAUTHIER N. (dir.), *Les premiers monuments chrétiens de la France,* t. 3 : Ouest, Nord et Est, Picard et Ministère de la Culture et de la Communication, Paris, p. 343-345.

YVINEC J.-H. (1993) - « La part du gibier dans l'alimentation du Haut Moyen Âge », *Exploitation des animaux sauvages à travers le temps,* actes des rencontres internationales d'archéologie et d'histoire d'Antibes, IVe colloque international de l'Homme et de l'Animal, APDCA, Juan-les-Pins, p. 491-504.

YVINEC J.-H. (1999) - « Étude archéozoologique du site de Dury "Le Moulin" », *Revue archéologique de Picardie,* n° 1-2, Amiens, p. 247-256.

MOYEN ÂGE

BAYARD D. (1989) - « La maison forte de "La Cologne" à Hargicourt (Aisne). Description des structures : éléments d'interprétation », *Revue archéologique de Picardie,* 3/4, Amiens, p. 105-140.

BAYARD D. (1991) - « Combles (Somme) : une maison forte médiévale » dans BOULET Cl. & FRICHET-COLZY H. (réd.), *Les fouilles du TGV Nord et de l'interconnexion ; archéologie et grands travaux : premier bilan des recherches archéologiques, 1988-1991, catalogue d'exposition,* Société nationale des Chemins de fer français et Ministère de la Culture, Paris, p. 60.

BERNARD V. (1997) - « Datation dendrochronologique de structures médiévales à Abbeville (Somme) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 3-4, Amiens, p. 207-208.

BERNARD J.-L. (2000) - « Le prieuré de Saint-Leu-d'Esserent (Oise) : une réinterprétation du site après les fouilles de 1998 », *Revue archéologique de Picardie,* n° 3-4, Amiens, p. 158-174.

BLARY Fr. (1989) - *Le Domaine de Chaalis, XIIe-XIVe siècles : approches archéologiques des établissements agricoles et industriels d'une abbaye cistercienne,* CTHS, Paris, 417 p.

BLARY Fr. (1993) - « Caves médiévales de Cerfroid, XIIIe -début XIVe siècle », *Archéomois*, n° 4, p. 46-47.

BLARY Fr. (1994) - « Les fortifications du château de Château-Thierry des derniers comtes herbertiens au premier duc de Bouillon (XIe-XVIe siècle) », Congrès de l'Aisne méridionale, *Société française d'archéologie,* tome I, Paris, p. 137-180.

BLARY Fr. (2000a) - « Approches archéologiques de l'abbaye prémontrée Notre-Dame de Val-Secret », *Utilis est lapis in structura : mélanges offerts à Léon Pressouyre,* Éd. du CTHS, Paris, p. 163-184.

BLARY Fr. (2000b) - *Approvisionnement des matériaux de construction à Château-Thierry du Xe au XVe siècle. In : Le château et la ville : conjonction, opposition, juxtaposition (XIe-XVIIIe siècles)*, actes du 125e Congrès national des Sociétés historiques et scientifiques, section archéologie et histoire de l'art, Éd. du CTHS, Paris, 421 p.

RAP - n° 3/4, 2005, François Blary, Martine Derbois & Vincent Legros, *Les campagnes médiévales en Picardie : état de la question*

BLARY Fr. & BOUGAULT D. (2004) - *Étude archéologique et paléopathologique de la maladrerie de Château-Thierry,* dans TOUATI F-O. (dir.), Colloque de l'Université du Val-de-Marne, 29 p. et 8 pl.

BLARY Fr. & DUREY-BLARY V. (1994a) - « Château-Thierry (Aisne) : le Château du comte de Champagne et ses antécédents » dans ROUX A. (dir.), *Palais médiévaux : Vingt-cinq ans d'archéologie palatiale,* Publication de l'Université du Maine, Le Mans, p. 35-36.

BLARY Fr. & DUREY-BLARY V. (1994b) - « Pavement de céramique du début du XIIIe siècle découvert dans une tour de l'enceinte urbaine de Coucy-le-Château (Aisne) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 3-4, Amiens, p. 115-138.

BLARY Fr. & DUREY-BLARY V. (1998) - *Château-Thierry "Les cuisines seigneuriales",* SRA de Picardie/Ville de Château-Thierry, 10 p.

BLARY Fr. & DUREY-BLARY V. (2003) - « Le château de Château-Thierry du IXe au XVe siècle, la place du bois dans la construction et les aménagements » dans POISSON J.-M. & SCHWIEN J.-J. (dir.), *Le bois dans le château de pierre au Moyen Âge,* Colloque international de Lons-le-Saunier 23 au 25 octobre 1997, Presses universitaires franc-comtoises, Annales littéraires de l'Université de Franche-Comté, vol. 743, série « architecture » n° 2, Besançon.

BLARY Fr. & POLONOWSKI M. (1994) - « Chaalis et ses domaines : les données de l'inventaire » dans PRESSOUYRE Léon (dir.), *L'espace cistercien*, actes du colloque de l'abbaye de Fontfroide, 24 au 27 mars 1993, CTHS, Paris, p. 431-440.

BOMPAIRE M., CALLAIS F., DURAND M., LIGNY Fr., RACINET Ph. & WOIMANT G.-P. (1996) - « Inventaire et étude d'une série de dalles funéraires médiévales et modernes à Compiègne (Oise) », *Revue archéologique de Picardie*, n° 1-2, Amiens, p. 153-178.

BONDE Sh. & MAINES Cl. (1994) - « La fouille de la salle capitulaire de l'ancienne abbaye augustinienne de Saint-Jean-des-Vignes à Soissons (Aisne) », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3-4, Amiens, p. 77-114.

BONDE Sh. & MAINES Cl. (1995) - « Le réseau hydraulique de l'abbaye augustinienne de Saint-Jean-des-Vignes à Soissons (Aisne) : bilan provisoire » dans PRESSOUYRE L., BENOÎT P. (dir.) & BONIS Ar. (éd.), *L'Hydraulique monastique : milieux, réseaux, usages,* Grâne : Créaphis, p. 193-209.

BONDE Sk. & MAINES Cl. (1996) - « "On fait aussi deux beaux jets d'eau" : Seventeenth-Century water management and garden design at the Augustinian, abbey of Saint-Jean-des-Vignes, Soissons », *Hidraulica Monastica Medieval e Moderna,* actas do Simposio Internacional Hidraulica Monastica Medieval e Moderna, Arrabida, 15 au 17 novembre 1993, Lisbonne, p. 269-297.

BONDE Sh. & MAINES Cl. (1997a) - « A room of One's Own : elite Spaces in monesteries of the Reform Movement and an Abbot's Parlor at Augustinian Saint-Jean-des-Vignes, Soissons, France » dans DE BOE G. & VERHAEGHE F. (Ed.), *Religion and Belief in Medieval Europe,* Papers of the Medieval Europe, Brugge 1997 Conférence, tenue à Brugge, 21 au 24 septembre 1997, volume IV., IAP Rapporten 4, Zellig, p. 43-53.

BONDE Sh. & MAINES Cl. (1997b) - *Monarch : The Wesleyan-Brown Monastic Archaeology Project at Saint-Jean-des-Vignes, Soissons (Aisne),* édition bilingue.

BONDE Sh. & MAINES Cl. dir. (1998) - *Saint-Jean-des-Vignes in Soissons : approaches to its architecture, archaeology and history,* Bibliotheca Victorina XV, Brepols, Turnhout, Belgique, 568 p. et 85 fig.

BONDE Sh. DUREY-BLARY V. & MAINES Cl. (1995) - « Un pavement gothique à Saint-Jean-des-Vignes », *Archéologia*, n° 308, Dijon, p. 40 48.

BONDE Sh., MAINES Cl. & KLINE L. (1998) - « Technologie de construction des fondations romanes et gothiques » dans BECK P. (dir.), *L'innovation technique au Moyen Âge,* actes du VIe congrès international d'archéologie médiévale, Dijon, Mont-Beuvray, Chenôve, Le Creusot, Montbard, 1 au 5 octobre 1996, Errance, Paris, p. 220-223.

CAHON G. (1993) - « Le prieuré de Moreaucourt », *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*, n° 629, Amiens, p. 296-326.

CARTIER J. & DURAND M. (1990) - « Un four de potier médiéval à Lacroix-Saint-Ouen (Oise), à la limite de la forêt de Compiègne », *Revue archéologique de Picardie,* n° 3-4, Amiens, p. 127-138.

CLAVEL B. (1994). – « Les ossements animaux », *L'Archéologie à Beauvais : mémoire d'une ville,* catalogue d'exposition, Beauvais, 13 décembre 1994 au 4 mars 1995. Ville de Beauvais, p. 54-59.

CLAVEL B. (1996) - « Alimentation et approvisionnement carné en milieu urbain monastique dans le Nord de la France », *Les moines dans la ville,* actes du colloque de Lille, 31 mai et 1er avril 1995, Université catholique de Lille, p. 105-115.

CLAVEL B. (1997a) - « Étude sur l'alimentation carnée d'après les restes osseux retrouvés dans la fosse dépotoir 3162 du site des "Hallettes" à Compiègne (Oise) » dans PETITJEAN M. (dir.), *Fouilles de sauvetage sous la place du marché à Compiègne (Oise) - 1991-1993 : l'évolution urbaine de l'aire palatiale du haut Moyen Âge aux marchés médiéval et moderne,* Revue archéologique de Picardie, n° spécial 13, Amiens, p. 271-286.

CLAVEL B. (1997b) - « Quelques données sur l'alimentation carnée et l'artisanat à la fin du XVe s. ou au

début du XVI[e] s. d'après l'étude des vestiges osseux du puits 4239 du site des "Hallettes" à Compiègne (Oise) » dans PETITJEAN M. (dir.), *Fouilles de sauvetage sous la place du marché à Compiègne (Oise) - 1991-1993 : l'évolution urbaine de l'aire palatiale du haut Moyen Âge aux marchés médiéval et moderne,* Revue archéologique de Picardie, n° spécial 13, Amiens, p. 231-237.

CLAVEL B. (1997c) - « Les restes osseux médiévaux découverts place de l'Hôtel de ville à Abbeville (Somme) », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3-4, Amiens, p. 193-205.

CLAVEL B. (2001) - *L'animal dans l'alimentation médiévale et moderne en France du Nord (XII[e]-XVII[e] siècles),* Revue archéologique de Picardie, n° spécial 19, Amiens, 204 p.

CLAVEL B., JAKUBOWSKI J.-Fr. & LACROIX M.-Chr. (1997) - « Le mobilier de la fosse 3162 du site des Hallettes à Compiègne (Oise) » dans PETITJEAN M. (dir.), *Fouilles de sauvetage sous la place du marché à Compiègne (Oise) - 1991-1993 : l'évolution urbaine de l'aire palatiale du haut Moyen Âge aux marchés médiéval et moderne,* Revue archéologique de Picardie, numéro spécial 13, Amiens, 273 p.

CLOQUIER C. (1999) - « Pêches et pêcheries médiévales dans le cours de la Somme (XII[e]-XV[e] siècles), *Premières Rencontres internationales de Liessies* (avril 1998).

CLOTUCHE R. (1997a) - « Abbeville (Somme) : présentation topographique et chronologique », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3-4, Amiens, p. 137-154.

CLOTUCHE R. (1997b) - « Les structures archéologiques du centre-ville d'Abbeville (Somme) », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3-4, Amiens, p. 155-178.

CLOTUCHE R. (1997c) - « Le mobilier céramique des fouilles du centre-ville d'Abbeville (Somme) », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3-4, Amiens, p. 179-192.

CLOTUCHE R. (1997d) - « Conclusion générale concernant l'occupation du centre-ville d'Abbeville (Somme) », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3-4, Amiens, p. 219-221.

COURTOIS R. (1993) - « Les fouilles de Cerny-en-Laonnois : état actuel de la recherche », *Mémoires des Sociétés d'histoire et d'archéologie de l'Aisne*, t. 38, Soissons, p. 69-84.

DELATTRE-DERBOIS M. (2001) - « Les fermes médiévales au hameau du "Bellé" à Neuilly-en-Thelle », *L'Île de France médiévale,* t. I – *La vie de tous les jours. Drôle de Moyen Âge ! Du producteur au consommateur,* Musée archéologique du Val-d'Oise (Guiry-en-Vexin), Musée intercommunal d'histoire et d'archéologie de Louvres et Musée Bossuet de Meaux, p. 45-47

DERBOIS-DELATTRE M. (2001) - « Les fermes médiévales au hameau du "Bellé" à Neuilly-en-Thelle, "Rue de Paris" (Oise) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 1-2, Amiens, p. 3-12.

DESACHY B. (1998) - « Structures d'atelier de potiers médiéval à Pont-l'Évêque (Oise) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 3-4, Amiens, p. 201-214.

DIETRICH A. (1994a) - « La vaisselle médiévale en bois du site de l'Hôtel de Ville à Beauvais (Oise) », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3-4, Amiens, p. 59-77.

DIETRICH A. (1994b) – « La vaisselle en bois de la place Clémenceau », *L'Archéologie à Beauvais : mémoire d'une ville,* catalogue d'exposition, Beauvais, du 13 décembre 1994 au 4 mars 1995, Ville de Beauvais, p. 37-38.

DOYEN B. (2000) - « Châteaux, abbayes et peuplements en Thiérache aux XI[e]-XIII[e] siècles, *Revue archéologique de Picardie*, n° 3 -4, Amiens, p. 119-153.

DURAND M. (1988) - *Archéologie du cimetière médiéval au sud-est de l'Oise*, Revue archéologique de Picardie, n° spécial 6, Amiens, 275 p.

DURAND M.) VERMEERSCH D. & WABONT M. (1995) - « Les fouilles de l'ancienne église et du cimetière Saint-Pierre à Senlis », *Comptes rendus et Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Senlis 1990-1994*, Senlis, p. 23-72.

DUREY-BLARY V. (2000) - « Les carreaux de pavement historiés dans la région de Château-Thierry », *Utilis est lapis in structura : mélanges offerts à Léon Pressouyre,* Éd. du CTHS, Paris, p. 423-445.

FÉMOLANT J.-M. (1995a) - « L'espace Saint-Aignan à Senlis : résultats de l'opération archéologique de 1988 », *Comptes rendus et Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Senlis 1990-1994*, Senlis, p. 159-180.

FÉMOLANT J.-M. (1995b) - « Fouilles dans l'ancien palais épiscopal de Senlis », *Comptes rendus et Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Senlis 1990-1994,* Senlis, p. 181-196.

FRANCOIS J.-L. (1997) - « Étude de l'évolution du bâtiment principal de l'abbaye Notre-Dame de Lieu-Restauré (Oise) du XIII[e] au XVIII[e] siècle », *Revue archéologique de Picardie,* n° 1-2, Amiens, p. 141-172.

GROUPE D'ÉTUDE DES MONUMENTS ET ŒUVRES D'ART DE L'OISE ET DU BEAUVAISIS (1997) - *L'art roman dans l'Oise et ses environs : architecture civile et religieuse, peinture murale, sculpture et arts précieux*, actes du colloque organisé à Beauvais, 7 et 8 octobre 1995, GEMOB, Beauvais, 224 p.

GORET J.-F. (1997) - « Le mobilier osseux travaillé découvert sur le site du "Vieux Château" de Château-Thierry (Aisne), IX[e]-XII[e] siècles », *Revue archéologique de Picardie,* n° 1-2, Amiens, p. 101-136.

GORET J.-F. *et al.* (1999) - « Une pièce d'échec en ivoire convertie en sifflet provenant de Château-Thierry (Aisne) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 3-4, Amiens, p. 199-202.

GORET J.-F. & POPLIN Fr. (1999) - « Autour d'un fou d'échecs en ivoire trouvé à Château-Thierry (Aisne) : matières dures d'origine animale et pièces de jeux médiévaux », *À quoi joue-t-on ? Pratiques et usages des jeux et jouets à travers les âges*, Festival d'histoire, Montbrison, p. 497-508.

HEIM J. (1997) - « Étude palynologique sur les sites du centre-ville à Abbeville (Somme) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 3-4, Amiens, p. 209-212.

HOCQUET J.-C. (1995) - « Des paysans de la mer : l'exploitation du sel en Picardie au Moyen Âge », *Campagne médiévales : l'homme et son espace ; études offertes à Robert Fossier.* Publications de la Sorbonne, Paris, p. 629-638.

HOURLIER M. (1994) – « Un trésor du début du XV[e] siècle trouvé à Saconin-et-Breuil (Aisne) », *Bulletin de la Société française de Numismatique*, n° 4, Paris, p. 787-788.

JORRAND J.-P. (1997) - « Carrières et ouvrages souterrains de la ville de Laon (Aisne) », *Revue archéologique de Picardie, n°* 1-2, Amiens, p. 127-139.

JORRAND C. & JORRAND J.-P. (2001) - *La Chapelle des Templiers de Laon,* Musée d'art et d'archéologie, Laon, 24 p.

LACROIX M.-Chr. (1997a) - « La céramique médiévale du site des Hallettes à Compiègne (Oise) » dans PETITJEAN M. (dir.), *Fouilles de sauvetage sous la place du marché à Compiègne (Oise) - 1991-1993 : l'évolution urbaine de l'aire palatiale du haut Moyen Âge aux marchés médiéval et moderne,* Revue archéologique de Picardie, n° spécial 13, Amiens, p. 135-168.

LACROIX M.-Chr. (1997b) - « Le mobilier céramique de la fosse 3162 du site des Hallettes à Compiègne (Oise) » dans PETITJEAN M. (dir.), *Fouilles de sauvetage sous la place du marché à Compiègne (Oise) - 1991-1993 : l'évolution urbaine de l'aire palatiale du haut Moyen Âge aux marchés médiéval et moderne,* Revue archéologique de Picardie, n° spécial 13, Amiens, p. 245-261.

LACROIX M.-Chr. (1998) - « La production de céramique du four de Pont-l'Évêque (Oise) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 3-4, Amiens, p. 207-214.

LEGROS V. (2001) – *Archéologie de l'objet métallique aux époques médiévale et moderne entre Oise et Somme : approches typologique et fonctionnelle,* thèse inédite sous la direction de Ph. Racinet, 4 tomes, Université de Picardie Jules Verne, Amiens, 987 p.

LEGROS V. (2001) - « Étude du mobilier métallique des fermes médiévales du "Bellé" à Neuilly-en-Thelle (Oise) : approche technique et fonctionnelle », *Revue archéologique de Picardie*, n° 1-2, Amiens, p. 39-72.

MARINVAL P. (1992) - « Étude carpologique des fosses-dépotoirs des XII[e] et XIII[e] siècles de l'hôtel de Ville et de l'hôtel-Dieu à Beauvais (Oise) : résultats préliminaires, *Revue archéologique de Picardie,* Amiens, p. 295-300.

MATTERNE V., BAKELS C.-C. & RUAS M.-P. (1997) - « Étude d'une concentration de semences carbonisées provenant d'une structure du X[e] siècle place des Halettes à Compiègne (Oise) » dans PETITJEAN M. (dir.), *Fouilles de sauvetage sous la place du marché à Compiègne (Oise) - 1991-1993 : l'évolution urbaine de l'aire palatiale du haut Moyen Âge aux marchés médiéval et moderne*, Revue archéologique de Picardie, n° spécial 13, Amiens, p. 219-228.

MENIEL P. (1989) - « les restes animaux du château de "La Cologne" à Hargicourt (Aisne) - (XIV[e]-XV[e] siècles) », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3/4, Amiens, p. 193-202.

MOUNY S. & RACINET Ph. dir. (2004) - *Céramiques domestiques et terres cuites architecturales au Moyen Âge*, Actes des journées d'étude d'Amiens (2001-2002-2003), Revue archéologique de Picardie, n° 3/4, Amiens, 197 p.

PETITJEAN M. (1997) - *L'évolution urbaine de Compiègne X[e]-XIII[e] siècles : les fouilles de l'ancien hôpital,* Bulletin de la Société historique de Compiègne.

PETITJEAN M. (dir.), LACROIX M.-Chr., DESACHY B., YVINEC J.-H., GOUSTARD V., MATTERNE V. & CLAVEL B. (1997) - *Fouilles de sauvetage sous la place du marché à Compiègne (Oise) - 1991-1993 : l'évolution urbaine de l'aire palatiale du haut Moyen Âge aux marchés médiéval et moderne,* Revue archéologique de Picardie, n° spécial 13, Amiens, 317 p.

POPINEAU J.-M. (1999) - « Les grands essartages du XII[e] siècle dans le domaine royal : la formation du paysage médiéval à Villeneuve-sur-Verberie (Oise) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 3-4, Amiens, p. 151-170.

POPINEAU J.-M. (1999a) - « Naissance, vie et mort d'un établissement rural médiéval picard : Le Theil (commune de Villeneuve-sur-Verberie, Oise) », *Revue du Nord,* t. LXXXI, n° 331, Lille, p. 439-465.

PORRÉE B. (1993) - « Le matériel funéraire dans les sépultures d'une communauté picarde : le prieuré clunisien de Saint-Nicolas-d'Acy : XII[e]-XIV[e] siècles, *Moines et moniales face à la mort,* actes du colloque de Lille, 2 au 4 octobre 1992, Université de Paris XIII, Villetaneuse, p. 263-276.

QUILLENT M. (1997) - « Pour une étude globale des prieurés de la Somme », *Histoire médiévale et archéologie, Abbayes et prieurés de Picardie et d'ailleurs*, vol. 8, p. 143-165.

RACINET Ph. (1996). - « Prieuré clunisien, bourgs et cités (milieu du XI[e]-milieu du XIII[e] siècle) », *Revue du Nord,* t. 78, Lille, p. 223-240.

RACINET Ph. (1997a) - « Approche pluridisciplinaire : le prieuré de Nanteuil-le-Haudouin du XIe au XVIIIe siècle (Oise) », *Abbayes et prieurés et communautés religieuses en Île-de-France*, actes du VIIIe colloque de la Fédération des Sociétés historiques et archéologiques de Paris et Île-de-France, Paris, t. 48, p. 79-99.

RACINET Ph. (1997b) - « Carnet de fouilles : Boves 1996 », *L'archéologue*, n° 27, Paris, p. 60.

RACINET Ph. (1997c) - « Carnet de fouilles : le pouvoir des châtelains. Boves », *L'Archéologue*, n° 33, Paris, p. 76-77.

RACINET Ph. (1997d) - « Recherches sur l'ancienneté et la chronologie des paroisses dans la zone limitrophe entre les diocèses d'Amiens et de Beauvais, du Ve au Xe siècle », *Histoire médiévale et archéologie. Abbayes et prieurés de Picardie et d'ailleurs,* vol 8, p. 9-18.

RACINET Ph. (1998a) - « Les moines au village : pour une étude des installations monastiques dans le monde rural » dans FELLER L. & MANE P. (éd.), *Le village médiéval et son environnement : études offertes à Jean-Marie Pesez,* Publications de la Sorbonne, Paris, p. 181-202.

RACINET Ph. (2000) -« Saint-Nicolas-d'Acy » dans CRABTREE Pam J. (éd.), *Medieval Archaeology : an encyclopedia,* Garland Publishing Inc., New York and London, p. 293-294.

RACINET Ph. dir. (2001) - *Le site castral et prieural de Boves du Xe au XVIIe siècle : bilan des recherches 1996-2000,* Revue archéologique de Picardie, n° spécial 20, Amiens, 124 p.

RACINET Ph., LIGNY Fr. & MILLET Ch. (1991) - « Un prieuré moyen de l'ordre de Cluny dans l'Oise : Saint-Nicolas-d'Acy (XIe-XVIIe siècles) », *Revue archéologique de Picardie*, n° 1-2, Amiens, p. 21-163.

RACINET Ph. & LEGROS V. (1998) - *Boves, "le complexe castral",* SRA de Picardie/Université de Picardie Jules Verne, Amiens, 8 p.

SCHULER R. (1994) - « Découverte d'un pavement de la première moitié du XIVe siècle dans l'ancien palais épiscopal de Beauvais : étude sur les petits carreaux du Moyen Âge dans le Beauvaisis », *Bulletin du Groupe de recherches et d'études de la céramique du Beauvaisis,* n° 16, Beauvais, p. 103-162.

MODERNE & CONTEMPORAIN

BLANCHET J.-Cl., BOUET-LANGLOIS B., BOULUD S. *et al.* (1999) - « La collection Henri Lamarre (1904-1982) », *Antiquités nationales,* n° 31, Saint-Germain-en-Laye, p. 44-115.

BLARY Fr. (2000) - « Historiographie de l'archéologie à Château-Thierry ou naissance d'une archéologie urbaine de 1864 à 2000 : le rôle de la Société », *Mémoires de la Fédération des Sociétés Historiques et Archéologiques de l'Aisne,* t. 45, Soissons, p. 121-136.

LACROIX M.-Chr. (1996b) - « Aménagement d'une pâture à La-Chapelle-aux-Pots (Oise) : structures et mobilier des XVIe-XVIIe siècles », *Bulletin du Groupe de Recherche et d'Étude de la Céramique du Beauvaisis,* n° 18, Beauvais, p. 149-194.

MATTERNE V. (1994) - « Étude des semences des latrines du XVe siècle, site de la rue Villiers de l'Isle-Adam : premiers résultats », *L'Archéologie à Beauvais : mémoire d'une ville,* catalogue d'exposition, Beauvais du 13 décembre 1994 au 4 mars 1995, Ville de Beauvais, p. 60.

PETIT B. (2001) - « Les muches, une résistance rurale collective durant les XVIe et XVIIe siècles : études des souterrains aménagés du canton de Villers-Bocage (Somme) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 1-2, Amiens, p. 73-126.

Revues et périodiques

ARCHÉOLOGIE MÉDIÉVALE (1974 à 2003) - *Chroniques annuelles des fouilles médiévales en France de 1974 à 2003 : répartition régionale des chantiers de fouilles médiévales : La Picardie*, CRAM, Caen.

BILANS SCIENTIFIQUES RÉGIONAUX (1991- 2005) - Publications du SRA de Picardie, DRAC, Amiens.

Remerciements

Les auteurs de ce rapport tiennent à remercier Philippe Racinet (Professeur d'histoire et d'archéologie médiévales Université de Picardie Jules Verne) pour ses remarques et ses apports complémentaires.

L'ARCHÉOLOGIE URBAINE

BILAN DE L'ARCHÉOLOGIE URBAINE EN PICARDIE

Bruno DESACHY * & Dominique GEMEHL **

PRÉSENTATION

L'ARCHÉOLOGIE URBAINE : ENJEUX

La ville est un objet d'étude qui ne concerne pas que l'archéologie ; mais elle porte sur cet objet un regard particulier. À la différence des historiens, les archéologues n'ont pas directement accès à la société urbaine, mais appréhendent, outre la culture matérielle, l'espace urbain, dont l'organisation est le produit de cette société. En ce sens, et on laisse la parole à Henri Galinié (1999), *les données archéologiques sont susceptibles de renouveler l'histoire urbaine parce qu'elles constituent une source neuve, finie mais immense pour les périodes documentées par ailleurs, unique pour les périodes peu ou mal documentées par d'autres sources, aussi parce qu'elles offrent une continuité et une homogénéité documentaire sans équivalent*. Mais, cette approche archéologique de l'espace urbain, ajoute-t-il, *…demande que la ville soit étudiée dans son ensemble comme tel, mais aussi dans le temps long des sociétés. C'est là… le principe réellement novateur, et sous-estimé dans ses répercussions et ses exigences, de ceux qui ici ou là, de façon empirique, ont promu l'archéologie urbaine il y a bientôt trois décennies.* Par conséquent – dernière citation, au cœur de notre sujet – *la difficulté à inscrire l'archéologie (urbaine) dans les cadres institutionnels existants tient à ce qu'elle nécessite des investissements lourds et suivis localement*.

LES PRÉCÉDENTES RÉFLEXIONS EN PICARDIE

Comme cela a été rappelé en introduction générale, l'élaboration de bilans, en particulier consacrés à l'archéologie urbaine, n'est pas une démarche nouvelle en Picardie. La journée d'étude sur la recherche régionale, tenue en 1997 à l'*Université de Picardie,* était structurée en groupes de réflexion, chacun devant définir des orientations prioritaires. Il existait déjà un groupe de travail consacré à l'archéologie urbaine, dans une optique diachronique (des origines gallo-romaines à la ville moderne), et il s'agissait déjà d'aller vers des choix. Ce groupe avait défini comme objectifs de recherche prioritaires :

- La topographie urbaine et son évolution ;
- L'étude du réseau urbain régional, en termes de typologie et de continuités ;
- La définition et l'évolution de la notion de ville sous ses différents aspects, avec la question des relations et différences entre milieu urbain et non urbain.

Dans cette perspective, des propositions avaient été émises :

- Favoriser des études et publications monographiques de villes moyennes ;
- Développer l'archéologie du bâti urbain ;
- Développer les études de paléo-environnement et ainsi favoriser la pluridisciplinarité de l'archéologie urbaine ;
- Solder le passif représenté par les fouilles non publiées, en sélectionnant le matériel et les données encore étudiables.

Concernant l'organisation de la recherche, des programmes de recherche interrégionaux et aussi nationaux étaient souhaités, sous forme de PCR.

Une partie de ces propositions n'a pas connu de suite. Sans que ce premier bilan en soit à l'origine, un PCR orienté sur le fait urbain et consacré aux villes de la Gaule du Nord (1999-2002), est venu s'inscrire dans ces objectifs. Ce premier bilan a, par contre, débouché – pour ne s'en tenir qu'aux travaux diachroniques sur la ville, sans privilégier de période particulière – sur une journée d'étude spécifique sur la ville tenue la même année à Noyon, suivie en 1999 de la publication d'un numéro spécial de la *Revue archéologique de Picardie* (*Archéologie des Villes, démarches et exemples en Picardie*).

LE PRÉSENT BILAN

Le contexte de réalisation des présents bilans – la « commande » passée aux rapporteurs – a été évoqué en introduction générale. Rappelons, selon les termes des différents documents diffusés avant et lors des premières réunions de préparation, qu'il s'agissait de dresser un état de la recherche avec ses forces et ses faiblesses, s'appuyant en particulier sur un dépouillement bibliographique afin, dans un contexte de difficultés actuelles, de disposer d'un outil de choix et d'aide à la décision, applicable aux prescriptions de diagnostics et de fouilles. Plus qu'en 1997, la notion de choix se trouve donc là au premier plan, poussée par les contraintes plus

* Ingénieur d'étude
Service régional de l'Archéologie (SRA), EA 3912
DRAC de Picardie
5 rue Henri Daussy
F - 80 000 AMIENS

** Responsable d'opération, INRAP
518 rue Saint-Fuschien
F - 80 000 AMIENS

serrées dans lesquelles s'exerce l'archéologie préventive ; certains de ces documents préparatoires évoquaient ainsi la notion de recherche de productivité au niveau des opérations.

Cette présente contribution ne répond qu'imparfaitement à cette commande et elle ne peut être le *vade-mecum*, un moment envisagé, sur lequel s'appuieraient prescripteurs et fouilleurs. En effet, elle ne constitue pas une synthèse scientifique approfondie, assortie d'une recension bibliographique complète : d'abord, il faut le dire, la disponibilité des rapporteurs, requis durant la période de réalisation de ces bilans par d'autres tâches et priorités (calendrier de terrain fortement chargé du côté de l'INRAP, mise en place des nouvelles procédures réglementaires côté SRA) ne permettait pas d'atteindre un tel objectif ; ensuite, concernant la recension bibliographique, il existe déjà des outils (la bibliographie annuelle d'archéologie urbaine du *Centre National d'Archéologie Urbaine* (*CNAU*), avec lesquels il aurait été peu judicieux de doublonner. Cette contribution n'est pas non plus une analyse large et détaillée de l'activité récente sur une ou plusieurs décennies, menée sur des bases statistiques solides et un inventaire exhaustif d'opérations ; le temps, mais aussi, comme on le verra, les indicateurs disponibles ne le permettaient pas.

Il ne s'agit donc que de remarques sur l'état actuel de l'archéologie urbaine en Picardie, reflétant, ni plus ni moins, que le point de vue commun des deux rapporteurs, néanmoins appuyé sur des indications chiffrées et cartographiées, exposées ci-dessous. Des appels à contributions, pour élargir le débat, ont eu lieu durant la phase de préparation ; il faut remercier Jean-Pierre Jorrand et Claudine Allag d'y avoir répondu. Nous en aurions évidemment souhaité d'autres, mais là encore, la disponibilité des uns et des autres n'a pas permis de transformer le binôme des rapporteurs en un véritable groupe de travail ; mais, c'est au moins l'un des intérêts de ces bilans et de leur approche inter-institutionnelle que d'avoir permis aux deux rapporteurs, acteurs dans deux institutions différentes et à deux étapes différentes du processus archéologique, de confronter leurs points de vue et d'y trouver une forte convergence.

Ces remarques comprennent, en premier lieu, une approche du potentiel (le corpus urbain) et de l'activité, ainsi qu'un bref rappel des principaux acquis de la recherche récente. En deuxième lieu nous avons estimé utile, et même indispensable, de procéder à une première approche critique de l'état actuel de cette activité, visant notamment à exprimer clairement un certain nombre de problèmes structurels auxquels se heurtent les acteurs de l'archéologie préventive urbaine, fouilleurs sur le terrain et prescripteurs. Enfin, des perspectives et des propositions sont exposées.

Dernier point préalable, le champ de ce bilan : le terme « archéologie urbaine » est ici pris au sens de la programmation nationale, c'est-à-dire de l'étude archéologique du fait urbain. Il ne s'agit donc pas de l'archéologie en milieu actuellement urbanisé, mais de celle portant sur des sites archéologiques urbains, y compris ceux actuellement disparus, tels un grand nombre d'agglomérations secondaires gallo-romaines (ce dernier type de sites constituant une interface commune au présent bilan et à celui sur les campagnes gallo-romaines). Du point de vue des méthodes de terrain, le champ de l'archéologie urbaine est aussi celui des sites à stratification anthropique dense et continue, témoignant d'une occupation de longue durée se différenciant en états ou phases successives superposées.

LE POTENTIEL : LES SITES URBAINS DE PICARDIE

TROIS GRANDS TYPES DE SITES URBAINS

Dans le champ défini ci-dessus, il faut se poser la question du potentiel d'étude, autrement dit du corpus urbain : combien de sites, en Picardie, relèvent de l'étude du fait urbain ?

La perception d'ensemble du réseau urbain historique et de son évolution habituellement admise pour la Picardie (comme plus généralement pour la France) amène à distinguer :

- un réseau majeur issu des chefs lieux de cité romains, sans continuité spatiale avec les *oppida* gaulois ; réseau qui reste, dans l'ensemble, celui des sièges épiscopaux médiévaux et modernes et se perpétue en France du Nord jusqu'à nos actuelles préfectures ;
- un réseau d'agglomérations secondaires gallo-romaines dont certaines s'inscrivent dans la continuité de lieux de culte gaulois. Notons que ce problème spécifique des origines gauloises de certains établissements gallo-romains de caractère urbain et/ou celui du caractère urbain de certains des établissements de La Tène, constitue une autre limite poreuse du champ de l'archéologie urbaine, interface avec le bilan sur la protohistoire récente. Ce deuxième réseau s'efface avec la disparition à la fin de l'Antiquité de la plupart des agglomérations secondaires gallo-romaines ;
- mais, par suite, sous des modalités variées, apparaît un troisième réseau urbain entre le haut Moyen Âge et le XII[e] siècle, liés aux mutations et à l'essor économique qui caractérisent globalement cette première partie du Moyen Âge.

La carte des sites urbains ainsi recomposée au Moyen Âge est à peu de choses près celle de la période moderne, jusqu'à l'orée de la Révolution industrielle. Notons encore que se pose au terme de cette évolution la question de l'inclusion ou non dans le champ de l'archéologie des transformations récentes de la ville (XIX[e] et XX[e] siècles). En l'état actuel de l'information, nous pouvons retenir ces trois grands types de sites : réseau majeur ancien, agglomérations secondaires gallo-romaines et, troisième réseau médiéval et moderne ; puis tenter, appliquée à la Picardie, une estimation chiffrée des sites concernés.

Le réseau majeur ancien

Nous avons pris une définition simple du « réseau majeur ancien » : toutes les villes qui à un moment de leur histoire ont été soit chef-lieu de cités gallo-romaines, soit évêchés. Cela représente huit sites : Amiens, Beauvais, Laon, Noyon, Saint-Quentin, Senlis, Soissons et Vermand. Amiens s'inscrit parfaitement dans le schéma d'évolution le plus simple – celui de la pérennité du pouvoir urbain, du chef-lieu de cité antique à la préfecture actuelle en passant par le siège épiscopal médiéval – tandis que le découpage départemental, à la Révolution, regroupe dans l'Oise d'anciens sièges épiscopaux : Senlis, héritier du chef-lieu de la petite cité des Silvanectes, et Noyon, *vicus* devenu siège épiscopal au VII[e] siècle. Ce dernier cas illustre la polarisation incertaine de l'ancienne cité des Viromanduens durant l'Antiquité tardive (Saint-Quentin, Vermand et Noyon ayant pu être successivement chef-lieu de cité puis siège épiscopal) et de l'actuel département de l'Aisne, partagé entre les anciens évêchés de Laon (apparu dès le haut Moyen Âge) et de Soissons (hérité du chef-lieu des Suessions).

Les agglomérations secondaires gallo-romaines

Le deuxième réseau gallo-romain (fig. 1) est celui des agglomérations secondaires, telles que recensées lors du colloque de Bliesbruck en 1991, complété suivant un travail de recensement cartographique inédit de Jean-Luc Collart, soit 65 sites connus. À la différence des chefs-lieux de cités et des évêchés, toutes les agglomérations secondaires gallo-romaines ne sont pas historiquement, ni archéologiquement, connues : leur nombre réel peut donc être supérieur. Par ailleurs, il y a une très grande hétérogénéité des sites recensés, de quelques bâtiments le long d'une voie à des agglomérations de

Fig. 1 - Sites urbains potentiels en Picardie.

plusieurs dizaines d'hectares avec équipement monumental ; à ce stade, aucune tentative particulière de hiérarchisation n'a été faite : nous avons considéré que ce concept d'agglomération secondaire relevait *a priori* de l'étude du phénomène urbain. Les cas de sites que leur évolution a ensuite intégré au réseau majeur tel que défini ci-dessus (Noyon, Vermand…) apparaissent sur la carte en tant qu'éléments de ce réseau majeur et non comme agglomération secondaire.

Variété du « troisième réseau » urbain médiéval et moderne

Comme approximation du réseau spécifiquement médiéval et moderne, nous avons là aussi pris un critère très simple : les actuels chefs-lieux de canton et d'arrondissement. Il est évident qu'une véritable analyse du réseau urbain médiéval non épiscopal devrait être beaucoup plus fine ; mais, c'est précisément par la très grande variété du réseau urbain médiéval qu'il est possible de justifier cette approximation.

En effet les seuls sièges d'évêchés, s'ils témoignent, en général, d'un réseau majeur pérenne, ne suffisent pas à définir les principaux centres urbains médiévaux. Pour définir la ville médiévale, les critères sont multiples et peu convergents. Sommairement, deux lignes de clivages sont possibles pour distinguer les villes « majeures » des villes dites « secondaires ». D'une part, l'importance de la fonction institutionnelle, politique ou religieuse : la ville comme lieu de pouvoir (religieux, civil ou militaire). La présence d'une enceinte, celle d'équipements particuliers à ces lieux de pouvoir sont des critères archéologiques possibles de cette autorité institutionnelle. D'autre part, l'importance économique, à quoi l'on peut rattacher l'importance démographique, reflétée plus ou moins directement par la superficie du site urbain.

Ces deux grands axes de hiérarchisation urbaine ne sont pas corrélés ; cela apparaît particulièrement net en Picardie. On trouve, certes, des cas où l'importance démographique et économique va de pair avec l'importance institutionnelle, politique et religieuse – ainsi deux évêchés qui font aussi parties des quatre plus vastes villes picardes *intra muros* à la fin du Moyen Âge : Amiens (170 ha) et Beauvais (85 ha), ainsi que Saint-Quentin (110 ha), ville comtale (mais dépourvue de cathédrale). Mais il existe aussi des cas de sites « majeurs » par leur importance comme lieu de pouvoir civil ou religieux,

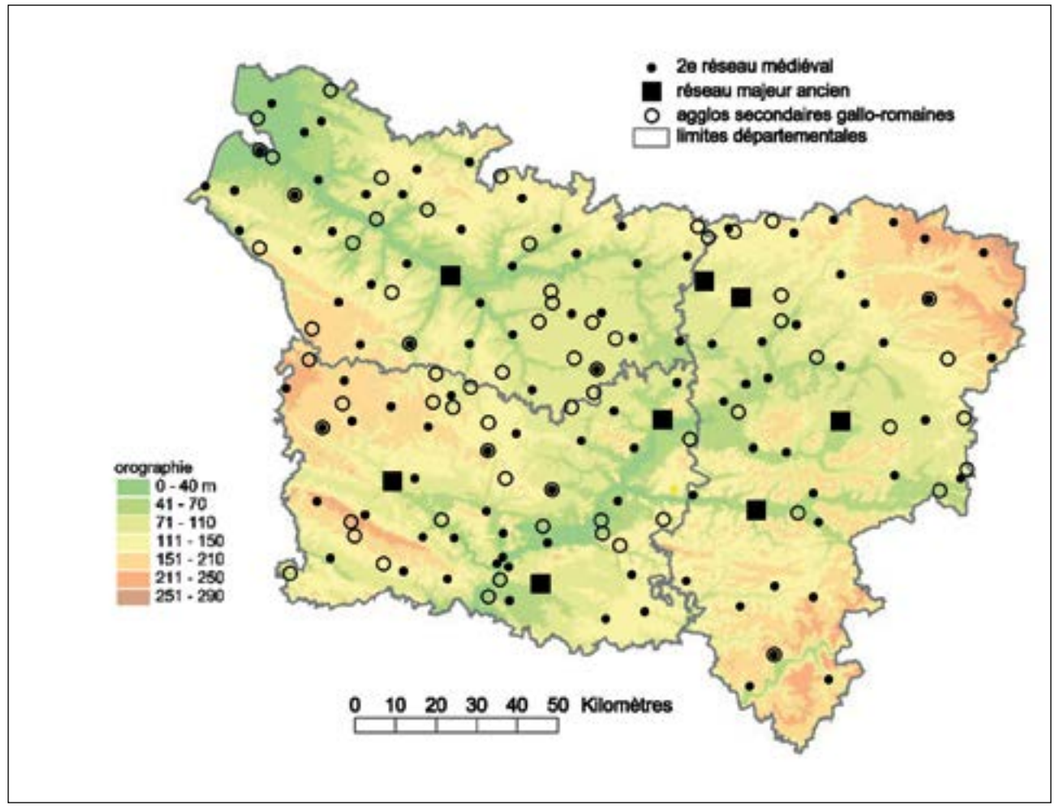


Fig. 2 - Sites médiévaux et modernes relevant du phénomène urbain en Picardie.

mais nettement secondaires comme entités économiques ou démographiques (Noyon – un évêché – Château-Thierry, voire Boves ou Vermand…) ; et l'on rencontre, aussi, des villes d'un dynamisme économique et démographique spectaculaire, mais qui restent mineures sur le plan institutionnel des réseaux de pouvoir (l'exemple type est Abbeville, née d'une position fortifiée des comtes de Ponthieu, qui se développe grâce à son port jusqu'à atteindre une surface *intra muros* de 150 hectares – la deuxième plus grande surface derrière Amiens). Cette divergence des hiérarchies urbaines politique et religieuse d'un côté, économique de l'autre, est intéressante en soi car elle est aussi le reflet – au niveau du réseau urbain et non pas seulement au niveau de l'évolution propre à chaque ville – de la tension entre le dynamisme économique bourgeois urbain qui émerge à partir du XI^e^ siècle, et les structures de pouvoir traditionnelles, seigneuriales, religieuses et féodales auxquelles il se confronte ; mais elle interdit toute définition sommaire du site urbain médiéval.

Il faut néanmoins arriver à une estimation chiffrée, en nombre de sites, de ce potentiel. En prenant le biais d'une démarche régressive simpliste mais assez efficace, on s'aperçoit rapidement que l'ensemble des actuels chefs lieux de canton ou d'arrondissement (c'est-à-dire, à peu de choses près, ceux de la Révolution), occupent déjà, sous un aspect ou un autre, des fonctions urbaines au Moyen Âge et durant la période moderne. Nous considérons donc que le nombre d'agglomérations concernées constitue une approximation utilisable du nombre de sites médiévaux et modernes relevant de l'étude du phénomène urbain, soit 105 sites en Picardie.

La carte de ces cent cinq sites (fig. 2, point noirs) – même très approximative, donc – montre un réseau différent de celui des agglomérations secondaires gallo-romaines (fig. 2, cercles) et confirme ainsi le schéma général traditionnel ci-dessus évoqué (disparition du réseau secondaire gallo-romain dans l'Antiquité tardive et réapparition d'un nouveau réseau urbain à partir du Haut Moyen Âge) ; mais, en même temps, elle le nuance : il existe des cas de continuité ou de déplacement du site limité à 1 ou 2 km, particulièrement intéressants à étudier (fig. 2, points noirs dans les cercles). Ils concernent neuf sites recensés, parmi lesquels Estrées-Saint-Denis et Saint-Just-en-Chaussée (Oise), Roye et Saint-Valéry (Somme), Vervins et Château-Thierry (Aisne). Certains de ces sites, avant les apports récents de l'archéologie, étaient considérés comme des cas-types de naissances urbaines médiévales (par exemple, Château-Thierry).

LE POTENTIEL ARCHÉOLOGIQUE URBAIN PICARD

Nous arrivons donc au total à 169 sites répartis dans les trois catégories distinguées ci-dessus (compte tenu du fait que 9 sites appartiennent à la fois à la catégorie des agglomérations secondaires antiques et à celle du troisième réseau médiéval et moderne). Si, au regard des critères retenus pour le réseau majeur ancien, le chiffre de huit villes est historiquement exact, la précision de celui de 161 autres sites urbains est évidemment illusoire, vu le caractère approximatif de l'évaluation ; il ne s'agit que d'un ordre de grandeur, mais à partir duquel on peut considérer que pas moins de 150 à 200 sites relèvent de l'étude du fait urbain en Picardie.

Du point de vue archéologique, le potentiel de ces sites est bien sûr formé du gisement stratigraphique enfoui sous l'espace urbanisé ancien, mais aussi, les sites archéologiques urbains étant encore fréquemment debout et habités, des élévations. Cette question du potentiel est, en effet, l'occasion d'évoquer le problème du développement (malgré son existence juridique incertaine) de l'archéologie du bâti urbain. La guerre de 1914-1918 n'a pas tout détruit en Picardie et, outre les églises et sites monumentaux, il existe, pour le bâti civil urbain médiéval et moderne, un potentiel révélé par quelques études pionnières, qu'il faudrait explorer plus avant, sur des sites connus pour leur richesse (Senlis) mais aussi dans les agglomérations secondaires du Sud de la région (Verberie, Clermont, Crépy…).

L'ACTIVITÉ ARCHÉOLOGIQUE DES DERNIÈRES ANNÉES

L'ARCHÉOLOGIE URBAINE EN AMONT : LES OPÉRATIONS DE TERRAIN

Le bilan est limité par les indicateurs dont nous disposons (fig. 3 et 4) ; aucun n'est suffisamment précis ou exhaustif pour caractériser à lui tout seul l'activité de terrain en archéologie urbaine des dernières années. Nous avons donc choisi d'en présenter plusieurs – principalement des décomptes effectués à partir des *Bilans annuels du CNAU*, et à partir des bilans scientifiques annuels des SRA – comme autant d'angles de vue limités mais dont la juxtaposition permet de moins mal cerner la réalité.

La première et la plus évidente source possible, le système informatique national *Patriarche*, présente l'intérêt d'être la seule source d'information à jour pour les deux ou trois dernières années : les opérations y sont recensées jusqu'à la date présente. Malheureusement cette source est actuellement peu utilisable pour notre étude : un grand nombre de

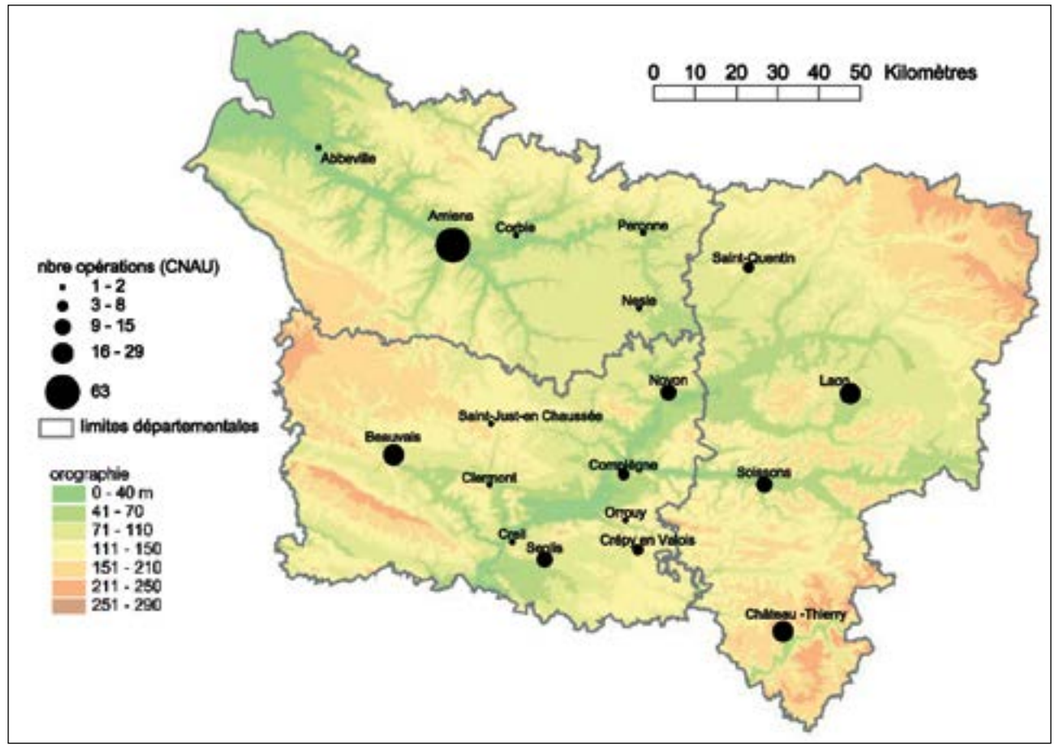


Fig. 3 - Sites urbains en Picardie. Activité 1990-2002 d'après le nombre d'opérations recensé par le CNAU.

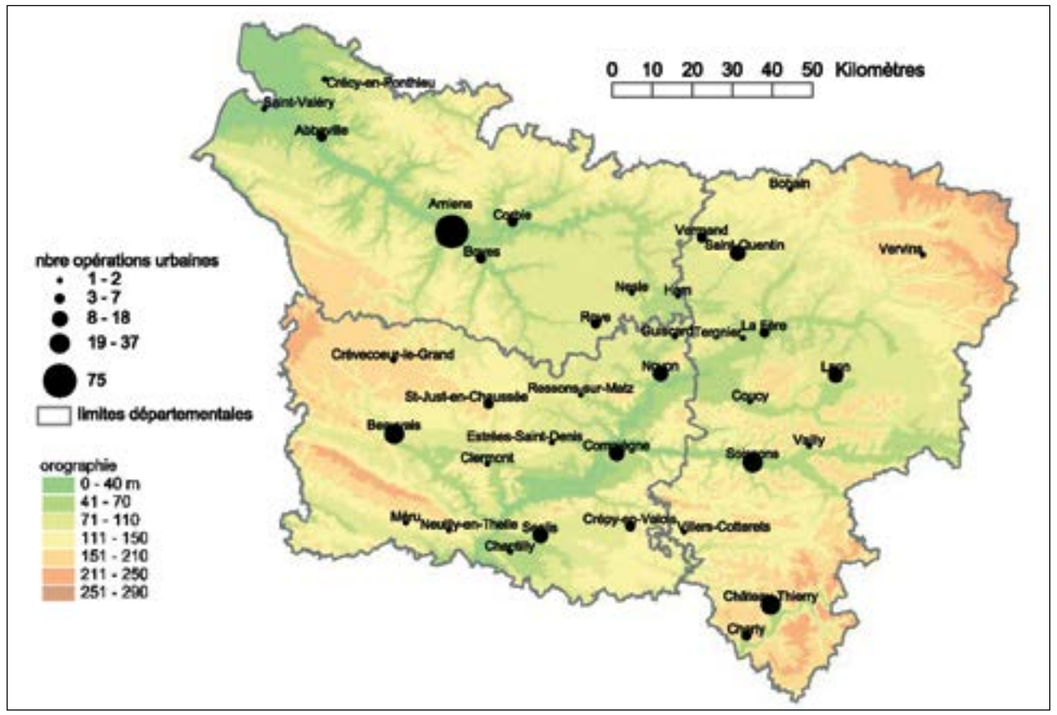


Fig. 4 - Importance des activités archéologiques sur les sites urbains de Picardie entre 1990 et 2002, d'après les *Bilans scientifiques* du SRA.

données *Patriarche*, basculées automatiquement depuis l'ancien système DRACAR doivent être vérifiées, complétées ou corrigées. Patriarche est un outil de gestion qui, depuis son déploiement en 2002, assure l'enregistrement des nouvelles opérations lancées depuis lors (1) ; mais, en Picardie comme certainement ailleurs, la résorption rapide du passif précédent suppose des moyens qui ne sont pas au rendez-vous.

L'*Annuaire du CNAU* est, de son côté, la source la plus détaillée et la plus complète pour les opérations urbaines, grâce une grille descriptive et un thesaurus spécifiquement adaptés à l'archéologie urbaine. Mais, compte tenu du temps de recueil de l'information et de réalisation, il existe un délai de 2 à 3 ans entre l'année en cours et la sortie de l'*Annuaire*. D'autre part – et c'est là strictement notre faute à nous, insouciants Picards – les réponses aux demandes d'information du CNAU sont parfois tardives, incomplètes ou simplement oubliées, ce qui fait que cet annuaire n'est pas exhaustif pour notre Région. Il faut noter, cela dit, que ces oublis sont signifiants en ce sens qu'ils sont, de fait, un indice de non-suivi archéologique en tant que site urbain (au-delà d'opérations ponctuelles) de la ville concernée. À partir de cette source, nous avons effectué un recensement des opérations pour la période 1990-2002 : 217 opérations répertoriées (fig. 3).

En l'état actuel des choses, la moins lacunaire des sources d'information (mais pas la plus à jour) est un recensement effectué à partir des *Bilans scientifiques régionaux* (*BSR*) annuels du SRA, pour la période 1991-2001, dénombrant 272 opérations recensées (fig. 4). D'après cette source, pour la même période, 1566 opérations d'archéologie préventives (tous types d'opérations confondus) sont décomptées en Picardie. Les 272 concernant le milieu urbain représentent donc 17,4 % de l'activité.

Précisons une autre limite de ces recensements : ne sont pas prises en compte les observations archéologiques parfois opérées par les services

(1) - Notons au passage que si à terme l'enregistrement des « entités archéologiques » telles que définies dans le modèle conceptuel de *Patriarche* a vocation à constituer l'indexation documentaire principale (mais pas unique) de la recherche archéologique à l'échelle nationale, une telle perspective suppose à notre avis d'une part l'implémentation du modèle conceptuel – en soi efficace – de Patriarche sur des solutions logicielles moins lourdes, plus déconcentrées et plus ouvertes ; d'autre part, la libre diffusion dudit modèle de données Patriarche incluant les définitions de champs et de tables (les métadonnées descriptives du système, donc) afin que d'autres organismes que le ministère de la Culture puissent directement développer des systèmes de même modèle ou compatible avec Patriarche, quels que soient les produits logiciels utilisés.

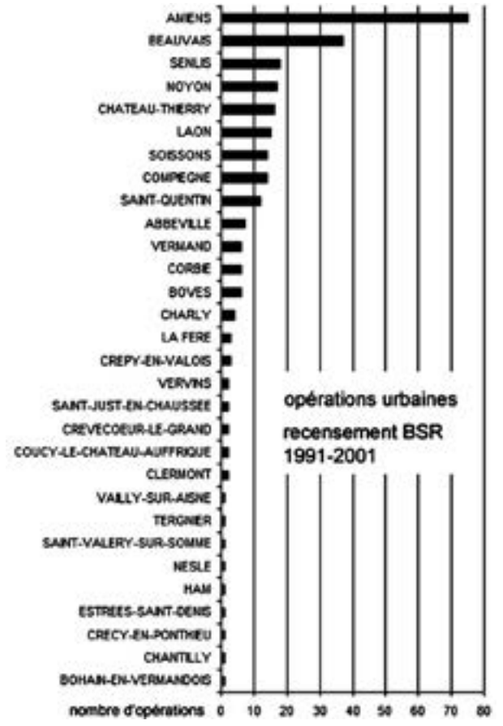
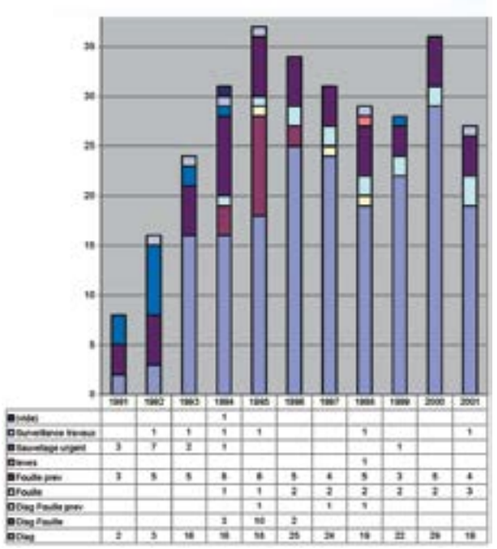


Fig. 5 - Nombre d'opérations urbaines par types, de 1991 à 2002.

de collectivités ou des bénévoles locaux, qui ne se matérialisent pas nécessairement par une intervention officielle, enregistrée administrativement (surveillances ou constats en cours de travaux ou étude de caves et de bâti, par exemple).

Le premier point qui se dégage de ces chiffres est celui d'une concentration importante de l'activité sur quelques villes (fig. 3 et 4). En prenant le recensement le plus large (les 272 opérations reconnues dans les *BSR* pour la période 1991-2001), on s'aperçoit (fig. 5) que plus du quart des opérations concerne la seule ville d'Amiens. Neuf villes ont vu se dérouler, dans la période considérée, plus d'une dizaine d'opérations archéologiques ; elles comprennent les villes du réseau majeur ancien plus deux agglomérations du « troisième réseau » (Château-Thierry et Compiègne). Seule une quinzaine de villes ont connu plus de deux interventions.

Plus globalement, seule une trentaine de villes ont fait l'objet d'au moins une opération archéologique, c'est-à-dire 20 à 30 % du gisement urbain picard tel qu'évalué plus haut (150 à 200 sites) ; la répartition de cette activité dans les trois grandes catégories de sites urbains que nous avons distingués,



	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Inédit				1							
Surveillance travaux		1	1	1	1			1			1
Sauvetage urgent	3	7	2	1					1		
Sondages								1			
Fouille préventive	3	5	5	5	8	5	4	5	3	5	4
Fouille				1	1	2	2	2	2	2	3
Diag Fouille préventive					1		1	1			
Diag Fouille				3	10	2					
Diag	2	3	16	16	16	25	24	19	22	29	18

Fig. 6 - Nombre d'opérations d'archéologie urbaine dans les principales agglomérations de Picardie, entre 1991 et 2002.

qui ne peut être qu'approximative en raison de l'imprécision des chiffres et de l'évaluation du nombre de sites urbains, montre néanmoins, sans surprise, un net déséquilibre en faveur du réseau majeur ancien : si les villes de ce réseau ont toutes connu une activité archéologique de terrain récente assez soutenue, il n'y a eu d'interventions archéologiques proches de la période actuelle que sur sept anciennes agglomérations secondaires gallo-romaines (interventions ne portant pas nécessairement sur la période romaine), soit environ 10 % des sites de cette catégorie et sur 24 sites du « troisième réseau » médiéval et moderne, soit 25 à 30 % de l'effectif potentiel de cette catégorie.

L'examen de l'évolution, à partir de la même source, sur cette période 1991-2001, montre qu'il s'agit de la période de « décollage » de l'archéologie préventive urbaine en Picardie (fig. 6). De 1991 à 1995, le nombre d'opérations urbaines progresse en effet fortement, de 5 à plus d'une trentaine par an ; il ne s'agit pas d'une croissance de l'aménagement urbain, mais de la fin de la période des destructions massives et de la mise en place d'une réelle archéologie préventive. Après quoi, le nombre d'interventions fluctue annuellement, tout en se stabilisant globalement autour d'une trentaine par an. Ces opérations se sont déroulées sous divers statuts, reflets de l'évolution réglementaire, la majeure partie étant représentée par des diagnostics (sondages).

L'*Annuaire du CNAU* permet un décompte des opérations urbaines par périodes (fig. 7). Sur les 217 opérations recensées entre 1990 et 2002, on

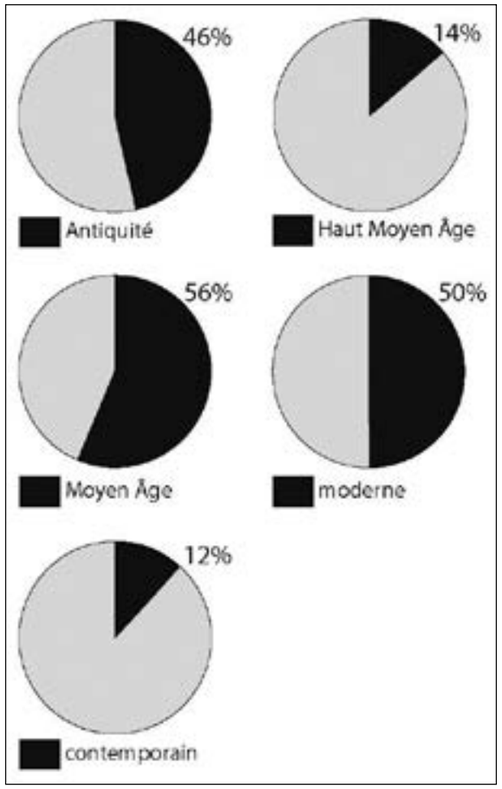


Fig. 7 - Recensement du CNAU pour les opérations urbaines en Picardie, entre 1990 et 2002, selon les périodes concernées.

Fig. 8 - Contexte d'interventions, selon le recensement du CNAU pour les opérations urbaines en Picardie, entre 1990 et 2002.

remarque, sans surprises, que les trois périodes les plus fréquemment rencontrées sont l'Antiquité, le Moyen Âge (classique) et la période moderne (chacune de ces périodes étant représentée dans environ la moitié de ces 217 opérations). Il se confirme que le haut Moyen Âge est plus difficile à atteindre (14 % des opérations recensées). Des vestiges contemporains sont mentionnés dans 12 % des cas ; ce dernier chiffre traduit surtout le choix de certains fouilleurs d'enregistrer comme occupation archéologique des vestiges récents, que d'autres considéreront comme non archéologiques. Une autre indication fournie par l'*Annuaire du CNAU* (fig. 8) est la distinction entre opérations portant sur le centre urbain ancien et celles concernant sa périphérie (30 %).

L'ARCHÉOLOGIE URBAINE EN AVAL : LES PUBLICATIONS DE SYNTHÈSE SUR LES SITES URBAINS

Les publications sont un critère important, non seulement de l'activité archéologique, mais de son aboutissement. Nous ne retiendrons ici que les publications, quelle que soit leur taille (monographies, articles, notices…), qui correspondent aux conditions suivantes :

- utilisant des données archéologiques et/ou à finalité de connaissances ou de gestion archéologiques ;
- diachroniques : traitant de l'ensemble de l'évolution du site urbain, sans se limiter à une période en particulier ;
- traitant de l'ensemble de l'espace et de la structure urbaine (et donc contenant notamment un ou des plans archéologiques et historiques du site urbain), sans se limiter à une thématique ou à un édifice ou type d'édifices particuliers ;
- récentes (depuis 1990 environ).

Ce critère de la publication de synthèse est très sélectif, car il ne tient pas compte de l'abondante bibliographie, plus spécialisée, portant, en ville, sur des lieux ou des périodes (gallo-romaine notamment) plus spécifiques. Dans l'optique du présent bilan, ce critère simple est globalement pertinent car il traduit l'existence d'une vision archéologique d'ensemble du site urbain, en quelques sortes le passage de l'archéologie « dans » la ville à l'archéologie « de » la ville. Nous trouvons, pour les villes picardes, principalement trois types de synthèses urbaines répondant à ces critères :

- Tout d'abord, dans la collection des *Atlas historique des villes de France* éditée par le CNRS, Senlis a fait l'objet d'une publication en 1989 (Brunel, Crépin-Leblond & Fémolant 1989)
- Dans la série des *Documents d'évaluation du patrimoine archéologique des villes de France* (*DPAVF*) édités par le CNAU, ont été publiés Compiègne (Coste 2000) et Soissons (Roussel *et al.* 2002). On peut y ajouter Beauvais, qui a fait l'objet d'un article (1991) issu d'une étude menée en collaboration avec le CNAU.
- Treize sites urbains picards ont fait l'objet d'une notice dans le numéro spécial de la *Revue archéologique de Picardie* « Archéologie des villes » paru en 1999 (fig. 9). Dans ces 13 sites se retrouvent Senlis, Beauvais, Soissons et Compiègne qui, préalablement ou après, ont fait l'objet d'un autre travail synthétique (plus poussé dans le cas des *DPAVF*).

Cet aperçu des synthèses urbaines porte sur le réseau majeur ancien (7 sites sur 8 représentés) et le « troisième réseau » médiéval et moderne (6 sites, sur plus de 150, représentés). Concernant les agglomérations secondaires gallo-romaines de Picardie qui n'ont pas survécu au Moyen Âge, une bonne appréciation de la situation nécessiterait là une recension bibliographique plus fine ; car, mises à part les courtes notices (1 à 2 pages) de l'*Atlas des agglomérations secondaires* paru à la suite du colloque de Bliesbruck (1994), elles n'ont pas fait l'objet, récemment, de publications synthétiques sous forme de séries respectant une même structure générale, à la façon par exemple des *DPAVF*.

LES ACTEURS DE L'ARCHÉOLOGIE URBAINE PICARDE

L'archéologie territoriale

Du côté de l'archéologie territoriale, la Picardie compte actuellement 4 services archéologiques municipaux (agréés) – aux premières loges donc pour assurer le suivi archéologique d'un site urbain – d'effectif total variable suivant les emplois permanents ou temporaires de techniciens, mais réunissant 6 responsables d'opération : Beauvais (2 RO), Noyon (1 RO), Château-Thierry (2 RO), Laon (1 RO). Au regard de cette situation actuelle, il faut signaler dans l'évolution récente une rétraction inquiétante du nombre de villes bénéficiant d'un service archéologique : Senlis, Soissons, plus anciennement Amiens, comptaient un archéologue municipal ; le départ à la retraite, non remplacé, du premier, le passage au sein de musées des deux autres personnes concernées, ont pour résultat l'absence actuelle dans ces villes d'un véritable service agréé.

Concernant spécifiquement les agglomérations secondaires gallo-romaines il faut, aussi, signaler, bien qu'il s'agisse pas de services agréés ni d'archéologie préventive, l'existence du centre de recherches de Ribemont-sur-Ancre (financé par le Conseil général de la Somme ; la nature urbaine du site de Ribemont peut, toutefois, être débattue) et le lancement actuel du projet du musée de site de Vendeuil-Caply (porté par une Communauté de

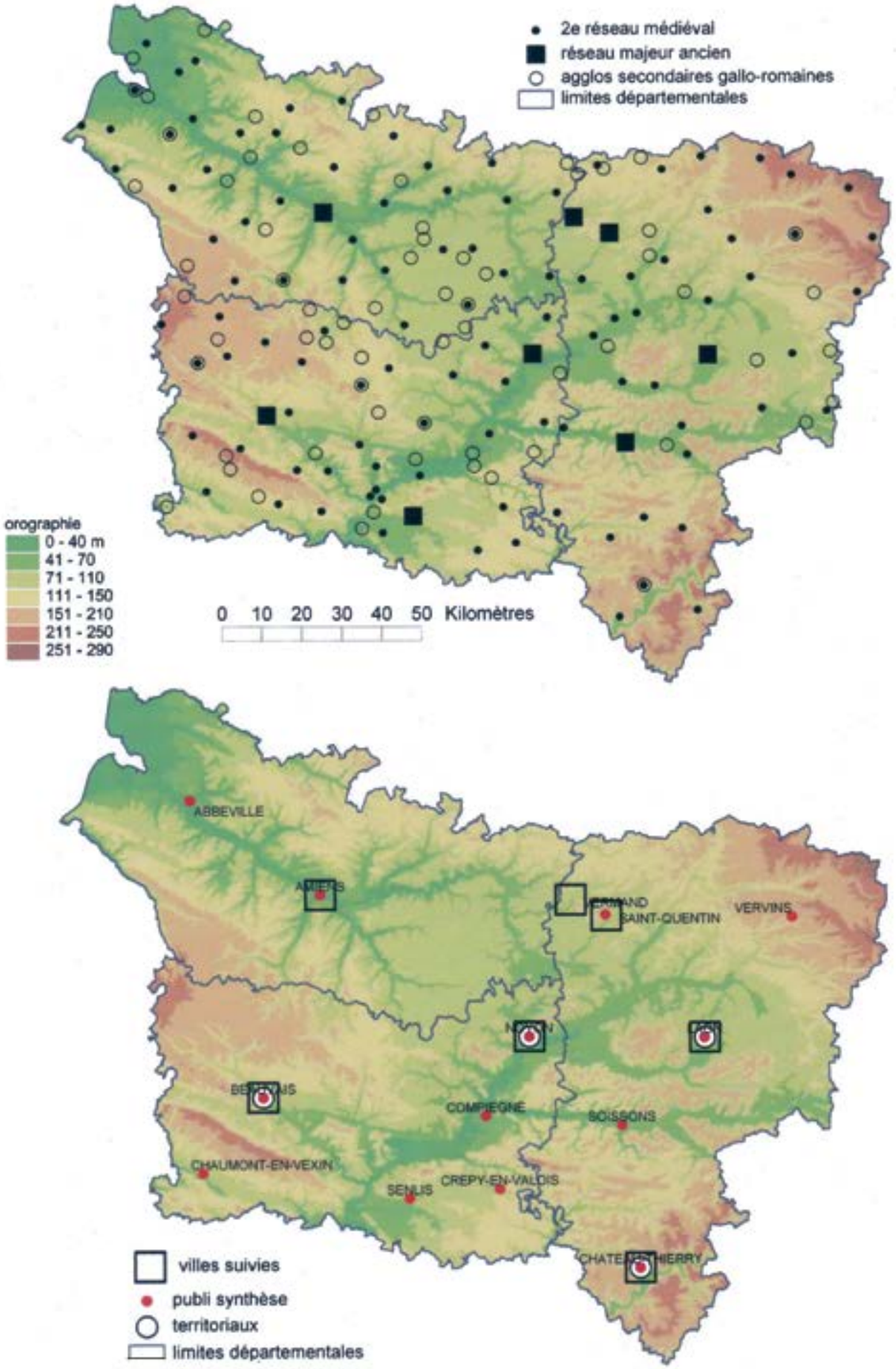


Fig. 9 - Comparaison de la carte des sites urbains potentiels (en haut, *cf.* fig. 2) et de la carte des villes ayant fait l'objet d'une publication de synthèse, disposant d'un service archéologique agréé et/ou suivis de façon continue.

communes), incluant la création d'un dépôt de fouille et la reprise des études sur le site.

L'INRAP

Du côté de l'INRAP, le nombre de responsables d'opération présentant un profil « d'urbanisant » est de l'ordre, pour la Picardie, de 2 à 3 permanents (CDI), plus, dans certains cas, une personne en CDD (les ressources dans le Nord/Pas-de-Calais voisin sont de 1 à 3 permanents). Cette faiblesse d'effectifs est aggravée du fait de la pénurie actuelle, dans notre Région, de responsables de secteur spécifiquement entraînés à la fouille urbaine.

Le SRA

Les personnels du SRA se situent dans une autre catégorie : ils n'interviennent pas (en principe) sur le terrain ; alors que, paradoxalement, une forte proportion des agents du Service (4 « scientifiques » sur 9) a une expérience personnelle de directions de fouilles urbaines et sont donc des « urbanisants » de terrain virtuels, ce potentiel est ainsi « gelé » en ce qui concerne l'exécution d'opérations d'archéologie préventive. La répartition actuelle du travail au sein du Service amène néanmoins deux de ses agents à inclure une réelle thématique urbaine dans leur activité quotidienne, c'est-à-dire à assurer un suivi scientifique continu (incluant réalisation et tenue à jour de la carte archéologique propre au site urbain, études, publications…) sur deux à trois sites de villes : principalement Amiens (suivi spécifiquement par l'un de ces deux agents) et, par ailleurs, l'ensemble Saint-Quentin – Vermand (suivi par l'autre).

Et d'autres…

Mentionnons, pour mémoire (car ne relevant pas strictement de l'archéologie préventive), l'activité régionale du CNRS (programme de recherche sur Ribemont-sur-Ancre, déjà cité) et de l'Université (programme de recherche sur le château de Boves, incluant parfois des observations ponctuelles d'archéologie préventive sur le site urbain) ; ainsi que les observations et travaux menés par des groupes bénévoles, de moins en moins nombreux (2) comme encore à Bohain (Aisne) ou dans le cadre du programme de recherche sur le château de Coucy (Aisne).

(2) - L'un des effets du choix législatif actuel d'une archéologie préventive de nature commerciale est d'exclure, de fait, la possibilité pour les bénévoles de s'inscrire comme acteurs dans des opérations de terrain.

LE BILAN ACTUEL :
VILLES D'ARCHÉOLOGIE URBAINE, VILLES D'OPPORTUNISME ARCHÉOLOGIQUE

Ces limites de disponibilité des moyens, en particulier humains, amènent pratiquement une gestion différentielle des sites urbains.

En effet, sur certaines villes, un suivi scientifique permanent permet d'entretenir un état synthétique des connaissances (publié ou non). Le résultat de chaque opération peut alors être mis en relation avec l'ensemble des données précédentes acquises et, ainsi, modifier ou faire évoluer cet état général des connaissances. Cela permet de définir des objectifs précis et des choix d'intervention préalablement à chaque nouvelle opération. De même, ce suivi donne du sens aux opérations de faible importance en volume et aux observations limitées (surveillance de travaux de réseau…), car leurs résultats peuvent être mis en regard des données préalablement connues et, éventuellement, apporter des réponses à des questions que ce contexte de connaissance préalable aura permis de formuler précisément (vérification de la présence d'une voirie ou d'une structure supposée, par exemple).

Ailleurs, pour le reste des sites urbains qui ne bénéficie pas d'un suivi scientifique permanent et où l'on ne dispose pas de cet état synthétique et à jour des connaissances, des opérations archéologiques sont lancées de façon ponctuelle, lorsque surviennent des aménagements à très fort impact, au motif global d'une menace majeure de destruction de gisement urbain, et non en fonction d'un questionnement précis. Il s'agit, en fait, encore d'archéologie de « sauvetage », avec, comme souci premier, de parer, quand c'est possible, au plus pressé des destructions.

Cette dichotomie entre villes « d'archéologie urbaine » (premier cas) et villes « d'opportunisme archéologique » (second cas), qui recoupe la distinction canonique entre « archéologie de la ville » et « archéologie dans la ville », correspond à une réalité sensible par le prescripteur et le responsable d'opération. En effet on peut prendre, pour distinguer les villes dans le premier cas, un double critère :

- l'existence d'une documentation tenue à jour sur la ville, incluant en particulier l'information cruciale qu'est la cartographie historique (superposition ou géoréférencement d'anciens plans et cadastres par rapport au cadastre actuel), précise au niveau de la parcelle, de sorte qu'il soit possible de juger de l'opportunité ou non de lancer un diagnostic sur cette parcelle, et de définir la problématique et les objectifs de ce diagnostic.

• L'existence active d'au moins un responsable d'opération urbanisant, intervenant régulièrement sur le site urbain concerné, connaissant celui-ci et assurant ainsi une continuité de l'action de terrain et des résultats d'opération.

Actuellement, en Picardie, Amiens, Beauvais, Laon, Noyon, Château-Thierry et, dans une moindre mesure, Saint Quentin et Vermand répondent à ces critères de « villes d'archéologie urbaine » (*cf.* fig. 9, « villes suivies », entourées d'un cadre carré). Il s'agit, en fait, des villes ou au moins une personne peut investir le temps nécessaire à un suivi scientifique permanent du site, incluant la recension des documents de topographie historique et la tenue à jour de sa carte archéologique détaillée ; c'est-à-dire les villes bénéficiant soit d'un service archéologique actif (assurant aussi les fouilles, ainsi placées dans un cadre de continuité scientifique), soit de l'investissement spécifique d'un agent du Service (Amiens, Saint-Quentin/Vermand) polarisant, dans ce dernier cas, les moyens humains de l'INRAP, avec, là aussi, pour effet incontestablement bénéfique une certaine continuité scientifique de l'action des personnels de l'INRAP sur le site (particulièrement dans le cas d'Amiens).

Il faut signaler le cas de villes qui ont fait partie de cette catégorie « des villes d'archéologie urbaine » et qui ont glissé ou sont en train de glisser dans la catégorie des villes « d'opportunisme archéologique », le suivi et la continuité des équipes de fouille dont elles bénéficiaient s'étant interrompus ou réduits : ainsi Soissons (par suite des modifications statutaires évoquées plus haut, le conservateur des musées, ancien archéologue municipal, maintenant toutefois une activité de gestion patrimoniale et archéologique, mais nécessairement réduite du fait de ses obligations professionnelles plus larges) et Compiègne (du fait du départ d'une responsable d'opération AFAN qui, résidente à Compiègne et y enchaînant les opérations, jouait ce rôle de « vigie », de ressource documentaire active sur le site urbain, et de continuité scientifique des opérations de terrain). Dans les deux cas toutefois, l'action menée sur la ville et la documentation accumulée ont pu se concrétiser par un *DPAVF* (lequel prend du coup un caractère quelque peu testamentaire…).

LES ACQUIS SCIENTIFIQUES DES DERNIÈRES ANNÉES

Cette partie aurait pu, à l'instar d'autres bilans, être largement développée, en une véritable synthèse scientifique approfondie des résultats actuels de l'archéologie urbaine picarde. Comme indiqué en introduction, nous ne nous sommes pas lancés dans un tel travail ; pour ne pas s'en tenir à un survol artificiel et peu utile, celui-ci aurait nécessité l'analyse de l'ensemble des publications récentes, ainsi que celles des rapports d'opération des dix ou quinze dernières années. Il nous est apparu que ce travail, de l'ordre d'une ou plusieurs thèses universitaires, devait être considéré comme une perspective de recherche et non comme un préalable au présent bilan.

Nous rappellerons néanmoins, ici, quelques points signifiants de l'avancement récent de la recherche archéologique urbaine en Picardie :

• Concernant un point fort traditionnel de l'archéologie picarde, les villes gallo-romaines, il faut mentionner les travaux du récent PCR déjà cité sur les villes de la Gaule du Nord, conclus par un colloque à Lille (2002) et par une exposition (2004) dont le catalogue (*La marque de Rome - Samarobriva et les villes du Nord de la Gaule*), apporte de nouveaux éléments de synthèse ; ces travaux marquent la vigueur et la continuité d'un axe de recherche collectif, initié, il y a plus de vingt ans, par des publications de référence dans la *Revue archéologique de Picardie* (*Amiens romain* en 1983 et les *Actes du colloque de Saint-Riquier sur les villes de la Gaule Belgique au Haut-Empire* en 1984).

• D'un point de vue chronologique, l'archéologie urbaine picarde, ainsi traditionnellement marquée par une orientation préférentielle sur la période romaine, s'est élargie, ces dix ou quinze dernières années, en une vision plus diachronique du phénomène urbain ; ce dont témoignent, en particulier, les notices des *Bulletins scientifiques* régionaux et ceux de la publication de 1999 déjà citée (*Archéologie des villes - Démarches et exemples en Picardie*).

• D'un point de vue thématique, un premier survol des données produites récemment, à travers les notices de *BRS* notamment, montre un élargissement du cadre et des problématiques des opérations et études d'archéologie urbaine dans notre Région ; de nouvelles données sont ainsi disponibles sur les relations ville – campagne, liées à l'approvisionnement du marché urbain, les marges urbaines et l'environnement immédiat des centres urbains ; ainsi, les travaux récents sur les *villae* périurbaines autour du site gallo-romain de Beauvais, la maladrerie médiévale de la même cité, les travaux sur les carrières et l'approvisionnement en pierres de Château-Thierry, Laon et Noyon… Dans la même problématique générale rentre l'étude des limites urbaines : enceintes, portes, et leur évolution ; étude nourrie de travaux récents notamment sur Amiens (citadelle).

• Du point de vue de la gestion de l'archéologie préventive, il faut surtout revenir sur l'effet bénéfique du suivi constant de certaines villes ; le nombre de ces villes qualifiées ci-dessus de ville « d'archéologie urbaine » est certes réduit, mais il témoigne, particulièrement dans le cas d'Amiens, du passage de l'archéologie de sauvetage à un véritable questionnement guidant les interventions,

en fonction de leur apport à la connaissance de l'espace urbain ; l'ensemble des données acquises permettant (au moins pour la période romaine) d'approcher une véritable modélisation archéologique de l'espace urbain.

LES DIFFICULTÉS ACTUELLES

Mettre l'accent sur une recension des difficultés qui affectent la pratique de l'archéologie urbaine plutôt que sur ses acquis, peut paraître la marque d'esprits pessimistes et négatifs. Néanmoins, ces difficultés existent, à différentes étapes du processus archéologique et les acteurs de l'archéologie urbaine picarde s'y heurtent quotidiennement. Un bilan est, par excellence, l'occasion d'en parler : tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes archéologiques ; faire semblant que « si », ne peut que nourrir la menace d'une régression qualitative et quantitative. Bien que ces difficultés actuelles soient complexes, en partie structurelles (elles ne se limitent pas, par exemple, au seul problème des effectifs), il nous a donc paru indispensable d'en tenter au moins une première recension.

L'INSUFFISANCE DE L'INFORMATION : UN POTENTIEL ARCHÉOLOGIQUE ENCORE MÉCONNU

L'archéologie urbaine se distingue, en particulier, par un corpus des sites globalement connu, *a priori* ; à la réserve près des agglomérations secondaires gallo-romaines disparues, pas toutes identifiées, la localisation des sites est connue et il est possible, facilement, d'arriver à une estimation chiffrée de ce corpus. Cependant, vu la nature spécifique des sites urbains, c'est d'abord en termes de potentiel intra-site que se pose le problème des connaissances préalables nécessaires aux choix de prescriptions et d'opérations.

Ainsi, lancer en ville des diagnostics sous forme d'ouvertures du terrain, à l'aveuglette, c'est-à-dire sans connaissance préalable du contexte de topographie historique incluant les transformations et destructions récentes, risque d'être très inefficace. La connaissance de ce contexte de topographie historique, recourant notamment à l'étude des principaux plans et cadastres anciens, demeure indispensable :

• pour évaluer l'opportunité d'une intervention archéologique (inutile en sous-sol totalement détruit par des aménagements récents) ; en ce sens, cette connaissance du contexte de topographie historique et de conservation du potentiel est liée à l'élaboration de zonages archéologiques pertinents pour les sites urbains.

• Le cas échéant, pour ajuster et implanter au mieux le diagnostic et en interpréter les résultats.

Or, actuellement, nous ne disposons de cette information de topographie historique, sous une forme traitée de façon à être aisément accessible et utilisable par les prescripteurs et responsables d'opération, que sur un très faible nombre de sites urbains picards : les villes réellement suivies (villes d'archéologie urbaine) plus celles sur lesquelles des synthèses ou *DPAVF* ont été publiées. Par ailleurs, si les diagnostics urbains doivent normalement comporter cette part de travail documentaire de topographie historique dont le caractère indispensable a été rappelé, notamment lors des interventions et discussions au cours de la récente table-ronde sur les diagnostics en milieu urbain (tenue au CNAU en 2004), l'expérience montre qu'en l'état actuel des choses, il est très difficile de mener efficacement ce travail documentaire préalable dans le seul cadre ponctuel de chaque diagnostic, en l'absence d'une documentation déjà traitée sur la ville concernée.

Signalons, aussi, pour la définition des objectifs et des choix d'opérations préventives et concernant principalement la période médiévale, le manque de synthèses au niveau régional détaillant les acquis et les lacunes suivant des thématiques « horizontales » (par exemple, organisation de l'habitat, artisanat, remparts et enceintes, etc.)

LA CONTRAINTE QUANTITATIVE : DES MOYENS - SURTOUT HUMAINS - LIMITÉS

Le « potentiel humain » actuel d'intervenants en archéologie urbaine, décrit plus haut, est limité. La majeure partie, constituée par les archéologues territoriaux, est fixée sur les villes concernées. Les moyens humains de l'INRAP, aptes à intervenir en archéologie urbaine, sont concentrés principalement sur Amiens, ainsi que sur Saint-Quentin, et ne peuvent, par conséquent, assurer les interventions dans les autres villes que dans des limites de disponibilités étroites.

Il existe, ainsi, actuellement, un véritable goulot d'étranglement, dû à la faiblesse des effectifs des personnels INRAP à même d'effectuer des interventions urbaines complexes – notamment en milieu urbain médiéval – face au nombre d'opérations et, en particulier, de diagnostics qui seraient à assurer, non seulement en milieu strictement urbain, mais aussi pour les interventions en site stratifié dense pour lesquels les mêmes types de compétence sont requis.

LE PROBLÈME DE LA PLURIDISCIPLINARITÉ ET DE L'INTÉGRATION DES ÉTUDES SPÉCIALISÉES

Le problème de l'intégration d'une véritable approche pluridisciplinaire en archéologie urbaine n'est pas exclusivement picard : « …si l'on admet l'historicité de l'archéologie, et si l'on considère

l'espace urbain comme construit social, dont l'organisation révèle l'organisation des sociétés, l'objet d'étude ouvre nécessairement le champ à des recherches pluridisciplinaires. Aujourd'hui… l'on en reste à la production, au coup par coup, de documents plus au moins précis se résumant à des séries de plans partiels phasés, sans en avoir extrait le signifiant. Nous sommes loin d'embrasser le sujet dans sa globalité, de pouvoir en apprécier la complexité, la diversité et la variabilité, et de produire des synthèses. » (Galinié 1999).

Cependant, concernant d'abord l'archéologie environnementale, nous aurions pu inscrire dans les acquis un certain nombre de travaux récents, en particulier en archéozoologie, où l'on dispose sur Amiens par exemple, ainsi que sur Compiègne, d'une série d'ensembles de référence. L'archéozoologie (avec la malacologie et la parasitologie) est, en effet, une source d'information de premier choix pour la connaissance du milieu urbain, comme marqueur économique et de topographie sociale, et comme témoin dans les questions de pollution et de problèmes sanitaires. Il en est de même des études de carpologie, qui ont bénéficié, comme celles d'archéozoologie, de l'existence d'un laboratoire et de chercheurs à Compiègne. D'autres domaines sont encore peu explorés, ainsi la géoarchéologie : l'étude des phénomènes d'accrétion anthropique du point de vue des interactions entre l'homme et le milieu, à peine effleurée concernant la question spécifique des « terres noires » du haut Moyen Âge, pourrait non pas remplacer, mais renouveler et compléter la lecture « classique » des stratifications urbaines. Au total, nous restons dans une situation très sous-développée par rapport au potentiel du gisement urbain, en particulier par manque de stratégie d'ensemble sur la mise en œuvre de ces études. Plus encore que les interventions urbaines elles-mêmes, les études d'archéologie environnementale sont à la merci de démarches opportunistes, ponctuelles, strictement liées aux moyens disponibles localement ; il n'y a guère que dans la plus active et la plus suivie des villes « d'archéologie urbaine » – Amiens – que peut actuellement s'esquisser une continuité d'étude.

Le même constat pourrait être opéré concernant les études spécialisées dans le domaine de la culture matérielle. Nous évoquerons, ici, la seule céramologie, dont les liens avec l'archéologie urbaine sont très importants : par l'abondance du matériel et la succession chronologique rapide des occupations, le milieu urbain fournit au céramologue des séries d'ensembles essentiels à la chronotypologie ; par ailleurs, la ville est un marché, un lieu de consommation et un lieu de production spécifique, dont la céramique est un marqueur. Si l'on dispose d'une base de connaissance nourrie depuis plus d'un quart de siècle concernant la céramologie gallo-romaine, pour beaucoup là encore construite autour des données amiénoises, plus généralement la connaissance et l'étude des ensembles céramiques urbains picards (notamment médiévaux et modernes) en est à ses débuts et reste, elle aussi, très ponctuelle. Il faut constater ici que la « démographie » globalement négative des céramologues picards – des départs récents n'ont pas été compensés, et peu d'étudiants se lancent ou persistent dans cette voie – risque de poser un problème de plus en plus aigu.

Autre point à signaler : celui, concernant, en particulier la ville médiévale et moderne, des études historiques et des recherches d'archives. Il existe, en ce domaine, trop peu de coordination ou de communication entre fouilles préventives et travaux universitaires ; cette coordination et cette communication, susceptibles de nourrir des synthèses interdisciplinaires, ne s'effectuent que dans des villes « d'archéologie urbaine » où les archéologues qui en assurent le suivi investissent le temps nécessaire à la mise à jour de leur documentation historique.

LA PRESSION ÉCONOMIQUE SUR LA QUALITÉ ET LE CONTENU DES OPÉRATIONS : LA SPIRALE DU TOUJOURS MOINS ?

Il faut signaler une menace, qui n'est pas spécifique à l'archéologie urbaine, mais que les caractéristiques de celle-ci rendent particulièrement sensible. En effet, les opérations urbaines sont souvent coûteuses car elles portent sur des milieux archéologiques très denses et sont exigeantes en compétence, en temps de fouille et d'étude, en gestion technique et matérielle. La pression économique de recherche du moindre coût qui s'exerce sur les opérateurs, et que la concurrence commerciale va intensifier, risque donc de peser lourdement sur ce type d'opérations. Les dangers en sont clairs : dans une économie concurrentielle de marché, l'exigence qualitative qui équilibre cette recherche du moindre coût vient, en principe, du client lui-même (lorsque l'on acquiert un produit, par exemple une voiture, on veut, certes, qu'elle soit la moins chère possible, mais aussi qu'elle marche bien ; et l'entreprise productrice doit en tenir compte, pour garder ses clients ou en conquérir de nouveaux) ; mais tel n'est pas le cas dans le contexte particulier des fouilles d'archéologie préventive : le client – l'aménageur, maître d'ouvrage des fouilles – ne souhaite pas spécialement acquérir le « produit » que constituent les résultats de la fouille et n'a pas d'exigence qualitative à cet égard ; ce qu'il souhaite, c'est la libre disposition de son terrain. Son intérêt vital et, par conséquent celui de l'opérateur, est donc le moindre coût dans cet unique objectif. Si heureusement la recherche d'une image positive, ou une politique de valorisation patrimoniale, peuvent, dans certains cas, venir pondérer l'intérêt de l'aménageur, il n'en reste pas moins vrai que cette pression économique largement déséquilibrée porte le risque d'une « spirale du toujours moins », d'un processus de régression du fond et de la qualité des interventions aboutissant à une stricte « archéologie de purge ». Face à cette menace, les contre-pouvoirs que constituent le contrôle et l'évaluation exercés par les services de l'État et les CIRA sont essentiels, théoriquement étendus, mais pratiquement limités par manque de moyens et, aussi, par manque de réflexion de l'ensemble de la profession sur une véritable politique d'évaluation et de défense de la qualité des opérations.

LE PROBLÈME DES CHOIX : POLITIQUE SCIENTIFIQUE OU CONTRAINTES IMPOSÉES ?

Le dernier – mais loin d'être le moindre – point de difficulté a trait à la notion même de choix, abondamment présente dans les discours sur l'archéologie préventive et sous-jacente aux présents bilans. Il faut, d'abord, souligner ce qui est une évidence pour tout praticien de l'archéologie préventive, mais qu'il est peut-être bon de répéter : la sélection des interventions archéologiques est déjà la réalité actuelle, pas une perspective à envisager. Cette pratique sélective « d'autorégulation » est, de fait, opérée, mais pas toujours clairement assumée, au niveau des prescriptions émises par les SRA. Dans le cas de la Picardie et de l'archéologie urbaine, on a vu la résultante de cette pratique : le traitement différentiel entre les villes « d'archéologie urbaine » et les villes « d'opportunisme archéologique ».

Des « choix » figés, imposés par des contraintes

La discussion ne porte donc pas (du moins si l'on veut éviter l'hypocrisie) sur le passage idéal d'une situation théorique de « non-choix » à des choix à venir qui seraient raisonnés et scientifiques ; elle doit porter sur les choix de fait opérés actuellement, leur pertinence, leur caractère réellement scientifique et la possibilité concrète de les faire évoluer afin d'améliorer cette pertinence et cette scientificité.

Or, les opérations urbaines coûtent cher, en temps et en moyens, nous le soulignons de nouveau. Le retour à un financement « au coup par coup » (intégralement supporté par l'aménageur) des fouilles proprement dites (3) après le court épisode d'une tentative de financement mutualisé (loi de 2001), l'insuffisance des dispositifs de compensation (FNAP), ont pour effet pratique de restreindre les possibilités de fouille aux zones urbaines et aux aménageurs « riches » (là où il est possible de dégager la marge suffisante pour payer les fouilles : par exemple, les lieux où le prix de vente au mètre carré du logement neuf est le plus cher). La Picardie et son réseau urbain, majoritairement de faible santé économique, subissent fortement cette contrainte économique. Ainsi, la carte des villes archéologiquement suivies et actives ne reflète pas le choix scientifique d'un échantillon représentatif du réseau urbain et de ses différentes composantes historiques ; elle est limitée à la carte des sites urbains où la situation économique actuelle permet de financer des fouilles, à quoi s'ajoutent des lieux où il existe actuellement une volonté politique locale de consacrer des efforts au patrimoine. Au niveau de la géographie des opérations urbaines, la latitude de choix réellement scientifique, et la possibilité de faire évoluer ces choix (rééquilibrer, par exemple, la représentativité de l'échantillon des villes suivies en concentrant les efforts sur telle ville des second et troisième réseaux, quitte à réduire les interventions ailleurs), sont donc, en fait, très faibles car contraintes par ces limites économiques et politiques.

À l'intérieur de ces limites économiques de possibilité d'intervention, les restrictions actuelles en moyens humains réduisent encore, comme nous l'avons dit, le volume d'activité possible ; elles contribuent à figer la carte des « villes d'archéologie urbaine » où se concentrent ces moyens. En effet, l'échantillon formé par ces villes ne résulte pas d'un choix scientifique, raisonné et préalable, mais bien plus des hasards de l'histoire de la recherche ; plus précisément, il résulte de la présence et de l'engagement de quelques chercheurs sur tel ou tel site urbain, lorsque cet engagement a pu trouver une pérennisation institutionnelle (par la création de postes territoriaux, ou dans le cadre des choix de service au sein du SRA). La carte des « villes d'archéologie urbaine » est donc d'abord celle d'un enracinement archéologique local, humain et institutionnel ; il est actuellement et pratiquement irréaliste de penser que cet enracinement puisse être modifié en restant dans le même volume de moyens. Cette carte des « villes d'archéologie urbaine » ne peut évoluer que de deux façons : par diminution du nombre de sites concernés lorsque dans l'un d'entre eux, cet ancrage archéologique local disparaît ou s'amenuise ; ou par augmentation, lorsque les conditions de cet ancrage local apparaissent dans un site jusque-là non suivi, par la création d'un service archéologique, par exemple. En Picardie, comme nous l'avons vu plus haut, nous sommes plutôt sur la première tendance que sur la seconde.

(3) - Et non des diagnostics, dont le régime d'exemption et ses effets sur l'archéologie urbaine constituent un autre problème évoqué plus haut.

RAP - n° 3/4, 2005, Bruno Desachy, Dominique Gemehl & Benoît Clavel *L'archéologie urbaine en Picardie*

Le choix de solutions non destructives alternatives à la fouille : politique de conservation ou alibi économique ?

La gestion du potentiel d'information représenté par les gisements archéologiques urbains doit intégrer, comme en d'autres domaines de l'archéologie, des préoccupations de conservation à long terme. L'érosion de ce gisement non renouvelable est rapide, et le cri d'alarme face à cette disparition, qu'ont lancé dans les années 1970 et 1980 les promoteurs de l'archéologie urbaine en France, reste d'actualité. Aussi, la mise en place de solutions d'aménagement réellement non destructives, en alternative à la fouille, ressortant d'une politique raisonnée de constitution de réserve archéologique, constitue un enjeu important.

Mais, actuellement, sur les sites urbains picards, ces solutions prescrites sous la forme de modifications de consistance de projet (fréquemment, la suppression des sous-sols et fondations sur pieux chemisés avec distances entre pieux les plus larges possibles) ne sont pas, comme elles devraient l'être, l'application de choix raisonnés de conservation et de gestion à long terme du gisement archéologique urbain ; elles sont beaucoup plus un pis-aller, utilisé lorsque les moyens limités de l'aménageur ne lui permettent pas de payer les fouilles, ou que l'indisponibilité du personnel de terrain compétent pour ce type d'intervention ne permet pas d'envisager l'opération dans des délais acceptables.

On pourrait penser que même en tant que telles, elles constituent une alternative satisfaisante ; mais ce n'est pas le cas. En effet l'expérience a montré en Picardie que pour s'assurer que ces fondations soient réellement non destructives, ou à impact tolérable, une phase de concertation technique détaillée avec le maître d'œuvre, l'inscription dans les cahiers de clauses techniques destinées aux entreprises des prescriptions de limite d'impact et, surtout, un contrôle strict et permanent sur le terrain (par exemple, par une mission de géomètre expert, chargé de relever quotidiennement les profondeurs d'impact durant toute la durée des terrassements) sont impérativement nécessaires. Il s'agit donc d'une alternative qui peut être efficace, mais qui est très coûteuse en temps, donc en moyens humains au sein du SRA (le temps à y consacrer étant nettement supérieur à celui ordinairement nécessaire à la prescription et au suivi de l'opération de fouille correspondante), et qui pose le problème du financement de ce contrôle technique (non prévu par la réglementation archéologique).

Soulignons, enfin, qu'il ne s'agit pas de solutions strictement non destructives : le cas des pieux de fondations introduit plutôt une notion de destruction « tolérable » (sur le critère de la faible proportion de volume de terrain détruite). De telles mesures contribuent sans doute à freiner l'érosion du gisement urbain à court terme. Mais, à long terme, la destruction cumulée résultant du réemploi du même procédé sur plusieurs générations d'aménagements menace réellement ce gisement. Nous sommes d'ores et déjà confrontés à ce cas à Amiens, puisque la première génération de pieux de fondation correspond aux reconstructions de l'après-guerre, que l'on commence, depuis plusieurs années, à remplacer par de nouvelles réalisations.

En tout état de cause, employées comme elles le sont fréquemment aujourd'hui, seulement pour éviter des fouilles trop chères, et sans disposer des moyens réels de contrôler leur application, ces solutions « non destructives » risquent d'être peu efficaces.

Choix ou sauvegarde ? L'ambiguïté du discours et la contradiction réglementaire

Sur le fond même de la notion de choix, demeure une ambiguïté importante. Le discours tenu vis-à-vis du public comme des aménageurs se veut un discours de sauvegarde patrimoniale qui repose sur « l'inviolabilité » des vestiges et traces archéologiques, et l'impossibilité de les détruire sans les fouiller. C'est ainsi qu'ont pu être financées les premières fouilles préventives importantes. Et c'est encore officiellement le cas : la définition du patrimoine archéologique, au titre I^er^ du livre V du code du patrimoine, est très large : « …tous les vestiges et autres traces de l'existence de l'humanité… » ; et la destruction d'éléments de celui-ci relève de l'article 322 du code pénal.

De ce point de vue, le discours actuel sur les choix à opérer est strictement interne à la profession : officiellement, et légalement, nulle hiérarchisation des vestiges archéologiques n'est prévue. La fouille est, certes, destructive et sélective en soi, et il est possible d'admettre que notre pratique consistant, dans le cadre d'une opération d'archéologie préventive, à se concentrer sur certains points au détriment d'autres (c'est-à-dire à admettre une part de destruction d'information qu'une fouille moins rapide eût évité) sous pression économique, relève de la conciliation, prévue par la loi, des exigences respectives de la recherche et du développement économique et social. Au-delà, l'abandon pur et simple d'opérations en raison de contraintes de moyens ou de disponibilité (diagnostics non réalisés par exemple), qui constitue déjà la pratique, apparaît plus nettement en contradiction avec ce principe « d'égalité de traitement » des vestiges qui émane de la loi et du discours de sauvegarde patrimoniale. De telles inégalités de traitement – par exemple

celle induite par la distinction ville d'archéologie urbaine/ville d'opportunisme archéologique, avec un niveau d'intervention très différent suivant le cas – peuvent poser problème aux aménageurs.

Il est donc, à notre sens, nécessaire de sortir du non-dit ou du non-écrit concernant notre rôle de destructeurs conscients et volontaires, au service de l'aménagement actuel ; non pas seulement sous la forme d'un débat interne à la profession, sur la notion de « choix » ou sur celle plus pressante de « régulation » – termes qui restent des euphémismes – mais en ouvrant un débat public, au-delà de la profession, sur cette part de destruction que nous pratiquons mais que nous assumons peu. Quelles doivent en être les limites, les modalités de choix (avec quelle articulation entre les priorités de recherche, et les souhaits de sauvegarde patrimoniale), les procédures et les organes de décision ? En d'autres termes, comment clarifier la hiérarchisation du traitement des vestiges et traces qui est la réalité actuelle de l'archéologie préventive et qui résulte de ce compromis inscrit dans la loi entre les intérêts archéologiques et économiques ? Il s'agit d'un débat qui, répétons-le, doit avoir une dimension publique, *in fine* législative et réglementaire.

En effet, rester dans l'ambiguïté revient à accroître le risque d'une augmentation incontrôlée de cette part de destruction, officiellement non dite et, dès lors, pratiquement soumise à la seule pression dominante économique et politique, jusqu'à une archéologie préventive réduite à une « purge » juridique des contraintes pesant sur un terrain. Notons, par exemple, que la vérité banale exposée plus haut – une opération d'archéologie préventive inclut une part de destruction choisie, sous la pression dominante économique, supérieure à la part de destruction qu'aurait entraîné une fouille sans contrainte économique et différente, donc, en cela, d'une fouille programmée – vérité qui nous paraît évidente et que nous avons tous intégrée, est largement tue dans notre discours vis-à-vis de l'extérieur ; le retour négatif en est déjà que, du point de vue des aménageurs et des élus, il est fréquent de considérer que le déroulement d'une fouille échappe à toute contrainte et que les archéologues ne veulent pas ou ne savent pas choisir.

PERSPECTIVES ET PROPOSITIONS

Cette dernière partie de proposition tente d'esquisser des réponses aux problèmes ci-dessus évoqués ; elle présente des propositions concrètes, « réalistes » dans le sens où elles se situent à court terme et peuvent être mises en œuvre au niveau régional ; mais aussi des remarques portant sur des évolutions à plus long terme, au niveau de l'évolution réglementaire et législative. On retrouvera, par ailleurs, des propositions émises lors du précédent bilan de 1997, ce qui signifie que ces objectifs restent d'actualité…

PRÉCISER LE POTENTIEL ARCHÉOLOGIQUE URBAIN PICARD

À l'échelle de chaque site urbain

La réponse au problème de la méconnaissance du potentiel urbain consisterait en la réalisation de documents de synthèse cartographique, consacrés chacun à un site urbain. Cette réponse n'est pas nouvelle ; c'est en effet au principe des *DPAVF* promu par le CNAU, ou plutôt de sa forme plus légère « d'esquisse urbaine », que ces synthèses pourraient se référer. Elles comprendraient donc une recension des éléments signifiants de topographie historique, en fonction de la grille d'analyse urbaine du CNAU, de façon à retracer l'évolution topographique connue du site ; ainsi que l'évaluation du potentiel subsistant en fonction de l'estimation des destructions récentes (la quantification de ces destructions pouvant, par ailleurs, contribuer à argumenter et mettre en place une vraie politique de conservation des gisements urbains) ; le tout aboutissant – point inclus dans le « cahier des charges » de départ des *DPAVF*, mais peu souvent mis en pratique – à la définition de zones ou points clés prioritaires. La particularité de ces synthèses urbaines picardes pourrait tenir en plusieurs points :

- réalisation en liaison avec l'établissement des zonages archéologiques urbains ;
- respect strict d'une structure, d'une normalisation et d'un contenu minimum (même si l'auteur va ensuite au-delà) ;
- dans le cadre de cette normalisation et de ce contenu minimum, utilisation d'outils de SIG (ceux de la cellule carte archéologique du SRA) pour la mise en forme et l'exploitation des données (géoréférencement des cadastres ancien et actuel, saisie des indications de topographie historique dans une base de données attributaires permettant la réalisation dynamique de plans). Il serait possible de s'appuyer, là encore, sur les réflexions en cours du CNAU sur l'informatisation des *DPAVF* ;
- ces synthèses devraient aussi inclure des points synthétiques sur l'état des études spécialisées (de paléo-environnement notamment) pour le site urbain concerné, afin d'orienter ensuite une réflexion sur la coordination d'ensemble de ces études. De même, un point sur l'état de la documentation archéologique non publiée permettrait de définir, à l'échelle régionale, un corpus d'anciennes fouilles et d'ensembles mobiliers « sauvables » et riches d'informations potentielles, sur lesquels orienter des moyens d'étude et de publication.

L'objectif pratique de ces synthèses étant, notamment, d'apporter la documentation nécessaire à un choix pertinent de prescription de diagnostics urbains.

Un autre objectif serait celui du repérage et de la définition des zones d'importance archéologique extrême, relevant d'une protection par conservation du gisement et non de fouilles préventives. Il s'agirait de fournir les éléments pour engager une procédure de classement (moyen de conservation prévu par l'actuelle loi) du volume archéologique concerné, et pour argumenter le type de protection proposé (ne portant pas sur l'aspect ou la visibilité d'éventuels aménagements, mais sur les limites d'impact destructif des travaux) ; ou au moins pour définir des zones où engager des reconnaissances complémentaires – sans attendre de projets d'aménagement – plus détaillées pour confirmer ou non l'importance de ces zones.

Dans cette même perspective de meilleure connaissance du potentiel, et compte tenu des remarques formulées plus haut, il serait utile de mieux recueillir les observations de surveillance de travaux, et autres informations relevant de « l'infra-archéologie » en deçà de la fouille ou du seuil des opérations autorisées ; ces informations contribueraient, en effet, à nourrir les synthèses urbaines du type exposé ci-dessus. On peut, pour cela, les inclure dans les *BSR* (sous une catégorie spéciale, par exemple « observation limitée ») ; et, peut-être, favoriser leur remontée en remettant en vigueur l'ancienne notion de « correspondant des Antiquités » – à transformer en « correspondant du Patrimoine ? » (4).

À l'échelle du réseau urbain

Nous avons évoqué le manque de synthèses thématiques interurbaines ; si des travaux importants commencent à éclairer l'organisation de la maison et de l'habitat urbain gallo-romains, il manque, en Picardie, une synthèse des données archéologiques sur ce thème concernant la ville médiévale et moderne ; synthèse qui serait à comparer avec les données de régions voisines). De tels travaux, faisant le point des acquis et des lacunes dans le détail – objectif que ne pouvait atteindre ce bilan – seraient utiles pour orienter les choix en archéologie préventive, et il paraît donc judicieux d'encourager des travaux universitaires en ce sens.

Par ailleurs, dans une perspective de recherche à moyen terme, le réseau urbain picard pourrait faire l'objet d'une analyse en fonction de critères variés (analyse dont on a évoqué plus haut à propos la nécessité à propos du réseau urbain médiéval), afin d'en examiner la structure et de mieux cerner des profils ou des classes de sites urbains ; cette recherche de typologie urbaine serait aussi utile afin (dans la mesure où des choix scientifiques deviendraient réellement possibles) d'équilibrer, par exemple, l'échantillonnage des villes suivies pour que chaque classe urbaine soit représentée.

Dans cette double perspective de recherche et d'application aux choix d'archéologie préventive, plusieurs voies sont envisageables :

- un traitement de données appuyé sur des méthodes statistiques de type analyse factorielle (permettant l'examen des corrélations entre un certain nombre de critères), et sur l'examen (à l'aide d'outils de SIG) de la répartition spatiale des types urbains ainsi obtenus ; les critères peuvent être de nature archéologique (par exemple, surface du site, présence et puissance de la stratification anthropique, équipement urbain perceptible archéologiquement, etc.) et de nature historique lorsque les documents existent (c'est-à-dire surtout à partir de la période médiévale).
- L'emploi de la chorématique tel que développé dans le cadre de l'atelier de chrono-chorématique (CNAU – université de Paris VII) : il s'agit d'un outil de modélisation graphique (et non statistique ou mathématique), plus intuitif et interprétatif, mais en même temps fournissant des images synthétiques et facilement comparables des cas d'évolution urbaine.

À court terme, le préalable à une telle analyse du potentiel archéologique au niveau du réseau urbain picard est de disposer des indicateurs nécessaires. C'est, comme nous l'avons fait remarquer, l'*Annuaire* du CNAU qui fournit les rubriques les plus adaptées. La première proposition pratique immédiatement applicable est donc, tout simplement, en forme de bonne résolution, de renseigner rigoureusement et complètement cette source déjà existante. Celle-ci existant à Tours sous forme d'une base de données informatique, des échanges avec le CNAU en vue d'avoir directement accès à cette base sont à envisager.

(4) - La recréation d'un réseau de correspondants nommés par arrêté préfectoral (ni prévue, ni interdite par la réglementation actuelle) est une idée qui mérite, en effet, d'être creusée, ne concernant pas seulement l'archéologie urbaine (et peut-être même, pas seulement l'archéologie). Elle permettrait, notamment, de redonner un cadre au militantisme bénévole et associatif qui survit encore en Picardie, de démultiplier les moyens de « veille » patrimoniale (signalement des destructions…), les rendant plus dissuasifs vis-à-vis d'aménageurs trop pressés.

DÉFENDRE LA QUALITÉ SCIENTIFIQUE DES OPÉRATIONS

Personnel : formation et recrutement

Outre le problème quantitatif des effectifs (dont nous reparlerons plus loin), il faut insister, concernant notamment le domaine techniquement délicat qu'est l'archéologie urbaine, sur l'importance fondamentale de la compétence des personnels – responsables et techniciens – et, par conséquent, sur leur formation (5), sur les possibilités d'acquérir de l'expérience dans de bonnes conditions, ainsi que sur la nécessité d'inscrire leur activité dans un système d'échanges inter institutionnels. Les fouilleurs bien formés sont ainsi les plus à même de faire des choix pertinents avec la meilleure garantie de contenu scientifique ; et cela est particulièrement vrai dans le cas des diagnostics urbains.

Il nous paraît nécessaire de réaffirmer ce point ; en particulier devant la menace de « solutions » de gestion des opérations d'archéologie préventive – dont on perçoit, ici ou là, quelques effluves – consistant en une taylorisation totale ou une standardisation maximale des actes techniques, en économisant sur la formation et les compétences des agents humains (et, en particulier, sur les responsables d'opération) ; ce type de solution mène droit à une production formelle de documents-types vidés de contenu scientifique réel ; en d'autres termes, il nuit à la véritable « productivité » archéologique, celle que l'on doit définir par « le maximum d'information ramené dans un volume donné de moyens » et non par « le moindre coût dans l'absolu pour l'opérateur et l'aménageur ».

Des gardes fous qualitatifs

Pour lutter contre le danger de la dérive vers une archéologie à contenu minimaliste, il est important d'engager la réflexion sur l'évaluation qualitative des opérations, et donc sur les méthodologies, procédures et contenus minimaux en fonction des objectifs des opérations. Cette réflexion a, évidemment, vocation à être étendue au niveau des CIRA et au niveau national ; mais il est bon de l'initier dès que possible, c'est-à-dire à notre niveau régional. Elle pourrait déboucher sur des propositions de « charte de qualité », ainsi que sur des cahiers des charges plus nourris et plus précis : il s'agirait, en particulier, de fixer les « planchers » de contenu et de méthode sous lesquels, en fonction des objectifs prescrits, les interventions de terrain n'ont plus de sens et, par conséquent, les moyens sous lesquels aménageurs et opérateurs ne doivent pas descendre ; et de fixer solidement ces planchers par des documents publics et reconnus.

(5) - Exemple d'axe de formation possible : on constate dans les rapports d'opérations urbaines et sur des sites à stratification complexe, en Picardie, une très faible utilisation du diagramme stratigraphique témoignant, notamment, d'un certain manque de maîtrise de technique d'enregistrement de la part des personnels, bons fouilleurs par ailleurs.

DESSERRER L'ÉTAU DES « CHOIX »
PAR CONTRAINTE DE MOYENS, ALLER VERS DES CHOIX RÉELLEMENT SCIENTIFIQUES

À long terme : évolution législative et réglementaire

Il faut réaffirmer ici que le retour au financement « au coup par coup » des fouilles (reposant, en pratique, intégralement sur l'aménageur concerné par la fouille) qu'implique leur mise au marché, a des conséquences néfastes pour l'archéologie urbaine et pour les aménageurs, dans le cas d'aménagements à faible marge financière (sans compter d'autres inconvénients évoqués plus haut). Pour que les choix opérés entre et dans les fouilles d'archéologie préventives urbaines puissent être réellement scientifiques (notamment ceux de conservation du gisement), le retour à une mutualisation des coûts ou, à tout le moins, l'existence d'un fond de compensation réellement et largement approvisionné – ce qui n'est, de fait, pas le cas actuellement – est incontournable.

Il faut, aussi, rappeler la nécessité, exposée plus haut, d'un débat public sur les conséquences destructives et des inégalités de traitement des vestiges entraînées par les choix qu'il est nécessaire d'opérer en archéologie préventive ; conséquences destructives et inégalités qui sont, en effet, trop absentes des débats et rapports parlementaires et institutionnels sur l'évolution de l'archéologie préventive.

À moyen terme : développement du maillage des services territoriaux

Rééquilibrer l'échantillonnage des villes « d'archéologie préventive » réellement suivies, suppose d'augmenter le nombre de ces villes entrant dans cette catégorie. Le moyen évident de ce développement est la création de Services archéologiques territoriaux. Ces créations relèvent, certes, de la volonté des collectivités ; mais elles pourraient aussi relever d'une logique archéologique de la part de l'État, par des aides et des incitations importantes à la création de tels Services sur des sites urbains rentrant dans des critères de priorité scientifique (par exemple, en direction des villes médiévales non épiscopales du « troisième réseau » défini plus haut). Des aides de ce type ont existé dans le passé (financement de postes d'archéologues à 50 % par l'État) et continuent d'exister, sous forme

contractuelle d'engagements réciproques, pour d'autres secteurs patrimoniaux (villes d'Art et d'Histoire, par exemple).

Il est possible, aussi, d'envisager, concernant notamment les petites villes de grand intérêt archéologique et historique, mais dont l'importance et la santé économique sont telles qu'elles ne peuvent, à elles seules, supporter de tels efforts patrimoniaux, d'encourager la création de Services au niveau d'EPCI (*établissements publics de coopération intercommunale*), afin de regrouper les moyens nécessaires ; avec, comme avantage, un suivi cohérent du site urbain et de l'espace rural au sein duquel il se situe.

À court terme : plus de personnel qualifié en archéologie urbaine

Nous avons vu que le nombre réduit de chercheurs picards opérationnels en archéologie urbaine constituait, actuellement, un goulot d'étranglement, autant et peut-être même plus important que le problème du financement, pour le développement d'une archéologie urbaine à la mesure des impacts générés par l'aménagement.

Dans l'immédiat, l'arrivée en Picardie au sein de l'INRAP d'un à deux responsables d'opération urbanisants supplémentaires et la formation de techniciens de fouilles, de responsables de secteur aux techniques de l'archéologie urbaine, seraient indispensables.

Dans l'immédiat : des positions réalistes

Compte tenu de la situation présente et des moyens actuellement disponibles, au sujet des villes dépourvues de Service archéologique, dont le suivi dépend directement des moyens du SRA et de l'INRAP, le maintien de la concentration des ressources humaines de l'INRAP sur les « villes d'archéologie urbaine » s'impose. C'est, en effet, la seule voie pour éviter le saupoudrage et la dispersion des moyens humains, pour maintenir la cohérence scientifique des interventions, en bref pour ne pas casser la dynamique d'accroissement réel de la connaissance du site urbain qui s'installe sur Amiens et sur l'ensemble Saint-Quentin/Vermand. Pour les mêmes raisons, la concentration de l'aide et de l'assistance du SRA sur les autres villes suivies – celles munie d'un Service archéologique agréé – est clairement la moins mauvaise politique.

En d'autres termes, les choix globaux de traitement des sites urbains sont, en Picardie, déjà définis et pratiqués ; ils se traduisent par la distinction, exposée plus haut, entre villes d'archéologie urbaine et villes d'opportunisme archéologique. Le présent bilan n'apporte pas de propositions nouvelles à ce niveau, si ce n'est d'assumer et d'expliciter plus ouvertement cette pratique sélective qui est la nôtre (quelque critiquable qu'elle soit) et d'ouvrir ainsi la discussion sur la façon dont, à l'avenir, elle pourrait évoluer (par exemple, vers un élargissement du nombre de villes d'archéologie urbaine au moyen d'incitations à la création de postes territoriaux, comme évoqué ci-dessus).

Toujours, compte tenu de la situation actuelle, c'est-à-dire à moyens (au mieux…) constants, notre pratique sélective, pourrait recourir, pour les choix d'intervention dans les villes non suivies (d'opportunisme archéologique), à une grille d'évaluation préalable de l'intérêt de l'opération, non pas basée sur une problématique de connaissance « interne » du site urbain (comme cela est possible pour les villes d'archéologie urbaine), mais sur des critères plus généraux. Ces critères peuvent relever de l'extension spatiale par exemple, en terme d'échelle urbaine concernée : l'intervention est-elle susceptible, pour les périodes concernées, d'apporter des informations au niveau de l'organisation de l'îlot urbain et du réseau de voirie, ou au niveau de l'organisation de la parcelle ou seulement à un niveau inférieur ? Il peut, bien sûr aussi, s'agir de l'échelle chronologique de l'information attendue : toute l'évolution urbaine est-elle représentée ? Et en particulier les origines urbaines ? Ou seulement une partie de cette évolution ? etc. Il est, là aussi, utile d'ouvrir la discussion autour de tels critères de sélection, afin que, pour le volume de moyens à consacrer à cette archéologie « opportuniste » des villes, la pertinence et l'intérêt archéologiques de l'information recueillie soient maximales.

UN LIEU ET UN PROGRAMME DE TRAVAIL

Pour que ces propositions puissent (au moins partiellement) être suivies d'effet, un cadre de travail et de suivi, muni des moyens appropriés, prolongeant la « grand-messe » des bilans proprement dits, est nécessaire. Il serait, en effet, dommage que les conséquences de ces bilans n'aillent pas plus loin que l'effet d'annonce et d'affichage lié à leur présentation.

Notre dernière proposition consiste donc en la mise en place d'un atelier de travail sur l'archéologie urbaine en Picardie, destiné à suivre ou mettre en application les points précédents et à prolonger les réflexions initiées par ce bilan.

Le lieu en serait l'Université de Picardie Jules Verne, au sein de laquelle le *Laboratoire d'archéologie et d'histoire* (EA 3 301) pourrait héberger un tel atelier, sous la forme, par exemple, d'un séminaire régulier.

Le contenu de cet atelier pourrait plus précisément comprendre :

- La reprise et l'encadrement de la réalisation de travaux monographiques sur les sites urbains picards, suivant le principe exposé dans le premier point des propositions, en liaison avec la cellule carte archéologique du SRA. Le suivi de la réalisation de ces études urbaines pourrait, en effet, adopter un mode de fonctionnement du type « topographie chrétienne de la Gaule » (présentation régulière par chaque auteur de l'état d'avancement du travail et critique collective) ;
- un travail d'analyse d'opérations déjà réalisées, sous forme d'études de cas, d'où extraire et transmettre, profitant de l'expérience acquise, des éléments d'amélioration méthodologique ; en particulier, afin d'améliorer en amont la précision et l'efficacité des cahiers des charges, d'aider les responsables et futurs responsables d'opération en vue d'une meilleure conduite de fouille et d'une amélioration du contenu des rapports, et d'aider, en aval, à l'élaboration de grilles d'évaluation qualitatives ;
- d'autres types de présentations et travaux peuvent accompagner cette proposition qui n'est pas limitative, sachant cependant que l'orientation de cet atelier serait clairement méthodologique et pratique.

Le public, *a priori* visé, serait celui des chercheurs de toutes obédiences déjà engagés dans l'archéologie préventive urbaine, ainsi que des étudiants avancés : en particulier, la réalisation des synthèses monographiques urbaines évoquées ci-dessus pourrait faire l'objet de travaux de master (les étudiants étant, dans ce cas, cadrés à la fois par les réunions de l'atelier et, en amont, par la définition précise du travail à fournir).

Cette proposition se place au conditionnel : ce n'est qu'un projet qui a besoin de moyens pour se concrétiser. Première exigence en terme de moyens : ce projet n'est envisageable que si les animateurs (quels qu'ils soient) disposent du temps nécessaire ; il s'agit (là encore !) d'un choix, qui dépend des hiérarchies respectives des deux rapporteurs, dans le cas où ceux-ci seraient pressentis pour ce rôle d'animation.

À terme, si cet atelier se met en place et si des travaux concrets s'engagent, sa transformation en une structure type PCR peut être envisagée. Dans l'immédiat, un essai de faisabilité pourrait avoir lieu sous forme d'une première journée d'étude.

RÉFÉRENCES CITÉES

- BAYARD Didier & MASSY Jean-Luc, *Amiens romain – Samarobriva Ambianorum, Revue archéologique de Picardie,* n° spécial 2, 1983, 374 p.

BRUNEL Ghislain, CREPIN-LEBLOND Thierry, FEMOLANT Jean-Marc (1989) - *Atlas historique des villes de France : Senlis,* CNRS, Paris, 1 planche avec légende.

COLLECTIF (1982) - *Archéologie Urbaine,* actes du Colloque international, Tours (17 au 20 novembre 1980), Conseil supérieur de la recherche archéologique, Sous-direction de l'archéologie, Association pour les Fouilles Archéologiques Nationales, Paris, 769 p.

COLLECTIF (1984) - *Les Villes de la Gaule Belgique au Haut Empire,* Actes du colloque tenu à Saint-Riquier (Somme) les 22, 23 et 24 octobre 1982, *Revue archéologique de Picardie,* n° 3-4, Amiens.

COLLECTIF (1997) - *Archéologie en Picardie*, bilan de la journée de concertation du 4 avril 1987, Service régional de l'archéologie, reprographié, Amiens.

COLLECTIF (1999) - *Archéologie des villes – Démarches et exemples en Picardie* – sous la direction de Bruno DESACHY & Jean-Olivier GUILHOT, *Revue archéologique de Picardie*, n° spécial 16, Amiens.

COLLECTIF (2004a) - *Informatisation des Documents d'Évaluation du Patrimoine Archéologique des Villes de France,* bilan d'étape 2002-2003, Ministère de la Culture, Centre National d'Archéologie Urbaine, Tours, 162 p.

COLLECTIF (2004b) - *La marque de Rome - Samarobriva et les villes du Nord de la Gaule,* catalogue de l'exposition présentée au musée de Picardie du 14 février au 16 mai 2004, Musée de Picardie, Amiens, 200 p.

COLLECTIF (2004c) - *Diagnostics archéologiques en milieu urbain : objectifs, méthodes et résultats*, actes de la table-ronde organisée par la Sous-direction de l'archéologie et le Centre national d'archéologie urbaine, Tours, Ministère de la Culture, 272 p.

COSTE Marie-Claire (2000) - « Compiègne », *Documents d'évaluation du patrimoine archéologique des villes de France,* Édition du Patrimoine, Paris, 184 p.

GALINIÉ Henri (1999) - « Enjeux en archéologie urbaine » dans *Archéologie des villes – Démarches et exemples en Picardie, Revue archéologique de Picardie,* n° spécial 16, Amiens, p. 13-16.

GALINIÉ Henri (2000), *Ville, espace urbain et archéologie,* collection Sciences de la ville, n° 16, Maison des Sciences de la ville, de l'Urbanisme et des Paysages, CNRS-UMS 1835, Université de Tours.

ROUSSEL Dominique *et al.* (2002) - « Soissons », *Documents d'évaluation du patrimoine archéologique des villes de France,* Édition du Patrimoine, Paris, 218 p.

DOCUMENT ANNEXE I

ÉTUDE DES FAUNES PICARDES DE LA FIN DU MOYEN ÂGE À LA RENAISSANCE

Benoît CLAVEL *

INTRODUCTION

Dresser un bilan quelque peu autarcique de l'archéozoologie des périodes médiévales et modernes pour nos régions peut être assez funeste.

En effet, les bases scientifiques de l'anatomie comparée peuvent, certes, laisser croire à une certaine autonomie de la discipline, mais il ne s'agit pas de limiter l'ostéologie dans un cadre rigide car cela peut reléguer la spécialité au rang de discipline annexe la privant du même coup de toute sa pertinence dans la problématique historique. Au contraire l'intégration de l'archéozoologie ces dernières années à tous les stades de la recherche archéologique a dégagé de nouvelles questions et modifié sans conteste les processus d'acquisition.

Le corpus élaboré pour la fin du Moyen Âge et le début de l'époque Moderne comporte 31 sites pour près de 158 000 vestiges osseux (fig. 1). Une partie de ces restes est issue de la collecte manuelle, l'autre partie provient du tamisage intégral ou partiel de plusieurs dizaines de structures. Le volume des sédiments prélevés s'élève à plus de huit mille litres, soit plus de 12 tonnes de terre tamisée à 1,5 mm et triées sous loupe de table ou loupe binoculaire. Le tamisage des sédiments a permis de récolter des éléments de taille réduite, des éléments de poissons notamment.

Le caractère hétérogène des différentes études, où des ensembles de 65 000 os côtoient des échantillons de moins de trente restes, peut faire l'objet de critiques mais l'objectif affiché ici est de rendre compte de manière exhaustive de l'ensemble des informations recueillies, y compris les moins spectaculaires.

La majorité des échantillons étudiés se situent dans les départements de l'Oise, au nombre de dix-neuf, et de la Somme pour neuf sites. Le décompte porte à plus de 103 000 le nombre de restes réuni pour le seul département de la Somme, plus de 46 000 pour l'Oise et à peine plus de 7 900 pour l'Aisne (fig. 2).

* INRAP/CRAVO
Centre de recherche archéologique de la Vallée de l'Oise
21 rue des Cordeliers
F - 60 200 COMPIÈGNE

Les sites ne s'inscrivent pas tous dans les mêmes contextes économiques et sociaux. En effet, plus de la moitié de la trentaine de sites étudiés relève de contextes urbains (au nombre de 19), le reste se distribuant entre les sites religieux monastiques ou non (cinq), les sites ruraux (cinq) et deux sites castraux dont l'un de grande importance (Boves, dans la Somme).

Nous constatons un déficit notoire pour le monde rural, que ce soit en nombre de sites (5) ou en quantité de vestiges disponibles. Les quelques études ponctuelles réalisées à ce jour, celles de Guiscard, Lassigny, Noyon "rue d'Orroire", ou Verberie, ne concernent qu'une partie du département de l'Oise. Dans la Somme et dans l'Aisne, les études archéozoologiques de sites ruraux sont inexistantes. En effet, les fouilles de villages ou de fermes datant du bas Moyen Âge ou de la période Moderne sont rares. Cela tient à diverses raisons, parmi lesquelles le fait que nombre de nos villages actuels soient implantés sur les mêmes emplacements que des sites de ces périodes, contrairement à ceux du haut Moyen Âge qui se sont déplacés, par exemple. Il faut donc profiter des rares cas d'aménagements internes ou de réalisations de rocades, comme à Noyon, "rue d'Orroire". La restructuration des banlieues de nos villes actuelles favorise également la découverte de vestiges de petits bourgs, autrefois sis en dehors des cités médiévales ; tel est le cas du site de "L'Hôpital Général" à Compiègne.

UNE ÉCONOMIE DE SUBSISTANCE À L'ÉPOQUE DU HAUT MOYEN ÂGE

Pour le haut Moyen Âge, le milieu rural a fait, effectivement, l'objet d'études un peu plus nombreuses réalisées majoritairement par Jean-Hervé Yvinec (1997a et b). Les grands programmes de sauvetage comme le TGV Nord, l'autoroute A 29, l'extension de la métropole amiénoise ou les sablières des vallées de l'Aisne et de l'Oise en sont les causes principales. Ces analyses permettent d'avoir une bonne vision des choix d'élevage pour la moitié nord de la France. Ainsi des différences régionales et des spécificités locales sont perceptibles. Plusieurs synthèses partielles ont montré que la stature des bêtes d'élevage avait connu une forte décroissance dès la période mérovingienne et s'était poursuivie durant la période carolingienne, sauf pour le cheval. Même le coq est touché par ce phénomène, ce qui exclue le résultat d'une démarche zootechnique volontaire (Clavel *et al.* 1997). Cette

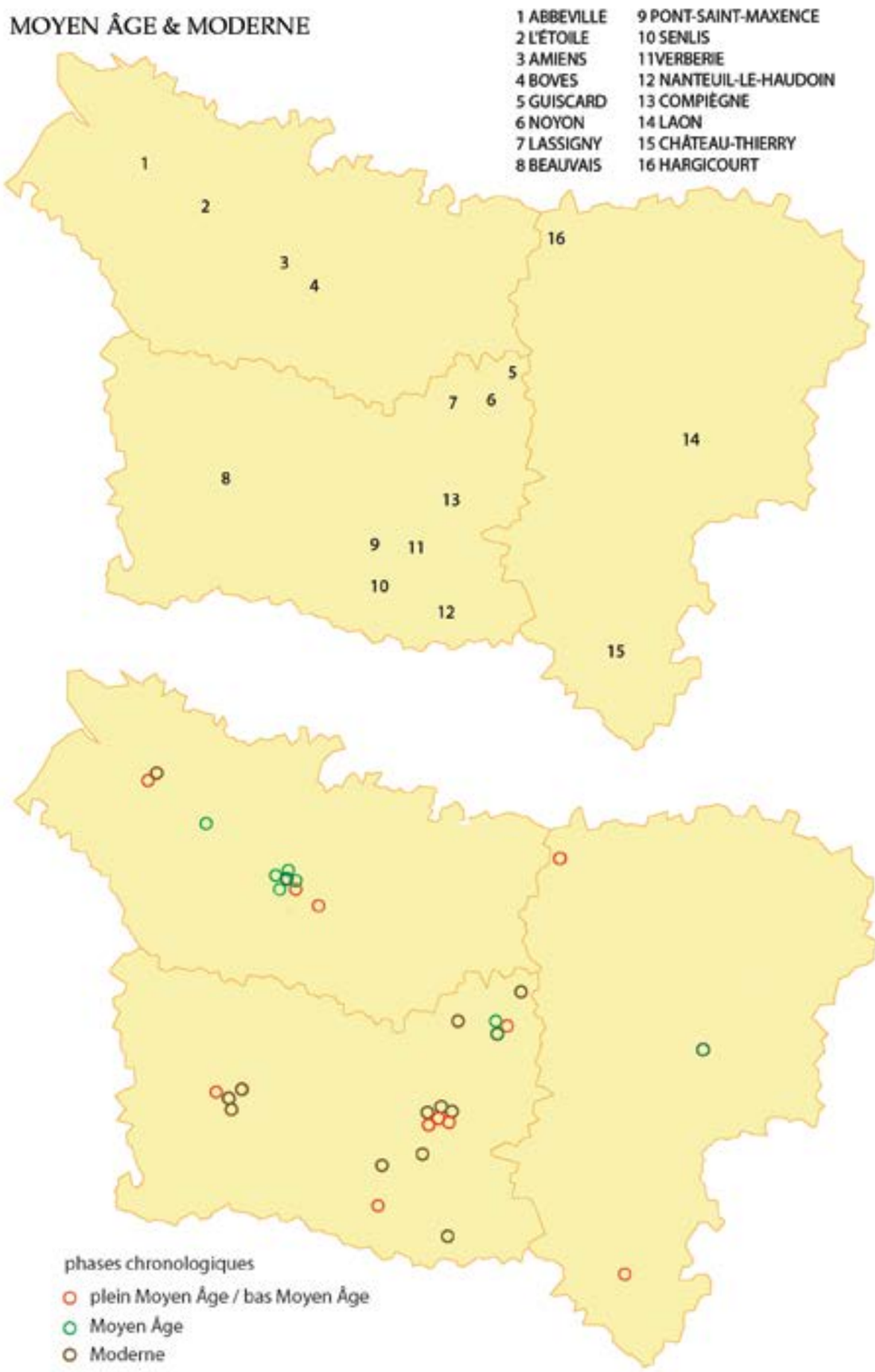


Fig. 1 - Cartes des sites médiévaux et modernes dont la faune a été étudiée, avec localisation des communes (en haut) et indications chronologiques (en bas).

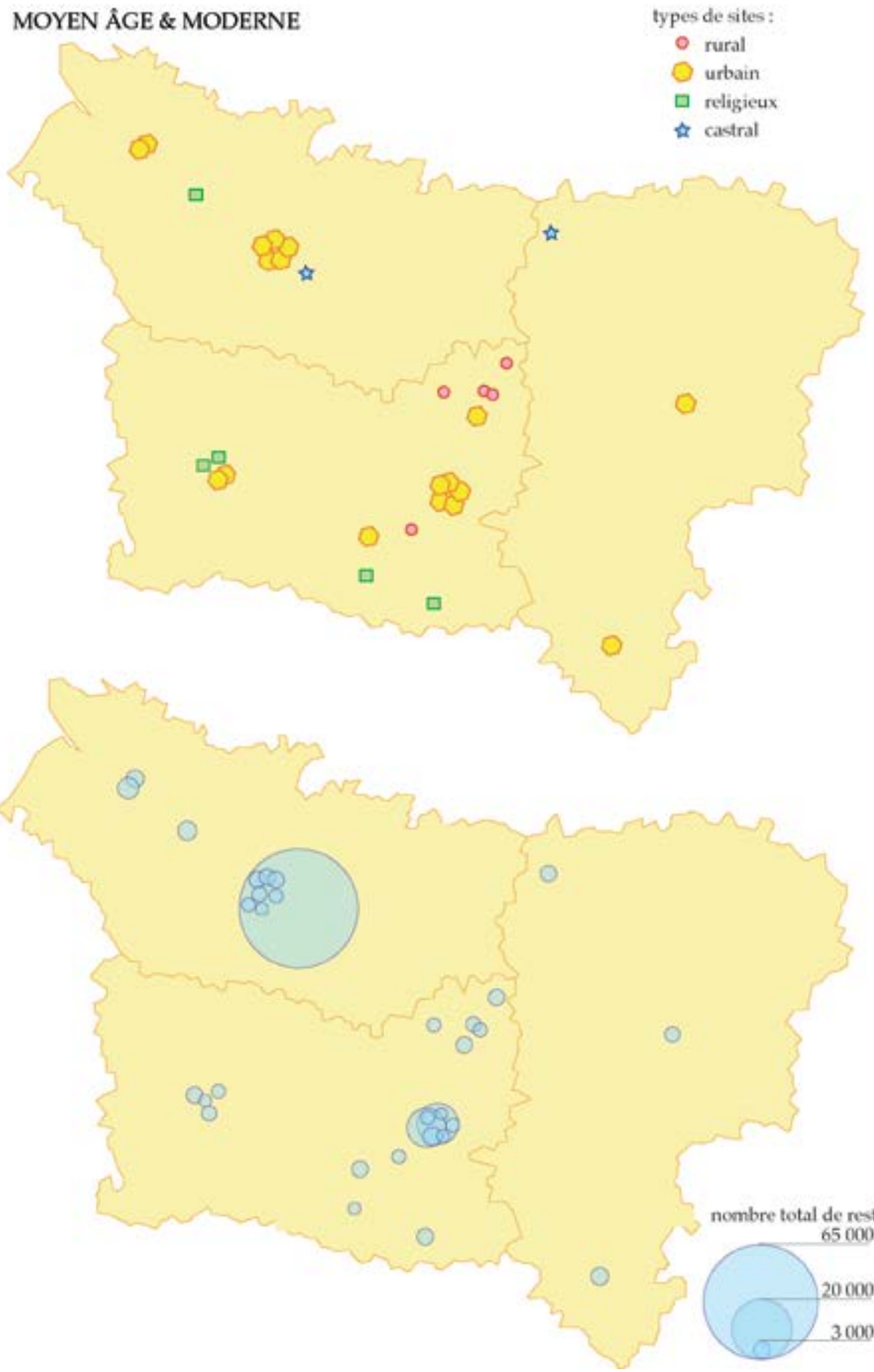


Fig. 2 - Cartes des sites médiévaux et modernes dont la faune a été étudiée, avec indication des types de sites (en haut) et du nombre total de restes (en bas).

situation pourrait être mise en relation avec un resserrement des échanges induit par une diminution générale des activités économiques. Pendant ces périodes, en effet, la production et la consommation de biens alimentaires sont interdépendantes. Jusqu'aux VIII^e^-IX^e^ siècles, la part des produits voués à la consommation directe dans le système d'approvisionnement est énorme. Il ne faut cependant pas ignorer, comme le rappelle Massimo Montanari (1996), l'importance du marché, néanmoins destiné au commerce des produits de luxe.

Par la suite, après les X^e^-XI^e^ siècles, assiste-t-on à l'émergence d'un système de production et un modèle de consommation différent. À l'économie de subsistance traditionnelle s'ajoute progressivement une économie de marché.

Des changements dans les cortèges fauniques de notre Région, tels que l'accroissement de la production bovine, l'émergence d'une consommation de poissons marins (Amiens, Boves, Compiègne, Laon, Senlis) de jeunes porcs, notamment en milieu urbain, seigneurial (1) et ecclésiastique pourraient témoigner d'une restauration des échanges et d'une amélioration économique globale. Cette mutation trouve son origine, selon les historiens, dans la forte poussée démographique observée à l'échelle européenne et aussi par l'évolution des structures économiques et sociales, conséquence de la reprise des échanges monétaire et du commerce.

L'ARCHÉOZOOLOGIE DU MONDE DES VILLES

Pour le bas Moyen Âge et l'époque moderne, ce sont donc surtout les opérations de sauvetage en milieux urbains (Amiens, Abbeville, Beauvais, Compiègne, Senlis, Noyon, Pont-Saint-Maxence, Laon, Château-Thierry) avant la construction de parkings ou d'immeubles qui ont offert des opportunités jusque-là jamais rencontrées. Le phénomène urbain, au Moyen Âge, a eu des incidences sur la campagne avoisinante, la ville se comportant comme un parasite-prédateur de la campagne.

L'étude archéozoologique de ces contextes urbains a donc, dans un premier temps, principalement abouti à une synthèse (Clavel 2001), montrant l'augmentation de la taille des animaux d'élevage comme conséquence des processus de la « modernisation », accroissement de la production de veaux à la fin du Moyen Âge et au début de l'époque Moderne, concomitante d'une nouvelle forme d'exploitation tournée vers la production de viande, diminution de l'exploitation lainière des brebis au profit de la production de la chair, spécialisation de l'exploitation porcine pour la conserverie à partir du XVI^e^ siècle. L'époque Moderne inaugure, en matière d'élevage comme dans bien d'autres domaines, une nouvelle ère. L'expansion des villes génère un élevage de marché. Le nombre élevé des non-producteurs massés dans les cités a obligé très tôt les édiles à structurer le ravitaillement, à l'image du prévôt de Paris, Étienne Boileau. Il faut également organiser l'abattage et la mise en pièces des animaux. De profondes mutations des pratiques de découpe (repérés sur les ossements) et de cuisine expriment justement un mouvement irréversible de rationalisation et d'organisation de l'approvisionnement des villes. C'est à ce moment-là qu'apparaissent tous ces petits métiers spécialisés dans le domaine de l'alimentation, propre à la société urbaine du Moyen Âge et de la Renaissance.

L'APPROVISIONNEMENT ET EN PARTICULIER CELUI DU POISSON

On ne saurait parler de ravitaillement sans évoquer également la présence des vestiges osseux de poissons sur la majorité des sites du Moyen Âge et de la Renaissance. L'abondance et la variété des restes de poissons marins et d'eau douce sont une caractéristique majeure des périodes médiévales et modernes. L'enrichissement de la gamme des espèces de poissons de mer (probablement lié à une pression de la demande) entre le XII^e^ et le XVI^e^ siècle est manifeste. Significativement, la proportion des poissons de mer dans les nombres de restes déterminés passe dans le même temps de 40 % à 80 %. Cela coïncide aussi avec le moment où la Picardie devient l'un des viviers d'une capitale avide de poissons durant les nombreux jours d'abstinence.

En réalité, dès le haut Moyen Âge s'organise un ravitaillement en poissons de mer des villes de l'intérieur, comme Compiègne, Laon, Reims, Pontoise ou Paris. Les nombreux sites ruraux en sont, en revanche, dépourvus. Plus près de la mer la ville d'Amiens ou le château de Boves, (entre le

(1) - L'accroissement des données concernant le milieu seigneurial a permis de préciser les caractéristiques principales de l'alimentation (abondance du porc et de la volaille) et de montrer que certaines espèces sauvages comme le sanglier ou l'ours sont valorisées par cette classe sociale. Sur le site castral de Boves (Somme), par exemple, les proportions de restes de cochons sont largement majoritaires (entre 50 % et 60 % des os) et attestent l'importance que revêt cet élevage dans un tel milieu, vers l'an mil. En avançant dans le temps, ces données archéozoologiques peuvent être confrontées à des sources écrites toujours plus nombreuses. Les compléments ou les rectifications qu'elles proposent sont toutefois précieux : la civilisation du porc se révèle un apanage des élites et non l'horizon alimentaire des paysans – comme les historiens l'ont cru pendant longtemps.

VIII[e] et le IX[e] siècle) ont livré de grandes quantités d'ossements appartenant à plusieurs espèces (grondin, carrelet, flet, sole, hareng, merlan). Il existait donc encore au moins vers les VIII[e]-IX[e] siècles une route commerciale pour le poisson marin de proximité, peut-être livré frais, contrairement aux espèces retrouvées sur les sites plus éloignés de la mer à la même période. En effet, le hareng s'exporte vers le VI[e] siècle à Reims (Clavel inédit) et même bien avant (2) sous forme probable de conserve. Les villes de l'intérieur comme Compiègne, Laon, Senlis, Pontoise ou Reims, aux IX[e]-XII[e] siècles, sont surtout approvisionnées en poissons dulçaquicoles mais le hareng, les pleuronectidés et l'anguille constituent néanmoins sur ces sites un appoint non négligeable. Leur contribution à l'alimentation est clairement documentée par des restes épars d'éléments de squelettes. L'importance des poissons plats, parmi les espèces marines, reflète également la nature de la pêche à cette époque : une activité surtout littorale qui exploite les plies et les conditionne au même titre que le hareng pour le transport. Ces activités de conserverie ne laissent en réalité guère de traces à moins qu'il y ait ablation de certaines parties. Dans ce cas, l'absence d'éléments squelettiques révèle la présence d'un poisson de conserve, comme c'est le cas avec le hareng caqué ou le *stockfisch* ou morue séchée, sans tête, pour le bas Moyen Âge et l'époque Moderne (fig. 3). Cela expliquerait leur abondance relative parmi les poissons de conserve et leur présence systématique aux côtés du hareng dans les sites éloignés du littoral. Sur les sites anciens de Compiègne, de Laon, de Pontoise, de Reims, et de Paris (du IX[e] au XII[e] siècle), les poissons plats sont retrouvés sans leur tête, signe plausible d'une présence de poissons salés, séchés ou fumés.

(2) - La découverte d'ossements de cette espèce, certes en très petites quantités, sur plusieurs sites antiques (Reims dans la Marne, Compans et Meaux en Seine-et-Marne, Clavel, inédit) signifie la présence d'une route commerciale pour les produits de la mer.

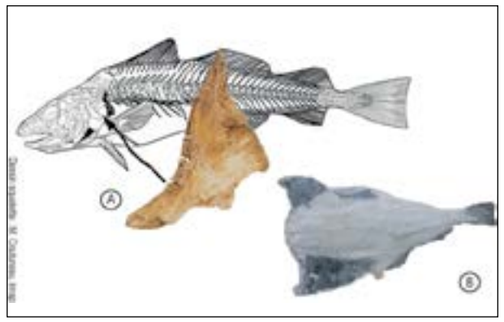


Fig. 3 - Cleithrum de morue découpé (XVI[e] siècle), trouvé à Amiens "ZAC de la Cathédrale". Traces laissées par la décapitation, opérée sur les lieux de pêche (A) ; morue papillon actuelle, fendue en deux et étalée (B).

Des conséquences spectaculaires de ce développement des activités halieutiques, mais aussi des activités humaines en général, ont été mises en évidence sur la taille et la présence de certaines espèces (surpêche). L'envasement rapide des rivières dû notamment aux aménagements dépendants des moulins, l'agriculture (érosion des sols accélérée), les pollutions organiques (écorcherie) ou chimique (tannerie) ont conduit à la disparition de certaines espèces auparavant bien attestées (esturgeon à Boves, Compiègne, Senlis ou Laon, et alose à Compiègne, par exemple). D'autre part, la diminution de taille des pleuronectes (carrelet, flet…) suggère une surexploitation, de ces espèces sur la façade très sableuse de Picardie entre le IX[e] et le début du XIV[e] siècle. Ces phénomènes peuvent s'interpréter au regard à la fois d'une histoire de l'environnement et d'une histoire des goûts alimentaires.

L'augmentation brusque de la taille des morues au XVI[e] siècle confirme bien que c'est seulement durant ce siècle que s'est véritablement développée la pêche hauturière de cette espèce. En revanche, la fin du Moyen Âge marque bien la victoire du hareng, qui représente près de la moitié des restes retrouvés dans les dépotoirs et latrines de nos villes Picardes.

L'AVÈNEMENT D'UNE NOUVELLE CATÉGORIE SOCIALE

En fait, au milieu et à la fin du Moyen Âge, deux classes sociales jouissent d'un privilège alimentaire. Il y a tout d'abord l'aristocratie, par tradition, puis et c'est un phénomène nouveau, les populations urbaines, classes populaires comprises, protégés par les politiques d'approvisionnement des édiles. Ce nouvel état, « l'urbain », deviendra par la suite une classe privilégiée. La manifestation des différences sociales dans l'alimentation carnée à la fin du Moyen Âge et au début de l'époque Moderne a été clairement identifiée à partir des vestiges osseux de quadrupèdes : le porc (viande fraîche), l'agneau et le veau sont l'apanage des habitations seigneuriales, la viande de caprinés domine dans les villes. Pour l'archéozoologue, les véritables symboles gastronomiques de l'opposition campagne/ville sont, le bœuf et les salaisons d'une part et les caprinés et la viande fraîche d'autre part. Finalement, le monde rural est le domaine de la préparation exclusivement domestique de la nourriture. L'habitant des villes, quant à lui, peut avoir recours aux métiers spécialisés de l'alimentation (regrattiers divers, charcutiers, poissonniers, harenguiers…). C'est l'opposition entre la subsistance et le marché. Cette gastronomie urbaine s'exprime dans la diversité des mets utilisés, la manière de les élaborer et la nouveauté. Ainsi, le succès des abats, par exemple, participe de ce phénomène. Cette recrudescence de la consommation de cervelles, de langues ou de pieds, écartés au Moyen Âge des tables les plus riches, se retrouve à la Renaissance dans les assiettes des nantis, confirmant la tendance déduite des livres de cuisine par Jean-Louis Flandrin (1996).

Les recherches en zones urbaines ont permis d'aborder (succinctement) ces dernières années, en plus de la configuration des cités, leur évolution sur une très longue durée. En outre, l'examen conjugué des sources écrites et de la documentation archéologique, a autorisé une analyse fine des groupes humains, eux-mêmes, notamment à travers leur culture matérielle. Il reste encore beaucoup à faire néanmoins car les découvertes de lots osseux médiévaux ou modernes demeurent encore trop ponctuelles pour saisir au mieux quelques-uns des traits sociaux et culturels des occupants de cette mosaïque fluide que peut être la ville médiévale. Insérée à tous les stades de la recherche archéologique urbaine, l'archéozoologie peut aider à définir de nouveaux objectifs et aborder d'autres domaines de connaissances.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX ÉTUDES DES FAUNES MÉDIÉVALES ET MODERNES EN PICARDIE

BEN REDJEB T. & YVINEC J.-H. (1992) - « Les occupations médiévales et modernes de l'îlot des Deux-Bornes (fouilles 1985) à Noyon (Oise) », *Revue Archéologique de Picardie*, n° 1/2, Amiens, p. 83-91.

CLAVEL B. (1994a) - « L'alimentation carnée de deux familles compiègnoises à la Renaissance ». *La Cour-Le-Roi et la place du marché des Carolingiens à nos jours,* Compiègne, Musée Antoine Vivenel, p. 39-41.

CLAVEL B. (1994b) - « Les ossements animaux », *L'Archéologie à Beauvais, Mémoire d'une Ville,* Catalogue de l'exposition, p. 54 -59.

CLAVEL B. (1996) - « Alimentation et approvisionnement carné en milieu urbain monastique dans le Nord de la France ». Actes du colloque de Lille, *Les moines dans la ville*. CREDHIR/CAMHER, Université Catholique de Lille, p. 105-115.

CLAVEL B. (1997a) - « Quelques données sur l'alimentation carnée et l'artisanat à la fin du XV[e] siècle ou au début du XVI[e] siècle d'après l'étude des vestiges osseux du puits 4239 du site des "Hallettes" à Compiègne (Oise) ». *La place des Hallettes à Compiègne, Revue archéologique de Picardie*, n° spécial 13, Amiens, p. 231-237.

CLAVEL B. (1997b) - « Étude sur l'alimentation carnée d'après les restes osseux retrouvés dans la fosse dépotoir 3162 du site des "Hallettes" à Compiègne (Oise) ». *La place des Hallettes à Compiègne, Revue archéologique de Picardie*, n° spécial 13, Amiens, p. 271-286.

CLAVEL B. (1997c) - « Les restes osseux médiévaux découverts Place de l'Hôtel de ville à Abbeville (Somme) », *Revue archéologique de Picardie,* n° 3-4, Amiens, p. 271-286.

CLAVEL B. (2001a)- « Viande ou poisson », *L'Archéologue*, 56, Paris, p. 15-18.

CLAVEL B. (2001b) - *L'animal dans l'alimentation médiévale et moderne en France du Nord (XII[e]-XVII[e] siècles.* Revue archéologique de Picardie, n° spécial 19, Amiens. 204 p.

CLAVEL B. (2002) - « Un milieu de vie privilégié », *Le site castral et prioral de Boves du X[e] au XVII[e] siècle,* dir. Ph. RACINET, *Revue archéologique de Picardie,* n° spécial 20, Amiens, p. 76-77.

CLAVEL B. (2004) - « À l'étal du boucher et du poissonnier, l'alimentation carnée vue par l'archéozoologue », *Dans les cuisines du Moyen Âge, Manières de faire,* Histoire Médiévale, Hors série n° 8, p. 28-33.

CLAVEL B., JAKUBOWSKI J.-F. & LACROIX M.-C. (1997) - « Le mobilier de la fosse 3162 du site des "Hallettes" à Compiègne (Oise) », *Revue Archéologique de Picardie*, n° spécial 13, Amiens, p. 243.

CLAVEL B., LEPETZ S., MARINVAL-VIGNE M.-C. & YVINEC J.-Y. (1997) - « Évolution de la taille et de la morphologie du coq au cours des périodes historiques en France du Nord ». *Ethnozootechnie,* 58, Paris, p. 3-12.

CLAVEL B. & CLOQUIER Ch. (2004) - « Contribution des sources documentaires et archéologiques à l'étude des pratiques halieutiques fluviales médiévales et modernes dans le bassin de la Somme », *Fleuves et marais, une histoire au croisement de la nature et de la culture - novembre 2004- Sociétés préindustrielles et milieux fluviaux, lacustres et palustres : pratiques sociales et hydrosystèmes,* sous la direction de Joëlle BURNOUF & Philippe LEVEAU, p. 201-210.

DANG LA V., CLAVEL B., LEPETZ S., ABOUDHARAM G., RAOULT D. & DRANCOURT M. (2004). - « Molecular Detection of Bartonella henselae DNA in the Dental Pulp of 800-Year-Old French Cats », *Clinical Infectious Diseases,* 39, p. 1391.

RAP - n° 3/4, 2005, Bruno Desachy, Dominique Gemehl & Benoît Clavel *L'archéologie urbaine en Picardie*

FLANDRIN J.-L. (1996) – « Choix alimentaires et art culinaire (XVIe-XVIIIe siècles) », *Histoire de l'alimentation*, Fayard, Paris, p. 657-681.

FLANDRIN J.-L. & MONTANARI M., dir. (1996) ¬ *Histoire de l'alimentation*, Fayard, Paris, 915 p.

MÉNIEL P. (1989) - « Les restes animaux du Château de "La Cologne" à Hargicourt (Aisne) - XIVe-XVe siècles », *Revue archéologique de Picardie*, n° 3-4, Amiens, p. 193-202.

YVINEC J.-H. (1997a) - « L'élevage au haut Moyen Âge en France du Nord et de l'Est : témoignages archéozoologiques », *L'élevage au Moyen Âge, Ethnozootechnie*, n° 59, Paris, p. 79-84.

YVINEC J.-H. (1997b) - « Étude archéozoologique du site de la Place des Halettes à Compiègne (Oise) du Haut Moyen Âge au XIIe siècle », *Revue Archéologique de Picardie*, n°spécial 13, Amiens, p. 171-210.

DOCUMENT ANNEXE II

LISTE DES ÉTUDES DE FAUNES MÉDIÉVALES

CODE PHASES
HMA- Haut Moyen Âge (Ve-Xe siècles)
PMA- Plein Moyen Âge (XIe-XIIIe siècles)
BMA- Bas Moyen Âge (XIVe-XVe siècles)
MOD- Moderne (XVIe-XVIIe siècles)

CODE AUTEURS DES ÉTUDES
BC : Benoît CLAVEL
PM : Patrice MÉNIEL
JHY : Jean-Hervé YVINEC

Dép.	Commune	code/lieu-dit	phase	nature site	NR total	NR dét.	auteur	Biblio.
Aisne	Château-Thierry		PMA	Urbain	925	925	BC	2001
Aisne	Hargicourt	"La Cologne"	BMA	Castral	4870	3164	PM	1989
Aisne	Laon		PMA	Urbain	2170	1853	BC	inédit
Oise	Beauvais	"L'Isle-Adam"	MOD	Religieux	1196	1147	BC	2001
Oise	Beauvais	"L'Isle-Adam II"	MOD	Urbain	2253	1527	BC	2001
Oise	Beauvais	"Caserne Taupin"	MOD	Religieux	2488	1726	BC	2001
Oise	Beauvais	"44 rue des Jacobins"	BMA	Urbain	1479	1465	JHY	inédit
Oise	Compiègne	"rue des Cordeliers"	MOD	Urbain	2000		JHY	inédit
Oise	Compiègne	"rue de l'Écu"	BMA	Urbain	400		JHY	inédit
Oise	Compiègne	"rue des Dommeliers"	MOD	Urbain	842	370	BC	inédit
Oise	Compiègne	"Les Hallettes"	MOD	Urbain	20808	8127	BC	1997
Oise	Compiègne	"Les Hallettes"	PMA	Urbain	2427	1472	BC	inédit
Oise	Compiègne	"L'Hôpital Général"	HMA et MOD	Urbain	7000	2944	BC	inédit
Oise	Guiscard		MOD	Rural	36	13	BC	2001
Oise	Lassigny		MOD	Rural	28	7	BC	2001
Oise	Nanteuil-le-Haudoin		MOD	Monastique	3132	1629	BC	2001
Oise	Noyon	"rue d'Orroire"	PMA et MOD	Rural	1015	688	BC	2001
Oise	Noyon	"cave XVI"	BMA	Rural	450		JHY	inédit
Oise	Noyon	"Îlot des deux Bornes"	MOD	Urbain	632	532	JH	1992
Oise	Pont-Saint-Maxence	"rue du Moustier"	MOD	Urbain	205	185	BC	inédit
Oise	Senlis	"L'Évéché"	PMA	Palais épiscopal	307	255	BC	inédit
Oise	Verberie	"La plaine d'Herneuse"	MOD	Rural	157	70	BC	inédit
Somme	Abbeville	"La Chaussée du Bois"	MOD	Urbain	5689	2835	BC	2001
Somme	Abbeville	"Place de l'Hôtelde Ville"	PMA et BMA	Urbain	7385	3352	BC	1997
Somme	Amiens	"Saint Germain"	HMA et PMA	Urbain	7453	3408	BC	2001
Somme	Amiens	"ZAC Cathédrale"	BMA et MOD	Urbain	4734	2441	BC	2001
Somme	Amiens	"Rank Xérox"	BMA et MOD	Urbain	4260	1750	BC	2001
Somme	Amiens	"Restaurant Universitaire"	PMA et MOD	Urbain	1065	744	BC	2001
Somme	Amiens	"Grand Vidame"	MOD	Urbain	719	394	BC	2001
Somme	Boves	"Le Château"	HMA et MOD	Castral	65308	26123	BC	inédit
Somme	L'Étoile	"Moreaucourt"	BMA et MOD	Monastique	6551	4599	BC	2001

LE BILAN ARCHÉOLOGIQUE : LE POINT DE VUE DE LA CIRA (Commission interrégionale de la Recherche archéologique) DE L'INTERRÉGION CENTRE-NORD

Patrice ARCELIN *, Didier BAYARD **, Isabelle CATTEDDU ***, Jean-Pierre DAUGAS ****, Florence DELACAMPAGNE °, Jean-Paul DELOR °°, Nadine DIEUDONNÉ-GLAD °°°, Vincent LHOMME °°°°

INTRODUCTION

Les promoteurs du *Bilan de la Recherche archéologique en Picardie* ont souhaité que la *Commission interrégionale de la Recherche archéologique Centre-Nord* apporte une contribution à cette réflexion. En dépit de la faible disponibilité de ses membres qui, excepté l'inspection générale, participent bénévolement à cette instance d'évaluation et en surcroît de leurs missions respectives, rappelons-le, elle a répondu favorablement. Cependant, le manque de temps pour préparer ce travail, le manque de recul de la plupart de ses membres nommés depuis trois ans, parfois moins, limitent forcément cette participation à des remarques générales qui n'ont pour principal objectif, et nous l'espérons, pour principal intérêt, que de replacer la recherche de cette région exemplaire à bien des égards, dans le cadre interrégional et national. C'est donc un certain point de vue qu'a voulu faire partager la Commission et, dans une certaine mesure, celui de ses différents membres. En effet, si les remarques générales qui sont émises ici, en introduction et en conclusion, sont issues des réflexions de l'ensemble de la Commission, les développements plus thématiques reflètent plutôt l'opinion de chacun de ses membres. Le plan qui est adopté pour cette contribution est celui retenu par le comité d'organisation, plan chronologique qui correspond approximativement, aux principales spécialités représentées dans la Commission. Seule différence : le lecteur ne trouvera pas le dernier thème, consacré à l'archéologie urbaine, qui est éclaté entre les époques romaine, médiévale et moderne. Les auteurs ont bénéficié de la lecture des différents bilans thématiques, ainsi que des rapports établis par la *CIRA* précédente (1999-2002).

* arcelin@club-internet.fr

** didier.bayard@culture.gouv.fr

*** catteddu.isabelle@inrap.fr

**** jeanpierre.daugas@culture.gouv.fr

° f.delacampagne@cg14.fr

°° jpaul.delor@wanadoo.fr

°°° nadine.dieudonne-glad@mshs.univ-poitiers.fr

°°°° vincent.lhomme@inrap.fr

Rappelons tout d'abord que les *CIRA* sont des commissions d'experts nommées pour quatre ans qui sont amenés à donner un avis *a priori* sur des demandes de fouille programmée et éventuellement des demandes de fouille préventive, et à évaluer *a posteriori* les rapports finaux d'opération. Elles sont composées de sept spécialistes issus des différentes composantes de l'archéologie nationale et d'un inspecteur général de l'architecture et du patrimoine (spécialité archéologie).

La Commission Centre-Nord, qui concerne les régions du Centre, d'Île-de-France, du Nord/Pas-de-Calais et de Picardie, se compose actuellement des personnes suivantes :

Experts	Spécialité	Rattachement institutionnel
Patrice ARCELIN	Protohistoire	CNRS
Didier BAYARD	Antiquité romaine et archéologie urbaine	DRAC de Picardie
Isabelle CATTEDDU	haut Moyen Âge	INRAP
Florence DELACAMPAGNE	Moyen Âge et archéologie urbaine	Collectivités (service dpt. d'archéo. du Calvados)
Jean-Paul DELOR	Néolithique, Protohistoire ancienne	bénévole
Nadine DIEUDONNÉ-GLAD	Antiquité romaine (expert extérieur)	Université de Poitiers
Vincent LHOMME	Préhistoire	INRAP
Jean-Pierre DAUGAS	inspecteur général en charge de l'interrégion	Ministère de la Culture et de la Communication (DAPA, IGAPAarchéologie)

Le mandat de la présente *CIRA*, qui a débuté en janvier 2003, correspond globalement à la mise en place de la loi de janvier 2001, période qui s'est accompagnée, dans un premier temps, d'un net repli de l'activité de l'archéologie préventive, qui constituait la grande masse des dossiers de Picardie soumis à la commission pour avis. Les membres de cette commission n'ont donc pas eu à instruire de dossiers relatifs aux grands travaux qui ont marqué profondément l'archéologie picarde des deux dernières décennies, à l'exception notable du

dossier de la plate-forme aéroportuaire de Méaulte. En dépit de cette conjoncture atypique, un certain nombre de caractéristiques de la recherche régionale, ressortent assez nettement.

La Picardie s'est signalée à plusieurs reprises depuis la fin du XIX^e^ siècle par des avancées décisives pour la recherche archéologique nationale. Le débat autour de l'origine de l'Homme et la fondation de la Préhistoire dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle s'est déroulé principalement autour des carrières d'Abbeville et de Saint-Acheul, à Amiens, sites éponymes célèbres dans le Monde entier. Les discussions autour des cimetières mérovingiens et leur contribution à la question de l'implantation des Francs à l'intérieur de l'Empire romain se sont concentrées entre la fin du XIX^e^ siècle et la veille de la première Guerre mondiale dans un triangle formé par la Picardie, le Hainault belge et la Rhénanie-Palatinat.

Après un demi-siècle d'effacement, dû en partie au contrecoup des deux Guerres mondiales, la Picardie est revenue au premier plan avec plusieurs expériences pilotes qui ont marqué profondément l'archéologie nationale et constituent, encore aujourd'hui, la base de la recherche régionale. Depuis le début des années 1960, Roger Agache a survolé sans relâche les campagnes picardes et a photographié des milliers de sites protohistoriques et gallo-romains, faisant prendre conscience à la communauté scientifique, ainsi qu'au grand public, d'une densité insoupçonnée des peuplements antiques. La décennie suivante a vu démarrer le programme de sauvetage archéologique de la vallée de l'Aisne, à l'origine de l'introduction des fouilles en aire ouverte sur de grandes surfaces, en France. Les objectifs initiaux de ce programme, l'étude de la néolithisation, se sont trouvés rapidement élargis à l'ensemble de la Protohistoire, puis aux périodes historiques, ce qui a permis la diffusion de ce type d'approche ainsi qu'une évolution considérable de la notion de site. Cette expérience exemplaire s'est poursuivie au rythme des extractions de granulats jusqu'à nos jours. Elle a inspiré le démarrage d'une opération similaire dans la vallée de l'Oise.

La construction d'importants ouvrages d'infrastructure routière et ferroviaire dans les deux décennies 1980-1990 et 1990-2000 a suscité la mise en place d'une véritable politique archéologique préventive par le *Service régional de l'archéologie* qui a rapidement mobilisé l'essentiel des forces des archéologues picards. Deux des principales caractéristiques de la région, un investissement presque exclusif dans l'archéologie préventive au détriment de l'archéologie programmée et son corollaire, une professionnalisation précoce des archéologues picards, trouvent leur origine dans ces années 1990-1995. L'investissement des paléolithiciens et mésolithiciens régionaux dans ce cadre préventif constitue certainement l'image la plus singulière et la plus symptomatique de ce phénomène ; les résultats obtenus sur les gisements de plein air au cours des deux dernières décennies comptent d'ailleurs parmi les aspects les plus novateurs de la recherche préhistorique française et européenne.

Si la Picardie a occupé une place essentielle dans le développement de la recherche archéologique française en jouant, à plusieurs reprises, un rôle précurseur, cette image tend à s'estomper depuis quelques années en raison d'une évolution similaire et d'un incontestable rattrapage des régions voisines, notamment le Nord/Pas-de-Calais et l'Ile-de-France, beaucoup plus densément peuplées. Il n'en reste pas moins que le bilan des recherches qui y ont été menées depuis trente ans mérite une attention particulière. Elle est à peu près la seule région pour laquelle on dispose d'un recul suffisant pour évaluer l'apport de ces travaux, la seule également qui offre une densité et une diversité des informations suffisantes à une évaluation du potentiel archéologique sur de vastes espaces, à l'échelle d'un bassin fluvial, par exemple. Enfin, ce bilan est susceptible d'éclairer les évolutions ultérieures d'autres Régions moins avancées dans cette évolution.

LA PRÉHISTOIRE ANCIENNE

Pour les périodes paléolithique et mésolithique, faire le bilan de la recherche en Picardie revient également à tirer des enseignements de ce que l'on pourrait appeler « l'expérience picarde ». En effet, par rapport aux autres régions de la moitié nord de la France, l'archéologie paléolithique est exceptionnellement développée en Picardie et ce, en raison de facteurs qui ne sont pas uniquement d'ordre historique, même s'ils ont leur importance ; rappelons que la Préhistoire est née dans la vallée de la Somme au milieu du XIX^e^ siècle (Boucher de Perthes).

Les deux facteurs principaux qui ont présidé à « l'expérience picarde » sont, d'une part, la nature morpho-pédo-sédimentaire de la région, qui a favorisé la conservation des gisements dans des séquences stratigraphiques dilatées et par là même permis des approches chrono-stratigraphiques précises et, d'autre part, le nombre important de grands travaux d'infrastructure qui depuis une quinzaine d'années ont autorisé la mise au jour et le sauvetage de nombreux sites paléolithiques et mésolithiques par des équipes d'archéologues très dynamiques.

ÉTAT DES LIEUX

Sans angélisme aucun, il est évident qu'une « harmonie » supra-institutionnelle (entre le *Service régional de l'archéologie*, les équipes du CNRS et de l'Université de Picardie, ou départementales, et celles de l'AFAN/INRAP) a permis de favoriser les approches archéologiques sur les gisements anciens. Cet équilibre des différents intervenants se perçoit très bien à travers les différentes subdivisions chronologiques. Si la recherche en Paléolithique inférieur procède exclusivement d'opérations d'archéologie programmée (mis à part Gentelles et "La Ferme de l'Épinette" à Cagny), l'archéologie préventive a été le moteur des travaux sur presque la totalité des gisements du Paléolithique moyen ces quinze dernières années. La situation est plus médiane pour le Paléolithique supérieur, qui est essentiellement représenté dans sa phase finale, où cadres programmé et préventif ont été utilisés de manière complémentaire, notamment pour l'exploitation des gisements les plus importants. La recherche en Mésolithique, quant à elle, résulte majoritairement de l'archéologie préventive.

Avancées méthodologiques

Des méthodologies adaptées à la recherche de sites et de séquences enfouies ont été initiées à la fin des années 1980 dans le cadre de l'autoroute A5 (Melun-Troyes) et élaborées durant les années 1990 sur le sol picard qui a réellement été le laboratoire de ce type d'approche. Ces avancées méthodologiques sont la conséquence d'une organisation rigoureuse de la démarche scientifique, dans laquelle l'établissement d'un cadre chrono-stratigraphique doit aller de pair avec les investigations purement archéologiques. Cette démarche « constructrice » est à mettre au crédit de l'équipe de l'UMR 8018 sous la direction d'Alain Tuffreau. Contrairement à de nombreuses autres Régions, en Picardie pour la période paléolithique, le passage d'une archéologie essentiellement programmée à une archéologie très majoritairement préventive s'est produit graduellement sans aucun traumatisme pour la recherche.

Les acquis

Le cadre chrono-stratigraphique et morpho-pédo-sédimentaire constitue non seulement un formidable outil de recherche pour les paléolithiciens mais également un outil de *conservation* dont le potentiel prédictif n'a pas été ignoré par le *Service régional de l'archéologie*. Le cadre chrono-stratigraphique mis en place à partir des séquences picardes (travaux de Pierre Antoine) est totalement exceptionnel. Par sa précision, il a, par exemple, permis de renouveler totalement nos connaissances sur les industries lithiques du Weichsélien ancien et donc sur les sociétés paléolithiques de l'Europe du Nord-Ouest entre 100 et 70 Ka (*cf.* thèse de Jean-Luc Locht).

Un constat

Si quelques opérations de fouilles programmées sur des sites majeurs (Cagny, Caours, Saleux) continuent à livrer de remarquables résultats, pour l'archéologie préventive, la dynamique de recherche mise en place dans les années 1990 semble, actuellement, s'essouffler alors même que la quantité de sites et de séquences stratigraphiques découverte chaque année lors des diagnostics reste la même. Cette tendance, qui est due à une usure logique de la chaîne opératoire de recherche sous l'effet à la fois du non-accroissement du nombre des chercheurs et de l'engorgement du système, est inquiétant car ce n'est qu'à partir de maintenant que nous pouvons récolter les fruits des lourds investissements des décennies passées. Aussi, bien que des travaux tout à fait remarquables et déterminants pour la Préhistoire européenne aient été réalisés sur le Paléolithique et le Mésolithique en Picardie, leur aboutissement n'a pas encore fait sentir ses effets sur le terrain. On retiendra ainsi le fait que, durant les journées de réflexion d'Amiens (mars 2005), les chercheurs picards ont, eux-mêmes, avancé l'idée que les moyens humains et scientifiques nécessaires à la fouille, l'enregistrement et l'étude des sites paléolithiques stratifiés, riches en industries et en faunes, ne sont plus – au moins momentanément – à la portée des diverses institutions et que, dès lors, il convenait de s'orienter vers une stratégie de conservation au sein de réserves archéologiques. En l'état actuel, en particulier dans le domaine préventif, et notamment pour le Paléolithique moyen et le Mésolithique, on peut donc se demander quel sens peut avoir l'accumulation de données (si précieuses soient-elles), si elles ne peuvent être intégrées et assimilées dans le processus de la recherche. Les relais indispensables sont en effet localement insuffisants (université, UMR…) et, de surcroît, une relative incertitude plane sur le devenir de certains d'entre eux.

Pour le Paléolithique, la Picardie apparaît donc en avance par rapport aux autres Régions où des processus similaires sont en cours, mais sont moins aboutis. Le problème est donc simple : comment résorber le retard des études et compléter le formidable cadre chrono-stratrigraphique et culturel mis en place ? Comment mettre en adéquation les apports réguliers de nouveaux sites avec les exigences d'une recherche de haut niveau qui nécessite du temps d'analyse et de publication au-delà de ce que peut permettre actuellement l'archéologie préventive ? La reconstitution d'un potentiel propre à résorber les retards de

publications et, si nécessaire, à reformuler les problématiques des études relève à n'en pas douter, d'une approche interinstitutionnelle dont la matière de réflexion devrait, sans doute, être préalablement réunie dans le cadre d'un PCR ou d'un GDR spécialement constitué.

LE NÉOLITHIQUE ET LES DÉBUTS DE LA PROTOHISTOIRE

Les forces du potentiel archéologique néolithique de la Picardie ont été mises en évidence à partir des années 1970, fournissant à toutes les équipes du Bassin parisien, institutionnelles ou non, la méthodologie, les références et les repères qui leur permirent de progresser rapidement et de rattraper une partie du retard pris à l'échelon européen. Le programme exemplaire de la vallée de l'Aisne, initié par l'ex URA 12 (du CRA-CNRS et de l'université de Paris I) et le Ministère de la Culture, ne doit pas masquer l'apport d'autres expériences qui se sont épanouies dans la région, les recherches sur les sépultures collectives, impulsées par Claude Masset et Jean Leclercq, les fouilles de la région de Compiègne menées sur des habitats du Néolithique moyen ou final (Joncquières, par exemple) ou de la fin de l'âge du Bronze/début de l'âge du Fer, à la confluence de l'Aisne et de l'Oise (Choisy-au-Bac; fouilles Jean-Claude Blanchet). De fait, l'ensemble de ces recherches a entraîné une dynamique de progrès relativement équilibrée de développement des connaissances sur les différentes périodes du Néolithique. Autre caractéristique de ces années fécondes, la Picardie a autant brillé du fait des chercheurs extérieurs attirés par cette dynamique que par celui des archéologues régionaux. Ce recrutement très large explique certainement pourquoi les néolithiciens ou protohistoriens travaillant dans cette région ne se sont pas restreints au simple cadre régional et ont toujours pris en compte l'entité du « Bassin parisien » comme champ d'investigation.

L'état de la recherche régionale aujourd'hui

L'image que renvoie aujourd'hui la recherche régionale sur le Néolithique ou les débuts de la Protohistoire, évoque une histoire aboutie, ainsi que l'expriment les auteurs du rapport sur *La recherche archéologique sur le Néolithique en Picardie*. C'est, effectivement, ce que ressent un observateur étranger à la Région. Après ces vingt ou trente années d'effervescence, les acquis régionaux ont été clairement exprimés et revisités. La faiblesse du renouvellement des chercheurs institutionnels, lié au manque de postes, risque de provoquer un essoufflement de la recherche régionale. Par ailleurs, si les « prises de date », « études partielles » ou « provisoires » ont été nombreuses, la publication des travaux les plus importants se fait attendre (exemple de Cuiry-les-Chaudardes, Berry-au-Bac, Joncquières, Boury-en-Vexin, etc.).

En 2000, Didier Binder, membre de la *CIRA* précédente, relevait le fait que toutes les opérations programmées de la Région (et de l'interrégion, d'ailleurs!) étaient concentrées sur le seul programme 12; fort modestement, d'ailleurs, puisqu'en 2003, une seule opération picarde intéressa le Néolithique, les programmes 11 et 13 échappant totalement à la programmation régionale. En 2005, année relativement favorable, six dossiers intéressant le Néolithique en Région Picardie ont été soumis à la *CIRA* pour avis: trois opérations programmées (PCR géoarchéologie du silex, la sépulture collective de Bury et l'enceinte à entrées multiples de Crécy-sur-Cerre) et trois fouilles préventives (Beaurieux/Cuiry-les-Chaudardes, Méaulte et Ressons-sur-Matz). Il est à noter qu'un dossier d'opération programmée s'interrompt en 2006 et que le deuxième est partagé avec la Région Nord/Pas-de-Calais.

D'une manière générale, l'archéologie préventive a, comme souvent ailleurs, considérablement réduit le nombre d'opérations programmées. L'intégration des recherches sur le Néolithique et les débuts de la Protohistoire dans l'archéologie préventive telle qu'elle est mise en œuvre depuis 2002 se heurte à des difficultés diverses:

- d'ordre méthodologique: les auteurs rappellent que les grands décapages menés ici et là dans le Bassin parisien et notamment en Picardie, ont fourni une riche moisson de sites permettant de faire progresser la recherche de façon très significative. Les principes techniques mis en œuvre par l'INRAP à la faveur du nouveau cadre juridique de l'archéologie préventive excluent les grands décapages, et sont en contradiction avec la méthodologie appliquée depuis des années dans les vallées de la Seine, de l'Aisne et de l'Oise, méthodologie qui a fait ses preuves pour la reconnaissance des terroirs préhistoriques.

Cette contradiction a été signalée à plusieurs reprises tant par les chercheurs que par la *CIRA*: les tranchées, mêmes lorsqu'elles sont agrandies à la taille de fenêtres étriquées, ne sont pas utilisables pour une véritable évaluation des occupations du Néolithique et de la Protohistoire ancienne. Il ne s'agit pas d'une spécificité picarde! Ces difficultés méthodologiques devraient faire l'objet d'une étude sérieuse, que ce soit par l'INRAP ou sa tutelle. Il en va de la crédibilité scientifique de l'opérateur.

- d'ordre adaptatif pour un personnel plutôt spécialisé dans les périodes anciennes du Néolithique face à une multiplication de sites de la seconde partie de la période. Face aux à-coups conjoncturels liés à la succession des grands travaux, il a parfois fallu faire venir de nouveaux

chercheurs pour fouiller des ensembles importants (l'habitat chalcolithique de Bettencourt-Saint-Ouen, par exemple), alors que certains autres doivent s'expatrier ailleurs dans le Bassin parisien pour trouver matière et dynamisme propices à la poursuite de leurs recherches (la bibliographie a été arrêtée en 2003!).

Il faut souhaiter que les chercheurs régionaux ou interrégionaux continuent à surmonter ces difficultés. Le regroupement autour de l'ACR (action collective de recherche) dirigée par Michael Ilett montre qu'il est encore possible de dépasser les routines qui ont tendance à se mettre en place autour d'un projet scientifique, et ouvrent sur des perspectives scientifiques nouvelles.

La fouille de Bury, adossée au PCR sur le III^e^ millénaire, montre que le potentiel de la Région continue d'attirer des chercheurs de haut niveau. Enfin, la gestion scientifique des équipes archéologiques est une réalité qui devrait aussi s'imposer aux opérateurs et aux ministères de tutelle lors de la mise en œuvre des politiques de recrutement et d'affectation, au-delà des seuls considérants de rentabilité opérationnelle à court terme.

LA PROTOHISTOIRE

Les fondamentaux

La Picardie a connu depuis vingt-cinq ou trente ans un développement particulièrement important de la recherche archéologique portant sur les périodes protohistoriques. Cette dynamique satisfaisante apparaît pourtant déséquilibrée dans son éventail chronologique comme dans ses méthodes d'approches du terrain. De ce point de vue, la Picardie offre un véritable contrepoint aux régions méditerranéennes avec des orientations très spécifiques que l'on peut résumer ainsi:

– une activité archéologique concentrée dans le domaine préventif, contrastant avec de rares fouilles programmées;
– des résultats scientifiques très importants dans deux domaines principaux: les occupations rurales du second âge du Fer, plus précisément celles concernant La Tène moyenne et finale et les sanctuaires de même époque;
– une connaissance réduite des périodes plus anciennes (premier âge du Fer) et, à un moindre degré, de La Tène ancienne;
– enfin, une connaissance très incomplète des habitats groupés et fortifiés, malgré quelques fouilles majeures.

Comme pour le Néolithique, le programme de la vallée de l'Aisne a joué un rôle moteur dans l'apparition et le développement d'une archéologie de La Tène. Consacré initialement à la néolithisation, il s'est assez rapidement élargi aux nombreuses occupations protohistoriques rencontrées dans les carrières de la vallée, y compris aux deux grands *oppida* de Villeneuve-Saint-Germain et Condé-sur-Suippe/Variscourt, menacés par l'urbanisation, dans le premier cas, et l'extension d'une sucrerie, dans le second. Les fouilles de sauvetage alors menées sur ces deux *oppida* par différents acteurs (bénévoles, SRA, URA 12/AFAN) comptent parmi les plus importantes réalisées sur des ensembles fortifiés, comparables à ceux du Mont-Beuvray, en France, ou de Manching, en Allemagne. Dans une perspective d'étude diachronique de l'ensemble de ce territoire, l'équipe de l'URA 12 a effectué, dans un cadre programmé, des interventions complémentaires sur des fortifications protohistoriques de plus petite taille, riveraines de la vallée, et sur l'*oppidum* de Pommiers, identifié au *Noviodunum* de César.

Les archéologues, principalement bénévoles du CRAVO, dans la région de Compiègne, se sont inspirés de cette expérience pour mettre en place un programme similaire. Ces deux actions de recherche se sont poursuivies suffisamment dans le temps pour assurer la formation d'excellents spécialistes de La Tène, comme en témoignent plusieurs thèses remarquables. Ultérieurement, en 1989, la mise en place d'une archéologie préventive systématique sur les grands tracés a contribué à réunir une masse d'informations dont l'exploitation scientifique est loin d'être terminée. Des dizaines d'établissements agropastoraux ont été fouillés sur de vastes surfaces (souvent plus d'un hectare, jusqu'à 4 ou 5), venant confirmer dans leurs grandes lignes les conclusions de Roger Agache. Le colloque de l'association AGER tenu à Amiens en 1993 et consacré à la transition de la « ferme indigène » à la *villa* romaine, a montré la validité du modèle de ce type d'établissement laténien tel que ce chercheur l'avait défini en spécifiant ses caractères et ses limites. Les bilans présentés ont confirmé, s'il le fallait, l'extrême densité des campagnes gauloises de la Picardie, et mis en évidence la richesse des données collectées en une quinzaine d'années. Le principal intérêt des fouilles sur les grands tracés est d'avoir élargi aux plateaux le tableau qui avait pu être dressé sur deux tronçons des vallées voisines de l'Aisne et de l'Oise. Il est heureux d'ailleurs qu'un des spécialistes issus des programmes « vallées » soit associé à l'ACR (action collective de recherche) consacrée aux fouilles réalisées sur les grands tracés linéaires en Picardie (dir. Didier Bayard) qui a pour objectif, entre autres, de rassembler et de consolider ces données comme d'en évaluer la portée.

Le second point fort de la région qui concerne les lieux cultuels résulte, à l'inverse, de l'activité des fouilles programmées, en particulier sous l'impulsion de Jean-Louis Brunaux. La fouille

exemplaire du petit sanctuaire de Gournay-sur-Aronde, entre 1975 et 1980, a révélé un potentiel insoupçonné, grâce à l'application de techniques rigoureuses, et a relancé l'intérêt pour les recherches sur les sanctuaires celtiques jusqu'au-delà de nos frontières. Cette expérience a montré qu'il était possible de mener à son terme l'exploration d'un ensemble aussi riche et complexe, jusqu'à la publication (échelonnée entre 1985 et 1994) et au traitement du mobilier métallique, si abondant soit-il. La découverte et la fouille, partielle le plus souvent, d'autres sanctuaires comparables ont montré que Gournay n'était pas isolé, qu'il ne constituait qu'un élément bien documenté d'un ensemble culturel cohérent, propre au *Belgium*, manifestation qu'il était possible de relier à beaucoup d'autres expressions cultuelles du monde celtique (*cf. Gallia* 2003). Il est heureux que la découverte et la fouille de l'extraordinaire « trophée » gaulois de Ribemont-sur-Ancre soient intervenues, à partir de 1982, au terme de presque une décennie d'affinement de la réflexion et des méthodes. La fouille programmée qui s'est poursuivie depuis cette date a été interrompue en 2002 afin de préparer la publication d'ensemble du sanctuaire.

La Picardie semble disposer *a priori* d'un potentiel nettement plus discret pour les périodes plus anciennes, comme l'âge du Bronze et le premier âge du Fer. Ne se dégagent de la masse des petits établissements agro-pastoraux aux vestiges mutilés et dispersés, mis au jour au hasard des travaux, qu'une demi-douzaine d'ensembles un peu plus structurés, ainsi que le site stratifié exceptionnel de "La Confluence" de Choisy-au-Bac. Mais cette impression tient, peut-être, à une méconnaissance et il est assez évident que des efforts devraient être faits pour améliorer notre évaluation du potentiel réel de la région. La période de La Tène ancienne occupe une situation intermédiaire. Près de la moitié de la Picardie se situe dans l'orbite marnienne, dont il n'est pas nécessaire de rappeler l'importance. Les travaux de Jean-Paul Demoule ont permis de faire un premier point sur la chronologie. Le reste de la région, au nord-ouest du cours de l'Oise occupe une place intéressante, à l'extérieur et au contact de la culture Aisne-Marne, et mériterait d'être étudiée dans cette perspective.

L'état de la recherche régionale aujourd'hui

Au travers des dossiers transmis à la *CIRA Centre-Nord* durant ces trois dernières années, l'analyse des opérations touchant à l'âge du Fer picard permet de dresser un tableau actualisé de l'évolution des tendances de la recherche archéologique régionale, d'en souligner les potentialités scientifiques comme les lacunes d'ordre méthodologique émergentes, et d'identifier les impasses culturelles qui se manifestent.

Le premier constat établi sur une base documentaire d'environ 60 sites picards à composante essentiellement protohistorique, montre que les opérations réalisées durant ce laps de temps sont en totalité de nature préventive (on laisse, bien entendu, de côté ACR et sites momentanément inactifs pour cause de publication). Ce constat d'une absence d'opérations de fouilles programmées met la Picardie à égalité avec la région Nord/Pas-de-Calais, toutes deux bien silencieuses de ce point de vue en regard du Centre et de l'Ile-de-France, un peu mieux pourvues. Cette spécificité extrême qui place la Picardie en opposition complète avec d'autres Régions françaises, comme celles du Sud-Est, par exemple, où la situation actuelle, se trouve pratiquement inversée, est, à terme, dangereuse pour la dynamique régionale malgré le volume global des opérations traitées et leur intérêt archéologique immédiat. L'expérience de ce dernier quart de siècle montre que la recherche de programmation, qu'elle soit ponctuelle ou organisée collectivement et à plus grande échelle, est une source de conceptualisation méthodologique et d'innovations dans la critique qualitative des acquis. Malgré la qualité archéologique soulignée pour une bonne partie des opérations de diagnostic et de fouilles préventives, la tendance actuelle de la pratique du terrain aboutit, de fait, à l'occultation d'une étape essentielle et indispensable dans l'élaboration des méthodes qui ont été à la base de la dynamique constatée antérieurement dans notre discipline. Si la recherche préventive comporte d'excellents chercheurs et donne lieu à des rapports parfois remarquables, sources de publications récentes et, on l'espère, d'autres à venir, on n'en est pas moins perplexe sur les conséquences scientifiques à moyen ou plus long terme d'un rythme de recherche avant tout fondé sur l'urgence opérationnelle aux dépens des temps de réflexion, de documentation, de comparaison ou de critique constructive qu'offre la démarche programmée. La réinsertion de cette composante est donc primordiale, nous le savons, mais dépend-elle des chercheurs de terrain qui, en toute logique, se rattachent presque tous à l'INRAP? certainement pas! Et le phénomène est d'autant plus inquiétant que les demandes d'aide à la préparation d'une publication restent aussi limitées en Picardie (une seule en trois années!) que dans les autres composantes de l'interrégion.

L'état de conservation des vestiges et donc leur lisibilité pourraient expliquer le maintien récent des inégalités constatées antérieurement dans la répartition chronologique des sites explorés. Si l'interrégion Centre-Nord, sur 200 occurrences

analysées, offre globalement un relatif équilibre de répartition entre les deux âges du Fer, avec seulement une légère prépondérance pour le second, la Région Picardie s'individualise fortement avec le rassemblement de près des trois-quarts des sites sur cette seule période et plus spécifiquement sur celle de La Tène moyenne et récente (C2/D1). À l'exception des structures rurales de La Tène ancienne, de plus en plus individualisées, celles du Bronze final et du premier âge du Fer demeurent toujours trop discrètes. Les rapporteurs du groupe de travail préparatoire au bilan ont avancé l'idée que les décapages trop restreints ouverts sur les sites de cette phase ancienne permettent rarement une véritable vision spatiale de l'organisation des vestiges. Par suite, les fouilles trop peu nombreuses ne permettraient pas d'accéder au niveau de l'organisation territoriale.

Malgré la nature variée des opérations de terrain, du lotissement pavillonnaire de Chambly ("La Croix où l'on Prêche", Oise) à l'intervention sur 63 ha de la déviation de Beauvais (RN 31, Oise) ou sur les 119 ha de l'aérodrome de Méaulte (Somme), en passant par les carrières de granulats des vallées de l'Aisne et de l'Oise, ce sont essentiellement des structures liées au milieu de l'exploitation agricole qui sont reconnues (parcellaires, enclos de ferme, éléments de leurs aménagements internes liés à la vie domestique et au stockage, bien plus rarement au petit artisanat du quotidien). Dans l'ensemble des informations partielles ou sectorielles, plus ou moins aisément interprétables, on relèvera pourtant des exemples remarquables par leur ampleur à l'image de ceux d'Ourcel-Maison datés de La Tène finale (ZAC de "La Belle Assise", dans l'Oise) ou d'Amiens-Poulainville (sur 13 ha), et surtout ceux de la ferme, du parcellaire et de la nécropole familiale de Glisy "Le Bois Planté", dans la Somme, ensemble dont la fouille doit se poursuivre et qui est daté de La Tène C1. Outre les remarquables aménagements en bois attribués à La Tène C2/D1 des bords de berges de Brissay-Choigny (dans la vallée de l'Oise), plusieurs des établissements ruraux, assez complexes et parfois étalés dans le temps, comportent des informations complémentaires dans le domaine funéraire. Ainsi des vestiges isolés ou de petits regroupements de proximité paraissent constituer des nécropoles familiales, voire de hameaux. Outre les exemples précédents de Glisy et d'Amiens-Poulainville, on citera le cas du petit cimetière de Pont-de-Metz ("Nouvel Hôpital", Somme), attribué à La Tène moyenne. Enfin, parmi les enclos ruraux clairement constitués, celui bien conservé du "Bois de la Forge" à Ronchères (Aisne, LGV Est) dénote dans sa structuration, ses aménagements internes et ses composantes, une très probable résidence de type aristocratique établie lors de La Tène C2/D2.

Si l'ensemble des informations contenues dans les dossiers examinés par la *CIRA* depuis trois ans est fort intéressant et parfois même exceptionnel par ses apports à la connaissance de la structuration spatiale, de la complexité et de la hiérarchie du monde rural picard au cours du second âge du Fer, on regrettera, comme par le passé, l'abandon de fait des recherches sur les autres composantes contemporaines et, en particulier, de celles liées aux habitats groupés, à leur environnement et à leur mode de liaison, mais aussi aux aménagements de nature artisanale et aux autres à vocation cultuelle. Bien sûr, le caractère préventif des interventions en aires largement ouvertes constitue certainement une cause déterminante dans cette sélection constatée comme dans la nature et la chronologie des découvertes. Les vestiges plus fragiles et donc plus fugaces du premier âge du Fer pourraient-ils être mieux caractérisés et, en conséquence, fouillés dans des conditions de diagnostic plus favorables? Le relevé de pratiques cultuelles, hors de grands sanctuaires bien identifiés, en relation par exemple avec un établissement agricole, deviendrait sans doute une réalité si le temps consacré à l'opération de fouille des fossés limitrophes était majoré et accompagné d'une véritable problématique posée plus systématiquement. Globalement et à d'heureuses exceptions près, la généralisation des recherches conduites dans l'urgence cantonne bien souvent les intervenants à ne découvrir que ce que l'on ne connaît déjà que trop bien par ailleurs et cela devient, à terme, très pénalisant pour la quête de la diversité des faciès culturels picards de l'âge du Fer.

L'ÉPOQUE ROMAINE

Un bilan impressionnant, à discuter

Dans l'Antiquité, la Picardie était composée, pour l'essentiel, de cinq cités assez obscures, qui ne se sont pas distinguées par la richesse des témoignages littéraires ou épigraphiques, et n'ont laissé subsister que de rares monuments en élévation. Bref, les fondamentaux régionaux n'étaient pas particulièrement favorables au développement d'une archéologie de l'Antiquité. Et pourtant, il n'est pas nécessaire aujourd'hui de préciser que cette région était densément habitée dans l'Antiquité. Les très nombreuses photos aériennes de *villae* romaines prises par Roger Agache et diffusées internationalement en témoignent suffisamment. Cette large communication auprès du grand public reflète aussi un formidable acquis scientifique. Il suffit de se référer aux rares publications parues dans des revues ou des collections des années 1950 ou du début des années 1960, comme *OGAM/Celticum*, de lire des synthèses de cette époque, pour mesurer le chemin parcouru en

deux décennies, principalement entre les années 1960 et 1980. De fait, depuis la publication de l'*Atlas d'archéologie aérienne* en 1975 et celui de *la Somme pré-romaine et romaine* en 1978, toutes les études portant sur le Nord de la France se réfèrent explicitement ou implicitement aux modèles de la ferme indigène aux enclos fossoyés, et de la *villa* axiale gallo-romaine, proposés par l'auteur, et aux cartes qui les accompagnent. Les colloques et autres confrontations avec des chercheurs extérieurs à la Picardie mettent régulièrement en évidence la place singulière qu'occupe la Picardie à cet égard. Le chapitre « Les campagnes romaines » du *Bilan archéologique de la Picardie* confirme cette densité de l'occupation antique par des chiffres impressionnants : 5 850 sites ou indices de sites d'époque romaine ont été répertoriés dans la région, dont 2 340 pour le seul département de la Somme. Une part appréciable de ces sites peut être identifiée de manière assurée à un type d'habitat bien caractérisé, la *villa*, grâce à la restitution du plan des bâtiments aux fondations en craie tassée, visibles d'avion. Huit cent soixante *villae* ont été identifiées dans le département de la Somme, soit, en moyenne, une par commune ! Ces chiffres ne correspondent d'ailleurs pas au nombre réel des *villae* qui ont existé – certains indices montrent qu'il faudrait les multiplier par deux ou trois, voire par quatre dans certains secteurs – mais indiquent qu'il est aujourd'hui possible d'évaluer la représentativité de l'échantillon disponible, qui, rappelons-le, se place à l'échelle d'un département.

Ce modèle d'occupation des campagnes antiques a suscité de nombreuses interrogations sans que la discussion ne puisse réellement s'engager faute de bases plus solides. Il a fallu attendre les années 1990 pour que l'on soit en mesure d'en vérifier la réalité, grâce à la multiplication des fouilles préventives, effectuées principalement dans le cadre des grands travaux d'infrastructure de transport. En une dizaine d'années, de très nombreuses opérations archéologiques ont porté sur des établissements antiques. Elles sont restées le plus souvent extrêmement limitées (de simples sondages ou de modestes fouilles dites « d'évaluation » dans plus de 95 % des cas, selon les auteurs des « campagnes romaines », dans ce bilan). Cependant, les moyens financiers réunis dans le cadre des grands travaux ont permis de fouiller sur de grandes surfaces (souvent plus de 1 ha) plusieurs dizaines de sites (le chiffre peut varier suivant les critères utilisés entre 50 et plus de 100). La documentation amassée au cours de la décennie 1990-2000 est, pour sa plus grande part, restée inédite, mais plusieurs aspects tels que la romanisation (colloque *AGER* d'Amiens en 1993, publié en 1996) ont fait l'objet de mises au point qui relativisent, corrigent, mais intègrent finalement dans ses grandes lignes les modèles de Roger Agache. Il serait prématuré d'interrompre la discussion sur la validité et la portée de ce socle commun avant la mise en ordre et la mise en perspective de cette abondante documentation. Il est à noter qu'une *Action Collective de Recherche* est consacrée en grande partie à cette mise en ordre (« Quinze ans d'archéologie préventive sur les grands tracés linéaires en Picardie »).

On a parfois reproché aux archéologues de l'Antiquité d'avoir, ces dernières années, enchaîné en aveugle les opérations d'archéologie préventive, spécialement dans le cadre des grands travaux, et ce, par pur opportunisme financier, sans obtenir de résultats déterminants. En effet, la question de savoir si la fouille d'une *villa* supplémentaire ou plutôt d'une partie de *villa* est susceptible d'apporter des éléments originaux au dossier est légitime, et cette question se pose régulièrement aux rapporteurs de *CIRA*, spécialement dans le Centre-Nord qui concentre 30 à 40 % de l'archéologie préventive française (chaque année, plus de 50 demandes de fouille préventive concernent l'Antiquité). L'exemple de la Picardie est intéressant à cet égard. On peut faire effectivement le constat que les quinze dernières années ont été entièrement consacrées, dans cette région, à la collecte de données de base, dans le seul cadre préventif, plus ou moins aléatoire, sans distinction de critères relatifs à l'état de conservation, au statut ou à la fonction du site. On peut se poser la question du caractère scientifique d'une telle approche, ou même de son efficacité. Le caractère redondant et limité d'une grande partie des informations recueillies sur ces chantiers n'échappe à personne. Il est dû, en grande partie, à l'état de conservation médiocre des sites et, dans une moindre mesure, à des carences de la fouille ou des problématiques mises en œuvre Combien de sites offrent des niveaux d'occupation susceptibles de livrer des témoignages des activités des différents bâtiments ou secteurs, ou même de l'ensemble du site ? Les éléments de datation recueillis sont souvent si peu nombreux qu'ils ne permettent pas de préciser les phases d'occupation au-delà de bornes trop convenues. Le reste du mobilier, principalement métallique, ou les restes osseux, sont rarement assez abondants pour espérer des conclusions originales. À l'encontre de ces interrogations légitimes, répétons-le, il convient d'opposer le fait qu'il n'y avait guère d'alternatives à cette démarche, que les perspectives actuelles n'en offrent pas plus et, enfin, qu'on ne peut lui dénier une certaine cohérence scientifique.

Premier point, au-delà de l'image flatteuse que nous renvoyait la photographie aérienne, l'état des connaissances réelles sur les campagnes romaines était dans les années 1980 pratiquement égal à néant et nécessitait la constitution de bases de données de fouilles dans tous les domaines, ne serait-ce que pour apprendre à interpréter correctement ces photographies aériennes. La constitution d'un corpus fiable et représentatif exige une base statistique minimale et doit conduire à accepter la présence de doublons. La qualité et la précision de la documentation amassée par Agache obligeaient, en outre, à établir des bases de données suffisamment larges pour tester la validité des différents types déterminés. Une approche statistique du corpus disponible aujourd'hui montrerait vraisemblablement des situations contrastées suivant les questions prises en compte (spécialement pour l'Antiquité tardive qui est encore mal représentée).

Pour ce qui est de l'état de conservation médiocre de la plupart des sites fouillés ces dernières années, il faut considérer que c'est paradoxalement le mauvais état de conservation de la plupart des sites picards qui a permis de les fouiller de manière extensive dans le cadre des moyens existants, de les caractériser, et d'accumuler si rapidement une base de données utilisable. Nul doute que des sites stratifiés auraient mis les archéologues dans l'obligation de « faire des choix » discutables, faute de pouvoir les fouiller dans leur intégralité. Serions-nous plus avancés aujourd'hui ?

Existait-il une alternative à cette démarche d'accumulation, et s'en trouve-t-il une pour les années qui viennent ? On peut en douter. L'idéal serait de compléter cet échantillonnage, qui peut paraître aujourd'hui dans certains domaines, numériquement satisfaisant, par des investigations plus attentives sur des sites présentant au moins des restes de stratigraphie et, si possible, des caractères susceptibles de faire avancer la réflexion ou nos connaissances. Le cadre évident pour mener ce genre de recherches est la fouille programmée. Le constat sans appel de leur quasi-disparition pour la période antique, dans les régions du Nord/Pas-de-Calais et de Picardie, légitime malheureusement, *a posteriori*, la seule approche préventive (1). D'autre part, l'évolution récente de l'archéologie préventive réduit fortement les possibilités de choix scientifiques. La disparition de fait de l'étape de « l'évaluation », étape qui était généralement mise en œuvre en Picardie entre le diagnostic et la fouille avant la loi de 2001, oblige aujourd'hui à multiplier les fouilles préventives ou à abandonner des sites qui n'ont pas été caractérisés au-delà de notions élémentaires. Autre paradoxe, les conditions techniques et financières qui prévalent actuellement dans l'archéologie préventive excluent, la plupart du temps, la fouille des sites les mieux conservés, les plus riches et les plus complexes, qui font l'objet de mesures de conservation. Il y a, enfin, des difficultés techniques réelles pour dissocier les restes de *villae* d'ensembles diachroniques dans lesquels ils sont imbriqués tels que des établissements agricoles de la fin de la Protohistoire ou des installations mérovingiennes (plus de 50 % des *villae* correspondent à des sites diachroniques). Cette réflexion sur les choix doit prendre en compte l'ensemble des occupations rurales depuis le III^e^ siècle avant J.-C., au moins, jusqu'à la fixation des villages actuels, à partir du VII^e^, VIII^e^ ou IX^e^ siècle. On ne peut dénier enfin une certaine cohérence scientifique à la composition sur des bases aléatoires d'un corpus large intégrant à la fois les « centres domaniaux », les sites secondaires ou saisonniers, des installations artisanales, jusqu'aux nombreux fossés viaires, *a priori* d'un intérêt restreint mais qui permettent pourtant de donner une image spatiale de l'organisation des campagnes. Ce corpus aura au moins le mérite d'une certaine représentativité, sans doute plus que les centaines de *villae* fouillées depuis un siècle dans le cadre des fouilles programmées, choisies, elles, autant pour des raisons d'opportunités personnelles qu'au terme de choix scientifiques discutables. Il n'est pas nécessaire de s'appesantir sur les lacunes de nos connaissances relatives aux parties économiques des *villae*, du moins dans la Gaule non méditerranéenne.

Un examen attentif des pratiques récentes vient tempérer le constat inquiétant d'une archéologie préventive condamnée à une accumulation sans discernement. Depuis une dizaine d'années, une évolution indéniable se dessine sous l'influence d'opérations préventives exemplaires. Aux cotés de multiples interventions ponctuelles dont l'intérêt est parfois discutable au plan scientifique et la mise en œuvre pas toujours convaincante, émergent des expériences novatrices menées par les meilleures équipes, favorisées par des aménagements couvrant de vastes espaces (sur des centaines d'hectares) et offrant l'opportunité d'aborder des dynamiques d'occupation des sols. Les premiers résultats de ces recherches, menées souvent sur plusieurs années, ouvrent des perspectives extrêmement intéressantes sur la différenciation des établissements, la spécialisation et la complémentarité éventuelle d'habitats ou d'installations artisanales à l'échelle supposée d'un domaine (2).

La Picardie n'est pas la seule région à développer ce genre de problématique. Le Nord/Pas-de-Calais s'est illustré ces dernières années avec les chantiers de *Toyota*, à Onnaing, d'*Actiparc* près d'Arras, ou de la plate-forme de Dourges. Les régions du Centre ou d'Île-de-France en comptent également

(1) - La seule opération programmée autorisée ces dernières années en Picardie était, en 2005, un PCR consacré à l'agglomération antique de Vendeuil-Caply (Oise)

(2) - L'émergence d'une archéologie des « parcellaires » depuis les années 1995-2005 constitue l'un des effets les plus novateurs de cette approche spatiale et quantitative (il s'agit de l'un des points les plus intéressants de l'opération de la plate-forme aéroportuaire de Méaulte).

quelques-unes, dont certaines menées depuis plusieurs années (Marne-la-Vallée ou Melun-Senart, par exemple). Mais la Picardie dispose, pour aborder ces questions, d'avantages indéniables : la qualité de sa documentation, des problématiques relativement claires et adaptées au potentiel réel, une expérience des intervenants acquise dans le cadre des grands travaux. Le niveau d'analyse qui caractérise les rapports de fouille ou même la plupart des publications portant sur cette thématique, dans le reste de l'interrégion, est généralement en deçà des perspectives qu'offre la documentation picarde, la seule à permettre une approche quantitative. L'énorme corpus mis à la disposition des chercheurs par Roger Agache, largement complété depuis, oblige à un traitement à sa hauteur, à moins que l'on juge que la recherche archéologique ne sera jamais en mesure de sortir d'un rôle d'illustration ponctuelle et anecdotique de l'Histoire. Dans ce cas, il serait temps d'abandonner toute recherche archéologique sur les campagnes antiques !

Pour les autres plans, la Picardie ne se distingue pas beaucoup des autres régions du Nord de la France, hormis le cas particulier d'Amiens qui mérite une attention spéciale et, dans une moindre mesure, les sanctuaires. La densité des informations recueillies sur cette importante ville romaine qui a donné lieu à une monographie parue en 1983, en a fait une référence incontournable pour les recherches sur l'urbanisme provincial du Nord-Ouest de l'Empire. Elle a longtemps servi de modèle pour les problématiques des villes antiques proches. D'autres expériences intéressantes sont venues relativiser ce rôle ces dernières années (Besançon, Reims, ou Chartres très récemment). De nombreuses opérations de fouille préventive dont deux opérations majeures sont venues renouveler cette documentation depuis 1983, éclairant d'un jour nouveau l'habitat urbain (la publication des résultats de ces deux opérations est en cours). Des études récentes ont montré qu'il était nécessaire de réévaluer la plupart des conclusions émises en 1983 à la lumière de ces multiples interventions et que certaines des nouvelles interprétations envisagées pouvaient contribuer à relancer les problématiques concernant l'ensemble des villes du Nord de la Gaule (*cf.* l'exposition d'Amiens de 2004 *La marque de Rome, Amiens et les villes du Nord de la Gaule*, ou le colloque de Lille 2002, à paraître). La parution de ces différents travaux montrera, très probablement, l'opportunité de reprendre ce dossier, si possible, avec l'ensemble des acteurs.

Pour les sanctuaires, la région a indiscutablement bénéficié du renouveau des recherches sur les sanctuaires laténiens et de la détection de dizaines de sanctuaires par photographie aérienne. La plupart des opérations ont été effectuées dans le cadre des fouilles programmées. En dehors du vaste sanctuaire de Ribemont-sur-Ancre, qui a joué un rôle important comme chantier-école pendant deux décennies, et comme référence scientifique (les principaux monuments qui le composaient ont fait l'objet de publications), l'intérêt de ces recherches reste en deçà de celles menées sur les sanctuaires laténiens.

D'une manière générale, la région a participé de façon active aux différents programmes de recherche collectifs qui ont été développés dans la moitié nord de la France, que ce soit sur les villes (colloque de Lille de 2002), sur les agglomérations secondaires (Atlas des agglomérations secondaires, 1994), sur les monuments de spectacle ou dans des domaines plus spécialisés comme l'archéozoologie, la céramologie, la botanique, comme en témoignent plusieurs thèses d'un grand intérêt. Il n'est pas nécessaire de revenir sur ces travaux. Nous observerons toutefois que le cadre géographique pris en compte dépasse généralement les limites administratives de la Picardie.

Ce bilan révèle également quelques faiblesses. Certaines s'expliquent peut-être par le hasard des découvertes. Ainsi, les tombes à incinération ou à inhumation sont-elles assez rares en Picardie, contrairement à la région voisine du Nord/Pas-de-Calais. Sur d'autres points, le potentiel est présent, mais inexploité. D'assez nombreux camps romains ont été identifiés, principalement grâce à la photographie aérienne. Or, malgré quelques recherches ponctuelles de qualité comme celles menées sur l'*oppidum* de La Chaussée-Tirancourt ou le camp d'Arlaines, près de Soissons, dans les années 1980, la plupart n'ont pas été étudiés et ne sont pas datés. Il y a là un champ d'études qui pourrait s'avérer décisif pour l'étude des débuts de la romanisation (comme l'a montré récemment l'opération d'*Actiparc*, près d'Arras).

Les années récentes et les perspectives

Le nombre de dossiers de fouilles soumis à la *CIRA* depuis trois ans est en net retrait par rapport au bilan impressionnant qui vient d'être décrit : une vingtaine de projets de fouilles préventives, soit six ou sept par an, tout au plus, et un seul projet de recherche programmée, qui a été autorisé en 2005, mais n'a pas encore démarré. Les demandes de fouilles préventives se répartissent sensiblement comme dans les régions voisines, entre sites urbains, pour un quart ou un tiers (trois à Amiens, deux à Saint-Quentin et une à Château-Thierry : une agglomération secondaire), et différentes formes d'occupation rurale (quatre *villae* présumées, trois ou quatre établissements au statut indéterminé, deux cimetières à incinération à Méaulte, un atelier de potiers) et, enfin, des aménagements mineurs ou indéterminés. Les années 2002 à 2005 sont relativement atypiques. Les grands travaux d'équipement de transport sont interrompus depuis 2001 (en attendant l'énorme ouvrage que constituera le canal à grand gabarit Seine-Nord Europe, annoncé pour 2007, et l'autoroute d'Amiens à la frontière belge). Les aménagements de grande surface comme les ZAC (ZAC de Haute Picardie, de Ploisy ou de Saint-Quentin) ou la plate-forme aéroportuaire de Méaulte sont à l'origine des opérations les plus porteuses, les seules qui permettent de développer des problématiques spatiales à la hauteur du niveau de connaissances régional.

La période 2003-2005 a été marquée par plusieurs mouvements de fond qui ont considérablement réduit le nombre de fouilles préventives d'établissements gallo-romains. Le principal impact conjugué de la loi de 2001 et de la montée des coûts a été le gel des « gisements » archéologiques d'une certaine importance ou d'une certaine complexité (par conséquent d'un certain intérêt), dans les carrières ou les ZAC, principaux aménagements destructifs de la région. S'il est encore possible de faire financer par les aménageurs la fouille de sites secondaires ou mal conservés, il est difficile de trouver les centaines de milliers d'euros qu'exige la fouille d'une *villa*. Sur six ou sept dossiers de demande de fouille préventive examinés annuellement par la *CIRA*, combien seront effectivement réalisées : la moitié, le tiers ? Il est actuellement difficile de répondre à cette question en l'absence d'un plus grand recul.

Autre point mis en évidence ces dernières années, la difficulté de trouver des responsables d'opération d'un bon niveau et suffisamment expérimentés pour une exploration relativement complexe. Principale conséquence de cette pénurie, les rapports d'opération tardent à venir, et les publications se font rares. Même en temps normaux, en dehors des grands travaux, le taux de remise des rapports finaux d'opérations concernant l'Antiquité est nettement insuffisant dans la moitié nord de l'interrégion (régions du Nord/Pas-de-Calais et de Picardie). En Picardie, seulement trois rapports finaux d'opération concernant principalement l'Antiquité ont été soumis pour évaluation à la *CIRA* depuis 2003 (dont un rapport collectif, à Ploisy). Un rapide examen des comptes rendus des deux *CIRA* précédentes, montre un rythme similaire de un à deux rapport finaux d'opération (ou DFS) par an depuis les années 1997 ou 1998. Il est à noter que cette carence inquiétante touche aussi bien l'INRAP que les services de collectivités, que ce soit en Picardie, ou dans le Nord/Pas-de-Calais.

Cette difficulté à concrétiser et intégrer les résultats de l'archéologie préventive est visiblement une tendance lourde de l'archéologie de l'Antiquité dans le Nord de la France. Elle porte en germe des risques de perte d'informations, de discontinuité de la chaîne « scientifique » ou de désintérêt et, par voie de conséquence, des risques d'érosion de la qualité de ces opérations. Il apparaît urgent d'archiver, d'organiser, de rendre cohérente, et de diffuser la masse d'informations accumulées au fil des deux dernières décennies. L'ACR consacrée au bilan des grands travaux d'infrastructure de transport depuis 2003 va dans ce sens et doit absolument être menée à son terme. Toutes les initiatives doivent être encouragées, qu'elles soient collectives, comme les PCR (PCR « Campagnes antiques » entre 1998 et 2000 et « Les villes antiques du Nord de la Gaule » de 1996 à 2002) ou comme la série « Les campagnes romaines » que se propose de lancer la *Revue archéologique de Picardie*, ou qu'elles restent individuelles, dans la mesure où elles aboutissent aussi à une diffusion des acquis.

Cette phase de consolidation et de diffusion des acquis constitue une étape incontournable du renouvellement des problématiques, mais aussi des chercheurs. La Picardie dispose encore d'archéologues spécialistes de l'Antiquité de bon niveau, que ce soit en urbain ou en rural, mais dont le nombre baisse. Les affectations administratives ou opérationnelles intensives les rendent de moins en moins disponibles à des travaux de recherche et la moyenne d'âge progresse inexorablement. Il est clair qu'il est temps de penser au renouvellement, d'autant que celui-ci ne sera probablement pas si facile, du fait notamment d'une formation trop restreinte. Le désinvestissement patent des universitaires du champ de l'archéologie préventive (seuls existent trois *masters* professionnels spécialisés), accentué notamment par la loi de 2001, le faible nombre d'ailleurs fléchissant de postes d'enseignants consacrés à l'archéologie antique métropolitaine dans la moitié nord de la France, la quasi-disparition des chantiers-école (le chantier d'*Argentomagus*, dans l'Indre, est le dernier de l'interrégion), la difficulté à recruter des chercheurs CNRS (même quand le poste est fléché pour le Nord de la France), constituent les indices concordants d'une situation inquiétante. Il n'est pas nécessaire de s'appesantir sur les multiples conséquences d'une possible désaffection du monde universitaire pour l'archéologie métropolitaine. L'exemple des Pays-Bas où les chaires d'enseignement de l'Antiquité métropolitaine ont presque disparu, en est une bonne illustration.

Est-il possible de rééquilibrer l'archéologie du Nord de la France vers d'avantage d'archéologie programmée, ce qui semble être le passage obligé pour lancer une nouvelle dynamique ? L'expérience d'*Argentomagus*, mise en œuvre par l'université de Paris I, bientôt rejointe par l'université de Bordeaux,

activement soutenue par les collectivités (spécialement la Région Centre) et par l'INRAP, montre qu'il est encore possible aujourd'hui d'amalgamer la recherche, l'archéologie préventive et la formation. La mise en œuvre d'un programme scientifique est certainement plus difficile aujourd'hui que dans les années 1970 ou 1980. Le niveau d'exigence technique et scientifique est sans commune mesure. Il doit, au moins, égaler la moyenne des chantiers d'archéologie préventive qui disposent d'un personnel professionnel expérimenté et de moyens financiers considérables. Mais lorsque se dégage une volonté commune des différentes institutions nationales et locales sur la base d'une réelle collaboration, cela semble possible.

LE HAUT MOYEN ÂGE

1970-1999. Les années prolifiques

Rappelons que la Picardie s'est illustrée dans les années 1970-1980 par ses nombreuses fouilles de nécropoles mérovingiennes. Les nécropoles de Nouvion-en-Ponthieu, Vron, Bulles sont bien connues, et depuis longtemps. Les sites de Goudelancourt-les-Pierrepont, Saleux, Sissonne, sont venus s'ajouter à cette liste dans les années 1990-1995. Il est difficile de juger de l'apport de ces années prolifiques dans la mesure où l'on attend encore les publications définitives. Cependant, les articles « intermédiaires » ou « grand public » soulignent un potentiel à l'évidence exceptionnel.

Ainsi, plusieurs sites picards devraient-ils apporter une contribution majeure à la question des modalités de l'immigration germanique sur le sol romain et de la formation d'une culture « mérovingienne ». Le nom de Vron évoque à lui seul le phénomène de l'immigration germanique, dont il constitue encore le meilleur exemple national. Les publications, très partielles, du cimetière de Bulles montrent que ce site constitue lui aussi un véritable cas d'école, illustrant la formation d'une nécropole mérovingienne à partir d'un noyau de sépultures provinciales de l'extrême fin de l'Antiquité (deuxième tiers du V^e^ siècle). Ce noyau absorbe aussi des apports germaniques dans la seconde moitié du V^e^ siècle, puis se transforme progressivement en un ensemble homogène typique des nécropoles mérovingiennes (organisation en fonction de tombes privilégiées, etc.).

La question de la formation du cimetière médiéval, dont l'importance historique est reconnue par tous, est en fait mal documentée par l'archéologie, en France. Ce constat s'explique certainement par l'importance de l'investissement que nécessite la fouille archéologique de centaines de squelettes enchevêtrés, et de la difficulté d'exploiter correctement ces données. Le cimetière de Saleux, qui a été fouillé exhaustivement en dépit de conditions difficiles, a parfaitement répondu à cette question : sa publication devrait apporter une contribution essentielle à cette problématique.

Les fouilles d'habitats du haut Moyen Âge réalisées en Picardie sont moins connues. Elles ont débuté un peu plus tardivement, dans les années 1980, et se sont poursuivies à un rythme accéléré jusqu'à la fin des années 1990. Plus d'une cinquantaine de sites ont fait l'objet d'une intervention plus ou moins poussée, presque toujours dans un cadre préventif. Elles sont illustrées principalement par trois ou quatre sites : Athies, Dury, Juvincourt-et-Damary, Saleux. Une seule opération de fouille programmée était principalement consacrée à ce thème, celle de Goudelancourt-les-Pierrepont (fouille Alain Nice, bénévole).

Le bilan des dernières années (1999-2005)

Les dernières années contrastent en Picardie avec le bilan des quinze ou vingt années précédentes. Dans le domaine des fouilles programmées, l'année 2003 a marqué un tournant, avec l'interruption des deux dernières fouilles touchant au domaine de l'habitat, mais également aux secteurs religieux (églises rurales) et funéraire : Sissonne "Jeoffrecourt" (habitat, église et nécropole par Jean-François Martin, bénévole), Goudelancourt- les-Pierrepont (par Alain Nice, bénévole).

Il ne subsiste d'ailleurs plus qu'une fouille programmée dans l'interrégion, celle de Louvres "Château d'Orville" en Ile-de-France : un site médiéval fortifié précédé par un habitat du haut Moyen Âge (François Gentili, INRAP) ; deux si l'on compte le château de Boves, en Picardie, dont l'occupation débute après les premières invasions normandes, dans la première moitié du X^e^ siècle, et qui ne concerne que marginalement cette période.

La Picardie n'a pas mis en place de programmes collectifs de recherche comme les Régions voisines d'Île de France et du Centre (« L'habitat rural du haut Moyen Âge en Ile-de-France » coordonné par François Gentili et « La céramique du haut Moyen Âge en Région Centre », par P. Husi CNRS). Ces programmes visent à organiser de manière plus cohérente l'ensemble des informations récoltées dans le cadre de l'archéologie préventive. Il est d'ores et déjà possible de juger de leur intérêt et de leur qualité. Ces programmes collectifs permettent une approche globale de multiples thématiques, à partir de corpus de sites, mais surtout d'accéder à des études comparatives à différentes échelles. Ils constituent un outil considérable pour les bilans et la programmation. Ils dynamisent la recherche et les équipes (synergie des compétences), offrent des opportunités de collaborations pluridisciplinaires et

pluri-institutionnelles et un lieu pour l'encadrement des plus jeunes et leur formation. Dans ces deux Régions, on observe une multiplication des échanges entre chercheurs. Les problèmes de la datation du mobilier céramique sont davantage résolus et les « petits sites » ou sites « en limite d'emprise » qui se multiplient sont correctement exploités car replacés dans leurs contextes. On assiste à une multiplication des échanges pluri-disciplinaires et l'économie des sites est mieux caractérisée.

Dans le domaine préventif, l'on constate, là aussi, un fort tassement, à la différence des Régions voisines (le nombre de dossiers d'archéologie préventive concernant la période du haut Moyen Âge a été multiplié par quatre dans l'interrégion, entre 1999 et 2005). Si la Région se distingue de ce point de vue, elle partage pourtant de nombreux traits communs avec les autres Régions de l'interrégion :
- l'étude des sites du haut Moyen Âge est vue davantage sous un angle diachronique ; la plupart des dossiers concernent des projets de grande superficie, dans lesquels la période apparaît souvent associée à d'autres termes chronologiques, ce qui pose souvent des problèmes de discrimination.
- Les spécialistes de cette période pouvant assurer le suivi des opérations préventives et se lancer dans de la recherche programmée ou des PCR sont peu nombreux, spécialement en Picardie. Ce manque de personnel actif et expérimenté est un réel souci pour l'avenir, même si quelques spécialistes ont, dans l'interrégion, mis en place via les « Projets Collectifs de Recherche », des groupes de travail dynamiques.

Un problème crucial reste d'actualité : la publication. Le manque de travaux publiés sur la période est omniprésent dans toute l'interrégion, souvent à la suite de problèmes de disponibilité et de moyens, car la volonté et la matière sont là. Parallèlement, les supports et les centres d'études (Université et CNRS) sont extrêmement peu nombreux, comparés aux autres périodes chronologiques.

Lorsque l'on compare l'avancement de la recherche dans l'ensemble de l'interrégion, on constate que plusieurs thématiques mériteraient d'être davantage abordées en Picardie :
- tenter de mieux comprendre les rapports que les sociétés médiévales ont entretenu avec leur milieu. La Picardie n'a pas encore développé les études de terroirs et leurs nombreuses études corollaires, souvent interdisciplinaires. La multiplication des ZAC et des grands projets, en Ile-de-France (Marne-la-Vallée, Roissy-en-France) ou en Région Centre (autour de Saran), a permis de faire évoluer l'approche des occupations altomédiévales vers une autre échelle d'analyse, de mettre en évidence des dynamiques spatiales, de porter une meilleure attention à des milieux moins centraux (établissements secondaires ou intercalaires, zones marginales) Ces questions impliquent le développement des études paléoenvironnementales et la multiplication des échanges interdisciplinaires ;
- les périodes de transition, de l'Antiquité tardive au haut Moyen Âge, et le XII^e^ siècle restent encore trop dans l'ombre.

La Picardie compte deux des rares églises rurales découvertes dans des contextes structurés, Saleux et Sissonne. Ces exemples motivent de nouvelles recherches sur le thème de la christianisation des campagnes. Le programme de fouille programmée de la crypte de la collégiale de Saint-Quentin qui se met en place progressivement est à soutenir, même si les possibilités d'extension et de pérennité de cette expérience semblent limitées.

L'origine des villages actuels est encore un thème pratiquement inexploré en Picardie, contrairement aux Régions Ile-de-France et Nord/Pas-de-Calais, où l'on a commencé à aborder les noyaux anciens des villages.

LE MOYEN ÂGE

Le Moyen Âge constitue la principale lacune de la recherche archéologique picarde. Il existait pourtant dans les années 1970 plusieurs chantiers de fouille programmés reconnus, principalement consacrés à des abbayes et prieurés. Certains ont eu un rayonnement qui a dépassé les frontières de la Picardie comme le chantier de l'abbaye cistercienne de Vauclair, dans l'Aisne. D'autres sont restés au stade du chantier de mise en valeur. Ces chantiers ont attiré de nombreux jeunes dont certains ont tenté de poursuivre une activité archéologique, soit dans un cadre professionnel, soit le plus souvent, dans un cadre amateur. Est-ce une question d'hommes, ou le fait que l'essor de l'archéologie préventive n'ait pratiquement pas concerné cette période, à l'exception de quelques villes ? Le fait est que le nombre d'archéologues médiévistes est resté réduit dans cette région et que ceux-ci ne sont pas parvenus à engager une véritable synergie en faveur de l'archéologie médiévale. Le bilan sur les campagnes médiévales ou la ville met en lumière le faible nombre et la dispersion des acteurs.

Il n'est pas nécessaire de refaire ici le bilan de la recherche régionale, qui est parfaitement exposé dans ces deux chapitres, bilan qui consisterait, en définitive, à dresser le catalogue des faiblesses et des lacunes. La quasi-absence d'archéologues spécialistes de cette période au sein de la direction

interrégionale de l'INRAP reflète parfaitement la situation de l'archéologie médiévale picarde. La composition des services de collectivités est un peu plus favorable. Ces faiblesses nes'expliquent ni par le potentiel archéologique de la région, ni par l'état des connaissances historiques. *La terre et les hommes en Picardie des origines à la fin du XIII^e siècle* de Robert Fossier est publiée depuis plus de trente-cinq ans. Cet état de fait s'est d'ailleurs avéré à plusieurs reprises préjudiciable à une bonne prise en compte du patrimoine médiéval dans le cadre de l'archéologie préventive. La découverte de sites importants de cette époque constitue visiblement une épreuve pour les acteurs, mais aussi pour les sites eux-mêmes. Il n'est pas nécessaire de détailler tout ce qui n'est pas fait, ou qui n'est plus fait dans cette Région, la réalisation de fouilles programmées dans le cadre de la restauration des monuments historiques (que sont devenues les fouilles de la "Basse Œuvre" de Beauvais ?) ou les études d'élévations du bâti… Insistons plutôt sur ce qui fonctionne et qui serait susceptible d'entraîner une nouvelle dynamique régionale.

Il faut noter en premier lieu que des efforts ont été faits à de multiples reprises par les différents partenaires pour rééquilibrer l'archéologie régionale en faveur du Moyen Âge, spécialement dans les villes. La création de services municipaux d'archéologie dans plusieurs villes de la région a favorisé les approches diachroniques dont ont incontestablement bénéficié les périodes du Moyen Âge et des temps Modernes (services municipaux de Château-Thierry et Laon, dans l'Aisne, de Beauvais et Noyon, dans l'Oise). La publication des DEPAVF va dans le même sens ; deux ont abouti à une publication (documents d'évaluation du patrimoine archéologique des villes de France sous la direction du CNAU de Tours sur les villes de Compiègne en 2000, et Soissons en 2002). Faute de pouvoir engager un DEPAV sur toutes les villes de Picardie, et spécialement les plus petites, le *Service régional* et la *Revue archéologique de Picardie* ont publié en 1999 une sorte d'atlas historique consacré à 13 villes de Picardie. Cette initiative qui offre une alternative à la lourde dynamique des DEPAVF mériterait d'être poursuivie. Toujours en ville, plusieurs belles opérations d'archéologie préventive ont jalonné ces dernières années, conduites le plus souvent par des agents de l'INRAP. Ce sont principalement des diagnostics, études d'impact ou suivis de chantier (étude d'impact de la citadelle et diagnostic de la ZAC-Cathédrale, à Amiens, suivi de mise en place de réseaux souterrains à Abbeville). Mais il y a aussi quelques fouilles dont certaines ont été publiées (fouilles de Beauvais en 1991, palais carolingien de Compiègne en 1999). Il est à noter toutefois qu'une partie des acteurs de ces opérations et des auteurs des deux publications citées ont quitté la région depuis.

Dans le domaine de l'archéologie programmée, les deux chantiers castraux de Boves et de Château-Thierry ont constitué depuis une dizaine d'années, chacun pour des raisons différentes, deux foyers de recherche extrêmement féconds. Le château de Boves, juché sur une motte spectaculaire, s'est révélé être un site majeur pour étudier l'histoire des fortifications depuis les incursions normandes jusqu'au XV^e siècle. Les fouilles programmées menées depuis 1996 ont fait apparaître, se succédant au sein d'une stratigraphie de deux mètres de puissance, plusieurs phases d'une résidence carolingienne, un premier château en pierres vers l'an Mil, suivi de deux reconstructions importantes au XII^e et au XIV^e siècle. Ces fouilles ont été accompagnées de recherches multiples menées dans le cadre du *Laboratoire d'archéologie de l'Université de Picardie Jules Verne* et ont donné lieu à plusieurs publications de qualité. L'exemple de Château-Thierry est un peu différent. Les interventions archéologiques réalisées dans cette localité ont porté à la fois sur le château et la ville. Elles ont été conduites dans des cadres réglementaires variés, fouilles programmées ou fouilles préventives accompagnant des travaux de restauration au château, interventions plus ou moins ponctuelles dans la ville, prolongées par des relevés de caves et des recherches personnelles. Ces travaux se sont effectués dans le cadre d'un service de collectivité, même si François Blary est associé à l'Université de Paris I. Ils ont abouti à une thèse remarquable dont on espère la publication prochaine. Enfin, on ne peut passer sous silence le travail exemplaire qui été fait par Sheila Bondes et Clark Maines (*Universités Brown*, de Providence, et *Wesleyan*, de Middletown, États-Unis) dans l'abbaye augustinienne de Saint-Jean-des-Vignes, à Soissons, même si sa faible insertion régionale en limite l'influence.

En conclusion, on peut se demander si l'archéologie médiévale n'offre pas, à l'exception des villes citées, l'image qu'aurait eue l'ensemble de l'archéologie picarde si elle ne s'était pas engouffrée dans l'archéologie préventive il y a quinze ans, celle d'une mosaïque d'expériences ponctuelles, de valeur inégale, certaines remarquables, menées à une échelle individuelle, au rayonnement et à la longévité limités.

CONCLUSION

L'observatoire de la *CIRA* ne fournit qu'une vision partielle de la recherche archéologique en Picardie

La *CIRA* n'a de l'activité archéologique en Picardie qu'une vision très partielle, liée étroitement à l'activité de terrain, et principalement de la seule archéologie préventive. Ce cône de vision limité est encore restreint par le fait que les rapports

finaux d'opération évalués sont peu nombreux ; il se réduit pratiquement à l'analyse des rapports de diagnostics. Comme nous l'avons vu dans ces exposés, l'activité programmée se résume à quelques opérations concentrées en Préhistoire, et d'autres projets comme les ACR ont échappé à l'examen de la *CIRA*. Les auteurs de cette contribution ont tenté de compléter ce panorama par leurs connaissances personnelles des principaux acquis de la recherche régionale dans les domaines qui relèvent de leurs compétences. Cette tentative pour évaluer le potentiel scientifique amassé depuis deux ou trois décennies et le confronter aux forces actuelles aboutit à une image exagérément pessimiste qui est inhérente à la forme de l'exercice (il est difficile d'opposer trois ans d'activités d'un cycle qui visiblement s'amorce à des périodes révolues dix fois plus longues). Les jugements que d'aucuns trouveront parfois sévères ne portent pas sur l'investissement, sur les travaux et la valeur personnelle des acteurs régionaux qui travaillent aujourd'hui dans un contexte nettement moins enthousiasmant que celui de leurs prédécesseurs des années 1970 ou 1980. Tout alors était à faire, la moindre découverte de site constituait une avancée spectaculaire. Il est beaucoup plus difficile de consolider des acquis que d'explorer et défricher de nouvelles terres. Le simple fait que les chercheurs picards soient parvenus à réaliser ce bilan exemplaire témoigne suffisamment de leur volonté de placer leur travail dans une perspective scientifique, de leur capacité à dépasser des clivages institutionnels ou d'écoles. Ce bilan reflète certes, des états des connaissances et de maturation inégaux, qui sont explicables à l'échelle régionale, mais renvoient aussi, à certains égards à des déséquilibres nationaux, plus difficilement acceptables. Ces perspectives font espérer la réalisation de bilans comparables dans les Régions voisines qui permettront, peut-être, de confirmer les tendances mises ici en lumière.

Un bilan exceptionnel, des perspectives moins favorables à consolider

Le bilan des vingt ou trente dernières années est exceptionnel au regard des fondamentaux de la Picardie, petite Région (trois départements, superficie de moins de 19400 km^2, correspondant à 3,6 % de la France métropolitaine, population relativement peu nombreuse), considérée comme telle par l'État qui a peu investi dans la recherche archéologique régionale (que ce soit par des postes de chercheurs ou par une aide significative aux fouilles programmées). L'Université de Picardie Jules Verne, à l'image de la Région, écartelée par des forces centrifuges considérables (principalement la Région parisienne et celle du Nord/Pas-de-Calais), n'a jamais atteint la taille critique pour jouer de manière pérenne un rôle structurant dans plus d'un domaine. Grâce à la qualité de quelques individus, l'archéologie antique s'y est illustrée dans les années 1970-1980, puis l'archéologie médiévale à partir de 1994.

Mais ce qui représente l'une des difficultés structurelles de la Région, la proximité de Paris, est, en grande partie, à l'origine du développement extraordinaire des trois dernières décennies. La Picardie a su attirer les chercheurs de la région parisienne et avec eux des équipes internationales, qui ont ouvert les perspectives au-delà des limites régionales, mais aussi des écoles nationales. L'archéologie a connu ici des avancées décisives dans pratiquement tous les domaines, hormis le Moyen Âge qui constitue la grande lacune régionale. Le bilan de ces deux ou trois décennies est impressionnant. Il y a cependant un certain nombre de points qui sont susceptibles de nourrir de réelles inquiétudes sur l'avenir archéologique de cette Région. La fertilité des années d'expansion, entre 1980 et 2000, résultait de conjonctions heureuses, à savoir :

- la forte composante régionale de jeunes archéologues, répartis entre deux ou trois pôles géographiques qui ont su se regrouper autour d'une politique commune, assortie d'objectifs réalistes et cohérents, avec un moyen d'expression dont ils étaient les acteurs, la *Revue archéologique de Picardie* ;
- l'implication dans l'archéologie préventive régionale de laboratoires et universités de Picardie ainsi que des régions voisines (URA 12 du CRA et Paris I, UMR 8018 de Lille I…) qui a permis de l'inscrire réellement dans des problématiques scientifiques. La recherche programmée a profité dans un premier temps des progrès, notamment techniques, favorisés par l'accroissement des moyens. La venue d'équipes étrangères (États Unis, Grande Bretagne, Italie) témoigne du rayonnement de la région de ce point de vue ;
- l'intégration progressive en plusieurs vagues de nouveaux intervenants à l'intérieur de l'AFAN.

Aujourd'hui, les perspectives sont nettement moins favorables. L'implication des organismes de recherche et des universités dans l'archéologie préventive faiblit depuis ces dernières années. On peut craindre un isolement scientifique croissant des chercheurs impliqués dans l'archéologie préventive régionale et un affaiblissement des vocations d'étudiants sans contacts avec le monde du préventif. De plus, la course au regroupement des unités de recherche en Sciences humaines des petites universités qui vise à les sauver de la disparition pure et simple semble se faire sans véritable coordination. Elle a amené ainsi l'Université de Picardie à mutualiser ses efforts de recherche archéologique avec l'université de Reims et à lui confier l'archéologie antique, alors que le Ministère de la Culture (DAPA et INRAP) a

privilégié de son côté l'UMR 8142 de Lille III, laquelle a dû entre-temps s'associer à une équipe de taille équivalente, consacrée à l'égyptologie (3). Cet éparpillement des moyens et des équipes de recherche n'est certainement pas de nature à favoriser la cohérence scientifique.

Le groupe humain qui a construit cette archéologie préventive performante est toujours présent, mais se trouve progressivement amputé de ses membres les plus expérimentés, affectés à des tâches administratives, de gestion et de direction. La proportion d'archéologues réellement investis dans des opérations de terrain et, *in fine*, dans la recherche, s'amenuise régulièrement depuis une dizaine d'années à l'exemple du *Service régional d'archéologie* qui a totalement interrompu sa participation aux fouilles préventives ou programmées. Ce phénomène a atteint aussi la direction interrégionale Nord-Picardie de l'INRAP, dans laquelle sont concentrés la plupart des archéologues « actifs ». Elle connaît une forte érosion par des départs continus dans d'autres Régions, spécialement le Nord/Pas-de-Calais qui, *a contrario*, profite d'une véritable diffusion des acquis picards. Le renouvellement de cette génération mûrissante se fait attendre, spécialement à l'INRAP, et l'on peut craindre qu'il se fasse trop tardivement et dans des conditions trop difficiles pour éviter d'importantes ruptures scientifiques. Les services de collectivité, qui pourraient offrir une alternative pour l'avenir, ne semblent pas, pour le moment, désireux de s'organiser scientifiquement à un niveau régional, et la situation des agents y est extrêmement variable d'un service à l'autre.

Au plan strictement scientifique, le potentiel archéologique mis en évidence est-il suffisant pour justifier une relance de la recherche en Picardie, et dans quels domaines ? Convient-il de choisir les plus performants afin de capitaliser les acquis dans une région-test et de préparer le passage à une autre étape de la recherche ? Cette question rappelle le débat sur les villes en 1980 (colloque de Tours), qui est d'ailleurs resté sans réponse. Ne vaut-il pas mieux rééquilibrer les efforts vers des régions au potentiel méconnu, comme pourrait le laisser penser la politique de recrutement de l'INRAP ? Dans ce cas, qu'adviendra-t-il de l'énorme documentation accumulée et non exploitée, et surtout non exploitable sans le concours des acteurs ou tout au moins des témoins de ces années prolifiques ? Ne risque-t-on pas de recommencer ailleurs le même cycle avec les mêmes travers et déperdition d'information ? La réponse à ces questions ne peut être univoque, et varie certainement en fonction des spécialités. Il serait heureux qu'elle se fonde sur des arguments d'efficacité et de cohérence scientifiques, et résulte d'une réelle coordination.

La Picardie, une région atypique ?

Les problèmes picards que laisse transparaître ce bilan ne sont peut-être pas seulement ceux d'une Région que l'on a tendance à considérer en France comme atypique. Ainsi, les difficultés à capitaliser les apports de l'archéologie préventive et à les confronter aux données régionales initiales, déjà très riches, ne sont pas propres à la Picardie. La Région dispose d'ailleurs, ce qui est exceptionnel, d'un instrument de diffusion qui lui est entièrement consacré, la *Revue archéologique de Picardie* qui a publié plus de 15000 pages depuis 1982. Il faut considérer que ce problème se pose avec autant d'acuité dans les autres régions, sinon plus.

Les paralysies causées par des problèmes de cohérence entre les politiques des différentes universités du Nord de la France ne sont peut-être pas, là encore, des cas isolés, même s'ils se trouvent accentués par les déséquilibres géographiques de la recherche archéologique nationale.

La Picardie est aujourd'hui confrontée à des difficultés qui affecteront probablement tôt ou tard les autres Régions, certes à des degrés divers, car elles ne souffrent pas toutes d'un faible engagement du CNRS, et n'ont pas autant misé sur leurs forces propres par un engagement total dans l'archéologie préventive. Les différentes Régions françaises sont plus ou moins avancées dans un cycle caractérisé par une évolution similaire des pratiques et des problématiques, rythmée par des générations spécifiques de chercheurs. Le processus est peut-être plus avancé en Picardie. Mais plusieurs paramètres risquent forts d'accélérer les choses et de réduire cette originalité. La loi de 2001-2003 a marqué la première étape. La création d'une direction scientifique nationale de l'INRAP a été un facteur d'harmonisation géographique, et son organisation en interrégions a créé de nouvelles solidarités scientifiques au-delà des limites administratives. L'effacement des services du Ministère de la Culture dans la recherche archéologique qui semble inexorable pourrait s'accélérer par d'autres dispositions et bouleverser l'organisation actuelle. L'essor de ces trois dernières décennies s'est organisé en Picardie autour d'un *Service régional de l'archéologie* fort, disposant d'un statut scientifique et réglementaire spécifique. Or la réorganisation envisagée par la *Direction du Patrimoine et de l'architecture du Ministère de la Culture et de la Communication* en 2005, diluerait l'archéologie au sein d'un service général du patrimoine et amènerait la suppression de l'un des derniers ancrages scientifiques régionaux, certainement le dernier pour l'archéologie préventive. Cette décision, si elle était confirmée, marquerait l'étape ultime, d'une expérience insolite commencée ici il y a plus de 35 ans.

(3) - L'UMR 8142-HALMA se répartissait de manière équilibrée entre trois axes de recherche : Histoire et archéologie des mondes méditerranéens, systèmes de représentation des mondes anciens, et l'archéologie de l'Europe du Nord-Ouest, en fait essentiellement le Nord de la France. Le regroupement en janvier 2006 avec l'ESA 8027-IPEL consacrée à l'Égypte a automatiquement réduit la part de l'archéologie métropolitaine à 1/6 de la nouvelle UMR 8164 HALMA-IPEL.

Faut-il le regretter ? Le cadre régional qui a été favorisé au cours des années a beaucoup contribué au développement d'un projet cohérent et a donné une certaine spécificité qui ne mérite peut-être pas d'être prorogée d'un simple point de vue scientifique (4). Les départs des archéologues régionaux ne sont pas tous forcés et manifestent parfois un besoin d'élargissement du champ de leur recherche et de meilleures interactions avec les régions voisines. Cela semble manifeste pour les archéozoologues ou les spécialistes de l'environnement. Le souhait du Ministère de la Culture de rapprocher ses agents et ceux de l'INRAP de structures d'accueil du CNRS et des universités anticipe peut-être ce phénomène. Nous avons vu cependant les difficultés pour établir une carte cohérente des équipes de recherche dans le Nord de la France. À l'inverse, les auteurs du bilan sur les villes préconisent le renforcement de l'échelon local afin de pratiquer une véritable archéologie urbaine, et cette tendance, déjà sensible dans l'interrégion, le sera d'autant plus que se développeront les services de collectivité.

En définitive, l'effacement du cadre régional serait de nature à renforcer le rôle des *CIRA*, seule instance scientifique inter-institutionnelle à participer à l'ensemble des activités archéologiques, dont les avis sont discutés parfois, mais dont l'autorité est reconnue par les acteurs régionaux. Cette « institution » qui permet collectivement aux archéologues de maintenir un niveau minimum de qualité malgré les multiples pressions qui s'exercent sur eux, spécialement dans les petites collectivités, et qui a favorisé l'harmonisation des pratiques et des problématiques dans l'interrégion, est devenue incontournable (5). préfigure-t-elle le niveau auquel pourrait à l'avenir s'organiser l'ensemble de la recherche archéologique, préventive incluse ? La réponse à cette question dépendra sans doute en grande partie de la volonté qu'auront les ministères chargés de la Culture et de la Recherche d'harmoniser leurs politiques dans ce domaine et, *in fine*, du poids que pèsera l'archéologie dans leurs préoccupations. Pour l'heure, la probabilité d'assister à une déstructuration de la recherche archéologique par la multiplication des instances d'évaluation et de décisions concurrentes, à différents niveaux, national, interrégional, régional, local, est aussi grande. Cette atomisation, qui accentuerait la « patrimonialisation » de l'archéologie préventive, rendrait quelque peu illusoire l'idée d'un pilotage national fondé sur des critères scientifiques. Elle pourrait bien rendre caduques la plupart des questions posées dans cette conclusion.

(4) - Cette spécificité n'est d'ailleurs pas propre à la Picardie. Les observateurs extérieurs sont souvent surpris par les disparités que présentent les différentes Régions françaises dans le domaine de l'archéologie.

(5) - Le problème du contrôle de la qualité scientifique des opérations archéologiques se pose dans tous les pays, spécialement ceux qui ont mis en place une archéologie préventive « concurrentielle ». Les dispositifs pour maintenir un niveau de qualité scientifique sont variés et témoignent d'une détermination inégale - en relation avec le degré d'organisation et l'intérêt de la population pour son patrimoine - mais croissante. Il est à noter ainsi que la très libérale Grande Bretagne s'est résolue à compléter les dispositions plus ou moins formelles mises en œuvre par les archéologues de collectivité et les incitations à « une bonne gouvernance » des associations d'archéologues par la création de conseillers scientifiques interrégionaux dépendant de l'organisme national *English Heritage*, un peu à l'image des *CIRA*. Le dispositif français collégial et interrégional est sans doute l'un des meilleurs systèmes européens.

LE BILAN ARCHÉOLOGIQUE PICARD : LES CONCLUSIONS

Didier BAYARD *, Jean-Luc COLLART **, Jean-Pierre DAUGAS ***, Pascal DEPAEPE ****,
Philippe RACINET*****, Marc TALON ******, Stéphanie THIÉBAULT ******* & Alain TUFFREAU ********

Ce premier bilan régional répond, pour l'essentiel, à la commande initiale, sur laquelle nous ne reviendrons pas, puisqu'elle a été définie dans le texte de présentation « L'élaboration du bilan sur la recherche archéologique en Picardie ».

En premier lieu, nous soulignerons la célérité avec laquelle la publication a été menée, afin de remercier les différents auteurs et le directeur de la *Revue archéologique de Picardie*, Marc Durand. Il n'est pas si fréquent, en particulier dans le domaine des publications archéologiques, que les textes soient remis dans les six mois qui suivent un colloque ou une table ronde. Or, toutes les contributions nous sont parvenues, certes progressivement et à la suite de quelques relances, dans le second semestre de 2005, les dernières à la fin novembre. De telle sorte que les relectures par le Comité éditorial, la mise en page et la relecture par les auteurs ont pu être menées en parallèle. Ainsi le manuscrit, pratiquement achevé, a été présenté à la journée archéologique régionale du 3 décembre. Quelques ultimes corrections, la rédaction du texte de la CIRA Centre-Nord et des conclusions du *Comité de pilotage* ont quelque peu différé la publication, initialement prévue pour le mois de janvier 2006. Mais le résultat de ces efforts est que ce bilan est disponible pratiquement un an après la tenue des journées.

Quelles conclusions tirer de ce document ? La première est évidente : comme toute entreprise collective, il présente une certaine hétérogénéité. Elle est le reflet, à la fois de l'état d'avancement des réflexions des auteurs et, de ce point de vue, elle donne une image correcte de la diversité régionale, mais aussi des disponibilités de ces mêmes auteurs, qui n'ont pas pu consacrer un temps similaire à l'élaboration de la documentation et à son commentaire (ce point a été développé dans le texte de présentation, nous n'y reviendrons pas). La diversité de la recherche régionale est patente. Pour l'expliquer, il convient d'en faire un rapide historique.

PETIT HISTORIQUE DE L'ARCHÉOLOGIE PICARDE

L'archéologie picarde, telle que nous la connaissons résulte d'une évolution qu'il est utile de rappeler si l'on veut comprendre ses spécificités actuelles. Cela permet, en effet, d'expliquer comment se sont mis en place les différents axes de recherche qui la caractérisent, et comment se sont formées les différentes équipes impliquées dans cette recherche. L'archéologie picarde, loin d'être un ensemble homogène, se présente comme la juxtaposition de plusieurs histoires : celle des paléolithiciens n'a que peu à voir avec celle des protohistoriens (incluant le Néolithique), ou encore celle des antiquisants ou des médiévistes. Mais, en même temps, la proximité géographique de ces différents acteurs a été à l'origine d'influences réciproques, par exemple, au niveau de la méthodologie (ainsi, les grands décapages initiés par les protohistoriens ont été adoptés très tôt par les antiquisants) ou des problématiques (le dynamisme de la recherche protohistorique a généré une réflexion importante sur la romanisation du côté des antiquisants, etc.). Donc, la recherche archéologique picarde présente à la fois une certaine hétérogénéité mais, en même temps, des points de convergence (par exemple, l'attention prêtée très tôt aux études paléoenvironnentales ou aux contextes géomorphologiques).

* Conservateur du patrimoine
SRA de Picardie – HALMA-IPEL, UMR 8164
didier.bayard@culture.gouv.fr

** Conservateur régional de l'Archéologie
SRA de Picardie – HALMA-IPEL, UMR 8164
jean-luc.collart@culture.gouv.fr

*** Inspecteur général, IGAPA
Ministère de la Culture
jean-pierre.daugas@culture.gouv.fr

**** Directeur scientifique et technique
INRAP Paris
pascal.depaepe@irap.fr

***** Professeur d'Histoire et d'Archéologie médiévales
Université de Picardie Jules Verne, EA 3192
F - 80 025 AMIENS CEDEX
philippe.racinet@u-picardie.fr

****** Directeur interrégional
INRAP Nord Picardie – HALMA-IPEL, UMR 8164
marc.talon@inrap.fr

******* Directrice de recherche CNRS
UMR 7041 ArScAn
stephanie.thiebault@mae.u-paris10.fr

******** Professeur de Préhistoire
Université de Lille I, ESA 8018
alain.tuffreau@club-internet.fr

Cette histoire explique encore d'autres particularités. Limitons-nous à quelques exemples : les découvertes de Boucher de Perthes au XIX^e^ siècle, sont, pour partie, à l'origine du développement de la recherche sur le Paléolithique dans la vallée de la Somme ; les nombreuses fouilles de cimetières de la fin de l'Antiquité et du haut Moyen Âge, dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle, ont conduit les antiquisants à s'intéresser activement à l'Antiquité tardive et au haut Moyen Âge ; les prospections aériennes de Roger Agache, à partir des années 1960, expliquent l'attention particulière portée aux établissements ruraux par les spécialistes de la fin de la période gauloise et de l'époque romaine, etc. Il ne s'agit pas ici de refaire un exposé détaillé : on se reportera aux rapports sur la *Protohistoire récente* et les *campagnes antiques*, à la thèse de Jean-Claude Blanchet et aux deux volumes de la *Carte archéologique de la Gaule* consacrés à l'Aisne et à l'Oise. Néanmoins, il paraissait utile que l'on puisse trouver, quelque part dans ce bilan, un tableau rapide (et synoptique) de cette histoire de la recherche archéologique picarde et, surtout, de ses développements récents.

LES « FONDATIONS » ANCIENNES

L'archéologie picarde s'est essentiellement construite dans les quatre dernières décennies, disons à partir des années 1960. Néanmoins, elle s'est appuyée sur des acquis anciens, car elle a connu un premier essor dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle. Rappelons, brièvement, les recherches anciennes. Dès le XVI^e^ siècle, des « antiquaires » et des historiens se sont intéressés aux vestiges anciens, principalement de l'époque romaine, avec des préoccupations essentiellement historiques et topographiques. L'apport des « antiquités » a été de plus en plus important (et de mieux en mieux compris) dans les deux siècles suivants. Mais ces premiers travaux ne présentent pas un caractère résolument spécifique par rapport au reste de la France. L'originalité de la Picardie ne semble s'affirmer qu'au XIX^e^ siècle. L'œuvre de Jacques Boucher de Perthes vient immédiatement à l'esprit : le premier, il a attiré l'attention sur l'intérêt des vestiges préhistoriques de la vallée de la Somme, qui reste toujours l'un des domaines privilégiés de la recherche régionale. Certes, on peut considérer qu'il n'était que le « révélateur » d'un potentiel exceptionnel lié à des phénomènes géomorphologiques propres à cette vallée ; il faisait partie d'un mouvement plus large : les érudits-archéologues picards ont été particulièrement nombreux. Dès la première moitié du XIX^e^ siècle, se multiplient les explorations de sites antiques et de cimetières mérovingiens, aux vestiges plus lisibles et spectaculaires. Les fouilles de *villae* et agglomérations antiques sont particulièrement nombreuses dans l'Aisne vers le milieu du siècle. Dans l'Oise, la présence de Napoléon III à Compiègne dynamise les recherches locales dans le troisième quart du XIX^e^ siècle : camps, agglomérations, temples, édifices de spectacle et cimetières romains sont explorés sur une grande échelle. Partout dans la région, les nécropoles romaines tardives et mérovingiennes sont fouillées. Mais les investigations de Frédéric Moreau (*Album Caranda*) et Jules Pilloy confèrent au département de l'Aisne une position de référence incontournable pour la recherche archéologique nationale sur ces problématiques, dans le dernier tiers du XIX^e^ siècle. Dans le même temps, les *oppida* ne sont pas délaissés : étudiés dès les années 1820 comme « camps romains », ils attirent de nouveau l'attention lorsque les Gaulois sont mis à l'honneur par des préoccupations nationalistes du Second Empire. L'*oppidum* de "Saint-Pierre-en-Chastres", à Vieux-Moulin, près de Compiègne, est retourné par l'Armée sur deux hectares, mettant au jour un site de référence pour la fin de l'âge du Bronze, en livrant l'un des plus gros ensembles européen d'objets en bronze (532) après les stations palafittiques. À cette époque, les vestiges gaulois commencent à être identifiés et, là encore, les fouilles de Moreau tiennent une place importante, grâce au grand nombre de sépultures qu'il publie. Enfin, dans un autre domaine, les multiples observations de l'architecte Pinsard, à Amiens, fournissent une partie de la documentation qui fait de cette ville l'une des mieux connues du Nord de la Gaule. La Première Guerre mondiale marque la fin de ces recherches, menées par des érudits locaux dans le cadre des sociétés savantes. L'attention des scientifiques français se porte désormais sur la frange méridionale de notre pays ou sur l'Afrique du Nord. Mais ce riche passé scientifique n'a pas été sans conséquence sur le développement actuel de la recherche archéologique régionale. Nous avons déjà évoqué son rôle dans l'intérêt porté aux vestiges paléolithiques de la vallée de la Somme. Rappelons aussi son influence en ce qui concerne la Protohistoire : le programme de fouilles de sauvetage entrepris dans les carrières de l'Aisne par l'URA 12 du CNRS et l'Université de Paris I, à partir du milieu des années 1970, a été en partie suscité par la richesse supposée de ce secteur révélée par Frédéric Moreau et Octave Vauvillé (un « spécialiste » des *oppida* du Soissonnais).

LES RÉVÉLATIONS DE L'ARCHÉOLOGIE AÉRIENNE (1960-1980)

Certes, dans la mise en place du programme de la vallée de l'Aisne, cette documentation ancienne n'a pas été le seul critère de choix : la prospection aérienne a aussi tenu une place importante. C'est la deuxième particularité de l'archéologie régionale. Lorsque cette discipline renaît en France septentrionale, dans le courant des années 1950, grâce à l'action des amateurs, soutenue par une première organisation des services de l'État, les *Circonscriptions des Antiquités*, créées pendant le second conflit mondial (loi du 27 septembre 1941), plusieurs chercheurs s'intéressent à l'archéologie aérienne : Roger Chevallier et Michel Boureux dans l'Aisne ainsi que Roger Agache dans la Somme. Les prospections de Roger Chevallier révèlent, par exemple, la villa de Mercin-et-Vaux, près de Soissons. C'est ainsi qu'Alix Barbet (CNRS) vient étudier les enduits peints trouvés dans le bassin de cette *villa*, à partir de 1966 et s'installe à Soissons, où elle fonde, en 1972, le *Centre d'étude des peintures murales romaines* (CEPMR). Les campagnes de photographie aérienne et les investigations de Michel Boureux sur des habitats néolithiques contribuèrent aussi à l'implantation du programme de fouilles dans la vallée de l'Aisne. Mais rendons à Roger Agache l'hommage qui lui revient. À partir du début des années 1960 et jusqu'aux années 1980, il survole intensivement le Bassin de la Somme, révélant des milliers de sites protohistoriques et romains. Cet apport renouvelle fondamentalement l'image que l'on se faisait de l'occupation des campagnes antiques de la Gaule. Il suffit de consulter la bibliographie des articles et ouvrages consacrés à cette question pour mesurer l'impact de ces découvertes. Elles ont créé les conditions du développement d'une recherche centrée sur les établissements ruraux antiques, qui constitue l'un des points forts de la recherche régionale. Dès 1964, le directeur de la *Circonscription des Antiquités historiques*, Ernest Will, initie un programme de fouilles sur la question. En 1965, Alain Ferdière et le *Groupe archéologique des étudiants de la Sorbonne* investissent la grande *villa* picarde de Warfusée-Abancourt (Somme) découverte par Agache. En 1968, ils se déplacent sur celle de Ribemont-sur-Ancre (Somme), qui se révèle être… un grand sanctuaire. Mais les travaux de Roger Agache ont tenu aussi une place importante dans la recherche archéologique protohistorique, en dévoilant de nombreux établissements à enclos fossoyés, qualifiés de « fermes indigènes » par référence à des sites similaires découverts en Grande-Bretagne. Les investigations archéologiques furent un peu plus longues à se mettre en place : la première « ferme indigène » caractérisée fut fouillée à Conchil-le-Temple (Pas-de-Calais), à la frontière de la Picardie, en 1981, par Jean-François Piningre et Germaine Leman. Mais nul doute que ce modèle d'habitat était bien présent à l'esprit de l'équipe qui s'investissait dans la vallée de l'Aisne. Le dynamisme de la recherche archéologique régionale sur les établissements protohistoriques trouve ses deux racines dans les prospections aériennes et le programme de fouille de la vallée de l'Aisne.

LE PREMIER ESSOR DE L'ARCHÉOLOGIE DE SAUVETAGE (1970-1985)

L'Aisne se distingue par une activité de fouilles de sauvetage précoce, dès le début des années 1960, avec Michel Boureux, Roger Chevallier, Jean Debord, Robert Ertlé, Gilbert Lobjois, Henri Jouillé, Maurice Jorssen. Ces premières investigations, centrées sur le Néolithique et la Protohistoire, ainsi que la création d'un poste d'archéologue par l'*Office du Tourisme de l'Aisne* en 1973, attribué à Michel Boureux, contribuèrent de manière déterminante à l'implantation du programme de fouilles de la vallée de l'Aisne. À partir de 1972-1973, ce programme, initié par Bohumil Soudsky et Jean-Paul Demoule, en collaboration avec Anick Coudart, tient, en effet, une place majeure dans l'histoire de la recherche archéologique récente (rappelons qu'il a bénéficié, à partir de 1974, d'un soutien financier conséquent et indéfectible du *Conseil général de l'Aisne* : un tel investissement était particulièrement novateur et mérite d'être souligné). C'est là qu'ont été réalisés en France les premiers grands décapages. Jusqu'alors, les archéologues, faute de moyens, étudiaient les sites par tranchées : une fois les fondations des bâtiments repérées à la sonde, des tranchées étaient ouvertes de part et d'autre des murs pour les suivre. La découverte d'une cave, d'un hypocauste, d'une mosaïque, se traduisait par un élargissement du terrassement. Les tombes étaient explorées de la même façon. Dans le cas de fosses difficilement perceptibles (incinérations), des tranchées serrées et parallèles, parfois contiguës et creusées successivement en alternance, permettaient d'explorer le gisement. Les années 1960 avaient vu l'introduction de la stratigraphie dans les fouilles historiques et la technique des sondages méthodiques… ouverts sur quelques mètres carrés (« méthode Wheeler »). Les décapages de la vallée de l'Aisne ont fait découvrir des sites étendus sur des hectares, avec des bâtiments sur poteaux plantés, des fossés, des tranchées de palissade, des fosses, etc. Grâce à un certain brassage culturel, les chantiers de la vallée de l'Aisne constituant un passage obligé pour les jeunes archéologues en formation à Paris I, les spécialistes d'autres périodes ont intégré cette méthodologie et il est certain qu'elle a aussi contribué fortement aux progrès enregistrés pour les périodes antique et médiévale. Mais il ne faudrait pas réduire le programme de la vallée de l'Aisne à ce seul apport méthodologique. La connaissance du Néolithique avec son site emblématique de Cuiry-les-Chaudardes, de la Protohistoire, a été profondément renouvelée par les travaux réalisés par l'équipe de l'URA 12. C'est bien là que se trouvent les fondations de la dynamique scientifique observée pour ces périodes en Picardie.

RAP - n° 3/4, 2005, Collectif, *Le bilan archéologique picard : les conclusions*

Ce programme a eu une influence déterminante sur les archéologues bénévoles réunis à Compiègne, autour de Jean-Claude Blanchet et Bernard Lambot, dans le cadre du *Centre de recherche archéologique de la vallée de l'Oise* (CRAVO, fondé en 1973). Cette association a constitué un second pôle de recherche autour des mêmes périodes : elle a mené, sous la direction de Jean-Claude Blanchet, des fouilles programmées sur les sites fortifiés néolithiques et protohistoriques de Jonquières, Choisy-au-Bac et Catenoy et développé une activité préventive importante, jusqu'à mettre en place, en 1987, un programme de fouilles sur la moyenne vallée de l'Oise (de Pont-Sainte-Maxence à Noyon), sous la direction de Marc Talon.

N'oublions pas d'autres personnalités marquantes de cette période : Jacques Hinout, René Parent et Jean-Georges Rozoy étudient le Tardenoisien, dans la région éponyme ; le R.P. René Courtois fouille l'abbaye cistercienne de Vauclair dans l'Aisne, avec le groupe « Sources » (1966-1985) ; et surtout, Jean Leclerc et Claude Masset explorent les sépultures collectives de La Chaussée-Tirancourt (Somme : 1968-1975), Essômes-sur-Marne (Aisne : 1971-1973), Méréaucourt (Somme : 1981-1991) et Bazoches-sur-Vesles (Aisne : 1986-1992). Ils ont initié une recherche qui se poursuit encore, avec la fouille de Bury (Oise : depuis 1998). De même, deux importantes fouilles préhistoriques sont engagées sur les sites du Paléolithique supérieur de Verberie (1975-2002), par Françoise Audouze (CNRS) et du Paléolithique inférieur de Cagny "L'Épinette" (depuis 1980), par Alain Tuffreau (CNRS puis Université de Lille I).

Dans ces mêmes années 1970-1980, la *Direction des Antiquités historiques*, installée à Amiens en 1972, dirigée par Jean-Michel Desbordes (1972-1976), Jean-Louis Cadoux (1976-1981), puis Jean-Luc Massy (1981-1985), s'investit plutôt sur les périodes antique et alto-médiévale. Des fouilles urbaines sont entreprises à Amiens, dans des conditions extrêmement difficiles. Depuis 1970, Jean-Louis Cadoux poursuit, chaque année, la fouille programmée du sanctuaire antique de Ribemont-sur-Ancre (Somme) et la grande *villa* de Famechon (Somme) est fouillée en sauvetage programmé, par Didier Vermeersch, à partir de 1972. Ces deux chantiers ont joué un rôle de formation non négligeable, car ils faisaient fonction de chantiers-écoles pour l'Université de Picardie. Dans le second, en particulier, les fouilles étaient réalisées en aire ouverte. Jean-Louis Cadoux a eu une influence importante sur l'orientation de la recherche régionale vers les sanctuaires antiques. Cependant, la fouille de Gournay-sur-Aronde (Oise) par Jean-Louis Brunaux et Patrice Méniel (CRAVO), à partir de 1975, fait rebondir la problématique sur les origines protohistoriques de ces lieux de culte.

Pendant deux décennies, les fouilles se multiplient sur ce type de site, conférant à la Picardie une autre de ses particularités. L'autre axe fort est l'étude de l'Antiquité tardive et du haut Moyen Âge. Plusieurs cimetières romains tardifs et mérovingiens sont explorés sur une grande échelle : dans l'Aisne, Vermand (1968-1976), Goudelancourt-les-Pierrepont (1981-1992), Sissonne (1985-2003) ; dans la Somme, Vron (1969-1984), Nouvion-en-Ponthieu (1972-1983), Noyelles-sur-Mer (1974), Moreuil (1976-1977) et Saint-Sauveur (1986-1987). Dans l'Oise, plusieurs cimetières sont fouillés partiellement par des amateurs locaux, notamment Robert Journa, avec l'aide de Françoise Vallet, du *Musée des Antiquités Nationales*, et donnent lieu à plusieurs publications. Marc Durand consacre sa thèse au passage du cimetière mérovingien au cimetière médiéval (1998). Le cimetière de Bulles fouillé intégralement entre 1966 et 1984, occupe une place particulière : René Legoux y met au point un système de chronologie relative par permutation matricielle, extrêmement novateur, qui constitue une avancée méthodologique reconnue sur le plan international. Les premières fouilles d'habitat mérovingien faites en connaissance de cause, sont conduites par Didier Bayard à Condé-sur-Aisne (1979-1981), puis à Juvincourt-et-Damary (1984-1990), dans la vallée de l'Aisne. Les directions des *Antiquités préhistoriques et historiques* jouent un rôle scientifique majeur, en essayant d'organiser et de structurer ces multiples initiatives. C'est vers elles que se tournent les bénévoles disséminés dans la région, qui sont alors les acteurs les plus nombreux de l'activité archéologique régionale. Cependant, la professionnalisation est en marche : d'une part, les services de l'État s'étoffent progressivement, plusieurs chercheurs de la région intègrent le CNRS (Jean-Louis Brunaux, Patrice Méniel) et, enfin, certaines collectivités se dotent d'archéologues : Beauvais (1969 : Joachim Klein-Bardagi), Soissons (1981 : Denis Defente, puis Dominique Roussel de 1989 à 1998), Amiens (1982-1989 : Noël Mahéo), les départements de l'Aisne (Comité du Tourisme : Michel Boureux, le R.P. René Courtois), de la Somme (1979 : Jean-Pierre Fagnart) et de l'Oise (1981 : Georges-Pierre Woimant). En 1984, est fondé le *Centre archéologique départemental de Soissons*, co-financé par l'État et la Ville, pour assurer l'hébergement et offrir un lieu de travail aux archéologues intervenant localement et dans la vallée de l'Aisne. De plus, la Région finance l'aménagement d'une base permanente de l'URA 12 dans l'ancienne école de Cuiry-les-Chaudardes non loin du célèbre village néolithique rubané dont la fouille programmée, conduite par Mike Ilett de l'Université de Paris I, et de l'URA 12, a vu passer des centaines d'étudiants du monde entier. Des efforts similaires sont faits dans l'Oise pour le CRAVO et les archéologues qui travaillent dans les sablières : le CRAVO s'installe à Compiègne, dans une ancienne caserne de pompiers. À partir de 1979 il partage ces locaux avec l'IRRAP (*Institut de restauration et recherches archéologiques et paléométallurgiques*). Ce laboratoire, placé sous la direction d'André Rapin, est initié par le CRAVO et l'*Université de technologie de Compiègne* (UTC) et soutenu par la Ville et l'État, pour traiter la masse d'armes et d'objets en fer découverts à Gournay-sur-Aronde.

RAP - n° 3/4, 2005, Collectif, *Le bilan archéologique picard : les conclusions*

VERS UNE ARCHÉOLOGIE ESSENTIELLEMENT PRÉVENTIVE (À PARTIR DE 1985)

Le milieu des années 1980 correspond à une « révolution copernicienne » de l'archéologie. Désormais, les aménageurs sont systématiquement sollicités pour le financement des fouilles de sauvetage. Des moyens inconnus jusqu'alors sont mis en place, permettant de constituer des équipes d'archéologues professionnels, essentiellement employés par l'*Association pour les fouilles archéologiques nationales* (AFAN : association loi 1901 créée en 1974, à cet effet) et de disposer de moyens de terrassement significatifs. L'archéologie devient « préventive » : les fouilles sont conduites avant les travaux, grâce à leur intégration dans les plannings de chantier. Cette « professionnalisation » a permis de mettre à profit les expériences antérieures. Cette évolution a été progressive : ainsi, la grande *villa* de Verneuil-en-Halatte (Oise), fouillée par Jean-Luc Collart de 1986 à 1990, n'a pas bénéficié du nouveau système. C'est pourtant sur ce site que les liens des *villae* avec les établissements ruraux de La Tène sont mis clairement en évidence pour la première fois. De même, les interventions sur l'A26, en 1985-1987, ainsi, sur le village mérovingien de Juvincourt-et-Damary (1984-1991), ont été réalisées avec des moyens encore insuffisants. Les progrès les plus significatifs sont enregistrés en milieu urbain, avec quelques grands chantiers à Amiens (rue des Otages, en 1985 ; îlot des Jacobins, en 1986) et Beauvais (Hôtel-Dieu, de 1988 à 1989).

Cependant, les nouvelles possibilités sont bientôt mises en œuvre en milieu rural. Les fouilles préalables au TGV Nord, en 1989-1990, constituent l'opération « charnière » de ce point de vue. Des financements considérables pour l'époque permettent de mettre en place des équipes étoffées : la principale difficulté est même celle du recrutement. Une dizaine de sites font l'objet d'investigations importantes, avec de grands décapages extensifs, qui permettent de comprendre, non seulement, leur évolution interne mais leurs relations avec des sites voisins (*cf.* l'exemple des établissements laténiens de Verberie "La Plaine Saint-Germain" qui se succèdent avec des déplacements, avant de céder la place à une *villa*). De plus, des explorations partielles sur de grandes surfaces permettent d'étudier l'environnement des sites, notamment les réseaux de fossés parcellaires. Jusqu'alors, cette problématique n'avait été abordée que dans les vallées alluviales : les plateaux sont enfin documentés et la vision de l'occupation du sol aux époques protohistorique, romaine et médiévale s'en trouve profondément renouvelée. Une seconde avancée méthodologique doit être soulignée : les études environnementales sont désormais systématiquement mises en œuvre. Rappelons que la région était pionnière en matière d'archéozoologie, avec les travaux de Patrice Méniel, qui avait su susciter des vocations autour de lui, depuis le milieu des années 1970, concrétisées par la création d'un laboratoire d'archéozoologie, en 1976, à Compiègne, au sein du CRAVO. Des études carpologiques et palynologiques étaient déjà menées, depuis longtemps, notamment dans la vallée de l'Aisne, respectivement par Corie Bakels (Université de Leiden) et André-Valentin Munaut (Université de Louvain-la-Neuve). Mais le TGV Nord a permis un changement d'échelle et de « mentalité » : désormais, en Picardie, ces études font partie des outils d'analyse déployés dans toute opération de fouilles.

L'expérience du TGV Nord, qui aurait pu être sans lendemain, s'est trouvée prolongée par la construction de plus de 300 km d'autoroutes échelonnées en six tronçons et sur plus de dix ans. L'évolution professionnelle et méthodologique s'est d'abord poursuivie à l'occasion du programme d'intervention archéologique lié à la construction de l'autoroute A16, expérience d'une collaboration constructive entre l'AFAN, le *Service régional de l'archéologie* de Picardie et l'aménageur - la SANEF. Désormais, les archéologues sont considérés comme de véritables interlocuteurs, dont l'intervention est intégrée dans le planning des opérations. Autre progrès significatif, les sondages sont de plus en plus systématiques sur l'ensemble du tracé. Le partenariat avec la SANEF s'est renforcé progressivement grâce à une dizaine d'années de collaboration, à l'occasion de quatre aménagements successifs (A16 Sud : 1992-1993 et Nord : 1994-1995, A29 Est : 1997-1999 et Ouest : 2001-2002). Des progrès similaires ont été réalisés, dans le même temps, avec d'autres partenaires, comme la DDE (A28 : 1990-1992, A29 sud : 1994-1995, et divers autres ouvrages). Ces opérations de grande ampleur ont entraîné de nouveaux recrutements et fait venir en Picardie des archéologues extérieurs à la région, formés sur d'autres aménagements (par exemple, les paléolithiciens de l'A5). Ce brassage a contribué à enrichir les acquis régionaux. Ainsi, les aménagements linéaires ont constitué un autre « laboratoire » de l'archéologie préventive, qui a beaucoup contribué à faire évoluer les méthodologies régionales.

Pour faire face à cette activité croissante, l'organisation de l'archéologie régionale a été profondément remodelée. D'une part, les directions des *Antiquités préhistoriques et historiques* voient leurs effectifs sensiblement augmentés à partir du début des années 1980 (on passe de six à neuf scientifiques), puis sont réunies en 1984, peu avant la nomination de Jean-Claude Blanchet (1985-1991). Le renforcement de la législation qui permet de mieux intégrer la protection du patrimoine archéologique, dans les procédures d'urbanisme (décret n° 86-192 du 5 février 1986 « relatif à la prise en compte de la protection du patrimoine archéologique dans certaines procédures d'urbanisme » qui modifie l'article n° 511-3-2 du code de l'Urbanisme), a pour conséquence l'arrivée d'un nombre toujours plus grand de dossiers d'aménagement qui doivent être instruits par la direction des *Antiquités*, devenue *Service régional de l'archéologie* en 1991 (décret n° 91-786 du 14 août 1991). Les archéologues de cette structure consacrent donc un temps croissant à ce travail, au détriment de l'activité proprement scientifique. L'évolution est nette dès le début des années 1990 : le TGV Nord est la dernière opération où les agents du *Ministère de la Culture* participent massivement à la direction des fouilles. Ultérieurement, ils n'interviennent plus que ponctuellement. Plus les années passent et plus ces interventions se raréfient. La mise en place de la nouvelle loi sur l'archéologie préventive, en 2002, les écarte définitivement des sondages/diagnostics qu'ils réalisaient encore de temps à autre. C'est là aussi une particularité de la Picardie : un très fort investissement des archéologues du *Ministère de la Culture* dans l'archéologie préventive avec, pour corollaire, un retrait de l'activité de terrain, y compris des fouilles programmées. Mais il convient de souligner que cette implication dans l'archéologie préventive ne se traduit pas par la seule instruction des autorisations d'aménagement, mais par une participation active dans la gestion scientifique des opérations de terrain. En effet, jusqu'à 2002, les moyens et la mise en place des interventions préventives étaient décidés et négociés par les SRA. Et le contrôle scientifique, qui continue d'être une mission fondamentale de ces services, était, et reste, une tâche consommatrice de temps, en particulier en Picardie, où il est exercé avec beaucoup d'assiduité.

Les activités de terrain liées à l'archéologie préventive ont été progressivement transférées vers l'AFAN. En effet, si les collectivités continuent d'accompagner le développement de l'archéologie préventive, surtout dans les années 1985-1990, avec la création de services archéologiques municipaux à Noyon (1985 : Marc Talon, puis Bruno Desachy, de 1989 à 1997, Marie-Christine Lacroix, de 1997 à 2005, Hélène Dulauroy, depuis), Château-Thierry (1986 : François et Véronique Blary), Laon (1991 : Jean-Pierre Jorrand) et le renforcement de celui de Beauvais (recrutement de Jean-Marc Fémolant en 1991), l'essentiel est pris en charge par l'AFAN. Cette association voit ses effectifs augmenter sensiblement, suivant le développement de cette nouvelle activité liée étroitement à l'aménagement du territoire. Progressivement, l'archéologie française comble le retard par rapport à ses voisins européens, en ce domaine. À partir de 1992, l'AFAN commence à se structurer. Pour gérer des opérations de plus en plus nombreuses cinq antennes interrégionales sont créées en 1993. La Picardie dépend de l'antenne Centre-Nord, qui coïncide avec la zone de compétence de la *Commission interrégionale de la recherche archéologique* (CIRA) Centre-Nord (les CIRA sont des commissions consultatives en matière d'archéologie, organisées par le décret n° 94-423 du 27 mai 1994), à savoir les régions Centre, Île-de-France, Picardie et Nord-Pas-de-Calais. En 1996, le développement de l'activité préventive dans ces régions parmi les plus dynamiques de France, conduit à scinder l'antenne Centre-Nord en deux, avec la création de l'antenne Nord-Picardie, dirigée par Marc Talon. La nouvelle structure, couvrant les Régions Picardie et Nord-Pas-de-Calais, est installée à Amiens, avec les moyens humains et matériels qui étaient déjà affectés sur ce territoire. Si, dès 1992, quelques salariés avaient pu être titularisés par voies prud'homales, il faut attendre 1994 pour voir – enfin – l'AFAN être autorisée par son ministère de tutelle, à embaucher ses premiers agents sous contrat à durée indéterminée (CDI). Ainsi, peu à peu, d'année en année, des permanents remplacent les salariés sous contrat à durée déterminée (CDD), embauchés opération par opération. Ce type de salariés reste cependant une variable d'ajustement et l'ensemble de l'activité continuant régulièrement d'augmenter, génère de nouvelles embauches permanentes pour atteindre, au niveau national, avant que l'AFAN ne soit transformée en établissement public en 2002, un effectif de 1 291 agents. Avec la transformation de l'AFAN en établissement public, l'*Institut national de Recherches Archéologiques Préventives* (INRAP), le 11 février 2002, l'antenne Nord-Picardie devient une direction interrégionale, gardant le même périmètre et dotée de moyens similaires, cependant étoffés depuis en personnel administratif, afin de pouvoir gérer au mieux cette évolution dans le cadre de la nouvelle réglementation et de la comptabilité publique. En 2005, la direction Nord-Picardie dispose ainsi de 151 agents permanents dont 134 « opérationnels » et d'une vingtaine de collaborateurs réguliers employés sous contrat à durée déterminée. La création de l'INRAP a permis la mise en place de moyens complémentaires, d'une part pour soutenir des programmes de recherche et de publications où ses agents sont partie prenante et, d'autre part, mettre en œuvre une politique dynamique de

valorisation des résultats de l'archéologie préventive à l'intention du grand public.

Paradoxalement, si ces moyens nouveaux à partir des années 1990, ont consolidé et nettement enrichi les problématiques régionales déjà en place, elles ne les ont pas radicalement renouvelées. Expliquons-nous : l'attention des archéologues picards est restée centrée sur les thèmes forts des deux décennies antérieures, Paléolithique, Mésolithique, occupation du sol aux époques protohistorique et romaine et trois ou quatre villes. Dans ces domaines, la documentation s'est accrue, d'une manière extrêmement importante, ce qui a fait rebondir les problématiques. L'enrichissement sensible des corpus a fait découvrir la complexité des phénomènes à analyser, mettant à mal les modèles élaborés dans les décennies précédentes. Ces thèmes de recherche favoris de l'archéologie picarde n'en n'ont eu que plus d'intérêt. Mais, parallèlement, s'est produite une sorte d'appauvrissement des thématiques. Cette professionnalisation a eu deux « effets pervers » : l'augmentation de l'exigence scientifique de la communauté archéologique nationale et celle, exponentielle, des coûts de l'archéologie préventive liée à la stabilisation des emplois. D'une part, les amateurs ont été « marginalisés » : les années 1990 ont vu la disparition progressive des chantiers conduits par ces derniers. Et même, certains professionnels, de l'Université et du CNRS, ont été découragés par la modestie des moyens disponibles pour les fouilles programmées, au regard de ceux mis en place pour les fouilles préventives. Certains ont même préféré s'investir dans l'archéologie préventive. C'est à ce moment que s'est opérée cette évolution vers une archéologie presque entièrement préventive, qui constitue l'une des spécificités de la recherche archéologique picarde actuelle. Il faut, à ce propos, préciser que les moyens octroyés aux fouilles programmées sont pratiquement reconduits sans augmentation sensible (si l'on tient compte de l'érosion monétaire) depuis une vingtaine d'années : ils ne tiennent pas compte du reste de l'activité archéologique et maintiennent un net déséquilibre entre la France méditerranéenne et le reste du pays. Ce déséquilibre entre fouille programmée et préventive, mentionné à plusieurs reprises dans les bilans et le débat de clôture, n'est donc pas un choix délibéré mais le résultat de décisions prises au niveau central. D'autre part, la croissance des coûts de l'archéologie préventive a mis hors de portée certaines catégories de sites, leur fouille devenant trop onéreuse. Des thématiques fortes dans les années 1970-1980 se sont ainsi étiolées : cimetières de l'Antiquité tardive et du haut Moyen Âge, sanctuaires laténiens et antiques. Par ailleurs, même dans les thématiques qui restent à l'honneur, certains biais de la documentation sont graves : par exemple, il n'est plus possible, à l'heure actuelle, de fouiller une *villa* romaine stratifiée. De même, les fouilles urbaines, qui ont connu un essor à Amiens (Palais des Sports, ZAC Cathédrale) et Beauvais, de 1985 à 1995, renouvelant complètement l'information sur l'habitat antique, se font de plus en plus rares, toujours pour des questions de coût.

La seule période où un renouvellement significatif, à partir de 1990, doit être signalé, est le Moyen Âge classique. Toutefois, il convient de relativiser cette observation. D'une part, la situation antérieure était médiocre. Les fouilles, peu nombreuses, se limitaient aux « monuments » : abbayes et autres établissements monastiques ou châteaux, comme l'abbaye cistercienne de Vauclair (Aisne), fouillée par le R.P. René Courtois de 1966 à 1985, celle, augustinienne, de Saint-Jean-des-Vignes à Soissons, étudiée depuis 1982 par Sheila Bond (Université Brown, Providence, États-Unis) et Clark Maines (Université Wesleyan, Middletown, États-Unis) et le château de Château-Thierry, depuis 1986. L'arrivée à l'Université de Picardie Jules Verne de Philippe Racinet, en 1994, et l'ouverture d'un chantier école sur le château de Boves, en 1996, ont dynamisé considérablement les travaux sur la période médiévale. Il est certain que la nomination d'un conservateur régional spécialiste de cette période, Jean-Olivier Guilhot (1996-2002) a aussi joué un rôle positif. Mais le bilan *Campagnes médiévales* permet de mesurer le chemin qui reste à parcourir, pour rattraper le retard régional.

DES BILANS « GLOBALEMENT POSITIFS »

DES BILANS CONÇUS DE FAÇON DIFFÉRENTE

Le résultat de cette entreprise commencée en 2004 est à la hauteur des ambitions affichées au départ. Il les dépasse même puisque la « commande » envisageait des rapports de 15 à 20 pages hors illustrations : les sept contributions chrono-thématiques comptent chacune de 20 à 45 pages. Ces rapports présentent des synthèses développées qui respectent à peu près la forme envisagée. Rappelons que, dans un premier temps, le *Comité de pilotage* avait préconisé une approche quantitative fondée sur l'analyse d'un corpus de sites fouillés. La majorité des participants s'était alors élevée contre cette idée : la constitution d'un corpus paraissait difficile à réaliser dans les délais impartis. Pour cette raison, une autre démarche avait été retenue : une approche qualitative illustrée par des exemples représentatifs. En définitive, les deux démarches sont représentées, avec des variantes. Les rapports souffrent donc d'une certaine hétérogénéité, ce qui n'a rien pour surprendre, compte tenu de la nature de l'exercice.

Cela s'explique avant tout, par les investissements de temps, qui ont différé de manière

significative (*cf.* le texte sur l'élaboration des bilans) selon les groupes de travail : jusqu'à six mois consacrés à ce travail par un seul chercheur sur le bilan néolithique, alors que pour d'autres groupes, les rapporteurs n'ont disposé au total que d'une quarantaine de jours. Ces disparités apparaissent, de façon plus ou moins flagrantes, selon l'état d'avancement des inventaires, recherches et réflexions existant préalablement. Il est certain que les groupes *Préhistoire ancienne, Protohistoire ancienne* et *Protohistoire récente* ont bénéficié des travaux réalisés dans le cadre de l'*action collective de recherche* (ACR) *15 ans d'archéologie préventive sur les grands tracés linéaires en Picardie.* Le Néolithique a pu s'appuyer sur l'ACR consacrée au Rubané de la vallée de l'Aisne et au *programme collectif de recherche* (PCR) *du Néolithique récent à l'âge du Bronze ancien en Centre Nord de la France.* La table-ronde sur l'âge du Bronze, organisée à Lille en 2000, récemment publiée (2005), fournissait une base précieuse pour la Protohistoire ancienne. La Protohistoire récente disposait des résultats du PCR sur la *céramique du second âge du Fer en Gaule Belgique* (1999-2001) et d'une base documentaire importante, les CAG de l'Oise (1995) et de l'Aisne (2002). De plus, plusieurs participants avaient déjà réuni de la documentation et développé une réflexion dans le cadre de thèses récentes (Jean-Pierre Fagnart, Thierry Ducrocq, Jean-Luc Locht, François Malrain). Si les données étaient déjà largement compilées pour les *Campagnes antiques*, grâce aux inventaires des CAG de l'Oise, de l'Aisne et de la Somme (en cours de rédaction par Tahar Berredjeb), elles nécessitaient des mises à jour (la CAG de l'Oise date de 1995). Surtout, les travaux d'analyse restent peu nombreux et partiels : les colloques tenus à Bliesbrück en 1992, sur les agglomérations secondaires et à Amiens en 1993 (Ager) sur la romanisation des campagnes, fournissent, certes, d'utiles synthèses, mais sont déjà anciens. Les thèses de Sébastien Lepetz (1996), sur l'archéozoologie, et de Véronique Matterne (2001), sur la carpologie, le colloque Ager de Compiègne de 2002, sur l'*économie et l'artisanat des campagnes antiques*, comme ceux de la SFECAG (Lille : 2001) sur la céramique, éclairent des aspects bien spécifiques. Quant aux résultats des deux PCR respectivement consacrés aux villes et aux campagnes, ils sont en attente de publication. Si les données réunies sont à peu près complètes, les synthèses ne sont souvent qu'ébauchées. Enfin, pour les *Campagnes médiévales*, même si certains sujets avaient déjà fait l'objet d'analyses ponctuelles, il n'existait aucun recensement global pour le Moyen Âge classique et le bas Moyen Âge, ni de synthèse générale à l'échelle de la Picardie. La tâche à accomplir était donc d'une toute autre ampleur et il apparaît à la lecture du rapport qu'elle n'a été qu'esquissée. Ces différences dans la documentation et dans l'avancement des réflexions, sont perceptibles à l'intérieur même des rapports, où tel département bénéficie d'un éclairage particulier (la Somme dans les *Campagnes antiques*), ou encore, tel thème est analysé de façon beaucoup plus complète qu'un autre (les sites ruraux agricoles dans la Protohistoire récente, qui bénéficient d'une approche beaucoup plus complète que les sanctuaires et les *oppida*).

Les rapports diffèrent aussi dans leur nature même, selon l'approche retenue au départ. Deux rapports (*Préhistoire ancienne, les villes*) présentent une analyse essentiellement « qualitative » illustrée par des exemples. Cependant, ils suivent deux démarches différentes. Pour la *Préhistoire ancienne,* l'accent a été mis sur l'état des connaissances. En revanche, pour les villes, il s'agit d'une réflexion essentiellement méthodologique. Les autres rapports s'appuient sur un recensement plus ou moins complet des fouilles récentes. Mais, seuls deux rapports (*Néolithique, Protohistoire récente*) étayent leur développement par des analyses statistiques plus ou moins étoffées. Ces différentes approches avaient été envisagées, dans les séances de travail préparatoires, lors des discussions portant sur le contenu et la forme à donner aux bilans.

Les corpus sont eux-mêmes hétérogènes et leur utilisation varie. Pour la *Protohistoire ancienne*, l'inventaire des sites, présenté sous la forme d'un tableau légendant les cartes et détaillant les chiffres synthétisés, n'est pas précisément défini. Pour les autres rapports, il convient d'observer, tout d'abord, que ces inventaires ne couvrent pas le même champ chronologique : depuis le début des années 1960 pour le *Néolithique*, la *Protohistoire récente* et *les Campagnes antiques*, depuis les années 1970 pour les *Campagnes médiévales*. En réalité, pour les *Campagnes antiques*, le dépouillement n'est pas identique pour tous les départements : « exhaustif » depuis les années 1960 pour la Somme (2753 sites), limité aux sites « représentatifs » depuis 1984 pour l'Aisne (73 sites), depuis 1990 pour l'Oise (125 sites), avec des compléments pour certains thèmes (funéraire, religieux, agglomérations secondaires), qui échappent à une analyse statistique.

En second lieu, certains recensements (*Néolithique* et *Campagnes antiques*, pour la Somme) sont présentés comme « exhaustifs », c'est-à-dire qu'ils répertorient toutes les découvertes ayant trait au champ chronologique, quelle que soit leur importance. Les autres (*Protohistoire ancienne, Protohistoire récente, Campagnes antiques* pour l'Aisne et l'Oise, ainsi que *Campagnes médiévales*) se limitent aux sites « représentatifs » ayant livré des indices significatifs. Les corpus ont donc des ampleurs diverses : 300 occurrences pour le *Néolithique*, 511 pour la *Protohistoire ancienne*, 392 pour la *Protohistoire récente*, environ 3000 pour les *Campagnes antiques* (données hétérogènes comme signalé plus haut), 507 pour les *Campagnes médiévales*.

Au passage, signalons que tous ces corpus ont pris la forme d'une base de donnée, plus ou moins documentée. Trois modèles de fiche ont été fournis dans la publication (*Néolithique, Protohistoire ancienne, Protohistoire récente*). Les bases de données constituées, ainsi que les bibliographies complètes, devaient être publiées sur un CDRom. Pour des raisons de coût et d'accès (certains groupes souhaitent le limiter), il est désormais envisagé de les mettre en ligne. Cette question fera l'objet de discussions ultérieures.

Les corpus ne sont pas tous utilisés pour des approches quantitatives et statistiques. Celles-ci sont abondantes pour le *Néolithique.* La *Protohistoire récente* présente aussi des analyses statistiques nombreuses. Il y en a quelques-unes pour la *Protohistoire ancienne* et les *Campagnes antiques.* Les *Campagnes médiévales* ne présentent aucune analyse de ce type. En définitive, seuls le *Néolithique* et la *Protohistoire récente* se fondent sur une analyse quantitative. Les autres rapports, qu'ils reposent ou non sur un corpus de sites, présentent plutôt une approche qualitative : l'exposé s'appuie sur la présentation de sites significatifs qui illustrent le propos.

LE DYNAMISME DE LA RECHERCHE EN PRÉHISTOIRE ANCIENNE

La Préhistoire couvre un champ chronologique très vaste, qui nécessite une spécialisation certaine. C'est ainsi, que le rapport a été divisé en quatre sous-chapitres, correspondant respectivement au Paléolithique inférieur, moyen et supérieur et au Mésolithique. Cette apparente division doit être relativisée, dans la mesure où tous ces spécialistes travaillent en commun au sein de l'UMR 8141, dans le cadre de l'*Université des Sciences et technologies de Lille* (Lille I), autour du professeur Alain Tuffreau. Mais elle reflète tout de même une réalité prégnante. La lecture du texte permet d'apprécier l'état d'avancement des travaux sur les différentes périodes, et en particulier, leur maturité, qui permet des synthèses d'ampleur. Il ne fait guère de doute que, pour ces périodes, la recherche archéologique picarde est de très haut niveau. Nous avons vu que les fondations de la discipline s'ancrent dans le XIX^{e} siècle, mais il est certain que l'essentiel des progrès a été enregistré à partir des années 1970-1980. Depuis, ils se sont poursuivis. Une particularité de l'archéologie préhistorique régionale est de s'être investie très tôt dans l'archéologie préventive, ce qui est assez exceptionnel à l'échelle nationale. Deux des rapporteurs sont d'ailleurs salariés de l'INRAP. Dans leurs exposés, ils s'attachent à expliquer quelles ont été les modalités d'adaptation de leur discipline à ce contexte préventif, car les protocoles ne pouvaient être exactement identiques à ceux mis en œuvre dans les fouilles programmées. Ils démontrent la complémentarité des deux approches croisées. De ce point de vue, l'expérience picarde revêt une importance nationale. Ces travaux ont donné régulièrement lieu à des publications nombreuses et des thèses. Là encore, la Préhistoire ancienne est exemplaire dans la région.

NÉOLITHIQUE ET PROTOHISTOIRE, PÉRIODES PRIVILÉGIÉES DE L'ARCHÉOLOGIE RÉGIONALE

Les exposés traitant du Néolithique et de la Protohistoire ancienne et récente, sont assez proches sur le constat qu'ils tirent de l'exercice imposé de ces bilans, même si les moyens utilisés sont différents. Il repose sur plusieurs raisons qui participent à cet air de famille dont les principales sont la formation des acteurs (Université de Paris I), leurs liens, les méthodes utilisées et les terrains dans lesquels ils interviennent ou sont intervenus. Alors que les investigations menées dans la Somme apportent une contribution majeure pour la Préhistoire, pour le Néolithique, les premiers progrès ont été réalisés grâce aux grands décapages dans les carrières de l'Aisne et de l'Oise, très liés à l'archéologie préventive.

Les programmes conduits par l'équipe de l'URA 12 (devenue partie prenante de l'UMR 7041) sur la vallée de l'Aisne et le CRAVO sur la vallée de l'Oise, portaient chaque année, jusqu'en 2001, sur une centaine d'hectares ; ils ont permis le traitement de très grandes surfaces et l'élaboration de méthodologies liées à l'étude spatiale des nombreux sites mis au jour. La lecture aisée des structures creusées dans le sable ou le gravier facilite le travail et la présence, en fond de vallée, de la nappe phréatique permet ponctuellement la découverte de vestiges en bois et de macro-restes végétaux propices aux études paléoenvironnementales. Les présentations de l'expérience des programmes en carrières, faites dans les exposés, permettent de comprendre le regret manifesté par nos collègues, devant l'évolution actuelle de l'archéologie préventive qui a conduit à un abandon des conventions annuelles et des programmes associés, à la fin des décapages exhaustifs et au tarissement de la relève générée par ces chantiers.

Le développement de l'archéologie préventive a permis l'exploration d'autres types de paysage : les recherches entreprises sur les tracés linéaires, les aménagements de ZAC et de lotissement ont permis d'accéder aux plateaux, zones peu documentées jusqu'alors. La mise en place d'une

politique volontariste d'évaluation systématique des indices ténus dans le cadre des travaux archéologiques menés sur le tracé de l'autoroute A29 a démontré, pour la Protohistoire ancienne, l'intérêt de la démarche. L'extension de carrières sur des bancs recouverts de dépôts stratigraphiques tardiglaciaires et holocènes a été propice à la découverte de niveaux de sols conservés. L'évaluation puis la fouille de ces nouveaux types de gisement ont entraîné la mise au point de nouvelles méthodes d'intervention utilisant les sondages profonds, souvent en milieu humide, et les compétences croisées de collègues paléo-environnementalistes. L'apport de ces études rassemblées avec celles effectuées sur des transects réalisées sur la vallée de l'Oise et ses affluents, a permis à Jean-François Pastre et son équipe de proposer une restitution de l'évolution de l'environnement du Tardiglaciaire à nos jours. L'autre intérêt méthodologique de ces découvertes de sols conservés a été l'élaboration de techniques rapides de fouille par échantillonnage mises au point, notamment par Frédéric Prodéo, en adaptant les méthodes utilisées sur la fouille néolithique programmée de Pierre Pétrequin à Chalains dans le Jura.

Autre domaine méthodologique qui illustra le passage du programmé au préventif, celui des fouilles des sépultures collectives. Les travaux de Claude Masset et Jean Leclerc en Picardie ont apporté une contribution non négligeable à la mise au point de méthodes appropriées, qui ont fait école nationalement et internationalement. Ces archéologues surent également adapter ces techniques au préventif, à l'occasion des fouilles en carrière des sépultures de Bazoches, Juvincourt-et-Damary (Aisne) et de La Croix-Saint-Ouen (Oise), mais également dans des cadres très contraignants comme celui de l'autoroute A16, à Saint-Sauveur (Somme). Cependant, l'absence de toute publication monographique, tant pour les sites fouillés dans le cadre préventif que pour leurs modèles « programmés », a conduit la communauté scientifique à privilégier, désormais et systématiquement, la protection des nouveaux monuments découverts.

Pour l'âge du Bronze, si la documentation était relativement abondante, avec les découvertes d'objets en bronze, les fouilles programmées sur des sites fortifiés et des centaines d'enclos circulaires repérés en prospection aérienne, elle ne concernait pas l'élément de base, la ferme dans laquelle vivait l'essentiel de la population à cette période. L'archéologie préventive a permis de mettre en évidence les vestiges de ces modestes établissements et de leurs cimetières constitués de quelques indices tenus peu spectaculaires. Découverts initialement dans les carrières, ils ont été détectés depuis dans d'autres contextes, avec difficulté, car les seuils d'échantillonnage des diagnostics (10 %) ne sont pas favorables à leur repérage. Une attention particulière et l'ouverture de fenêtres ont permis de mieux documenter ces occupations fugitives. Pour la fin de l'âge du Bronze, les observations récentes ont mis en évidence l'existence de concentrations d'habitat plus importantes, témoignant de premiers villages autres que les sites fortifiés identifiés jusqu'ici.

Les indices du premier âge du Fer et du début du second nécessitent une attention particulière, car ils sont aussi difficiles à mettre en évidence que ceux de la période précédente. Cependant, des progrès conséquents ont aussi été réalisés ces dernières années. En revanche, la fin de la période est abondamment documentée, grâce à la fouille de nombreux sites. Ils sont d'autant plus faciles à détecter, qu'il s'agit, le plus souvent, de fermes encloses de fossés, souvent associées à des parcellaires. Ces éléments fossoyés sont aisément repérables avec les méthodes de diagnostic actuelles. Cette masse d'informations a permis l'élaboration de plusieurs thèses traitant des paysans gaulois, portant la région à la pointe de la recherche dans ce domaine.

Ces travaux sont dynamisés dans le cadre des différents thèmes de recherche de l'UMR 7041 ArScAn Protohistoire à laquelle la plupart des acteurs travaillant sur l'Aisne et l'Oise sont rattachés. La création récente d'une nouvelle équipe de Protohistoire au sein de la jeune UMR 8142 HALMA devrait permettre de compléter cette dynamique pour l'ouest de la région (littoral) et le Nord de la France.

LES CAMPAGNES ANTIQUES

Le rapport sur les campagnes antiques montre à la fois la richesse de la documentation archéologique accumulée ces dernières années, un certain déséquilibre dans les thématiques explorées et des lacunes au niveau des travaux de synthèse. Les travaux de Roger Agache ont eu une influence déterminante : ils ont révélé, à la fois, la densité de l'occupation des campagnes antiques dans le Bassin de la Somme et permis de la caractériser. La bibliographie sur les travaux consacrés aux établissements ruraux antiques, à partir des années 1960, permet de mesurer l'impact international de ces découvertes. Évidemment, les archéologues antiquisants de la Région furent saisis du désir d'explorer ce monde nouveau. Dès 1964, Ernest Will encouragea les initiatives dans ce sens : une dizaine de nouvelles fouilles programmées furent ouvertes. Compte tenu des moyens modestes alors disponibles, qui ne permettaient que des sondages, il faut reconnaître que les résultats furent un peu décevants. De telle sorte, que, bientôt, se développa l'idée que les fouilles sur les *villae* n'avaient qu'un intérêt limité : elles n'apportaient pas « grand chose » par rapport aux prospections aériennes, qui suffisaient à documenter ce type d'occupation. Dans les années 1970-1980, à l'instigation du *Conseil Supérieur de la Recherche Archéologique*, les chantiers de fouille programmée sur les *villae* furent fermés, les uns après les autres, dans la France entière.

Dans ce contexte peu propice, l'étude de la *villa* de Famechon (Somme), à partir de 1972, occupe une place pionnière : c'était une fouille de sauvetage programmée liée à l'exploitation de matériaux alluvionnaires, et une vaste surface put être étudiée, incluant notamment les bâtiments de la partie économique de l'établissement. Les grands décapages entrepris vers le même temps dans les plaines alluviales attirèrent l'attention des archéologues antiquisants sur des types de structures quelque peu négligés jusqu'alors : trous de poteau, fossés et autres structures en creux. Dans cette prise de conscience, il faut souligner l'influence de l'archéologie britannique : la fouille de Beaurieux, dans la vallée de l'Aisne, menée de 1983 à 1987, par Colin Haselgrove (Université de Duhram), dont l'un des objectifs principaux était d'étudier les manifestations de la romanisation, apporta une démonstration convaincante de l'intérêt de ce type de vestige, confirmée par la fouille de Verneuil-en-Halatte (Oise), réalisée de 1985 à 1990. À partir de cette période, les fouilles s'attachèrent à l'examen attentif de ces traces.

Par ailleurs, les grands décapages des vallées alluvionnaires fournissaient aussi des informations sur les parcellaires, apportant des éléments de discussion dans une problématique très à la mode : les traces de centuriation. L'archéologie picarde était désormais préparée méthodologiquement pour tirer profit de l'archéologie préventive qui se mettait en place dans les années 1990. La présence de plusieurs antiquisants au sein du SRA impulsa une dynamique forte à la recherche sur les établissements agricoles antiques. Le rapport montre bien son ampleur : plusieurs centaines de sites ont fait l'objet d'investigations. Mais cette masse doit être relativisée, car la majorité des sites ont été explorés sur des surfaces réduites, notamment dans le cadre des opérations réalisées sur les tracés linéaires. Ces recherches ont livré une multitude d'informations, et mis en évidence le caractère trop réducteur des premières conclusions. Le rapport est assez explicite de ce point de vue : il recense la diversité observée, mais se garde de proposer de nouveaux modèles. Il met en avant la nécessité de travailler davantage sur l'analyse des sites. Il dénonce aussi le retard en matière de publication, qui n'est pas propre à cette thématique, mais qui est particulièrement important. Dans ce contexte, l'intérêt de travaux collectifs, comme le PCR sur les *Campagnes antiques du Nord de la France*, animé par Jean-Luc Collart, de 1999 à 2001 (qui se traduira bientôt par une série de publications), l'ACR sur *15 ans d'archéologie préventive sur les grands tracés linéaires en Picardie*, cordonnée par Didier Bayard et l'atelier sur les campagnes antiques du Nord-Ouest de la Gaule, organisé par Pascal Quérel et Wim De Clercq, qui vient de se mettre en place dans le cadre de l'UMR 8142- Halma, revêtent une importance primordiale.

Nous avons insisté longuement sur cette hématique particulière car elle a concentré l'essentiel de l'activité archéologique sur les campagnes antiques. Le bilan dans le domaine funéraire est fort modeste : depuis les années 1980, il n'y a eu que peu d'investigations, non par désintérêt, mais parce que les opportunités ont été rares. En revanche, l'économie en milieu rural a bénéficié de travaux fondamentaux sur les orientations de l'élevage (thèse de Sébastien Lepetz, 1996) et de l'agriculture (thèse de Véronique Matterne, 2001, fondée sur les analyses carpologiques). Cependant, d'autres thématiques n'ont été que ponctuellement abordées, comme les productions artisanales. Les habitats groupés et agglomérations ont été un peu délaissés, même si plusieurs fouilles significatives ont été réalisées, comme en témoignent certaines synthèses. Il est assez révélateur qu'il n'existe pas de programme d'étude sur ce sujet, alors qu'ils sont assez nombreux en France. Enfin, l'autre thématique forte de la région en matière d'archéologie rurale antique, l'étude des sanctuaires, très dynamique dans les années 1980-1990, avec de multiples fouilles, au premier rang desquelles se place Ribemont, s'est un peu essoufflée. Les auteurs du rapport soulignent avec raison, que c'est le signe des difficultés rencontrées par les fouilles programmées. En effet, cette problématique échappe largement au cadre préventif. Et il convient de prêter une attention particulière à cet aspect : en Picardie, l'archéologie des campagnes antiques ne repose plus que sur l'archéologie préventive. C'est là un grave déséquilibre sur lequel il convient de réfléchir.

BILAN CAMPAGNES MÉDIÉVALES

Le rapport sur les campagnes médiévales met en lumière la principale lacune de l'archéologie picarde : le Moyen Âge est manifestement le parent pauvre de la recherche régionale. Malgré quelques opérations exemplaires et un potentiel scientifique considérable, le bilan de la recherche archéologique sur le Moyen Âge n'est pas flatteur. Le haut Moyen Âge a bénéficié jusqu'aux années 1990 d'un investis-

RAP - n° 3/4, 2005, Collectif, *Le bilan archéologique picard : les conclusions*

sement important, d'abord consacré exclusivement aux cimetières mérovingiens, puis, en partie, aux habitats de cette époque. En dépit des nombreux travaux de qualité menés en collaboration avec de multiples institutions, les acquis considérables de ces recherches sont méconnus des archéologues régionaux. La raison ne tient pas tant au manque de publications, qui ne sont pas moins nombreuses que dans les autres domaines, mais à un changement de génération. Il est vrai que la publication des cimetières exemplaires de Vron et Bulles est différée depuis plus de quinze ans. Mais les données de la nécropole de Nouvion-en-Ponthieu ont été publiées dès 1985, et avec elles celles d'une dizaine d'autres cimetières. Il est remarquable, cependant, que la quasi-totalité de ces fouilles était assurée par des archéologues amateurs, parfois assistés de membres d'institutions qui ne participent plus aux travaux de terrain (SRA, MAN). La « culture » de cette génération de chercheurs ne s'est pratiquement pas transmise à la génération issue des grands travaux qui constitue la plus grande part des acteurs de l'archéologie préventive régionale, aujourd'hui. Les recherches sur l'habitat du haut Moyen Âge sont issues de la même dynamique. Là encore, le problème des publications est présent, mais n'est pas l'unique cause des difficultés actuelles. Ce pan de la recherche régionale, fort actif dans les années 1970 et 1980, n'a pas profité du décollage de l'archéologie préventive des années 1985-1995. Malgré les nombreuses découvertes et quelques fouilles remarquables comme celle de Saleux, ces interventions n'ont pas généré de dynamique nouvelle. La raison principale tient sans doute au fait que la plupart des opérations ont été menées principalement par des archéologues spécialistes d'autres périodes (de l'Antiquité surtout, mais aussi de la Protohistoire), ou originaires d'autres régions, sans accompagnement par des structures scientifiques régionales.

Le constat pour la seconde partie du Moyen Âge est assez comparable : des recherches programmées actives centrées principalement sur les établissements religieux jusqu'aux années 1990, puis un effacement progressif. La géographie humaine de la région, fondée sur l'habitat groupé depuis la fin du haut Moyen Âge, a limité le nombre de découvertes faites dans le cadre des grands travaux d'infrastructure de transport, ce qui explique l'absence de sites emblématiques médiévaux fouillés dans le cadre préventif, hormis la maison forte de "La Cologne" à Hargicourt (Bayard 1983), et plus récemment la ferme monastique de "La Cense", à Essômes-sur-Marne, près de Château-Thierry (fouille Blary). Les seules fouilles de villages médiévaux sont liées au développement des habitats péri-urbains du Sud de l'Oise. Toutefois, les perspectives pour les années à venir sont peut-être un peu meilleures que pour le haut Moyen Âge, grâce à la présence et à l'enracinement de deux pôles scientifiques à Amiens (*Laboratoire d'archéologie médiévale de l'université de Picardie Jules Verne*) et à Château-Thierry (service archéologique municipal).

Le bilan sur les campagnes médiévales est le reflet de cette situation complexe et indécise de la recherche picarde. Le choix des auteurs s'est fondé, comme pour les autres bilans, sur leurs compétences scientifiques et le cadre institutionnel. Le texte reflète, dans son hétérogénéité, les difficultés pour établir ou maintenir des liens entre les acteurs et entre les générations. Le constat qu'il est possible de porter sur l'archéologie médiévale illustre le plus grand risque des années présentes, celui de ne pas pouvoir transmettre aux générations qui viennent le résultat des travaux effectués ces vingt ou trente dernières années, et d'en oublier jusqu'à l'existence.

LES VILLES

L'exposé sur l'archéologie urbaine est décalé par rapport à la commande. Face à la difficulté de faire, dans le court délai imparti, un bilan analytique fondé sur un corpus, les auteurs ont choisi d'axer leur contribution sur la méthodologie. Pour ceux qui regretteraient ce parti pris, il faut signaler la publication prochaine du colloque de Lille tenu en 2002 et consacré à un bilan de vingt ans d'archéologie des villes romaines du Nord de la Gaule. Cette contribution est certainement celle qui aborde le mieux le problème du choix en archéologie préventive, avec toutes ses conséquences. Il insiste, en particulier, sur l'évolution négative des effectifs, avec le non remplacement de collègues partis ailleurs ou affectés à d'autres missions, à la fois au sein de l'INRAP et des collectivités (comme à Amiens et Soissons). Il faut souligner, à ce titre, l'heureuse initiative de la ville de Noyon (15000 habitants) qui vient de remplacer son archéologue, après le départ de la titulaire précédente. La baisse du nombre des fouilles urbaines (liée à l'augmentation exponentielle de leur coût) a provoqué une perte de compétence à l'INRAP, car le nombre des responsables d'opérations, qui n'était déjà pas élevé (quatre), a chuté de moitié. Les rapporteurs insistent sur l'importance particulière des services de collectivité qui leur semblent être les plus adaptés pour assurer le suivi de fond indispensable à une véritable « archéologie urbaine », différente d'une « archéologie dans la ville ». Compte tenu de ces moyens réduits, ils proposent de concentrer les recherches dans les quelques villes qui bénéficient d'un suivi sérieux. Propos volontairement « corrosifs » qui ont le mérite d'ouvrir un débat qu'ils se proposent de poursuivre dans le cadre d'un séminaire de l'Université de Picardie. Au passage, nos collègues regrettent l'abandon de la nomination par le préfet, des « correspondants des

Antiquités », qui traduit l'effacement du milieu bénévole, qui constituait pourtant une force d'alerte et de pression citoyenne.

QUELLES PERSPECTIVES POUR L'ARCHÉOLOGIE PICARDE ?

Le débat qui a clos ces journées a été très intéressant. Il est parti dans plusieurs directions que nous allons essayer de résumer, en l'enrichissant des interrogations qui reviennent assez régulièrement dans les différentes contributions.

RÉFLÉCHIR SUR LES MÉTHODOLOGIES

Cette question n'est pas celle qui a soulevé le plus de discussion. Néanmoins, elle est abordée dans plusieurs bilans. Les interrogations et remarques portent principalement sur le diagnostic : comment détecter et caractériser les sites, dans le cadre de l'archéologie préventive telle qu'elle est organisée ? C'est effectivement une activité primordiale, puisque les vestiges de certaines périodes sont difficiles à mettre en évidence et que certains suggèrent que les pratiques actuelles devraient être améliorées. Depuis nos journées, ces questions ont d'ailleurs donné lieu à un séminaire organisé par SDARCHETIS au Mont-Beuvray à l'automne 2005.

La notion de site diffère selon la période considérée. Ainsi, pour le Paléolithique moyen, quelques silex épars, peu structurés, doivent attirer la plus grande attention, car, recalés en chronostratigraphie, ils sont susceptibles de permettre d'identifier une occupation. En revanche, pour le Mésolithique, la densité des vestiges correspond en général à une accumulation et superposition de sites, palimpseste dont l'intérêt est moindre. La mise au point, dans le cadre de l'archéologie préventive, de techniques particulières de détection, puis d'évaluation des sites préhistoriques utilisant les sondages profonds dans les lœss et les milieux humides, a permis de documenter de façon importante, les périodes du Paléolithique moyen et Mésolithique (la recherche sur les autres périodes de la Préhistoire ancienne repose essentiellement sur des fouilles programmées pluriannuelles). La multiplication des interventions, ces dernières années, rend compte du positionnement et des modalités de conservation des sites ; c'est le cas, par exemple, pour les sites du Paléolithique moyen dans les lœss et des sites mésolithiques dans la vallée de la Somme. Mais la détection et l'identification des sites requièrent une bonne connaissance par le responsable de diagnostic du matériel et des contextes environnementaux concernés, évidence qui concerne en principe toutes les périodes mais qui est particulièrement soulignée dans les exposés portant sur la Préhistoire. Si les paléolithiciens redoutent la réalisation d'évaluations trop destructrices sur leurs sites matérialisés par des indices tenus, les mésolithiciens regrettent, au contraire, la disparition de la phase d'évaluation, phase technique et scientifique fort utile entre les sondages et les fouilles, permettant, notamment pour des périodes plus récentes de solder de petites interventions ne nécessitant que peu de moyens après que le décapage et le relevé des quelques vestiges aient été faits.

Les néolithiciens s'expriment également sur les méthodes de diagnostic, la formation des agents chargés de ceux-ci et regrettent l'abandon des décapages systématiques en carrière dès les phases de détection. Ils considèrent que la méthode d'échantillonnage par tranchée même en relevant à 15 % le taux d'ouverture (actuellement à 10 %), leur paraît inadaptée pour détecter et caractériser les occupations les plus légères qui forment la trame normale de l'habitat de ces époques. D'où la difficulté observée des prescriptions sur des indices ténus, qui conduisent à une perte d'information.

Les protohistoriens rejoignent ces critiques : la difficulté de caractérisation est évidente pour la Protohistoire ancienne, où les indices sont particulièrement modestes pour les habitats – ce qui les rend très fugaces – et les référentiels régionaux sont encore mal documentés : le moindre élément céramique qui soulève des interrogations devrait être présenté à un référent. De même, dans le domaine funéraire, pour l'âge du Bronze, notons la mise en évidence récente, essentiellement dans le cadre de l'archéologie préventive, de cimetières constitués de structures simples dépourvues de matériel et contenant quelques ossements humains incinérés. Ces découvertes coïncident – heureusement – avec la mise au point d'une nouvelle méthode de datation au laboratoire de Groningen utilisant le carbonate structural de la bioapatite des os permettant d'obtenir des ^{14}C fiables sur les os incinérés. Ces deux apports récents ayant provoqué – pour l'instant – un vieillissement de ces types de tombes, la transition Bronze-Fer période bien documentée par ailleurs, se retrouve quasi dépourvue de toute tombe, relançant le problème récurrent du traitement des défunts et l'identification, puis l'interprétation, des traces qui pourraient être potentiellement déduites. Pour pallier ces difficultés, nos collègues proposent de réfléchir sur les moyens de créer des automatismes chez les responsables de diagnostic, ce qui nécessite une meilleure formation des intervenants, qui devraient avoir le réflexe d'interroger leurs collègues potentiellement compétents, d'ouvrir des fenêtres, sur et autour des indices et de vider systématiquement, avec des moyens mécaniques, les fossés réputés trop souvent stériles.

La question se pose avec moins d'acuité pour la Protohistoire récente et l'Antiquité, périodes où les vestiges d'habitat sont plus denses et bien souvent matérialisés par des limites fossoyées. De fait, l'abandon des grands décapages dans les carrières est perçu comme une régression méthodologique. Ils permettaient de mettre en évidence des structures discrètes, par exemple, des sépultures isolées, des petits aménagements et habitats intercalaires, voire des fermes très arasées, autant d'éléments qui participent à la compréhension de l'occupation du paysage et l'organisation des sociétés qui nous ont précédées.

Néolithiciens et protohistoriens, s'appuyant sur l'expérience des programmes territoriaux et pluriannuels en carrières, insistent sur la constitution d'échantillons archéologiques représentatifs et adaptés à la notion de réseaux sociaux étudiés sur de grands espaces tant en termes chronologiques et géographiques. Cela implique de travailler dès la phase diagnostic avec des gens formés à la reconnaissance des indices tant stratigraphiques que matériels les plus ténus, au niveau du site, de privilégier les grands décapages, au niveau territorial des fenêtres d'échantillonnage suffisamment grandes et, en terme de dynamique de recherche, une coordination de la documentation disponible et des forces en présence.

Comme le soulignent les rapporteurs de la *Protohistoire récente* et des *Campagnes antiques*, les données recueillies au cours des opérations préventives révèlent de nombreux sites modestes ou peu spectaculaires, qu'on pourrait qualifier « d'atypiques », car ils ne correspondent pas aux catégories d'occupation définies jusqu'à présent. Une réflexion est nécessaire pour « remettre à plat » les modèles interprétatifs, en réalisant une analyse plus poussée de la nature et de la fonction de ces occupations fugaces, afin de les prendre en compte dans les typologies.

PRÊTER PLUS D'ATTENTION AUX ÉTUDES SPÉCIALISÉES DANS LES OPÉRATIONS PROTOHISTORIQUES ET HISTORIQUES

L'analyse d'un gisement préhistorique ne se conçoit pas sans un cortège d'études spécialisées portant, en premier lieu, sur l'environnement naturel, et cela depuis longtemps. Ce type d'approche ne s'est généralisé que récemment pour les sites protohistoriques ou historiques Les disciplines mises en œuvre sont généralement la palynologie (visant à reconstituer l'environnement végétal ancien par l'observation de pollen fossile), la carpologie (l'étude des macro-restes végétaux), l'anthracologie (analyse des charbons de bois). Plus rarement, en fonction des potentialités ou de la présence ou non de spécialistes, sont effectuées des études malacologiques (fondées sur l'examen des mollusques), dendrochronologiques (méthode de datation à partir de l'analyse des cernes de croissance des arbres abattus). L'analyse des contextes sédimentaires est encore peu fréquente, en-dehors des sites préhistoriques et des approches diachroniques effectuées dans les vallées alluviales par Jean-François Pastre, en collaboration avec ses collègues du laboratoire de Meudon. Elle est plus fréquente depuis que l'INRAP Nord-Picardie dispose de deux géomorphologues, Sylvie Coutard et Laurent Deschodt, qui élargissent leur champ d'intervention à l'Holocène.

Un autre type d'études spécialisées s'est également développé, depuis trente ans, sur les sites protohistoriques et historiques, visant à apporter des informations sur l'économie du site et les pratiques artisanales ou comportementales. Les sources principales sont fournies par les ossements animaux (plus rarement humains) et la céramique, qui constituent la quasi-totalité du mobilier recueilli en fouille. Bien d'autres disciplines concourent plus ou moins occasionnellement à ces approches (numismatique, industrie de l'os…).

Bien que la Picardie n'abrite pas de laboratoire consacré à la palynologie, elle a beaucoup contribué à son développement depuis les années 1960. Les premiers travaux ont porté sur les tourbières du Bassin de la Somme, puis de l'Aisne et de l'Oise. Les recherches sur les gisements préhistoriques de la Somme ont bénéficié de l'étroite collaboration entre le laboratoire de Louvain-la-Neuve, sous la direction d'André-Valentin Munaut et les archéologues. Un peu plus tard, dans les années 1970, Gérard Firmin, dans la vallée de l'Aisne, et dans les années 1980, A.-V. Munaut et Jean Heim (sur divers sites de la Région : Amiens, Famechon, Juvincourt-et-Damary, Ribemont-sur-Ancre), ont abordé l'étude des pollens conservés sur des sites protohistoriques et historiques. Depuis, les palynologues, principalement sous la direction de A.-V. Munaut, ont accompagné pratiquement tous les chantiers archéologiques importants de la région jusqu'au milieu des années 1990. Des milliers d'analyses ont été effectuées en une vingtaine d'années. Le décès du professeur Munaut nous a privé d'une publication d'ensemble des résultats, qui demeurent, pour l'essentiel, inédits. Il est à espérer qu'Ann Defgnée, nouvelle responsable du laboratoire, pourra prochainement publier cette documentation. De fait, les acquis de ces recherches n'ont pu être suffisamment discutés et intégrés dans les programmes de recherche actuels. Il en résulte aujourd'hui une situation indécise, globalement préjudiciable aux études paléoenvironnementales. L'un des objectifs de l'ACR *15 ans d'archéologie préventive sur les grands tracés linéaires en Picardie* auquel participe d'ailleurs le laboratoire de Louvain-la-Neuve, est de faire le bilan des travaux effectués durant les années 1986-1996 et d'en évaluer l'intérêt pour les archéologues. Aujourd'hui, quelques analyses sont réalisées, de temps à autre, par Muriel Boulen (INRAP) qui travaille principalement en Île-de-France. Le sud de la région a aussi bénéficié, au début des années 1990, de l'investissement de Chantal Leroyer (*Centre national de la Préhistoire* à Périgueux).

L'anthracologie qui devrait constituer un complément indispensable de la palynologie, n'a pas connu un développement aussi important. Des analyses ont été réalisées, depuis le TGV Nord, principalement sur les tracés linéaires, par Maria-Eugenia Solari et Jean-Marie Pernaud (thèse en 1997). Mais on est loin d'avoir un état des connaissances satisfaisant. Et le bilan de ces travaux reste à faire. Le recrutement récent par l'INRAP d'une anthracologue, Sylvie Coubray, chargée des régions Centre Nord, devrait redynamiser cette discipline.

Un domaine où la Picardie bénéficie de progrès significatifs est la carpologie. Le programme de la vallée de l'Aisne, par son importance scientifique, a suscité des vocations et surtout attiré des spécialistes étrangers, notamment néerlandais, pays où cette discipline connaissait un développement précoce. C'est ainsi que Corie C. Bakels, puis Jan-Peter Pals se sont investis en Picardie. En 1989-1990, Philippe Marinval a réalisé plusieurs analyses (restées, pour la plupart, inédites). Le flambeau a ensuite été relevé, au milieu des années 1990, par Véronique Matterne. Un véritable bond en avant a alors été observé, qui a abouti à la publication d'une thèse en 2001. Depuis, elle a suscité des vocations et le laboratoire, installé au CRAVO, est très dynamique. Mais, rançon du succès, l'aire géographique s'est étendue et, force est de constater un relatif déclin des études pour la Picardie, signalé, par exemple, par les rapporteurs du bilan *Campagnes antiques*.

Les apports de la dendrochronologie moins connus, sont pourtant spectaculaires comme a pu le montrer la thèse de Vincent Bernard (publiée en 1998), fondée en grande partie sur des données picardes, acquises dans les grands chantiers d'archéologie préventive, en ville (Amiens) ou dans les carrières et sur les grands tracés linéaires. Il faut citer également les travaux de Patrick Hoffsummer, Jean-Louis Taupin et Georges-Noël Lambert sur les charpentes des cathédrales d'Amiens et de Beauvais (voir récemment *Les Cahiers du Patrimoine* n° 62, 2002). Mais le développement de cette discipline reste étroitement soumis aux aléas des découvertes. En ce qui concerne la xylologie, le constat est similaire (quelques études réalisées par Anne Dietrich).

La Picardie a été à la pointe des études dans un tout autre domaine, celui de l'archéozoologie, notamment grâce à Patrice Méniel, qui a su susciter autour de lui, dans le cadre du *Laboratoire d'archéozoologie du CRAVO* à Compiègne, les vocations de plusieurs chercheurs, qui se sont spécialisés dans les périodes néolithique (Rose-Marie Arbogast), antique (Sébastien Lepetz) et médiévale (Jean-Hervé Yvinec, Benoît Clavel). Il faut encore y ajouter les spécialistes de la vallée de l'Aisne, Lamys Hachem (Néolithique) et Ginette Auxiette (Protohistoire). Aucune autre région française n'a bénéficié d'une pareille concentration d'archéozoologues, rattachés au CNRS ou à l'INRAP. Ils ont largement publié leurs travaux, qui sont, de ce fait, incontournables. Ces chercheurs restent très impliqués dans la recherche régionale, comme le montre leur participation à la rédaction des bilans. Mais, succès oblige, ils ont été sollicités dans d'autres régions et il faut signaler une sorte de « fuite des cerveaux ». Certes, le bilan est encore très positif, et largement, mais l'évolution observée est préoccupante ; elle met en lumière une moindre convergence des intérêts et objectifs respectifs des archéologues généralistes régionaux et des spécialistes. De fait, les études de faune sont de plus en plus rares. Cela tient, pour une bonne part, à l'accroissement du degré d'exigence des spécialistes. Comme pour le reste de l'activité archéologique, il y eu un temps où tout ensemble osseux semblait intéressant. C'était l'époque de l'accumulation des données de base. Désormais, seuls les assemblages étoffés semblent dignes d'une analyse poussée. Or, les fouilles préventives en milieu rural ne sont pas généreuses de ce point de vue. Il faut s'interroger, d'ailleurs, sur la nécessité d'accumuler ces études analytiques qui apportent peu d'informations nouvelles sur l'économie rurale. Les responsables d'opération sont généralement demandeurs d'études archéozoologiques pour documenter leur site, mais pour quel profit ? Un autre facteur de ce déclin est le changement de contexte géologique des terrains fouillés : les plateaux lœssiques, peu propices à la conservation des os, se sont substitués en grande partie aux substrats plus favorables rencontrés dans les carrières. Et comme les fouilles en milieu urbain se raréfient, les études archéozoologiques aussi. Il reste des ensembles anciens inexploités, leur détection est l'un des objectifs de l'ACR *Inventaire, premiers traitements et mise à disposition des données archéozoologiques holocènes du tiers nord de la France* coordonné par Jean-Denis Vigne. Mais où trouver les moyens financiers nécessaires ? Quoi qu'il en soit, cette évolution demande à être analysée plus en détail.

L'importance des études d'ossements animaux dans cette région, contraste avec le constat que l'on peut dresser sur celles des ossements humains. L'anthropologie n'est pas particulièrement à

l'honneur en Picardie. Mais le tableau doit être nuancé selon les périodes. Des travaux déjà anciens, mais de grande qualité, ont été menés sur les sépultures collectives (sous la direction de Claude Masset et Jean Leclerc). Ils se poursuivent, par exemple dans le cadre de la fouille programmée de Bury, étudiée sous la direction de Philippe Chambon et Laure Salanova. Pour la Protohistoire, en grande partie documentée par des restes d'ossements incinérés, la problématique et la méthodologie autour ce type d'étude sont très récentes et ont été adaptées à l'archéologie préventive dans notre région. Isabelle Le Goff, principalement, a su organiser et dynamiser collègues et collaborateurs, pour développer l'approche anthropologique sur le terrain. Si une partie des travaux concernant la Protohistoire ancienne a pu faire l'objet d'une thèse et de diverses publications, il reste à compléter, diffuser et publier les résultats concernant les centaines de sépultures de la Protohistoire récente. Pour les sépultures à inhumation, Estelle Pinard a pu fouiller et étudier les rares nécropoles de La Tène ancienne de la vallée de l'Oise. Il resterait à reprendre et compléter avec les découvertes récentes, celles de la vallée de l'Aisne, pour poursuivre la dynamique amorcée dans le cadre de la monographie, en cours de publication, consacrée à la nécropole La Tène ancienne de Bucy-le-Long. Enfin signalons tout le travail qui a été fait autour du sanctuaire gaulois de Ribemont-sur-Ancre, et de ses amoncellements de guerriers gaulois par Henri Duday et son équipe (thèse de Sandrine Thiol, en 2002).

Pour l'Antiquité et le haut Moyen Âge, la même exigence est observée lors des fouilles, qui sont désormais réalisées par des archéologues spécialisés. En revanche, les études anthropologiques proprement dites, ne sont pas si nombreuses. Depuis, le début des années 1990, la plupart des articles portant sur des inhumations de la fin de l'Antiquité ou du haut Moyen Âge de la Région, ont été publiés par Joël Blondiaux (thèse en 1988 sur le cimetière de Vron, célèbre pour ses caractères germaniques, qui n'a malheureusement pas encore été publié). Pratiquement toutes les autres études ont été conduites, ou sont en cours, dans des laboratoires extérieurs à la Picardie (laboratoires de Caen pour le cimetière de Bulles, de Dijon pour celui de Saleux, de Valbonne pour Goudelancourt-les-Pierrepont…). Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les fouilles de cimetières, notamment médiévaux, comme celui de la rue Caudron à Amiens (2001), ne donnent lieu à aucune étude anthropologique. Même s'il est possible de concevoir que la taille de la Région ne lui permet pas de se doter d'équipes de recherche dans tous les domaines, l'absence d'anthropologue pour les périodes historiques est un paramètre négatif qui pèse dans le choix des fouilles préventives à engager.

Il faut évoquer également un certain nombre d'études spécialisées plus spécifiques de certaines périodes comme celles des enduits peints ou les études céramologiques qui se sont distinguées ici d'une façon ou d'une autre. L'étude des peintures murales antiques a bénéficié en Picardie, de l'installation du *Centre d'étude des peintures murales antiques* (CEPMR) à Soissons en 1972. La présence de cette équipe composés de chercheurs du CNRS et associatifs, permet de solliciter assez facilement son expertise.

Les bilans *Campagnes antiques* et *Campagnes médiévales* attirent l'attention sur la rareté des études céramologiques. Certes, les situations ne sont pas similaires, loin s'en faut. Pour la période antique, il y a de bonnes fondations, en particulier à Amiens, avec les travaux depuis les années 1980, de Didier Bayard (SRA), Tahar Berredjeb (SRA), Stéphane Dubois (INRAP) et très récemment de Cyrille Chaidron (INRAP). Mais, en dehors du secteur de Senlis, étudiée depuis les années 1985, par Véronique Pissot (INRAP), le reste de la Région reste largement *terra incognita*. Des zones de production majeures, comme le Beauvaisis, le Noyonnais et le Vermandois, sont à peine documentées. Il y a, par conséquent, nécessité d'un investissement plus important, pour faire progresser nos connaissances, sur ce qui est, tout de même, le meilleur outil de datation pour les sites de cette période. Le constat est encore moins nuancé, pour la période médiévale et moderne. La céramique alto-médiévale n'est à peu près connue que dans la vallée de l'Aisne, grâce aux études de Didier Bayard et Sylvain Thouvenot (INRAP). Un autre éclairage est donné sur le Beauvaisis, pour les périodes ultérieures, par Jean Cartier. Ajoutons quelques spots ponctuels sur Noyon (Marie-Christine Lacroix), Château-Thierry (Véronique et François Blary) et Boves (Sandrine Mouny).

RENFORCER LES FOUILLES PROGRAMMÉES

Les préhistoriens ont soulevé cette question lors de la discussion qui clôturait les journées. La difficulté de poursuivre des fouilles programmées a été soulignée par tous. Or cette activité est fondamentale, en particulier pour la Préhistoire. Les évolutions récentes ne rendent pas optimistes de ce point de vue. Sans évoquer les difficultés conjoncturelles (du moins on l'espère) du financement des fouilles programmées en 2005 (avec des retards de paiement considérables), il faut noter, en premier lieu, que la Picardie n'a jamais fait partie des Régions privilégiées, qui sont situées principalement au sud de la Loire (là où se trouvent les chercheurs du CNRS et des universités) ; et que les moyens mis en place par le Ministère de la Culture et de la Communication pour les fouilles programmées, sont reconduits en Picardie, sans

augmentation sensible, depuis une vingtaine d'années. Or, les besoins financiers ont augmenté, dans le même temps, de façon significative. La conséquence est une réduction, dans les faits, des capacités d'intervention, se traduisant, par exemple, par une moindre durée des campagnes de fouille. En outre, l'obtention de ces modestes financements nécessite un véritable « parcours du combattant », lié aux exigences croissantes de la comptabilité publique. Il est certain que ces évolutions n'encouragent pas, pour le moins, le développement des fouilles programmées. Ainsi, deux chantiers ont-ils été fermés (Verberie et Cagny "La Garenne") et n'ont été remplacés que par une seule opération nouvelle (Caours).

La situation n'est pas plus satisfaisante pour les autres périodes, même si elle n'a pas suscité de remarques aussi vigoureuses. Cela tient à la spécificité de l'archéologie régionale, déjà soulignée plus haut, où le Préventif tient, depuis longtemps, une place primordiale. Néanmoins, il est évident que certaines problématiques ne sont accessibles qu'au travers des fouilles programmées. Elles sont, à l'évidence, indispensables pour documenter des questions qui échappent au champ du Préventif, ou qui nécessitent une analyse progressive, que seule une fouille sur plusieurs années permet. Les tendances observées sur les vingt dernières années ne rendent guère optimistes.

UNE GÉNÉRATION VIEILLISSANTE : RENOUVELER LES EFFECTIFS

Dans la majorité des bilans qui abordent la question, les observations sur la pyramide des âges des intervenants en Picardie, concordent. La question du renouvellement des chercheurs a été très clairement posée par l'un d'entre nous (Alain Tuffreau) lors de la discussion finale. En effet, deux des principaux scientifiques impliqués dans la recherche sur la Préhistoire régionale interrompront leur activité d'ici quelques années, pour bénéficier d'une retraite bien méritée. La relève n'est pas évidente : peu de jeunes chercheurs sont intéressés par l'archéologie préhistorique de la France septentrionale (préférant les régions méditerranéennes ou les contrées lointaines). En outre, les formations universitaires actuelles (et les recrutements au CNRS) privilégient des spécialistes pointus, aux dépens de « généralistes » capables d'orchestrer une fouille. Or, une archéologie de la Préhistoire ancienne fondée sur la seule archéologie préventive ne paraît pas viable. D'une part, certains sites ne sont pas accessibles dans ce cadre. D'autre part, les moyens disponibles, quelle que soit leur ampleur, ne permettent pas un travail aussi méticuleux et réfléchi que les fouilles programmées. De plus, compte tenu des coûts croissants de l'archéologie préventive, il sera certainement de plus en plus difficile de traiter, désormais des sites importants et complexes. On peut redouter que des solutions techniques soient de plus en plus souvent recherchées et mises en œuvre. Enfin, les chercheurs spécialistes de la Préhistoire ancienne dont l'INRAP dispose, sont peu nombreux (et la direction interrégionale Nord-Picardie est exceptionnellement dotée de ce point de vue) et, le nombre des interventions allant en diminuant, on n'imagine pas un effort particulier de recrutement au sein de l'Institut, dans la conjoncture actuelle. Plusieurs intervenants se sont élevés contre cette analyse, jugée par trop pessimiste.

Cependant, les autres rapports qui ont abordé la question, souligne le déséquilibre de la pyramide des âges, particulièrement creuse en dessous de trente ans. Certes, la durée des études tend à s'allonger et pourrait expliquer une partie du phénomène mis en évidence. Cependant, il est clair que les différentes institutions impliquées dans l'archéologie ont ralenti nettement les recrutements. Il y a là une situation préoccupante, si elle devait se prolonger. En effet, il s'agit d'assurer la transmission générationnelle des savoirs et en même temps de renouveler la capacité opérationnelle des différents intervenants, notamment sur le terrain. Ces dernières années ont été marquées à l'INRAP, par l'émergence de maladies professionnelles qui frappent des agents impliqués dans une activité physique relativement dure, rendue plus pénible encore, lorsqu'elle s'exerce dans des conditions climatiques défavorables. Des réflexions ont été entreprises sur une mécanisation accrue du travail. Néanmoins, ces solutions ne peuvent suffire. D'une manière générale, les différents rapports concluent sur la nécessité de procéder à des recrutements plus réguliers et plus conséquents qu'à l'heure actuelle.

ÉTOFFER LA FORMATION UNIVERSITAIRE RÉGIONALE ?

L'offre en matière de formation universitaire pour l'archéologie est relativement diversifiée. On peut cependant regretter qu'elle impose aux étudiants originaires de la Picardie, l'obligation de quitter la Région s'ils veulent se spécialiser dans d'autres périodes que le Moyen Âge. D'un autre côté, le phénomène paraît inéluctable, dans le cadre des réformes en cours et à venir, du système universitaire français. Cette contrainte n'est pas un facteur favorable au développement local de la recherche archéologique régionale car la présence d'une université la dynamise, comme cela peut être observé pour la période médiévale.

L'*Université de Picardie Jules Verne* est de création récente (1968-1970). Malgré une croissance indéniable (elle compte aujourd'hui de 20 à 21 000 étudiants), elle n'a jamais atteint une taille critique

suffisante pour attirer la totalité des étudiants picards ; une partie non négligeable d'entre eux, originaires des départements de l'Aisne et de l'Oise, se répartissent entre les universités parisiennes, de Lille et de Reims. L'archéologie y est enseignée depuis 1986 sous la forme de cours complémentaires, puis d'unités de valeur de spécialité intégrées dans le cursus des études d'histoire, depuis 1994. En dépit de l'absence d'un cursus qui lui soit entièrement dévolu, un laboratoire de recherche archéologique existe depuis les origines de l'université grâce à l'action de Jean-Louis Cadoux. On peut mettre à son actif la fouille, pendant près de 15 ans, du sanctuaire gallo-romain de Ribemont-sur-Ancre (un temps chantier-école national agréé par le *Ministère de la Culture*), de la *villa* de Famechon, et la participation à plusieurs interventions archéologiques dans la Région. Ce laboratoire a fait découvrir l'archéologie à des centaines d'étudiants d'histoire et d'autres disciplines (de 10 à 15 étudiants participaient à chaque campagne) et a amené certains à en faire leur profession (plus d'une dizaine d'archéologues professionnels du Nord de la France en sont issus). Après une lacune d'une dizaine d'années, le laboratoire a pris un nouveau départ avec l'arrivée de Philippe Racinet en 1994. Sa réorientation médiévale, concrétisée principalement par la fouille du château de Boves, a permis une reconnaissance comme *Jeune Équipe* (1998) puis comme *Équipe d'Accueil* en 2000. Par ailleurs, le statut de *Site de Compétence du Conseil régional de Picardie*, lui confère depuis 1999 une allocation-recherche tri-annuelle et lui procure des revenus importants, facilitant les interventions sur des sites castraux et monastiques de la Région Picardie, en particulier Boves qui est fouillé depuis 1996.

En 1997, la création d'un poste de professeur d'Histoire et d'Archéologie médiévales a permis la mise en place d'une maîtrise adaptée ; les thèses ont suivi. En 1999, un poste de maître de Conférences d'Histoire et d'Archéologie médiévales est venu renforcer les capacités pédagogiques. En 2000, la Faculté d'Histoire et de Géographie obtient du Ministère une Licence d'Histoire mention Archéologie. Avec la réforme LMD (2004), l'archéologie devient l'un des parcours du Premier Cycle et dispose de deux options dans le Master CITE, l'une en recherche et l'autre en voie professionnelle. L'enseignement conjoint des techniques de l'archéologie et de l'histoire permet de fournir des bases solides aux étudiants se destinant à une thèse d'archéologie et d'histoire médiévales. Dans ce cadre, l'*École doctorale en Sciences Humaines et Sociales* a réservé un module de 60 heures pour l'archéologie. À la rentrée 2006, un second poste de maître de Conférences d'Histoire et d'Archéologie médiévales viendra renforcer l'équipe.

Ce développement a été rendu possible grâce à une collaboration étroite avec le SRA, qui s'est encore accrue depuis 1996 avec l'organisation de séminaires communs d'archéologie médiévale autour de trois thèmes : « aristocratie et monachisme », « haut Moyen Âge » et « céramique ». En parallèle et sur le plan pratique, le site castral et prioral de Boves est devenu un chantier-école accueillant, chaque année, une vingtaine de stagiaires issus de la plupart des universités françaises. Au niveau scientifique, des liens privilégiés avec le *Laboratoire d'Histoire et d'Archéologie médiévales* du Mans (Annie Renoux) permettent de fructueux échanges entre les étudiants. D'autres partenariats scientifiques (Nancy II, Artois, Lille III, Reims…) vont également dans ce sens. Enfin, la dimension internationale (fouilles dans le Sinaï avec l'IFAO et en Sicile, avec la *Surintendance de l'Archéologie de Raguse*) offre la possibilité de former des étudiants aux techniques et aux approches de l'archéologie d'autres pays.

À l'*Université des Sciences et Technologies* de Lille (Lille I), un poste de professeur de préhistoire (20e section du conseil national des universités) est occupé par Alain Tuffreau depuis sa création en 1991. Il s'agit de l'un des rares postes de professeur dont bénéficie la Préhistoire dans les universités de province, et le seul au nord de Paris. L'enseignement, orienté vers le Paléolithique, a été renforcé avec l'ouverture en 1995 d'un poste de maître de conférences, dont le titulaire est Agnès Lamotte et par le concours d'un archéozoologue du CNRS, Patrick Auguste. L'une des particularités de l'enseignement à Lille est ses relations étroites avec celle du Quaternaire et son implantation dans une UFR de Géographie. Depuis le départ en retraite de Jean Sommé, professeur de Géographie, deux maîtres de conférences de Géographie, spécialistes du Quaternaire (Sanda Balescu et Virginie Vergne), prennent une part importante à la formation des étudiants de Préhistoire.

Depuis la création de l'enseignement de la Préhistoire à Lille I, sept thèses concernant le Paléolithique et le Mésolithique de Picardie ont été soutenues ainsi que plusieurs mémoires de maîtrise et de DEA. La mise en place du parcours LMD (licence, maîtrise, doctorat) a entraîné des modifications importantes. En 2e et 3e années de licence, la Préhistoire est enseignée sous la forme d'unités d'enseignements rattachée à la licence de géographie et ouvertes, en 3e année, aux étudiants d'archéologie de Lille III. En master, il s'agit d'un parcours préhistoire / quaternaire intégré dans un master environnement au sein d'une spécialité géosciences.

L'*Université Charles de Gaulle* de Lille (Lille 3) contribuait peu jusqu'à ces récentes années, à la formation des archéologues actifs en Picardie. Désormais, la majorité des jeunes spécialistes de l'Antiquité recrutés par l'INRAP en sont issus. L'enseignement d'archéologie est dispensé dans le cadre de l'UFR des *Sciences Historiques, Artistiques et Politiques*, avec une licence SHS, mention Histoire de l'art et Archéologie, un Master SHS, mention Sciences historiques et artistiques et un Master SHS, mention Sciences de l'Antiquité. Elle dispose aussi d'une école doctorale *Temps et Société, Langues et Cultures* (TESOLAC).

Terminons par les universités parisiennes. L'Université de Paris I est seule, dans le Nord de la France, à dispenser un enseignement complet et étoffé sur La Protohistoire. L'enseignement commence dès la première année et concerne tout le cycle universitaire (deux professeurs et trois MCU). Compte tenu du dynamisme de cette thématique en Picardie et de la présence du chantier école de la Vallée de l'Aisne, c'est là que se sont formés, depuis le milieu des années 1970, la majorité des archéologues néolithiciens et protohistoriens intervenants en Picardie. Depuis quelques années une formation est ouverte à Paris X-Nanterre au niveau L du LMD (Patrick Pion, MCU).

FORMER À L'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE

Dans les années 1975-1995, les carrières ont constitué un formidable chantier-école. En effet, l'essentiel des forces vives travaillant en Picardie sur le Néolithique et la Protohistoire, appartient globalement à la même génération, essentiellement formée, dans les années 1980-1990, à l'Université de Paris I où l'enseignement de Protohistoire européenne couvre le Néolithique, l'âge du Bronze et les âges du Fer, disciplines peu ou pas enseignées dans les universités d'Amiens, Lille ou Reims. Ces différents étudiants, futurs doctorants et chercheurs, ont tous participé au programme de fouille de la vallée de l'Aisne, qui était le plus important chantier-école de l'*Université de Paris I*, encadré par Jean-Paul Demoule et l'équipe de recherche protohistorique de l'Université. Même si, parallèlement, le CRAVO intervenait dans ce département sous l'égide de Jean-Claude Blanchet et Bernard Lambot, notamment avec les fouilles programmées de Choisy-au-Bac et Catenoy, les jeunes formés sur ces chantiers rejoignirent l'Université de Paris I et se professionnalisèrent, à peu près au même moment que dans la vallée de l'Aisne, dans le cadre d'un programme sablière, inspiré de celui existant à une quarantaine de kilomètres de là. Les fouilles en carrière furent le creuset de la génération qui constitue les forces vives de la recherche de l'archéologie protohistorique régionale. Ces programmes permettaient de délivrer leurs premières autorisations de sondages, d'évaluation ou de fouilles, à de jeunes archéologues, car ils étaient parfaitement encadrés au sein d'une équipe de recherche, où le sens de l'initiative, du travail d'équipe, de la recherche et de la publication étaient encouragés. Le principal autre chantier école de la région, de 1970 à 1987, était à Ribemont-sur-Ancre. Dirigé par Jean-Louis Cadoux, c'était celui de l'Université de Picardie : il formait les archéologues s'intéressant à l'Antiquité. Bien sûr, toutes les fouilles programmées ont, elles aussi, participé à cette formation pratique.

Aujourd'hui, en terme de formation, quel est le constat ? Les seuls endroits où des étudiants peuvent s'initier à l'archéologie de terrain sont les fouilles programmées : Cagny, Saleux, Bury et Boves. Seul, Boves, chantier de l'*Université de Picardie Jules Verne*, accueille des étudiants picards, qui s'intéresseront peut-être, à l'archéologie régionale. Les autres fouilles ont un recrutement large, extra régional. Les étudiants qui passent sur ces chantiers ne font que séjourner en Picardie, sans vraiment découvrir la région et de son archéologie. Seul, un hasard pourrait faire qu'un jour, ils s'intègrent dans l'activité locale. C'est une question préoccupante, car la formation locale se limite à la période médiévale.

En second lieu, dans les carrières, se faisait l'apprentissage de l'archéologie préventive. Personne ne niera que cette activité diffère sensiblement de l'archéologie programmée : la question des choix se pose quotidiennement avec acuité et développe les capacités d'analyse et d'adaptation rapide, avec la gestion des contraintes matérielles et temporelles. À l'heure actuelle, peu de chantiers préventifs acceptent d'accueillir des étudiants. Et lorsque c'est le cas, les responsables d'opération n'ont que peu de temps pour investir dans la formation. C'est une question majeure (qui dépasse le cadre picard) : il serait utile de réfléchir sur un nouveau type de chantier-école d'archéologie préventive, permettant de renouer avec l'expérience des formations « sur le tas » dans les programmes carrières.

MULTIPLIER LES SYNTHÈSES, ENCOURAGER LES TRAVAUX COLLECTIFS ET LES PUBLICATIONS

La situation est très variée selon les périodes. Pour la Préhistoire ancienne, plusieurs thèses récentes, d'Alain Tuffreau (1987, doctorat d'État : Paléolithique inférieur et moyen), Pierre Antoine (1990 : chronostratigraphie du bassin de la Somme), N.athalie Ameloot-Van Der Heijden (1991: Paléolithique moyen), Jean-Pierre Fagnart (1993 : Paléolithique récent et final), Agnès Lamotte (1994 : Paléolithique inférieur), Thierry Ducrocq (1999 : Mésolithique), Jean Locht (2005 : Paléolithique moyen), ont dressé un état complet de nos connaissances en Picardie. Des articles font régulièrement le point sur

l'état d'avancement des recherches. La situation est donc plutôt bonne. Pour autant est-elle parfaitement satisfaisante ? Comme pour les autres périodes, il faut tout de même signaler des retards au niveau des publications de site. Des fouilles très importantes, telle Verberie, attendent une publication monographique. Signalons que, dans le cas signalé précédemment, les responsables, Françoise Audouze et Jim Enloe, s'emploient bien à la préparation de cette publication et on peut espérer disposer de ce travail dans un délai raisonnable. Mais, il n'est pas possible d'être aussi optimiste pour les fouilles préventives : plusieurs opérations significatives ne paraissent pas publiables à brève échéance.

Pour le Néolithique et la Protohistoire, plusieurs thèses soutenues, soit en partie, soit pour partie, sur la Picardie, témoignent du dynamisme scientifique des chercheurs travaillant sur la région et constituent le socle du bilan bibliographique qui peut être fait, bien que certaines, encore non publiées soient en passe de l'être. Citons pour le Néolithique, les thèses de Pierre Allard (publ. : 2005), Gérard Bailloud (publ. : 1964), Sandrine Bonnardin (2004), Françoise Bostyn (1994), Philippe Chambon (1999, publ. : 2003), Caroline Colas (2000), Claude Constantin (publ. : 1985), Anick Coudart (1987, publ. : 1998), Jérôme Dubouloz (1988), Lamys Hachem (1996), Danièle Hamard (1993), Cl. Hamon (2004), Mariannick Le Bolloch (1989), Laure Salanova (publ. : 2000), Pascal Sellier (1983), Isabelle Sidera (publ. : 2000) ; pour la Protohistoire ancienne : Luc Baray (publ. : 2004), Jean-Claude Blanchet (publ. : 1984), Patrice Brun (publ. : 1986), Jean-Paul Demoule (1976, publ. : 1999), Frédéric Gransar (2001), Isabelle Le Goff (1998) ; Pour la Protohistoire récente Jean-Louis Brunaux (1982), Stephan Fichtl (publ. : 1994), Thierry Lejars (1993), François Malrain (2000), Patrice Méniel (publ. : 1984), Patrick Pion (1996), Nico Roymans (publ. : 1990), Sandrine Thiol (2002). Signalons enfin les travaux diachroniques de Ginette Auxiette (1994 : faune), Vincent Bernard (publ. : 1998, dendrochronologie), Michèle Chartier (1991), Marie-France Dietsch (2000 : carpologie), Chantal Leroyer (1997 : palynologie), Véronique Matterne (2000, publ. : 2001 : carpologie), Jean-Marie Pernaud (1997 : anthracologie), couvrant différentes spécialités paléoenvironnementales.

Ces sommes sont complétées par des synthèses, permettant soit de dresser un état de la question didactique et fort utile – Gérard Bailloud sur le Néolithique en Picardie en 1982 ou Jean-Paul Demoule sur la culture Aisne-Marne en 1997 - soit de compléter des bilans précédemment réalisés – c'est le cas, par exemple, avec les articles des colloques Bronze de Clermont-Ferrand en 1992 et de Lille en 2000, complétant la thèse de Blanchet publiée en 1984. Des articles sont régulièrement publiés, notamment dans le cadre de colloques (AFEAF, Rencontres d'Antibes, congrès des Sociétés savantes) ou de tables-rondes, comme celles de Ribemont-sur-Ancre sur le second âge du Fer, ou celle qui s'est tenue à Rouen en novembre 2005 sur la transition Bronze-Fer (à paraître). Les travaux de synthèse nécessitent un travail collectif : signalons l'ACR sur *L'implantation du Néolithique rubané dans la vallée de l'Aisne*, dirigée par Mike Ilett, celle, diachronique, sur *Quinze ans de fouilles préventives sur les grands tracés linéaires en Picardie*, cordonnée par Didier Bayard et le PCR sur le III^e^ millénaire, animé, depuis 2001, par Laure Salanova puis Richard Cottiaux.

S'il y a d'assez nombreux articles qui présentent, plus ou moins en détail, des résultats de fouilles, rares sont les sites ayant fait l'objet de publications monographiques. Comme pour les autres périodes, c'est là que le bât blesse. Dans ce contexte, l'ouvrage de François Malrain et Estelle Pinard sur les sites laténiens de la moyenne vallée de l'Oise, qui devrait paraître cette année, dans la *Revue archéologique de Picardie* (RAP), revêt un intérêt particulier. Ce travail quasi exhaustif porte majoritairement sur des sites d'habitat, la moyenne vallée de l'Oise ayant livré peu de sites funéraires pour le second âge du Fer. Signalons, en particulier, que, si l'habitat gaulois en Picardie (et particulièrement les établissements agricoles) est bien représenté dans la littérature scientifique, il y a un net déficit pour les sites funéraires. D'où l'importance de l'ouvrage sous presse consacré à la nécropole de La Tène ancienne de Bucy-le-Long (Aisne). Pourtant, la documentation amassée ces dernières années, notamment dans la Somme, est imposante : un travail de synthèse, visant à publier les résultats, s'impose.

Pour l'époque romaine, les thèses sont moins nombreuses : Roger Agache (1978), Jean-Luc Massy (1977, sur Amiens), Blaise Pichon (2005) et Paul van Ossel (1987, publ. : 1992). Sébastien Lepetz (1995, publ. : 1996) a dressé un état de nos connaissances sur la faune et Véronique Matterne (2001), sur les études carpologiques. Plusieurs thèses sur la céramique, embrassent un espace géographique plus large qui comprend la Picardie : Xavier Deru (1995, publ. : 1996), Jean-François Geoffroy (2001), Élise Marlière (2000, publ. partielle : 2002 ; amphores et autres contenants), Marie Tuffreau-Libre (1998), Fabienne Warin (1994 : figurines en terre blanche). Signalons, pour terminer, le travail sur la numismatique de Marie-Laure Berdeaux-Le Brazidec (2001 : ouest de la *civitas Suessionum*).

Quelques synthèses complètent heureusement ces travaux généraux, notamment, sur les villes (Amiens romain en 1983, colloque de Saint-Riquier en 1984), pour le milieu rural, dans les actes des colloques *Ager* tenus à Amiens, en 1993 et à

Compiègne, en 2002, et pour la céramique, dans ceux de la SFECAG ou des tables rondes organisées par Marie Tuffreau-Libre, etc. Les articles publiés ça et là sont assez nombreux, grâce à la présence de la *Revue Archéologique de Picardie*, mais il y a un réel déficit au niveau des publications de fouilles. Le rapport consacré aux campagnes antiques montre l'ampleur des investigations menées dans les trente dernières années, mais la bibliographie des sites publiés est bien mince. Le constat serait identique pour les fouilles menées en milieu urbain. Une publication est en voie de finalisation pour les campagnes romaines, où seront présentés des articles monographiques pour une douzaine de sites. C'est le résultat d'un PCR sur les *campagnes antiques du Nord de la France*, animé par Jean-Luc Collart, de 1999 à 2001. De même, les actes du colloque tenu à Lille en 2002, et qui clôturaient le PCR sur *les villes gallo-romaines du Nord de la Gaule,* dirigé par Roger Hanoune, devraient paraître en 2006. Signalons, enfin, les ateliers de l'UMR Halma 8142 qui viennent de se mettre en place, sur la céramique (Xavier Deru) et sur les campagnes antiques du Nord-Ouest de la Gaule (Pascal Quérel et Wim De Clercq).

Pour la période médiévale, les thèses ne sont pas non plus très nombreuses : François Blary (2001 : Château-Thierry), Bénédicte Doyen (2003 : la Thièrache médiévale), Benoît Clavel (1999 : faune), Marc Durand (publ. : 1998, le cimetière médiéval), Marie-Pascale Flèche-Mourgues (1990 : stèles ornées mérovingiennes), Karin Halvorsen (1997 : céramique de Saint-Jean-des-Vignes), Vincent Legros (2001 : mobilier métallique), Jean-Marc Popineau (1996), Sabine Racinet (2002 : christianisation).

En conclusion, si les archéologues intervenant en Picardie publient relativement beaucoup, grâce, en particulier, au support désormais exceptionnel, qu'est la *Revue archéologique de Picardie* (320 pages par an, au minimum, pour les numéros normaux, plus un numéro spécial en moyenne chaque année, soit 15000 pages depuis sa création en 1982, ce qui constitue un *unicum*, au plan national, compte tenu de la taille de la Région), il y a (comme dans l'ensemble de la France) un déficit au niveau des publications monographiques (pour toutes les périodes, que les fouilles soient programmées ou préventives). L'un des principaux obstacles est le temps nécessaire pour faire aboutir de tels travaux. Ce temps correspond souvent à un investissement difficilement supportable par les institutions participant à l'archéologie régionale, quelles qu'elles soient, semble-t-il. Les moyens spécifiques mis en place, depuis 1984, par le Ministère de la Culture et de la Communication, les aides à la préparation de publication (APP), pour louable qu'en soit le principe, sont insuffisants. Octroyer trois ou quatre mois/hommes ne permet que de finaliser, peaufiner un manuscrit abouti pour l'essentiel. La préparation du manuscrit doit être assurée préalablement. Les différentes structures intervenant dans l'archéologie française ont bien peu de disponibilités pour financer les participations diverses indispensables (au mieux, le poste du responsable de l'opération est pris en charge par son employeur, éventuellement celui de quelques collaborateurs, mais les interventions de certains spécialistes, le financement des analyses indispensables difficilement assuré). Or, la tendance actuelle n'est pas à une évolution positive dans ce domaine Ces difficultés expliquent le déficit de publication, unanimement dénoncé (y compris dans les récents rapports d'expertise). Il est presque étonnant que certaines monographies soient tout de même éditées dans ce contexte. La seule solution est la convergence des investissements des différents partenaires sur des projets communs, et non l'éparpillement des maigres moyens sur les objectifs respectifs des différents organismes.

La question d'actualité n'est donc plus quelle monographie doit-on soutenir pour une publication rapide, mais plutôt quelles sont les disponibilités des chercheurs et les thématiques à développer qui permettraient de diffuser auprès de la communauté scientifique d'incontournables résultats avant qu'il ne soit trop tard. Ce sont manifestement les entreprises collectives qui répondent le mieux à cet objectif. Elles ont été encouragées par le Ministère de la Culture, sous la forme des *projets* puis *programmes collectifs de recherche* (PCR), depuis les années 1980. Ces opérations pluriannuelles, ont pour objectif de constituer un groupe de travail, sur des thématiques très variées, à des échelles géographiques diverses, permettant de réunir une documentation dispersée, d'en extraire les informations majeures et de les mettre à disposition de la communauté scientifique. Depuis 2003, ce système a trouvé une sorte de second souffle au travers des *Actions collectives de recherches* (ACR), au caractère pluri-institutionnel affirmé, puisqu'elles sont cofinancées par les *Ministères de la Culture* (DAPA et INRAP), *de la Recherche* (CNRS) et de l'*Éducation nationale* (Universités). Les moyens mis en place sont beaucoup plus conséquents que pour les PCR. Malgré un démarrage problématique en 2003, les difficultés de certains partenaires pour tenir leurs engagements d'un exercice budgétaire à l'autre, la faible disponibilité des chercheurs, cette expérience a pu se développer et être menée pratiquement à son terme pour une partie des projets. Elle fera l'objet d'une évaluation dont les conclusions pourraient être rendues publiques au terme des premières ACR, en 2006 et 2007. Il faut espérer qu'elle se poursuive à l'avenir sous une forme comparable. La Picardie participe à cette expérience par deux projets.

Les collaborations pluri-institutionelles trouvent leur cadre naturel dans les *Unités mixtes de recherche* (UMR). La participation des agents du *Ministère de la Culture* a été encouragée par la sous-direction de l'archéologie, à compter de 1993. Une politique de contractualisation avec la direction scientifique du SHS du CNRS a abouti à la création de deux unités mixtes de recherche dès 1994. Le mouvement s'est poursuivi : aujourd'hui, une quinzaine d'UMR ont contractualisé et passé des conventions de recherche avec le *Ministère de la Culture*. Les archéologues de Picardie sont principalement rattachés à l'UMR 8142-HALMA de Lille et à l'UMR 7041-ArScAn de Nanterre. Trois d'entre elles (Toulouse, Dijon et Lille) ont également conventionné avec l'INRAP. Le but initial de ces associations était d'institutionnaliser la co-tutelle scientifique du CNRS, de l'Université et de la Culture, en vue de développer des programmes collectifs de recherche dans des domaines prioritaires et innovants. Dans l'esprit du CNRA et de son vice-président, *ce partenariat en région (...) connectant les départements universitaires, les unités du CNRS, les SRA, les musées, les services territoriaux et les bases régionales de l'INRAP devraient pouvoir être les relais attendus pour mieux programmer la recherche* (GRAS M. (dir.) *et alii*, « La recherche archéologique en France : bilan 1995-1999 du Conseil national de la Recherche archéologique », *Les nouvelles de l'archéologie*, 2002, 88 (2), p. 74-75). Dès lors, ces « pôles archéologiques régionaux » pourraient s'incarner dans des « maisons de l'archéologie » dont la Maison René Ginouvès, à Nanterre, serait une forme de préfiguration. L'accord-cadre passé le 22 avril 2002 entre les *Ministères de la Culture* et de *la Recherche* reprend l'objectif d'une généralisation des UMR contractualisées et conventionnées et, pour la première fois, pose le principe du statut de membres à part entière des personnels de la Culture au sein de l'UMR qui devient leur unité d'affectation de recherche (« Archéologie. Entretien avec J.-Fr. Texier et Fr. Favory, Recherche et Culture », Le *Ministère de la Culture et de la Communication et le Centre national de la Recherche scientifique*, Paris, MCC, 2004, p. 6-9).

Le niveau d'interprétation et donc de lecture de toutes les données est celle maintenant de territoires plus grands que les finages recoupés ici, par les programmes sablières ou là, par le cumul d'observations sur divers types de projets d'aménagement ou par l'étude de ZAC de grandes surfaces comme il en existe maintenant plusieurs sur le Nord de la France. Pour aller dans ce sens, la sélection d'échantillons spatiaux en nombres suffisants et à l'échelle du Bassin parisien a été proposée dans le cadre d'un programme de recherche par l'UMR 7041 ArScAn de Nanterre qui souhaite collaborer avec l'ensemble de notre communauté scientifique sur ce projet diachronique. Plus modestement, et à notre échelon régional, le développement de la toute jeune UMR 8142 HALMA basée à Lille 3, initialement centrée sur l'Antiquité, dont les compétences couvrent maintenant la Protohistoire ancienne et récente, devrait permettre de soutenir, entre autres, un tel objectif, en relation avec l'équipe de Protohistoire européenne de l'UMR ArScAn de Nanterre.

RÉFLÉCHIR SUR LES OBJECTIFS DE L'ARCHÉOLOGIE RÉGIONALE

Dans un premier temps, la principale préoccupation de la communauté scientifique, devant le retard de la France en ce domaine, était de documenter chaque période. Dans les années 1970-1980, période « pionnière », il importait d'accumuler des données : un bâtiment, une fosse riche en matériel apportait sa pierre à l'édifice. Le moindre élément était intéressant. C'est ainsi, que furent mis en évidence, dans notre région (suivant en cela ce qui se passait ailleurs également), de nombreux sites mésolithiques dans la vallée de la Somme et, principalement dans les vallées de l'Aisne et de l'Oise, des sites rubanés, des établissements ruraux gaulois et romains, ainsi que des habitats du haut Moyen âge.

Dans un second temps, à partir du milieu des années 1980, des moyens nettement plus importants, liés à la taille et aux finances des aménageurs, permirent le développement de l'archéologie préventive et la professionnalisation des archéologues. En milieu urbain, les premières véritables fouilles stratigraphiques furent possibles, renouvelant complètement la documentation antérieure. En milieu rural, cette révolution fut moins importante (excepté pour les sites enfouis en profondeur, notamment préhistoriques), compte tenu des progrès déjà réalisés dans les carrières, mais elle permit de découvrir un espace géographique nouveau : les plateaux. Il fut possible d'y réaliser de grands décapages, sources de nombreuses découvertes. L'exploration de ce nouveau domaine fit rebondir les problématiques. Il fut rapidement clair que la réalité était plus complexe que ce qui avait été perçu jusqu'alors. Les modèles construits pour les périodes protohistoriques furent complétés, tandis que les schémas d'interprétation du monde rural antique, qui reposaient essentiellement sur les prospections aériennes étaient, eux aussi, rendus obsolètes. Donc, la frénésie d'accumulation des données se poursuivit, sur un rythme accru. La question de choix ne se posait pas vraiment : toute nouvelle découverte apportait sa pierre à l'édifice en construction.

La mise en place de la loi de 2001 a couronné les efforts soutenus de la profession depuis trente ans, en faisant entrer l'archéologie préventive dans le champ législatif. Elle a été saluée comme une victoire par l'ensemble des archéologues. Cependant, les archéologues n'ont pas perçu qu'elle avait aussi pour conséquence de mettre un terme à la phase « pionnière ». Désormais, la protection du Patrimoine archéologique est une réalité établie en France, mais elle génère des contraintes lourdes qui attirent l'attention du « corps social », au premier rang duquel se placent les élus. Et la conséquence de cette attention, c'est que le « corps social » s'interroge sur le bien-fondé de ces contraintes. Les difficultés liées au financement de l'archéologie préventive ont engendré de multiples enquêtes parlementaires. Certes, les archéologues ne sont pas responsables du faible rendement fiscal, dénoncé par le rapport de janvier 2006 sur la redevance d'archéologie préventive. Mais ils se trouvent dans la position de devoir expliciter leurs choix, particulièrement en matière d'archéologie préventive, mais plus largement, pour l'ensemble de l'archéologie métropolitaine, comprenant aussi les fouilles programmées.

Cette pression sociale est à l'origine de la réflexion menée dans le cadre de ce *Bilan de la recherche archéologique en Picardie.* Son objectif est de dresser un état de la recherche régionale, qui permette de l'orienter vers des objectifs définis clairement, dans le cadre d'une « programmation » interrégionale établie par les conservateurs régionaux de l'archéologie et la CIRA. Cette programmation signifie que des choix seront faits en fonction des priorités établies. Les participants à l'exercice avaient bien conscience de cet enjeu. En même temps, ces bilans montrent que les archéologues sont capables de réaliser une telle analyse et de dégager d'eux-mêmes des priorités (et qu'ils le font déjà depuis longtemps), répondant ainsi à certaines interrogations ou critiques entendues ou lues ça et là, suggérant que les archéologues (surtout ceux impliqués dans l'archéologie préventive) fouillent « tout et n'importe quoi » et n'ont pas de perspective scientifique. Il est certain que les programmations établies depuis la fin des années 1970 par le CSRA/CNRA, ont fini par ressembler à des « inventaires à la Prévert » visant à prendre en compte globalement une recherche archéologique nationale extrêmement diversifiée. Pour être pertinent, l'exercice doit être réalisé à l'échelle régionale, car les situations y compris à l'intérieur de l'interrégion Centre-Nord sont très différentes d'une région à l'autre.

La majorité des intervenants a essayé de suggérer des priorités pour le champ chronologique traité, en affinant souvent l'analyse au niveau des différentes périodes embrassées et des différentes thématiques rencontrées (habitat/funéraire, etc.), voire des types de mobilier ou des analyses. Ces propositions sont plus ou moins développées, suivant l'état d'avancement des réflexions et la richesse de la documentation accumulée. Mais les objectifs de l'entreprise sont pleinement atteints : les éléments réunis établissent une base documentaire solide, étayée par une réflexion judicieuse, qui font la démonstration d'une maturité certaine de la discipline. Il s'agira, dans un proche avenir, de préciser ces priorités.

L'élaboration du bilan a créé une dynamique, qu'il conviendrait de prolonger de diverses manières (séminaires, PCR, ACR et toute action collective, en particulier au sein des EA et UMR qui regroupent les archéologues impliqués dans la recherche régionale). Les objectifs que l'on pourrait assigner à ces groupes de travail seraient de compléter les différents bilans thématiques, les approfondir dans certains cas, d'aboutir à un état de la situation plus complet, et enfin, d'en préparer la diffusion détaillée. Il est souhaitable, en effet, que les acquis considérables des trois dernières décennies servent d'assise aux programmations scientifiques futures. Il serait, en effet, regrettable que certaines thématiques soient délaissées et tombent dans l'oubli, par défaut de transmission. Nous avons vu que le risque existait (*cf.* l'exemple de l'archéologie mérovingienne).

Cette démarche est particulièrement importante dans cette période de mutation de la recherche archéologique, créée par la modification de la loi sur l'archéologie préventive en 2003 : la mise en concurrence pour les fouilles préventives et le développement des services archéologiques de collectivité, risquent de bouleverser, à terme, le paysage scientifique de l'archéologie picarde, même si l'INRAP restera le principal opérateur, garantissant ainsi une certaine continuité méthodologique et scientifique. La question de la transmission effective des acquis scientifiques et techniques apparaît donc comme cruciale.

PARTICIPANTS AUX JOURNÉES DE PRÉSENTATION DES BILANS ARCHÉOLOGIQUES

21 ET 22 MARS 2005 À AMIENS

Abdi	Sofiane	étudiant	Université de Picardie Jules Verne	80 000 Amiens
Angot	Jean-Pierre	bénévole	Société Historique de Noyon	60 400 Noyon
Angot	Bernadette	bénévole	Société Historique de Noyon	60 400 Noyon
Audebert	Alexandre	CG Aisne	Conservation départementale des musées et de l'archéologie	02 000 Laon
Audouze	Françoise	CNRS	Maison de l'Archéologie	92 000 Nanterre
Augereau	Anne	INRAP	Dir. scientifique et technique, CIRA Centre Est	75 000 Paris
Auxiette	Ginette	INRAP	Nord Picardie	02 200 Soissons
Baillieu	Michel	INRAP	Nord Picardie	02 200 Soissons
Bayard	Didier	DRAC	SRA Picardie, CIRA Centre-Nord	80 000 Amiens
Beaujard	Stéphane	INRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens
Ben Redjeb	Tahar	DRAC	SRA Picardie	80 000 Amiens
Binet	Éric	INRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens
Blanchet	Jean Claude	MCC-DAPA	Inspection génénérale de l'Architecture et du Patrimoine CIRA Sud-Ouest	75 000 Paris
Blary	François	Collectivité	Unité d'Archéologie, CIRA Ouest	02 400 Château-Thierry
Blancquaert	Geertrui	INRAP	Nord Picardie	59 350 Saint-André
Blondiau	Lydie	INRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens
Boissel	Anne Gaêlle	étudiante	Université de Picardie Jules Verne	80 000 Amiens
Bostyn	Françoise	INRAP	Nord Picardie et CIRA Sud-Est	59 350 Saint-André
Boucharlat	Élise	MCC-DAPA	Inspection générale de l'Architecture et du Patrimoine CIRA Est	75 000 Paris
Bréart	Bruno	DRAC	SRA Franche Comté	25 000 Besançon
Brouillard	Cécile	INRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens
Buchez	Nathalie	INRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens
Burban-Col	Valérie	DRAC	SRA Picardie	80 000 Amiens
Cadoux	Jean-Louis	Lab. d'Archéologie	Université de Picardie Jules Verne	80 000 Amiens
Caillaud	Jérémie	étudiant	Université de Picardie Jules Verne	80 000 Amiens
Cattedu	Isabelle	INRAP	Nord Picardie, CIRA Centre-Nord	59 350 Saint-André
Chaidron	Cyrille	INRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens
Challe	Sophie	dept. Archéologie et histoire de l'art	Université catholique de Louvain CRAN	B - Louvain-la-Neuve
Champigny	Jacques	CRDP	Picardie	80 000 Amiens
Clavel	Benoît	INRAP	Nord Picardie	60 200 Compiègne
Collart	Jean-Luc	DRAC	SRA Picardie	80 000 Amiens
Comont	Anne	étudiante	Université de Picardie Jules Verne	80 000 Amiens
Coquelet	Catherine	dépt. Archéologie et histoire de l'art	Université catholique de Louvain	B - Louvain-la-Neuve
Daugas	Jean-Pierre	MCC-DAPA	Inspection générale de l'Architecture et du Patrimoine CIRA Centre Nord	75 000 Paris
Deloffre	Véronique	CG du Nord	Musée de Bavay	59 570 Bavay
Delor	Jean Paul	bénévole	CIRA Centre Nord	89 113 Guerchy
Demon	Angélique	étudiante	Université de Picardie Jules Verne	80 000 Amiens
Depaepe	Pascal	INRAP	Direction Scientifique et Technique	75 000 Paris
De Portzamparc	Pierre	INRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens
Derbois	Martine	INRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens
Derreumaux	Marie	CRAVO	laboratoire de carpologie	60 200 Compiègne
Desachy	Bruno	DRAC	SRA Picardie	80 000 Amiens
Deschodt	Laurent	INRAP	Nord Picardie	59 350 Saint-André
Doyen	Bénédicte		Thiérache Développement	02 260 La Capelle
Dubouloz	Jérôme	CNRS	Maison de l'Archéologie	92 000 Nanterre
Ducrocq	Thierry	INRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens
Durand	Marc	bénévole	*Revue archéologique de Picardie*	60 810 Raray

Duvette	Laurent	INRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens
Femolant	Jean-Marc	Collectivité	Service Archéologique	60 000 Beauvais
Fosse	Gérard	DRAC	SRA Nord/Pas-de-Calais	59 650 Villeneuve-d'Ascq
Friboulet	Murielle	INRAP	Nord Picardie	60 150 Thourotte
Gallouin	Éric	INRAP	Grand Ouest	14 540 Bourguébus
Gapenne	Amandine	étudiante	Université de Picardie Jules Verne	80 000 Amiens
Gaudefroy	Stéphane	INRAP	Nord Picardie	60 150 Thourotte
Gemehl	Dominique	INRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens
Genete	Stéphane	INRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens
Ghesquière	Emmanuel	INRAP	Grand Ouest	14 540 Bourguébus
Gransar	Frédéric	INRAP	Nord Picardie	02 200 Soissons
Gressier	Nathalie	INRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens
Groch	Pierre-Yves	étudiant	Université de Picardie Jules Verne	80 000 Amiens
Guyot	Alain	INRAP	Centre /Ile-de-France	93 500 Pantin
Hannois	Philippe	DRAC	SRA Nord/Pas-de-Calais	59 650 Villeneuve-d'Ascq
Hanoune	Roger	Professeur	Université de Lille III et CIRA Est	59 650 Villeneuve-d'Ascq
Hénon	Bénédicte	INRAP	Nord Picardie	02 200 Soissons
Henry	Sylvie	étudiante	Université de Picardie Jules Verne	80 000 Amiens
Hochard	Marie	DRAC	SRA Picardie	80 000 Amiens
Jonvel	Richard	étudiant	Université de Picardie Jules Verne	80 000 Amiens
Jorrand	Jean-Pierre	Collectivité	Service Archéologique	02 000 Laon
Joseph	Frédéric	INRAP	Nord Picardie	60 150 Thourotte
Lacroix	Marie-Christine	Collectivité	Service Archéologique	60 400 Noyon
Lanber	Thomas	étudiant	Université de Picardie Jules Verne	80 000 Amiens
Leclercq	Séverine	étudiante	Université de Picardie Jules Verne	80 000 Amiens
Lefèvre	Sébastien	Collectivité	Service Archéologique	60 000 Beauvais
Le Goff	Isabelle	INRAP	Centre/Ile-de-France	93 500 Pantin
Legros	Vincent	DRAC	SRA Picardie	80 000 Amiens
Lemaire	Patrick	INRAP	Nord Picardie	62 000 Arras
Locht	Jean-Luc	INRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens
Louvion	Christine	CG du Nord	Service Dépt. de l'Archéologie	59 000 Lille
Mahéo	Noël	Collectivité	Musée d'Amiens	80 000 Amiens
Malrain	François	INRAP	Nord Picardie	60 150 Thourotte
Marcigny	Cyril	INRAP	Grand Ouest	14 540 Bourguébus
Mariette	Érick	INRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens
Martial	Emmanuelle	INRAP	Nord Picardie	59 350 Saint-André
Mathieu	Agnès	MCC-DAPA	SDArchétis Mission Archéologie	75 000 Paris
Matterne	Véronique	INRAP	Nord Picardie	60 200 Compiègne
Meteyer	Christophe	étudiant	Université de Picardie Jules Verne	80 000 Amiens
Monteil	Esclarmonde	Collectivité	Musée de Breteuil	60 120 Breteuil
Motte	Virginie	DRAC	SRA Nord/Pas-de-Calais	59 650 Villeneuve-d'Ascq
Mouny	Sandrine	Labo. archéologie	Université de Picardie Jules Verne	80 000 Amiens
Obé	Sandrine	Collectivité	Musée de Breteuil	60 120 Breteuil
Ouzoulias	Pierre	DRAC	SRA Ile-de-France	93 200 Saint-Denis
Pichon	Blaise	ATER	Université de Valenciennes	59 300 Valenciennes
Pinard	Estelle	INRAP	Nord Picardie	60 150 Thourotte
Pintiau	Michel	INRAP	Nord-Picardie	80 000 Amiens
Preiss	Sidonie	CRAVO	Laboratoire de carpologie	60 200 Compiègne
Prestreau	Michel	DRAC	SRA Lorraine	37 000 Metz
Quérel	Pascal	INRAP	Nord Picardie	59 350 Saint-André
Quérel	Carole	INRAP	Nord Picardie	62 000 Arras
Racinet	Philippe	Professeur	Université de Picardie Jules Verne et CIRA Est	80 000 Amiens
Randouin	Bernard	MCC-DAPA	SDArchétis Mission Archéologie	75 000 Paris
Remery	Damien	étudiant	Université de Picardie Jules Verne	80 000 Amiens
Révillon	Stéphane	DRAC	SRA Nord/Pas-de-Calais	59 650 Villeneuve-d'Ascq
Rougier	Richard	INRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens
Roussel	Francis	étudiant	Université de Picardie Jules Verne	80 000 Amiens
Sannier	Vincent	étudiant	Universitéde Picardie Jules Verne	80 000 Amiens
Sanvoisin	Christian	bénévole	Revue archéologique de Picardie	60 300 Senlis
Sauvage	Laurent	INRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens
Schmitt	Aurore	étudiante	Université de Picardie Jules Verne	80 000 Amiens
Sellier	Nathalie I	NRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens
Souppart	Nathalie	INRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens
Sueur	Hervé	étudiant	Université de Nantes	60 300 Senlis
Swinnen	Colette	INRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens

Talon	Marc	INRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens
Thiébault	Stéphanie	CNRS	Maison de l'Archéologie	92 000 Nanterre
Thuet	Annick	INRAP	Nord Picardie	80 000 Amiens
Toron	Sébastien	étudiant	Université de Lille III	59 650 Villeneuve-d'Ascq
Tuffreau	Alain	Professeur	Université de Lille I	59 650 Villeneuve-d'Ascq
Vergain	Philippe	MCC-DAPA	SDArchétis	75 000 Paris
Verslype	Laurent	dépt. archéologie et histoire de l'art	Université catholique de Louvain CRAN	B - Louvain-la-Neuve
Vidal	Philippe	INRAP	Nord Picardie	59 350 Saint-André
Yvinec	Jean-Hervé	INRAP	Nord Picardie	60 200 Compiègne
Ziegler	Sébastien	CG de l'Aisne	Cons.dépt. musées et archéologie	02 200 Laon

ANNUAIRE DES CHERCHEURS ŒUVRANT EN PICARDIE

PRÉHISTOIRE ANCIENNE

AUDOUZE	Françoise	directeur de recherche CNRS	Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie, 21 allée de l'Université F - 92 023 NANTERRE cedex	UMR 7041 ArScAn Ethnologie préhistorique	francoise.audouze@mae.u-paris10.fr
AUGUSTE	Patrick	archéozoologue, chargé de recherche CNRS	Laboratoire de Préhistoire et Quaternaire UFR de Géographie avenue Paul Langevin Université des Sciences et Technologiques de Lille F - 59 655 VILLENEUVE-D'ASCQ cedex	Laboratoire de Préhistoire et Quaternaire, ESA 8018	patrick.auguste@univ-lille1.fr
BAHAIN	Jean-Jacques	chargé de recherche	Institut de Paléontologie Humaine 1 rue René Panhard F - 75 013 PARIS	Laboratoire de Préhistoire du Muséum national d'Histoire Naturelle, UMR 6569	bahain@cimrs1.mnhn.fr
BRIDAULT	Anne	archéozoologue, chargée de recherche CNRS	Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie 21 allée de l'Université F - 92 023 NANTERRE cedex	UMR 7041 ArScAn Ethnologie préhistorique	anne.bridault@mae.u-paris10.fr
CASPAR	Jean-Paul	tracéologue	16, rue Wastinelle B - 7 830 SILLY		jp_caspar@yahoo.fr
COUDRET	Paule	bénévole	18 rue Dufour F - 80 000 AMIENS	Laboratoire de Préhistoire et Quaternaire, ESA 8018	p.coudret@wanadoo.fr
DEPAEPE	Pascal	directeur scientifique et technique	INRAP 7 rue de Madrid F - 75 008 PARIS	Laboratoire de Préhistoire et Quaternaire, ESA 8018	pascal.depaepe@inrap.fr
DUCROCQ	Thierry	responsable d'opération, ingénieur chargé de recherche	INRAP Nord Picardie 518 rue Saint-Fuscien F - 80 000 AMIENS	Laboratoire de Préhistoire et Quaternaire, ESA 8018	thierry.ducrocq@inrap.fr
ENLOE	Jim	professeur d'université	Université de Iowa (USA)	UMR 7041 ArScAn Ethnologie préhistorique	james-enloe@uiowa.edu

FAGNART	Jean-Pierre	archéologue de collectivité	Conseil général de la Somme 27 Mail Albert 1er F - 80 026 AMIENS cedex 1	Laboratoire de Préhistoire et Quaternaire, ESA 8018	p.fagnart@somme.fr
HINOUT	Jacques	retraité, bénévole	28 Grande Rue F - 02 400 CHÂTEAU-THIERRY		
LAMOTTE	Agnès	maître de conférence	Université de Lille I UFR de Géographie avenue Paul Langevin Université des Sciences et Technologies de Lille F - 59 655 VILLENEUVE D'ASCQ cedex	Laboratoire de Préhistoire et Quaternaire, ESA 8018	agnes.lamotte@univ-lille1.fr
LOCHT	Jean-Luc	responsable d'opération, ingénieur chargé de recherche	INRAP Nord Picardie 518 rue Saint-Fuscien F - 80 000 AMIENS	Laboratoire de Préhistoire et Quaternaire, ESA 8018	jean-luc.locht@inrap.fr
ROZOY	Jean-Georges	retraité, bénévole	26 rue du Petit Bois F - 08 000 CHARLEVILLE-MÉZIÈRES		
SELLIER-SEGARD	Nathalie	responsable d'opération, assistante d'étude et d'opération	INRAP Nord Picardie 518 rue Saint-Fuscien F - 80 000 AMIENS		nathalie.sellier@inrap.fr
SWINNEN	Colette	assistante d'étude et d'opération	INRAP Nord Picardie 518 rue Saint-Fuscien F - 80 000 AMIENS		colette.swinnen@inrap.fr
TUFFREAU	Alain	professeur d'université	Université Lille I UFR de Géographie avenue Paul Langevin Université des Sciences et Technologies de Lille F - 59 655 VILLENEUVE D'ASCQ cedex	Laboratoire de Préhistoire et Quaternaire, ESA 8018	alain.tuffreau@club-internet.fr

NÉOLITHIQUE

ALLARD	Pierre	post-doctorant CNRS	Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie 21 allée de l'Université F - 92 023 NANTERRE cedex	UMR 7055 Préhistoire et technologie	pierre.allard@mae.u-paris10.fr
ARBOGAST	Rose-Marie	archéozoologue, chargée de recherche CNRS	Université de Franche-Comté F - 25 000 BESANÇON	Laboratoire de chrono-écologie UMR 6565	rosemarie.arbogast@unibas.ch
BILLAND	Ghislaine	responsable d'opération, assistante d'étude et d'opération	INRAP Nord Picardie Base de Thourotte 101 rue de la République F - 60 150 THOUROTTE		ghislaine.billand@inrap.fr
BLANCHET	Jean-Claude	inspecteur général	Inspection Générale de l'Architecture et du Patrimoine (Archéologie) Ministère de la Culture 3 rue de Valois F - 75 001 PARIS		jean-claude.blanchet@culture.gouv.fr
BONNARDIN	Sandrine	post-doctorante Université de Paris I	Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie 21 allée de l'Université F - 92 023 NANTERRE cedex	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	sandrine.bonnardin@mae.u-paris10.fr
BOSTYN	Françoise	responsable d'opération, ingénieur, chargé de recherche	INRAP Nord Picardie ase de Saint-André 11 rue Victor Hugo F - 59 350 SAINT-ANDRÉ	UMR 7055 Préhistoire et technologie	francoise.bostyn@inrap.fr
CASPAR	Jean-Paul	tracéologue	16, rue Wastinelle B - 78 30 SILLY		jp_caspar@yahoo.fr
CHAMBON	Philippe	chargé de recherche CNRS	Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie 21 allée de l'Université F - 92 023 NANTERRE cedex	UMR 7041 ArScAn Ethnologie préhistorique	philippe.chambon@mae.u-paris10.fr
CHARTIER	Michèle	géologue, maître de conférence Université de Paris I	Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie 21 allée de l'Université F - 92 023 NANTERRE cedex	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	michele.chartier@mae.u-paris10.fr
COLAS	Caroline	assistante d'étude et d'opération	INRAP Nord Picardie Centre archéologique départemental Abbaye-Saint-Jean-des-Vignes 3 impasse du commandant Gérard F -02 200 SOISSONS	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	caroline.colas@inrap.fr

CONSTANTIN	Claude	retraité du CNRS	16 clos de Verrières F - 91 370 VERRIÈRES-LE-BUISSON	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	
COTTIAUX	Richard	responsable d'opération, chargé de recherche et d'opération	INRAP Centre Ile-de-France 32 rue Delizy F - 93 500 PANTIN	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	richard.cottiaux@inrap.fr
COUDART	Anick	directeur de recherche CNRS	Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie 21 allée de l'Université F - 92 023 NANTERRE cedex	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	coudart@asu.edu
DUBOULOZ	Jérôme	chargé de recherche CNRS	Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie 21 allée de l'Université F - 92 023 NANTERRE cedex	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	jerome.dubouloz@mae.u-paris10.fr
FARRUGGIA	Jean-Paul	retraité du CNRS	Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie 21 allée de l'Université F - 92 023 NANTERRE cedex	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	jean-paul.farruggia@mae.u-paris10.fr
GUY	Hervé	anthropologue, adjoint scientifique et technique, ingénieur chargé de recherche	INRAP Centre Ile-de-France 32 rue Delizy F - 93 500 PANTIN	UMR 7041 ArScAn Ethnologie préhistorique	herve.guy@inrap.fr
HACHEM	Lamys	archéozoologue, ingénieur, chargée de recherche	INRAP Nord Picardie Centre archéologique départemental Abbaye-Saint-Jean-des-Vignes 3 impasse du commandant Gérard F - 02 200 SOISSONS	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	lamys.hachem@inrap.fr
HAMON	Caroline	post-doctorante, Université de Paris I	Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie 21 allée de l'Université F - 92 023 NANTERRE cedex	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	caroline.hamon@mae.u-paris10.fr
ILETT	Mike	maître de conférence Université de Paris I	Institut d'Art et d'Archéologie 3 rue Michelet F - 75 006 PARIS	Centre de Recherche Protohist. de l'Université de Paris I UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	michael.ilett@mae.u-paris10.fr

JOSEPH	Frédéric	responsable d'opération, assistant d'étude et d'opération	INRAP Nord Picardie Base de Thourotte 101 rue de la République F - 60 150 THOUROTTE	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	frederic.joseph@inrap.fr
LE BOLLOCH	Mariannick	ingénieur d'étude	DRAC de Picardie Service régional de l'Archéologie 5 rue Henri Daussy F- 80 000 AMIENS	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	mariannick.lebolloch@culture.gouv.fr
LECLERC	Jean	retaité de l'Éducation nationale, bénévole	Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie 21 allée de l'Université F - 92 023 NANTERRE cedex	UMR 7041 ArScAn Ethnologie préhistorique	jean.leclerc9@wanadoo.fr
LOMBARDO	Jean-Luc	chargé de mission	INRAP 7rue de Madrid F - 75 008 PARIS		jean-luc.lombardo@inrap.fr
MARECHAL	Denis	responsable d'opération, assistant d'étude et d'opération	INRAP Nord Picardie Base de Thourotte 101 rue de la République F - 60 150 THOUROTTE		denis.marechal@inrap.fr
MARTINEZ	Roger	responsable d'opération, chargé de recherche et d'opération	INRAP Centre Ile-de-France 32 rue Delizy F - 93 500 PANTIN	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	roger.martinez@inrap.fr
MASSET	Claude	retraité de l'Éducation nationale	39 rue Blomet F - 75 015 PARIS	UMR 7041 ArScAn Ethnologie préhistorique	cl.masset@bigfoot.com
NAZE	Gilles	professeur des écoles bénévole	13 rue Léon Gruel F - 02 870 FOURDRAI		gilles.valerie.naze@wanadoo.fr
PRAUD	Ivan	responsable d'opération, assistant d'étude et d'opération	INRAP Nord Picardie Base de Saint-André 11 rue Victor Hugo F - 59 350 SAINT-ANDRÉ	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	ivan.praud@inrap.fr
PRODÉO	Frédéric	responsable d'opération, ingénieur chargé de recherche	INRAP Grand Sud-Ouest 156 rue Jean Jaurès F - 33 600 PESSAC		frederic.prodeo@inrap.fr

RENARD	Caroline	doctorante Université de Paris I	Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie 21 allée de l'Université F - 92 023 NANTERRE cedex	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	caroline.renard@mae.u-paris10.fr
SALANOVA	Laure	chargée de recherche CNRS	Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie 21 allée de l'Université F - 92 023 NANTERRE cedex	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	salanova@mae.u-paris10.fr
SOHN	Maïténa	doctorante	Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie 21 allée de l'Université F - 92 023 NANTERRE cedex	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	maitena.sohn@mae.u-paris10.fr
SIDERA	Isabelle	chargée de recherche CNRS	Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie 21 allée de l'Université F - 92 023 NANTERRE cedex	UMR 7055 Préhistoire et technologie	isabelle.sidera@mae.u-paris10.fr
TALON	Marc	directeur interrégional	INRAP Nord Picardie 518 rue Saint-Fuscien F - 80 000 AMIENS	UMR 8164 HALMA-IPEL	marc.talon@inrap.fr

PROTOHISTOIRE

AUXIETTE	Ginette	archéozoologue, ingénieur, chargée de recherche	INRAP Nord Picardie Centre archéologique départemental Abbaye-Saint-Jean-des-Vignes 3 impasse du commandant Gérard F - 02 200 SOISSONS	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	ginette.auxiette@inrap.fr
BARAY	Luc	chargé de recherche CNRS	Université de Bourgogne 6 boulevard Gabriel F - 21 000 DIJON	UMR 5594 Archéologie	recherche@cerep-musees-sens.net
BAUVAIS	Sylvain	doctorant	UTBM F - 90 400 SEVENANS-BELFORT	UMR 5060 Métallurgies et culture	
BILLAND	Ghislaine	responsable d'opération, assistante d'étude et d'opération	INRAP Nord Picardie Base de Thourotte 101 rue de la République F - 60 150 THOUROTTE		ghislaine.billand@inrap.fr
BLANCHET	Jean-Claude	inspecteur général	Inspection Générale de l'Architecture et du Patrimoine (Archéologie) Ministère de la Culture 3 rue de Valois F - 75 001 PARIS		jean-claude.blanchet@culture.gouv.fr
BLANCQUAERT	Geertrui	responsable d'opération, ingénieur, chargée de recherche	INRAP Nord Picardie Base de Saint-André 11 rue Victor Hugo F - 593 50 SAINT-ANDRÉ	UMR 8164 HALMA-IPEL	geertrui.blancquaert@inrap.fr
BRUN	Patrice	directeur de recherche CNRS	Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie 21 allée de l'Université F - 92 023 NANTERRE cedex	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	patrice.brun@mae.u-paris10.fr
BRUNEAU	Jean-Louis	chargé de recherche CNRS	Centre archéologique de Ribemont-sur-Ancre F - 80 800 RIBEMONT-SUR-ANCRE	UMR 8546 École Normale Supérieure	cadra@somme.fr
BUCHEZ	Nathalie	responsable d'opération, ingénieur, chargée de recherche	INRAP Nord Picardie 518 rue Saint-Fuscien F - 80 000 AMIENS	UMR 8164 HALMA-IPEL	nathalie.buchez@inrap.fr
DEBORD	Jean	retraité, bénévole	37 rue Paul Bezançon F - 02 160 SOUPIR		
DELESTRÉE	Louis-Pol	numismate, bénévole	Centre archéologique de Ribemont-sur-Ancre F - 80 800 RIBEMONT-SUR-ANCRE	Centre archéologique de Ribemont-sur-Ancre	cadra@somme.fr
DEMOULE	Jean-Paul	président de l'INRAP	INRAP 7rue de Madrid F - 75 008 PARIS	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	jean-paul.demoule@inrap.fr
DESENNE	Sophie	responsable d'opération, chargée de recherche et d'opération	INRAP Nord Picardie Centre archéologique départemental Abbaye-Saint-Jean-des-Vignes 3 impasse du commandant Gérard F - 02 200 SOISSONS	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	sophie.desenne@inrap.fr
FERCOQ du LESLAY	Gérard	archéologue de collectivité Conseil général de la Somme	Centre archéologique de Ribemont-sur-Ancre F - 80 800 RIBEMONT-SUR-ANCRE	Centre archéologique de Ribemont-sur-Ancre	cadra@somme.fr

FLUZIN	Philippe	directeur de recherche CNRS	UTBM F - 90 400 SEVENANS-BELFORT	UMR 5060 Métallurgies et culture	Philippe.Fluzin@utbm.fr
FRIBOULET	Muriel	responsable d'opération, assistante d'étude et d'opération	INRAP Nord Picardie Base de Thourotte 101 rue de la République F - 60 150 THOUROTTE	UMR 8546 École Normale Supérieure	muriel.friboulet@inrap.fr
GAUDEFROY	Stéphane	responsable d'opération, chargé de recherche et d'opération	INRAP Nord Picardie Base de Thourotte 101 rue de la République F - 60 150 THOUROTTE		stephane.gaudefroy@inrap.fr
GRANSAR	Frédéric	responsable d'opération, chargé de recherche et d'opération	INRAP Nord Picardie Centre archéologique départemental Abbaye-Saint-Jean-des-Vignes 3 impasse du commandant Gérard F - 02 200 SOISSONS	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	frederic.gransar@inrap.fr
HASELGROVE	Colin	professeur d'université	University of Leicester University Road GB - LEICESTER LEI 7RH	School of Archaeology and Ancient History	cch7@leicester.ac.uk
HENON	Bénédicte	responsable d'opération, chargée de recherche et d'opération	INRAP Nord Picardie Centre archéologique départemental Abbaye-Saint-Jean-des-Vignes 3 impasse du commandant Gérard F - 02 200 SOISSONS	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	benedicte.henon@inrap.fr
JOUVE	Michel	numismate, bénévole	456 A rue Victor Hugo F - 60 200 MARGNY-LES-COMPIÈGNE		
LAMBOT	Bernard	retraité, bénévole	CRAVO 21 rue des Cordeliers F - 60 200 COMPIÈGNE	UMR 8546 École Normale Supérieure	lambotdacy@wanadoo.fr
LE GOFF	Isabelle	anthropologue, ingénieur, chargée de recherche	INRAP Centre Ile-de-France 32 rue Delizy F - 93 500 PANTIN	UMR 7041 ArScAn Ethnologie préhistorique	isabelle.le-goff@inrap.fr
LE GUEN	Pascal	responsable d'opération, assistant d'étude et d'opération	INRAP Nord Picardie Centre archéologique départemental Abbaye-Saint-Jean-des-Vignes 3 impasse du commandant Gérard F - 02 200 SOISSONS	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	pascal.le-guen@inrap.fr
LEJARS	Thierry	chargé de recherche CNRS	Institut de Restauration et de Recherche Archéologique et Paléometallurgique 21 rue des Cordeliers F - 60 200 COMPIÈGNE	UMR 8546 École Normale Supérieure	thierryljrs@tiscali.it
MALRAIN	François	responsable d'opération, ingénieur chargé de recherche	INRAP Nord Picardie Base de Thourotte 101 rue de la République F - 60 150 THOUROTTE	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	francois.malrain@inrap.fr
MÉNIEL	Patrice	archéozoologue chargé de recherche, CNRS	La Grilletière F - 89 240 ESCAMPS	UMR 5594 Université de Bourgogne	meniel.pat@aol.com
PINARD	Estelle	responsable d'opération, chargée de recherche et d'opération	INRAP Nord Picardie Base de Thourotte 101 rue de la République F - 60 150 THOUROTTE	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	estelle.pinard@inrap.fr
PION	Patrick	maître de conférence Université de Paris X	Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie 21 allée de l'Université F - 92 023 NANTERRE cedex	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	patrick.pion@mae.u-paris10.fr
PRILAUX	Gilles	responsable d'opération, ingénieur chargé de recherche	INRAP Nord Picardie 53 rue Baudimont F - 62 000 ARRAS	UMR 8164 HALMA-IPEL	gilles.prilaux@inrap.fr
RAPIN	André	retraité de l'Éducation nationale, bénévole	Les Pervenches 8 rue Winston Churchill F - 60 200 COMPIÈGNE		
ROBERT	Bruno	responsable d'opération, ingénieur chargé de recherche	INRAP Nord Picardie Centre archéologique départemental Abbaye-Saint-Jean-des-Vignes 3 impasse du commandant Gérard F - 02 200 SOISSONS	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	bruno.robert@inrap.fr
ROUGIER	Richard	adjoint scientifique et technique, ingénieur chargé de recherche	INRAP Nord Picardie 518 rue Saint-Fuscien F - 80 000 AMIENS	UMR 8164 HALMA-IPEL	richard.rougier@inrap.fr
TALON	Marc	directeur interrégional	INRAP Nord Picardie 518 rue Saint-Fuscien F - 80 000 AMIENS	UMR 8164 HALMA-IPEL	marc.talon@inrap.fr

ANTIQUITÉ

AGACHE	Roger	retraité Ministère de la Culture	68 rue Pasteur F - 80 100 ABBEVILLE		
ALLAG	Claudine	ingénieur CNRS	Centre d'étude des peintures murales Abbaye Saint-Jean-des-Vignes F - 02 200 SOISSONS	UMR 8546	appa.cepmr@libertysurf.fr
AMANDRY	Michel	numismate	Cabinet des médailles 58 rue de Richelieu F - 75 002 PARIS		michel.amandry@bnf.fr
ANGOT	Jean-Pierre	retraité de l'Éducation nationale	127 rue Moutoir F - 60 400 BÉHÉRICOURT		
AUDEBERT	Alexandre	conservateur du patrimoine responsable du pôle archéologique	Conservation des musées et de l'archéologie du département de l'Aisne 1, rue William-Henry Waddington F - 02 000 LAON		aaaudebert@cg02.fr
BARBET	Alix	retraitée, Ministère de la recherche CNRS	Centre d'étude des peintures murales abbaye Saint-Jean-des-Vignes F - 02 200 SOISSONS		appa.cepmr@libertysurf.fr
BARBET	Pierre	responsable d'opération, chargé de recherche et d'opération	INRAP Nord Picardie 518 rue Saint-Fuscien F - 80 000 AMIENS		pierre.barbet@inrap.fr
BAYARD	Didier	conservateur en chef du patrimoine	DRAC de Picardie Service régional de l'Archéologie 5 rue Henri Daussy F - 80 000 AMIENS	UMR 8164 HALMA-IPEL	didier.bayard@culture.gouv.fr
BENREDJEB	Tahar	ingénieur d'étude	DRAC de Picardie Service régional de l'Archéologie 5 rue Henri Daussy F - 80 000 AMIENS	UMR 8164 HALMA-IPEL	tahar.benredjeb@culture.gouv.fr
BINET	Éric	responsable d'opération, chargé de recherche et d'opération	INRAP Nord Picardie 518 rue Saint-Fuscien F - 80 000 AMIENS	UMR 8164 HALMA-IPEL	eric.binet@inrap.fr
BLONDIAU	Lydie	responsable d'opération, assistante d'étude et d'opération	INRAP Nord Picardie 518 rue St Fuscien F - 80 000 AMIENS	UMR 8164 HALMA-IPEL	lydie.blondiau@inrap.fr
CADOUX	Jean-Louis	retraité de l'Université	1 allée des Coquelicots Val de Selles F - 80 160 PLACHY-BUYON	Laboratoire d'archéologie et d'histoire de l'Université de Picardie	jean-louis.cadoux@la.u-picardie.fr
CHAIDRON	Cyrille	céramologue, chargé de recherche et d'opération	INRAP Nord Picardie 518 rue Saint-Fuscien F - 80 000 AMIENS	UMR 8164 HALMA-IPEL	cyrille.chaidron@inrap.fr
CLOTUCHE	Raphaël	responsable d'opération, chargé de recherche et d'opération	INRAP Nord Picardie 518 rue Saint-Fuscien F - 80 000 AMIENS	UMR 8164 HALMA-IPEL	raphael.clotuche@inrap.fr
COLLART	Jean-Luc	conservateur en chef du Patrimoine conservateur régional de l'Archéologie	DRAC de Picardie Service régional de l'Archéologie 5 rue Henri Daussy F - 80 000 AMIENS	UMR 8164 HALMA-IPEL	jean-luc.collart@culture.gouv.fr
DEFENTE	Denis	conservateur en chef du Patrimoine département de la CMADA	Conservation des musées et de l'archéologie du département de l'Aisne 1, rue William-Henry Waddington F - 02 000 LAON		ddefente@cg02.fr
DUBOIS	Stéphane	céramologue, assistant d'étude et d'opération	INRAP Grand Est-Sud rue du Château F - 70 230 FILAIN		stephane.dubois@inrap.fr
DURAND	Marc	archéologue de collectivité retraité, directeur de la *Revue archéologique de Picardie*	1 rue de Monchy F - 60 810 RARAY		rap.marc.durand@wanadoo.fr
DUVETTE	Laurent	responsable d'opération, assistant d'étude et d'opération	INRAP Nord Picardie 518 rue Saint-Fuscien F - 80 000 AMIENS	UMR 8164 HALMA-IPEL	laurent.duvette@inrap.fr
FÉMOLANT	Jean-Marc	attaché de conservation chef du service d'archéologie	Service archéologique ville de Beauvais 2 rue Saint-Lucien F - 60 000 BEAUVAIS		jmfemolant@beauvais.fr
GEMEHL	Dominique	responsable d'opération, chargée de recherche et d'opération	INRAP Nord Picardie 518 rue Saint-Fuscien F - 80 000 AMIENS		dominique.gemehl@inrap.fr

HANOUNE	Roger	maître de conférence retraité CIRA Est	Université de Lille III F - 59 650 VILLENEUVE-D'ASCQ	UMR 8164 HALMA-IPEL	
HOSDEZ	Christophe	responsable d'opération, chargé de recherche et d'opération	INRAP Nord Picardie Base de Saint-André 11 rue Victor Hugo F - 59 350 SAINT-ANDRÉ		christophe.hosdez@inrap,fr
LEMAIRE	Frédéric	responsable d'opération, chargé de recherche et d'opération	INRAP Nord Picardie 53 rue Baudimont F - 62 000 ARRAS		frederic.lemaire@inrap.fr
LEMAIRE	Patrick	responsable d'opération, assistant d'étude et d'opération	INRAP Nord Picardie 53 rue Baudimont F - 62 000 ARRAS		patrick.lemaire@inrap.fr
LEPETZ	Sébastien	archéozoologue, chargé de recherche CNRS	Trivis F - 22 200 PABU	ESA 8045 Archéologie, histoire des sociétés humaines et des peuplements	lepetz@tiscali.fr
MAHÉO	Noël	conservateur du Patrimoine responsable des collections archéologiques	Musée de Picardie 48 rue de la République F - 80 000 AMIENS		n.maheo@amiens-metropole.com
MANTEL	Étienne	technicien de recherche	SRA deHaute-Normandie F - 76 100 PETIT-QUEVILLY		etienne.mantel@culture.gouv.fr
MARÉCHAL	Denis	responsable d'opération, assistant d'étude et d'opération	INRAP Nord Picardie Base de Thourotte 101 rue de la République F - 60 150 THOUROTTE		denis.marechal@inrap.fr
PICHON	Blaise	ATER	Université de Valenciennes		blaise.pichon@tele2.fr
PISSOT	Véronique	céramologue, assistante d'étude et d'opération	INRAP Centre Ile-de-France 32 rue Delizy F - 93 500 PANTIN		veronique.pissot@inrap.fr
PITON	Daniel	retraité de l'Éducation nationale, bénévole	600 rue de la Cagne F - 62 170 BERNIEULLES		dapiton@wanadoo.fr
QUÉREL	Pascal	responsable d'opération, chargé de recherche et d'opération	INRAP Nord Picardie Base de Saint-André 11 rue Victor Hugo F - 59 350 SAINT-ANDRÉ	UMR 8164 HALMA-IPEL	pascal.querel@inrap.fr

SOUPART	Nathalie	responsable d'opération, assistante d'étude et d'opération	INRAP Nord Picardie 518 rue Saint-Fuscien F - 80 000 AMIENS	UMR 8164 HALMA-IPEL	nathalie.soupart@inrap.fr
THUET	Annick	responsable d'opération, assistante d'étude et d'opération	INRAP Nord Picardie 518 rue Saint-Fuscien F - 80 000 AMIENS		annick.thuet@inrap.fr
TYMCIOW	Jean-Pierre	prospecteur bénévole	CRAVO 21 rue des Cordeliers F - 60 200 COMPIÈGNE		
VAN OSSEL	Paul	professeur d'université Université de Paris 10	Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie 21 allée de l'Université F - 92 023 NANTERRE CEDEX	Archéologie de la Gaule Structures économiques et sociales UMR 7041- ArScAn	paul.van-ossel@mae.u-paris10.fr
WOIMANT	Georges-Pierre	archéologue de collectivité Conseil général de l'Oise	Musée Vivenel 2 rue d'Austerlitz F - 60 200 COMPIÈGNE		gp.woimant@wanadoo.fr

MOYEN ÂGE ET MODERNE

BAYARD	Didier	conservateur en chef du Patrimoine	DRAC de Picardie Service régional de l'Archéologie 5 rue Henri Daussy F - 80 000 AMIENS	UMR 8164 HALMA-IPEL	didier.bayard@culture.gouv.fr
BERNARD	Jean-Louis	responsable d'opération, ingénieur chargé de recherche	INRAP Nord Picardie 518 rue Saint-Fuscien F - 80 000 AMIENS	Laboratoire d'archéologie et d'histoire de l'Université de Picardie Jules Verne, EA 3192	j-l.bernard@wanadoo.fr
BLARY	François	attaché de conservation chef du service d'archéologie CIRA Ouest	Unité d'Archéologie Hôtel-Dieu avenue Jaussaume Latour F - 02 200 CHÂTEAU-THIERRY	UMR 8589	archeologie@ville-chateau-thierry.fr
BONDE	Sheila	professeur d'université	Brown University Dept. of History of Art and Architecture BOX 1 855 USA - RI02912 PROVIDENCE		Sheila_Bonde@Brown.edu
CARTIER	Jean	directeur Écomusées de l'Oise	Groupe de recherche et d'Étude de la céramique du Beauvaisis F - 60 000 BEAUVAIS		

CATTEDDU	Isabelle	responsable d'opération, ingénieur, chargée de recherche	INRAP Nord Picardie Base de Saint-André 11 rue Victor Hugo F - 59 350 SAINT-ANDRÉ	UMR 6566 Civilisations atlantiques et archéosciences	isabelle.cattedu@inrap.fr
CHANDEVAU	Frédéric	responsable d'opération, assistant d'étude et d'opération	INRAP Grand Sud-Ouest	Laboratoire d'archéologie et d'histoire de l'Université de Picardie	
CLAVEL	Benoît	archéozoologue, chargé de recherche et d'opération	INRAP Nord Picardie et CRAVO 21 rue des Cordeliers F - 60 200 COMPIÈGNE	UMR 5197 Laboratoire d'archéozoologie du CRAVO	benoit.clavel@inrap.fr
CLOQUIER	Christophe	doctorant	Université de Picardie Jules Verne Chemin du Thil F - 80 025 AMIENS cedex 1	Laboratoire d'archéologie et d'histoire de l'université de Picardie EA 3192	double_c_80@yahoo.fr
DEFENTE	Denis	conservateur en chef du Patrimoine département de la CMADA	Conservation des musées et de l'archéologie du département de l'Aisne 1, rue William-Henry Waddington F - 02 000 LAON		ddefente@cg02.fr
DERBOIS	Martine	responsable d'opération, chargée de recherche et d'opération	INRAP Nord Picardie 518 rue Saint-Fuscien F - 80 000 AMIENS		martine.derbois@inrap.fr
DESACHY	Bruno	ingénieur d'étude	Sous-Direction de l'Archéologie 4 rue d'Aboukir F - 75 002 PARIS	EA 3192 Département de la Recherche des Méthodes et de l'Expertise DRME	bruno.desachy@culture.gouv.fr
DHENIN	Michel	numismate, conservateur Département des Monnaies, Médailles et Antiques	Bibliothèque Nationale 78 rue Richelieu F - 75 002 PARIS		
DOYEN	Bénédicte	chargée d'étude	Thiérache Développement 6 rue du Presbytère, BP 48 F - 02 260 LA CAPELLE	Laboratoire d'archéologie et d'histoire de l'Université de Picardie Jules Verne, EA 3192	bdoyen@thierachedeveloppement.org
DULAUROY	Hélène	archéologue de collectivité	Service archéologique Hôtel de Ville F -60 400 NOYON		

DURAND	Marc	archéologue de collectivité, retraité directeur de la *Revue archéologique de Picardie*	1 rue de Monchy F - 60 810 RARAY		rap.marc.durand@wanadoo.fr
FLUCHER	Guy	responsable d'opération, technicien d'opération	INRAP Nord Picardie Centre archéologique départemental Abbaye-Saint-Jean-des-Vignes 3 impasse du commandant Gérard F - 02 200 SOISSONS		guy.flucher@inrap.fr
FOUCRAY	Bruno	numismate, conservateur en chef du Patrimoine conservateur régional de l'Archéologie	DRAC d'Ile-de-France Service régional de l'Archéologie 6 rue de Strasbourg F - 93 200 SAINT-DENIS		bruno.foucray@culture.gouv.fr
FRANCOIS	Jean-Luc	bénévole	109 avenue Charles Boutet F - 08 000 CHARLEVILLE-MÉZIÈRES		
FRICHET-COLZY	Hélène		10 rue de la Petite Montagne F - 51 390 GUEUX	Laboratoire d'archéologie et d'histoire de l'Université de Picardie	
GEMEHL	Dominique	responsable d'opération, chargée de recherche et d'opération	INRAP Nord Picardie 518 rue Saint-Fuscien F - 80 000 AMIENS		dominique.gemehl@inrap.fr
GNAT	Aurélien	doctorant	22 rue de la Clouerie F - 28 000 CHARTRES	Laboratoire d'archéologie et d'histoire de l'Université de Picardie	
GORET	Jean-François	archéologue de collectivité	Unité d'archéologie de Saint-Denis 8 rue Franciade F - 93 200 SAINT-DENIS		archeologie@ville-saint-denis.fr
GUILHOT	Jean-Olivier	conservateur en chef du Patrimoine conservateur régional de l'Archéologie	DRAC de Bourgogne Service régional de l'Archéologie Hôtel Chartraire de Montigny 39-41 rue Vannerie F - 21 000 DIJON	UMR 5594 Université de Bourgogne	jean-olivier.guilhot@culture.gouv.fr
HARNAY	Véronique	responsable d'opération, chargée de recherche et d'opération	INRAP Nord Picardie Base de Saint-André 11 rue Victor Hugo F - 59 350 SAINT-ANDRÉ		veronique.harnay@inrap.fr

JORRAND	Jean-Pierre	attaché de conservation responsable du service d'Archéologie	Service archéologique Ville de Laon 32 rue Georges Ermant F - 02 200 LAON		jpjorrand@ville-laon.fr
LACROIX	Marie-Christine	archéologue de collectivité Conseil général d'Indre-et-Loire	Service Archéologique place de la Préfecture F - 37 927 TOURS cedex 9		mclacroix@cg37.fr
LEGOUX	René	bénévole	12 avenue de Corinthe F - 44 300 NANTES		
LEGROS	Vincent	ingénieur d'étude	DRAC de Picardie Service régional de l'Archéologie 5 rue Henri Daussy F - 80 000 AMIENS	Laboratoire d'archéologie et d'histoire de l'Université de Picardie EA3192	vincent.legros@culture.gouv.fr
MAINES	Clarck	professeur d'université	Wesleyan University Département of History USA - CT 06457 MIDDLETOWN		cmaines@wesleyan.edu
MARTIN	Jean-François	bénévole	1 rue de La Selve F - 02 150 SISSONNE		jean-francois.martin58@wanadoo.fr
MOUNY	Sandrine	céramologue, ingénieur	Université de Picardie Jules Verne Chemin du Thil F - 80 025 AMIENS cedex 1	Laboratoire d'archéologie et d'histoire de l'Université de Picardie, EA 3192	laboarcheo@hotmail.com
NICE	Alain	médiateur culturel	Conservation des musées et de l'archéologie du département de l'Aisne 1, rue William-Henry Waddington F - 02 000 LAON		anice@cg02.fr
PETIT	Bernard	bénévole	8 rue de l'abbaye d'Auchy F - 76 390 AUMALE		petitbll@aol.com
PETITJEAN	Martine	adjoint administrateur	INRAP Centre Ile-de-France 32 rue Delizy F - 93 500 PANTIN		martine.petitjean@inrap.fr
POPINEAU	Jean-Marc	professeur d'histoire	Collège Bon-Secours F- 60 300 SENLIS	Laboratoire d'archéologie et d'histoire de l'Université de Picardie, EA 3192	popineau.jean-marc@wanadoo.fr

RACINET	Philippe	professeur d'université	Université de Picardie Jules Verne Chemin du Thil F - 80 025 AMIENS cedex 1	Laboratoire d'archéologie et d'histoire de l'Université de Picardie, EA 3192	philippe.racinet@u-picardie.fr
ROUSSEL	Dominique	conservateur du Patrimoine conservateur de musée	Musée de Soissons Ancienne abbaye Saint-Léger 2 rue de la Congrégation F - 02 200 SOISSONS		conservation@musee-soissons.org
SCHULER	Richard	attaché de conservation	Musée départemental de l'Oise place de la Cathédrale F - 60 000 BEAUVAIS		robert.schuler@cg60.fr
THOUVENOT	Sylvain	responsable d'opération, chargé de recherche et d'opération	INRAP Nord Picardie Centre archéologique départemental Abbaye-Saint-Jean-des-Vignes 3 impasse du commandant Gérard F - 02 200 SOISSONS		sylvain.thouvenot@inrap.fr
THUILLIER	Patrice	professeur d'histoire, doctorant	Collège Pierre d'Ailly F - 60 200 COMPIÈGNE	Laboratoire d'archéologie et d'histoire de l'Université de Picardie, EA 3192	
VALLET	Françoise	conservateur de musée	Musée des Antiquités Nationales F - 78 100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		francoise.vallet@culture.gouv.fr
YVINEC	Jean-Hervé	archéozoologue, ingénieur chargé de recherche	CRAVO 21 rue des Cordeliers F - 60 200 COMPIÈGNE	UMR 5197 Laboratoire d'archéozoologie du CRAVO	jean-herve@yvinec.org
ZIEGLER	Sebastien	chargé de mission	Conservation des musées et de l'archéologie du département de l'Aisne 1, rue William-Henry Waddington F - 02 000 LAON		sziegler@cg02.fr

Paléoenvironnement et spécialistes

ANTOINE	Pierre	géomorphologue, chargé de recherche CNRS	Laboratoire de Géographie Physique place Aristide Briand , F - 92 195 MEUDON cedex	UMR 8591	Pierre.Antoine@cnrs-bellevue.fr
BAKELS	Corie	retraitée de l'Université	Faculty of Archaeology Leiden University PO Box 9515 NL - 2 300 RA LEIDEN		c.c.bakels@arch.leidenuniv.nl

BERNARD	Vincent	dendrochronologue, chargé de recherche CNRS	Université de Rennes Campus de Beaulieu F - 35 042 RENNES Cedex	UMR 6566 Civilisations atlantiques et archéosciences	vincent.bernard@univ-rennes1.fr
BLONDIAUX	Joël	anthropologue	Centre d'Étude paléopathologique du Nord 36 rue Jules Ferry F - 59 127 WALINCOURT-SELVIGNY		jblondiaux@nordnet.fr
BOULEN	Murielle	palynologue, assistante d'étude et d'opération	INRAP Nord Picardie Centre archéologique départemental Abbaye-Saint-Jean-des-Vignes 3 impasse du commandant Gérard F - 02 200 SOISSONS	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	muriel.boulen@inrap.fr
CHARTIER	Michèle	géologue, maître de conférence Université de Paris I	Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie 21 allée de l'Université F - 92 023 NANTERRE cedex	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	michele.chartier@mae.u-paris10.fr
COUBRAY	Sylvie	anthracologue, chargée de recherche et d'opération	INRAP Centre Ile-de-France 32 rue Delizy F - 93 500 PANTIN	UMR 7041 ArScAn Protohistoire européenne	sylvie.coubray@inrap.fr
COUTARD	Sylvie	géomorphologue, chargée de recherche et d'opération	INRAP Nord Picardie 518 rue Saint-Fuscien F - 80 000 AMIENS	UMR 8591 Laboratoire de Géographie physique	sylvie.coutard@inrap.fr
DECOCQ	Guillaume	maître de conférence en botanique	Université de Picardie Jules Verne Chemin du Thil F - 80 025 AMIENS cedex 1	Laboratoire d'archéologie et d'histoire de l'Université de Picardie, EA 3192	guillaume.decocq@u-picardie.fr
DEFGNÉE	Anne	palynologue, assistante de recherches	Laboratoire de palynologie Université catholique de Louvain Carnoy 4-5, Croix du Sud B - 1 348 LOUVAIN-LA-NEUVE		a.defgnee@bota.ucl.ac.be
DERREUMAUX	Marie	carpologue, doctorante	CRAVO 21 rue des Cordeliers F - 60 200 COMPIÈGNE	Laboratoire de carpologie du CRAVO, EA 3192	cravolac@aol.com
DESCHODT	Laurent	géomorphologue, chargé de recherche et d'opération	INRAP Nord Picardie Base de Saint-André 11 rue Victor Hugo F - 59 350 SAINT-ANDRÉ	Laboratoire de Géographie Physique, UMR 8591	laurent.deschodt@inrap.fr

DIETRICH	Anne	xylologue, ingénieur, chargée de recherche	INRAP Centre Ile-de-France 32 rue Delizy F - 93 500 PANTIN		anne.dietrich@inrap.fr
DIETSCH	Marie-France	carpologue	4 rue Creuse F - 27 730 EPIEDS	UMR 6566 Civilisations atlantiques et archéosciences	
FABRE	Jacques	géologue, retraité	Université de Picardie Jules Verne, chemin du Thil F - 80 025 AMIENS CEDEX 1	Service de Géologie	jacalbertfabre@wanadoo.fr
LEROYER	Chantal	palynologue, ingénieur de recherche	Centre national de Préhistoire 38 rue du 26e RI F - 24 000 PÉRIGUEUX	UMR 7041 ArScAn Archéologie environnementale	chantal.leroyer@culture.fr
LIMONDIN-LOZOUET	Nicole	malacologue, chargée de recherche CNRS	Laboratoire de Géographie physique 1 place Aristide Briand F - 92 195 MEUDON cedex	UMR 8591	Nicole.Limondin@cnrs-bellevue.f
MATTERNE	Véronique	carpologue,	INRAP Nord Picardie et CRAVO 21 rue des Cordeliers F - 60 200 COMPIÈGNE	Laboratoire de carpologie du CRAVO	veronique.zech-matterne@inrap.fr
PASTRE	Jean-François	géomorphologue, directeur de recherche CNRS	Laboratoire de Géographie physique 1 place Aristide Briand F - 92 195 MEUDON cedex	UMR 8591	Jean-François.Pastre@cnrs-bellevue.fr
PREISS	Sidonie	doctorante UPJV, allocataire du Conseil régional	CRAVO 21 rue des Cordeliers F - 60 200 COMPIÈGNE	Laboratoire de carpologie du CRAVO	
THIÉBAULT	Stéphanie	Anthracologue directrice de recherche, CNRS	Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie 21 allée de l'Université F - 92 023 NANTERRE cedex	UMR 7041 ArScAn	stephanie.thiebault@mae.u-paris10.fr
VERGNE	Virginie	maître de conférence palynologue	Université de Lille I avenue Paul Langevin Université des Sciences et Technologies de Lille F - 59 655 VILLENEUVE-D'ASCQ cedes	Laboratoire de Préhistoire et Quaternaire, ESA 8018	virginie.vergne@univ-lille 1.fr

ANNUAIRE DES DIFFÉRENTES STRUCTURES INTERVENANT EN ARCHÉOLOGIE EN PICARDIE

DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES (DRAC)
Service régional de l'Archéologie
5 rue Henri Daussy
F - 80000 AMIENS
03 22 97 33 45
http://www.culture.gouv.fr/picardie/

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES PRÉVENTIVES (INRAP)
518 rue Saint-Fuscien
F - 80000 AMIENS
03 22 33 50 30
nord-picardie@inrap.fr
http://www.inrap.fr

SERVICES DÉPARTEMENTAUX

SERVICE ARCHÉOLOGIQUE DÉPARTEMENTAL DE LA SOMME
27 mail Albert 1er
F - 80026 AMIENS CEDEX 1
03 22 71 82 55
jp.fagnart@somme.fr
http://www.cg80.fr/eco/htm/p215.htm

SERVICE ARCHÉOLOGIQUE DÉPARTEMENTAL DE L'OISE
Musée Vivenel
2 rue d'Austerlitz
F- 60200 COMPIÈGNE
03 44 86 02 08

PÔLE ARCHÉOLOGIQUE DÉPARTEMENTAL
Conseil général de l'Aisne
Conservation des musées et de l'archéologie
1, rue William-Henry Waddington
F - 02000 LAON
03 23 24 87 48
http://www.aisne.fr

SERVICES MUNICIPAUX

SERVICE ARCHÉOLOGIQUE DE BEAUVAIS
2 rue Saint-Lucien
F - 60000 BEAUVAIS
03 44 45 70 86
archeologie@beauvais.fr

UNITÉ D'ARCHÉOLOGIE DE CHÂTEAU-THIERRY
Hôtel-Dieu
Avenue Joussaume Latour
F - 02400 CHÂTEAU-THIERRY
03 23 83 03 46
archeologie@ville-chateau-thierry.fr
http://www.patrimoine-vivant.org

SERVICE ARCHÉOLOGIQUE DE LA VILLE DE LAON
Maison des Arts et des Loisirs
place Aubry
F - 02013 LAON
03 23 26 30 34
patrimoine@ville-laon.fr
http://www.vpah.culture.fr/vpah/picardie/laon-pr.htm

SERVICE ARCHÉOLOGIQUE DE LA VILLE DE NOYON
Hôtel de Ville
place Bertrand Labarre
F - 60400 NOYON
03 44 44 19 63
http://www.ville-noyon.fr

STRUCTURES DÉPARTEMENTALES

CENTRE ARCHÉOLOGIQUE DÉPARTEMENTAL DE RIBEMONT-SUR-ANCRE
9 place du général de Gaulle
BP 90452
F - 80800 Ribemont-sur-Ancre
03 22 40 64 66
cadra@somme.fr
http://www.ribemontsurancre.cg80.fr

CENTRE DÉPARTEMENTAL DU HAUT MOYEN ÂGE
Moulin de Marle
F - 02 250 MARLE
03 23 24 01 33

SAMARA
F - 80310 La Chaussée-Tirancourt
03 22 51 82 83
f.delaune@somme.fr
http://www.samara.fr/index.php

UNIVERSITÉ – CNRS - INSTITUT

LABORATOIRE D'ARCHÉOLOGIE
Université de Picardie Jules Verne
Faculté d'Histoire et de Géographie
Campus, chemin du Thil
F - 80025 AMIENS CEDEX 01
03 22 82 70 44
laboarcheo@hotmail.com

INSTITUT D'ART ET D'ARCHÉOLOGIE
Université de Paris I Panthéon-Sorbonne
3 rue Michelet
F - 75006 PARIS

UMR 7041 ARSCAN (ARCHÉOLOGIE-PRÉHISTOIRE-ANTIQUITÉ SCIENCES DE L'ANTIQUITÉ)
Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie
21 allée de l'Université
F - 92023 NANTERRE CEDEX
01 46 69 24 18
arscan@mae.u-paris10.fr
http://www.mae.u-paris10.fr/webarscan/presumr.html

UMR 8164 HALMA-IPEL
Université Charles de Gaulle Lille 3
Pont-de-Bois, PB 60149
F - 59653 VILLENEUVE-D'ASCQ CEDEX
Tél/fax : 03 20 41 63 65 ou 68 30
http://halma-ipel.recherche.univ-lille3.fr/Index

ESA 8018 LABORATOIRE DE PRÉHISTOIRE ET QUATERNAIRE DE L'EUROPE DU NORD-OUEST
UFR de Géographie
avenue Paul Langevin
Université des Sciences et Technologiques de Lille
F - 59655 VILLENEUVE-D'ASCQ CEDEX
03 20 43 46 88
alain.tuffreau@univ-lille1.fr
http://ustl1.univ-lille1.fr/projetUstl/index.asp

UMR 8591 LABORATOIRE DE GÉOGRAPHIE PHYSIQUE - CNRS
1 place Aristide Briand
F - 92195 MEUDON CEDEX

CENTRE D'ÉTUDE DES PEINTURES MURALES ROMAINES - CNRS
Abbaye Saint-Jean-des-Vignes
F - 02200 SOISSONS
03 23 74 58 34
appa.cepmr@libertysurf.fr

INSTITUT DE RESTAURATION ET DE RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES ET PALÉOMETALLURGIQUES (IRRAP)
21 rue des Cordeliers
F - 60200 COMPIÈGNE
03 44 20 20 24
irrap@aol.com

ASSOCIATIONS

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE PICARDIE
siège social : Laboratoire d'Archéologie
Université de Picardie Jules Verne
Campus, Chemin du Thil
F - 80025 AMIENS CEDEX 01
http://www.revuearcheo.picardie.free.fr
Administration, service des ventes et abonnements :
47 rue du Châtel
F - 60300 SENLIS
rap.marc.durand@wanadoo.fr
christian.sanvoisin@wanadoo.fr

CENTRE DE RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES DE LA VALLÉE DE L'OISE (CRAVO)
21 rue des Cordeliers
F - 60200 COMPIÈGNE
03 44 23 28 10
cravolac@aol.com
http://cravo.archeozoologie-archaeozoology.org/pages_contact/contact.htm

CENTRE INTERDISCIPLINAIRE DE RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES DE LA SOMME (CIRAS)
5 rue Henri Daussy
F - 8000 Amiens
03 22 97 33 44
ciras@wanadoo.fr
http://www.chez.com/ciras/

FÉDERATION DÉPARTEMENTALE DES ARCHÉOLOGUES DE L'AISNE
28 rue Fernand Christ
F - 02000 Laon
03 23 24 61 47
federation@federationsocieteshistoireaisne.org
http://www.federationsocieteshistoireaisne.org/index2.html

MUSÉES AYANT DES COLLECTIONS ARCHÉOLOGIQUES

MUSÉE BOUCHER DE PERTHES
24, rue Gontier Patin
F - 80100 ABBEVILLE
03 22 24 08 49
musee-boucher-de-perthes@wanadoo.fr

MUSÉE DE PICARDIE
48, rue de la République
F - 80000 AMIENS
03 22 97 14 00
http://w2.amiens.com/museedepicardie

MUSÉE ARCHÉOLOGIQUE DE LA RÉGION DE BRETEUIL
12, rue François Monnet
F - 60120 BRETEUIL
03 44 80 55 25
musee.breteuil@wanadoo.fr

MUSÉE DE CHAUNY
28 rue de la Paix
F - 02300 CHAUNY
03 23 38 32 59
musee.municipal@ville-chauny.fr

MUSÉE D'ART ET D'ARCHÉOLOGIE DE LAON
32, rue Georges Ermant
F - 02000 LAON
03 23 20 19 87
musee@ville-laon.fr
http://perso.wanadoo.fr/musee.laon/

MUSÉE DES TEMPS BARBARES
Moulin de Marle
F - 02250 MARLE
03 23 23 29 58
alain.nice@wanadoo.fr

MUSÉE DU NOYONNAIS
7, rue de l'Évêché
F - 60400 NOYON
03 44 09 43 41
musees.noyon@wanadoo.fr

MUSÉE DÉPARTEMENTAL DE L'OISE
Ancien palais épiscopal
B.P. 618
F - 60006 BEAUVAIS CEDEX
03 44 11 43 83
richard.schuler@cg60.fr

MUSÉE D'ART ET D'ARCHÉOLOGIE DE SENLIS
12 place Notre-Dame
60300 SENLIS
03 44 32 00 83
senlisart@wanadoo.fr

MUSÉE DE SOISSONS
Ancienne abbaye Saint-Léger
2, rue de la Congrégation
F - 02200 SOISSONS
03 23 93 30 50
conservation@musee-soissons.org
http://www.musee-soissons.org

MUSÉE DU VERMANDOIS
2, rue de la chaussée romaine
F - 02490 VERMAND
03 23 51 03 16

Pour connaître le nom des associations œuvrant sur le Patrimoine en Picardie, nous vous renvoyons sur l'annuaire de l'ARPP

AGENCE RÉGIONALE DU PATRIMOINE DE PICARDIE
45 rue Pointin
F - 80041 AMIENS CEDEX
Tél : 03 22 71 17 00
Fax : 03 22 92 97 84
http://www.arpp.org/portail/annuaires/annuaires.htm

Cet annuaire, considéré comme une annexe pratique des *Bilans*, a été établi dans le même esprit et mentionne – en grande partie – les différents acteurs qui y sont cités. Il s'agit des collègues incontournables par leurs travaux, ayant publié dans les dix dernières années ou publiant sur la Picardie, étant encore en vie, en activité ou à la retraite depuis peu : on peut les joindre à l'adresse indiquée, ils sont – en principe – en mesure de répondre. De fait, nous n'avons donc pas retenu les étudiants ayant un jour soutenu un mémoire – mais sans suite – sur la Picardie, les responsables d'opération qui ne publient pas ou peu sur la Picardie, les prestataires ponctuels ouvrant pour leur spécialité à un niveau national, etc. En clair, il s'agit plutôt de référents ; cela concerne donc les professionnels et les bénévoles d'un niveau scientifique reconnu. Enfin, cet annuaire est un outil en grande partie à destination de la communauté scientifique qui permet de documenter l'état des forces actives en présence, notamment pour la CIRA ou le CNRA, mais aussi pour les services des ministères de la Culture, de l'Éducation nationale et de la Recherche, des collectivités territoriales et de l'INRAP afin de mesurer les besoins en poste et en compétences scientifiques pour diriger des opérations ou réaliser des études.